Les Tempérants

Livre III

Réflexions Culturelles pour la Paix

Faire comprendre à la raison ce que le cœur sait déjà.

Bernard GARDE

Autoédition en téléchargement gratuit sur le site
https://www.bernardgarde-lestemperants.com

© 2024 by Bernard GARDE
All rights reserved - Tous droits réservés
Dépôt Légal deuxième trimestre 2024
ISBN 978-2-913283-82-4 – EAN 9782913283824
Autoédition en téléchargement gratuit sur le site
https://www.bernardgarde-lestemperants.com

Á vous-même
et pour nous tous.

...et en remerciant ma douce Claude pour son soutien quotidien et son infinie patience, ainsi que Roseline, André, Cédric et Michel pour l'efficacité de leur aide technique ou scientifique.

La connaissance rend complémentaire
ce que l'ignorance croit incompatible.

Réflexions Culturelles 1

La Tempérance

Les nombreuses réflexions déjà développées, en accompagnant la traversée d'un océan Pacifique à l'appellation trompeuse, ont permis de définir de façon universelle -donc aussi objectivement qu'il se peut *à ce stade*- les conditions socio-économiques les plus générales de la Paix et de la Justice qui vont de pair avec une démocratie *effective*, autrement dit délodiste, tandis que l'analyse de l'interdépendance des faces sociale et économique des sociétés humaines (re)construisait simultanément la complémentarité de ces deux côtés faussement opposés de la pyramide sociétale, par le biais des concepts clés d'unité minutaire et de partition-répartition minimoptimaximale. Il reste donc à compléter l'observation de cet édifice par sa quatrième face, proprement *culturelle*, en relation constante avec les observations des deux livres précédents, à la façon de la résolution d'un « casse-tête » ludique dont les segments de bois aux formes biscornues à souhait compliquent la tâche en traversant de part en part un objet rebelle en trois dimensions. Dès lors, la finalité qui incombe à ce Livre III consiste à définir les conditions de la Paix et de la Justice dans la dimension culturelle correspondant aux innovations politiques et socio-économiques qui ont précédé, afin d'en apprécier la

teneur spécifique et les apports éventuels vis-à-vis des réalités sociétales d'aujourd'hui. Le champ fleuri à butiner est certes trop vaste pour une abeille piètrement outillée, mais fort heureusement, il sera suffisant de couvrir l'essentiel des dimensions culturelles impliquées, en adoptant une perspective résolument universaliste propre à libérer l'observation des contingences historiques locales, pour à la fois établir et anticiper les implications du délodisme biéconomique et de la *pensée tempérante* correspondante sur l'Histoire à venir.

Á la façon empirique de tout artisan ou scientifique, et comme pour les volumes précédents, il faut d'abord se satisfaire de la contrainte d'un outil plus ou moins préconçu, en cohérence avec le but recherché, ce qui suppose de définir a minima les caractéristiques culturelles de la pensée tempérante, au moins telle quelle apparaît déjà en filigrane tout au long des deux premiers livres de ces *Réflexions*, avant de pouvoir en dégrossir ou affiner la philosophie correspondante au fil des prochaines explorations, tandis que par défaut, les exemples éventuels concerneront inévitablement le cas français, du moins tel que subjectivement ressenti par l'auteur !

En termes de croisière hauturière, pour conserver l'image d'une pensée volontairement distanciée des continents sur lesquels se poursuit l'Histoire tumultueuse de l'Humanité, et à partir de la zone nord-ouest du plus vaste océan tout juste traversé, le cap est désormais fixé au sud-ouest, jusqu'aux côtes de l'Afrique Orientale, berceau de l'Humanité et des premières sociétés humaines d'envergure, en longeant pour cela les civilisations culturellement très développées de l'Extrême-Orient et de l'Orient, pour virer ensuite en direction du nord et du Moyen-Orient via le raccourci géographique volontaire du canal de Suez afin de terminer notre boucle planétaire par la Méditerranée.

Même si d'autres cultures complexes et raffinées ont bel et bien fleuri partout où la vie humaine est possible, force est de remarquer à quel point ces derniers segments de navigation se fondent idéalement à l'objectif prioritairement culturel des chapitres à venir, puisqu'il semble

scientifiquement acquis que l'aventure des humains, depuis son berceau africain et ses toutes premières sociétés élaborées, s'est développée sans discontinuer jusqu'à se répandre sur toute la planète, et particulièrement sur le plus vaste des continents, attestant le lien direct entre la richesse culturelle et le développement politique autant que socio-économique des civilisations du passé, dont les contacts ont transmis la flamme du progrès culturel de siècle en siècle jusqu'à nos jours. Car si de rares sociétés humaines avancées mais trop isolées ont probablement disparu sans transmettre à d'autres groupes humains leur héritage matériel ou philosophique, les innombrables contacts inter-sociétaux, favorisés par la curiosité, l'ambition ou le simple commerce, se sont toujours doublés d'échanges culturels d'une formidable synergie, dont l'Histoire a fini par extraire peu à peu toute la quintessence, nonobstant les apparences conflictuelles propres à chaque époque.

Sous le terme de « Culture », il faut comprendre l'ensemble des savoirs et des savoir-faire élaborés et transmis par une société humaine tout au long de son histoire, ainsi que les multiples rouages structurels qui encadrent leur évolution permanente, bien au-delà des dimensions principalement artistiques et patrimoniales qui relèvent d'un ministère particulier, ce qui suppose d'inclure dans ces *Réflexions* des éléments aussi variés que les us et coutumes dérivés de la tradition, l'éducation familiale, l'enseignement et l'apprentissage, les médias sous toutes leurs formes, l'ensemble des arts, des sciences et des techniques, ainsi que les valeurs idéologiques, religieuses ou philosophiques. D'une manière ou d'une autre, ces multiples paramètres culturels concernent le progrès intellectuel et moral d'une conscience humaine en constante évolution, le cœur même du processus d'*humanisation* par la connaissance et la raison, tandis que le sommet de la face pyramidale qui lui correspond touche jusqu'aux limites de la religion et de la philosophie sans jamais pouvoir totalement expliquer, ni dès lors exclure, le Mystère Suprême et proprement « divin » de l'Existence.

1 - De la Violence à la Tempérance.

Avant même de pouvoir définir *positivement* la Tempérance qui va de pair avec le délodisme biéconomique, autrement dit la paix civile et la justice sociale maximales, force est de constater d'abord, à l'instar de Thomas Hobbes, que l'*état de nature* est toujours assimilable à la loi de la jungle et au règne du plus fort via toutes les formes de violence possibles. Mais loin de suivre ce philosophe jusqu'à la conclusion que seul un pouvoir absolu et royal peut *imposer* l'ordre et la paix, il est tout aussi nécessaire d'observer qu'à l'inverse, l'évolution historique à long terme des sociétés les plus avancées se fonde sur l'approche laborieuse d'un idéal démocratique plus que jamais indispensable à ces finalités. Précisément, les deux volumes qui précèdent ces *Réflexions Culturelles* ont permis de définir les conditions minimales d'une *réelle* démocratie (principalement directe et locale, pétitionnaire et référendaire) tout en offrant aux citoyens accomplis de l'avenir les moyens techniques d'en remplir les conditions socio-économiques grâce à la partition-répartition biéconomique et minutarisée et sa Garantie Citoyenne et minimale d'un Revenu Universel, Revenu dont la proportion sociétale *objective* devrait se voir bientôt *fixée* par le quatrième et dernier volet de cette recherche.

La violence qui plombe littéralement l'Histoire humaine depuis ses origines, tantôt réglementée sur de fausses bases et maladroitement contenue en *temps de paix*, tantôt dangereusement libérée en temps de crise ou de guerre « totale », cette même violence qui déséquilibre les comportements individuels les plus quotidiens tout comme la cohérence des rouages sociétaux à cause des excès que notre pesanteur naturelle concurrentielle favorise toujours par défaut, constitue le seul et véritable ennemi public numéro 1 commun à tous les êtres humains, responsable direct du malheur et de la souffrance en lieu et place du bonheur et du bien-*être* auxquels aspire plus ou moins consciemment chaque nouvelle génération dans sa tentative de (re)construction sociétale.

La trame philosophique qui tisse la toile de fond du délodisme biéconomique est intrinsèquement *tempérante*, c'est-à-dire résolument équilibrée et pacifique, donc à l'opposé de toutes les violences jusqu'à présent endurées par l'Humanité. C'est une non-violence systémique et non pas une antiviolence sporadique et réactive dont le risque inhérent est d'adopter les défauts symétriques de l'extrême à combattre, car le propre d'un cadre et d'un mode de vie devenus bientôt délodistes et biéconomiques sera de rendre structurellement impossible l'apparition des déséquilibres induits par toute violence *vitale*, d'étouffer dans l'œuf la genèse même des abus qui caractérisent cette déviance illégitime, de vacciner *de facto* le corps social face au « virus comportemental » que représente encore l'arrogance bestiale de la moindre *sur*domination, ou domination *indue*.

Le contraire de la violence multiforme qui empoisonne nos vies et nos sociétés n'est donc pas la contreviolence de révoltes épisodiques, ni même la lutte permanente de contrepouvoirs en tension aussi précaire que stressante, telle qu'apparaît la complexité inopérante des institutions redondantes, procédures et autre lois-rustines qui colmatent en vain les brèches congénitales de nos « demi-sociétés » du fait que ces dernières résultent de la violence du plus fort à travers la verticalité descendante, voire condescendante, de pouvoirs minoritaires largement abusifs. Quels que puissent être son contexte et son échelle, la violence apparaît sitôt que le moindre *abus* d'autorité ou de pouvoir s'exerce sur telle ou telle personne, au sens précis de ce qui a déjà pu être défini politiquement et plus encore *socio-économiquement* dans les Livres I et II qui précèdent. La violence est donc foncièrement *intempérante*, puisque l'excès qui la caractérise engendre aussitôt un embryon d'injustice sous la forme d'un privilège objectivement infondé qui ne demande qu'à grandir et s'enfler aux dépens d'un nombre toujours croissant de victimes, via la réaction en chaîne d'une contagion virale tôt ou tard destructrice pour l'ensemble sociétal.

Dès l'échelon élémentaire d'*un* individu, même totalement isolé, tout excès un tant soit peu chronique se transforme déjà en une violence

préjudiciable contre soi-même, une forme de suicide masochiste ou de vie à rebours du bien-être que seul l'équilibre de la tempérance peut en réalité procurer. C'est bien le cas en matière de drogue quel que soit le support concerné, mais aussi d'alimentation, de vie sexuelle ou de sport, entre maints autres supports-prétextes possibles, sans oublier au passage les dépendances psychiques obsessionnelles d'un morbide circuit-fermé sur fond d'isolement nombriliste, ni les dégâts si ravageurs de certaines addictions mystiques exacerbées. Que dire dès lors des risques d'abus que toute cohabitation ou contact avec autrui peut susciter, que ce soit dans le cercle familial ou social, avec ses effets induits d'entraînement, de comparaison et de jalouse compétition, tandis qu'à l'échelon sociétal les enjeux de pouvoir s'en trouvent centuplés ! Force est ici de constater que le risque de violence par excès comportemental est inhérent à tout être vivant, et finit par atteindre des proportions gravissimes en relation directe avec l'accroissement des savoirs et des techniques propres à chaque culture, alors même qu'au plus profond de la vie de chacun la seule sécurité recherchée est celle de la sérénité et de la tranquillité que procurent la Justice et la Paix (ne serait-ce que minimales ou *vitales*).

Á cette noble fin, et pour l'apaisement généralisé de la suite de notre Histoire humaine, les deux premiers tomes des Tempérants offrent leurs solutions complémentaires et désormais réalistes, sachant que c'est en construisant par la raison le cadre « *historiquement artificiel* » d'une société délodiste et biéconomique que l'on pourra respecter et dépasser les contraintes « *objectivement naturelles* » de notre double nature, seule façon d'affranchir nos comportements excessifs de la pesanteur qui les dicte contre notre propre intérêt, tant individuel que collectif. Car c'est toujours le contexte ou l'environnement naturel et sociétal qui induit les abus comportementaux des individus, faute d'établir ensemble une règle du jeu équitable sur l'essentiel, le paradoxe étant que, depuis toujours, il est crucial pour la Paix de s'entendre collectivement sur le cadre sociétal déterminant nos comportements individuels, alors même que la moindre volonté ou action consciente n'existe au départ qu'au plus petit échelon de chaque individualité.

La tempérance n'est pas pour autant un état de béatitude statique déconnecté de la vie, tel que la posture d'un orant en prière permanente, puisque la moitié de notre nature implique aussi l'aventure individuelle d'activités et de prises de risque dans le contexte toujours concurrentiel d'une forme ou une autre de « Domaine Privé ». La liberté d'initiative la plus individuelle suscite un mouvement bénéfique, une indispensable dynamique sans laquelle l'avènement de toute civilisation avancée serait impossible, faute de progrès et d'innovation. Pour autant, la tempérance suppose le respect d'un juste équilibre, d'une limite précise au-delà de laquelle la libre initiative devient abus de pouvoir via l'asservissement d'autrui, quelle que soit la forme subtile ou indirecte que cette déviance puisse revêtir, et l'on sait désormais comment synthétiser cette équation. Une sincère volonté de tempérance peut certes s'envisager à l'échelon individuel, voire dans le meilleur des cas vis-à-vis de l'entourage le plus proche, à condition d'avoir les moyens de se protéger des contextes plus élargis via une bulle d'autonomie frisant l'autarcie la plus totale, mais en réalité, l'heureuse contagion d'une telle attitude sera toujours vaine face à l'emprise de l'environnement sociétal tant que celui-ci ne pourra pas offrir les conditions démocratiques d'une égalité minimale *effective* à la fois politique et sociale, via le délodisme biéconomique.

La violence inhérente à l'Histoire humaine, comme à chaque vie terrestre, doit donc être *tempérée* dans ses justes proportions, à l'image déjà répétée de la cour de récréation et de son préau, tandis que la juste répartition d'activités et d'espace que cette « tempérisation » suppose n'est possible que collectivement sous la seule forme d'une constitution intégrant les *quatre* faces pyramidales. Sans cet indispensable bornage de proportionnalité librement consenti dans l'intérêt enfin bien compris de tous et de chacun, par la prise en compte intelligente de notre double nature, le mélange confus des intérêts privés et publics suscitera sans fin les abus observables jusqu'à ce jour. Or tout excès devient une violence illégitime dès lors que ses conséquences négatives sont -ne serait-ce que partiellement- subies par autrui, et l'injustice objective qui en découle s'avère intolérable aussitôt qu'elle porte atteinte aux droits et devoirs

citoyens *vitaux*, matériels et culturels tels que les mentalités majoritaires peuvent seules définir ceux-ci au gré des évolutions sociétales.

La violence se nourrit de tout déséquilibre excessif et permanent aboutissant à une interdépendance inégalitaire systématique qui fausse les règles du jeu que suppose la moindre concurrence *loyale*. De fait, la lutte décente que peut représenter une saine concurrence à armes égales dans un cadre socio-économique légalement *cohérent* constitue un atout essentiel du progrès, à condition que les entrepreneurs concernés soient assujettis aux mêmes contraintes sociales, fiscales et réglementaires, ce qui est tout sauf le cas de la mondialisation sauvage actuelle. Suivant le principe financier bien établi selon lequel « la mauvaise monnaie chasse la bonne », il est bien vrai que la concurrence la plus loyale, fondée sur la qualité des produits et services, la créativité et la motivation partagée de tous les acteurs d'une même entreprise, est impitoyablement sacrifiée sur l'autel de la logique financière mondialisée, sur fond de dérégulation et de dumping généralisés. Tout cela instaure une violence systémique, *violant* précisément les fondements de la moindre cohérence sociétale, hypocritement déguisée en habit de « progressisme » planétaire, dont la perspective illusoire d'une gouvernance mondiale impossible du point de vue *démocratique* trahit un mensonge tout aussi énorme que celui de l'unification politique européenne.

La violence concurrentielle si caractéristique du secteur Privé ne devient entièrement « bénéfique », positive, vertueuse et justifiée qu'en respectant la fameuse proportion minimoptimaximale de la contribution universelle au Domaine Public, pour ne s'appliquer dès lors qu'au non-vital, avec en prime l'avantage assuré d'éviter simultanément le superflu et le gaspillage. Hors cette indispensable *canalisation* ou *tempérisation* des énergies individuelles ou associées, la violence négative de l'abus de pouvoir privé prendra toujours l'ascendant sur la cohésion sociétale, séparant paradoxalement ces deux Domaines si complémentaires à force de les mélanger et de les corrompre, jusqu'au risque inévitable d'ouvrir toutes grandes les vannes de l'extrémisme, sous maints déguisements ou autres prétextes possibles. Pour reprendre l'image ici révélatrice d'une

balance de Roberval, il est certain qu'a minima, la société délodiste et biéconomique permettra enfin de rapprocher les deux plateaux sociétaux en un contact filtrant suffisamment stabilisé, sans que la dynamique de l'évolution à venir ne puisse à nouveau les séparer et les éloigner en un grand écart toujours plus schizophrénique, tandis que la communauté historique ainsi pacifiée sera tout à la fois *une et double*, selon la nature existentielle et objectivement paritaire du binôme individu-société.

On comprend mieux à quel point l'absence de cette paradoxale frontière-soudure inter-domaniale explique tous les échecs sociétaux et toutes les violences absurdes de l'Histoire monosystémique, avec leur triste lot de sueur et de sang, pour ne pas dire d'*innosang* ! Car, encore à ce jour, le pourrissement des pyramides sociétales déchire les humains en tant que groupe autant qu'en termes d'équilibre individuel, au travers d'une absence quasi-totale de liberté de choix concernant en particulier le panachage entre le temps et l'argent, et l'*extrémisation* systémique qui en découle aussitôt nourrit de violence quotidienne les déséquilibres grandissants qui mènent de la fausse paix à la vraie guerre, en passant par la militarisation progressive de tous les uniformes possibles, sous couvert d'idéologie, de pseudo-religion et autre intolérance croissante.

Ainsi la violence dérive-t-elle principalement de la frustration induite par l'éloignement des deux plateaux sociétaux jusqu'à la rupture de l'ensemble, au point que la culture, tous médias confondus, finit par vénérer à nouveau les symboles visuels de la force policière ou militaire au fil de la conversion des marchés en économie sécuritaire, sur fond de privation généralisée des libertés citoyennes, pour faire face, en totale inanité, à la délinquance croissante de la société. Or, s'il est vrai que la force est a priori une respectable qualité, elle n'est qu'une marque de faiblesse et d'impasse quand elle s'exerce en violence, et ce, à plus forte raison lorsque sa légalité historique n'est pas objectivement légitimée.

Á la façon d'un bodybuilder disproportionné, notre *Léviathan* se mue à terme en un gigantesque robot nourri de déshumanisation, alors même que la seule véritable force incontestable ne peut provenir que de

la majorité citoyenne, en s'appliquant de façon décentralisée, sur la base de débats de fond rendus suffisamment transparents pour inclure *tous* les points de vue. Faute de connaître encore une telle évolution, la force publique et l'*autorité* qu'elle représente perdent chaque jour un peu plus de leur légitimité, au grand dam de la conscience des personnels qui en ont fait leur métier. Le cercle vicieux qui s'installe dès lors s'aggrave en spirale descendante, aux antipodes de toute construction démocratique, en faisant le lit des idéologies les plus dangereuses, et l'impasse socio-économique contagieuse qui va de pair ouvre la voie à toute forme de séparatisme exacerbé, la population ou ses gouvernants s'inventant un ennemi intérieur ou extérieur selon qu'il s'agit alors de conflit civil ou international. Quel que soit le cas, les belligérants sont bernés, aveuglés par la même domination abusive et docilement menés au bain de sang comme des moutons à l'abattoir, via un endoctrinement culturel en tout point équivalent à un abus de pouvoir toujours minoritaire, pour le seul profit de leaders déjantés assoiffés d'argent ou d'ambition égoïste.

Loin d'être un révélateur de *force utile*, la violence individuelle ou collective est l'expression de l'échec le plus total, de l'impossibilité de communiquer positivement, autant que de la peur la plus bleue de quelque puissance illégitime face aux justes revendications majoritaires, sa recrudescence périodique (visible à travers de multiples formes de réarmement) trahissant la tétanisation des rapports sociaux-culturels, la paralysie du corps politique, la fermeture sectaire sur l'entre soi, pour ensuite aboutir à la rigidité cassante des blocs d'une pyramide devenue difforme avant de s'effondrer en une multitude de sous-communautés.

Comment douter dès lors des bienfaits à venir de la *tempérance sociétale*, devenue enfin possible par le délodisme biéconomique, c'est-à-dire la démocratie rendue socialement effective, a fortiori lorsque l'on sait que cette tempérance préservera à égalité les deux facettes de notre identité, tant individuelle que collective ? C'est par cette Tempérance bien comprise et « scientifiquement » objectivée que les conditions de la Paix civile seront pour la toute première fois établies en installant le repère universel du minimoptimaximum et de sa partition-répartition

inter-domaniale, tandis que l'équilibre ainsi atteint sera structurellement maintenu pour l'entière suite de l'Histoire grâce à une constitution enfin complète intégrant les quatre faces pyramidales, jusqu'à la dimension culturelle à développer dans les chapitres qui vont suivre.

La violence, en tant que seul mode relationnel opératoire dicté par la pesanteur concurrentielle de l'existence depuis nos plus lointains ancêtres, trouvera bientôt, en même temps que sa juste place sociétale, dûment proportionnée, les conditions de sa *positivation*, puisque sitôt cantonnée au secteur privé du Domaine Privé, elle ne conservera que les côtés les plus vertueux et créatifs de la liberté d'entreprendre, y compris dans le domaine culturel. C'est de cette façon que, par la clarification définitive de la frontière-soudure inter-domaniale, la *nature* même des activités futures filtrera spontanément les initiatives les plus pacifiques, sans plus jamais voir la société, dans ses échanges de biens et services, dériver vers le gaspillage mortifère d'une fausse sécurisation pour soi-disant répondre à la violence qu'elle engendre elle-même. Tel sera donc l'apport le plus essentiel du délodisme biéconomique, via l'avènement de la Tempérance en lieu et place de la violence, en tant que résultat pérennisé d'une justice systémique minimale propre à garantir la Paix.

2 - Tempérance et Binarité-Dualité.

Pour définir plus constructivement la Tempérance délodiste et biéconomique bien au-delà d'une simple non-violence, en soulignant au passage la force sereine qu'elle pourra gagner grâce à son enracinement démocratique quadridimensionnel, on peut proposer le terme approprié de *biminimalisme*, dont la teneur exacte permettra de mieux apprécier la « puissance » paradoxale de la Paix et de l'équilibre que sous-entend ce concept, en tant que versant culturel des innovations politiques et socio-économiques précédemment exposées.

La toute première syllabe du terme proposé permet de souligner la *binarité* fondamentale de l'existence, comme de toutes les situations

de choix que propose la moindre expérience vécue. Même si l'on peut à juste titre regretter les débats et conflits d'idées trop binaires qui ont pour résultat l'effet pervers de bloquer une communication jusqu'à la violence verbale la plus caricaturale, force est de constater que, d'une façon ou d'une autre, tout semble s'organiser ou se différencier de façon binaire ou duale, à l'image du jour et de la nuit, de la vie et de la mort, du bien et du mal, et ainsi de suite. De la même façon, lorsqu'il s'agit de choix, la concurrence entre les diverses options disponibles au départ de la moindre réflexion sélective se résume tôt ou tard en une finale le plus souvent réduite aux deux dernières possibilités, selon un indispensable processus d'élimination préférentielle, au sens étymologique du terme de discrimination, sauf bien sûr lorsque les aléas du contexte s'imposent en réduisant précisément notre libre choix à une obligation.

Il semble donc que la nature même de l'existence, tout comme le processus discriminatoire de n'importe quelle décision orientant la vie, implique une binarité en tout point inséparable de la réalité évolutive de l'Univers, y compris s'agissant des charges négatives et positives des particules qui constituent l'atome, et jusqu'aux inventions humaines les plus récentes, comme l'atteste si bien le couple de base 0-1 définissant le langage informatique. Quelle que soit la complexité des structures finales obtenues au fil du temps dans l'espace visible et concret, aussi bien qu'au cœur de la conscience, cette binarité s'apparente peu ou prou à une dualité évoquant un duel final entre deux options qui semblent le plus souvent s'opposer au travers de leur différenciation concrète ou intellectualisée, objective ou subjective. Qu'il s'agisse-là du choix d'un étudiant quant à son orientation professionnelle, d'un jeune couple qui hésite entre les options typiques de location ou d'achat d'appartement ou de maison individuelle, de retraités cherchant à composer un certain équilibre entre leurs résidences principale et secondaire, ou d'un skipper optant pour la meilleure amure selon le vent, tout semble décidément pouvoir se résumer aux avantages et aux inconvénients inversés de deux options finales, via les « opinions » qui les sous-tendent.

Le tome II des *Tempérants* corrobore plus que jamais cette loi ou ce principe de binarité, sur la base fondamentale de l'inévitable couple individu-société (jusqu'à présent infernal !), tandis que la partition inter-domaniale a pu se fonder historiquement sur la réalité des secteurs privé et public et la « loi tendancielle » de leur équilibre complémentaire. Dès lors, il est ici indispensable de se représenter la binarité comme base constitutive de toute réalité objective, comme mode opératoire de toute décision préalable à quelque action, voire comme principe moteur de la moindre évolution, y compris concernant notre propre espèce humaine, via notre dualité physico-psychique, constamment écartelée entre deux natures, sentiments et autres pulsions aux apparences contradictoires. La réelle Tempérance semble donc supposer l'acceptation de la binarité en tant que base naturelle et incontournable de la connaissance minimale indispensable pour choisir et agir en « pleine conscience » du moindre enjeu, ce qui, sur le plan des échanges d'opinions à visée décisionnelle, supposera une exigence d'information *bi*partisane permettant de révéler les *pour* et les *contre* de chaque « option finaliste » aussi clairement et exhaustivement que possible.

Être Tempérant équivaut à se munir de jumelles pour voir plus loin que le bout de son nez en utilisant à égalité ses *deux* yeux, gauche et droit, dont l'espacement optimal est la seule garantie d'autoriser une vue complète en trois dimensions, alors que l'effet pervers culturel de notre pesanteur, principalement socio-économique, rétrécit notre champ visuel à l'utilisation d'un monocle de myopie caricaturale, plaqué sur un seul œil selon nos biais idéologiques, religieux ou philosophiques. La Tempérance authentique doit donc être ici l'occasion de s'affranchir des mauvaises habitudes héritées d'un passé improvisé sur la violence des luttes vitales, tant ces dernières ont fini par être génétiquement intégrées via les travers de nos caractères, en préalable à chaque naissance, à la façon de l'héritage forcé d'une dette coupable que certaines religions assimilent au péché originel. Bien au contraire, la Tempérance ouvre le regard sur les deux faces résumant la moindre réalité, ce qui, d'un point de vue culturel, implique l'inclusion, la compréhension de la dualité

enrichissante de chaque débat sur le fond, ainsi que l'empathie minimale que suppose un échange réciproquement profitable.

Dans un monde où rien n'est parfait ni idéal, l'acceptation de la binarité peut aider à résoudre la *dualité* conflictuelle qu'elle implique le plus souvent, dans la mesure où cette attitude tempérante constitue la seule façon de transcender la thèse et l'antithèse en une synthèse enfin cohérente, sans pour autant se contenter de la solution si hypocrite d'un machiavélique « en même temps ». En effet, si deux opinions nettement tranchées s'opposent durablement, hors l'anti-choix de toute situation de violence ou d'agression délibérément unilatérale, la Tempérance doit partir du principe que chaque camp détient une partie de la « vérité » du moment, si relative que puisse être cette dernière au fil du temps. Même en cas de conflit ouvert, la compréhension intelligente du point de vue de l'adversaire est essentielle à chacun, en tant que condition préalable à la moindre empathie propre à décrisper la relation à travers l'échange de points de vue partiels et partiaux la plupart du temps complémentaires.

Dans le plus simple des cas, la binarité met en jeu des éléments aussi complémentaires que deux yeux, deux mains ou deux jambes par définition également indispensables en simultané ou en alternance, via une heureuse symétrie minimale. Ce « binômisme » de complémentarité physique ou spatiale, peut également se retrouver sous forme mentale en nourrissant des pensées ou opinions partagées, pour induire des actions et comportements alternativement complémentaires dans la durée, via le partage du temps, à l'image de la double appartenance caractérisant tout citoyen *complet* entre Domaine Public et Domaine Privé. Mais s'il s'agit d'un débat contradictoire, induisant alors une alternative plus ou moins irréductible, le *binômisme* ici décrit prône logiquement la tolérance que suppose toute liberté d'expression, à la seule condition que ce soit par le développement d'opinions argumentées et sous une forme précisément *tempérante*, c'est-à-dire respectueuse du droit de formulation de chaque point de vue en évitant la provocation de la moindre insulte réductrice, condition essentielle pour animer le débat permanent entre majorité et

minorité, tout comme entre n'importe quelles minorités, dans un cadre totalement démocratique.

L'occasion se présentera d'approfondir cette dimension cruciale du débat républicain, mais la dualité dynamique et créative que suppose toute confrontation utile doit permettre à l'opinion majoritaire d'évoluer sans cesse, ce qui ne peut s'accomplir que par une forme ou une autre de remise en cause partielle et dès lors d'abord minoritaire, une critique ou autocritique constructive, dont le débat est la première étape. Quel que soit le mode d'expression, médiatique, littéraire, artistique ou autre, la dualité qu'implique chaque *nouveau* point de vue constitue le moteur de notre évolution culturelle, malgré les régressions temporaires induites par les effets rétrogrades d'un mouvement pendulaire excessif. Il est à constater dès à présent que les excès en question, comme l'exacerbation des points de vue en caricatures d'insultes et d'amalgames, ne sont que le triste résultat de la *dramatisation* politique et socio-économique des relations humaines faute de démocratie authentique et sociale, c'est-à-dire délodiste et biéconomique.

La domination minoritaire propre à n'importe quelle autocratie ou démocratie incomplète et la « discrimination vitale » engendrée par l'injustice de tous les mono-systèmes endurés jusqu'à présent faussent l'équilibrage optimal de la balance sociétale, a fortiori dans le domaine culturel, en infectant les opinions, en les réduisant en affects sclérosés de préjugés subjectifs, en les biaisant pour mieux les caricaturer via les multiples carcans d'idéologies disponibles, tandis qu'au moment crucial de chaque effondrement sociétal, le minimum indispensable de pensée majoritaire ou de valeurs communes se disloque en d'aveugles combats claniques, préfigurant les pires violences de l'Histoire.

La tolérance entre opinions est la première des conditions d'un débat fructueux, et s'agissant ici des confrontations d'idées permanentes que suppose toute démocratie, une constitution culturellement cohérente doit *aussi* garantir la *résolution* des débats dans un juste équilibre entre majorité et minorité selon un cadre permettant l'expression clarifiée de

chaque point de vue, ce que le délodisme rendra d'autant plus facile que « l'opinion », tant majoritaire que minoritaire, sera *directement* celle de citoyens libérés de tout filtre électif et politicien toujours déformant. Le cadre constitutionnel devra permettre, dans une transparence absolue à la fois intellectuelle et statistique, en particulier à travers des processus pétitionnaires, référendaires et semi-référendaires précis, de *se* piloter majoritairement dans le respect des minorités d'opinion, seule condition pour donner à la Loi commune sa force la plus directe et légitime, tout en permettant l'évolution constante de son contenu grâce à l'adoption majoritaire de certains points de vue minoritaires au fur et à mesure que ces derniers paraîtront pertinents. Ainsi peut utilement se résoudre toute dualité conflictuelle, en rapprochant les plateaux de la balance sociétale jusqu'au point de permettre un échange dynamique *positif* entre leurs contenus complémentaires sans faire le lit d'une confusion totale, une osmose judicieusement filtrée laissant enfin de côté les excès et autres insultes, pour ne fusionner qu'au niveau des *atomes crochus*, à la façon de bons amis tolérant entre eux des opinions fort différentes à maints égards. Car à l'inverse, des amis qui s'accorderaient sur toute chose ne seraient que des clones en miroir, incapables de s'enrichir de la moindre différence.

3 - La Quatrième Voie de L'Equilibre Dual.

La première syllabe du *biminimalisme* étant ainsi explicitée, il peut être utile de s'arrêter un moment sur la deuxième, sachant que la syllabe « mi » suggère clairement l'idée de moitié et donc d'une façon ou d'une autre d'égalité ou de parité appliquée à *deux* éléments, pour peu que ces derniers soient à la fois compatibles et complémentaires. Ce ne saurait être le cas d'une décision démocratique quelconque, même si cette dernière atteignait le hasard absolu d'un vote à 50/50, puisque cela entraînerait l'annulation d'une stratégie impossible, dans l'attente d'un basculement majoritaire indispensable. En réalité, la réflexion sur cette deuxième syllabe sous-entend inévitablement une notion d'équilibre en parfaite complémentarité, telle que se concrétisera à l'avenir la gestion

biéconomique de sociétés devenues délodistes et pacifiques, via l'égalité minutarisée des fameux Domaines Public et Privé, exprimée en termes de partition-répartition des richesses produites, voire de patrimoine. Car sitôt qu'une réalité peut se résumer à deux faces complémentaires, à la façon d'une médaille dont l'épaisseur serait insignifiante, l'association la plus égalitaire des deux éléments concernés constitue la meilleure façon d'optimiser l'ensemble dans une parfaite cohérence, ce qui est le propre du mariage équilibré entre l'individu et la société, tel qu'il se trouve désormais défini dans les Livres I et II des *Tempérants*.

De fait, si une personne se passionne pour deux activités de loisir de façon à en ressentir un besoin psychologiquement équivalent, il sera logique pour elle de répartir son temps libre *à égalité* entre les deux passe-temps correspondants, toutes choses égales par ailleurs. Dans une telle situation, sa liberté de choix trouve son maximum de satisfaction à travers le principe d'une égale proportionnalité, y compris si trois, voire plusieurs activités se trouvent en concurrence équivalente dans l'esprit de ladite personne. Cela signifie donc que par principe, et à nécessité ou utilité équivalente et a fortiori complémentaire, l'équilibre idéal de tout ensemble binaire suppose deux moitiés en parfaite symétrie, à l'image des ailes d'un oiseau en plein vol. Ce principe de partition symétrique complète donc utilement la réflexion sur la binarité ou dualité, en faisant prendre conscience de l'intérêt d'un partage équitable chaque fois que deux « objets », ou deux « natures » s'avèrent *également* indispensables, et force est d'admettre que ladite symétrie suppose l'effet miroir d'une *inversion* de forme, d'essence ou de substance, propre à faire croire que les deux pièces complétant ce puzzle élémentaire seraient incompatibles ou contradictoires.

Or, sachant déjà que dans presque toutes les situations de la vie, et surtout à la moindre occasion de choix, le binôme final se résume par définition à deux éléments la plupart du temps complémentaires, on peut sans grand risque en déduire ici que la Tempérance recommande aussi souvent que possible l'adoption d'un *double équilibre*, de préférence à un choix totalitaire ou exclusif, ce dernier apparaissant dès lors comme

forcément « aliénant » ou réducteur, propre à déséquilibrer les balances personnelles autant que collectives en ne chargeant qu'un seul plateau, exactement comme si quelqu'un ajoutait la longueur de ses deux jambes sur le même côté, avec pour seule garantie la douleur de tomber de bien plus haut ! Là se trouve probablement l'explication de tout extrémisme, le lieu mental où le germe sclérosant de la violence et de l'intolérance aliène de fait la libre opinion dans l'esprit de chaque partie concernée, le plus souvent sous l'influence pernicieuse de quelque autorité meneuse, aussi illégitime que minoritaire. Car un parti pris ne prise qu'une partie de l'équation à résoudre, qu'un seul côté de la médaille, aux dépens de la compréhension exhaustive de la question débattue, encourageant une binarité simpliste des points de vue à mesure que les deux plateaux de la balance communicative ou réflexive s'éloignent de l'axe d'équilibre.

Si effectivement notre double nature nous pousse vers une forme ou une autre d'équilibre binaire, d'apparence plus complémentaire que contradictoire, force est d'en conclure qu'un *dédoublement* organisé de la vie -commune autant qu'individuelle- est à tous égards préférable à la monotonie abrutissante de n'importe quelle mono-activité, quel que soit le contexte, professionnel, matériel ou culturel concerné. Résoudre cette équation fondamentale pour chacun comme pour la société, suppose dès lors une forme de partition ou répartition temporelle ou spatiale propre nous faire profiter des deux côtés de la médaille, à l'opposé de l'anti-choix qui condamne les humains aux pires excès, précisément à cause de la fameuse pesanteur historique déjà observée, dont les dimensions socio-économique et politique doivent être désormais complétées par la face culturelle d'une certaine pyramide. Il ne fait aucun doute qu'au fil des chapitres qui vont suivre, le réexamen des principaux paramètres composant ce quatrième côté permettra de diagnostiquer l'essentiel des défauts, des tares structurelles et autres biais culturels correspondant à l'Histoire mono-systémique et pré-démocratique de l'Humanité, tout en permettant de définir les contours harmonieux d'une *Culture* délodiste et biéconomique, ou a minima, de recenser les effets culturels positifs que l'on est en droit d'attendre des innovations tempérantes.

Pour l'heure, le paramétrage de l'éclairage culturel associé aux innovations des deux premiers livres permet déjà d'apprécier l'intérêt du concept encore incomplet de *biminimalisme*, ici sur la base de ses deux premières syllabes, en aidant ainsi à se positionner philosophiquement de façon à résoudre la binarité-dualité par le principe du *dédoublement*. Cela signifie par ailleurs que le mélange des éléments constitutifs du binôme en question, même s'il s'avérait possible, ne serait en aucun cas aussi profitable que l'adoption des deux composantes pour l'équilibre de la double nature ainsi sous-entendue, même si cela implique de *facto* une alternance pratique dans le temps ou dans l'espace, voire dans l'un *et* l'autre le plus souvent. De façon concrète, cette prise de conscience plaide pour une forme ou une autre de *double existence*, à l'image de la nature bi-domaniale de chaque citoyen complet, pour savourer la vie en en respectant la quasi-permanente dualité, ce qu'apparemment seule la partition-répartition biéconomique et délodiste permettra d'accomplir de façon universelle (au sens citoyen) pour la première fois de l'Histoire.

Après tout, la liberté suppose la permanence d'un libre choix, la plupart du temps dans le sens d'un dosage approprié entre deux besoins principaux ressentis comme complémentaires, ce qui n'exclut en aucun cas l'option « totalitaire » d'une « activité » unique à condition que cette dernière soit librement choisie par chacun d'entre nous, et qu'au gré des âges de la vie, il s'avère toujours possible d'ajuster le dosage de son propre cocktail. Or, jusqu'à présent, du moins pour la quasi-totalité des humains, la pesanteur socio-économique de nos comportements les plus primaires interdit cette liberté fondamentale rendue pourtant nécessaire par la binarité-dualité de toute réalité situationnelle, et seule la gestion biéconomique et délodiste des sociétés à venir permettra d'universaliser le « luxe vital » de cette liberté de choix émancipatrice, non sans faire évoluer d'autant l'éthique ou la philosophie du vécu le plus quotidien.

Á ce stade des *Réflexions*, la partition-répartition biéconomique autorise donc une « révolution culturelle » des plus utile, puisque c'est précisément la résolution pacifique et objective de l'équation sociétale (via la Garantie Citoyenne et son revenu Universel) qui libère aussitôt

chaque personne en la faisant exister dans sa double dimension d'onde sociale ou grégaire et de particule individuelle unique et irremplaçable, avec pour résultat l'émancipation que permet la *double existence* qui en résulte, condition minimale du vrai choix ou d'une liberté assumée. Il va de soi ici qu'une fois cette « double nature » rendue enfin concrètement possible par une constitution délodiste et biéconomique, chacun pourra peindre le tableau de sa vie avec ses propres outils, en jouant des effets complémentaires de tous les contrastes de forme et de couleur, d'ombre et de lumière, qui composent le moindre chef-d'œuvre un tant soit peu complet. La libre réalisation de soi-même, au travers comme au-delà de l'utilité commune de chaque citoyen, et plus encore dans le respect de la vie d'autrui, ne saurait en aucun cas s'accomplir autrement, définissant au passage une *conscience culturelle* résolument nouvelle, refondée sur une Tempérance associant les couleurs si complémentaires de chaque dualité ainsi rendue constructive.

Rien ne saurait empêcher d'aller au-delà d'un choix binaire, pas plus qu'en-deçà, via une option unique parfois nécessaire pour assouvir la passion d'une œuvre exceptionnelle, et l'on peut par ailleurs rappeler ici la vision très probable d'une vie sous forme de valse à trois temps, associant de fait des activités parfois différentes en Domaine Public et Domaine Privé à la troisième dimension d'un vrai temps libre de loisirs individuels ou partagés. L'essentiel est d'observer que toute liberté de choix authentique commence par le chiffre *deux* et suppose le pouvoir d'utiliser (ou de pratiquer) le binôme sous-entendu sans avoir à exclure malgré soi l'un ou l'autre de ses éléments. Car le paradoxe sans doute le plus aberrant des vies *contraintes* d'aujourd'hui, dans le cadre si étroit de mono-systèmes mixtes ou mélangés (et plus encore insuffisamment démocratiques), c'est par-dessus tout le triste contraste entre l'apparente et déroutante multiplicité des choix de consommation futile, à l'image de nos hypermarchés et autres centres commerciaux, et l'absence totale de liberté individuelle en termes d'ajustement ou de personnalisation du niveau et du mode de vie ou de la maîtrise du temps personnel, en raison même de l'interdiction de cette binarité équilibrée. C'est donc faute de partition-répartion biéconomique et de démocratie délodiste que chaque

citoyen se trouve condamné à l'aliénation du *tout* ou *rien*, du *trop* ou du *pas assez*, au travers d'un anti-dosage totalitaire qui interdit à chacun de compter simplement jusqu'à deux, alors même que l'existence entière est faite de binarité-dualité « auto-complémentaire ».

Il en résulte un excès systématique de situation personnelle ou de spécialisation, quel que soit le choix tout relatif que l'on puisse parfois s'autoriser, aux dépens de l'autre moitié de notre nature individuelle, ce qui revient à obliger chacun à mettre les deux pieds du même côté de sa propre « balance existentielle », au risque de développer un déséquilibre comparable aux drogues les plus addictives, et avec l'assurance d'une monotonie de vie sclérosante qui finit par nous « décultiver ». Ce réel emprisonnement par privation du choix complémentaire ne peut dès lors qu'encourager le rétrécissement constant de notre champ culturel, lequel favorise une forme d'autisme préjudiciable pour la communication avec autrui, et l'on finit par passer à côté de la meilleure moitié de sa propre vie, avec le risque accru de tomber dans les pièges du sectarisme, voire de l'intolérance la plus violente. D'où l'intérêt majeur de la quatrième voie d'un *équilibre dual* pleinement assumé, pour éviter la confusion d'un faux milieu substantiellement impossible, ou l'extrémisme borgne de mono-latéralités *de facto* psychologiquement sclérosantes.

Déjà potentiellement présente dans l'embryon d'humanité propre à chaque individu, mais jusqu'à ce jour interdite par les contradictions historiques d'une double nature encore incomprise faute de délodisme biéconomique, la Tempérance est la condition première de toute réussite *équilibrée* et suppose la reconnaissance du besoin de s'appuyer quasi égalitairement sur les deux fondements de chaque réalité pour mieux en transcender l'utile contraste sans chercher à mélanger confusément ce qui est complémentaire, pour peu qu'un cadre sociétal enfin favorable permette à chacun d'exister au moins doublement. Car, à l'image d'un climat très judicieusement qualifié de *tempéré*, autorisant l'alternance en douceur de deux saisons extrêmes par le biais d'intersaisons aux plus belles couleurs possibles, tous les âges de la vie ne sauraient s'épanouir pleinement que par la variété minimale de la binarité-dualité, le passage

équilibré et récurrent d'un côté à l'autre de notre nature duale procurant dès lors un plaisir comparable à celui de partir et de revenir, tel que peut le ressentir toute personne contrastant les plaisirs complémentaires de l'ailleurs et du chez soi. Mieux encore, pour affiner l'image climatique, le rapprochement des plateaux du *bi-équilibre* sera propre à éviter les extrémités les plus violentes de l'été et de l'hiver pour bien au contraire favoriser les saisons les plus douces et ainsi *tempérer l'ensemble* dans sa variété la plus optimale, la dualité des saisons extrêmes induisant par sa propre alternance la binarité vitale du printemps et de l'automne, à tout le moins dans les zones géographiques précisément les plus *tempérées* !

4 - Tempérance et Minimalisme.

Si l'analyse en cours du *Biminimalisme* devait s'arrêter sur la troisième syllabe, le « ni » en question ne pourrait donc signifier qu'un triple refus du genre : ni gauche ni droite ni centrisme d'un impossible « en même temps » en l'occurrence déjà dépassé par l'amère désillusion des Français, car le *bi-centrisme* décrit dans le Livre I des *Tempérants* prend ici tout son sens de la façon la plus cohérente possible, enrichi des dimensions socio-économiques analysées entre-temps. En réservant les conséquences culturelles des innovations délodistes et biéconomiques pour les prochaines *Réflexions*, il est plus judicieux de souder ce « ni », par définition négatif, au « mi » des observations précédentes, afin de souligner un autre aspect utile de la Tempérance, dont le *mini*malisme suppose aussi la prise en compte des notions d'envergure, de volume, de taille, ou de proportion pour l'optimisation de toute réalité, à plus forte raison s'agissant de créations humaines et sociétales.

Loin de contredire les explications freudiennes sur les causes les plus profondes du goût des humains, et particulièrement des *mâles*, pour toutes les formes de « grandeur » et jusqu'au gigantisme, le moins que l'on puisse dire est que, par le biais cumulatif de la culture, au sens de la science et d'une capacité étonnante à associer les énergies individuelles via des sociétés ou civilisations toujours plus élaborées, les humains ont

la spécificité animale de construire des œuvres qui les dépassent, avec les bienfaits et malheurs symétriques que tout accroissement de moyens peut entraîner, acquérant ainsi un superpouvoir de construction ou de destruction sur tout ce qui les entoure autant que sur eux-mêmes. Pour le meilleur et pour le pire, et indépendamment des conditions politiques et socio-économiques déjà étudiées, il y a lieu de s'interroger sur la notion d'envergure optimale et de considérer la « modestie » du *mini* en tant qu'élément premier du minimalisme tempérant.

Á l'instar du proverbe anglais selon lequel « *small is beautiful* », la *compacité,* à condition d'être complète, associe le plus souvent une visible finesse de traits et de composition à une utilisation simplifiée à l'extrême. Il ne s'agit pas de petitesse, dans le sens de quelque chose qui présenterait une quelconque infériorité par rapport à une norme plus ou moins statistiquement *moyennée*, ni encore moins ici du sens figuré de pingrerie ou d'avarice exacerbée (sachant que l'obsession d'économiser sur le dos des autres s'accompagne souvent d'un train de vie par ailleurs dispendieux !), car il faut avant tout concevoir la compacité comme une quête de simplification ou de complétude délibérément *concentrée* pour ainsi profiter des avantages et des fonctionnalités de l'objet concerné en évitant les inconvénients et autres gaspillages trop souvent induits par une taille plus grande ou par un volume plus encombrant, sachant que ce minimalisme matériel ne peut qu'être écologiquement vertueux.

De même qu'une petite voiture concentre déjà presque tous les équipements d'un S.U.V., le plus souvent à la seule différence près des gadgets les plus inutiles, un modeste voilier autosuffisant de moins de six mètres peut traverser les océans en garantissant toutes les sensations d'un yacht, voire d'autant plus d'inoubliables souvenirs que l'on s'y trouve plus près des éléments ! Qu'il s'agisse de biens matériels usuels, d'espace vital d'appropriation ou de sécurisation toute relative, voire de n'importe quelle construction sociétale, l'essentiel de ce qui autorise la « jouissance » des avantages correspondants se trouve déjà réuni dès la plus petite échelle suffisamment « exhaustive », tandis que les limites physiques et biologiques incontournables de l'être humain, comme de

ses capacités sensorielles ou intellectuelles, interdisent de profiter autant d'une échelle plus grande sans diluer aussitôt le corps et l'esprit dans une impossible ubiquité. Pour caricaturer cette loi, on peut se demander à quoi sert le privilège de posséder deux fauteuils dès lors que l'on n'a qu'un seul postérieur, si ce n'est alors pour en faire profiter quelqu'un d'autre ! Ainsi faut-il reconnaître la réalité d'une loi de dispersion ou d'atomisation à la fois physique et mentale, directement proportionnelle à tout accroissement numérique ou volumétrique des objets et structures dont les humains s'entourent, ce qui rejoint la sagesse d'un Léonard de Vinci affirmant que « *les petites habitations concentrent l'esprit* ». (*Les Carnets de Léonard de Vinci* - Éditions Gallimard -1942).

Or, à travers la confusion concurrentielle des intérêts individuels et collectifs et les situations de sur-domination et d'injustice objectives qui en découlent politiquement ou socialement, le propre de la fameuse pesanteur mono-systémique est de nous priver de la liberté de choix de tout panachage adéquat, en condamnant les plus chanceux à la course effrénée du *toujours plus* bien au-delà du nécessaire et du suffisant, tout en excluant une masse croissante de citoyens précarisés. Cette absence de choix et de maîtrise panachée du temps aboutit au mieux à *se* faire posséder par une richesse cumulative inutile, car disproportionnée eu égard aux modestes limites physiologiques de notre existence terrestre. Sitôt qu'une personne possède ne serait-ce que deux résidences, la voilà aussitôt condamnée à se dédoubler, tandis qu'au fil de ses acquisitions suivantes, le plaisir apparent de s'enrichir en augmentant ses propriétés s'accompagne d'une frustration proportionnelle en termes de finalité, au point que les complications superficielles de la réussite des plus riches d'entre nous n'apportent en réalité aucun « bonheur » supplémentaire en matière d'essence de l'être, a fortiori lorsque l'excès de fortune fausse les relations humaines en exacerbant la jalousie des ego, et en raréfie le temps disponible via l'accélération exponentielle impliquée par toute maximisation. C'est pourquoi il paraît pour le moins sensé d'observer qu'en matière de consommation, plus qu'assez n'est jamais mieux, au risque de subir les conséquences d'un dévers de balance démontrant peu ou prou que les choses nous accaparent autant qu'on les possède. D'où

les égales et symétriques préoccupations financières de tous ceux qui ont beaucoup trop ou pas assez d'argent, et le risible paradoxe qui révèle à quel point les gens trop « carrés » sont obsédés par les « ronds ».

Loin d'être le repli sur soi d'une quelconque misanthropie amère ou frileuse, le minimalisme est la meilleure façon de savourer son objet matériel, intellectuel ou sociétal sans en subir le moindre poids *superflu*, à la façon du baluchon d'un libre pèlerin terrestre, tandis que la légèreté du bagage personnel ou du cadre partagé qui accompagne la vie autorise dès lors une mobilité physique et mentale maximale, grâce à la liberté d'esprit que procure une simplicité préservée. C'est dans ce sens précis que le fameux minimum vital de la Garantie Citoyenne, défini de façon suffisamment exhaustive dans ses dimensions matérielles, culturelles et sociales, aura toutes les chances de devenir l'étalon aussi nécessaire que suffisant d'une vie écologiquement équilibrée, puisque, par définition, il correspondra au plus léger impact possible de l'Humanité sur la planète, tout en libérant plus que jamais *le temps de vivre ensemble*, à quelque échelon que ce soit, au travers de rapports humains enfin pacifiés par la reconnaissance et la maîtrise de notre double nature et de son « égalité interne » vitale, dûment semi-partagée.

Le minimalisme autorise la jouissance pérenne du mental et du spirituel dans une proportion maximale vis-à-vis d'un support matériel et sociétal limité au *suffisant*. Á la façon d'une esquisse épurée en un minimum de traits révélateurs et qui laisse compléter le dessin par la libre imagination du contemplateur, à l'opposé de la surcharge de tout style rococo, ampoulé ou alourdi de détails explicites, le minimum est non seulement suffisant pour apprécier toutes les dimensions de la vie, mais plus encore *supérieur* à l'embarras immédiatement induit par le dépassement de cet équilibre. Ce principe de « micro-totalité » n'interdit aucunement la possibilité d'aller au-delà, quel que soit le contexte de l'action entreprise, en matière de recherche, de création, de production, ou de consommation, comme en ce qui concerne l'échelle des structures sociétales, mais force est de constater que la liberté dudit dépassement se paie aussitôt d'une façon ou d'une autre en transformant l'équilibre

statique minimal en déséquilibre dynamique, et plus encore en sacrifiant souvent, ne serait-ce que temporairement, quelque chose d'essentiel via l'obtention de l'objet convoité ou de la situation souhaitée. C'est en ce sens que le succès brûle les ailes à l'exemple de l'expérience d'Icare, que l'enrichissement matériel continu finit par compliquer l'existence jusqu'au risque de la démunir de ses dimensions les plus humainement épanouissantes, ou que les réussites politiques et médiatiques se paient en pollution d'une « vie privée » devenue impossible, comme lorsque la starisation excessive stérilise maintes libertés créatrices, ne serait-ce que faute de temps.

Dès lors, il n'est guère surprenant que la Tempérance implique le minimalisme en complément de l'acceptation de la binarité-dualité, corroborant au passage le principe d'une République *localiste* comprise comme l'emboîtement cohérent de micro-pyramides sociétales aussi auto-suffisantes et « souveraines » que possible, associées à des échelles supérieures pour mutualiser *uniquement* ce qui s'avère plus efficace à plusieurs, et ce, jusqu'au niveau national, et a fortiori international en matière de commerce. Plus il sera possible de tisser l'interdépendance sociale, économique et culturelle au plus près des limites de notre taille humaine indépassable, plus chacun se sentira utilement et activement impliqué dans une solidarité facile à construire, moins anonyme, et plus sécurisante, puisque facilement identifiable via une transparence accrue. C'est aussi la meilleure condition pour devenir co-acteur ou co-décideur des tout premiers échelons sociétaux que suppose la moindre démocratie authentique et directe, communale et micro-régionale.

Le *biminimalisme* va donc culturellement de pair avec le progrès délodiste et biéconomique de l'Humanité, puisque, sitôt mis en place le cadre de l'apaisement sociétal fondé sur notre double nature, chacun se trouvera réconcilié en lui-même autant que vis-à-vis des autres, avec la liberté permanente de compléter ou non le cadre sociétal de la Garantie Citoyenne, pour s'épanouir sans crainte dans un dépassement profitable dont l'*utilité commune* conditionnera plus que jamais la réussite. Mieux encore, l'analyse minutaire permettra aux Communes et Départements

de gérer l'autonomie locale de la meilleure façon, en aidant à déterminer les *envergures d'équilibre* les plus adaptées aux besoins exprimés par les citoyens, lesquels profiteront par ailleurs d'une visibilité à la fois locale et régionale sans précédent pour tout projet d'entreprise sociale, économique ou culturelle. Ainsi le localisme pourra-t-il se fonder sur un instrument de mesure universel propre à recenser le plus directement possible les « ressources humaines » de chaque population locale, tant pour les initiatives individuelles que pour la gestion des projets publics.

Dans un contexte enfin assaini et ouvert à tout citoyen, la liberté d'entreprendre autorisera toujours l'acquisition de fortunes individuelles ou associées, mais ces réussites, bien que plus méritées que jamais, ne seront plus l'*unique* moteur de l'évolution, la voie royale obligée d'une reconnaissance mystifiée par l'écume médiatique, dans la mesure où de nombreux adultes actifs seront déjà satisfaits de participer à mi-temps à l'équilibre sociétal d'une Garantie Citoyenne suffisante pour profiter de la vie par le choix du temps en équivalence à l'argent, sans compter le fait que nombre de citoyens fondamentalement désintéressés préfèreront s'engager dans le milieu associatif local, en partageant leur temps libre pour savourer des liens encore plus authentiques. Dès lors, il est certain qu'à terme, seule une « croissance » mesurée et réellement *innovante* se verra *systémiquement* encouragée, tandis que le curseur des initiatives ou des besoins, tant sociétaux qu'individuels, finira par se stabiliser sur le juste équilibre auquel aspirent inconsciemment tous les peuples dans leur écrasante majorité, réduisant l'ampleur de l'impact écologique de l'Humanité et améliorant aussi la qualité de notre relation à la Nature.

Cela revient à constater qu'une fois libérés du stress vital propre à tout mono-système insuffisamment démocratique, les futurs citoyens de la société tempérante et délodiste n'auront plus aucune raison -autre que volontaire- de subir l'attraction du *toujours plus* ou du *toujours plus vite*, dont la folle antilogique les oblige jusqu'à présent à s'agglutiner dans des métropoles mondialisées propices à la déshumanisation autant qu'à la décadence des mœurs. Car il en est de la lutte économique des périodes de stabilité toute relative comme de la violence la plus totale en

période de conflit, alors même que tous les peuples n'aspirent qu'à la Justice pour vivre pacifiquement leur quotidien sans être condamnés à la démesure. Le *biminimalisme* reflète ainsi logiquement l'image culturelle du délodisme biéconomique, en tant que conséquence *pérennisante* de ces progrès sociétaux sans équivalent, entraînant à coup sûr de multiples adaptations à explorer sur les principaux paramètres de ce quatrième versant pyramidal, puisque chaque innovation d'envergure se traduit par une évolution conséquente des mentalités et des comportements. Ainsi pourra s'intérioriser au sein de chaque esprit émancipé la notion de *juste mesure*, aux antipodes de l'arrogance propre au syndrome primaire du gigantisme qui fut fatal à un paquebot Titanic de si triste mémoire.

La Tempérance est d'autant plus inscrite dans l'Histoire à venir que le terme même de *tempérament* provient du latin *temperamentum*, dont le sens de juste proportion, ou mesure adéquate, anticipait déjà le principe d'équilibrage binaire ou dual proposé à travers ces pages. Cela révèle dès lors qu'avoir du tempérament, ou une forte personnalité, ne doit refléter qu'une parité plus fermement équilibrée dans les multiples dimensions de l'*être*, du *faire* et de l'*avoir*, à la différence des excès et violences pathologiques de la moindre *sur*domination, tant s'agissant de vie personnelle ou individuelle que de société, et l'enjeu de la présente recherche n'est autre que de rationaliser la sagesse qui conditionne notre bien-être-ensemble et son constant progrès, en lien direct avec une utile croissance conséquemment plus qualitative que quantitative, laquelle se trouve pareillement anticipée à travers le terme grec d'*aréte*, et son sens d'adaptation ou de mesure, en tant qu'équivalent de la *vertu* latine.

5 - Le Tempo de la Tempérance.

Lorsque le temps de la Tempérance sera venu par le pouvoir de la volonté majoritaire, le *tempo* correspondant de l'orchestre sociétal n'aura plus rien à voir avec la frénésie aveugle du rythme de vie imposé à tous ceux qui se font happer par le tourbillon de l'ultralibéralisme, ni avec le désœuvrement mortifère auquel les exclus d'aujourd'hui sont

condamnés. La binarité-dualité déjà mise en lumière, complétée par sa réalisation vécue sous forme de *double existence minimale* assurée pour chaque personne adulte, se traduira aussitôt par l'équilibrage spontané de la balance associant le temps et l'argent en termes de valeur créée et échangée via la minutée, ainsi que par la réévaluation des sous-salaires et un ajustement de l'ensemble des coûts et des prix propre à décourager les gaspillages.

Le mono-systémisme et l'injustice historique que pérennise son cadre politique, même lorsqu'il est pseudo-démocratique, interdisent de fait la liberté de choix que suppose un authentique *temps libre*, au point même que ce dernier, lorsqu'il s'avère disponible, se réduit en achat de consommations aussi intenses que frustrantes par la marchandisation de tous les loisirs. Le seul vrai temps libre, *sociétalement* parlant, suppose pour chaque adulte la liberté permanente, de préférence quotidienne ou hebdomadaire, de choisir le réglage d'un curseur personnel sur *au moins la moitié* de son existence, compte tenu des contraintes minimales que suppose la participation citoyenne égalitaire au Domaine Public. Aucun progrès n'est *humainement* capitalisable, aucune croissance ne vaut la peine d'être pérennisée, si ce n'est pour permettre cette émancipation par dédoublement minimal du temps comme de la vie, telle que seule la partition-répartition biéconomique le permet. Faute de mettre en place une telle solution en tenant compte de notre double nature, les pires gaspillages humains et écologiques, tout comme les plus violents excès pendulaires de nos sociétés, resteront le triste lot de l'Histoire en lieu et place du bien-*être* de la Paix, alors même que la recherche de ce paradis sociétal constitue le ressort de notre humanisation, l'essence de notre spécificité, au travers d'une juste quête visant à dominer les abus induits par notre pesanteur primaire ou « animale ». Car même si la faune et la flore peuvent assurément développer de très hauts niveaux de solidarité et d'intelligence collective, leur dynamisme évolutif semble avant tout procéder de l'adaptation réactive ou de la résilience collective, le plus souvent aux dépens de la libre créativité individuelle si caractéristique de l'humain.

L'équation Tempérante peut donc se compléter en additionnant le Temps au *biminimalisme*, dans la mesure où la libération véritable de la juste moitié de notre temps individuel et collectivement universalisé constitue la seule façon de garantir à chaque citoyen sa liberté de choix dans la proportion maximale possible, sans empiéter illégitimement sur la vie d'autrui sous quelque forme d'esclavage relatif et discriminatoire que ce soit. Véritable prise en compte technique de la binarité-dualité dont la confusion naturelle se trouve désormais culturellement classée, différenciée ou subdivisée pour mieux se voir réassociée en éléments rendus complémentaires via les deux livres précédents, l'acceptation de notre *double* nature était la toute première condition de la libération du temps de vie disponible aux humains, pour leur permettre, via le partage biéconomique, de *tous* profiter des bienfaits potentiellement offerts par leurs sociétés, dès lors supérieurement civilisées.

La subdivision du « capital de temps » propre à chaque existence est donc la clé de toute autre démultiplication possible, sachant que la moitié individuellement acquise deviendra dès lors le lieu privilégié de la véritable émancipation quotidienne ou hebdomadaire de chacun, dans le respect simultané -ou, plus précisément, *corrélativement parallèle*- du minimum des droits et devoirs impliqués par la Garantie Citoyenne et son Revenu Universel. Le temps, précieux compte à rebours qui donne sa vraie valeur à l'aventure unique de chaque vie humaine, se verra de la sorte libéré et individuellement approprié pour moitié, laissant aussitôt le vrai choix d'une utilisation enfin « déconnectable » de toute arrière-pensée concurrentielle vitale ou financière le cas échéant, pour devenir au contraire la matière première impalpable d'une libre créativité sur le chemin initiatique de l'Existence, sans plus aucun risque *systémique* de dérive en (dis)proportion illégitime (ni même de déviance qualitative, à plus long terme).

Dans ce cadre devenu délodiste, biéconomique et biminimaliste, autrement dit *Tempérant* sur ses quatre faces sociétales, la poursuite modérée et toujours utile d'une croissance principalement innovante permettra de faire évoluer le contenu des biens et services disponibles

en termes de qualité plutôt que de quantité, au gré de l'évolution des consciences et des connaissances collectives autant qu'individuelles, à cette différence près que ces deux dernières auront enfin les meilleures chances systémiques d'être inspirées par la quête du bien et du mieux, en lieu et place du mal et du pire, attestant l'émancipation généralisée des individus comme de leur société. C'est donc bien par un *partage du temps,* collectivement organisé et immuablement dosé en deux moitiés minimales pour satisfaire aux instincts solidaires et solitaires de chacun, que la paix et la justice pourront offrir les meilleures chances de progrès vers une humanisation supérieure en termes d'élévation de conscience, à l'image des plus nobles quêtes de tant de citoyens de bonne volonté, de philosophes éclairés ou autres héritiers de l'esprit des Lumières.

Le temps maîtrisé par chacun d'entre nous, ainsi équitablement partagé et libéré sur une base quotidienne ou hebdomadaire, ne s'enfuira plus entre les doigts de ceux qui souhaitent en profiter à part égale avec l'argent, tandis qu'il accompagnera la vie adulte entière, dès l'âge de la majorité et jusqu'aux limites naturelles d'une existence citoyenne enfin *active,* sans que celle-ci ne puisse à nouveau devenir aliénante via la moindre confusion totalitaire. Que les citoyens Tempérants de l'avenir soient étudiants, puis dans la force de l'âge ou peu à peu *seniorisés* par le temps, ils seront tous égalitairement actifs pour satisfaire aux besoins universels du lieu et de l'époque qui les concernent, et ce, de la façon la plus efficiente et efficace possible, pour s'affranchir parallèlement grâce à un temps libre personnel tout aussi égalitairement assuré à chacun, à l'instar des dîneurs de l'allégorie des *longues cuillères* déjà décrite.

La prison terrestre des conditions historiques de l'existence, dont l'anti-répartition improvisée aboutit hélas aux excès de la course la plus effrénée ou de l'abandon le plus total, ne laisse en réalité aucune liberté à quiconque, nonobstant les apparences trompeuses de tel succès ou de telle puissance individuelle inévitablement payée sur sa face cachée, car la frénésie sociétale impliquée par notre pesanteur mono-systémique et illégitimement sur-dominatrice ne fait que raréfier le temps disponible en l'accaparant de manière exponentielle, entraînant indifféremment les

gagnants et les perdants, les meneurs et les suiveurs, dans le tourbillon fatidique de son siphon. L'incessant recommencement des sociétés qui se succèdent de génération en *dégénération*, à la façon du cycle de l'eau à la surface du globe, n'a fait que répéter jusqu'à présent les affres de ce dilemme temporel précisément *intempérant*, sur la base psychologique d'un instinct concurrentiel de survie qui transforme périodiquement les plus beaux rêves de l'Humanité en cauchemars éveillés.

En suivant l'exemple des espèces végétales ou animales les plus organisées en « société », mais en adaptant leurs admirables leçons aux aspirations spécifiques qui fondent notre Humanité, on peut ici faire le pari qu'il est impossible de trouver une solution plus équilibrée que la Tempérance délodiste et biéconomique en tant que principe organisateur universel, alliant la dynamique à la stabilité des proportions, sauf à se déclarer ouvertement contre la Justice et la Paix en se plaçant plus bas que le plus féroce des animaux.

La notion de *tempo* est ici fondamentale, puisque c'est justement l'absence de liberté, induite par le mélange confus de notre dualité, qui nous condamne aux pires excès de « temporalité minutaire », aux pires arythmies cardiaques de la quasi-totalité des citoyens, qu'il s'agisse de temps travaillé ou de loisirs, sous l'effet d'une accélération aussi fébrile que contagieuse, alors même qu'en termes d'horloge à la fois biologique et psychologique, il est avéré qu'en deçà ou au-delà du rythme optimal, la *qualité* du mode de vie se dégrade, induisant aussitôt la petite mort quotidienne, relative et insidieuse, d'une sorte de *sous-vie* dictée par un instinct de survie exacerbé. Qu'il s'agisse d'un déficit d'émancipation, de réalisation de potentialités individuelles, ou d'un surmenage pouvant aller jusqu'au *burn out* périodique, les excès observables aujourd'hui ne font qu'empirer d'une génération à l'autre, encouragés par la vitesse et la surpuissance des plus récentes inventions digitales ou numériques, et force est de constater à quel point la folle précipitation généralisée qui en découle se paye en déshumanisation, faute de pouvoir être tempérée par une liberté de choix effective, optimale et constante.

La Tempérance, associée au délodisme biéconomique, aboutira donc non seulement à l'universalisation citoyenne d'un temps libéré de tout stress vital, mais plus encore à l'optimisation spontanée du *rythme*, de la *pulsation* correspondant à chaque individualité, sachant que les habitudes actuelles en la matière ne pourront que s'équilibrer à terme, y compris concernant les consommations artistiques musicales les plus typiques de notre époque, dont les rythmes parfois effrénés et le volume assourdissant peuvent être assimilés à une véritable drogue, à l'instar de la pollution sonore des *rave parties* ou des véhicules sur-sonorisés qui servent de défouloirs symptomatiques de pathologies sociétales. Car s'il est certes toujours agréable de *s'éclater* dans un contexte convivial, les disproportions désormais ressenties comme un besoin irrépressible, tout comme leur quête de sensations toujours plus fortes, sont révélatrices de zigzags plus propices à la sortie de piste et à la chute du slalomeur qu'à la réussite maîtrisée de son parcours jusqu'à l'arrivée. Ainsi peut-on dire qu'en matière de rythme, le délodisme biéconomique à venir aura l'effet tempérant d'un *pacemaker* via sa qualité de *peace-maker* !

Pour autant, il ne faut surtout pas croire que la Tempérance sera monotone en imposant une rigueur de vie monacale. Car l'ultime point à souligner ici concerne non plus le rythme, mais la notion d'*envergure dynamique et tempérante* en tant que moteur de toute évolution. De fait, puisque les plateaux de la balance sont censés se rapprocher autant que possible par le jeu du biminimalisme, l'existence délibérément partagée entre ces deux moitiés de tout équilibre tempérant suppose l'alternance parallèle d'au moins deux vies complémentaires, mais avec l'avantage sans précédent d'éviter le grand écart croissant que les contradictions mono-systémiques finissent par imposer.

Á l'image de ce qui se produit lorsque l'on observe la démarche d'un promeneur, les deux jambes se doivent d'être non seulement des mêmes force et longueur, mais surtout aussi proches l'une de l'autre que possible pour pouvoir assumer pleinement la complémentarité de leur couple, via une binarité-dualité que l'*alternance* de l'appui respecte. Le mouvement minimal et confortable qui en découle est la condition de la

mobilité la plus endurante, au rythme le plus optimal, non sans autoriser des séances de gymnastique ou de mise en forme qui peuvent impliquer un « dépassement volontaire ». La Tempérance dynamique maintient les pieds à une distance en tout point optimale, grâce à une juste alternance évitant toute routine inutile ou non choisie, sans obliger le marcheur à se déséquilibrer via le grand écart de quelque abus, sans que ses pieds droit et gauche ne pointent à l'opposé l'un de l'autre, à la façon inimitable d'un certain Charlie Chaplin.

Jusqu'à présent, la tragédie de l'Histoire tient précisément au fait que notre pesanteur socio-économique confuse condamne notre dualité fondamentale à l'écartèlement le plus inconfortable, jusqu'à la rupture et la chute périodique de nos sociétés humaines, faute d'avoir pu mettre en place les solutions tempérantes ici proposées, alors qu'une fois les plateaux sociétaux dûment rapprochés comme il se doit, le délodisme biéconomique agira comme une *cale de sécurité* apte à éviter au binôme fondamental de se dissocier au point d'opposer nos deux natures, tant à l'échelon individuel que sociétal. La juste *tempérisation* qui en résultera évitera les pentes glissantes des inversions excessives de ladite balance, puisque, dès que les plateaux s'éloignent de trop, l'alternance nécessaire ne peut qu'accentuer sans cesse l'amplitude des oscillations, aggravant les mouvements de rééquilibrage sans parvenir à en tempérer les excès vis-à-vis d'un *double milieu* optimal et raisonnablement dynamique.

Il sera du ressort de chaque société tempérante, en fonction de sa maturité culturelle, de déterminer la nature du contenu des plateaux en question, tandis que très bientôt l'analyse minutaire permettra de situer l'emplacement objectivement idéal des cales de sécurité correspondant aux paliers, proportions et envergures à ne pas dépasser, sachant que, par ailleurs, la double existence minimale de chaque citoyen, autorisée par la partition-répartition biéconomique, sera le meilleur gage de Paix et de Justice pérennes. Enfin, le parallélisme binaire ou dual ainsi mis en place apparaît déjà comme la transposition macroscopique à l'échelle humaine des formidables découvertes quantiques concernant la double nature, de fait alternativement corpusculaire et ondulatoire, des éléments

subatomiques, dont les mystérieux sauts énergétiques expliquent déjà, sinon la Cause Première de l'Existence, du moins l'admirable logique de la dynamique universelle.

Tels sont donc les traits principaux de la Tempérance délodiste et biéconomique, à travers le *biminimalisme* qui fleurira à profusion sur le terreau assaini des communautés à venir, et dont l'effet libérateur sur le temps vécu par chaque citoyen affranchira ce dernier des obsessions vitales et concurrentielles les plus violentes, condition *sine qua non* pour que chacun puisse enfin *choisir* sa vie, entreprendre son destin unique, tout en se sachant intégralement partie prenante d'une véritable identité sociétale, en l'occurrence concrètement républicaine et démocratique.

Mars 2021

Réflexions Culturelles 2

Culture et Famille

La *Culture*, comprise dans son sens le plus large possible, peut être à juste titre considérée comme étant à la fois une bénédiction et une malédiction caractéristiques de l'Humanité, par opposition à une *Nature* supposée vierge et idéale en l'absence de toute interférence du moindre hominidé, tandis que le débat philosophique opposant ces deux concepts se révèle aujourd'hui plus exacerbé que jamais sous le prisme récent d'une « conscience planétaire » devenue culpabilisante face à la double réalité historique des échecs sociétaux et des risques écologiques vitaux qui défient le XXI° siècle et les suivants, au point de faire fleurir les « crises en thèmes » chez les plus pessimistes des *collapsologues*.

Pour autant, la remise en cause du principe même de Culture est totalement vaine, puisque cette dernière équivaut de fait à la définition première de toute humanité. Á la différence des espèces végétales ou animales, dont la lente évolution, pour certaine qu'elle soit, reste pour l'essentiel limitée à une adaptation toujours plus réactive qu'active aux contraintes de l'environnement immédiat (ce qui n'empêche nullement

les castors de construire des barrages sans visiblement se préoccuper des conséquences !), le propre des humains est de bâtir des sociétés sur les fondations d'une Connaissance progressivement confortée par la Raison que procure l'expérience, sachant que le partage de ce capital culturel entre contemporains se transmet d'une génération à l'autre, développant ainsi un trésor enrichi de savoirs et de savoir-faire qui s'avèrent à long terme aussi utiles au confort matériel qu'essentiels à l'évolution de la conscience. La Culture est donc l'expression, même toujours imparfaite et incomplète, du véritable *progrès* qui définit l'humanisation de notre espèce unique, et tout ce qui concerne l'être humain, de l'utilité-futilité matérielle jusqu'aux plus hautes aspirations de l'esprit et de l'âme, revêt une dimension *culturelle* impliquant la quatrième face de la pyramide sociétale ici étudiée.

Certes, le moindre atome de cet édifice connecte nécessairement les quatre côtés de la maison commune. Les choix quotidiens de toute personne ou groupe comportent par nature une dimension « *politique* », même au plus petit degré d'autorité ou d'influence imaginable, dérivant d'un état culturel préexistant au besoin correspondant, culture aussitôt inévitablement enrichie, soit par la confirmation de la réussite, soit par l'apprentissage tout aussi profitable de l'échec, tandis que la plus petite initiative correspondante impliquant autrui d'une façon plus ou moins directe, immédiate ou différée, s'avère inévitablement de nature *socio-économique*. Lorsqu'il s'agit d'initiatives individuelles ou collectives plus fondamentales, les quadruples conséquences matérielles, sociales, politiques et culturelles n'en sont que plus déterminantes, et selon des paliers repérables a posteriori au fil de l'Histoire. L'imbrication totale des quatre faces en interaction implique que toute évolution d'envergure sur un côté sociétal ne peut provenir que d'un « capital » quadri-facial minimal préalablement acquis et digéré de façon créative, tandis que l'innovation qui en résulte induira de profonds changements sur les trois autres faces, selon des paliers historiques plus ou moins spectaculaires. Les modes opératoires ne sont pas pour autant identiques ni simultanés sur l'arbre à cames apparent de l'Histoire, comme si les pistons moteurs de l'économique, du social, du politique et du culturel s'activaient à tour

de rôle dans une nécessaire complémentarité, confortant la vision d'un mouvement historique diagonal en forme de spirale s'enroulant autour de l'axe du temps. Par exemple, via le quotidien de chacun d'entre nous, la toute récente révolution informatique et le développement subséquent d'Internet, conséquences logiques de lointaines évolutions scientifiques, bouleversent toutes les données et potentialités de nos comportements sociaux et culturels concernant la communication et l'expression, sans compter les rapides évolutions induites sur presque tous les métiers, la suppression et la création de centaines de millions d'emplois, et jusqu'à prise de conscience mondialisée -et politique- des nouvelles puissances privées et publiques ainsi promues.

La Culture est donc la matière première proprement humaine de nos pyramides sociétales, et sa remise en cause quasi permanente est à comprendre plutôt comme l'expression d'une juste insatisfaction, d'une frustration plus ou moins relative ou absolue en fonction des périodes d'essor ou de crise, toute nouveauté s'insérant nécessairement comme une rupture minoritaire au sein d'un existant majoritaire, corroborant la célèbre formule de Thomas Huxley, selon lequel « *toute nouvelle vérité commence par être hérétique* ». Á la lumière des deux premiers livres qui précèdent les *Réflexions* en cours, la Culture semble donc constituer l'argile plus ou moins malléable de nos sociétés humaines en constante évolution, malgré les périodes plus ou moins longues de dessèchement qui ponctuent l'Histoire et les recommencements obstinés que suscitent les effondrements occasionnels. Précisément, le point de vue délodiste, biéconomique et tempérant permet déjà de remarquer à quel point c'est l'absence de justice et de paix minimales qui condamne périodiquement l'Humanité à l'échec au point de donner raison à Jean-Jacques Rousseau dans les pires moments de blocage. Selon l'optique ici développée, la dimension culturelle fait partie intégrante de l'ensemble pyramidal de façon objectivement aussi neutre qu'incontournable, tandis que tous ses bienfaits ou méfaits humains ou environnementaux dérivent seulement de notre imperfection historique par ignorance des Lois implacables de la Nature. Or le moins que l'on puisse dire est que le blocage principal réside dans les réflexes socio-économiques et politiques jusqu'à présent

imposés par notre « pesanteur historique » incomprise, déterminant au passage des biais et autres tares caractéristiques sur la face culturelle qui en perpétue l'héritage à travers l'éducation. Dès lors, il faut résister à la tentation de jeter le bébé avec l'eau du bain en condamnant par principe la culture et l'éducation, puisque les déceptions qui en découlent sont seulement le résultat des contenus et des finalités que chaque société si imparfaite leur dicte ou leur assigne.

D'où l'intérêt majeur de ce Livre III, pour reconsidérer les plus importantes dimensions de la face culturelle des sociétés d'aujourd'hui sous l'éclairage novateur du délodisme biéconomique et tempérant, afin de mieux percevoir en quoi l'évolution à venir pourra assainir toutes les données culturelles afférentes dans l'intérêt de la justice et de la paix, un peu comme s'il s'agissait de ravaler cette façade pyramidale craquelée et décrépite suite aux abus avant tout socio-économiques et politiques précédemment dénoncés.

Au cœur du vaste champ culturel propre à toute société humaine, l'*Éducation*, comprise dans son sens le plus général, est donc bel et bien l'outil de transmission, de reproduction et d'accumulation des savoirs et savoir-faire de chaque communauté, outil sans lequel aucun progrès ne saurait être durable, puisqu'en l'absence totale de la moindre éducation, chaque génération serait obligée de repartir à zéro. Au risque d'enfoncer une porte ouverte, cette précision justifie la nécessité de placer ladite éducation au départ de toute réflexion culturelle, sachant par ailleurs que la vie elle-même est une formation permanente à travers l'expérience de chaque journée quel que soit le contexte considéré, et sans oublier que tous les outils plus ou moins « éducatifs » correspondant aux besoins d'apprentissage et de transmission ne peuvent être souillés, déformés ou mal conçus que par le mauvais usage qui en est fait, voire la mauvaise intention qui prévaut à leur utilisation. D'un point de vue universel que corrobore la morale de toute foi religieuse ou philosophie authentique, c'est principalement au regard des valeurs humanistes, républicaines et démocratiques que l'on peut évaluer l'impact positif ou négatif de toute culture sur la progression de notre humanisation, précisément en termes

d'élévation de conscience et de promotion du binôme alliant la Justice à la Paix.

1 - Éducation et Culture Familiale.

L'évidence chronologique oblige à considérer d'abord la *primo-éducation* au sein du contexte « familial » comme étant le tout premier apprentissage de l'enfant avant la socialisation élargie et la formation plus organisée que permettra la vie scolaire de ce dernier. Sur la base habituelle d'un amour parental spontané, le but a priori normal de tout couple responsable d'un enfant consiste à le protéger et à l'éduquer de façon élémentaire et *vécue*, en fonction de critères propres à un mode de vie résultant principalement de l'éducation préalable de chacun des deux parents, et sans doute plus encore de leur contexte socio-professionnel, culturel, voire philosophique ou religieux. C'est par leur *comportement* que lesdits parents susciteront l'imitation de leur enfant en bas âge, y compris concernant l'apprentissage du langage, tandis que leur mode de vie et les conditions matérielles de leur niveau de vie favoriseront ou non les potentialités du petit humain en question, induisant à la fois des avantages et des inconvénients, et ce, quelle que puisse être la situation familiale, puisqu'au final, l'épanouissement de l'enfant ne dépend pas uniquement des moyens financiers ou culturels de ses parents, mais à coup sûr beaucoup plus de la *qualité* de la *communication affective* entre les deux générations.

L'équilibre de chacun des parents, ainsi que celui de leur rapport de couple en tant que double formateur vis-à-vis de l'enfant, constituent la base d'une éducation familiale idéale en termes de contexte propice à la construction d'une personnalité à la fois solide et cohérente chez toute progéniture, offrant un maximum de potentialités d'accomplissement au futur adulte en question. Cette vision idyllique ne doit hélas pas occulter la réalité de couples le plus souvent fragilisés, formés de personnes plus ou moins prédisposées à devenir mère ou père, d'adultes eux-mêmes blessés et négativement conditionnés par les aléas d'un vécu difficile ou

d'un héritage génétique et culturel imparfait, voire, dans les cas les plus douloureux, traumatisés par une enfance malheureuse, au risque d'en reproduire maints travers malgré soi. Ainsi se concrétise le cadre bancal d'une éducation familiale improvisée, *de facto* très largement dictée par les conditions sociétales du lieu et du moment, y compris s'agissant de l'égalité intra-parentale, de l'autorité partagée sur les enfants, ou de la simple présence quotidienne au foyer.

Or, parmi les nombreux paramètres susceptibles d'entretenir ou d'aggraver les risques de déséquilibre comportemental reproductibles via l'éducation familiale ou préscolaire, il faut bien reconnaître que les conditions politiques et socio-économiques du cadre sociétal imposent leur loi historique subjective par l'intermédiaire du couple indissociable que forment le mode de vie et le niveau de vie, sur la toile de fond de l'idéologie dominante et de ses valorisations culturelles. Nul besoin en effet d'être sociologue pour constater que l'évolution sociétale imposée par l'ultralibéralisme financier et ses chaînes de valeurs mondialisées ne détruit pas seulement les cohérences nationales ou régionales, puisque la famille elle-même, premier cadre de toute éducation et structure de base de la société, s'avère désormais toujours plus malmenée, déconstruite, voire carrément effacée du paysage par l'individualisation exacerbée et la dislocation des liens qui en conditionnent l'existence, via la pression de toutes les forces extérieures au cercle familial.

Nul ne saurait nier, statistiques à l'appui, que dans les grandes métropoles où se concentrent les soi-disant gagnants du mondialisme et leur main-d'œuvre sous-payée de banlieue, la vie de famille, en tant que vecteur d'épanouissement quotidien, devient quasiment impossible de façon équilibrée. Qu'il s'agisse du mode de vie en matière d'habitat et de transport ou du niveau de vie concernant les salaires et les conditions de travail, la détérioration constante observable depuis des décennies ne peut que disloquer le noyau familial, en pourrissant chaque jour un peu plus la vie de ses membres à force de stress et de frustration, sous l'effet déséquilibrant d'un temps accéléré ou immobilisé selon le cas, jusqu'au point de transformer le foyer en colocation ou dortoir sans la moindre

communication authentique. C'est pourquoi le cœur même des grandes villes, devenu de fait inabordable pour la plupart des citoyens, se peuple de privilégiés privés de temps familial ou trop occupés pour avoir des enfants, ainsi que de célibataires et de divorcés isolés « profitant » de la vie nocturne à défaut de construire le moindre projet familial durable, tandis qu'en périphérie urbaine s'accumulent des familles nombreuses en situation socio-économique trop précaire pour éduquer correctement leurs propres enfants. Ces contrastes sociétaux, si typiques des grandes villes d'aujourd'hui, démontrent l'incompatibilité croissante qui oppose le mode de vie mono-systémique et ultralibéral aux besoins humains de toute structure familiale digne de ce nom, à tel point que la plupart des déviances comportementales observables aujourd'hui se nourrissent de l'entassement géographique et ségrégatif caractéristique de cette forme d'urbanisation, comme de sa disproportion sans limite.

Le cocon familial, qui doit tenir lieu de nid douillet et sécurisant pendant les premières années si cruciales de la petite enfance, est tant bien que mal le cadre des apprentissages les plus fondamentaux, le tout premier creuset de la transmission des valeurs humaines telles qu'elles se vivent à travers les actes et les paroles du quotidien, véhiculant déjà toutes les dimensions qui fondent la société, par le biais inévitable du rôle d'*exemple* que le comportement parental revêt, puisque ce dernier imprime sur la page blanche de l'enfance des composantes éducatives d'autant plus influentes qu'elles glisseront peu à peu de la mémoire au subconscient. Au cœur de cette microsociété se tissent inévitablement des rapports d'amour et d'affection, mais aussi de force et d'autorité, selon une distribution ou répartition propice à faire ressentir les notions de justice ou d'injustice, de dépendance ou de liberté, de jalousie ou de fraternité, de mensonge ou de vérité, a fortiori sitôt que le foyer familial compte deux ou plusieurs enfants, et ces multiples paramètres sont les pré-constituants d'une forme de vie sociale à venir. De la même façon, les conditions matérielles de la famille en termes de moyens financiers dictent un rapport très spécifique à l'argent, concernant tout à la fois la priorité, la nature, la qualité et la quantité des consommations usuelles ou exceptionnelles, tandis que parallèlement, toutes les conséquences

comportementales correspondantes s'affirment plus encore aussitôt que l'enfant peut se comparer à d'autres dans le cadre scolaire. Enfin, en fonction du *background* culturel des parents eux-mêmes, cette primo-éducation nourrit et encadre chaque enfant de références subjectives morales, religieuses et idéologiques, aidant d'une façon ou d'une autre à définir la nuance indispensable entre ce qui est bien ou mal, bon ou mauvais, pour inoculer au passage, tel un vaccin, la notion de bonne ou mauvaise conscience via la découverte d'une culpabilité occasionnelle, supposant une forme de police, de justice, de réparation, et plus encore de pardon.

Ainsi, et quel que soit le dosage subtil que suppose le maniement alternatif de la carotte et du bâton, tout parent se trouve détenteur d'une responsabilité cruciale envers « son » enfant, par le seul biais concret de l'exemplarité des actes plus encore que des paroles, tant il est vrai que très tôt, chacun est capable de discerner la moindre incohérence entre les principes et la réalité, au risque pourtant avéré de finir par intégrer peu à peu cette hypocrite contradiction, le cas échéant. Là se trouve sans doute le profond fossé qui sépare l'idéal parental de la réalité éducative dans tout contexte familial, en raison des contradictions historiques de la pesanteur déjà maintes fois mentionnée, même si cette dernière provient le plus souvent de forces extérieures à la parenté. Sans doute, étant déjà une microsociété minimale, le tout premier cercle de la famille la plus réduite peut induire en germes les multiples travers soulignés dans les Livres I et II des *Tempérants*, mais il est toutefois heureux de constater qu'en principe, du moins en termes d'intentions conscientes, un adulte devenu père ou mère souhaite transmettre une forme d'*idéal* susceptible de faire progresser la génération suivante sur le chemin d'un certain mieux-être, d'un « bonheur » ou d'un épanouissement hélas toujours relatif et subjectivement défini. Or, ayant précédemment observé que les conditions et autres contraintes imposées par le cadre sociétal extérieur multiplient les risques de comportements contradictoires en proportion directe de l'échelle concernée, il en résulte ici que, même lorsque des parents culturellement évolués ont pleinement conscience de l'idéal à transmettre, ce dernier se voit quotidiennement démenti par une réalité

sociétale imparfaite sur l'essentiel. Ce *hiatus* met tout parent honnête en situation d'inconfort, puisque les bons principes de paix, de justice, de respect et finalement d'amour qui sont supposés être transmis sont aux antipodes de la concurrence, de la violence, de l'injustice, voire de la haine jalouse induite par des sociétés jusqu'à ce jour mono-systémiques et faussement démocratiques. Dès lors, dans la plupart des cas, lesdits parents doivent à la fois enseigner le meilleur exemple possible (au sens étymologique de *montrer* la meilleure voie possible), et préparer leur progéniture aux dures réalités de la concurrence sociétale d'un milieu encore *prétempérant*. Des parents « pro-système » ont donc tendance à conditionner leurs enfants dans le seul sens du courant officiel imposé par la minorité dominante du moment, tandis que d'autres, à l'inverse, délibérément réfractaires et auto-proclamés « anti-système », feront tout pour maintenir leur progéniture au sein d'une bulle critique, sachant que la majorité des familles improvisent au jour le jour un équilibre *de facto* impossible entre ces deux extrémités, dans une position d'écartèlement éthique pour le moins inconfortable. Cette contrainte éducative, ainsi que la contradiction qui en découle, gagneraient à être conscientisées et exprimées de manière aussi explicite que possible afin qu'à la façon de marins constamment vigilants, parents et enfants se dirigent dans la vie en barrant au meilleur cap possible du compromis sans compromission, pour ne jamais perdre de vue la balise de l'idéal malgré les constants louvoiements qu'imposent les vents contraires. En tout état de cause, on sait déjà, depuis les deux précédents livres de ces *Réflexions*, que seule une démocratie à la fois délodiste et biéconomique sera en mesure de procurer à *tous* les citoyens adultes les moyens de réduire sciemment ladite contradiction jusqu'au cœur du microcosme familial.

Si la petite enfance doit être patiemment guidée par l'expérience parentale tant que la progéniture se trouve en situation de dépendance totale, le propre de l'éducation familiale est de promouvoir en douceur l'*émancipation* des futurs adultes grâce à l'emploi d'une laisse de plus en plus élastique en fonction de l'âge de l'enfant, jusqu'au moment final de l'adolescence et de l'envol qui s'ensuit. D'un certain point de vue, la progressivité de l'éducation familiale pour établir des relations idéales

correspond à la transmission de valeurs démocratiques associant chaque membre au fur et à mesure de ses capacités de *responsabilisation*, seule façon de partager une véritable vie de famille pacifique et humainement enrichissante, construite à terme sur l'équilibre d'échanges impliquant la participation de chacun au bien-être de cet *ensemble* ô combien vital !

Sur un plan plus concret, le vécu correspondant à cette éducation familiale s'intériorise via les habitudes les plus quotidiennes concernant principalement l'hygiène, l'habillement, l'alimentation ou les activités de loisirs, tandis que parfois même, l'introduction précoce et naturelle à un cadre professionnel, à plus forte raison lorsque les parents travaillent ensemble sur une échelle artisanale, permet de transmettre encore plus directement, via une passion plus ou moins contagieuse, les premières dimensions socio-économiques nécessaires à tout citoyen en herbe. La multitude des petits bonheurs quotidiens qui font l'essentiel d'un mode de vie partagé en contexte familial, par ailleurs ouvert grâce au réseau complémentaire de multiples relations d'amitié, suppose par-dessus tout la *disponibilité d'un temps à mettre en commun*, tout contact affectif ne s'épanouissant totalement que dans la présence physique de chacun aux autres, nonobstant le second choix des possibilités d'échanges visuels à distance sur portable ou via Internet. Quelles que soient les formidables virtualisations et autres distanciations déjà autorisées par la technologie numérique, chacun ressent un besoin vital d'authenticité imposé par les limites physiques autant que psychiques de notre dimension humaine incontournable, tant la qualité relationnelle idéale du moindre contact interpersonnel, du moins en termes de maximisation d'épanouissement psychologique, implique en toute logique la présence d'un temps et d'un lieu partagés, si possible en petit comité, pour permettre le tissage de liens affectifs aussi profonds que durables.

Le repas familial offre à cette fin le lieu et le moment privilégiés pour de tels contacts, sur la base d'une tradition culinaire qui, bien que très évolutive, n'en reste pas moins le reflet essentiel de chaque culture telle qu'elle se vit quotidiennement. Cette véritable balise biologique et temporelle rythme non seulement la journée par la régularité relative de

ses horaires comme de sa durée, mais plus encore la semaine, les mois et jusqu'au cycle annuel des fêtes et autres anniversaires, tout en nous reliant directement à la Nature par le biais de la saisonnalité des produits consommés. L'importance culturelle de ces moments de partage tient aux échanges interpersonnels qui s'en trouvent ainsi favorisés, pour peu que tout format d'écran en soit exclu, ce qui s'avère de moins en moins garanti de nos jours. L'alimentation reste pour autant le vecteur vital des premiers et principaux contacts entre humains, nourrissant, en plus du corps, le cœur, le moral et le mental de proches et d'intimes vivant en bonne intelligence, dans le contexte théoriquement le plus libéré de tout calcul concurrentiel, car le plus propice à une authentique et généreuse solidarité.

Mais qu'en est-il de la famille lorsqu'un mode de vie détraqué et un niveau de vie précarisé ou aliénant s'imposent à ses membres par la faute d'une société déshumanisante, sous la seule dictature de l'argent ? Il suffit à chacun d'observer l'évolution de notre XXI° siècle, qui vient de fêter si tristement ses vingt ans, pour reconnaître que la dégradation de la qualité de vie familiale compte parmi les pires conséquences de la mondialisation financière, aboutissement d'un libéralisme dévoyé de sa légitimité par ses propres abus. Entre les parents *winners* affairés qui n'ont plus une minute à consacrer aux priorités du quotidien, déléguant toutes leurs responsabilités familiales à un néo-marché de sous-traitance procurant tout sauf le temps de l'affectif, et les parents *losers* privés d'emploi ou de salaire décent et de dignité correspondante, condamnés à lutter au jour le jour contre une précarisation croissante, le choix d'un panachage équilibré libérant le temps de l'argent se trouve interdit par la confusion inter-domaniale qu'exacerbent la mondialisation et l'absence de répartition universelle minimale des ressources vitales.

Dans un tel contexte, caractérisé de fait par l'évolution toujours plus inégalitaire que corroborent toutes les observations statistiques, le duo que forme le couple parental devient tout sauf un exemple à suivre, y compris concernant la relation entre les parents eux-mêmes. S'ils sont actifs, ils subissent la plupart du temps une pression horaire accrue par

le néo-management dérégulé à l'anglo-saxonne, tandis que les lieux du travail s'éloignent du foyer en se concentrant dans des mégalopoles ou en s'éparpillant sur la planète à grands renforts de transports polluants. Le temps partagé se réduit alors à une peau de chagrin, tandis que de moins en moins de couples résistent à la distanciation affective qui en découle, puisque chacun partage plus de temps avec ses collègues, ses clients ou autres fournisseurs qu'avec son conjoint, sans même compter le surtravail accompli chez soi, y compris le weekend, pour rattraper le challenge impossible d'un chronomètre qui ne s'arrête plus.

Á l'autre extrémité de l'aberration systémique, les plus démunis n'ont que trop de temps pour se morfondre dans une inutilité sociétale dégradante et infantilisante, offrant à leur progéniture le triste spectacle de toutes les formes de frustrations que suscite l'injustice, y compris la tentation d'abuser de la dépendance. Au choc des ambitions sans limites des premiers de cordées grisés par les sommets de leur pouvoir, répond ici la rudesse et la violence du quotidien des banlieues et de tous les territoires abandonnés suite à l'usurpation politique de l'économique, et force est de reconnaître qu'entre ces deux situations extrêmes, la grande majorité des peuples des pays dits *développés* se retrouve culturellement précarisée par la disparition du temps familial et la détérioration de sa qualité en termes d'épanouissement proprement humain. Que l'on soit privé d'une seule minute à partager, ou emprisonné dans un excès de temps immobilisé par l'absence de tout moyen de s'en sortir, le non-choix qui correspond est la marque d'une forme de totalitarisme socio-économique, quand ce dernier n'est pas même carrément politique. Il en résulte sur les enfants la transmission d'une image et d'une réalité aux antipodes de toute éducation équilibrée, obligeant nombre de parents à reproduire malgré eux l'anti-modèle sociétal de l'injustice et de l'abus, en faisant subir jusqu'au sein du cocon familial toutes les violences et les hypocrisies induites par des pouvoirs illégitimes, dans le seul but que ces derniers enflent égoïstement jusqu'à la prochaine explosion sociale.

2 - La Famille Tempérante.

Face à cette distribution inégalitaire du temps qui empoisonne la qualité des contacts humain dès le cadre familial le plus restreint, sous la pression constante de l'incertitude vitale et concurrentielle, la solution délodiste et biéconomique apparaît comme l'unique façon d'assurer et de maintenir une constante liberté minimale de choix dans la nécessaire organisation de la vie quotidienne, induisant des progrès sans précédent d'ordre à la fois pratique et culturel.

Dans la pratique, et s'agissant de l'exemple français, la partition-répartition biéconomique assurera à chacun des deux parents le Revenu Universel de la Garantie Citoyenne, moyennant l'équivalent d'un travail à mi-temps devenu la référence légale minimale, que cela soit en tant qu'emploi dépendant ou autonome, ce qui équivaudra à 3.000 euros par couple. De plus, de par son universalisation, cette répartition garantira à chaque adulte le libre choix constant de la moitié de son temps *socio-économiquement* disponible, ce qui permettra à ces citoyens tempérants de vivre chaque période spécifique de leur existence en responsabilité sur l'ensemble de leurs décisions *privées*, selon leurs propres priorités du moment. L'émancipation de ces néocitoyens leur permettra dès lors de doser leur temps libre, c'est-à-dire la moitié de leur existence enfin libérée de toute nécessité matériellement et *sociétalement* vitale, pour satisfaire ce qui constitue par ailleurs l'essentiel d'un épanouissement proprement humain, à savoir ici les relations sociales les plus positives, affectives, amicales et associatives, qui ne peuvent fleurir jusqu'au fruit qu'une fois déconnectées des tensions concurrentielles.

Á l'échelon fondamental de la famille, et à travers la dimension si concrète du quotidien le plus anodin, les conséquences pratiques de la solution Tempérante permettront à chaque couple parental de choisir en toute conscience sa propre recette temporelle, son propre *rythme* de vie, à travers le libre panachage le plus approprié entre le temps et l'argent,

la présence au foyer familial ou l'activité extérieure, autorisant dès lors une répartition des rôles d'autant plus facile à gérer que les deux parents seront enfin sur un pied d'égalité *absolu* en termes de revenu *citoyen*, de dignité comme d'utilité sociale, et ce, quelles que soient leurs identités et leurs parcours. Ainsi, tout ce qui construit le bonheur réciproque des parents et des enfants, à travers le partage d'un temps maîtrisé dans son rythme optimal, sera l'expression d'une liberté on ne peut plus palpable, qu'il s'agisse des repas, de la présence des parents auprès des enfants en bas âge, mais aussi des contraintes scolaires, des activités périscolaires, de l'aide aux devoirs et leçons, et plus encore des loisirs en famille.

La disponibilité, ou a minima le choix de la disponibilité, ne sera plus un privilège, tandis qu'au fil de la croissance de chaque enfant, les stratégies éducatives parentales pourront varier et s'optimiser en parfaite souplesse et répartition au sein du couple, au lieu de l'actuelle absence de liberté qui empoisonne la parentalité de culpabilité et de frustration, en obligeant à recourir systématiquement aux garderies et autre pis-aller de sous-traitance. C'est donc bien à l'échelon le plus micro-sociétal du noyau familial que cette libération du temps ouvrira de nouvelles portes dans les murailles de l'impasse actuelle, permettant aux parents à venir d'offrir à leur progéniture les meilleures potentialités d'épanouissement, tout en savourant sans aucun stress excessif le bonheur d'être mère, père tutrice ou tuteur. Dans ce nouveau contexte sociétal, et à l'opposé de tous les conditionnements imposés jusqu'à aujourd'hui, il ne fait aucun doute que l'évolution culturelle la plus positive sera favorisée au sein de chaque structure familiale, sous forme de rapports parents-enfants plus apaisés et constructifs, y compris concernant l'âge toujours plus critique de l'adolescence, à plus forte raison dès lors qu'une sereine atmosphère familiale pourra oxygéner les interactions affectives qui sont la clé de tout équilibre psychologique. Le nouveau temps libre qu'autorisera le partage équitable de la partition-répartition biéconomique servira donc le vrai bien-être de chacun des membres de la famille tempérante, en effaçant les causes principales de tout stress indû, de chaque frustration propice à l'impatience, sinon parfois à la pire violence réactive, pour ne plus favoriser que les meilleurs comportements altruistes, à l'image de

l'apaisement social généralisé d'une civilisation délodiste. Autant dire que les innovations ici proposées libèreront cette source familiale de paix interindividuelle dès ce premier échelon, à la manière naturelle des eaux pures et fraîches d'autant de rus et ruisseaux alimentant les rivières communales, les affluents départementaux, puis les fleuves nationaux. C'est en ce sens que les citoyens sont jusqu'à présent déçus par toutes les décisions et autres réformes politiques qui leur sont minoritairement imposées, fussent-elles bien intentionnées, puisque ces dernières n'ont toujours pas d'effet émancipateur concret sur la maîtrise et la qualité du temps individuel disponible pour vivre en famille.

Ainsi peut-on voir à quel point la répartition minimale, objective et universellement fixée en termes de proportion, qui définit la solution biéconomique, concrétisera la traduction de toute croissance en progrès humain dès l'échelon familial, sous forme de *libération de temps*, seule garantie d'une réelle émancipation pleinement responsabilisée. En effet, il ne sert à rien d'accroître sans cesse les moyens matériels et culturels d'une existence en société, si les membres de cette dernière ne peuvent accéder à l'autonomie que seul peut offrir un précieux -et égal- temps de vie maitrisé, dont la proportion donne l'exacte mesure de tout progrès authentique. Le plus important est donc que chaque citoyen adulte, ou couple de citoyens adultes, participe de plein « droit-devoir » au Bien Commun du Domaine Public pour ainsi trouver sa juste et égale place au cœur de l'onde sociale, en acquérant par là-même le privilège d'une liberté choix en matière temps personnel et familial, dans le cadre de son Domaine Privé. Seule cette juste répartition permettra aux adultes devenus parents, à chaque âge de la vie familiale et selon leurs propres critères de priorisation, de choisir le panachage éco-temporel ou socio-temporel le plus approprié, en conservant à tout moment la liberté d'en ajuster les paramètres, ce qui n'empêchera en aucune façon ceux qui le souhaitent de maintenir les modes et rythmes de vie actuels urbains ou planétaires le cas échéant, mais sans interférence sur les choix privés de qui que ce soit d'autre.

3 - Evolutions Culturelles Fondamentales.

La forme familiale, en termes sociologiques d'organisation et de contacts intergénérationnels, devrait pouvoir évoluer plus librement que jamais, dans la mesure où il est démontré depuis longtemps à quel point les contraintes sociétales d'un mode de production donné influent sur la taille et la teneur concrète de la cellule familiale, sans même compter les pressions politiques, idéologiques, philosophiques et religieuses et leurs multiples effets sur le comportement nataliste ou non des parents, plus particulièrement à travers le « contrôle » des naissances. Les évolutions observables aujourd'hui révèlent un contraste typique des excès de tout mono-système, en encourageant par défaut la surnatalité des familles les plus précaires, voire les plus sujettes à certaines injonctions religieuses, tandis que les populations supposément riches ont perdu le temps et le goût de « faire des enfants », jusqu'au point de ne plus même assurer le remplacement des générations. Pire encore, l'échec évident de la société mondialisée imposée par l'obsession financière la plus aveugle, via ses multiples déséquilibres en termes de qualité de vie dégradée, d'impasse écologique et autres tensions politiques, ne fait que décourager -en deçà de toute logique naturelle- le juste besoin d'accomplissement parental, sur un fond de dépression collective théorisée en *collapsologie*. On ne saurait trouver preuve plus irréfutable de la négativité morbide induite par la paradoxale *dictature* de la dérégulation-individualisation, puisque chacun peut observer que ce couple par trop infernal dicte, vis-à-vis de la natalité comme de la qualité de vie familiale, des comportements en tout point opposés aux idéaux les plus universels de l'Humanité, comme à la simple pérennisation de cette dernière. En effet, principalement à cause du cadre sociétal politique et socio-économique, les premières tensions et frustrations porteuses des germes de la violence infectent le noyau familial au point d'empoisonner les relations qui doivent s'y tisser pour le meilleur et pour le pire, favorisant le second aux dépens du premier. Malgré son rôle sécurisant de « bulle d'intimité » cette cellule élémentaire de la société, cadre fondateur de l'éducation préalable à une

trajectoire scolaire essentielle, subit les conséquences désastreuses que le règne de l'injustice et de la violence sociétales et mono-systémiques induit, pour le plus grand malheur d'un effet « reproducteur », voire multiplicateur sur les générations suivantes, en particulier s'agissant ici des familles socio-économiquement les plus fragiles.

Aux antipodes de cette tendance culturelle irrationnelle dérivant de l'ignorance historique de notre nature objectivement *bi*-économique, pour ne pas dire bi-sociétale, la solution tempérante ici proposée laissera la structure familiale évoluer dans l'intérêt partagé des divers membres qui la composent, en situation d'émancipation réelle et qualitativement croissante face aux contraintes sociétales minimales et universelles, ce qui ne manquera pas d'équilibrer pour la première fois dans l'Histoire le paysage sociologique et même géographique des familles de demain. En effet, joint à la libération physique et spatiale de ces dernières vis-à-vis des métropoles et de la sur-urbanisation, via l'évolution technologique de la plupart des métiers et la revitalisation de territoires rendus enfin *socio-économiquement* viables, le délodisme biéconomique aura pour résultat de promouvoir une redistribution géographique spontanément optimale, permettant aux citoyens et à leur famille de vivre en urbanité proportionnée, encourageant la renaissance des bourgs, petites villes et autres villages de taille humaine, et procurant au passage les nouvelles conditions d'un habitat plus spacieux, plus abordable et plus écologique.

Dès lors, la structure même de la famille se verra plus que jamais librement choisie par les néo-citoyens adultes, tandis qu'en fonction des habitudes culturelles parentales, les générations et les fratries pourront recomposer de nouvelles formes de vivre ensemble, sur la seule base du volontariat de chacun. Par exemple, il sera à nouveau possible d'unir les énergies individuelles de plusieurs adultes d'une même famille désireux de cohabiter dans un cadre plus spacieux propice au bonheur de partager un projet familial d'envergure ou de se rendre efficacement des services mutuels, voire de constituer de nouvelles *tribus familiales*, ouvertes sur l'extérieur, mais dont l'intérêt sera de mutualiser démocratiquement de très nombreux avantages matériels, pratiques ou culturels, a fortiori s'il

s'agit de prendre soin des générations les plus fragiles que sont les plus jeunes enfants et les grands-parents vieillissants. Rien n'empêchera non plus la mise en place de « familles choisies » sans consanguinité, basées sur l'amitié ou sur des modes de vie spécifiques *librement* adoptés et en tout point respectables, à condition que ces « regroupements privés » respectent les garanties de la Loi républicaine et majoritaire concernant l'intégrité physique et psychique de chacun de leurs membres.

Les formes et structures familiales auront à nouveau les moyens d'évoluer selon leur propre finalité micro-sociétale, en tant que première échelle d'existence interpersonnelle, ou premier cercle de vie autant que d'éducation pratique, traduisant à leur niveau le nécessaire rééquilibrage entre individu et société, dans l'optique fort probable de retisser les liens affectifs les plus positifs, en lieu et place de l'individualisation abusive qui atomise les familles d'aujourd'hui sous la pression du consumérisme exacerbé et du sur-travail qui va de pair.

Du point de vue culturel, les conséquences à long terme seront aussi nombreuses que positives, sitôt que l'Éducation Citoyenne armera chacun de lucidité et d'autonomie de pensée face aux dérives toujours possibles de quelque forme de manipulation ou de violence autoritaire, quel qu'en puisse être le prétexte. La Culture étant avant tout affaire de transmission, la pacification des comportements familiaux se nourrira de la décrispation socio-économique que l'égalité minimale effective de tous les adultes garantira, autorisant dès lors des liens interpersonnels *de facto* équilibrés, au point que, paradoxalement, l'autonomie citoyenne de chaque individu sera la meilleure garantie des nouvelles formes de soudure ou de fusion familiale. En pratique, et de la même façon qu'au sein de la néo-société délodiste à venir dans son ensemble, l'évolution des comportements résultant de la double existence socio-économique de chaque citoyen adulte filtrera les meilleurs attitudes et initiatives en excluant toujours plus les mauvaises, et ce, dès le premier échelon que représente la cellule familiale. Cette heureuse évolution sera d'autant plus certaine que l'indépendance égale ainsi acquise par chaque adulte ne justifiera -ni ne suscitera- plus aucune soumission indue à quelque

autorité néfaste que ce soit, créant dès ce premier cercle les conditions de l'émancipation minimale et légitime assurée à chaque membre d'une société délodiste et biéconomique. C'est dans ce premier cadre de la vie que prendront racine les valeurs dignes d'une République Démocratique refondée autant sur un partage plus solidaire que sur la « souveraineté individuelle » minimale propre à toute émancipation responsable.

4 - Le Premier Etage de la Responsabilisation.

S'il est facile de comprendre que la maîtrise du temps familial découlant d'une partition-répartition émancipatrice améliorera de façon spectaculaire la *qualité* des relations intrafamiliales, puisque tout lien affectif ne s'approfondit qu'à travers un partage de temps apaisé, il est plus subtil encore d'apprécier les effets culturels de la responsabilisation qui va de pair avec une telle évolution.

S'agissant tout d'abord des parents devenus citoyens délodistes, la liberté véritable acquise par le pouvoir de choisir ses propres priorités sur au moins la moitié de son existence impliquera simultanément les conditions d'une véritable responsabilité propice à l'épanouissement de nouveaux êtres humains toujours plus autonomes, et dès lors *souverains* à leur propre échelon individuel, comme via la *duocratie* que suppose un couple digne de ce nom. En effet, tant que les rapports sociétaux et interindividuels sont entièrement basés sur un faux équilibre de violence à travers le couple bancal de la domination mariée à la dépendance, la responsabilité abusive du dominant sur le dominé, tout au moins dans sa proportion dépassant l'égalité minimale objective, fait écho par symétrie à la soumission ou déresponsabilisation infantilisante du dominé, et ce, dans les mêmes proportions. Cette situation de déséquilibre fonctionnel, aux effets relationnels désastreux, n'est autre que l'expression concrète de la violence et de l'injustice, dans des disproportions auto-aggravantes trop souvent observables dès le plus petit échelon sociétal, c'est-à-dire en milieu familial. C'est ainsi qu'en tant que source reproductrice de la société, la famille *prétempérante* court le risque constant de pérenniser

malgré elle les rapports sociétaux les plus chaotiques, en particulier via l'inégalité entre les parents, sous l'influence d'une injustice systémique aliénante, puisque que dominés *et* dominants se privent de toute chance d'accéder au seul vrai bonheur ou bien-être de la Paix intime, a fortiori dans un contexte supposé affectif et hors marché.

L'aliénation en question, qui se mesure en abus ou privation de liberté, est donc la caractéristique vécue -dès l'échelon familial- d'un système sociétal historiquement confus, transformant la bulle de la vie intime en une cellule de prison psychologique et relationnelle interdisant toute expression d'une liberté assumée entre autres choses par le respect de l'autonomie d'autrui, s'agissant à plus forte raison de son conjoint. Face à cet empoisonnement si pernicieux, il est assez facile d'anticiper l'effet libérateur et responsabilisant de la solution tempérante, puisque l'égalité minimale *effective* enfin assurée entre tous les citoyens adultes procurera à chacune et chacun un égal pouvoir, à plus forte raison dans le domaine forcément privé du contexte familial. Á l'instar de chaque futur citoyen délodiste, la néo-famille tempérante aura donc les moyens concrets de devenir responsable de son destin, et ce, dès l'embryon du couple fondateur, contrairement aux excès qui caractérisent la situation actuelle, laquelle condamne les uns à une réussite professionnelle payée au prix le plus fort en termes de suractivité stressante, induisant dès lors un manque de temps et de présence familiale de qualité, pendant qu'un nombre croissant de familles *socio-économiquement* dominées subissent les effets destructeurs de la précarité, le résultat commun se mesurant à travers la multiplication des addictions, des conflits et autres divorces ou séparations, échecs relationnels vécus comme autant de déraillements sur le chemin erratique d'une vie peu ou prou subie de bout en bout.

Dès lors que l'égalité minimale délodiste et biéconomique sera le Bien Commun universel unissant *l'ensemble* d'une population adulte, la liberté correspondante deviendra la garantie d'une responsabilisation, d'une part, équitablement partagée en tant que *citoyen-voteur* impliqué dans les choix politiques, et d'autre part, individuellement assumée en tant que libre décideur de son temps privé, et, entre autres, familial, dans

la seule limite légitime d'un Loi commune devenue majoritaire. C'est la transformation *systémique* autorisée par le délodisme biéconomique qui enseignera inéluctablement de nouvelles habitudes, améliorant d'autant les comportements parentaux sous l'influence pratique et quotidienne d'un contexte libérateur, même s'il va de soi que le système éducatif et la Constitution elle-même auront aussi pour rôle de former autant que d'informer chaque citoyen dans le langage le plus explicite et accessible qui soit, concernant la notion cruciale de la Responsabilité individuelle et parentale.

Non sans quelque logique, on peut ici entrevoir la résolution du hiatus remarqué plus haut quant au rôle éducatif des parents vis-à-vis de leurs enfants, puisque jusqu'à présent, les si beaux et si bons principes républicains, proclamés en particulier via la fameuse devise française, sont restés *en réalité* sans effet socio-économique visible ou suffisant, faute de solution tout à la fois délodiste et biéconomique. Dès lors, seul l'avènement de l'égalité minimale permettra de responsabiliser chaque adulte, puisque la justice systémique deviendra enfin *réelle*, corroborant aussitôt les principes et les valeurs caractéristiques d'une co-éducation humaniste, eux-mêmes en tout point compatibles avec le meilleur de ce que peuvent offrir certaines religions, idéologies ou autres philosophies.

L'équilibre des droits fondant la liberté et des devoirs fondant la responsabilité sera assumé à chaque étage d'une hiérarchie sociétale dès lors entièrement basée sur le mérite de chaque citoyen, ou de sa famille via l'héritage, sachant que ce dernier, comme le principe de propriété, sera démocratiquement ajusté et redéfini, ne serait-ce que pour préserver un équilibrage patrimonial minimal entre les Domaines Public et Privé. L'important ici est de saisir les formidables implications positives d'une telle évolution sur la vie familiale, puisque tout changement notoire de la règle du jeu sociétal fait évoluer qualitativement la teneur culturelle de chaque microsociété constitutive de l'ensemble, entre autres choses par le biais de nouveaux comportements en matière d'autorité parentale et de solidarité, et ce, tant concernant chaque couple d'adultes que les rapports intergénérationnels induits.

En l'occurrence, la conséquence la plus assurée concernera la *prise de responsabilité* des familles les plus précaires d'aujourd'hui, non seulement dans le cadre d'une participation socio-économique minimale au Domaine Public, mais plus encore s'agissant de responsabilisation légale et pénale. Il est en effet patent, à travers les rubriques judiciaires hebdomadaires, que les parents les plus défavorisés sont anormalement déresponsabilisés vis-à-vis de leur comportement en tant que citoyens, tout comme s'agissant de leur devoir familial d'autorité éducative sur leurs enfants devenus adolescents. Par la loi quasiment physique d'une étrange symétrie, un triste effet de miroir encourage la délinquance, les incivilités et la violence des citoyens précarisés, exclus et hypocritement assistés, en proportion directe de la corruption des pouvoirs politiques et socio-économiques du sommet, dédouanant trop facilement les premiers de toute responsabilité juridique ou pénale et encourageant par là-même l'aggravation des comportements répréhensibles. Dans le domaine de la délinquance des banlieues particulièrement, les sociologues ne font que corroborer le *ressenti* de la majorité (silencieuse) des citoyens devant la tolérance « coupable » des juges, dont la magnanimité excessive semble dictée par l'impuissance de tout pouvoir corrompu en contexte pseudo-démocratique.

De fait, comment oserait-on juger « équitablement », c'est-à-dire avec une juste sévérité propice à décourager toute récidive, la petite délinquance qui pourrit la vie des « quartiers » dès lors qu'en tant que juge, on représente un pouvoir aussi illégitime qu'abusif, lui-même au-dessus des lois et responsable direct de la pauvreté croissante desdites banlieues ? L'éducation familiale qui doit en principe responsabiliser les parents en cas de comportement délictueux ou criminel de leurs enfants mineurs ne saurait être invoquée ou mise en cause judiciairement de façon appropriée et rigoureuse compte tenu de la situation précaire de la plupart des familles concernées, tant il est avéré que, le plus souvent, leur état de pauvreté, voire d'exclusion de la société, les rend incapables d'assumer leur responsabilités parentales ou de payer la moindre dette judiciaire. La misère sociale induite par les inégalités croissantes nourrit

ainsi la déresponsabilisation des familles précarisées en excusant par avance les comportements « incivils » et délictueux d'une jeunesse trop facilement *victimisée*, dès lors tentée de récidiver via une délinquance qui empire à chaque nouvelle occasion, de façon hélas compréhensible, et ce, jusqu'au niveau des crimes et des trafics les plus destructeurs.

Qui plus est, les conditions de vie si déplorables des familles les plus modestes et leurs conséquences *déstructurantes* sur l'éducation de leurs enfants et adolescents empêchent l'autorité judiciaire d'établir une juste différence, parmi ces derniers, entre les authentiques victimes -par définition involontaires- d'une injustice sociale indubitable concernant leurs parents, et certains jeunes devenus des *dealer-leaders* délinquants et assumés régnant par défaut sur trop de banlieues perdues. De la même façon, il devient *de facto* impossible pour la justice d'évaluer la réelle responsabilité des parents en déterminant s'ils *subissent* leur situation sociale en matière d'emploi ou de recherche d'emploi, ou s'ils ne font que *profiter* à fond d'un système social ingérable en se laissant porter par maintes allocations doublées des recettes d'une économie parallèle.

En réalité, la misère humaine des familles les plus démunies est la conséquence symétrique de la violence des minorités dominantes, ce qui oblige la justice républicaine à comprendre et excuser au lieu de sévir et de dissuader. Car il est strictement impossible de différencier ou de graduer *objectivement* les cas délictueux ou criminels, de la petite délinquance à la pire criminalité « mafieuse », puisque le même terreau d'injustice, de précarité et d'exclusion fournit le carburant et le prétexte déculpabilisant de dérapages individuels ou groupés aussi progressifs que mortifères. Dans de telles conditions, dès lors que le délinquant peut à juste titre se prétendre victime de la société, la justice ne peut devenir qu'une hypocrite charité plus favorable à ce dernier qu'à ses victimes, à travers des dossiers d'autant plus bâclés que l'administration manque de moyens à la fois humains et matériels pour faire face à une violence et une insécurité aux progressions exponentielles. L'injustice sociale et la précarité se concentrent dès lors plus que jamais dans l'anonymat des banlieues, voire jusqu'au cœur des *territoires périphériques*, induisant

une impuissance policière chronique, une tolérance judiciaire excessive, ainsi que la récupération politique du laissez-faire, ou inversement de la sévérité la plus extrême, comme autant de conditions hélas favorables aux pires manipulations idéologico-religieuses.

En république délodiste, le principe même de tempérance réside dans *la justice sociale effective*, décente, minimale et suffisante, de tous les droits et devoirs universels concrétisés par la Garantie Citoyenne, sur la base d'une autogestion communale responsabilisant chaque *quartier*. Le Revenu Universel résultant d'un travail minimal localement garanti pour chacun et contrôlé par tous sera propre à remplacer l'inextricable système d'allocations et d'aides sociales par une égalité effective dont le premier intérêt sera de supprimer enfin les situations de pauvreté ou de précarité, assurant dès lors à chaque citoyen majeur -même dès l'âge de 16 ans- une égale intégration socio-économique, tandis que le revenu familial correspondant, devenu ainsi réellement décent, responsabilisera aussitôt chacun des parents concernés. Une fois dûment généralisées les conditions pratiques du délodisme biéconomique, aucune excuse socio-économique, aucun prétexte sociétal ne pourra réduire la responsabilité d'un citoyen adulte, tandis que même les « justifications » de violences intrafamiliales disparaîtront promptement via la cicatrisation des plaies actuelles et l'apaisement de leurs conséquences psychologiques.

Cela revient à dire que les familles précarisées ou assistées qui peuplent nombre de banlieues et autres bourgades abandonnées auront acquis, à travers l'égalité minimale, la liberté d'entreprendre leur propre épanouissement au-delà de leur égale participation citoyenne, et surtout la *responsabilité* qui va de pair dans toutes les dimensions de la vie en société. La qualité de vie familiale ne pourra qu'évoluer positivement dans un cadre enfin équilibré et apaisé par la justice systémique, tout en développant le sentiment le plus justifié d'une égale appartenance à une même République Démocratique, en tant que dénominateur commun de toutes les cultures familiales imaginables coexistant respectueusement sur le territoire correspondant. L'accession à la dignité que supposent l'autonomie et la souveraineté individuelles deviendra enfin le *privilège*

partagé de l'ensemble des catégories socio-économiques, ces dernières ne se différenciant plus que sur l'accessoire en lieu et place du vital, y compris du point de vue culturel.

C'est dire à quel point le futur cadre sociétal ici proposé sera en mesure d'opérer une « révolution culturelle » dans le meilleur sens du terme, puisque seule la responsabilisation universelle la plus complète et égalitaire fermera pour toujours le robinet de l'amertume, de la honte, de la frustration et du ressentiment que nourrissent les injustices, armant dès lors chaque individu en *personne responsable* enfin apte à se libérer de la précarité matérielle, de son lot d'isolement social et de la fragilité psycho-physiologique qui en découle, en n'offrant dès lors plus aucune prise aux manipulations de quelque pseudo-autorité que ce soit. C'est donc bel et bien au cœur même du noyau familial qu'un cadre sociétal délodiste et biéconomique apaisera les multiples tensions du quotidien, en effaçant les germes qui fondent le moindre *abus* de pouvoir sur cette microsociété fondamentale, ce qui aura pour heureux effet d'assainir les pratiques comportementales et coutumières au fil des générations, c'est-à-dire de permettre à chaque citoyen en herbe, en fleur ou en fruit, de trier le meilleur de son héritage culturel, et cultuel le cas échéant, selon le double critère de la Paix et de la Justice intrafamiliales.

5 - Éducation Familiale et Évolution Sociétale.

En tant que tout premier cercle fondant la construction psycho-comportementale des futurs citoyens que sont les enfants, et bien que très influencée par l'environnement social et les conditions de vie *de facto* imposées par les pouvoirs politiques et socio-économiques, chaque famille résume les quatre dimensions sociétales à l'état embryonnaire, et le partage de l'autorité, ainsi que la répartition des tâches matérielles et éducatives, formatent inévitablement le devenir du ou des enfants, en particulier via les valeurs et les priorités dictées par le couple parental. Dans ce domaine, l'exemplarité des initiatives, des réactions et autres attitudes de chaque adulte envers son conjoint comme envers son enfant

détermine l'adhésion -ou le refus !- de ce dernier quant à la transmission plus ou moins intégrale de l'exemple proposé, en fonction de la sincérité et de la cohérence des valeurs et des discours, par comparaison avec la réalité des comportements.

Choisissant malgré lui, en son for intérieur, entre l'imitation et l'opposition aux diverses valeurs et pratiques peu ou prou imposées par ses parents, l'enfant *se* construit peu à peu dans un cadre culturel sous-tendu par une certaine « philosophie » de la vie, souvent associée à une forme ou une autre d'expression religieuse, même lorsque cette dernière se résume aux indispensables piliers d'une morale minimale en dehors de toute pratique régulière, sous l'influence diffuse des plus lointaines racines propres à telle ou telle société. Malgré l'intégration quasiment génétique desdites racines, l'autorité parentale est elle-même créatrice de nuances culturelles faites d'adaptation entre les traditions familiales différentes des deux parents, comme cela peut aisément s'observer en matière d'évolution culinaire ou d'organisation des repas, entre maints autres exemples possibles. Enfin, si l'amour parental est au rendez-vous, a fortiori fondé sur sa base conjugale, l'enfant aura toutes les chances d'imiter ce modèle en en conservant à vie la recette comportementale essentielle, au risque près des déséquilibres dus à son propre caractère, voire aux évolutions, contradictions et autres influences extérieures dont se nourrit en particulier l'adolescence.

Cela dit, les sous-domaines culturels et/ou comportementaux sur lesquels la vie familiale a le plus grand impact concernent d'une part les relations de pouvoir et d'autorité entre les conjoints, via l'image qui en résulte pour l'équilibre établi entre les deux sexes habituels, confortée par l'éducation des enfants selon la même partition *genrée* (sauf bien sûr en situation de couple homosexuel), et d'autre part, la transmission des valeurs, des devoirs, des tabous et des interdits au travers de discours et de pratiques d'ordre peu ou prou moral ou religieux. Dans ces domaines cruciaux pour la construction des futurs citoyens adultes, la famille peut être la source de certaines évolutions généralisées, suscitant adhésion ou rejet de la part de la génération suivante, sachant que dans les deux cas

la société s'en trouvera dès lors influencée, pour le meilleur ou pour le pire. Toutefois, d'un point de vue ici devenu délodiste et biéconomique, les évolutions comportementales familiales de ces paramètres semblent plutôt participer d'une tendance générale *sociétale*, mais en améliorant ou en aggravant selon le cas les progrès ou les régressions qu'impose surtout le contexte socio-économique.

Par son pouvoir biologique et éducatif, la reproduction familiale semble le plus souvent corroborer et conforter la tendance sociétale en cours, tout en s'adaptant constamment aux conditions extérieures. Cette dynamique d'action et de réaction entre famille et société d'une part, et parents et enfants d'autre part, peut renforcer le flux sociétal historique en fonction des contraintes subies depuis l'extérieur du cocon familial, ce qui revient hélas à en aggraver les conséquences culturelles chaque fois qu'une société *prétempérante*, autrement dit non démocratique et mono-systémique, s'écarte de fait de l'équilibre majoritaire minimal qui la légitime un tant soit peu. C'est ainsi que, par le biais des contraintes de production et de consommation quotidiennement imposées, doublées d'incessantes prescriptions médiatiques et publicités télévisuelles, entre autres réseaux sociaux via l'ordinateur ou le smartphone, les sociétés néolibérales détruisent la majorité des familles en atomisant leur noyau relationnel en autant d'individualités séparées, tandis que tant d'autres foyers, en particulier à chaque période d'effondrement de la cohérence sociétale, se replient au contraire sur les valeurs-refuges de telle ou telle identité communautaire, culturelle ou religieuse. Au bout du compte, par l'étrange jeu de miroir associant chaque ensemble à ses éléments constitutifs, l'extrémisme sociétal croissant, ici tant politique que socio-économique, se reflète au travers des caricatures opposées de « non-familles » *libéralisées*, voire individualisées en unités monoparentales et autres foyers individuels, et de « sur-familles » hyper-autoritaires figées dans une tradition souvent sclérosante, à la façon de micro-dictatures, sans qu'il n'y ait plus la moindre place pour une famille optimale, à la fois *démocratique* entre les parents et *équilibrante* vis-à-vis des enfants.

Ce pouvoir d'imitation qualitativement amplifiée des qualités ou défauts de toute société ne laisse à la famille que le choix de suivre le courant ou de s'y opposer fermement, induisant soit le délitement des liens interpersonnels intrafamiliaux dans un sentiment d'abandon et de solitude aux effets psychologiques aussi désastreux qu'inconscients, soit l'emprisonnement moral sous l'autorité absolue d'une tradition jouant le rôle de bouée de sauvetage. Autant dire que, face aux excès qu'entraîne cette dépendance indue et néfaste vis-à-vis d'une société historiquement injuste, la néo-famille tempérante permettra aux citoyens de l'avenir d'évoluer librement dans un juste milieu forcément supérieur en termes d'épanouissement individuel et *partagé*, avec pour conséquence logique un équilibrage de comportements et de caractères en tout point propice à l'établissement pérenne du respect comme de la paix, dès cette échelle micro-sociétale ou élémentaire.

C'est en devenant *visiblement* exemplaire que la société pourra s'établir comme référence influente justifiée et promouvoir l'avènement d'une culture familiale redéfinie jusque dans son contenu, en donnant l'occasion de conserver la meilleure partie de tous les héritages culturels ou cultuels, en tant que traditions structurantes utiles le cas échéant, sans perpétuer en aucune façon le fardeau de certaines obligations surannées et contraires à l'équilibre de la paix, pour le plus grand bien des parents, grands-parents, enfants et petits-enfants réunis, ce que favoriseront de plus l'activité et l'autonomisation précoces des adolescents dès l'âge de seize ans, via la Garantie Citoyenne et son Revenu Universel, comme il pourra être observé au cours de ce Livre III.

6 - La Tempérance Augmentée.

L'apaisement de la société et l'émancipation *responsable* qui en découlera pour chaque citoyenne ou citoyen adulte seront les meilleures garanties d'une nouvelle atmosphère de vie familiale, puisque la quasi-totalité des excès comportementaux, y compris dans ce cadre restreint, n'est que le résultat de pressions avant tout extérieures, tenant surtout au

mode de vie et au niveau de vie modélisés par la société via l'éducation scolaire, secondaire ou supérieure, aux relations socio-économiques les plus quotidiennes, et plus encore à la *formation permanente* instillée au jour le jour par l'ensemble hétéroclite des moyens de communication, réseaux sociaux inclus. Dans le contexte assaini d'une société devenue délodiste et biéconomique, la justice de l'égalité minimale remplacera les frustrations vitales (qui portent encore atteinte à la dignité de tant de citoyens), par la liberté -et donc la responsabilité- d'un temps familial maîtrisé, permettant au couple parental de s'organiser sans la moindre inquiétude subie, sans le moindre stress indû, pour ce qui concerne les priorités familiales, à commencer bien sûr par l'éducation des enfants, et jusqu'à l'encadrement des adolescents ou pré-adultes.

L'égalité de condition minimale rendra le couple équilibré de fait en termes de disponibilité, quels que soient les choix professionnels plus ou moins chronophages de l'un ou l'autre des deux parents. Dans ces conditions optimales d'autonomie partagée, les traits de caractères et les comportements propres à chacun évolueront spontanément dans le sens de l'apaisement et de l'équilibrage intérieurs si indispensables au bien-être psychologique, aux antipodes de l'empoisonnement délétère actuel, dont les tristes effets sur le psychisme poussent à « consulter » ou à se défouler à travers toutes sortes de drogues et autres addictions toujours aliénantes. C'est par le biais de cette réappropriation minimale du temps et du rythme de vie que chacun *se sentira vivre* avec suffisamment de recul pour apprécier le moindre instant, ce qui sera propice à développer la complicité de toute expérience partagée au sein du couple parental, comme en relation avec chaque enfant ou adolescent. Par ailleurs, la *qualité* même de ce temps libre, c'est-à-dire sa « teneur psychologique » rendue totalement différente en passant du *subi* au *choisi*, transformera chaque moment en un matériau constructif, favorisant un authentique épanouissement savouré en pleine conscience. En effet, au lieu d'être privé de l'indispensable liberté de choix sous le diktat permanent d'une course effrénée via le « tout ou rien » si typique du totalitarisme mono-systémique, chacun deviendra enfin l'*auteur* de ses actes, tant au sein de

sa vie familiale que dans le cadre sociétal de sa citoyenneté, Domaines Public et Privé compris, mais sans plus jamais être confondus.

Dans la mesure où lesdits caractères et comportements se forgent au feu de toute expérience vécue, induisant souvent nombre de blessures et autres ressentiments qui finissent par tomber dans la trappe de notre inconscient jusqu'au point de graver en chacun d'entre nous des travers et autres tares génétiquement transmissibles, il est assuré qu'à plus long terme, dans un délai « raisonnable » de seulement trois générations, les effets apaisants du délodisme biéconomique sur la procréation familiale et l'inconscient de tout héritage culturel *inné* formeront dès l'embryon des êtres humains en grande mesure *pré-pacifiés*, dont les tempéraments héréditaires seront d'emblée plus « heureux » et plus équilibrés. Car la suppression définitive des causes fondamentales de toute violence, peur ou angoisse vitale permettra aux futurs citoyens délodistes de vivre des expériences *positives* devenues compatibles avec le développement d'un réel bien-être individuel et collectif, lequel se traduira très logiquement par la reproduction du *bien-naître*, aux sens physiologique, psychique et mental de cette expression.

Le déterminisme génétique ne concerne pas seulement la santé corporelle à travers les qualités et défauts *organiques* hérités de parents, de grands-parents, voire d'aïeux plus lointains encore, incluant aussi les habituelles ressemblances physiques, car le bagage le plus important est sans doute celui du *caractère* et de ses traits principaux, préexistant à la naissance sous la forme d'aptitudes comportementales plus encore que mentales proprement dites. Une sorte de *pré*-formatage cérébral semble ainsi *pré*-disposer le bébé naissant à intégrer la future éducation si utile à son devenir d'être humain, à la façon d'une toile de fond sociétale qui se transmettrait sous la forme de traits de personnalité plus ou moins propices au bonheur et à l'équilibre. Bien qu'il soit difficile d'en décrire encore le mécanisme, force est de constater que, s'agissant par exemple des prédispositions innées et des ressemblances caractérielles, les bébés d'une même population naissent tout à la fois différents et inégaux en potentialités apparentes, mais en même temps également prédisposés à

se fondre assez spontanément dans les habitudes comportementales les plus typiques de ladite société, y compris s'agissant de classes sociales, voire de « castes sociétales » surdéterminées à force de conditionnement historique.

C'est dans ce sens que l'on parle de « naître avec une cuillère d'argent dans la bouche », de chance ou de malchance tenant pour partie au « milieu » dans lequel on est accueilli via la loterie de l'hérédité. Or il est heureux de constater que même ces formes d'injustice héréditaire seront appelées à disparaître en l'espace de trois générations, du moins au sens vital de garanties décentes et en tout point suffisantes, dès lors que la photocopieuse qu'est la famille aura pour originaux des citoyens apaisés plus accomplis que les précédents, avec les effets bénéfiques qui iront de pair concernant l'équilibrage des caractères et comportements innés, sans oublier une amélioration conséquente de la santé physique, tant il est vrai que celle-ci dépend du mental et du moral autant que des conditions de vie *sociétalement* imposées.

Dès lors que la société favorisera la paix par le biais de la justice, la famille contribuera au progrès constant de l'unique espèce humaine à travers son rôle de reproduction, capitalisant sous forme génétique tout le bénéfice humanisant ajouté par chaque génération, en effaçant avant longtemps toutes les tares et autres handicaps qui fondent les inégalités de potentialité les plus injustes dès la naissance, tant du point de vue du caractère que des capacités mentales innées ou des conditions physiques et organiques de chaque nouveau-né. Les véritables chances de départ se verront universalisées, en renforçant d'une génération à la suivante les potentialités physiques, mentales et psychologiques de tous les enfants de la République, lissant les différences injustement subies pour mieux promouvoir celles qui découlent du seul mérite, évolution qui traduira en termes génétiques les innombrables progrès engendrés par la justice de l'égalité minimale et universelle propre au délodisme biéconomique.

Par le biais de cette évolution sans précédent, le génie en herbe qui sommeille dans chaque enfant, quel que puisse être son domaine de

prédispositions présentes ou de prédilection future, aura les meilleures chances de s'exprimer en toute liberté assumée, à la seule condition que son « héritage » et ses conditions de vie soient au maximum de ce que la société du moment peut offrir à *tous*, en tant que « capital personnel » unique et inaliénable, à la façon d'une juste distribution des cartes sous les auspices d'une règle du jeu devenue transparente. Alors, oui, dans ce cas, chaque citoyen deviendra entièrement *responsable* de son propre parcours, sans aucun prétexte à se plaindre, tandis que, libéré du boulet de la pesanteur socio-économique qui plombe encore l'Histoire, il sera légitimement fier d'épanouir utilement ses dons particuliers, tels qu'une éducation scolaire *tempérante* saura enfin les promouvoir.

Autant dire que, par l'intermédiaire de la néo-famille tempérante ainsi promue, la société délodiste et biéconomique tout entière se verra magnifiée dans ses capacités d'*humanisation* comme dans l'étendue des innombrables progrès techniques et culturels à venir, dès lors que toutes les populations concernées pourront voir l'espèce humaine s'améliorer à chaque nouvelle génération, sans qu'aucun citoyen n'ait de raison de se détruire ou de se laisser détruire en termes physiques ou psychologiques pour cause de précarisation ou de paupérisation contagieuse. Á l'inverse des sociétés présentes, où de plus en plus de sous-citoyens exploités ou exclus sont condamnés à une régression déshumanisante (par ailleurs d'autant plus reproductible que les familles les plus pauvres ont le plus grand nombre d'enfants), la justice systémique tempérante fera évoluer le niveau social et culturel de chaque couple parental en puissance, ce qui favorisera l'équilibrage optimal du nombre d'enfants par famille, chaque personne adulte devenant plus libre que jamais de devenir père ou mère, et plus apte que jamais à en assumer le si beau rôle.

Á l'instar d'une résurgence d'eau fraîche alimentée par les nuées venues de l'océan, la famille participera plus que jamais au vrai cycle de la vie, mais en offrant à chaque nouveau parcours une onde plus pure et plus désaltérante face aux soifs les plus nobles de l'Humanité, tandis que l'irrigation qui découlera en toute logique de cette cascade d'effets bénéfiques fera pousser les meilleurs fruits de nos potentialités, donnant

l'occasion à chaque être humain de s'épanouir dans l'accomplissement de ses droits individuels autant que de ses devoirs citoyens.

Aux antipodes de « l'ensauvagement » et de l'appauvrissement relationnel induits par l'exacerbation de toutes les injustices sociétales, qui de fait emprisonnent et empoisonnent toujours plus de familles dans un rôle contraire à leur nature comme à l'épanouissement pacifique de leurs membres, la Tempérance délodiste et biéconomique fera naître une Humanité plus accomplie à chaque nouvelle génération, grâce à l'effet amplificateur, reproducteur et éducatif de la cellule familiale. L'homme sans cesse *augmenté* qui en résultera sera dès lors beaucoup plus qu'un être bionique semi-robotisé par la science pour une puissance accrue du seul point de vue quantitatif en termes de force physique et de durée de vie organique, puisque la Tempérance ajoutera à ces progrès possibles (et fort souhaitables médicalement), la Liberté et la créativité qu'induit une émancipation authentique. Qui plus est, en faisant l'économie des gaspillages et autres replâtrages résultant de l'injustice systémique et de l'absence d'égalité minimale, les moyens libérés pour une recherche et un progrès partagés n'en seront que plus importants, à plus forte raison s'agissant du potentiel humain et de l'énergie créative des enfants de l'avenir, puisqu'ils auront *tous* une égale chance d'épanouir leurs dons insoupçonnables dans des contextes familiaux et sociétaux constamment améliorés.

Il ne servirait à rien de développer artificiellement les capacités physiques ou mentales de l'être humain sans pacifier son comportement en répondant à ses besoins sociaux, économiques, politiques et culturels les plus légitimes par le quadruple respect d'une égalité minimale, car, en l'absence de la Justice qui fonde toute liberté, l'orientation et l'usage des avancées scientifiques se trouvent immanquablement détournés au profit d'une minorité objectivement illégitime, augmentant d'autant les moyens d'autodestruction des humains à chaque crise subséquente, pour le plus grand malheur de millions d'innocents, de la Nature et de la Vie.

L'Homme véritablement *augmenté* grâce aux progrès constants de la Connaissance ne peut s'*élever* qu'en termes de *conscience* à la fois individuelle et collective, via sa double nature d'onde sociale et d'être particulier, à condition que ses découvertes scientifiques et techniques se fondent sur l'évolution parallèle des progrès correspondants dans les domaines politique, socio-économique et culturel. C'est tout l'enjeu de la Tempérance délodiste et biéconomique, dont la dimension sociétale familiale vient d'être étudiée sous l'angle propre à ce point de vue aussi novateur que prometteur pour la Paix, au moment même où l'Histoire fait buter l'Humanité sur le plafond planétaire de ses contradictions, ne laissant en réalité aucun autre choix que l'instauration d'une juste et authentique démocratie quadridimensionnelle pour solutionner de toute urgence l'équation sociétale, politique et écologique la plus grave qui soit, dans le noble but de pacifier définitivement l'avenir de nos enfants.

Avril 2021

Réflexions Culturelles 3

L'Éducation Commune

1 - Un Socle Éducatif Minimal et Citoyen.

Á la différence du cadre familial de la primo-éducation de nature préscolaire, l'Éducation Commune, le plus souvent centralisée sous la forme d'un système d'Éducation Nationale, a pour fonction officielle de proposer, en principe à *tous* les enfants d'une entité sociétale donnée, l'acquisition des savoirs et savoir-faire les plus indispensables à la vie en société des futurs adultes, dans le noble but que ces derniers puissent épanouir au mieux leurs potentialités personnelles et professionnelles. Dans son aspect véritablement *collectif*, ou *universel*, cet indispensable formatage minimal correspond plutôt au rôle spécifique de l'école dite élémentaire ou primaire, ainsi que du collège, du moins au sens français du terme, sachant que le lycée est déjà l'occasion d'une forme ou une autre de pré-spécialisation ou même d'orientation professionnelle via l'apprentissage. Dès lors, l'école dite primaire et le collège doivent être les garants de l'acquisition d'un *socle commun* à tous les élèves, ce qui oblige à équiper chaque enfant et jeune adolescent d'un même et unique

bagage intellectuel et citoyen *minimal*, condition *sine qua non* d'une véritable égalité de chances, et ce, si possible, quels que soient le cadre familial des futurs adultes concernés et les préalables et compléments culturels ou cultuels correspondants.

Les connaissances et compétences les plus fondamentales ainsi théoriquement dispensées représentent dès lors l'équivalent culturel de *l'égalité minimale* à laquelle tout citoyen a droit, en même temps que la fondation d'une véritable identité collective offrant, à travers un langage commun, un ensemble de références moralement et intellectuellement vitales visant à intégrer les codes comportementaux qui permettent de se sentir membre d'une communauté humaine spécifique. Au-delà de ces fondations universelles primordiales, soit après l'âge de quinze ans, les capacités individuelles et autres préférences propres à chaque adolescent ou adolescente devraient lui permettre de s'orienter déjà en fonction directe de ses goûts personnels, sur la base des résultats obtenus et avec le soutien crucial d'une information aussi pertinente que possible quant à l'éventail des « filières » ultérieures.

Ainsi l'Éducation commune propre aux cadres du primaire et du secondaire pré-lycéen doit-elle idéalement délivrer des connaissances et des compétences *identiques* à tous les enfants de la République, ce qui présuppose de définir le *contenu* des savoirs et savoir-faire en jeu via un *programme basique unique*, mais aussi de garantir toutes les conditions pratiques et pédagogiques minimales permettant de *bien* transmettre ce bagage universel. L'Éducation Nationale apparaît donc comme la base fondatrice de l'existence culturelle d'une société aboutie, sachant que, sitôt qu'il s'agit d'une république démocratique, la finalité prioritaire doit être de permettre à chacun de devenir un citoyen adulte autonome et responsable, culturellement équipé pour rester libre de son jugement, apte à utiliser sa propre raison sur la base objective des connaissances multiples qui peuvent éclairer sa conscience, dans le but de s'épanouir à la fois en tant qu'élément sociétal et individu unique, selon les critères démocratiquement majoritaires de la société humaine dont il fait partie. Dans un système éducatif national digne de ce nom, la réussite conjointe

de chaque élève -ou *apprenant*- et de la société toute entière consiste à atteindre les objectifs d'apprentissage ainsi définis, si possible sans que personne ne soit laissé sur le bord du chemin.

Pour rester humble face à l'immensité et la complexité du champ culturel que représente cette Éducation Commune ou nationale, que par ailleurs tant d'ouvrages statistiquement documentés analysent en long, en large et en travers, le propos de ce chapitre consistera à en cerner les principales dimensions par rapport aux notions de justice et d'égalité minimale, afin de ne jamais perdre de vue le repère encore distant d'une Paix *de facto* conditionnée par un épanouissement culturel *minimal et commun* à tous les citoyens d'une même société, en tant que base d'un développement à venir plus auto-personnalisé. Dans quelle mesure et de quelle façon l'Éducation Nationale peut-elle contribuer aux progrès que supposent l'humanisation et la pacification d'une société plus juste ? Quelles sous-parties de l'Éducation correspondent aux secteurs public et privé ? Comment une République délodiste et biéconomique peut-elle définir et promouvoir une tempérance culturelle via l'Éducation ? Quels avantages devraient caractériser cette évolution sociétale sans précédent dans ce domaine si crucial ? Telles sont les principales explorations à mener au fil des *Réflexions* qui vont suivre, en s'efforçant de considérer l'essentiel des trop nombreux paramètres concernés, ne serait-ce que de façon échantillonnée, à défaut de pouvoir se prétendre exhaustif.

Pour commencer par le *contenu* scolaire qui doit correspondre aux finalités citoyennes rappelées à l'instant, les programmes éducatifs impliquent des choix qualitatifs qui ne sont jamais totalement neutres, dès lors qu'ils traduisent la volonté de transmettre les acquis culturels et sociétaux de telle ou telle communauté humaine à un moment donné de son histoire. Le choix des matières à enseigner et des compétences à faire acquérir par tous les enfants s'exprime aussi via une *priorisation* concernant l'âge propice à la découverte de chaque discipline, et plus encore les volumes horaires hebdomadaires qui devront correspondre. S'agissant du socle commun que tous les adolescents devraient posséder et surtout savoir utiliser de façon autonome, la logique des contraintes

techniques les plus élémentaires oblige à commencer par l'apprentissage de la lecture, de l'écriture et du calcul, en tant qu'installation des outils de base donnant accès à toutes les autres matières. Cette fondation de *préapprentissage* élargit le langage de l'enfant en développant peu à peu sa maîtrise personnelle des outils de communication, de compréhension et d'expression, bien au-delà de ce que la seule vie quotidienne familiale peut par ailleurs lui apporter, lui fournissant ainsi, à la façon d'un passe-partout, la clé d'accès à l'ensemble des matières « au programme », en même temps qu'une première prise de conscience du fonctionnement de sa propre langue. Dans la mesure où un langage fait la plupart du temps référence à tout autre chose que lui-même, les programmes des classes élémentaires ou primaires donnent aussi l'occasion d'une introduction profitable aux connaissances les plus basiques, ce qui permet à l'enfant d'entamer la différenciation-classification du monde qui l'entoure en diverses catégories de savoirs et de savoir-faire déjà propres à élever sa conscience et ses capacités intellectuelles, tandis que parallèlement, les conditions quotidiennes de partage et d'échange d'un temps commun propre à sa classe vont utilement sociabiliser ce même enfant en tant qu'élément d'un groupe élargi, véritable occasion d'une introduction de fait à la vie citoyenne. Notons enfin que dans ce contexte d'éducation élémentaire ou primaire, les programmes doivent idéalement répartir les horaires hebdomadaires en activités complémentaires afin de conforter l'épanouissement de chaque enfant, en incluant le développement des capacités physiques grâce au sport et à la découverte de ses principales disciplines, sans oublier une incitation à l'expression artistique la plus diversifiée, propre à stimuler la créativité de chacun en même temps que sa sensibilisation à l'esthétique.

Le stade élémentaire de l'école maternelle et primaire est à juste titre considéré comme fondamental pour toute la suite de l'éducation, du fait même que les apprentissages qu'il suppose conditionnent dans une très large mesure la « réussite » à venir des enfants, du moins selon les critères scolaires *stricto-sensu*, lesquels s'avèrent tout de même des plus utiles en élargissant l'éventail des choix futurs et en facilitant l'accès à la plupart des carrières professionnelles. De ce point de vue, et dès après

l'école primaire, le collège ne représente que la continuation logique des acquisitions nécessaires, puisque nombre de spécialistes de l'éducation sont d'accord pour reconnaître que les dés sont pratiquement joués dès l'entrée audit collège. Il est vrai par ailleurs qu'en termes de contraintes pédagogiques fondamentales, comme vis-à-vis des conditions de chaque apprentissage, les matières scolaires nouvelles ou programmes toujours plus approfondis du collège ne changent rien d'essentiel, mis à part la prise en compte d'un public de classe d'une maturité encore relative, et dès lors souvent insuffisamment (auto)discipliné.

Qu'il s'agisse donc du cadre primaire ou secondaire, un système éducatif et national digne de cette appellation doit idéalement assurer à *tous* les adolescents de quinze ou seize ans le même « socle culturel » de connaissances, de compétences et de savoir-vivre en société, à la façon d'un dénominateur commun unissant chaque génération et définissant par la même occasion son identité citoyenne partagée grâce aux valeurs culturelles correspondantes, lesquelles sont forcément transmises par les adultes selon le niveau de développement atteint par leur société. Toutes les autres formes d'éducation hors le cadre de l'école ou du collège, ne peuvent provenir que du contexte familial, des relations extra-scolaires et des influences médiatiques dans le sens le plus large de ces termes, et contribuent ainsi le plus souvent à *différencier* les parcours individuels, au travers d'intentions plus ou moins émancipatrices ou aliénantes selon le cas, ce qui rend d'autant plus cruciale et prioritaire l'universalisation d'une *unique* éducation primaire et secondaire du point de vue sociétal, comme garantie minimale de pouvoir « vivre ensemble » en partageant un dénominateur commun culturel aussi vital que suffisant.

Sans cette base culturelle commune, efficacement garantie à tout adolescent de quinze ans, il ne saurait y avoir la moindre *société* dans le sens républicain et démocratique du terme, et tous les paramètres en jeu dans ce mécanisme éducatif, d'ordre humain et organisationnel, ou plus matériel et technique, doivent être établis et interconnectés dans le seul but de supprimer autant que possible l'échec scolaire, tel que ce dernier peut s'évaluer aussi exhaustivement que possible, c'est-à-dire bien au-

delà des seuls « barèmes de notation ». Pour chaque adolescent post-collégien, l'égalité minimale d'un socle éducatif commun est en effet la condition de la liberté de choix concernant sa spécialisation, et plus son parcours précédent aura pu élever sa conscience critique en même temps que ses compétences physiques et intellectuelles, plus il sera autonome et responsable quant à la suite personnalisée de sa formation lycéenne, supérieure et surtout citoyenne, pour profiter d'une émancipation totale en tant qu'adulte et ne cesser de s'enrichir culturellement.

2 - De la Famille à l'Éducation Commune par l'Apprentissage.

Cette description pour le moins idyllique peut raisonnablement servir de boussole à tout idéal culturel démocratique et compatible avec les meilleures intentions du monde, sachant qu'en réalité, les aléas de chaque existence particulière peuvent causer des accidents de parcours gravement préjudiciables à la progression éducative optimale. Á ce titre, le contexte familial précédemment étudié joue un rôle essentiel en tant que soutien extérieur aux objectifs culturels de l'Éducation Commune, ce que maintes enquêtes sérieuses corroborent en soulignant si souvent la corrélation observable entre les conditions socio-économiques, voire culturelles, du milieu familial, et le parcours scolaire de chaque enfant ou adolescent face aux exigences d'une réussite minimale. Les facteurs extrascolaires déjà soulignés plus haut, non seulement familiaux mais plus encore sociétaux par le biais des médias et des nouveaux moyens de communication, induisent inévitablement une concurrence éducative hélas plus souvent négative que positive, car foncièrement inégalitaire, surtout lorsque la société toute entière se trouve assujettie à la priorité absolue de l'argent et du profit, de par le triste corollaire d'une absence de temps parental disponible.

C'est bien là ce qui a pu être observé dans le chapitre précédent pour ce qui concerne la famille, dont le rythme et les conditions de vie s'avèrent de moins en moins compatibles avec l'encadrement serein des jeunes, ne serait-ce qu'en matière de devoirs et leçons à travailler chez

soi. De la même façon, les distractions et tentations de toutes formes d'écrans profitent du manque de disponibilité parentale pour détourner trop d'adolescents de certaines priorités scolaires, décourageant d'autant la concentration mentale minimale sur les outils et matières souvent les plus nobles, au profit d'une passivité de consommateur digital face au déferlement des vidéos d'Internet, dont le pire contenu est hélas toujours plus attirant que le meilleur. Qu'il s'agisse du dumping culturel promu par la concurrence déloyale propre au mono-système actuel (dont les *anti-valeurs* véhiculées ont tendance à contredire le principe d'élévation de conscience propre à toute éducation), ou de la fragilisation constante des rapports familiaux par absence de temps partagé, force est bien de reconnaître que ces facteurs externes au contexte éducatif sont source d'inégalité autant que d'échec vis-à-vis des programmes scolaires. En ce sens, il paraît impossible pour l'école et le collège d'offrir le sanctuaire éducatif absolu qui serait souhaitable afin de garantir à tous les élèves l'égalité culturelle minimale à laquelle chacun a droit, du moins tant que le système socio-économique et son cadre politique creuseront le fossé de l'inégalité vitale, comme c'est hélas le cas à travers la précarisation et la déstabilisation des familles, telles que précédemment décrites.

En contexte délodiste et biéconomique, l'émancipation à la fois individuelle et familiale se traduira par une nouvelle maîtrise du temps et des priorités propres à chaque période de la vie, ce qui ne pourra que promouvoir de meilleures conditions de vie et d'équilibre, en tout point propices à une égalisation des chances extérieures ou parallèles à tout parcours scolaire, en réduisant ainsi au strict minimum incompressible la proportion statistique des causes *externes* d'échec éducatif au sein de l'école primaire et du collège. Ledit minimum de cas problématiques ne saurait être évité, même dans la plus parfaite société humaine, ne serait-ce qu'en raison des accidents propres à toute existence, dès lors qu'ils sont aussi imprévisibles qu'involontaires, mais pour autant, les causes familiales d'échec scolaire, d'ordre proprement sociétal, auront bel et bien disparu, et totalement disparu en l'espace de trois générations, ce qui réduira ces malheureux cas de figure à une proportion gérable en

termes d'assistance individualisée, a fortiori dans le cadre d'une gestion locale en pleine autonomie de moyens et d'initiative.

Aux antipodes de ces progrès assurés par la partition-répartition biéconomique et son cadre délodiste, les conséquences extra-scolaires de l'injustice mono-systémique doublent la précarité socio-économique d'une paupérisation culturelle destructrice, source de contreviolence et de toute forme d'extrémisme vécu à travers le quotidien familial, dont les effets scolaires déplorables se mesurent en une proportion croissante d'échec et d'exclusion de fait, au point qu'aucune politique palliative de rattrapage ou de soutien ne saurait suffire, gaspillant toujours plus de moyens sans jamais « réformer » le cœur du problème. D'où l'intérêt de rappeler ici qu'en établissant une fois pour toutes la juste règle du jeu socio-économique, via la Garantie Citoyenne et le minimoptimaximum qu'établit objectivement la biéconomie minutarisée, les conditions de vie extérieures au cadre scolaire ne seront plus la source permanente et structurelle d'injustices et d'inégalités qui condamnent tant de jeunes à l'échec, tandis que la proportion incompressible de cas particuliers très minoritaires et aisément secourus remplacera l'échec majoritaire révélé par la dégradation constante des *niveaux* scolaires d'aujourd'hui (que le baccalauréat français cache à l'occasion de chaque nouvelle promotion par de trompeurs pourcentages officiels de réussite).

Pour poursuivre dans la même optique visant à éviter ou réduire les influences extérieures négatives sur le système scolaire et son niveau de réussite, et compte tenu des dépendances plus largement sociétales que subit chaque élève, en particulier via Internet et ses réseaux sociaux, voire sous l'autorité abusive de parents qui vont parfois jusqu'à remettre en cause l'ouverture culturelle émancipatrice et minimale offerte par la République, la question de la suppression des « devoirs scolaires à la maison » se pose naturellement, surtout s'agissant du bagage universel auquel tout citoyen a droit jusqu'à l'âge de quinze ans révolus, puisque, par définition, les connaissances et compétences correspondantes sont censées être universellement partagées, sans pour autant exclure quelque autre *complément* éducatif. Les progrès socio-économiques autorisés par

le délodisme biéconomique et la libération du temps familial auront à coup sûr les effets les plus bénéfiques sur la réussite scolaire, mais les autres variables culturelles qui viennent d'être ici mentionnées pourront continuer d'influer positivement ou négativement sur l'acquisition du bagage scolaire minimal en question tant qu'une partie quelconque de ce « capital culturel commun » devra s'acquérir chez soi. L'atmosphère familiale, les compétences parentales, le cadre de vie plus ou moins propice à la concentration, sont autant de paramètres qui relativisent la progression « hors-les-murs » de l'enfant ou du jeune adolescent, ce qui, vis-à-vis de l'objectif inclusif et universel de l'Éducation Commune et minimale, constitue une injustice incontestable. Sans aucunement priver les parents d'ajouter leur « pierre éducative » à la construction de leur propre enfant, dans le cadre familial ou via telle ou telle activité extra-scolaire, il faut bien reconnaître la priorité logique du « tout scolaire », ou *intra muros* s'agissant du *cadre* permettant d'acquérir le minimum culturellement vital, simultanément offert et exigé par la République et sa plus large majorité citoyenne.

Il paraît dès lors indispensable de *tout* faire étudier et pratiquer *en milieu scolaire* jusqu'à l'entrée en lycée, pour ce qui concerne ledit « bagage universel minimal », en développant le principe de l'*étude*, à condition toutefois de remanier les méthodes et leurs contenus dans le sens de l'apprentissage, et plus encore de l'*auto*-apprentissage, quitte à réduire d'autant la consommation passive d'un excès d'enseignement. On dit souvent que le travail scolaire chez soi développe une certaine autonomie, ce qui reste malheureusement très aléatoire pour toutes les raisons invoquées précédemment. En réalité, l'étude en milieu scolaire ne peut que favoriser la véritable autonomie en rendant cette dernière contrôlable dans des conditions égalitaires dès lors plus justes pour tout un chacun, à plus forte raison si la balance enseignement-apprentissage se rééquilibre enfin en faveur du second terme, grâce à une adaptation appropriée des méthodes et des outils ou autres supports, sans induire un horaire scolaire excessif pour autant.

l'Éducation scolaire, vue en tant que relation de transmission des connaissances et des compétences, se concrétise d'abord via le couple formé par l'élève et l'enseignant, sachant que ce dernier a l'initiative et la *responsabilité* de faire progresser le premier autant qu'il est possible, tout en subissant la contrainte d'un cadre scolaire limité impliquant le nécessaire regroupement des *apprenants* par classe ou niveau, la rigidité inévitable d'un programme imposé, et la qualité toute relative d'outils et autres méthodes plus ou moins choisis. Dès lors, la relation quotidienne vécue est celle d'une seule personne face à un groupe d'élèves, ce qui comporte le risque de transformer le contact idéal du « *one-to-one* » en une situation de quasi spectacle sous forme de « *one-man-show* », avec pour conséquence première et inévitable l'impossibilité de personnaliser l'enseignement jusqu'au niveau du cas par cas, non sans permettre par ailleurs des échanges plus variés en classe complète, ou en sous-groupe. Cette contrainte physique et matérielle place les élèves en situation de spectateurs trop passifs la plupart du temps, sachant que les enfants et jeunes ados peuvent difficilement soutenir leur attention sans être actifs, a fortiori sur une journée de six à huit heures.

Certes, cela permet aux spectateurs d'apprendre à écouter tout en prenant des notes, mais force est bien de reconnaître que la proportion d'activité individuelle de chaque élève, en termes d'implication mentale et de durée effective de participation, reste dérisoire dans la plupart des cas, quelle que soit la matière étudiée. Sur moins d'une heure d'un cours spécifique, et après avoir déduit le temps d'installation, les silences et autres rappels disciplinaires, le « temps de parole » de l'enseignant reste hélas majoritaire, laissant le plus souvent vingt-cinq ou trente élèves se partager l'équivalent de quinze ou vingt minutes de participation réelle dans le meilleur des cas. Sachant que ce sont toujours les mêmes élèves qui participent spontanément, soit environ 15% de l'ensemble, la bonne volonté d'un enseignant sous la pression du temps ne suffit pas à inclure la majorité silencieuse de façon à la fois active, profitable et motivante, condamnant 85% des élèves à apprendre superficiellement, à *savoir* au sens de connaître vaguement et de reconnaître à l'occasion, à la façon passive et inutilisable d'une simple nouvelle ou info entendue, au lieu

de s'approprier mentalement le contenu proposé sous forme de langage personnel enrichi, de compétence accrue définitivement « digérée » en tant que nouveau moyen de réflexion, ou savoir-faire supplémentaire aussi utile qu'agréable.

C'est ainsi que nombre de contrôles de niveau ne poussent qu'au simulacre de « l'appris par cœur », dont l'essentiel se fait oublier dès le lendemain d'une évaluation peu ou prou comparable à un simple QCM de (re)connaissance. Car le cerveau ne tolère à terme que les données utiles et utilisables installées par la pratique la plus active possible, ce qui suppose une situation concrète d'apprentissage, propre à stimuler la responsabilité et l'autonomie de celui qui *apprend*. Tout ce qui vient de l'extérieur via l'enseignement ne peut développer qu'une forme ou une autre de compréhension passive et doit finir par s'intégrer mentalement par l'*auto*-enseignement que seule peut permettre une mise en situation d'*auto*-apprentissage naturellement encadré et ultérieurement évalué par l'enseignant. Mais l'activation autonome suppose aussi l'*auto*correction pendant la phase cruciale de l'application-acquisition d'un programme donné. En effet, chaque fois que la pédagogie et les supports sont autant que possible orientés de façon à laisser un maximum de manettes entre les mains des élèves, en leur permettant ainsi de *produire* plus que de reproduire, d'observer leurs erreurs fort probables comme s'il s'agissait des pièges d'un jeu contre eux-mêmes, de les auto-corriger aussitôt en toute sécurité de compréhension, puis de progresser via une graduation de difficulté et un dosage de pratique individualisables, chaque élève se trouve totalement impliqué et responsabilisé, avec la satisfaction d'une réussite garantie, à plus forte raison s'il peut parallèlement profiter de ce savoir-faire nouveau via un développement partagé en binôme ou sous-groupe.

Qu'il s'agisse des apprentissages fondamentaux de la lecture et de l'écriture, ou de toutes les connaissances futures rendues accessibles grâce à cette double clé, c'est *l'activité mentale et physique* qui procure le plaisir de progresser en s'apprenant à soi-même autant que possible, seule façon de fixer un savoir en l'acquérant grâce au savoir-faire. Le

temps réservé à *l'étude active encadrée* comme dans le cas de travaux-pratiques et autres travaux dirigés, permet donc la jonction complète et pour ainsi dire *intracérébrale* du « lien » que suppose toute transmission éducative dans un cadre scolaire nécessairement groupé, tandis qu'en simultané, tous les « cerveaux » du même groupe sont individuellement, actifs, chacun à son propre rythme. Quitte à être plus modeste en ce qui concerne les programmes et l'ambition quantitative de connaissances souvent trop encyclopédiques, il est dès lors essentiel, pour l'acquisition d'un identique niveau culturel minimal via l'Éducation Commune, de transformer les écoles primaires et les collèges en lieux d'apprentissage encadré, d'étude assistée par l'enseignant, dans une relation dès lors très proche du *one-to-one*, pour peu, bien sûr, que les outils et les étapes de progression soient judicieusement taillés. La proportion d'étude assistée par l'enseignant(e) devrait être au minimum de 50% ce qui ne fera que rendre les élèves plus autonomes et attentifs lors des cours habituels plus « professoraux », apaisant d'autant l'atmosphère de chaque classe sur fond d'efficacité et de motivation généralisées. Les enseignants eux-mêmes y gagneront l'estime reconnaissante de leurs élèves, sans avoir à corriger ni tolérer les mêmes erreurs élémentaires jusqu'en fin de lycée, dès lors que toutes les étapes prévues pourront être acquises, au fur et à mesure de chaque trimestre et année scolaire, par l'écrasante majorité de leurs « apprenants » ou « apprentis ».

Ces suggestions, déjà développées dès le Livre I des présentes *Réflexions*, méritent d'être ici rappelées pour le rôle égalisateur que ce rééquilibrage indispensable en faveur de l'apprentissage induit, surtout s'agissant du « bien commun culturel » qui précède toute spécialisation lycéenne. Sur la base d'une expérience quotidienne permettant à chaque enseignant d'*observer* ses élèves à l'œuvre afin d'ajuster au mieux les contenus et les outils de leur apprentissage, il est tout-à-fait possible de baliser un parcours éducatif autorisant une personnalisation des étapes à franchir, mais aussi une profitable solidarité entre les élèves, pour enfin leur assurer le socle éducatif durable auquel ils ont *tous* droit. C'est en observant comment chaque élève travaille à partir d'un outil autonomisé que l'on peut optimiser le dosage d'un programme et le volume ou le

temps de pratique nécessaire à chaque étape, ce qui suppose de centrer les objectifs à atteindre sur les besoins et capacités des 80% d'élèves qui forment l'essentiel de tout public scolaire habituel.

Les très éminents spécialistes qui établissent les programmes de chaque matière sont par définition des surdoués vis-à-vis du domaine en question et risquent dès lors de choisir les objectifs et les méthodes en ne s'adressant qu'au public qui leur ressemble, en toute inconscience des besoins et moyens intellectuels « normaux » de la quasi-totalité des *apprenants*, comme si chaque cours ne devait s'adresser finalement qu'à l'infime minorité des futurs professeurs et autres spécialistes. La justice tempérante, ici dans le contexte d'une éducation minimale et commune à l'ensemble des citoyens, suppose donc un recentrage équilibré sur tout ce qui est universellement indispensable et suffisant pour une véritable autonomie de jeune adulte développant ensuite sa propre spécialisation, ce qui n'empêche nullement de moduler des volumes de travail et des rythmes de progression spécifiques pour les cas extrêmes et minoritaires observables dans tout groupe un tant soit peu consistant. Précisément, l'étude encadrée permet à chaque élève d'être totalement actif à son propre rythme, à condition que chaque étape à franchir puisse proposer aux élèves « en retard » ou plus « lents » une pratique plus abondante et plus progressive du programme minimal et officiel, tandis que les plus « doués » pourront se voir utilement proposer d'enrichir l'étendue dudit programme en termes de détails culturels supplémentaires, voire d'être associés à l'assistance aux plus faibles de leurs camarades, apprenant par-là même les devoirs citoyens qu'implique la chance de jouir d'une relative supériorité.

Notons enfin que l'évolution technologique ne change rien quant au fond du propos en cours, concernant en l'occurrence les formidables progrès et infinies potentialités pratiques qu'autorisent désormais les supports numériques interactifs écrits, audio et vidéo, pour peu que l'on favorise leurs effets les plus positifs sur l'éveil des jeunes élèves. En tant qu'outils toujours plus performants vis-à-vis de certaines tâches d'apprentissage et supports de compétences indispensables, tablettes et

ordinateurs doivent aussi être utilisés *intégralement* en milieu scolaire pour tout ce qui concerne le programme unique d'Éducation Commune et minimale précédemment décrit, et pour les mêmes raisons de justice et d'égalité républicaine « vitales ». Cette garantie citoyenne culturelle n'empêche aucunement chaque élève de dépasser largement cette sorte de programme commun de savoirs et de savoir-faire, à travers le cadre complémentaire d'une forme de « domaine co-éducatif privé », sous la responsabilité culturelle des parents et de l'entourage familial ou amical.

3 - Démocratie Intra-Professionnelle en Secteur Public.

Toute éducation commune organisée est de fait assimilable à la « programmation » culturelle de chaque nouvelle génération dans le but de transmettre un bagage évolutif au fil des périodes historiques, ce qui suppose une adaptation constante de presque toutes les connaissances et compétences en jeu. Certaines disciplines peuvent disparaître purement et simplement des programmes, tandis que d'autres évoluent dans leur contenu sous l'effet imparable de l'évolution propre à chaque nouvelle période, avec son lot de progrès scientifique et technique, de ruptures sociétales aux effets globalement bénéfiques ou régressifs, induisant une relecture, une réinterprétation, et une réorganisation constante de savoirs sans cesse retriés par des réformes de fond ou de forme. De la même façon, l'accumulation et la complexification des connaissances et des savoir-faire rendent totalement illusoire toute ambition encyclopédique et condamnent les principaux décideurs éducatifs à trier constamment leur « matière première », ne serait-ce qu'en termes de priorisation, de dosage ou d'étendue dans le temps comme dans l'espace. Compte tenu de ces contraintes quantitatives, l'Éducation Commune minimale doit pourtant respecter une forme de préférence « majoritaire », à plus forte raison s'agissant du bagage culturel citoyen puisque ce dernier se doit d'être par définition *universel*.

En l'absence de toute démocratie suffisamment directe, et sous la contrainte idéologique obéissant à la priorité exclusive de l'argent, il

est à craindre que nombre de choix éducatifs en matière de programmes scolaires soient biaisés en faveur de la minorité dominante, ce qui peut induire une programmation *culturo-éducative* illégitime lorsqu'elle ne correspond pas aux besoins d'émancipation de la majorité des citoyens, a minima selon la préférence majoritaire de l'ensemble des responsables concernés. Or, le propre de tout système insuffisamment démocratique consistant à instaurer ou maintenir un pouvoir minoritaire *centralisé* qui impose ses choix au travers d'une hiérarchie verticale descendante, il est inévitable que l'Éducation commune s'en ressente dans ses contenus et finalités, ce qui contribue à creuser un fossé d'incompréhension, voire d'incompatibilité, entre la population et le monde éducatif, de même qu'entre le sommet et la base de l'administration concernée. Dès lors apparaît ici la nécessité d'une démocratisation dans le processus de décision permettant d'aboutir à l'établissement d'un programme scolaire cohérent, puis à son actualisation périodique au fil des années.

S'agissant en l'occurrence de ces programmes scolaires, il paraît indispensable qu'à l'échelon national, les services de la Commission Ministérielle -ou du Comité Ministériel- d'un gouvernement délodiste suivent l'avis majoritaire des spécialistes de terrain ou experts que sont *tous* les enseignants de chaque matière, sur la base de leur expérience pratique auprès de leurs élèves, et via un regroupement départemental démographiquement pondéré pour toute mise en perspective nationale, ou qu'a minima, les programmes conçus par les services ministériels soient majoritairement avalisés par l'ensemble desdits enseignants avant de pouvoir entrer en vigueur. Dans une démocratie professionnelle, le programme propre à chaque matière enseignée doit répondre à l'attente de la majorité des acteurs éducatifs que sont les enseignants eux-mêmes, car ces derniers sont les seuls véritables experts *gratuits et désintéressés* capables de déterminer -majoritairement- les priorités essentielles d'un programme éducatif commun, en connection directe avec les contraintes du « terrain » et les capacités de leurs élèves.

Dans le cadre principalement public que suppose une Éducation collective minimale, chaque enseignant dûment diplômé devient citoyen

codécideur de sa propre administration via un statut qui l'associe de fait à toute décision stratégique locale, départementale ou nationale pour ce qui concerne *son* métier, un peu comme s'il adhérait automatiquement à une sorte de syndicat national lui permettant d'influer, comme chacun de ses collègues, sur l'évolution des programmes, entre maintes autres conditions de travail. S'agissant du contenu des enseignements, chaque professeur, par les connaissances résultant de ses études, et plus encore grâce aux observations dérivant de son expérience quotidienne, est un précieux expert dans tous les sens du terme, dont l'avis mérite autant d'être pris en compte que relativisé par l'avis *majoritaire* d'une échelle départementale, puis nationale. La seule expertise véritable provient de l'expérience la plus concrète, sachant toutefois qu'un avis personnel se trouve limité et biaisé par la spécificité de son cadre et du vécu qui lui correspond. Mais lorsque chaque avis se confronte ou s'additionne avec des centaines ou des milliers d'autres opinions, la préférence majoritaire révèle le bon sens commun de l'intelligence collective. Les programmes scolaires d'une matière donnée ne sauraient être décidés par l'ensemble des citoyens faute de compétences et d'expériences suffisantes, mais la centralisation des pouvoirs au sein d'une haute administration qui finit par être totalement hors-sol à force de fonctionner en vase clos est une autre forme d'aberration hélas permanente. Entre ces deux extrémités de l'anarchie démagogique ou de l'*énarchie* autocratique se situe le juste équilibre de la *démocratie intra-professionnelle*.

Dans la situation habituelle de fausse démocratie, un ministre, le plus souvent idéologiquement minoritaire, *décide*, en imposant telle ou telle réforme de fond ou de forme, et en s'appuyant sur un cercle étroit d'*experts professionnels* cooptés, trop souvent juges et parties via le jeu ambigu de doubles casquettes et autres fonctions de « lobbyistes », sur fond de mixage d'intérêts publics et privés, et les décisions prises dans de telles conditions s'avèrent logiquement contraires à l'intérêt culturel majoritaire des enseignants, des élèves et des parents d'élèves, ce qui est particulièrement observable depuis qu'une gestion financière à l'anglo-saxonne a transformé les gouvernements en entreprises obsédées par la réduction des coûts, et l'Éducation en un vaste marché de plus en plus

« privatisé ». En effet, à l'instar des nombreux inspecteurs, contrôleurs et autres superviseurs, les experts dits *professionnels* sont aussi coûteux que déconnectés des réalités, et leur nombre réduit crée les conditions idéales pour favoriser maintes situations d'entente, de copinage et de renvoi d'ascenseur qui corrompent jusqu'aux décideurs politiques les mieux intentionnés, sachant hélas que cela concerne tout autant la haute administration que les cabinets d'expertise privés et étrangers, puisque désormais les gouvernements ont de plus en plus recours à ces derniers, gaspillant ainsi sans limite l'argent public des citoyens-contribuables. Les experts professionnels sont tout sauf désintéressés, et dès lors qu'un ministre peut s'entourer librement de conseillers compatibles avec sa propre idéologie sans aucune obligation d'entendre et de proportionner tous les avis, les décisions prises n'ont rien de démocratique, et risquent surtout de ne jamais correspondre aux besoins majoritaires des citoyens concernés. D'où l'intérêt d'associer l'ensemble des enseignants en tant qu'experts ou spécialistes bénévoles, majoritairement mus par la volonté sincère de toujours mieux transmettre leur passion et les connaissances spécifiques qui les concernent, à condition que les aléas dérivant d'avis minoritaires ou trop individuels soient modérés et lissés par la priorité légitime du choix majoritaire, ce qui est le principe de toute démocratie.

La motivation des enseignants en tant que responsables éducatifs de leurs élèves ne peut renaître et s'épanouir que s'ils prennent une part active dans la juste définition des programmes pour être égalitairement associés à l'évolution de leur métier, tout en préservant une part aussi essentielle de liberté et de créativité concernant l'expérimentation locale en matière de méthodes, sur la seule base de l'observation des résultats. Lassés de subir la pression d'un programme de volume et de nature le plus souvent inadéquats face à la réalité des élèves et des contraintes de temps et de moyens, les enseignants sont les mieux placés pour suggérer toute évolution bénéfique susceptible d'améliorer les résultats scolaires et les conditions de travail de leurs élèves, pour peu qu'un minimum de démocratie professionnelle remplace l'*expertocratie* la plus opaque. Dès lors qu'une structure ascendante permettra à la majorité des enseignants de faire évoluer les programmes et les méthodes en rapport direct avec

les besoins du terrain et la réalité sociologique et culturelle de leurs élèves, les choix finaux correspondront à l'attente des 80 % d'élèves qui forment le cœur des *citoyens-apprenants*, alors qu'aujourd'hui encore, cette majorité est sacrifiée et intellectuellement précarisée par un faux élitisme des plus injuste, tant s'agissant des programmes, que des choix pédagogiques ou de l'évaluation (théorique) des niveaux atteints.

Dans la sphère publique, sur le plan technique de chaque métier, les seuls véritables experts sont les employés correspondants entendus dans leur ensemble, ce qui fait comprendre au passage qu'en inversant la flèche du pouvoir de suggestion, d'initiative et de décision dans le sens vertical ascendant, tous les paramètres fondamentaux aussi bien que formels desdits métiers pourront évoluer de façon à la fois optimale et pacifiée. Cela concerne les programmes et les méthodes, s'agissant de l'Éducation nationale ici envisagée, mais tout autant le cadre de travail et les conditions pratiques, tant humaines que matérielles, définissant chaque profession « d'utilité publique ». Tant qu'un pouvoir minoritaire dicte sa loi depuis le sommet, tout le système administratif s'apparente à une cascade plus ou moins dictatoriale et inquisitrice, dont les décisions trop souvent contraires à la préférence majoritaire suscitent des tensions permanentes et des rapports de force via une forme de contre-violence syndicale, parfois elle-même abusive autant que minoritaire. C'est ainsi que le détournement idéologique des finalités et la gestion financière des moyens détériorent les conditions de travail et de progrès des élèves et des enseignants, aboutissant à des gaspillages d'énergie humaine et de motivation, aggravés par une inadaptation chronique à l'évolution des besoins éducatifs, ne serait-ce qu'en raison de la distance qui sépare les décideurs nationaux de la réalité la plus locale, et ce, malgré la façade médiatique des visites sur le terrain de tel ou tel ministre.

Á l'image des dimensions socio-économiques de toute société mono-systémique dérivant inexorablement vers l'extrémisme par abus de pouvoir *de facto* illégitime, les programmes *optimaux* correspondant aux besoins de 80% des citoyens dérivent vers une incohérence de plus en plus contrastée, écartelée entre le perfectionnisme exclusif d'une élite

très minoritaire et l'appauvrissement culturel d'une masse croissante de laissés pour compte, aggravant d'autant le fossé éducatif qui sépare les premiers des derniers, sans assurer des bases solides à la quasi-totalité des futurs citoyens. Ici encore, la libre expression majoritaire du corps enseignant est indispensable pour définir, en prise directe avec la réalité des classes et de leurs niveaux, les programmes accessibles à *l'ensemble* d'une promotion donnée, en visant à satisfaire en priorité tous les élèves d'aptitude statistiquement « normale » compte tenu des contraintes que représentent les moyens disponibles. Un programme à visée commune ou universelle doit être accessible à *l'ensemble* des élèves, moyennant un soutien scolaire particulier s'appliquant aux 10% qui peuvent être en situation de difficulté, tandis que les plus « doués », qui ont la chance d'être plus intuitifs et d'intégrer le programme sans effort, devraient être en situation d'aider leurs camarades les plus faibles grâce à la pratique très efficace du tutorat en binôme. Si la proportion d'élèves en rupture nette d'apprentissage dépasse 10%, c'est preuve que les programmes et les méthodes ne sont ni efficients ni efficaces en termes de contenu, de rythme ou de volume, et surtout de pratique installatrice. La tempérance « programmatique » suppose logiquement de recentrer les ambitions de connaissances sur les capacités des élèves dits « moyens ou faibles », mais avec l'approche d'apprentissage actif et d'étude encadrée décrite plus haut, quitte à demander un surplus de travail ou une responsabilité d'aide pédagogique aux plus forts, car recréer des groupes de niveaux serait d'une injustice incompatible avec le principe républicain d'une Éducation Commune et minimale, s'agissant à tout le moins du primaire et du collège. L'apprentissage ainsi activé par l'étude peut se concevoir non seulement en compagnie d'un enseignant ou d'un élève surdoué, mais aussi d'un étudiant avancé et détaché par l'université, permettant à ce dernier de *s'autoformer* sur le tas de la façon la plus progressive et pragmatique qui soit, en particulier si l'enseignement de la matière en question doit devenir la vocation professionnelle dudit étudiant.

Ainsi, en évitant l'excès d'un savoir encyclopédique seulement accessible à une petite minorité d'élèves, et à condition de s'appuyer sur l'apprentissage encadré autant sinon plus que sur l'enseignement, le tout

exclusivement en milieu scolaire, l'Éducation Commune sera en mesure d'offrir à tous un socle culturel minimal et identique, permettant de faire intégrer à chacun les connaissances et compétences socialement vitales qui fondent le vrai sentiment de citoyenneté et d'identité « nationale », tandis qu'en prime, les enseignants et les élèves seront individuellement *responsabilisés* dans leur parcours vers le succès commun. En étant tous invités à l'élaboration des programmes et des contrôles, et en devenant localement libres et responsables vis-à-vis des élèves et parents d'élèves quant à leur façon d'atteindre aussi certains objectifs complémentaires ou optionnels, les enseignants retrouveront l'estime qu'ils méritent et maintiendront intacte la belle flamme du feu sacré qui caractérise leur vocation particulière, et ce, d'autant plus que toute la société délodiste saura garantir de bien meilleures conditions matérielles et financières qu'aujourd'hui, surtout s'agissant ici du nombre d'élèves par classe et du salaire professoral. La responsabilisation déjà largement mentionnée ne pourra donc rayonner qu'en s'enracinant dès le cadre de l'Éducation Commune, mais à condition que les enseignants ne soient plus pris en sandwich, ni en otage, entre une administration centralisée qui accroît l'échec scolaire de façon systémique et une proportion hélas croissante d'élèves et de parents d'élèves qui perdent peu à peu toute estime, et pire encore, confiance, envers le personnel éducatif.

L'élaboration collective des programmes n'implique en aucun cas l'absence d'une autorité nationale indispensable pour finaliser les contenus éducatifs communs sous la tutelle légitime de la Commission Ministérielle correspondante, et l'on doit ici relativiser l'ampleur ainsi que la complexité du processus démocratique intra-professionnel en jeu, dans la mesure où, s'agissant d'Éducation *fondamentale*, l'évolution des connaissances et compétences à transmettre sera le plus souvent assez lente et marginale pour laisser largement le temps d'une consultation exhaustive entre deux mises à jours périodiques. Cela dit, les modalités pratiques de ce processus décisionnel collectif puis *délégatif* permettront au Comité Ministériel de s'appuyer en toute transparence sur l'ensemble des données statistiques agrégeant les propositions départementales, afin d'établir ou d'ajuster les programmes en accord avec les priorités ainsi

révélées. Le corps professoral pourra dès lors participer à la définition des objectifs éducatifs selon le principe de majorité relative ou absolue, en amont de toute réforme significative en la matière, voire, à défaut, en aval, si les citoyens préfèrent procéder via une validation a posteriori. Sinon, il sera toujours possible de confier l'élaboration des programmes à une assemblée professionnelle périodique regroupant des enseignants-délégués départementaux tirés au sort, dans le respect logique de leur représentativité statistique, si telle est la préférence majoritaire, en lieu et place d'une actuelle autorité ministérielle individuelle et minoritaire.

En tout état de cause, les programmes scolaires seront assurés d'évoluer de façon démocratique et beaucoup plus efficiente en termes de contenus, de priorités chronologiques, ainsi que de volumes horaires, tandis que les futurs enseignants concernés s'en trouveront plus motivés que jamais en prenant leur juste part de responsabilité, pour ajouter leur « grain de sel » à la recette d'une cuisine éducative enfin savoureuse et digeste, propre à garantir la fondation culturelle de l'égalité républicaine minimale. Leurs élèves, quant à eux, seront ainsi équitablement nourris d'une même Culture scolaire jusqu'au lycée, moyennant un minimum incompressible de cas d'allergie ou d'indigestion, maintenus inférieurs à 10%, pour lesquels un régime approprié ne saurait empêcher un échec *relatif*. L'essentiel reste que les programmes puissent correspondre aux attentes et capacités du plus grand nombre de jeunes citoyens possible, ce qui est loin d'être le cas jusqu'à présent, s'il faut en croire le recul constant de l'Éducation Nationale française dans les classements PISA.

4 - Évaluations et Méthodes.

Á travers leurs ambitieux contenus, les programmes définissent les objectifs des savoirs et des savoir-faire attendus au terme de chaque palier éducatif, subdivisant les années scolaires en trimestres et autres séquences qu'une forme d'évaluation doit conclure périodiquement pour pouvoir mesurer le degré de réussite de chaque apprenant. Les modes d'évaluation les plus couramment utilisés occasionnent de vifs débats

résumant en réalité le double aspect à la fois stimulant et traumatisant des techniques de notation, souvent aggravé par la comparaison plus ou moins inévitable qui finit par « classer » les élèves d'un même groupe. Entre les partisans classiques de la plus froide rigueur possible, sur fond de compétition permanente, et les démagogues qui prônent une absence totale d'évaluation, ou à défaut, une « auto-évaluation » forcément trop bienveillante, les enseignants subissent de la part de leur hiérarchie des obligations de correction et de notation chaque année plus complexes, rendues plus harassantes encore par la dégringolade visible du niveau général, pour finir le plus souvent par booster toutes les notes afin de « cadrer » avec les objectifs et proportions de réussite imposés depuis Paris, quand ce n'est pas depuis Bruxelles, s'agissant ici de la situation française actuelle. Au bout du compte, cette « hypocrisie systémique » exerce une surpression quotidienne insupportable sur les enseignants, a fortiori compte tenu de leurs salaires insuffisants, au point que nombre d'entre eux démissionnent et qu'il n'est plus possible de leur trouver de futurs remplaçants, les concours de recrutement eux-mêmes n'attirant plus assez de candidats. Face à cette situation catastrophique d'échec scolaire *majoritaire*, l'administration française se contente de déguiser sa faillite culturelle sous l'apparence d'une très flatteuse proportion de réussite au Baccalauréat, alors même que le niveau effectif des heureux bacheliers recule d'année en année, paradoxe savamment entretenu par le système d'évaluation, puisqu'il est toujours possible de garantir pour chaque épreuve la moitié de la notation sous forme d'équivalent QCM quasi-inratable, tout en laissant l'infime minorité des meilleurs élèves se distinguer sur l'autre moitié. Or il en est bien de même pour l'évaluation des objectifs encore plus fondamentaux du primaire et du secondaire pré-lycéen, ce qui trompe les élèves et parents d'élèves sur la réalité des niveaux, et pire encore, cache délibérément l'aggravation d'un retard on ne peut plus préjudiciable pour la suite des études et pour la vie adulte.

Par la trahison permanente qui en résulte, les enseignants sont rendus complices de force d'un *mensonge* doublant la honte de l'échec majoritaire auquel ils participent, tandis que les élèves, à l'image d'une société adulte faussement démocratique, atomisent leur citoyenneté de

groupe en trois « catégories » divisées par l'injustice éducative. Les plus chanceux, souvent favorisés, tirent plus que jamais leur épingle du jeu sans grand effort, semant très loin derrière eux le peloton d'une majorité d'élèves anormalement fragilisés, dont les plus faibles tombent peu à peu dans l'échec total d'une déscolarisation précoce de fait, rejoignant en cela -en toute injustice- la minorité incompressible des cas scolaires les plus problématiques. Ces « derniers de cordée », chaque année plus nombreux, sont les victimes d'un système scolaire perpétuant l'inégalité dès les années les plus cruciales de leur éducation minimale, donnant ainsi raison aux critiques pertinentes des plus grands sociologues.

A l'opposé de cette réduction de l'Éducation Commune au rôle d'une simple photocopieuse intergénérationnelle des injustices, source de la plupart des dérives et violences sociétales déjà observées, l'égalité minimale des chances éducatives doit établir des barèmes de notation à la fois fixes et transparents, et surtout intégrer l'*autocorrection* ou la *correction croisée en binôme* en tant que notation aussi continue que possible chaque fois que la matière étudiée ou pratiquée s'y prête, en relation directe avec une situation d'*apprentissage actif et autonome*. En effet, on a déjà pu constater que c'est en jouant à son propre professeur que l'élève finit par intégrer activement son savoir sous forme de savoir-faire progressivement digéré en réflexe au fil d'une pratique étalonnée en paliers plus ou moins intensifs selon ses besoins. Cela suppose une concentration mentale qui passe par une forme d'autocorrection, seule façon pour l'*apprenant* autonome d'observer la nature et la cause de son « erreur » éventuelle, pour rectifier cette dernière en toute conscience et pouvoir ainsi l'éviter dans les exercices suivants, tandis qu'un dosage suffisant de pratique *réactivée* -et non répétitive- sur chaque palier doit garantir la « créativité mentale » et le passage du conscient-volontaire à l'inconscient-réflexe. Les connaissances ainsi acquises font alors partie des moyens et habitudes d'*expression* de l'élève, tandis qu'un véritable plaisir d'apprendre et de progresser remplace l'illusion de « l'appris par cœur ».

Notations et corrections ne sont traumatisantes que lorsqu'elles se raréfient en venant de l'extérieur sous la forme d'une sanction établie par l'enseignant, après une pratique très insuffisante en densité ou trop passive en modalité, sur la base trompeuse de la seule progression des meilleurs élèves et sous la pression d'un programme à *couvrir* coûte que coûte. Dans de telles conditions, la majorité des élèves est condamnée à apprendre par cœur sans pouvoir s'approprier les clés actives du savoir-faire, au travers d'un jeu de dupes rendu réciproquement bluffant par l'alignement du critère de correction sur la régression majoritaire, alors même qu'il faut au contraire donner les moyens d'une méthode d'auto-apprentissage aussi autocorrective que possible. On n'apprend rien sans faire l'expérience de l'erreur, puisqu'apprendre revient à se risquer à la conquête d'un terrain inconnu. Tout dépend dès lors de la pente à gravir, c'est-à-dire de la façon d'étalonner les paliers successifs et plus encore de solidifier chacune des étapes correspondantes jusqu'au réflexe, avant de prétendre pouvoir viser la suivante. Dans ces conditions tout à la fois gratifiantes et « responsabilisantes », l'autocorrection devient elle-même l'essentiel de la *méthode* pour tous les élèves qui n'ont pas la « science infuse » vis-à-vis de telle ou telle matière, soit en réalité rien de moins que 90% du public scolaire ! Or, ayant fait partie par définition des 5 à 10% de surdoués dans leur propre domaine au point de l'enseigner, les « professeurs » sont trop souvent inconscients des obstacles que 90% de leurs élèves doivent franchir.

La méthode d'*apprentissage autocorrectif et encadré*, unifiée et généralisée autant que faire se peut, apparaît donc comme la condition pédagogique de toute démocratisation éducative digne de ce nom, sur la base d'une constante observation expérimentale des résultats obtenus. Seule une telle approche peut permettre à chaque élève d'évoluer à son rythme, en mesurant par lui-même sa maîtrise progressive et active du programme, ce qui n'empêche aucunement de conclure la période semi-trimestrielle par un test ou contrôle professoral plus classique, dès lors dépourvu de tout caractère injuste, oppressant ou traumatisant, puisqu'il ne s'agira que de valider un résultat positif très largement majoritaire. Si les programmes et les méthodes sont finement retaillés à cet effet, 90%

des élèves seront assurés d'atteindre leurs objectifs sans être trompés par une validation démagogique, ni déçus et démotivés par la sensation de ne rien maîtriser de façon cumulative, ce qui les libèrera du besoin de sans cesse réviser et réapprendre vainement des bases théoriques jamais intériorisées en compétence pratique.

Pour permettre cette démocratisation pédagogique, le plus beau rôle des enseignants n'est pas de briller de tous leurs feux d'érudit ou de spécialiste à la seule adresse des deux ou trois meilleurs élèves de la classe, mais bien de mettre en place les outils et exercices pratiques d'un auto-apprentissage accessible à tous, en observant comment *chacun* de leurs élèves fonctionne face au moindre obstacle, et selon les difficultés propres au plus grand nombre d'entre eux. Ainsi pourra-t-on sans doute observer qu'en réalité, la courbe en cloche de Laplace-Gauss ressemble plus à un chapeau haut-de-forme qu'à celui de Napoléon, tant le fossé est abrupte entre les cas extrêmes et très particuliers de tout groupe habituel non spécifiquement « trié » de quelque manière que ce soit, et la masse monolithique des individus à potentiel peu ou prou équivalent, dont les 85% d'élèves ne laissent que 7,5 % d'espace statistique effectif de chaque côté. Quoi qu'il en soit, le barème officiel professoral doit permettre aux élèves de se situer par rapport à un idéal, sans forcément se comparer inutilement pour autant, et le plus important reste que tout le monde, y compris les plus faibles en la matière, puisse progresser au maximum de son potentiel intellectuel ou manuel, en étant normalement assuré que l'effort est payant en termes de résultats, surtout lorsqu'il est rendu aussi progressif que profitable par une pédagogie adaptée. D'où l'intérêt majeur pour tout enseignant d'ajuster constamment, par rapport à ses propres élèves, sa réponse aux trois questions cruciales concernant la façon d'étalonner aussi progressivement que possible toutes les étapes nécessaires à l'objectif prévu, la façon d'activer le savoir en savoir-faire par de très nombreux exercices autonomes en étude encadrée et sur la base d'une pratique individuelle ou en binôme, et pour finir, la façon de concevoir l'évaluation objective et périodique des résultats, sachant bien sûr que la créativité pédagogique et motivante que cela suppose peut se mettre en place et se perfectionner en équipe locale, se réutiliser maintes

fois d'année en année sur des promotions d'élèves successives, et plus encore se diffuser via les départements jusqu'au niveau national, sur la seule base de l'utilité commune des outils les plus efficaces.

De ce point de vue, les travers dommageables d'un *pédagogisme* si justement dénoncé, dont les fondements sont faussés par des préjugés intellectuels et idéologiques d'autant plus déconnectés de toute réalité que les instances de décision sont hyper-centralisées, expliquent le recul éducatif français et son échec chaque année plus largement majoritaire, en mélangeant les exercices les plus stériles aux exigences d'une forme d'intuition réservée à une infime minorité d'élèves, préfigurant ainsi la partition sociétale de l'injustice innée, héritée ou familiale et favorisant d'autant l'échec, la frustration, le ressentiment, l'indiscipline et jusqu'à la violence. Tout cela est le résultat d'un système anti-démocratique et centralisé dont les effets pervers sont aggravés par les inégalités à la fois sociales, géographiques et culturelles résultant de la ghettoïsation des zones périphériques urbaines, aux antipodes des principes républicains. Or le service public d'éducation commune et minimale, que tout citoyen est censé mériter de la part de l'école primaire et du collège, constitue non seulement le moyen d'acquérir les connaissances et compétences les plus indispensables à chaque futur adulte, mais plus encore la seule façon de *se* construire en tant que membre d'une société élargie, au-delà même du seul cadre familial ou communautaire, forcément plus limité. Les programmes et les méthodes scolaires universellement nécessaires à l'épanouissement de chaque élève dans toute civilisation d'envergure se doublent en effet d'un apprentissage citoyen, explicite via l'éducation civique et les matières scolaires les plus directement connectées au fait sociétal, à l'instar de l'Histoire, mais plus encore implicite grâce à la vie scolaire quotidienne, l'atmosphère de chaque classe, et les conséquences vécues des conditions programmatiques et pédagogiques précédemment décrites.

5 - Savoir-Être, Discipline et Autorité.

Les savoirs et savoir-faire ont pour but d'aider chaque individu à mûrir en termes de conscience, de capacité d'observation, de réflexion et de jugement, en développant autant que possible la juste liberté d'un esprit critique aussi indépendant et « raisonné » que possible, tandis que, parallèlement, le caractère regroupé du cadre scolaire et tout ce qui s'y passe forgent une manière d'être vis-à-vis des autres, via la découverte de camarades très différents quant à leurs horizons socio-culturels, ce qui permet à chacun d'évoluer ou de rayonner en cercles concentriques d'amitié ou de relation de travail, et de façonner une maturité en devenir grâce à un mélange aléatoire de solidarité, d'émulation, et parfois même de confrontation. Sans aller jusqu'à l'extrémité d'un *savoir-vivre* trop élitiste, guindé ou sophistiqué, le *savoir-être* en milieu scolaire constitue l'apprentissage de la citoyenneté la plus pratique et quotidienne qui soit, et s'apprend, comme la plupart des choses, via le vécu des actes, autant sinon plus que par n'importe quelle explication. En ce sens, l'école et le collège s'apparentent à une famille élargie, dans laquelle se retrouve le hiatus ou fossé factuel séparant un *réel* toujours imparfait de l'*idéal* du discours, ce qui induit qu'en l'occurrence, les meilleures intentions des programmes d'éducation civique se trouvent tristement relativisées par la réalité des comportements face au besoin de discipline minimale que toute autorité effective suppose. La dégradation patente de la qualité de vie scolaire, s'agissant du cas français qui sert par défaut d'illustration à ces *Réflexions*, suit une courbe en tout point parallèle à celle du niveau moyen des résultats, non sans cacher de criantes disparités de cas et de proportions, à l'image d'une anti-société de plus en plus injuste pour les raisons socio-économiques et politiques que l'on sait.

L'instruction civique permet théoriquement de préparer tous les élèves à assumer leur future citoyenneté d'adulte, en les informant des fameux principes républicains et démocratiques proclamés par ce qui est sans doute la plus célèbre devise de tous les temps, « Liberté, Égalité,

Fraternité », mais aussi en leur faisant découvrir les rouages principaux de la Constitution en usage, complétée par la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen. Le problème tient au fait que la réalité scolaire vécue par les élèves, et plus encore son évolution au fil des années de scolarité, sont en totale contradiction avec lesdits principes, sans même parler de la vie extrascolaire et familiale des élèves les plus défavorisés.

Comme déjà précisé, les programmes et surtout les méthodes *de facto* imposés par un des systèmes les plus centralisés qui soient, sont la cause technique et principale de l'*échec majoritaire* visible dans chaque classe, dans des disproportions qui s'aggravent d'année en année, avec pour résultat une atmosphère d'abandon et de démotivation propice au chahut et à l'indiscipline, autant qu'à l'irrespect face à des enseignants plus ou moins consciemment accusés d'incompétence ou d'indifférence, et ce, malgré tous les efforts de ces derniers. La passivité de spectateur et la bête mémorisation imitative encore trop souvent encouragées par le *pédagocentrisme* de la plupart des méthodes d'enseignement aux dépens de l'apprentissage ne peuvent qu'entraîner la distraction et le bavardage, voire au mieux la grève mentale ou le chômage intellectuel caché sous l'apparence d'une présence physique obligatoire. Dès lors, le spectacle professoral a toutes les chances de se muer en bide majoritaire, tandis que les élèves les plus fragiles, dont la proportion ne cesse de croître, se rebiffent de plus en plus ouvertement en classant l'institution scolaire toute entière comme complice active d'une société violemment injuste, trouvant par là même une excuse facile aux pires comportements. Au stade si essentiel de la formation d'une identité individuelle, ce fiasco systémiquement organisé fait peu à peu le lit de la déscolarisation, de l'addiction aux premières drogues et de la délinquance généralisée.

Comment avoir envie d'obéir et de participer à une vie de classe équilibrée et pacifique dès lors que l'injustice et l'inégalité y sont déjà visibles, interdisant la moindre réussite authentique à la majorité des élèves ? Comment ne pas se dégoûter de faire des efforts si ces derniers sont sans aucun effet, faute de méthodes d'apprentissage intelligemment proportionnées et motivantes ? Comment s'approprier les principes de

l'instruction civique au sein d'un cadre qui décourage et culpabilise à ce point en ne laissant que le choix d'un stress croissant ou d'un rejet total à des élèves psychologiquement et affectivement pris en sandwich entre les injonctions professorales et parentales ? Comment est-il possible de *se* responsabiliser sans avoir les moyens d'apprentissage correspondants ni l'exemple d'une autorité juste assurant un cadre égalitaire minimal ?

Toutes ces questions, ressenties au lieu d'être formulées, sont la source d'une amertume propice aux pires révoltes, en commençant par l'indiscipline chronique et provocante qui empoisonne quotidiennement l'atmosphère de trop de classes, sur fond de bravades déguisant l'échec en un semblant d'insoumission volontaire, seule façon d'attirer en vain l'attention des autres en l'absence des moyens d'expression pacifiques que devrait procurer l'Éducation. Le décrochage pédagogique implique cet abandon sous forme de révolte, tandis que la majorité du groupe se distrait et s'en amuse d'autant plus facilement que, même s'ils sont plus appliqués, la plupart des camarades ne se sentent pas *impliqués*, au point de comprendre et d'encourager les fortes têtes à titre de distraction. Or ces dérives sont structurellement favorisées par l'excès d'enseignement par rapport à l'apprentissage, sans même compter la proportion toujours majoritaire de cerveaux disciplinés mais passifs, voire assoupis, face au monologue professoral abusif ou aux échanges et autres questions ne pouvant impliquer de fait qu'un élève à la fois. En contraste avec cette situation de cours, en partie nécessaire mais toujours insuffisante, seule une méthode d'*apprentissage autonome encadré* peut responsabiliser et activer simultanément tous les cerveaux d'un groupe d'élèves, que cela soit en solo, en binôme, ou plus ponctuellement en mini-groupe, avec l'avantage inégalé de permettre un rapport *one-to-one* entre l'enseignant et tel ou tel élève en difficulté, seule et unique façon pour le formateur de comprendre ce qui « bloque » ou ralentit l'apprentissage de chacun et d'affiner l'outil et son usage en conséquence, en termes de progressivité ou d'intensité, quitte à profiter en plus de l'aide formatrice d'étudiants avancés ou d'un élève volontaire lui-même en avance sur le programme.

Dans de telles conditions de succès *très largement* majoritaire enfin garanti, l'ensemble du groupe devient solidairement « positif », la véritable discipline se répandant en réalité sous forme d'*auto*discipline mais aussi de respect et de reconnaissance envers l'enseignant, puisque l'efficacité de sa méthode et de ses exigences ne fait plus aucun doute. Les relations plus personnalisées ou individualisées ne font alors que renforcer le lien affectif minimal de confiance que toute transmission suppose, tandis que l'atmosphère micro-sociétale d'une classe devenue délodiste et tempérante s'apaise d'autant, au point d'assainir une injuste compétition en un équilibre optimal d'émulation et de solidarité propre à ne plus exclure qui que ce soit. C'est uniquement dans ce contexte d'équité généralisée que les vraies fortes têtes éventuelles, soit en réalité deux élèves par groupe de vingt-cinq ou trente, se sentiront obligées de respecter le flot majoritaire en se faisant remettre à leur place par leurs propres camarades, tout en étant punies comme il faut par une autorité professorale ou administrative enfin légitimée. Mieux encore, toutes les personnes en charge de l'encadrement profiteront de l'autonomisation apaisée de l'écrasante majorité du public scolaire pour prendre le temps de se concentrer plus *efficacement* que jamais sur des cas particuliers devenus de plus en plus rares, en complétant la sanction nécessaire par une juste attention aux *vraies* causes profondes de certaines détresses individuelles, et d'autant plus facilement que tous les effets démotivants propres à l'Éducation Nationale auront bel et bien disparu.

Á travers la Tempérance des programmes, des méthodes et des pratiques d'apprentissage ainsi définis, et quel que soit le lieu concerné, chaque classe d'Éducation Commune deviendra immanquablement le deuxième espace de socialisation de l'enfant ou du jeune adolescent, en parallèle avec le premier espace familial, et le mode de vie élargi qui s'y inscrira permettra effectivement de construire le citoyen en *vivant* et en *appliquant* dans les moindres occasions les principes universels de toute éducation civique, donnant corps au programme correspondant sans la moindre contradiction notoire, et ce, dans le cadre scolaire comme à l'extérieur, s'agissant d'une société dûment délodiste et biéconomique. La vie de classe et toutes les activités partagées de chaque établissement

scolaire trouveront dès lors le *sens commun* et constructif qui leur fait si cruellement défaut jusqu'à présent, tandis que l'autorité hiérarchique, toujours indispensable envers des personnes mineures, se distillera sous forme de responsabilisation individuelle et collective en fonction des contextes, afin de promouvoir l'autonomie croissante et la confiance -en soi, comme mutuelle- que toute éducation doit favoriser en vue de l'âge adulte.

L'apaisement généralisé qui découlera très logiquement d'une telle évolution, dans le cadre d'une école, d'un collège, et a fortiori d'un lycée devenus aussi exemplaires que la société républicaine elle-même, permettra aux disciplines essentielles que sont l'Instruction Civique et l'Histoire de former tous les adultes en herbe aux pratiques du dialogue citoyen, ainsi qu'au respect de l'opinion d'autrui et de la Loi commune issue de la préférence majoritaire, y compris si l'on se sent différent ou minoritaire de quelque manière que ce soit. C'est seulement par le biais de cette évolution scolaire, dans cette direction spécifique passant par la « démocratisation pédagogique » de l'apprentissage, que l'exemplarité et l'universalité de la démocratie permettront à tous les enfants et jeunes adolescents de filtrer eux-mêmes et en pleine conscience les meilleures influences de leur milieu familial ou extrascolaire par l'acquisition d'un réel esprit critique via la comparaison entre les faits ou les actes et les principes. En effet, c'est en devenant ainsi émancipatrice pour le plus grand nombre d'élèves que l'Éducation Commune libèrera ces derniers de tout *abus* de pouvoir parental autant que professoral, en procurant à chacun les moyens de sentir et de comprendre spontanément si telle ou telle obligation est justifiée par sa cohérence avec la réalité de son vécu, et si les principes éducatifs, philosophiques ou même religieux qui sont proposés ou imposés vont dans le sens de la Liberté, de l'Égalité et de la Fraternité, telles que seule cette néo-Éducation tempérante les réalisera dans la vie scolaire quotidienne, alors même que, jusqu'à aujourd'hui, le photocopieur géant et inégalitaire qu'est devenu l'Éducation Nationale ne fait qu'encourager les adolescents déçus à se livrer corps et âme à des replis familiaux ou communautaires dangereusement intolérants, voire à une délinquance de groupe menant à la criminalité des gangs mafieux.

Les concepts d'autorité et d'obéissance, comme ceux d'adhésion ou de soumission, pourront alors prendre tout leur sens à travers le libre choix d'élèves *construits,* car instruits par un milieu scolaire enfin équilibré, permettant à la quasi-totalité des jeunes d'éviter les excès de toutes les options extrêmes, lesquelles ne sont que les fruits empoisonnés d'une illégitime manipulation par abus de pouvoir constamment minoritaire.

6 - Un Cadre et des Moyens.

Des points de vue organisationnel, administratif et logistique, L'Éducation Commune redéfinie dans les sections qui précèdent va de pair avec un pilotage communal ou local aussi proche que possible des citoyens, suivant le principe du localisme de souveraineté, seule façon d'associer tous les acteurs en maximisant leur autonomie de gestion et d'optimisation de tous les moyens humains et matériels en fonction des besoins. Dans une société devenue délodiste et biéconomique, *de facto* apaisée par l'équilibrage du temps et de l'argent quant à la façon de gérer l'économie publique, on peut être certain que les moyens attribués à l'Éducation Commune seront plus appropriés et efficaces que jamais, puisque leur priorisation et leur répartition seront directement dictées par la volonté majoritaire telle qu'elle s'exprimera nationalement, tandis que l'application concrète des moyens correspondants responsabilisera chaque Commune dans l'intérêt de ses propres enfants et adolescents. L'universalité nécessaire à l'égalité culturelle minimale et citoyenne que suppose l'école primo-secondaire pré-lycéenne impose le même contenu et les mêmes moyens minimaux sur tout le territoire républicain, pour garantir un socle éducatif commun à tous les citoyens, l'essentiel étant que les programmes scolaires, tout comme les personnels et matériels nécessaires, favorisent les mêmes proportions de succès en tout lieu, ce qui n'est pas incompatible avec des initiatives et innovations locales dès lors que ces dernières vont dans le sens d'une constante amélioration. Á cet effet, il sera pertinent de s'assurer que les programmes et horaires communs à tous les citoyens laissent une marge disponible de temps et

de lieux propices à l'adaptation ou l'innovation locale en milieu scolaire ou périscolaire.

On peut par ailleurs s'attendre à ce que le nombre d'élèves par classe diminue dans des proportions toujours plus propices à la réussite scolaire, surtout s'agissant de matières orales impliquant un haut degré de participation, à l'exemple des « langues étrangères », tandis que sur d'autres plans, la liberté d'initiative *complémentaire* encouragée par la décentralisation des moyens suscitera nombre d'innovations locales à la fois pratiques et écologiques, dont les plus utiles pourront être aussitôt promues, via le Département, jusqu'à l'échelon national. Il paraît donc essentiel que l'Éducation Commune, vue en tant que contenu ou objectif minimal à atteindre pour tous les citoyens en herbe, ménage un espace non négligeable à l'initiative du terrain, d'abord à titre de complément, puisque par définition, toute innovation ne concerne au départ qu'une ou plusieurs personnes faisant face à un obstacle aussi concret que local, ou envisageant quelque perfectionnement bienvenu.

S'agissant des secteurs éducatifs privé et public, l'un et l'autre doivent naturellement être soumis aux mêmes contraintes d'objectifs et de moyens, afin de garantir *à tous* l'éducation minimale qui servira de dénominateur commun aux générations adultes à venir. Par principe, le socle éducatif citoyen que représentent l'école primaire et le collège ne devrait pas susciter le moindre besoin d'établissements « privés », et ce, d'autant moins que le secteur public deviendra plus équitable et plus performant en termes de réussite généralisée grâce au contexte délodiste et biéconomique. Sous l'angle ici spécifique du programme d'Éducation Commune, les institutions privées ne pourront en aucun cas changer ni réduire *la teneur* des enseignements prévus pour tous, ce qui impliquera un strict contrôle des établissement *sous contrat* et *hors contrat,* faute de quoi les enseignements seraient aussi illégaux qu'illégitimes, sachant en plus que ces contrôles devront faire partie des attributions communales pour garantir la transparence locale des contenus scolaires universels.

Selon la préférence des majorités citoyennes futures, les écoles et collèges dit *libres* ou *privés* pourront être autorisés ou interdits sans que cela n'ait plus grand-chose à voir avec les niveaux et autres résultats atteints par la quasi-totalité des élèves, tandis que les critères culturels, cultuels ou sociologiques encore retenus par les parents pour choisir le lieu d'éducation de leurs enfants perdront peu à peu de leur utilité dans une société devenue propice à la mixité sociale, grâce à la prédominance d'une identité citoyenne commune enfin effective. Á la seule condition de respecter en tout point le programme d'Éducation Commune et ses résultats attendus pour asseoir l'égalité éducative minimale, toute liberté *complémentaire* d'ordre privé peut paraître légitime, en tant qu'espace d'initiative locale relevant du choix des citoyens adultes que sont les parents d'élèves, même si certains aspects de ces compléments éducatifs risquent d'être contradictoires avec la philosophie citoyenne, voire face aux principes et connaissances enseignés à chaque génération.

Dans la mesure où l'Éducation Commune deviendra vertueuse à travers l'apprentissage de principes républicains enfin démontrés par la réussite de quasiment tous les élèves, ceux-ci auront les moyens, via la découverte et la pratique précoces de débats tempérants et tolérants, de comparer la cohérence des discours et des pratiques scolaires, familiales ou autres, quelles que soient les influences extérieures concernées. Une Éducation délodiste et tempérante, forgée sur l'Égalité minimale dans le respect des différences, ne craindra aucune comparaison visant à diviser ou manipuler, à tel point que l'Ecole publique agira comme un aimant émancipateur et contagieux vis-à-vis de toute institution privée un tant soit peu malintentionnée envers ses propres élèves. L'effet-filtration du délodisme, déjà observé dans maints domaines, maintiendra à terme les seules écoles privées dignes de garantir un « plus » authentique à leurs élèves, gommant peu à peu les dérives idéologico-religieuses de certains établissements, lesquels finiront par s'apaiser et s'équilibrer pour ne pas disparaître face à la concurrence, puisque leurs principaux excès ne sont le plus souvent qu'une réaction sectaire ou communautaire qui profite et prend prétexte des dérives et autres manquements propres aux sociétés prétempérantes au travers de leur système éducatif public.

7 - La Transmission de la Tempérance.

Au final, c'est par une réussite majoritaire constamment élargie, via la généralisation de méthodes d'*apprentissage* accessibles à tous les élèves et l'apaisement subséquent de la vie scolaire quotidienne, que se transmettra en pratique comme en discours la Tempérance républicaine et démocratique, c'est-à-dire la prise de conscience explicite des valeurs humanistes et universelles des Lumières, un respect mutuel dynamique unissant la *norme* majoritaire à la *différence* minoritaire. Dès le cadre de l'école primaire, et plus encore tout au long des années de collège, les conditions pacifiques du « vivre ensemble », rendues enfin pertinentes et concrètes par la justice éducative d'une réussite plus authentique et accessible à tous, feront immanquablement évoluer la culture scolaire, périscolaire *et* extrascolaire dans le sens d'une Liberté responsable.

L'égalité de répartition des chances de réussite deviendra la face visible et concrètement vécue des principes de la devise républicaine et démocratique, et plus encore le tronc commun idéal de toutes les valeurs morales de justice et de respect que devraient théoriquement prôner les religions, les idéologies et autres philosophies dans ce qu'elles peuvent offrir de meilleur, à l'exclusion du fouillis des branchages extrêmes et sectaires qui les divisent au point de déséquilibrer l'arbre généalogique de notre Humanité. En particulier, pouvant enfin s'appuyer sur le vécu scolaire le plus quotidien, le message essentiel de l'instruction civique permettra à tous les enfants et collégiens d'intégrer, tant en conscience que dans les actes, les droits et devoirs d'une démocratie à leur échelle, la curiosité face à l'infinie diversité des milieux familiaux et culturels, et plus encore, au travers d'une pédagogie accessible basée sur des jeux de mise en situations pratiques, la compréhension de l'équilibrage évolutif régissant la relation entre minorité(s) et majorité.

Face au démantèlement sociétal qui caractérise chaque nouvel effondrement historique, à l'instar de ce qui se produit de nos jours sur

une échelle devenue planétaire, la recette vitale à transmettre est en effet celle du respect mutuel, par des exemples et situations aussi simples que possible, afin de faire comprendre à tous l'utilité de l'intérêt commun majoritaire, autant que l'obligation pour la majorité de respecter toute différence minoritaire compatible avec la Loi. Cela revient également à rappeler les conditions du respect des libertés dès lors que les intéressés assument entièrement les responsabilités qui leur sont associées, sans nuire ni s'imposer à quiconque. Or ce bel enseignement de Tempérance Républicaine sera grandement facilité dans un cadre sociétal devenu délodiste et biéconomique, puisque seules les valeurs humaines les plus positives seront *de facto* promues dans la réalité quotidienne de chacun, supprimant les contradictions et cas de conscience qui obligent jusqu'à présent les enseignants à transmettre des institutions à la fois injustes et violentes, à la manière de complices plus ou moins récalcitrants. Fort heureusement, et aux antipodes de ce triste rôle forcé, la libération de la conscience humaniste des enseignants, grâce à la cohérence totale enfin garantie entre la théorie et la pratique ou les discours et les actes, leur fournira la récompense motivante de leurs efforts via la conscientisation de tous leurs élèves, tandis qu'un cadre d'équité culturelle fondamentale invitera chaque citoyen, mineur ou majeur, à l'adhésion irrépressible et lucide aux valeurs universelles les plus nobles et pacifiques d'une égale citoyenneté « culturellement vitale », suscitant une tolérance généralisée par le dépassement (respectueux) de toutes les identités sub-sociétales.

Mai 2021

Réflexions Culturelles 4

L'Éducation Diversifiée

1 - De Quinze à Seize ans, ou l'Âge Pivot.

Dans le système scolaire français, les jeunes citoyens en devenir sont âgés de quinze ans lorsqu'ils passent du collège au lycée, pour se spécialiser peu à peu sous le double effet de la comparaison entre leurs points forts et faibles d'une part, et de leur préférence subséquente pour telle ou telle filière d'études ou d'apprentissage, d'autre part. Á maints égards, les douze mois précédant le seizième anniversaire sont un palier déterminant de la vie de la quasi-totalité des jeunes, dans la mesure où, pour l'essentiel, tous les dés de l'éducation fondamentale semblent déjà joués, bon gré, mal gré, dessinant *de facto* un cadre de potentialités et de faiblesses, d'atouts et de fragilités qui restreignent le plus souvent les choix possibles tout en révélant par la même occasion les spécialisations et autres projets de vie les plus compatibles avec les *résultats* obtenus, ces derniers étant compris dans le sens large de la « construction » d'une personnalité propre à chaque adolescent de cet âge. En effet, à ce stade précis de la vie, on est supposé avoir intégré durablement l'Éducation Commune à laquelle tout citoyen a droit, sachant que plus le système

éducatif en usage sera performant en termes d'accès égal aux savoirs et savoir-faire universels, plus les élèves de quinze à seize ans disposeront d'un éventail de potentialités ouvert sur de multiples avenirs possibles, sans que leur choix ne soit dicté d'office et par défaut pour cause de trop mauvais résultats dont ils ne seraient pas exclusivement responsables, concernant telle ou telle matière scolaire.

Á cet âge de la vie, l'individu se trouve déjà largement formé en tant que personne unique, indépendamment des caractéristiques innées, par la façon dont il a pu tirer parti de l'éducation commune que toute vie en société suppose, et plus encore par la nature spécifique de chaque contexte familial et relationnel. C'est à ce stade de la vie que s'affirme le plus nettement le tempérament ou le caractère de chacune et chacun, souvent via la trop fameuse crise d'adolescence par laquelle l'adulte en herbe exprime un besoin de libération affective en s'opposant presque par principe à ses parents, tandis que sa bulle d'enfance protégée éclate sous l'effet d'une prise de conscience de la réalité, à la manière d'un quasi-accouchement psychologique. Les rêves d'enfants font alors place aux doutes adolescents, sur fond de surinformation plus déprimante que stimulante jusqu'à présent, la sensibilité souvent exacerbée propre à cet *inter-âge* suscitant des états d'âme dangereusement extrêmes, et à plus forte raison lorsque tant de contextes familiaux sont déséquilibrés par des conditions sociétales injustes. Face à cette conscientisation-malgré-soi, la réaction comportementale varie du tout au tout d'un adolescent à l'autre, voire d'un moment à l'autre, entre le repli sur soi qu'autorisent les divers formats d'écrans et leur fiction-évasion, ou la révolte frontale contre maintes formes d'autorité ou de structure, chaque option extrême pouvant développer les germes d'une addiction destructrice très souvent provoquée, entretenue ou récupérée commercialement et culturellement par quelque intérêt dominant, tant socio-économique que médiatique.

Entre ces deux réactions *extrapolaires*, la plupart des adolescents se plient peu ou prou aux règles du jeu définies par les minorités qui gouvernent les sociétés pseudo-démocratiques ou a fortiori totalitaires, s'habituant ainsi à faire subir pour ne pas subir, à gagner ou à perdre, à

dominer ou être dominé, sous la tutelle prégnante du cadre concurrentiel propre à toute société mono-systémique. C'est ainsi que, le plus souvent contraints par l'échec culturel majoritaire de l'Éducation Commune, tel que décrit au chapitre précédent, les élèves les moins chanceux paient le prix fort de la mise en panne structurelle de l'ascenseur social, dont les câbles se trouvent coupés par le séparatisme premier d'élites toujours plus verrouillées sur l'entre soi, les prédestinations sociales s'imposant via une méritocratie biaisée qui exclut un nombre croissant de citoyens parfaitement aptes à s'épanouir et à promouvoir une meilleure société humaine, pour peu qu'un contexte sociétal délodiste et biéconomique puisse enfin garantir l'équité universelle et minimale à laquelle chacun a légitimement droit.

Il est donc essentiel de comprendre que l'injustice et la violence structurelles des sociétés *prétempérantes*, par leurs effets directs sur le système éducatif et les conditions de vie familiale, dramatisent tous les enjeux psychologiques qui s'entrecroisent sur le palier si crucial de la seizième année de chaque adolescent, ce qui participe grandement des déséquilibres anormalement prolongés que l'on peut observer au sein des sociétés les plus riches, à tel point que, pour imposer plus facilement la domination de l'argent via la consommation et l'infantilisation, tout est fait pour pérenniser l'adolescence la plus inconsciente jusque dans l'âge adulte le plus avancé, en tant que moyen imparable d'interdire le développement d'un esprit citoyen critique et lucide.

En réalité, et en dépit de la définition anglo-saxonne basée sur l'expression trompeuse de *teenager*, l'adolescence se termine à seize ans pour la quasi-totalité des jeunes, en synchronisation naturelle avec la fin du processus de puberté. D'un point de vue physique, et même si la croissance peut encore se poursuivre jusque vers l'âge de dix-huit-ans, un adolescent de seize ans est déjà un adulte à maints égards, ce qui ne l'empêche aucunement de profiter du nid familial jusqu'à ce que toutes les conditions favorables à son envol soient enfin réunies. Du point de vue psychologique, l'essentiel de la personnalité et des comportements qui rendent chaque être humain unique se trouve installé pour la vie, sur

la base plus ou moins stable et fiable de la double éducation familiale et scolaire qui a précédé. Enfin, du point de vue culturel élargi qui occupe ce Livre III, la conscience responsable de chacun s'établit *de facto* entre la quinzième et la seizième année par l'autonomisation inévitable que traduisent les premières initiatives ou décisions personnelles véritables, c'est-à-dire non dictées par l'obéissance ou la dépendance vis-à-vis des adultes. S'il est vrai que nombres d'adolescents se rebiffent bien avant leur quinzième année contre les multiples autorités dont ils dépendent, ces révoltes juvéniles procèdent la plupart du temps d'un déséquilibre d'ordre caractériel, d'une défaillance éducative en grande partie due aux niveau et mode de vie du noyau familial, voire d'une réaction de rejet précisément induite par les circonstances si déstabilisantes de toute crise sociétale aiguë.

La porte s'ouvrant sur l'âge adulte, ou à tout le moins pré-adulte, semble mettre une année à s'ouvrir en tournant sur ses gonds, entre les quinzième et seizième anniversaires, non sans faire entendre quelques grincements, à travers l'exacerbation d'attitudes et de comportements contradictoires, d'états d'âme oscillant de l'excitation à la mélancolie, toutes choses aussi attendrissantes à observer que dures à supporter pour l'entourage, le cas échéant. En prenant son autonomie, de façon active et non plus « réactive », le jeune être humain quitte enfin sa chrysalide d'adolescent et devient supposément maître de ses premiers choix, ce qui se traduit le plus souvent par un relatif éloignement affectif vis-à-vis des parents, via un cercle d'amitiés et de fréquentations propre à devenir une « nouvelle famille », et dont l'influence positive ou négative dépend directement de la solidité -jusqu'à présent trop relative- de l'éducation familiale et scolaire déjà constitutive de l'intéressé, et cela, en grande partie pour cause de contexte sociétal encore *prétempérant*, c'est-à-dire structurellement violent et injuste.

Or les contradictions inhérentes aux mono-systèmes faussement démocratiques jusqu'à présent hérités de l'Histoire, par l'incohérence qu'elles révèlent entre les principes et la réalité, et plus encore en raison des injustices sociales, économiques et culturelles flagrantes qu'elles

engendrent et aggravent avec le temps, sont la principale explication des souffrances et des excès observables au long de l'adolescence dans la grande majorité des cas, induisant par-là toutes sortes de conflits et de frustrations comme autant de causes du stress et du *mal-être* de tant de jeunes citoyens, au grand désespoir de leurs parents. L'échec scolaire majoritaire, tel que dénoncé au chapitre précédent, y est sûrement pour beaucoup, mais ne doit pas cacher la destruction parallèle des structures familiales, via la dégradation majoritaire des modes de vies autant que des niveaux de vie de la première cellule sociétale, sur fond d'absence cruelle de temps partagé et librement maîtrisé. Pour les raisons décrites dans les deux premiers chapitres de ce volume III, l'éducation familiale, l'instruction scolaire et son éducation sociétale élargie sont gravement inopérantes et déséquilibrantes au moment si particulier de la croissance adolescente, détruisant l'estime de soi comme la nécessaire confiance en l'autre que suppose toute relation éducative équilibrée, ce qui finit par désagréger la famille et l'autorité parentale indispensable, tout comme le cadre scolaire et sa règle du jeu, induisant les risques de délinquance graduelle qui mènent nombre de jeunes ados jusqu'aux pires situations de mise en danger d'eux-mêmes et d'autrui. Or, faut-il le rappeler ici, la quasi-totalité des conflits et autres malentendus en cause ne sont que les conséquences d'un cadre mono-systémique construit sur la violence et l'injustice, lui-même pérennisé par la transmission intergénérationnelle des blessures de la précarisation qui en découle, y compris via l'héritage de faiblesses physiques et « caractérielles » génétiquement capitalisées à long terme.

Aveuglées par la pesanteur d'une réalité historique incomprise, les mono-sociétés *gèrent* ainsi les conséquences comportementales de leur propre inhumanité, à coups d'assistance psychologique, de soutien scolaire quasi généralisé, de dumping diplômant, de vaine répression policière et autre rééducation pénitentiaire toujours plus ruineuse, alors que seul un progrès délodiste et biéconomique permettra de tarir pour de bon la *source* de tous les déséquilibres d'origine proprement sociétale, jusqu'au point de faire advenir la Tempérance en tant que caractère et prédisposition de base de chaque être humain dès sa naissance. En effet,

pour mieux saisir l'ampleur sans précédent des progrès à venir, il faut anticiper la vision de la néo-société ici proposée, dont l'apaisement et la libération du temps seront les garants des succès éducatifs familiaux et scolaires pour 90 à 95% des citoyens, économisant moyens et énergies pour assister d'autant plus efficacement les 5 à 10% de cas particuliers restants. Pour les adolescents de quinze à seize ans, qui auront grandi comme leurs propres parents dans un environnement devenu délodiste et biéconomique, tous les « conflits » éducatifs ou relationnels éventuels se trouveront limités à leur plus rare éventualité, tant concernant leur objet que leur gravité ou leur durée, au point de se concentrer, si nécessaire et pour l'essentiel, sur la seule seizième année de l'adolescence. En effet, toute situation grave ou chronique de crise ou de conflit, antérieure ou postérieure à cet âge critique, en termes de comportement proprement *adolescent*, révèle un déséquilibre familial ou scolaire (et souvent l'un et l'autre), plus ou moins subi en tant que conséquence de l'environnement socio-économique, par l'intermédiaire du niveau de vie et du mode de vie (de par les influences culturelles si négatives qui en découlent), ainsi qu'au travers des effets génético-caractériels des injustices induites, au fil des générations. Tels sont les impacts socio-culturels les plus négatifs de la violence sociétale ambiante sur un nombre hélas encore croissant de parcours éducatifs, jusqu'à l'âge-pivot de quinze ans et souvent bien au-delà, sous forme d'anticipation, d'aggravation et de prolongement indéfini d'une crise d'adolescence bloquant l'accès à une saine maturité de citoyen adulte, en termes de responsabilité et d'autonomie.

Les conditions de vie délodistes et biéconomiques, en résolvant l'essentiel du hiatus hypocrite qui sépare l'idéal éducatif théorique de la réalité socio-économique, en libérant le temps de chaque citoyen et en décrispant tous les rapports humains de leurs enjeux les plus vitaux, sont la clé d'une Éducation pleinement digne de ce nom, c'est-à-dire à la fois stimulante et *responsabilisante*, dont les bienfaits seront visibles sur les futurs adolescents. Á l'âge de quinze ans, tous les savoirs et savoir-faire les plus indispensables à la vie en société, propices à l'autonomie de conscience personnelle que suppose chaque maturité plus encore qu'au simple besoin utilitaire d'un futur métier, seront appropriés par au moins

90% des jeunes, leur donnant l'occasion de commencer à s'affirmer en réalité sans conflit particulier, et gommant d'autant plus facilement les excès comportementaux, inutilement précoces ou prolongés, qui font le malheur d'une grande partie de la jeunesse d'aujourd'hui.

Sur le plan affectif, le niveau de vie et le mode de vie optimisés de parents devenus plus responsables encourageront l'épanouissement pacifique des adolescents de demain, grâce à des relations familiales stimulantes, tandis que ces derniers, instruits par l'Éducation Commune, pourrront maximiser leurs potentialités d'apprentissage vis-à-vis du plus grand nombre de matières possibles, découvrant par leur propre mérite, sans interférence sociétale injuste, les points forts suggérant leur avenir possible selon leur choix, en contraste avec des points faibles permettant à chacun de *se* connaître *aussi* à travers ses propres limites, à l'instar de balises signalant les récifs et autres parcours impraticables qu'il faut dès lors éviter.

L'absence d'autorité parentale sur des enfants ou adolescents de moins de quinze ans, ainsi que la symétrique délinquance ou sortie de route de trop nombreux jeunes avant cet âge pivot, sont principalement la double conséquence des injustices socio-économiques qui laissent les cadres scolaires et familiaux s'effondrer sur eux-mêmes, alors qu'il est tout-à-fait naturel qu'*à partir* de quinze ou seize ans, chaque « ado » ait envie de se prendre en main, de s'autonomiser en tant que jeune adulte. De ce fait, la quinzième année doit concrétiser légalement une forme de responsabilité « partagée » entre les parents et les jeunes de cet âge, en particulier sur le plan pénal, tandis qu'à partir de seize ans, tout citoyen doit être considéré comme un adulte à part entière, déjà impliqué *socio-économiquement* via l'ensemble des droits et devoirs constitutifs de la Garantie Citoyenne, pour se frotter aux réalités de la vie quotidienne, en parallèle avec la poursuite d'études ou de formations progressivement de plus en plus spécialisées, le cas échéant.

Á quinze ans, a fortiori dans un contexte maximisant la prise de responsabilité depuis l'école primaire et le collège, non sans garantir de

bien meilleurs résultats scolaires, la plupart des jeunes sont tout-à-fait capables de déterminer ce qu'ils ont intérêt à choisir pour les années qui suivent, voire pour leur carrière entière, et dès l'âge de seize ans, il est naturel que les parents n'aient plus de réelle influence sur leur « enfant » devenu « assez grand », ce qui plaide en faveur d'une responsabilisation totale chez ce dernier en tant que nouveau citoyen, si possible via une sorte d'officialisation cérémonielle et républicaine. Lorsque, au-delà de la seizième année, des comportements trop adolescents, immatures ou déséquilibrés perdurent, c'est en réalité le résultat de déséquilibres plus encore sociétaux que familiaux proprement dits, ou de retards culturels entretenus par l'absence de progrès éducatif majoritaire qui caractérise une société foncièrement injuste. De plus, l'inconfort psychologique et relationnel attaché à cette période de l'existence se prolonge indûment par une forme d'infantilisation inconsciente, dans la mesure où, après seize ans, le stress causé par les études et autres formations en raison de bases collégiennes trop fragiles, ainsi que la déconnection de la plupart des programmes vis-à-vis de la réalité, ont tendance à lasser les jeunes d'un mode de vie scolaire « subi » à temps complet, doublé d'une réelle dramatisation des choix de spécialisation, sans oublier une dépendance financière et matérielle aussi frustrante pour eux qu'onéreuse pour leurs parents.

Á maints égards, la seizième année doit donc être scolairement et socialement conçue comme le palier de consolidation des choix donnant accès à une forme ou une autre de spécialisation, idéalement associé à la découverte de multiples réalités professionnelles, *manuelles* aussi bien qu'intellectuelles, et surtout centré sur la responsabilisation citoyenne, via la parfaite intériorisation individuelle du « contrat citoyen », en tant que préalable à un parcours adulte effectif dès l'année de vie suivante, ce qu'une sorte de conscientisation commune pourra peaufiner dans le cadre d'une ultime année d'éducation ou d'instruction *citoyenne*, avec, pour conclusion, une forme appropriée d'adoubement républicain.

2 - Vers une Éducation Diversifiée et Permanente.

Formé sur une solide base primaire et collégienne, conscient de ses potentialités et toujours mieux informé de ses choix possibles grâce à des *stages* et visites en contextes professionnels aussi divers qu'il se peut, mais en s'appuyant aussi sur tout ce qu'il peut apprendre par son usage des médias et moyens de communication digitale, chaque élève sera à même de choisir une « filière » générale ou spécialisée, avec le grand avantage de ne jamais jouer sa vie aux dés, puisqu'il pourra opter pour telle ou telle orientation sans aucun risque *vital*. De plus, à partir de ses seize ans, chaque lycéen aura la fierté de *vivre de son travail* et de s'émanciper en participant à l'existence quotidienne de tout adulte, au même titre que ses propres parents, en assumant a minima ses droits et devoirs citoyens, moyennant un juste aménagement de son emploi du temps, tout comme du contenu et de la durée de ses études. On peut dès lors aisément imaginer à quel point les conditions socio-économiques de l'accès à l'âge adulte dès l'âge de seize ans, sur la base égalitaire d'une Garantie Citoyenne localement concrétisée, pourront épanouir la vie personnelle et familiale de la quasi-totalité de ces jeunes adultes, sans pour autant supprimer la nécessaire *progressivité* de leur émancipation vis-à-vis de leurs parents, et fratrie, le cas échéant.

D'un point de vue d'abord pratique, cette précieuse avance prise sur la majorité citoyenne semble correspondre en tout point à l'attente plus ou moins consciente des jeunes à partir de seize ans, car s'il est vrai que le « cocon familial » comporte des avantages affectifs et concrets, l'éducation de chaque post-adolescent, dans le sens le plus large du mot, suppose une *liberté de moyens* propre à responsabiliser aussitôt celui ou celle qui la détient. Puisque chaque éducation doit être émancipatrice, il est nécessaire que les conditions pratiques évoluent parallèlement à la personnalisation des études via telle ou telle spécialisation, et que les jeunes puissent profiter de la même sécurité matérielle minimale pour tracer par ailleurs leur propre chemin professionnalisant. Á l'instar des

études dites « en alternance », la double vie pratique *et* intellectuelle de ces jeunes adultes en formation ne pourra que stimuler l'expérience de chacun, en lieu et place de la monotonie sclérosante d'études théoriques à plein temps, car grâce à ce ping-pong quotidien, hebdomadaire, voire périodique, l'esprit s'éveille dans un profitable contraste permettant de savourer chaque moitié de son temps grâce à l'autre dimension, ce qui ne fait qu'augmenter les capacités de concentration et la motivation de la personne concernée.

Il va de soi que, dans la mesure du possible, les études et la vie pratique gagneront à être coordonnées quant à la nature de leur contenu et aménagées en termes de rythme et d'horaire, à l'image de ce qui se pratique déjà en alternance pour l'apprentissage. La différence d'avec la situation présente s'avèrera toutefois notoire, puisque les stages et autres formations pratiques ne seront plus l'occasion d'une exploitation plus ou moins abusive de la jeunesse, via des rétributions insuffisantes, pour ne pas dire symboliques. Bien au contraire, il s'agira désormais du statut unique et commun à l'ensemble des citoyens « adultes-actifs », quel que soit l'employeur ou le tuteur, public ou privé, sur la base d'un travail à mi-temps dont seules les conditions techniques légales pourront varier en fonction des contextes et des compétences acquises ou requises, voire de la productivité. Si l'on part du principe qu'il faut être majeur à seize ans, tel devrait être le cas, à condition bien sûr de réaménager les études lycéennes et supérieures en tenant compte de cette innovation sociétale précisément *majeure*.

Dans le cas contraire, il faudrait a minima considérer le lycée comme une période de « citoyennisation » progressive incluant dès lors un dosage évolutif d'introduction aux droits et devoirs de la Garantie Citoyenne, par exemple en commençant par une seule journée de travail extrascolaire au lieu de deux ou deux et demi, ce qui pourrait sembler plus pertinent pour certaines filières plus exigeantes en termes de durée d'études ou de « volume » de programmes. En tout état de cause, c'est à l'échelon local que devront se finaliser au mieux les solutions concrètes correspondantes, mais la participation directe à une forme ou une autre

d'activité régulière et citoyenne gagnera à s'imposer *dès l'âge de seize ans*, permettant ainsi à chaque jeune de se sentir utile et égalitairement digne de recevoir un premier « salaire » indépendant de sa famille. En mettant ainsi le pied à l'étrier, les futurs lycéens (re)trouveront un goût incomparable à leurs études, tout en s'insérant en douceur au sein de la vie active, qu'il s'agisse d'emploi en contexte privé ou public, ou même de fonction individuelle ou groupée, sachant que cette introduction à la vie dans sa dimension socio-économique s'accomplira le plus souvent grâce au double parrainage du lycée et de la Commune, à défaut -ou en plus- de l'appui de la parenté. Au lieu de dériver dangereusement sous l'effet d'une oisiveté résultant d'un manque d'encadrement sociétal et d'intégration, chaque néo-lycéen, de par ses droits et devoirs d'adulte, ou pré-adulte selon l'option retenue par la majorité citoyenne, se verra automatiquement inclus dans la société républicaine, quelles que soient ses aptitudes personnelles, tout en découvrant par ce biais une variété d'activités en relation directe ou en contraste complémentaire avec ses études, ce qui lui permettra également de rencontrer maintes personnes différentes, au sein d'un brassage sociétal qui repoussera toujours plus loin les limites inhérentes à son horizon familial. Tous les contacts ainsi multipliés deviendront autant de mains tendues pour un avenir aussi motivant que possible, à l'instar des stages concluants qui permettent aux apprentis de se faire apprécier au point d'être embauchés sur place dès la fin de leurs études.

Après la phase égalitaire minimale de l'Éducation Commune, la spécialisation lycéenne, puis supérieure, pourra s'opérer sans stress vital ni crainte de l'avenir, grâce à une société locale capable d'accueillir les citoyens de chaque nouvelle génération ou promotion, en garantissant à chacun les mêmes conditions de dignité humaine et socio-économique minimale, en tant qu'expression concrète des droits et devoirs politiques correspondants. L'activité proposée localement à tout lycéen ne pouvant la trouver par lui-même ni grâce à son entourage constituera la meilleure garantie de pérennisation d'une égalité culturelle minimale, dès lors que ce travail, directement nécessaire à la Commune ou au Département à défaut d'un employeur privé le cas échéant, permettra à chaque lycéen

de poursuivre librement ses études sans souci financier, sans peser plus que nécessaire sur le budget familial, ni se précariser plus tard en tant qu'étudiant trop pauvre pour achever sa formation.

Au lieu de laisser le marché de l'argent dicter sa loi *injustement* sélective en avantageant toujours plus les lycéens et étudiants issus de familles aisées au détriment d'un nombre croissant d'exclus, les lycées et Communes délodistes auront le devoir constitutionnel et les moyens budgétaires d'intégrer tout le monde de façon automatique et minimale au sein de la Garantie Citoyenne universelle, seule façon de ne plus voir tant de familles obligées de sortir leurs enfants du système éducatif par manque cruel d'argent, condamnant leur progéniture à reproduire leur précarité. Mieux encore, en vertu du même principe de justice, les futurs étudiants, dûment sélectionnés sur la seule base du mérite et du travail, auront la garantie financière de pouvoir étudier sans avoir faim ni être mal logés. Ces conditions matérielles, essentielles pour assurer l'équité et permettre d'étudier sans aucun stress vital, auront pour effet principal d'apaiser définitivement la vie quotidienne des lycéens et étudiants de demain, sans plus jamais obliger leurs parents à s'endetter ou se priver de l'indispensable, ce qui fera disparaître pour toujours les scandaleuses situations d'une jeunesse abandonnée par ses aînés, à l'instar des cas de « prostitution étudiante » en échange d'un toit, ou des files d'attente que suscitent les distributions alimentaires gratuites de denrées déclassées, invendues ou quasi périmées.

Dans ces conditions d'équité minimale universelle, chaque jeune adulte se verra systémiquement *obligé* de *se* responsabiliser doublement, d'une part en participant aux devoirs inclus dans sa Garantie Citoyenne personnelle sous forme de travail utile et régulier localement contrôlé en secteur public ou privé, et d'autre part en maîtrisant plus librement que jamais la poursuite de ses propres études lycéennes, ou supérieures le cas échéant, pour ainsi tracer intégralement son parcours unique. Selon le principe d'égalité minutaire objective, toutes les activités que suppose la Garantie Citoyenne auront comme il se doit la même valeur socio-économique, justifiant le même Revenu Universel Minimal, moyennant

toutefois le respect des critères de productivité en vigueur, tandis que chaque lycéen ou étudiant sera spontanément encouragé à faire évoluer sa situation, tant par ses études qu'en se trouvant une activité *choisie*, s'il ne souhaite pas se voir imposer tel ou tel travail par la Commune ou le Département.

L'intégration citoyenne socio-économique doit donc faire partie des priorités sociétales constitutionnelles dès la seizième année de vie, en remplacement de l'Éducation Commune qui a précédé, pour soutenir justement l'Éducation Diversifiée qui personnalise de destin de chacun via sa spécialisation professionnelle éventuelle. Á partir de seize ans, les jeunes citoyens doivent devenir totalement responsables de leurs actes, c'est-à dire également dans le sens politique et pénal, à condition que les exigences de cette émancipation deviennent la réciproque du privilège que représente la citoyenneté adulte, via l'intégration par le travail et le salaire ou Revenu Universel correspondant. Car, faute d'instaurer cette obligation sociétale minimale, il reste impossible pour la majorité des jeunes de s'intégrer par eux-mêmes à la société adulte, de façon à la fois progressive et motivante, sans le stress permanent du tout ou rien, ni la loterie si injuste de l'environnement familial. Autrement dit, la Garantie Citoyenne et minimale de l'emploi et le travail d'utilité commune qui lui correspond ne sont que la continuation la plus logique de l'éducation universelle acquise jusqu'en fin de collège (pour le cas français), et la condition matérielle nécessaire à toute existence adulte *complète*, tandis que l'équivalent des deux jours et demi par semaine (au maximum) que supposera une telle intégration citoyenne laissera amplement le temps à chacun de continuer ses études, moyennant un minimum d'organisation, voire de connection entre l'activité et la spécialisation ainsi prolongée.

Faute d'un minimum de garantie universelle d'intégration ainsi défini, l'échec majoritaire lié aux méthodes et conditions scolaires se double du décrochage d'un nombre croissant de jeunes lycéens et autres étudiants par manque d'argent ou de soutien matériel, avec les multiples conséquences que l'on peut observer tant sur la qualité des études que que sur le niveau des résultats, la proportion croissante d'abandons sans

diplôme et l'exploitation de la précarité estudiantine à travers les jobs ou petits boulots de survie sans avenir. L'entrée dans la vie active doit donc se concevoir comme une obligation *sociétale* vis-à-vis de la jeunesse, par le biais d'un contrat minimal de *citoyennisation* socio-économique dès le lycée, seule façon de libérer les jeunes en pré-adultes ou adultes de plein droit, avec ou sans transition progressive selon le choix de la majorité. La Loi et sa réglementation devront encadrer cette évolution, et ce, quel que soit le secteur d'activité concerné, avec l'obligation pour la Commune ou le Département de compenser, le cas échéant, toutes les défaillances possibles du secteur privé à cet égard.

On a trop facilement tendance à opposer les générations d'une même société, a fortiori en période de crise systémique, et il est vrai que chaque période de la vie revêt ses propres spécificités sociétales, mais c'est ignorer que les besoins vitaux restent les mêmes en dépit de leurs formes différentes. Or, s'il paraît logique de s'occuper collectivement des citoyens les plus âgés devenus trop dépendants, en ce qui concerne la période aussi critique de la *citoyennisation socio-économique*, dont la durée individuellement très variable débute dès l'âge du Lycée pour se conclure seulement au moment d'une stabilisation professionnelle, elle-même de plus en plus tardive, force est bien de remarquer que rien n'est fait, du point de vue systémique des rouages sociétaux et institutionnels, pour accompagner le processus de *l'entrée dans la vie active*, pourtant si indispensable à toute maturité complète et définitive. Il en résulte une improvisation historique des plus aléatoire, à travers des décisions plus médiatiques que politiques, des sauvetages *in-extremis* et autres rustines temporaires, dans un cadre administratif aussi inopérant que centralisé, propre à engendrer plus d'effets pervers ou injustices de « paliers » qu'à résoudre durablement le cœur du problème, mariant ainsi pour le pire le gaspillage à l'inefficacité.

Sur une base de gestion communale permettant de tout contrôler en parfaite transparence citoyenne, la Loi Républicaine, en la matière, doit au contraire assurer l'accession socio-économique à la condition adulte grâce à l'universalisation de la Garantie Citoyenne dès la période

du lycée, en parfaite synchronisation avec la différenciation éducative, puisque c'est à partir de seize ans, au plus tard, que chacun *peut et doit* prendre en main son propre avenir en choisissant de son mieux tel ou tel chemin de plus en plus individualisé grâce à l'éducation diversifiée, en vue d'un objectif professionnel. Cela correspond parfaitement au besoin d'émancipation ressenti par les jeunes de plus de seize ans, en stimulant leur préférence déjà marquée pour telle ou telle spécialisation, à l'âge précis où chacun est en passe de s'affirmer sur la base plus ou moins solide de ses quinze premières années. Cela correspond également à la naissance de l'*individu* proprement dit, du citoyen *particulier* libéré de gré ou de force de sa dépendance totale d'enfant par la grâce du temps, affirmant une individualité dont le besoin de réalisation personnelle se heurte trop souvent aux murs de l'injustice propre à tout mono-système improvisé, via une institution scolaire déficiente et le stress permanent d'un risque de précarisation matérielle. Le malaise chronique des grands ados d'aujourd'hui, quasiment empêchés de devenir des adultes, résulte principalement de cette interminable période grise et floue, par laquelle, en quelque sorte, la communauté responsable des citoyens actifs n'offre aucune progressivité d'inclusion sociétale un tant soit peu universelle, laissant dès lors de côté tous les jeunes qui n'ont pas la chance -pour ne pas dire le privilège- d'être favorisés par le double cercle de la famille et des relations socio-économiques adéquates. L'Éducation Commune doit donc laisser place à l'Éducation Diversifiée de chaque lycéen, en tant qu'expression des finalités individuelles de la Liberté, à condition que parallèlement, l'Égalité minimale fasse assumer par tous les pré-adultes ou adultes de plus de seize ans la citoyenneté que supposent les mêmes moyens, non seulement de subsistance minimale, mais aussi de confort vital et déjà suffisant, au sens sociétal du niveau de développement que la société a pu atteindre.

Dès lors, la première année de lycée, suivant en toute logique le quinzième anniversaire, peut se concevoir comme un palier *majeur* dans la vie de chacun, à la croisée des chemins d'une spécialisation d'autant plus nécessaire qu'elle permet à l'individu de se différencier de l'onde sociétale commune résultant des apprentissages primaires et collégiens,

via un prise de conscience aussi complète que possible des conditions de toute citoyenneté, en particulier par l'intégration au cœur de chacun des tenants et aboutissants de la Constitution. La Garantie Citoyenne offerte dès l'âge de seize ans doit non seulement être un droit, mais plus encore un devoir s'imposant légalement à toute personne en capacité minimale de travailler, ce qui aura pour effet collatéral de responsabiliser de force d'éventuels récalcitrants, via le pouvoir local de chaque Commune, et d'autant plus facilement que cette autorité pourra enfin s'appuyer sur la légitimité majoritaire d'un système devenu universellement *juste* quant aux besoins socio-économiques et culturels vitaux de chacun.

Enfin, l'absence totale de « stress vital » associée à cette solution d'accompagnement sociétal universel aura le grand mérite de décrisper les comportements de lycéens et étudiants devenus adultes en parallèle à leurs études *choisies*, tout en les intégrant en douceur au monde actif de la façon la plus motivante qui soit et en leur permettant de s'émanciper pacifiquement de leur milieu familial, toutes choses qui participeront à l'apaisement des relations interindividuelles et des comportements, ce qui aura pour effet louable de réduire d'autant les risques de conflit, de « dépression », de délinquance et autres addictions morbides, dans des proportions spectaculaires. L'autonomie ainsi acquise sera rendue plus agréable encore par le filtrage des enjeux sous-jacents à chaque choix de spécialisation, puisque les besoins vitaux les plus universels ne feront plus partie des contraintes prioritaires, libérant d'autant les risques liés à telle ou telle préférence professionnelle, tout en obligeant légitimement chacun à participer au bien-être commun de la Garantie Citoyenne, dans une même et unique proportion.

La *citoyennisation* lycéenne n'est pas seulement la seule façon de maintenir l'égalité minimale de conditions matérielles d'étude entre tous les jeunes citoyens désireux de se réaliser professionnellement, car elle s'avère plus encore être la meilleure réponse aux problèmes socio-économiques induits par le prolongement tendanciel desdites études sur la vie, qu'il s'agisse-là de formations initiales ou de formation continue. De fait, la tendance historique éducative des métiers est à l'allongement

de la durée des études, ce qui revient trop souvent à éterniser un statut précaire d'étudiant déconnecté de toute réalité citoyenne adulte, avec pour résultat l'entretien d'une situation de dépendance infantilisante et même d'exploitation des étudiants avancés sous forme de stages sous-payés, de contrats précaires ou de CDD à répétition, y compris lorsqu'il s'agit de doctorants et jeunes chercheurs des plus qualifiés et motivés. Dès lors, l'intérêt majeur d'une pleine participation aux droits et devoirs de la Garantie Citoyenne sera de permettre à chacun, dès la période du lycée, de devenir adulte par l'intégration socio-économique et l'utilité sociétale qui en forment la condition essentielle, tout en ne cessant de se former, de se cultiver et de faire évoluer ses études au gré des besoins ressentis, quelle que soit la période de vie concernée.

Il s'agit-là d'une solution aussi pertinente qu'unique au légitime besoin d'exister socialement tout en étudiant en fonction de sa propre motivation, à l'opposé du bourrage de crâne et de la loterie culturelle autant qu'éducative si caractéristiques d'un découpage de la vie pour le moins révolu, puisque l'impossibilité « d'ingurgiter » tous les savoirs et savoir-faire pendant la seule jeunesse se double de la nécessité d'ajuster constamment ses connaissances et compétences aux aléas d'une société humainement et technologiquement plus changeante que jamais. D'où l'intérêt de l'accès systématique aux responsabilités de l'âge adulte par l'application de la Garantie Citoyenne *dès le lycée*, en synchronisation judicieuse avec le début de la différenciation culturelle par le biais des études. De cette façon, l'égalité citoyenne minimale, à la fois matérielle et socio-culturelle, se trouvera *installée* et *maintenue* à chaque période de la vie des adultes, en promouvant en totale justice la responsabilité de chacun dans sa spécialisation initiale ou ultérieure, sans stress vital ni ligotage à vie de la liberté individuelle la plus légitime qui soit. Ainsi, les réflexions qui précèdent font comprendre à quel point les conditions socio-économiques sont déterminantes vis-à-vis du droit à l'éducation diversifiée que suppose la formation professionnelle, sitôt que l'on est en âge de devenir un adulte, et ce, bien au-delà du pis-aller habituel des bourses estudiantines, dont la gestion centralisée, les paliers aléatoires et l'assistanat sous-jacent encouragent mains abus de situations, maintes

injustices envers ceux qui n'y ont pas droit, tandis que le fait même de percevoir de l'argent sans contrepartie ni universalité de situation ne fait que brouiller les cartes d'une structure nationale ingérable, sans contrôle local suffisamment rigoureux de la nature des besoins, de l'usage des aides, voire de la réalité des études. Une fois encore, la multiplication de procédures de soutien financier ou matériel, tout comme leur réservation à seulement certaines catégories de jeunes citoyens, ne constitue qu'une accumulation de rustines *allocatives* sans cohérence ni fondement autres que l'impossible rattrapage d'une injustice systémique croissante.

Le millefeuille administratif et la lourdeur réglementaire de ces pseudo-solutions parcellaires justifient la solution *universalisante* d'une Garantie Citoyenne assumée par chaque citoyen dès l'âge de seize ans, ce qui semble d'autant plus réaliste que la participation correspondante ne requiert qu'un « mi-temps » par semaine (ou autre équivalent) dont le contenu peut par ailleurs être directement lié à la spécialisation choisie, le cas échéant. Ainsi, la toute première condition d'accession à la liberté culturelle dans le cadre éducatif, en termes de choix d'orientation et de réorientation, n'est autre que socio-économique et matérielle, tant il est vrai que sans une égalité minimale et vitale dans cette dimension, on ne peut cultiver que la rancœur et l'inquiétude sur la faim et la soif d'un confort élémentaire par trop aléatoire.

3 - Un Réaménagement Indispensable.

Dans un cadre délodiste et biéconomique intégrant les jeunes en tant qu'adultes dès l'âge de seize ans, il va de soi que toutes les formes d'Éducation Diversifiée devront évoluer simultanément pour se rendre compatibles avec les contraintes pratiques de la Garantie Citoyenne. Les activités afférentes endossées par les jeunes seront logiquement gérées par les lycées et les communes, au plus près des besoins collectifs autant que privés, voire en association entre ces deux secteurs, sachant d'autre part que les fonctions communales ou publiques serviront la cause de l'utilité sociétale la plus concrète et locale qui soit, en fournissant aux

nouveaux citoyens, en guise d'utile complément éducatif, l'occasion de servir la société dans les tâches les plus adaptées, c'est-à-dire souvent simples et physiques au départ, compte tenu de leur inexpérience et de leur jeune santé. L'apprentissage de la vie commune sera d'autant plus profitable que chacun pourra se rendre égalitairement utile quelles que soient ses compétences en devenir, tandis que la rotation des activités et la bonne graduation de leur complexité feront évoluer l'expérience de chaque lycéen ou étudiant, ouvrant toujours plus largement ses horizons par la multiplication de ses contacts humains, à la façon du parcours irremplaçable d'un jeune ingénieur se frottant aux diverses tâches d'un atelier avant même d'en prendre la responsabilité, pour n'en devenir que plus compétent *et humain*, s'agissant du respect de ses collaborateurs.

Á l'échelon local, l'aménagement incontournable du nouveau couple Etudes-Garantie Citoyenne pourra indifféremment s'affiner par journée, par semaine ou par période, sans pour autant réduire de trop les programmes couverts, aussi paradoxal que cela puisse paraître. En effet, s'agissant en particulier du lycée, les progrès induits par l'Éducation Commune préalable et sa réussite majoritaire de 90% à terme auront l'avantage de rendre inutiles les impossibles révisions de bases bancales qui ralentissent indûment le rythme de progression en lycée, augmentant d'autant la « productivité » scolaire horaire, et ce, d'autant plus que les lycéens, dans leur écrasante majorité, seront beaucoup plus autonomes, motivés et attentifs qu'en contexte *prétempérant*. Il en résultera une précieuse économie de temps perdu en indiscipline et autre reprise en main professorale, ce qui, s'ajoutant à l'absence de besoin de réviser les bases du collège, compensera déjà l'essentiel du temps absorbé par les devoirs de la Garantie Citoyenne. Qui plus est, l'adéquation des élèves aux exigences du niveau correspondant à leur spécialisation sera plus que jamais maximisée par la conscience renforcée de chacun, au sortir du collège, face à ses *véritables capacités* à suivre telle ou telle filière, limitant d'autant le risque habituel de voir des lycéens se fourvoyer dans leur orientation et induisant ainsi la quasi disparition des retardataires et autres « touristes » au sein de chaque groupe ou promotion.

S'ajoutant aux effets si bénéfiques d'une Éducation Commune enfin devenue très majoritairement performante, l'allègement *mesuré* de la plupart des programmes constituera une économie de temps propre à rendre l'Éducation Diversifiée techniquement compatible avec le travail à mi-temps par semaine -voire équivalent- que supposeront les droits et devoirs de la Garantie Citoyenne. Car, outre les progrès qualitatifs déjà entrevus concernant l'économie des consolidations, l'amélioration de la « productivité » de l'apprentissage par la motivation et l'autodiscipline, ainsi que l'homogénéisation des classes par spécialité, le recentrage des programmes de spécialisation sur l'essentiel devrait limiter les risques de surcharge inutile liés à une sorte de « *surencyclopédisme* ». En effet, résultant sans doute d'un *pédagocentrisme* perfectionniste par lequel nombre d'enseignants ont hélas tendance à « en rajouter » bien plus que nécessaire, en allant trop vite eu égard aux capacités d'apprentissage de la majorité de leurs élèves, l'encyclopédisme scolaire suit l'évolution constante des savoirs en musclant toujours plus les programmes sans réaménager en conséquence ni relativiser en volume les connaissances rendues inutiles ou obsolètes en termes de besoin, selon une tendance encouragée par l'ambition compétitive, abusive et indigeste des classes *prépa* et autres concours. C'est ainsi que dans de nombreuses filières, les lycéens et les étudiants subissent des enseignements d'une utilité plus que douteuse compte tenu leur objectif professionnel, si ce n'est en contenu, à tout le moins en termes de volume horaire, à la façon d'un abonnement limitant la liberté de choix d'un amateur de théâtre pour lui imposer quelque œuvre sans intérêt, visiblement choisie par et pour les seuls comédiens. Ici encore, l'acquisition des compétences utiles devrait prendre le pas sur l'accumulation des connaissances, tant il est devenu impossible de tout savoir sur un seul sujet d'envergure, et si facile de se documenter instantanément à tout moment en cas de besoin précis, à l'instar de tant de juristes s'inspirant du Dalloz, des médecins consultant leur Vidal, voire de tout citoyen *sachant* naviguer sur le Web.

Devant la pléthore d'information éducative ou professionnelle désormais accessible à tous, il devient plus indispensable que jamais de savoir où et comment se documenter utilement, tandis que l'évolution

des technologies de communication permet déjà de réorganiser certains aspects de l'enseignement, suivant une tendance récemment accélérée par la pandémie du Covid 19 et la mise en place de relations éducatives « en distanciel », dont les conséquences à long terme, encore largement controversées, n'en seront pas moins cruciales vis-à-vis de l'Éducation. En tout état de cause, il importe ici de remarquer que trop de parcours de spécialisation sont inutilement alourdis lorsqu'il s'agit d'acquérir des savoir-faire professionnels, et qu'il est vain de prétendre former *tous* les lycéens ou étudiants à la maîtrise complète d'une élite très minoritaire, alors même que les conditions habituelles des métiers correspondants requièrent des compétences plus limitées mais plus concrètes, lesquelles peuvent par ailleurs évoluer très efficacement via l'expérience, quitte à être dûment reconnues en tant que diplôme par Validation des Acquis de l'Expérience, pour ne citer que cette formule française.

Dans un cadre sociétal délodiste et biéconomique devenu enfin tempérant, la possibilité concrète de se former, de se perfectionner ou de se réorienter tout au long d'une vie d'adulte relativisera grandement le besoin de se saturer précocement de connaissances superflues, et mieux encore, supprimera le risque de s'aliéner via un perfectionnisme et une monotonie professionnelle sclérosantes, exception faite, naturellement, des métiers de très haute qualification aux fonctions créatives les plus pointues, s'agissant en particulier de recherche et développement, dans le sens *culturel* le plus élargi de ces termes. Il sera certes toujours utile de procéder au filtrage d'une forme d'élite intellectuelle ou scientifique grâce à des concours supposant des connaissances et des compétences aussi étendues ou spécialisées que possible, mais cela ne concernera jamais qu'une toute petite minorité de citoyens, inférieure à 10% de la population adulte, alors que jusqu'à présent, la variété et le volume des programmes imposés, du moins pour ce qui concerne le cas français, semblent ne correspondre qu'à cette proportion d'élèves ou d'étudiants *anormalement* favorisés par leurs aptitudes innées, au sens statistique de l'anormalité.

Autant l'Éducation Commune justifie la construction équitable d'une « conscience » culturelle et citoyenne universellement partagée, autant la spécialisation qui débute dès le lycée suppose de réduire au strict minimum nécessaire les programmes « secondaires » par rapport à l'axe principal choisi, sachant que l'essentiel de leurs apports, en termes d'ouverture d'esprit sans prétention de maîtrise active, peut se réduire à quelques heures judicieusement placées, le cas échéant. La suggestion ici faite revient à préconiser un équilibre plus proche de la solution des Britanniques, dont le système éducatif permet aux lycéens d'étudier le plus souvent seulement trois matières spécialisées en vue du *« A » level*, ou *Advanced Level* équivalant au baccalauréat, avec l'avantage fort utile d'un approfondissement d'autant plus efficace des connaissances et des compétences concernées, mais non sans l'inconvénient symétrique d'un relatif rétrécissement culturel en ce qui concerne en particulier la culture générale indispensable à tout adulte. C'est pourquoi, selon le principe de Tempérance, la solution probable à ce dilemme devrait viser à établir un équilibre hybride entre les solutions éducatives française et britannique, afin de ne pas (trop) sacrifier les connaissances encore incomplètes des lycéens sur l'autel d'un utilitarisme éducatif excessif.

Les choix pédagogiques concernant les programmes, sans cesse ajustés par l'évolution sociétale et le progrès des connaissances, seront quoi qu'il en soit le résultat des préférences majoritaires pilotées par les enseignants spécialistes et autres experts en la matière, mais force est de souligner ici que les programmes français gagneraient à être dégraissés dans des proportions assez sensibles pour diminuer d'autant le volume horaire des études, permettant, en plus des progrès qualitatifs précités, d'atteindre de meilleurs objectifs de formation tout en réduisant à trois ou quatre journées par semaine les études lycéennes et universitaires. L'expérience des jeunes adultes encore *apprenants* s'en trouvera ainsi enrichie par la juste variété d'un travail parallèle à leurs études, dans le contexte enfin serein d'une sécurité socio-économique et matérielle inaltérable et généralisée, sachant qu'en plus, les innombrables médias accessibles, eux-mêmes améliorés dans leurs contenus via l'apaisement induit par une société devenue délodiste et biéconomique, conforteront

une autonomisation de formation basée sur la libre volonté et les besoins évolutifs de chaque citoyen, au-delà même des visées professionnelles, à travers la profitable exacerbation d'une curiosité intellectuelle devenue insatiable à longueur de vie.

Le réaménagement qualitatif et quantitatif des programmes et des horaires, dans le cadre du lycée comme des études supérieures, sera la traduction concrète de la *double nature citoyenne* ainsi acquise par les jeunes adultes concernés, au moment même où leur maturité, rendue déjà suffisante par l'Éducation Commune, leur permettra de choisir plus librement que jamais la filière adaptée à leurs compétences. Cela revient à dire que la condition simultanée de toute différenciation *sociétalement* réussie n'est autre que le partage d'une égalité minimale de statut socio-économique, en tant que fondation commune à partir de laquelle chacun personnalise son unique trajectoire de vie de façon irremplaçable. D'où l'importance primordiale de la partition-répartition biéconomique et de l'endossement par chaque citoyen de tous les droits et devoirs afférents dès l'âge de seize ans.

Quel que soit le contenu pédagogique de la première année de lycée, ou seizième année de vie concluant en principe l'adolescence, le palier crucial correspondant, sur tout parcours individuel, doit donc être organisé et balisé par le système éducatif dans le but prioritaire d'une *citoyennisation* pleinement accomplie et assumée de gré ou de force, en complète responsabilité, par chaque jeune personne de seize ans révolus. L'âge sans doute le plus déterminant pour articuler un devenir d'adulte « réfléchi » sur les émotions et comportements affectifs de l'enfance se situe précisément à ce terminus de l'adolescence, la première année de lycée jouant le rôle d'une gare de correspondance offrant à chacun le carrefour de plusieurs destinations possibles, sans dramatisation vitale des enjeux, puisque, sitôt ce cap franchi, chaque lycéen ou étudiant se trouvera intégré à la dimension socio-économique égalitaire et minimale unissant tous les adultes d'une même société devenue républicaine et démocratique. Dans ces conditions de *justice systémique* explicitement formulée et *réalisée*, la quasi-totalité des jeunes s'intègreront de plein

gré aux conditions équilibrées de la Garantie Citoyenne, tandis qu'en toute légitimité, les éventuels récalcitrants se verront *forcés* d'assumer leur existence sociétale sous contrôle direct et local, voire, dans le pire des cas, de quitter l'espace de la liberté commune, soit sur le territoire de la République en étant pris en charge aux frais de leur travail et isolés le cas échéant, soit hors ce territoire, s'ils préfèrent l'auto-exil au respect des principes démocratiques assurant à *tous* la paix et l'équité. Car seule une autorité commune *juste*, nécessairement délodiste et biéconomique, peut se permettre d'être exigeante et inflexible en totale légitimité.

Enfin, il paraît indispensable qu'à l'avenir, une forme de rituel républicain minimal permette d'officialiser l'entrée des jeunes dans la communauté des adultes, en lieu et place d'une automaticité de principe rendue jusqu'à présent invisible et sans teneur psychologique positive par l'impossibilité prolongée de s'assumer en tant que citoyen-étudiant, parfois jusque vers l'âge de trente ans !

4 - De la *Citoyennisation* Éducative à la Spécialisation.

Sitôt fêté le seizième anniversaire, et en correspondance logique avec une *double* nature citoyenne fraîchement acquise, dont le versant proprement « individuel » s'émancipe *de facto* de l'entière dépendance vis-à-vis des adultes ayant accompagné et programmé les éducations familiale et commune, le processus de « citoyennisation », via l'emploi minimal et l'apprentissage du travail qui en découlent, se double d'un processus de spécialisation, donc de sélection et d'évaluation, lequel pourra dûment se démocratiser en parfaite transparence majoritaire, y compris, comme déjà mentionné, concernant la définition des filières et programmes. L'égalité de condition socio-économique minimale étant assurée par la participation des nouveaux adultes aux droits et devoirs de la Garantie Citoyenne et de son Revenu Universel, il reviendra donc à chaque lycéen ou étudiant de tracer son propre chemin éducatif en vue d'une spécialisation professionnelle toujours souhaitable, sachant qu'à terme, la future société délodiste et biéconomique offrira les meilleures

conditions de formation préalable et de liberté de choix en la matière. Les jeunes adultes les moins motivés, voire les moins « aptes », pour les multiples raisons économiques et culturelles résultant principalement de l'injustice sociale, deviendront dès lors de moins en moins nombreux et seront tout autant intégrés à la communauté républicaine via un *emploi compensatoire* ou Service Citoyen, en leur qualité de *citoyen minimal*, moyennant la privation de la portion de liberté concernant le *choix* et les conditions de leur participation active locale, en travaillant dès lors sous l'autorité communale, à défaut d'être employé par le secteur privé.

Les filières, programmes et modes d'évaluation-sélection seront établis par les spécialistes responsables en accord avec la majorité des enseignants concernés, ce qui aura pour effet de tempérer les excès et autres risques dérivant de tout centralisme déconnecté du terrain, voire de l'inconscience des contraintes réelles, souvent typique des élites et autres décideurs pédagogiques trop érudits ou surdoués, tandis que les sélections opérées via les nécessaires examens et concours deviendront socialement et culturellement aussi justes que légitimes, selon le bon principe du *mérite* personnel de chacun, résultat du panachage de dons éventuels et de travail certain. Sur la base d'une Éducation Commune de plus en plus égalitaire et de son prolongement socio-économique par la citoyenneté du travail ou de l'emploi minimal, chacun deviendra libre et responsable de son parcours éducatif, avec les moyens les plus complets possibles pour poursuivre sa construction individuelle, et dès lors, toutes les différenciations observables concernant les contenus éducatifs et les niveaux atteints *ne* seront *que* le résultat juste et légitime du mérite de chacun, via une authentique liberté individuelle assumant intégralement ses conséquences.

Ainsi, et particulièrement grâce à l'égalité socio-économique de la Garantie Citoyenne et à l'autonomie qui en découlera, les différences de qualification seront la traduction du mérite responsable de chaque citoyen, en particulier lors de ses études secondaires et supérieures (le cas échéant), légitimant en conséquence toutes les différences de salaire et d'enrichissement propres à l'aventure de chaque nouvelle génération,

mais seulement au-delà du Revenu Universel et de toutes ses obligations de contribution sociétale. La « *méritologie* » qui participe grandement à l'efficacité de toute société, sans pour autant justifier en aucune façon la moindre supériorité d'ordre politique que prône la seule mérito*cratie*, deviendra effective et légitime en tant que stratification *fonctionnelle*, tant publique que privée, des communautés démocratiques de l'avenir, justifiant *historiquement* les différences de salaires et autres revenus, en fonction des « limites » en vigueur au sein des deux secteurs sociétaux, lesdites limites étant principalement définies par les us et coutumes d'un marché devenu par ailleurs toujours plus tempérant, c'est-à-dire dûment hiérarchique, mais sans plus aucune *surdomination*, ou *violence vitale*.

Telles sont les seules solutions possibles, à la fois « scolaires » *et* socio-économiques, pour rendre toute éducation diversifiée enfin juste et démocratique, grâce à un minimum de conditions égalitaires d'ordre culturel *et* matériel. Hors cette application du délodisme biéconomique dès l'âge de seize ans, tout autre système ne peut qu'aggraver les écarts socio-culturels entre des pseudo-citoyens dès lors séparés d'avance en classes supérieures et inférieures sur des critères de discrimination de plus en plus injustes au fil du temps, contraignant tous les enseignants à reproduire des inégalités croissantes à chaque nouvelle génération.

Quelles que soient les options évolutives des contenus et modes d'évaluation désormais plus librement choisis par la majorité de tous les enseignants concernés, les examens et autres concours d'entrée ou de recrutement auront les meilleures chances d'être ajustés au plus près des besoins sociétaux du moment, sans avoir recours à la solution en tout point démagogique de la « discrimination positive » en guise de pseudo-charité éducative aussi condescendante qu'insultante. Car ce genre de pratique, à l'instar de la baisse constante des exigences les plus utiles via la sur-notation, n'aura plus aucune raison de perdurer au sein d'une société devenue enfin culturellement démocratique jusqu'au terme de son Éducation Diversifiée. C'est en effet à travers une telle *révolution culturelle* que la liberté de se former prendra tout son sens, en tant que saine émulation sur fond de justice pédagogique et socio-économique

minimale et effective, concrétisant ainsi la responsabilisation de chaque nouveau citoyen, en toute conscience de ses droits et devoirs, avec en prime la pacification généralisée des rapports éducatifs et la promotion constante de toujours plus d'*auto*discipline et de respect mutuel entre enseignants et apprenants. C'est donc bien en faisant sauter une bonne fois pour toutes le verrou historique des inégalités socio-économiques vitales, et ce, dès l'âge de seize ans, que les conditions *culturelles* et *éducatives* de la paix et de la justice seront enfin réunies, ouvrant la voie au vrai bonheur d'apprendre et de *se* dépasser sans écraser ni stigmatiser quiconque, à l'opposé de l'usine à stress qu'est l'Éducation Nationale française d'aujourd'hui, par la faute de laquelle professeurs et élèves enseignent et étudient respectivement avec la boule au ventre, dans un climat délétère d'inefficacité, de défiance et de violence, devenu peu à peu ingérable.

Tous les acteurs du théâtre éducatif attendent le nouveau script d'une pièce équilibrée, propre à leur laisser enfin *choisir* le rôle qui leur convient, en évitant le trac permanent que suscite la précarisation qui dérive en fait de l'injustice sociétale mono-systémique déjà amplement dénoncée, afin d'interpréter autre chose qu'un drame sociétal indûment reproduit, le paradoxe étant que c'est par l'équilibrage systémique du cadre extérieur et socio-économique que les conditions d'éducation et d'apprentissage seront enfin optimisées pour chaque *apprenant-citoyen*, y compris concernant les programmes et autres finalités de l'Éducation Diversifiée. Cela corrobore en tout point les observations concernant les cadres préalables de la vie familiale, de l'école primaire et du collège, dont la dépendance directe vis-à-vis des contraintes matérielles et socio-économiques ne fait aucun doute pour quiconque, soulignant au passage l'assainissement sociétal que pourra seul garantir l'avènement prochain d'une société délodiste et biéconomique.

5 - De la Spécialisation au(x) Métier(s).

Dans un cadre à ce point apaisé par la justice systémique d'une démocratie éducative rendue *effective* et compatible avec des principes jusqu'à présent affichés sous forme de vœux pieux, la spécialisation de chacun prendra tout son sens de libre orientation, définissant une utile hiérarchie de formations, de diplômes et de métiers ou fonctions dont le nécessaire classement n'affectera plus l'identité citoyenne minimale et vitale de qui que ce soit, permettant à chaque citoyen de *mériter* son sort socio-économique en pleine légitimité et responsabilité, moyennant une égale proportion *minutaire* d'éco-participation à la Garantie Citoyenne, telle que déjà prédéfinie au cours du Livre II des *Tempérants* par la prise en compte du *minimoptimaximum* de 50% (brut) des salaires ou autres revenus dans le calcul de partition-répartition entre les citoyens d'une République enfin digne de ce nom.

Il est dès lors facile d'imaginer l'apaisement du contexte éducatif et l'effet on ne peut plus positif qu'induira une telle justice sur la vie des lycéens, étudiants et enseignants, puisque la qualité de la vie scolaire ou estudiantine, la proportion majoritaire de réussite *authentique*, et même la confiance du contact pédagogique de la transmission, seront boostées par l'effet systémique des structures délodistes et biéconomiques, avec pour conséquence la stimulation des citoyens à épanouir leur potentiel culturel et professionnel jusqu'aux limites de leurs capacités. *De facto*, la place de chaque citoyen dans la société correspondra toujours plus à son véritable mérite, et un heureux effet d'entraînement, encouragé par une élévation constante du niveau général de la population en termes de connaissances et de compétences, remplacera l'appauvrissement culturel et éducatif massif si caractéristique des mono-systèmes décadents.

S'agissant aussi des programmes que supposent les processus de spécialisation dans l'optique d'un diplôme ou d'un emploi sur concours, le contenu des études supérieures évoluera, non seulement en termes de

volume horaire, d'étalement dans temps, de rythme ou de période en fonction des contraintes minimales de la Garantie Citoyenne, mais plus encore en différenciant enfin efficacement les filières d'excellence des autres formations professionnelles, dans la mesure où trop de parcours à finalité d'emplois plus ou moins « modestes » se trouvent encombrés de programmes sans intérêt véritable vis-à-vis de l'objectif professionnel et des conditions réelles du métier ensuite exercé, comme si ces obstacles n'étaient là que pour sélectionner sur des critères parfois aussi inutiles qu'injustes.

Ici encore, une tendance encyclopédiste et inutilement détailliste décourage et finit par exclure de nombreux candidats, étudiants et autres stagiaires sans raison valable, que cela concerne certains chapitres des programmes, certaines contraintes formelles de méthode, voire la façon dont telle ou telle spécialité est enseignée, alors que lesdits exclus se révèleraient tout-à-fait aptes à accomplir le métier visé s'il n'échouaient pas à cause de matières visiblement accessoires. D'où l'intérêt d'insister sur l'apprentissage, a fortiori sitôt qu'il s'agit de tâches ou de métiers d'exécution, lesquels peuvent plus facilement évoluer par l'expérience. Á l'inverse, l'hyperspécialisation et/ou l'acquisition d'un maximum de connaissances seront toujours l'apanage des filières dites d'*excellence*, pour des métiers dès lors très recherchés et rémunérés à hauteur de leur rareté ou de leur utilité particulière, la différence délodiste promettant à terme un *égal accès* à ces situations de supériorité fonctionnelle sur la seule base du mérite personnel de chacun, sans la moindre injustice de nature socio-économico-culturelle vitale.

Par ailleurs, l'évolution accélérée des techniques et des métiers de plus en plus diversifiés que visent les études spécialisées, désormais observable sur une échelle planétaire, a pour effet de transformer les conditions pratiques de presque tous les emplois, au point que les études préalables aux diplômes se trouvent sans cesse remises en causes, ce qui relativise de plus en plus la pertinence professionnelle des formations *initiales*, au profit d'une formation permanente ou *continue* beaucoup plus souple, et d'autant plus indispensable qu'il devient rare de pratiquer

le même métier à longueur de vie. Le progrès technologique, les aléas de marchés privés par définition imprévisibles, ainsi que l'évolution des mentalités de nombreux salariés ou employés de plus en plus désireux de changer de contexte, parfois même à plusieurs reprises, sont autant de facteurs propres à réduire l'aspect « définitif » de la spécialisation initiale, confirmant tout l'intérêt de la solution biéconomique, puisque la *double* vie garantie aux futurs citoyens délodistes leur permettra de se former en parallèle à leur carrière en cours, facilitant d'autant la libre réorientation de cette dernière, une fois encore sans risque *vital*, pour ainsi accéder à de nouvelles professions ou à des niveaux supérieurs de responsabilité.

La spécialisation des études et les piqûres de rappel éventuelles des mises à jour professionnelles, ainsi que le droit de procéder à une réorientation tout au long d'une vie d'adulte actif, ne pourront que lisser les besoins de formation continue de façon plus équilibrée et moins anxiogène, au gré d'opportunités et d'un esprit d'entreprise accessibles au plus grand nombre, permettant à *chacun* -et pour la première fois dans l'Histoire- d'adapter ses activités de façon à les rendre compatibles avec chaque période de sa vie personnelle, selon une modulation choisie entre le temps et l'argent, condition *sine qua non* d'une liberté accrue au fil d'une croissance ainsi constamment finalisée en progrès social. Au lieu de se saturer de connaissances devenues discriminatoires à force d'être inutilement complexifiées, les étudiants et autres stagiaires actifs pourront donc « s'investir » dans leurs efforts de promotion sociale plus efficacement que par le passé, en particulier concernant les métiers les plus simples, routiniers et nombreux, en remplaçant autant que faire se peut les enseignements théoriques par l'apprentissage le plus pratique qui soit, le plus souvent en relation directe avec leur emploi ainsi rendu évolutif. Déjà adultes depuis le lycée, les étudiants seront *tous* à même de financer leur spécialisation grâce au Revenu Universel, en pouvant même économiser un budget en vue de quelque investissement ou autre projet personnel pour peu qu'ils soient partiellement soutenus par leur famille, et de ce simple fait, leur entrée dans la vie active s'accomplira « en douceur », sans aucune rupture psychologique ni aucun risque de

décrochage *indu*, à l'opposé de la triste situation de précarité prolongée que beaucoup d'entre eux subissent encore. Loin d'être ressentie comme une obligation stressante, l'idée même de formation continue se verra positivement connotée en tant que meilleur moyen de faire évoluer son devenir personnel et la situation socio-économique qui va de pair.

6 - Service Public ou Marché Privé ?

L'évolution historique des contextes de l'Éducation révèle à sa façon la dualité-complémentarité des secteurs public et privé propre à la moindre société culturellement développée et socialement hiérarchisée, selon une forme d'équilibrage intersectoriel toujours instable, suivant la tendance de chaque époque, et malgré l'équivalence de fait que sous-entend la loi de l'équilibre bisphérique tendanciel. De quelque façon que ce soit, les besoins éducatifs d'une société s'organisent en pratique sous forme de service public et/ou de marché privé, tandis que le dosage correspondant dépend du contexte sociétal dominant, à défaut de toute préférence majoritairement exprimée jusqu'à présent.

En effet, et à l'exemple de ce qui a été remarqué au chapitre III concernant l'Éducation Commune, les enseignements et apprentissages propres à l'Éducation Diversifiée peuvent se concrétiser au travers d'un service universel collectivement pris en charge par l'administration, ou par le bais d'établissements *privés*, tandis que toutes les configurations de mixage et de nécessaire collaboration sont possibles entre l'État ou les collectivités territoriales et les libres *entreprises éducatives*, que ces dernières soient associatives ou non. En tout état de cause, cette double réalité répond à un besoin apparemment justifié par l'histoire, et il n'est guère surprenant, sur un terrain aussi essentiel que l'Éducation, qu'un besoin de liberté d'initiative à la fois locale et privée se fasse ressentir aussi fortement que celui d'une égalité minimale, a fortiori concernant les diverses filières de spécialisation succédant au socle commun des savoirs et savoir-faire les plus indispensables.

Dès lors, chaque société humaine improvise sa propre recette concernant l'équilibre intersectoriel de ses nécessités éducatives, sur une base pouvant aller du choix concurrentiel à la stricte complémentarité, sous la houlette de gouvernants le plus souvent *minoritaires* et surtout plus ou moins favorables au service public ou au marché privé. Á cet effet, l'ultralibéralisme encore en vogue à ce jour se caractérise par la quasi-destruction programmée de la plupart des universités publiques, via les restrictions budgétaires en particulier, au seul profit de structures privées toujours plus nombreuses et variées, lesquelles bénéficient de subventions copieuses, entre autres formes de soutien logistique autant qu'institutionnel ou réglementaire. Cette évolution apparente revêt un double aspect, d'abord en tant que choix idéologique allant à l'encontre d'une certaine forme d'indépendance ou d'insoumission intellectuelle plutôt typique des services publiques, mais aussi en tant que préférence assumée pour la souplesse concurrentielle, l'utilité et l'efficacité accrues caractérisant souvent les établissements privés ou semi-publics.

Dans le contexte toujours plus libéral et globalisé d'aujourd'hui, cette évolution vers la privatisation est aussi le résultat de la véritable marchandisation de l'Éducation à l'œuvre, en partie tout-à-fait justifiée par le besoin de promouvoir des études supérieures débouchant sur des métiers non saturés en termes d'offres d'emploi, grâce à une réactivité censée être optimale et en lien plus direct avec les entreprises et autres pourvoyeurs de débouchés professionnels, mais dont les conséquences sociétales ne font qu'aggraver les injustices éducatives déjà largement creusées de l'école primaire jusqu'au lycée en passant par le collège. En ce sens, les universités publiques françaises deviennent malgré elles une voie de garage en forme d'impasse éducative et professionnelle pour la majorité des étudiants, en raison de l'absence de filtrage opérationnel des niveaux d'entrée depuis l'effondrement qualitatif du Baccalauréat, sauf pour une minorité constamment décroissante de candidats à la fois aptes et motivés pour accéder à telle ou telle carrière d'enseignement ou de recherche.

Hors l'exception des I.U.T. et des « grandes écoles », force est d'observer que les établissements privés semblent compenser l'échec des universités traditionnelles, tandis que la responsabilité de ce fiasco tient principalement aux décideurs politiques, mais aussi, hélas pour une bonne partie, aux universitaires eux-mêmes. Du point de vue délodiste, le résultat sociétal d'une telle évolution corrobore les observations déjà faites concernant l'Éducation Commune, non sans souligner plus encore ici les injustices de conditions d'éducation supérieure et professionnelle que l'absence d'intégration socio-économique minimale et universelle entretient. D'où la jungle actuelle des parcours éducatifs du supérieur, dans laquelle la précarisation croissante de la majorité des étudiants multiplie les soucis au point de démotiver jusqu'à l'échec, ou fait perdre de précieuses années en filières entamées puis inachevées, tandis que trop d'études dûment complétées jusqu'au diplôme se concluent par des débouchés professionnels toujours plus incertains et très inférieurs au niveau de qualification théoriquement atteint.

Face à ce vaste gâchis, il apparaît plus que certain qu'une société délodiste et biéconomique offrira la meilleure solution possible, puisque chaque étudiant sera déjà un citoyen *actif*, sûr de vivre décemment de son travail socialement garanti, tout en pouvant « investir » la majeure partie de son temps libre sur ses études. Devenus tous automatiquement boursiers dans les mêmes conditions, les jeunes adultes ne continueront à se former qu'en fonction de leur propre volonté et responsabilité, sans que les parcours de ceux qui sont réellement motivés soient pollués par la présence de profiteurs passifs et autres squatteurs de l'Éducation, ni ralentis par trop d'étudiants retardataires, grâce au préfiltrage d'un bac et d'examens d'entrée redevenus pertinents. Il n'y aura plus aucune raison de faire perdurer l'hypocrisie universitaire des études prétextes, dans la mesure où l'égalité minimale de conditions de vie et de travail filtrera spontanément les citoyens selon qu'ils seront volontaires ou paresseux, motivés ou non, tandis que le tri correspondant, enfin basé sur le seul mérite, se verra qualitativement favorisé par une Éducation Commune et Diversifiée assurant la *réussite majoritaire maximale*.

C’est dans ce cadre des études supérieures et de la spécialisation, mais aussi, bien au-delà, via la facilitation d’une formation continue et d’une réorientation toujours possibles, que les conditions sociétales d’un système délodiste et biéconomique produiront leurs plus beaux fruits en termes d’épanouissement humain, tant individuel que collectif, ce qui aura pour conséquence inéluctable d’équilibrer l’Éducation Diversifiée, quels que soient les choix collectifs et les initiatives privées des sociétés concernées. En effet, s’agissant ici du cadre légal ou institutionnel du système éducatif supérieur, l’avènement du choix *majoritaire*, que seule la solution délodiste peut garantir et légitimer, permettra aux citoyens de définir en toute conscience leur propre panachage entre service public et marché privé de l’éducation ou de la formation professionnelle, dès lors en fonction de l’intérêt général et de l’efficacité pratique, dessinant en conséquence un système forcément plus juste que la jungle éducative actuelle, laquelle ne profite qu’à la même minorité d’une génération à la suivante, creusant un fossé socio-culturel chaque fois plus abyssal.

Comme dans maints domaines d’utilité publique universelle, et concernant ici tant l’éducation diversifiée que la formation continue, les futurs citoyens délodistes auront les moyens de rendre l’intérêt collectif et égalitaire prioritaire sur toute différenciation secondaire justifiée, ce qui n’empêchera nullement de continuer de confier de très nombreuses formations aux établissements privés, sous condition de strict contrôle des contenus et des validations, ou de mettre en concurrence le public et le privé, le cas échéant. Dans la mesure où les futurs choix seront le fruit d’une majorité citoyenne enfin effective, l’intérêt général de l’égalité minimale ne pourra qu’être préservé de bout en bout, en termes d’*accès* aux études et carrières, sur la seule base du mérite, des compétences et des résultats de l’ensemble des étudiants et apprentis concernés. Ainsi le paysage éducatif s’équilibrera-t-il au mieux entre les offres publique et privée, au lieu de s’hyper-privatiser comme c’est aujourd’hui le cas, via la marchandisation abusive des études secondaires et supérieures.

Les futures majorités citoyennes auront la liberté collective de faire évoluer les diverses structures éducatives et leurs programmes en

fonction des besoins sociétaux de chaque période, en s'assurant avant tout de préserver l'égalité des chances en matière d'accès aux multiples formations supérieures et continues, sans biais socio-culturel indu, selon le panachage public-privé qui leur semblera le plus approprié, lequel deviendra toujours plus performant, c'est-à-dire sociologiquement plus ouvert ou inclusif, au fil des promotions de diplômés. Cette évolution tempérante sera favorisée par la décentralisation et la déconcentration qui iront de pair avec la reprise en main départementale des initiatives en matière d'études supérieures et de formation professionnelle, en correspondance avec le localisme et l'autonomie nécessaires pour faire face aux besoins de tel ou tel « bassin d'emploi », au gré des spécialités traditionnelles ou innovantes de chaque « territoire » de la République. Sans aucunement préjuger des futures préférences citoyennes, on peut ici parier à coup sûr que le néocadre délodiste des prises de décision en matière d'éducation adulte introduira une justice inexistante à ce jour, laquelle sera rendue plus évidente encore par les avantages qualitatifs de la réussite majoritaire, associée à des niveaux de résultats toujours plus élevés, et promouvant ainsi la satisfaction des besoins et des ambitions professionnelles d'un nombre croissant de citoyens adultes, au sein d'un environnement sociétal d'autant plus apaisé par la même occasion.

Par leurs dimensions principalement locales et départementales, et qu'ils soient privés ou publics, les futurs établissements de formation ou d'études supérieures joueront leur plein rôle éducatif et sélectif sur la seule base des critères de connaissances et de compétences, sans plus se voir détournés de leur vocation « de principe » par la réalité biaisée de l'injustice éducative via la reproduction culturelle des inégalités sous domination minoritaire. Mais ce changement de *nature* sans précédent, induit par les nouveaux paradigmes tempérants, ne sera rendu possible que par l'adoption du *cadre* biéconomique de l'égalité minimale, en tant que processus d'intégration citoyenne de chacune et chacun dès l'âge de seize ans. En associant définitivement ces deux conditions sociétales, les humains de l'avenir pourront profiter d'un paysage éducatif *pacifié*, apte à répondre à toutes leurs attentes, pour faire face aux défis évolutifs des formations lycéennes, supérieures et professionnelles, dans le plus grand

respect possible des principes républicains de l'égalité minimale et de la liberté responsable. Ainsi peut-on constater que la démocratie éducative ne saurait être que la conséquence logique et apaisée de son équivalent socio-économique d'*équi*-libéralisme tempérant, via la double recette du délodisme biéconomique.

Mai 2021

Réflexions Culturelles 5

Langue, Histoire et Société

Toute culture durable ne pouvant évoluer et s'enrichir que par sa transmission d'une génération à la suivante, il était logique d'en étudier la dimension éducative grâce aux chapitres précédents, en soulignant au passage à quel point cet héritage quelque peu forcé donne corps à l'âme de la moindre « civilisation », en tant que condition d'un progrès vers la conscience supérieure que suppose notre humanisation. L'indispensable conditionnement qu'implique ce constant passage du relais culturel par l'Éducation, dans ses finalités comme dans ses moyens, est pour autant la seule façon de construire un être humain progressivement amélioré et rendu d'abord social par sa totale dépendance d'enfant et d'adolescent avant de pouvoir idéalement s'émanciper en tant qu'individu adulte, et plus encore unique, au sein d'une appartenance sociétale plus ou moins assumée selon les circonstances.

Il s'est avéré que les cadres éducatifs correspondants, du cocon familial jusqu'à la formation continue pour adultes, via l'école primaire, le collège, le lycée et les études supérieures, sont eux-mêmes soumis aux finalités prioritaires de la société dont ils transmettent les valeurs, ce

qui les condamne *de facto* à reproduire maints excès et autres injustices possibles, actives ou réactives, en termes de fonctionnement comme de résultat, révélant au passage le rôle de miroir et de photocopieur de tout cadre éducatif, et surtout, hélas, le fossé croissant séparant les idéaux et principes enseignés de la réalité des résultats observables, en particulier chaque fois qu'une « civilisation » encore toute relative entre en phase de décadence ou d'effondrement.

Sachant désormais à quel point la double solution ici proposée, délodiste et biéconomique, révolutionnera positivement la teneur, les moyens et les résultats propres à ces divers cadres éducatifs pour enfin les équilibrer par la Tempérance de la Justice, il importe ici de suivre les citoyens au-delà des temps et espaces correspondants à ces contextes d'Éducation *explicite*, pour étudier ce qui constitue la vie quotidienne en tant qu'appartenance à une culture *implicite*, puisque, aussi bien, chaque journée « utilement » vécue d'un point de vue humain apporte son lot d'expérience, d'information *largo sensu*, de nouveauté ou d'acquisition culturelle, tant individuelle que partagée, et très souvent involontaire ou inconsciente.

Au sortir de *son* éducation, ou plus précisément de *ses* multiples éducations en majeure partie subies, chaque citoyen devenu bon gré mal gré adulte se trouve en effet *directement* plongé de force dans le « grand bain sociétal » qui a précisément relativisé pour beaucoup ses multiples apprentissages, prenant part d'une façon ou d'une autre aux dimensions sociale, économique, politique et culturelle d'une société elle-même subdivisée en classes et communautés aux critères d'appartenance des plus variés. En fonction de ses capacités, de son caractère, mais hélas plus encore de sa naissance et de son milieu socio-culturel, chacun aura plus ou moins de chances de *se* réaliser et de *s*'émanciper réellement, selon les règles très imparfaites d'un jeu sociétal jusqu'à présent mono-systémique, c'est-à-dire principalement surdominé par quelque forme de violence minoritaire sur fond de lutte vitale. Or chaque société se définit aussi par une culture particulière, basée sur une « identité » propice à favoriser un minimum de « solidarité pacifique » dont l'effet symétrique

équivaut à se différencier des « autres » communautés ressenties comme étrangères, induisant aussitôt les risques d'intolérance ou de conflit que suscitent les abus de pouvoir intrinsèques à tout système insuffisamment démocratique, à plus forte raison si les conditions vitales de l'équilibre socio-économique minimal ne sont pas réunies. En quoi consiste donc le bain sociétal plus ou moins inconscient appelé Culture ? Comment ont évolué jusqu'à présent les principaux éléments constitutifs de ce ressenti partagé par telle ou telle population, sur tel ou tel espace géographique tout au long de l'Histoire *prétempérante* ? Que peut-on raisonnablement espérer de l'avènement d'une société délodiste et biéconomique en la matière ? En quoi ces innovations sociétales permettront-elles de mieux comprendre les enjeux actuels et à venir des sociétés humaines dans le contexte d'une conscience planétaire encore si balbutiante ? Autant de questions essentielles à éclaircir à présent, en préalable à l'exploration plus détaillée des enjeux culturels d'aujourd'hui, sachant que l'écume des évènements médiatisés de jour en jour traduit le bouillonnement incessant de cultures constamment évolutives, sous l'effet d'un feu -ou d'un incendie ?- attisé par la fin d'un ère révolue et l'alchimie d'un nouveau monde, tandis qu'en écho à un réchauffement climatique aux trois quart naturel, les esprits n'en finissent pas de s'échauffer.

1 - Les Enjeux Linguistiques Sociétaux.

En tant qu'instrument de communication d'abord utilitaire, mais aussi moyen d'expression de tout échange intellectuel et de préservation cumulative des connaissances et de la conscience par le biais de l'écrit, une langue « commune » s'impose à chaque société digne de ce nom, en se forgeant au gré des contacts qu'entraîne une coexistence de fait sur un même territoire. Sans répéter inutilement les observations déjà faites dans ce domaine dès le livre 1 des *Tempérants*, force est d'observer que, bien au-delà de sa fonction utilitaire et quotidienne de simple outil de communication essentiellement orale, une langue commune fonde une société en fonction directe d'un inconscient définissant une manière de penser et un rapport particulier à la vie comme aux objets concrets et

abstraits que chaque expérience partagée définit peu à peu. Toute langue précisément *vivante* évolue en fonction des besoins nouveaux d'action, de réflexion et d'expression que l'Histoire humaine impose à travers ses innovations constantes, et la créativité linguistique la plus authentique ne saurait se décréter depuis le sommet du pouvoir, même si ce dernier ne se prive jamais d'officialiser les évolutions linguistiques ni d'utiliser des éléments de langage spécifiques à des fins plus ou moins honnêtes. Plus important encore, dans sa dimension écrite, voire audio, la langue définit une culture spécifique, un trésor collectif qui s'accumule avec le temps, constituant ainsi une Histoire, en particulier d'ordre littéraire et intellectuel, dont les nouvelles générations héritent en ne conservant en principe que le meilleur ou l'essentiel, à travers les plus grandes œuvres d'écrivains et autres penseurs.

Étant *de facto* le vecteur de chaque transmission de pensée ou de volonté concrète, une langue commune *minimale* est la condition même de la vie en société, et l'Éducation correspondante doit permettre à tous les jeunes citoyens en formation d'accéder à un même niveau de savoirs et de savoir-faire suffisants en la matière, d'une part en tant que capacité d'expression personnelle en contexte communicatif usuel, et d'autre part en termes de contenus culturels partagés par l'ensemble des citoyens, ou de références incontournables aptes à traverser le temps pour devenir la colonne vertébrale intergénérationnelle de ladite société. Ainsi, dans la forme de l'outil linguistique, de sa syntaxe et de son vocabulaire, tout comme dans le fond des pensées passées encore totalement pertinentes pour le temps présent, le partage d'une langue commune s'avère bel et bien déterminant pour ressentir une appartenance minimale propice à une compréhension, une affinité collective aussi mutuelle que pacifique.

Or il s'agit-là d'un idéal tristement relativisé par la pesanteur historique d'une Humanité encore incomplète sur l'essentiel, puisque les inégalités socio-économiques *vitales* et la hiérarchisation illégitime des pseudo-démocraties condamnent les sociétés humaines à des divisions linguistiques et langagières qui ne sont que les reflets oraux ou écrits de

la violence et de l'injustice selon des réalités assez distinctes, à savoir, sociétales et inter-sociétales, voire intra-sociétales.

Du point de vue sociétal d'une communauté humaine plus ou moins linguistiquement unifiée, les inégalités vitales ou illégitimes ont pour effet de créer des niveaux de langage qui classent, surclassent ou déclassent les citoyens en fonction de leur condition socio-économique, par le biais plus ou moins volontaire d'un système éducatif faussement élitiste et géographiquement discriminant, ne donnant quasiment aucune chance de promotion individuelle sur la *seule* base du mérite, du moins pour une majorité croissante des élèves, étudiants ou stagiaires adultes. S'il est compréhensible qu'une langue se diversifie en styles et autres vocabulaires spécialisés pour répondre à des besoins d'ordre technique ou professionnel, l'appauvrissement structurel des niveaux d'expression par l'échec scolaire majoritaire et l'abrutissement *mercanto*-médiatique découle d'une logique économique manipulatrice qui s'appuie sur une forme de ségrégation sociale entretenue par la classe sur-dominante sur le terrain spécifique de la pratique linguistique.

Dans un tel contexte, la langue et ses langages deviennent des marqueurs sociétaux stimulant la différenciation, l'exclusion et jusqu'à la pire violence verbale, prélude à bien d'autres formes de conflits, sur la base de concepts réciproquement insultants qui sont le « miroir » du délitement mortifère de la communauté humaine considérée. Selon leurs capacités concernant la lecture, l'écriture et son orthographe, ainsi que la maîtrise orale et écrite d'un ou plusieurs niveaux d'expression, les citoyens sont catégorisés de façon plus ou moins définitive et d'autant plus injuste que la discrimination scolaire s'accroît en corrélation totale avec les déséquilibres socio-économiques, expliquant en grande partie, sans aucunement l'excuser pour autant, la contre-violence sporadique, puis chronique, de « ceux d'en bas ». Or l'on sait, depuis les chapitres précédents, que seul un système *socialement* équitable sur l'essentiel de tous les besoins à la fois vitaux et suffisants sera en mesure d'induire une Éducation propice à la Paix via l'accès effectif de chaque citoyen à une même fondation culturelle, dont les compétences linguistiques et les

références littéraires principales atteindront alors le niveau le plus élevé possible pour la quasi-totalité des élèves de chaque nouvelle génération, et ce, dès avant le lycée. Qu'il s'agisse des formations initiales ou de l'évolution linguistique de l'âge adulte, en particulier via les médias, l'équilibrage généralisé qu'induira le délodisme biéconomique pourra non seulement promouvoir une base, tant culturelle que linguistique, toujours plus élevée en termes de qualité d'expression accessible à tous, mais également *booster* les innovations formelles ou conceptuelles les plus positives en gommant maintes formes de régression induites par les déséquilibres sociétaux, violence verbale comprise.

Il ne s'agira en aucun cas d'une interdiction imposée d'en haut, ni d'une quelconque intolérance abusive, mais au contraire d'un filtrage spontané, structurellement favorisé par les effets de la pacification des mœurs au travers de leur traduction linguistique ou langagière. Dans la mesure où une langue reflète la société qui l'utilise, une telle évolution n'aura rien de surprenant, en agissant de la même façon qu'en tout autre point de la pyramide sociétale, puisque c'est la *nature* même de tous les rapports humains qui s'en trouvera modifiée pour le meilleur. Par le biais des progrès éducatifs induits, mais aussi grâce aux apports futurs d'arts littéraires et philosophiques s'épanouissant plus que jamais sur une base délodiste et biéconomique qui stimulera la créativité populaire, la langue partagée au sein d'une telle société évoluera constamment *vers le haut*, d'une façon désormais majoritairement « écrasante », au lieu de s'atomiser en dialogues de sourds et de se paupériser culturellement de génération en *dégénération*, sous l'effet d'inégalités sans limite. Le tri correspondant s'opèrera en toute liberté et spontanéité, du seul fait des progrès constants d'une démocratisation linguistique devenue le miroir verbal de l'équilibrage socio-économique, tandis que *tous* les citoyens seront à même d'en faire évoluer les éléments pratiques et conceptuels. L'apaisement des tensions vitales et socialement existentielles ne pourra que tempérer à terme les principaux contenus linguistiques, tout comme leur forme d'expression, dans les limites d'une non-violence créative, en relation inévitable avec le rapprochement de ces futurs citoyens en tant qu'*ensemble* d'êtres humains partageant les mêmes conditions socio-

économiques minimales et suffisantes, laissant chacun libre d'enrichir et de développer son propre « langage », sa propre expression, qu'elle soit linguistique ou tout autre, sans qu'aucun pourrissement systémique ne puisse plus jamais entraîner la moindre récession culturelle de masse, ni la mortelle déshumanisation langagière qui alimente tôt ou tard les pires violences physiques, comme c'est hélas le cas des chansons à textes si provocantes de certains rappeurs et de la violence sonore, instrumentale et rythmique de certaines « musiques ».

Qu'une langue commune évolue n'est pas un problème en soi, même si l'accélération et la multiplication des échanges ont pour effet de déstabiliser les standards officiels, voire d'élargir encore un peu plus un fossé intergénérationnel par ailleurs naturel. Ce qui est gravissime et *sociétalement* mortifère, c'est l'appauvrissement et la radicalisation des esprits via la langue et les langages en tant que conséquences culturelles majeures des inégalités socio-économiques, car dans ce cas de figure, la « société » en question démontre qu'elle ne profite plus à la très grande majorité de ses citoyens en interdisant l'émancipation culturelle propre à les *élever*, précisément au sens de *tirer vers le haut*, induisant bien au contraire une dégradation intellectuelle généralisée aussitôt traduite sous forme d'expression linguistique, artistique ou comportementale de plus en plus « négative », car dépressive. La récession culturelle observable aujourd'hui n'est autre que la preuve d'un échec sociétal sans précédent, devenu irrécupérable sans changer les règles du jeu de fond en comble, sur la base des nouveaux paradigmes et autres concepts ici proposés. Les excès décadents de nombre d'ouvrages et la violence croissante des *discours*, au sens ici élargi d'expression tant orale qu'écrite, sont donc à mettre en parallèle étroit avec l'effondrement éducatif et le dumping culturel qu'entraine une société ayant dépassé les limites du supportable en matière d'injustice.

2 - Les Enjeux Linguistiques Inter-Sociétaux-Intra-Frontaliers.

Ces effets pervers typiquement sociétaux, promis à être gommés en s'évaporant d'eux-mêmes d'un cadre devenu politiquement et *socio-économiquement* démocratique, se doublent des conséquences élargies d'un brassage interculturel planétaire, dont l'improvisation aveuglément financière met à mal nombre de sociétés développées en ajoutant aux populations autochtones, peu à peu historiquement unifiées en nations, une proportion croissante de populations immigrées de langues et de cultures totalement différentes, induisant dès lors des conséquences non plus uniquement sociétales, mais *inter-sociétales* et *intra-frontalières*. Indépendamment des nombreuses raisons naturelles ou artificielles qui justifient plus ou moins *le fait migratoire* et ont déjà fait l'objet d'autres réflexions tempérantes, force est de constater ici que de très nombreux pays rassemblent désormais des populations peu ou prou étrangères les unes aux autres d'un point de vue culturel et linguistique, non sans aller parfois jusqu'à inverser les majorités entre langues, comme c'est déjà le cas aux États-Unis.

Dès lors que des communautés linguistiquement différentes sont assez nombreuses et géographiquement concentrées par le double effet d'une affinité culturelle et d'une discrimination immobilière évidentes, il est inévitable et totalement justifié que la langue d'origine perdure et soit librement utilisée au sein de la famille et du quartier, puisque, après tout, un idiome commun ne suffit pas toujours à définir à coup sûr une entité sociétale. Quatre langues et cultures fort différentes composent la Suisse, et de très nombreuses communautés vivent en bonne intelligence dans maintes îles et autres carrefours géographiques brassant de fait, par le hasard de l'Histoire, de multiples populations en termes de langue, de religion et de tradition, prouvant ainsi que la coexistence linguistique et culturelle n'empêche aucunement de vivre ensemble pacifiquement, à condition toutefois, semble-t-il, d'utiliser suffisamment, d'une façon ou d'une autre, le même « langage » *socio-économique* et *politique*.

En effet, il est particulièrement révélateur d'observer à ce stade que, s'agissant de langue comme de culture, de religion, d'ethnie, ou de n'importe quelle autre caractéristique de différenciation, la coexistence de plusieurs identités communautaires à l'intérieur d'une même société ne suscite aucune difficulté d'ordre collectif tant que les populations ont peu ou prou les mêmes droits ou les mêmes chances de s'épanouir de façon différente, ce qui suppose de partager des conditions de vie et de liberté économiquement et politiquement comparables. Il n'y a conflit, ou rupture « inter-sociétale », que lorsqu'une forme de discrimination illégitime correspond statistiquement aux contours culturels définissant les communautés concernées. Le terme d'*inter-sociétal* peut surprendre s'agissant d'une même entité géographique en tant que pays, mais cela semble justifié du point de vue strictement culturel, afin de souligner la nature de plus en plus multicommunautaire des sociétés d'aujourd'hui, sujet brûlant et terrain « glissant » qui feront l'objet des développements utiles dans les chapitres à venir. Il suffit pour l'heure de constater que tous les conflits déguisés en oppositions culturelles, religieuses ou plus simplement linguistiques, sont principalement alimentés par une forme ou une autre d'injustice socio-économique *effective*, elle-même avalisée par les pouvoirs politiques sous forme d'inégalité de représentation et d'émancipation.

Du point de vue linguistique, comme en termes d'expression et de communication, les sociétés toujours plus multiculturelles qui se sont *de facto* constituées impliquent dès lors des conséquences particulières et des solutions nouvelles via la « compréhension » aussi objective que possible de l'essentiel des enjeux, dans le sens d'*inclusion* que recouvre le terme entre guillemets. Pour des raisons simplement pratiques autant qu'historiques, il va de soi qu'une maîtrise minimale et universelle de la langue majoritaire issue de l'Histoire s'impose à tous, précisément via l'Éducation Commune autant que Diversifiée, de même qu'au titre de condition préalable à une immigration propre à faciliter l'intégration des nouveaux arrivants, mais le droit à la liberté d'expression suppose aussi la garantie de pouvoir s'exprimer dans la langue de son choix, et le

dénominateur commun de la langue officielle ne saurait interdire l'usage de tout autre idiome sans devenir un abus de pouvoir culturel dès lors illégitime.

Les conséquences linguistiques de toute immigration massive dans le cadre discriminatoire des économies libérales sont scolairement d'autant plus visibles que la concentration des ghettos socio-culturels se trouve délibérément dictée par une loi du marché devenue supérieure au pouvoir politique local, avec pour conséquence directe un taux d'échec scolaire aggravé par des difficultés linguistiques et culturelles majeures. L'effet de densité par regroupement volontaire ou imposé ne permet pas à chaque personne dite d'origine ou de culture *étrangère* de s'associer sereinement avec la société linguistique majoritaire du pays d'accueil, puisque très localement, au rythme de la vie quotidienne et à l'échelle du quartier, une « autosuffisance linguistique d'origine » se maintient et peut se transmettre de génération en génération, favorisée de surcroît par tous les moyens de communication numérique. Cela retarde d'autant le processus d'intégration ou d'assimilation, en plombant l'apprentissage de la langue nationale, vecteur si essentiel de réussite scolaire et sociale future, tandis que les contenus culturels des deux idiomes se trouvent pollués et opposés au travers d'un écartèlement proportionnel aux effets discriminatoires de l'injustice socio-économique.

D'où l'intérêt culturellement crucial d'assurer l'acquisition de la langue commune *exclusivement en milieu éducatif*, via l'apprentissage et la solution d'études encadrées de bout en bout jusqu'à l'âge de seize ans, a fortiori à défaut de pouvoir brasser des populations anormalement concentrées sur tel ou tel espace, tout en supprimant les effets délétères des inégalités socio-économiques « vitales » sur les contenus culturels déséquilibrés des langues qui cohabitent, ce qui suppose plus que jamais l'intégration *citoyenne* biéconomique autant que la responsabilisation locale délodiste. L'aspect purement linguistique du problème, dont la solution dépend d'abord des conditions techniques de l'enseignement et de l'apprentissage sur la base de méthodes localement pertinentes, doit se doubler d'un cadre socio-économique et politique propre à intégrer

tous les citoyens au cœur d'une autogestion communale directe, seule façon d'associer deux, voire plusieurs langues et cultures différentes sur un même territoire républicain.

La coexistence « culturelle » de civilisations fort diverses sur un même espace commun n'est pas en elle-même un problème, à condition qu'une même égalité citoyenne minimale gomme toutes les injustices vitales d'ordre socio-économique, faute de quoi ces dernières, à travers leurs privations de liberté, épousent aussitôt les contours ségrégatifs des diverses communautés, favorisant la juxtaposition de « sub-sociétés » de plus en plus exclusives qu'une mise en concurrence par trop inégalitaire rend toujours plus hostiles et étrangères les unes aux autres. Aussi sûr qu'une langue commune est nécessaire -ou à tout le moins souhaitable-, seul un statut *vécu* d'égale citoyenneté de base peut faire communiquer deux ou plusieurs cultures de la façon la plus pacifique et profitable qui soit, préservant dans ce cas les richesses linguistiques de chacune des sociétés, tout en supprimant les causes *systémiques* des discriminations illégitimes. Ainsi peut-on constater à quel point les enjeux linguistiques simultanément « inter-sociétaux » et intra-frontaliers révèlent les abus socio-économiques et politiques qui caractérisent la plupart des entités multiculturelles, les langues devenant des vecteurs de rejet réciproque, au lieu de favoriser la communication dans le juste respect de racines différentes.

La langue commune et officielle constitue la meilleure façon de partager un dénominateur commun, ce qui suppose *a mimima* qu'elle soit comprise de *tous*, comme c'est le cas dans certains états fédéraux, mais le plus essentiel reste de parler le même *langage citoyen* dans la réalité des droits et devoirs universels que suppose une société devenue peu ou prou « polyglotte » par quelque hasard historico-géographique, outre les nombreux avantages d'une « diversité » dès lors propice à un enrichissement culturel mutuel. Car dans ces conditions enfin apaisées, les langues *co-usitées* et leurs contenus évolutifs ne font plus obstacle à la communication, favorisant des liens de plus en plus mixtes au fil du

temps, tout en conservant librement les particularités sous-jacentes les plus utiles ou agréables, lesquelles peuvent même « s'inter-échanger ».

C'est le meilleur de chaque entité culturelle et linguistique qu'il faut préserver, sachant que l'Éducation Commune doit assurer le bagage essentiel propre à tous les citoyens d'une même société républicaine, tandis que les minorités éventuelles, même numériquement importantes et plus ou moins spontanément agrégées, ont légitimement le droit de maintenir *leur* culture, en particulier sur le plan linguistique, à la seule condition toutefois de réserver cette particularité d'usage aux contextes familiaux, sociaux et associatifs dans un cadre strictement privé. De son côté, la langue « nationale », en tant que maîtrise formelle d'expression, mais aussi en termes de contenu culturel minimal, a pour rôle essentiel d'émanciper *tous* les citoyens via l'Éducation Commune, sachant que seul un cadre délodiste et biéconomique permettra de prémunir chaque personne contre les abus de pouvoir culturels contredisant les valeurs à la fois humanistes et démocratiques qui correspondent à l'attente quasi unanime des citoyens. En étudiant bien d'autres aspects culturels d'ici la conclusion de ce Livre III, l'intérêt d'une société devenue délodiste et biéconomique ne pourra que se consolider et corroborer la pertinence des remarques ci-dessus, puisque, de fait, c'est toujours un cadre socio-économique et politique « vitalement » discriminatoire qui entretient un effet de rejet intercommunautaire réciproque sur quelque prétexte que ce soit, même s'agissant des classes sociales d'une seule et unique culture nationale.

3 - Les Enjeux Linguistiques et Culturels « Intra-Sociétaux ».

C'est là qu'intervient une troisième et dernière réflexion sur les rapports entre langue et société, s'agissant cette fois-ci de l'aspect *intra-sociétal* des idiomes locaux ou régionaux qui préexistaient souvent à l'avènement historique d'une langue nationale centralisée et peuvent se maintenir au travers de traditions plus ou moins vivaces selon le lieu, non sans être parfois artificiellement ravivés par pur intérêt folklorique.

Il va de soi que l'ancienneté historique de ces *parlers* régionaux les rend indubitablement légitimes, a fortiori lorsqu'une utilisation quotidienne *spontanée* les développe encore dans le présent.

S'agissant ici du cas français, par exemple, les Bretons, Basques, Occitans, Alsaciens et autres Corses préservent une culture d'autant plus dynamique qu'elle s'appuie *aussi* sur une langue locale spécifique, dont la valeur culturelle enrichit agréablement la variété exceptionnelle du patrimoine français, sans pour autant remettre en cause l'unité culturelle de l'ensemble national ni l'usage généralisé de la « langue de Molière ». Toutefois, on est en droit de prendre quelques précautions logiques dès lors que les défenseurs de ces langues minoritaires et géographiquement limitées réclament des avantages particuliers, financiers, matériels ou réglementaires, dont ne sauraient profiter tous les autres citoyens. C'est en particulier le cas des enseignements -rares et souvent expérimentaux- dits *immersifs*, c'est-à-dire permettant à certains volontaires, parmi ces minorités culturelles, de pratiquement tout apprendre dans leur langue spécifique, hélas aux dépens de l'usage du français, lequel peut dès lors être vécu comme une langue quasiment étrangère, ce qui n'est pas le moindre des paradoxes, surtout si les parents s'interdisent l'usage de la langue nationale en famille.

Cela ressemble fort à un séparatisme culturel, heureusement très marginal, le plus souvent entretenu par des adultes indépendantistes aux frais éducatifs de leurs propres enfants, suivant une réaction par ailleurs compréhensible contre un système trop centralisé devenu incapable de répondre aux attentes citoyennes les plus fondamentales. Il peut aussi s'agir du luxe éducatif de gens aisés préservant par ailleurs la maîtrise du français dans le contexte d'une mode *rétro* passagère, ou pire parfois, de la résurgence paradoxale d'un pseudo nationalisme local. Quel que soit le cas de figure, le principe d'égalité républicaine devrait interdire la mise en place d'avantages et autres privilèges locaux en puisant dans le budget national commun, ce qui équivaut à dire que l'apprentissage et l'emploi d'une langue locale ne devrait en aucune façon concerner le programme de l'Éducation Commune, pour se cantonner soit à un usage

familial et associatif, soit à une activité périscolaire dans les limites du temps qui reste localement disponible, sachant qu'une telle pratique est artificielle et folklorique si la langue en question n'est pas utilisée hors le cadre scolaire, de façon totalement naturelle ou réflexe.

Le même principe d'égalité implique la prise en charge de tous les frais et autres aménagements subséquents par les Communes ou les Départements concernés, ainsi que par les citoyens volontaires et leurs associations, sans aucune possibilité de financement national. La liberté locale de promotion d'une spécificité culturelle suppose en effet d'en assumer pleinement la responsabilité correspondante, en prenant soin de respecter les priorités nationales qui sont les seules à pouvoir assurer à chaque citoyen le socle universel de l'identité culturelle républicaine. Moyennant ces conditions élémentaires, il sera possible de maintenir les traditions linguistiques souhaitables, au gré des populations locales, ce qui de toute façon s'accomplit beaucoup plus naturellement en famille, entre amis, ou dans la vie quotidienne des villages et bourgades lorsque la culture correspondante a la force de se maintenir *naturellement*. Sitôt qu'il faut artificiellement promouvoir ou imposer l'usage d'une langue « locale », c'est hélas la preuve que la culture correspondante est déjà condamnée à se fondre dans un ensemble qui la dépasse, ce qui n'a rien de surprenant, puisqu'il est avéré par l'expérience qu'une seule langue usuelle suffit à terme chaque fois qu'une population élargie multiplie les occasions d'échanges et de contacts entre ses « citoyens ».

Ainsi toutes les langues, et plus encore leur constante évolution, reflètent plus que jamais le bouillonnement des interactions historiques auxquelles elles sont soumises par maintes formes de communication socio-économique et culturelle, interdisant toute nostalgie dépassée, si ce n'est le regret de périodes plus stables chaque fois qu'une récession sociétale traduit un déséquilibre grandissant, en écho aux effondrements inévitables des constructions humaines les plus bancales. Un grand et vieux pays comme la France d'aujourd'hui offre l'exemple typique des remous contemporains à l'écriture des *Tempérants*, affectant un peuple de plus en plus divers, au sein duquel les traditionnels fossés culturels et

linguistiques intergénérationnels sont engloutis dans un océan mondial d'influences migratoires, principalement africaines, sans oublier l'effet concurrentiel et fort déstabilisant des influences anglo-saxonnes via la télévision et le web, par l'intermédiaire desquels de véritables industries culturelles s'affrontent en véhiculant de profonds changements éthiques et idéologiques implicites plus encore qu'explicites dans leurs contenus subtilement distrayants, pour ne pas dire parfois tristement régressifs !

Une part inévitable de *mondialisation culturelle* est à l'œuvre, de par les connexions quotidiennes qui ont pour effet de rétrécir la Terre d'année en année, et il serait dommage d'y voir un problème, après tout, puisqu'au contraire, cette évolution techniquement inévitable, à l'instar de tout progrès *potentiel*, représente l'embryon d'une forme de société humaine globale propice à une prise de conscience de notre solidarité planétaire face aux enjeux écologiques et politiques les plus urgents. Par contre, ce qui rend cette mondialisation dangereuse et néfaste pour les cultures locales ou nationales en leur faisant exacerber leurs pires côtés, c'est le *diktat de l'argent* et du profit maximisé, de l'exploitation mono-systémique des ressources, tant naturelles que socio-économiques, et de la domination minoritaire des choix politiques, multi-source de tous les abus de pouvoir culturel imaginables, associés autant qu'opposés sous prétexte de réaction ou contre-violence. Car faute de démocratie sociale respectant les principes tempérants du délodisme biéconomique, aucun progrès technique ou scientifique ne se traduit par une amélioration ou consolidation de la citoyenneté vitale et universelle qui pérennise toute société, la violence cumulative des injustices se reflètant dès lors on ne peut plus logiquement sur le fidèle miroir des langues et des langages.

Culturellement parlant, les conséquences se mesurent en conflits principalement sociétaux et/ou inter-sociétaux, au sein même de chaque pays, puisque les inégalités socio-économiques en jeu prennent toujours prétexte des frontières linguistiques, ethniques ou religieuses, lesquelles *archipellisent* de plus en plus souvent un même espace national. Toutes ces différences ne sont problématiques qu'en raison du mode de gestion anti-démocratique et *vitalement* inégalitaire des sociétés prétempérantes,

et il suffira de laisser les peuples s'autogouverner majoritairement dès l'échelon communal, en appliquant la formule biéconomique, pour que les germes de la violence disparaissent bientôt, y compris s'agissant de la forme et du contenu de tous les échanges linguistiques imaginables.

La Tempérance culturelle future sera largement supérieure à une simple tolérance au mieux indifférente en matière linguistique, puisque la solidarité *de fait* induite par l'égalité minimale des trois dimensions sociale, politique et économique, ainsi *systémisée* par la nouvelle règle du jeu, modifiera non seulement le style, mais encore le *sens* même des communications orales et écrites les plus usuelles, indépendamment des influences plus profondes qui pourront tout autant s'observer en matière de chanson, de littérature et de philosophie, au sens dès lors artistique ou intellectuel du terme de Culture. La langue usuelle, vécue en tant que mœurs ou comportement relationnel spécifique, traduira la pacification généralisée de la société en innovant pour le meilleur dans le domaine du vocabulaire à venir et des futures expressions à la mode, en suivant une évolution forcément équilibrée qui se ressentira jusqu'au travers de la prononciation, de l'accentuation et de l'intonation, dans la mesure où la *manière* de s'exprimer est révélatrice d'un milieu sociologique et des conditions de vie correspondantes. Ainsi le volume sonore, le débit et la gestuelle des communications n'auront plus aucun besoin d'exprimer une quelconque frustration ou autre violence fébrile de fond, tandis que la progression constante du niveau général d'expression, confortée par la maîtrise d'un temps personnel enfin libéré d'un rythme aussi imposé qu'aliénant, reflèteront l'évolution d'une néo-humanité définitivement apaisée, favorisant tout autant le dialogue que l'écoute d'autrui, car la réappropriation du temps équilibrera également la vitesse d'élocution. Telles sont les développements culturels quasi certains qu'une société délodiste et biéconomique accomplie pourra garantir un jour, induisant concrètement la *tempérisation* linguistique de la vie quotidienne à venir, à l'opposé de l'appauvrissement communicatif et des violences verbales si typiques de la crise de nerfs collective actuelle.

4 - Culture Historique et Société.

La conscience collective que suppose toute identité sociétale se construit dans le temps au fil d'une Histoire *prétempérante* déjà décrite comme essentiellement *violente*, par la force de la fameuse pesanteur socio-économique étudiée précédemment, le mode d'évolution dépassé correspondant à cet « *état de nature* » à peine amélioré n'ayant jusqu'à présent induit qu'un progrès beaucoup trop relatif, au prix de l'irrespect des principes et idéaux républicains et démocratiques, contredisant par la même occasion les meilleurs préceptes religieux ou philosophiques d'un humanisme universel. Á la lecture du moindre manuel d'Histoire, on ne peut qu'être choqué face au lot de violence qui a présidé au destin des humains jusqu'à présent, et tout l'intérêt des *Réflexions* tempérantes consiste à démontrer qu'il n'y a là aucune fatalité. Certes, l'évolution des mœurs politiques et socio-économiques occidentales a constitué une étape intermédiaire indispensable, mais force est de constater qu'elle est désormais insuffisante, ayant déjà largement atteint ses limites et montré que la pseudo-démocratie dite *représentative* et son système improvisé de relations socio-économiques sont incapables d'assurer la justice et la paix minimales de façon durable, entraînant de ce fait les excès et autres violences que l'on sait. En effet, l'Histoire *prétempérante* n'est qu'une suite d'édifications sociétales contraintes et toujours bancales à plus ou moins long terme, résultat empirique de luttes et d'ambitions aléatoires sans cohérence suffisante avec les conditions *objectives* que révèle notre double nature humaine. Or la conscience collective de chaque nation en tant qu'entité sociétale se construit aussi sur cette réalité historique, par l'héritage d'un *discours sur le passé* permettant à la société en question de savoir d'où elle provient, de la même façon que tout enfant ressent le besoin de connaître ses parents et grands-parents.

C'est donc en grande partie l'histoire de chaque pays qui procure la qualité de *nation*, en parallèle avec des traditions et un mode de vie spécifiques souvent liés au passé, à l'instar des symboles très anglais du

thé et de la marmelade d'orange, héritages d'un empire colonial devenu Commonwealth. En utilisant la langue nationale par le biais de l'écriture d'ouvrages historiques et de manuels scolaires, mais aussi via l'oralité des discours commémoratifs, chaque société se construit des références passées qui ont naturellement tendance à filtrer le magma événementiel pour ne conserver que le meilleur ou le plus glorieux, en occultant très pudiquement les pires horreurs. Sachant que toute société *prétempérante* est plus ou moins soumise à une minorité sur-dominante, la narration de l'histoire collective est *de facto* dictée par le pouvoir, nécessité qu'un Napoléon reconnaissait explicitement en affirmant tout de go que « *la vérité historique est souvent une fable convenue* », et que « *l'histoire est une suite de mensonges sur lesquels on est d'accord* ». (Citations de la collection *Géants* aux éditions du Huitième Jour -2006).

En tant que somme de connaissances toujours relatives dans leur contenu et inévitablement incomplètes dans leur étendue, l'Histoire est donc écrite par le pouvoir central en premier lieu, dans le but principal de souder un peuple sous son joug, voire de manipuler en grande partie les esprits en fabriquant une identité historique assimilant peu ou prou le peuple à son leader, les provinces à sa capitale, et la société toute entière à une suprême communauté d'ordre géographique, ethnique ou national, supposée se différencier définitivement des autres populations, dès lors décrites comme étrangères, concurrentes, voire ennemies, selon l'intérêt dudit pouvoir. Ce niveau de formulation historique est donc propre au souverain, au président ou à la classe dominante et produit sur le papier une suite d'événements se résumant surtout aux relations de conflits ou de mariages d'intérêts, de traités et autres stratégies diplomatiques entre grands de ce monde jouant une méga-partie d'échecs internationale dont les sujets ou citoyens ne sont que les simples pions.

Á l'autre bout de la société, une autre histoire s'écrit, parfois en contradiction avec les discours officiels, sur la base d'un passé encore plus lointain pouvant inclure des traditions plus ou moins vivaces dans le présent selon précisément le degré d'identité provinciale ou locale, non sans être aussi fortement influencée par les stéréotypes historiques

dictés d'en haut, ne serait-ce qu'à travers l'Éducation « nationale ». En fonction du degré de maturité de la population, la conscience historique est plus ou moins lucide, sachant que plus un peuple sera relativement émancipé, plus son « esprit critique » pourra relativiser les références historiques d'un pouvoir encore insuffisamment démocratique, ce qui le rendra apte à éviter les embrigadements les plus funestes, tandis qu'à l'inverse les peuples habitués aux pouvoirs autocratiques par manque de conscience de leurs droits objectifs seront manipulés jusqu'aux affres de la guerre totale, sur fond de patriotisme aveugle.

Or, les plus « grands » événements du passé lointain de tous les peuples sont régulièrement récupérés et utilisés dans l'intérêt premier de la minorité dominante pour faire apparaître les aléas historiques comme une « destinée collective » unique et supérieure à toutes les autres, alors qu'il ne s'agit la plupart du temps que d'une suite ininterrompue d'abus de pouvoir et de violence légalisés, hormis les rares moments, hélas trop passagers, où certains peuples ont pu forcer ledit « destin ». Faute de solution délodiste et biéconomique, l'injustice imposée *de facto* par les comportements égoïstes naturels et leur cadre mono-systémique devient périodiquement insupportable au point que des émeutes, guerres civiles ou révolutions éclatent tôt ou tard en remplaçant simplement les leaders, tandis qu'à d'autres moments de l'Histoire, ce sont les dominants eux-mêmes qui s'autodétruisent au travers d'une concurrence territoriale, à l'instar des seigneurs, ducs et autres princes de l'époque médiévale.

Cette logique du plus fort ne doit pas occulter pour autant le rôle structurant des plus grands leaders historiques, souvent promus par une suite de bouleversements exceptionnels, et dont les capacités ont peu ou prou coïncidé avec l'évolution culturelle, scientifique ou technologique des sociétés humaines correspondantes, déterminant des paliers ou des *ères* aussi spécifiques que spectaculaires sur le chemin de l'Histoire. Il en résulte aussi une *évolution* à long terme, en dépit des hoquets ou des soubresauts périodiques déjà observés, avec un effet cumulatif et même contagieux en termes de progrès sociétal et de maturité « citoyenne » en devenir. Car malgré ses échecs à répétition, dont les principaux tenants

et aboutissants ont été mis au jour dans les Livres I et II des *Tempérants*, l'Histoire a un *sens* universel irrémédiable en direction de la démocratie et de la Paix, à travers l'incomplète résolution de l'équation sociétale unissant l'individu à la société, et chaque fois qu'un grand personnage historique a marqué son temps pour les siècles à venir, c'est parce qu'il a correspondu aux besoins largement majoritaires de son époque, qu'il a su comprendre et satisfaire pour gouverner spontanément dans le sens *commun* de la majorité historique, en introduisant la bonne innovation au bon moment, en particulier sur le plan politique et administratif.

Statistiquement, sur l'échelle de l'Histoire, la coïncidence entre l'apparition d'une grande personnalité et l'espérance fébrile d'un peuple ne représente qu'une rareté accidentelle, mais ô combien révélatrice de la nature finalement *populiste* de ces génies et autres bâtisseurs d'ères ou de civilisations sans précédent, dans le sens affectif de populaire et constructif, de visionnaire par rapport aux besoins du peuple concerné. Or, si les succès reconnus d'un Charlemagne, d'un Napoléon ou d'un de Gaulle perdurent à juste titre dans l'Histoire, s'agissant du cas français, c'est bien preuve que d'une certaine manière, toute politique respectant l'attente majoritaire d'un peuple suscite aussitôt les plus grands progrès historiques, quel que soit par ailleurs le régime institutionnel concerné, ce qui corrobore le principe démocratique majoritaire comme exprimant le *bon sens commun*, effaçant tous les risques extrémistes propres à un gouvernement minoritaire inéluctablement tenté par l'abus de pouvoir, y compris s'agissant parfois des plus grands personnages précités, au fil de leur « carrière » d'exception.

La dimension politique de l'Histoire ne s'avère donc bénéfique pour la paix sociale que lorsque le pouvoir est en phase directe avec la majorité populaire, tandis que tous les souverains et autres présidents habituels ne font au mieux que gérer l'existant sans rien inventer de notable, ou pire encore, par faiblesse ou par intérêt, se laissent peu à peu griser par l'abus de pouvoir au sein d'une minorité dominante, laissant ainsi les fragiles équilibres sociétaux basculer vers la crise suivante. Il est dès lors facile de comprendre l'intérêt sans précédent du délodisme

biéconomique, en tant que seule solution politique *et* socio-économique pour garantir à tout moment le respect de l'intérêt majoritaire, dans des proportions inégalables par quelque autre régime sociétal, et sans plus jamais avoir besoin d'un personnage historique « providentiel » comme pompier de service.

Du point de vue culturel du récit historique, tous les discours sur les périodes *prétempérantes* se trouvent donc marqués du sceau de la mythologie nationale ou communautaire, autrement dit du mensonge relatif et de la caricature plus que probable, s'agissant tout au moins de la parole dite « officielle » et des raccourcis scolaires, sans tenir grand compte des savantes recherches des historiens, et force est de remarquer que la violence permanente de cette Histoire oblige à filtrer les fautes les plus graves du passé tout en les déguisant en fonction de l'intérêt de la période présente. La conscience historique qui émane de ces multiples réécritures ne laisse que de vagues repères dans la mémoire de chacun, et l'optique tempérante aide à comprendre que le véritable patriotisme ne doit pas se construire sur la violence des siècles passés et sa triste alternance d'humiliations et de revanches sous la férule sclérosante de pouvoirs minoritaires, mais tout au contraire sur l'avenir commun d'une démocratie socio-économique universellement indispensable pour vivre en Paix et se rendre Justice collectivement. Jusqu'à présent, l'Histoire qui fonde le sentiment national ou communautaire n'est basée que sur des rapports de force et de compétition vitale aggravés par une échelle collective soumise à quelque intérêt privé, tandis que très bientôt, une nouvelle Histoire pourra voir le jour sur la base de principes délodistes concernant la politique, et biéconomiques s'agissant de la société civile, ce qui ne manquera pas de promouvoir une compréhension exhaustive et plus pertinente du passé, autorisant une transparence mutuellement rédemptrice eu égard aux horreurs provoquées autant que subies par nos aïeux de tout bord.

Les récits historiques qui fondent les patriotismes actuels sont hélas assimilables à des manipulations de masse, propres à conduire les peuples jusqu'aux pires violences contre telle ou telle minorité, voire tel

ou tel peuple voisin, alors même que la violence originelle et unique est celle que subissent *tous* les peuples *prétempérants* faute de pouvoir se gérer en délodistes et vivre en biéconomie, ce qui revient à dire qu'à ce jour, les histoires officielles sont toutes faussées par l'absence totale de légitimité objective des réalités qu'elles décrivent -et qui les décrivent. Cela induit le risque quasi permanent de voir apparaître des patriotismes détournés par le pouvoir, surtout lorsque ce dernier se sent fragilisé, car la tendance systématique de toute minorité dominante est de préférer le chaos à la remise en cause de sa position et de ses privilèges, en divisant les peuples entre eux ainsi qu'en leur propre sein, pour constamment accroître son pouvoir, quitte à transformer une socio-économie devenue bancale en machine de guerre, via une société de plus en plus policière et liberticide.

S'il est indéniable que l'Histoire participe à l'élaboration d'une fiction collective, il est tout aussi certain que les valeurs « nationales » qui dérivent du passé sont gravement biaisées et caricaturées au profit d'une classe dominante trop souvent illégitime, résumant l'évolution du passé à l'écume superficielle des combats entre leaders, et occultant de ce fait le rôle primordial du peuple en tant que créateur de richesse via ses initiatives socio-économiques et culturelles quotidiennes. Hormis de très rares périodes de leaderships motivés par l'intérêt majoritaire, la véritable conscience historique citoyenne devrait prendre en compte la violence sous-jacente à tous les rapports humains *prétempérants*, pour apprécier autant les deux côtés de chaque médaille, quitte à relativiser l'admiration que suscite la beauté d'une capitale monumentale comme Paris, en songeant au degré d'exploitation des provinces françaises qu'il a fallu atteindre pour ainsi centraliser autant de richesses artistiques et architecturales.

Ce qu'il y a de *positif* à travers l'Histoire de sociétés désormais mondialement interconnectées, dans le sens constructif d'une évolution cumulative *sensée* et en lien direct avec la pulsion inconsciente de notre humanisation, c'est la quête inexorable de bien-être sociétal à travers les pressions populaires, au nom de la justice minimale que suppose toute

communauté équilibrée. En effet, de la même façon que, d'un point de vue matériel, les avancées techniques sont universellement nécessaires pour s'assurer un minimum de confort (hélas encore si mal partagé via le gaspillage de la surabondance minoritaire sur le dos d'une pauvreté généralisée), d'un point de vue sociétal et surtout politique, la tendance inexorable conduit l'Humanité toute entière vers la démocratisation la plus complète possible, en dépit des récessions historiques périodiques et des retards de nombreuses cultures à cet égard.

De fait, l'histoire du capitalisme moderne a très logiquement coïncidé avec l'apparition du libéralisme politique des semi-démocraties de type représentatif, occasionnant une évolution cruciale qui fut en son temps un progrès indéniable, dès lors copié par un nombre croissant de pays de n'importe quelle souche culturelle, et à la demande expresse des peuples, même si cette progression fragile se prête à maintes imitations factices sous la domination de faux présidents réélus à vie et de leurs oligarchies. Or, Précisément, force est d'observer que les découvertes politiques des Lumières n'ont pas encore totalement abouti, en restant bloquées au stade intermédiaire de pseudo-démocraties animées par des classes ou « castes » de politiciens professionnels parfois pires que les souverains précédents, en osmose parfaite avec un mono-système socio-économique basé sur les travers que l'on sait, forgeant de son côté une société trop partiellement développée en matière de partage équitable, faute de progrès conceptuels ou scientifiques. Á la lumière du délodisme biéconomique, le fabuleux développement du capitalisme sous forme de libéralisme et sa correspondance politique « représentative » montrent la limite historique de leurs apports respectifs, et démontrent par leur excès et leurs dérives à quel point une nouvelle étape est désormais nécessaire, tant pour promouvoir comme il se doit la cause universelle de la justice et de la paix, que pour éviter de fatales conséquences écologiques.

Le *sens* de l'Histoire n'est autre que la construction d'un Bien Commun pyramidal incluant en pleine cohérence les quatre faces de la démocratie la plus directe possible, de l'égalité sociale minimale, de la liberté individuelle d'entreprendre, et d'un égal accès -effectif- à toute

satisfaction culturelle *sociétalement* vitale. Ce qui fait ainsi progresser les histoires communautaires et intercommunautaires dans cette unique direction vers la Justice et la Paix se capitalise en une conscience utile à la cause de l'Humanité, en parfaite compatibilité avec les plus grands idéaux éthiques, philosophiques ou religieux, et le temps est largement venu, au vu des fatigues oppressantes du mono-système mondial actuel, de poursuivre -et sans doute conclure- la démarche des Lumières et de la Révolution française, pour que les nobles principes de cette dernière deviennent réalité via la solution inévitable et universelle du délodisme biéconomique.

Á tout point de vue, c'est là l'étape logique d'une ère nouvelle, en parfaite continuité avec les principes républicains et démocratiques, permettant d'une part d'atomiser le pouvoir politique effectif entre tous les citoyens, sur la base de la démocratie locale directe, dans le bon sens sociétal d'une verticalité ascendante, et d'autre part -et surtout- de faire *vivre* lesdits principes dans la réalité socio-économique *et culturelle* des sociétés de demain. Il ne s'agit-là que de poursuivre jusqu'à son terme l'œuvre conceptuelle des Lumières, à un moment historique on ne peut plus propice, puisque tous les paramètres évolutifs sociétaux semblent pour la première fois coïncider, en pointant dans la même direction des solutions proposées dans ces *Réflexions*, et ce, quelle que soit la culture concernée. Dès lors, la notion jusqu'à présent toute relative d'identité collective ou de patriotisme peut prendre son meilleur sens possible, en tant que juste partage de valeurs républicaines et démocratiques aussi universelles que pacifiques, prouvant bientôt à quel point le délodisme biéconomique pourra changer la face de l'Histoire, non seulement dans sa prochaine teneur, mais aussi dans son mode d'évolution ultérieure, enfin devenu pacifique. En effet, la suppression *à leur source* des vraies causes de violence systémique, tant politiques que socio-économiques, apaisera les sociétés en empêchant la moindre accumulation d'injustice, de ressentiment, de jalousie ou de pouvoir *illégitime*, éradiquant *de facto* l'ensemble des conflits actuels sociétaux aussi bien qu'internationaux, et respectant au passage les si fragiles conditions de l'équilibre écologique planétaire.

Le vrai patriotisme, jusqu'à présent déformé via une « Histoire » faite par et pour les dominants en manipulant les peuples jusqu'au point de les sacrifier périodiquement, deviendra pacifique en s'universalisant sitôt que ces derniers se libèreront de toutes les formes d'asservissement politique, idéologique ou pseudo-religieux, dans la mesure où les seules valeurs et les seules causes qui méritent d'être défendues sont celles de la Justice et de la Paix, via des principes démocratiques jusqu'à présent insuffisamment appliqués faute de solution délodiste et biéconomique. La relecture de l'Histoire, ainsi autorisée par le point de vue *tempérant*, permet de comprendre l'*essence* de l'évolution sociétale humaine, en aidant à trier ce qui relève de la violence systémique et fait piétiner, ou pire encore, régresser notre marche inexorable vers l'humanisation, et ce qui relève du véritable progrès cumulatif favorisant la réalisation de cet idéal. En tant que citoyen dépendant d'un pouvoir encore en grande partie illégitime et dès lors abusif, en tant qu'être humain plus ou moins asservi par une société systémiquement injuste et violente d'une façon ou d'une autre, chaque personne consciente, au sens de *lucide*, ne peut ressentir aucune fierté « nationale » d'ordre patriotique, si ce n'est vis-à-vis des seules valeurs sociétales démocratiques éventuellement héritées des précédentes générations. L'ambiguïté culturelle actuelle du ressenti historique tient donc au fossé qui sépare la triste réalité des violences passées et de leurs conséquences présentes, des idéaux sous-jacents au *vrai* projet sociétal, à la façon du hiatus déjà remarqué concernant les principes éducatifs et la réalité sociologique des élèves. Il ne fait dès lors plus aucun doute que grâce à la Tempérance culturelle qu'induira le délodisme biéconomique, l'Histoire pourra réconcilier les plus beaux idéaux avec le vécu quotidien de chacun, en gommant ce qui oppose si artificiellement tant de citoyens entre eux, tout comme des citoyens de nations ou cultures différentes. Puisque les valeurs constituant ce qui est le plus cher aux humains sont *de facto* universelles, on peut en déduire que l'évolution pacifique ici proposée définira peu à peu une forme de citoyenneté quasi mondiale ou planétaire, une sorte de patriotisme sans frontière, qui n'empêchera en aucune façon de conserver le meilleur des caractéristiques culturelles locales, ni même de maintenir des frontières

devenues techniquement et écologiquement rationnelles. Cette forme de patriotisme portera fièrement le double nom de tempérance et tolérance.

Mieux encore, une fois l'exemplarité des peuples délodistes et pionniers devenue « contagieuse », l'existence des frontières ne pourra plus correspondre qu'aux valeurs et besoins logiques d'une autogestion à taille humaine, sans plus jamais véhiculer la moindre xénophobie ou agressivité, ce qui sera propice à équilibrer les relations internationales dans le respect des cultures utiles à l'épanouissement des peuples. En ce sens, le seul et véritable patriotisme réunissant une communauté apaisée n'est autre que *l'humanisme universel*, coloré en fonction de traditions et de cultures dont seuls les aspects compatibles avec la justice et la paix méritent d'être conservés et promus. Tout le reste n'est qu'un stupide et honteux amoncellement de déchets sociétaux, de ratés de construction et autres impasses architecturales dérivant du non-respect de notre double nature humaine, sur les quatre faces de pyramides aussi incomplètes que bancales, et au prix d'une violence autodestructrice pour l'Humanité. La solution délodiste et biéconomique s'offre à *toutes* les sociétés en tant qu'unique façon de fonder la Paix sur la Justice, tandis que la maturité des peuples, malgré de réelles différences de situation politique et autre niveau de développement socio-économique, rend déjà possible, et plus encore urgemment indispensable du point de vue *écologique*, le progrès sociétal de la Tempérance, tel que formulé à travers ces *Réflexions*. En effet, alors que s'effondre à l'échelle planétaire la « pseudo-pyramide » *multisociétale* de la mondialisation financière néolibérale, les nouveaux principes ici proposés permettent enfin de comprendre mieux que jamais auparavant les tenants et aboutissants de l'Histoire globale, et surtout de rationaliser les relations entre tous les humains dans ce qu'elles ont de techniquement et philosophiquement universel, en les dédramatisant par le biais de la justice et de l'égalité minimale, en appliquant la recette de la partition-répartition biéconomique dans son laboratoire délodiste.

Culturellement, le cœur battant de l'Histoire des humains est tout entier contenu dans la transmission et l'accumulation des *vrais* progrès d'intérêt universel, et ce, quelle que soit la face pyramidale concernée,

supposant dès lors à chaque étape un minimum de concordance et de complémentarité entre le politique, le social, l'économique et le culturel, sachant que, concernant toutes les ressources humaines et terrestres en jeu, l'*Homo Sapiens* s'est jusqu'à présent comporté comme un piètre architecte, gâchant beaucoup trop de matériaux et d'énergie par rapport à un résultat toujours aussi fragile, dont l'écroulement devient d'autant plus catastrophique que la taille du chantier augmente jusqu'à l'échelle planétaire. Si l'on pouvait mesurer le rendement *sociétal* et écologique des architectures passées, et a fortiori de la présente mondialisation, on s'apercevrait que le gaspillage ne fait qu'augmenter de façon désormais exponentielle, principalement en raison de l'injustice mono-systémique et de son corollaire antidémocratique, dont les contre-effets sociétaux sont justement de déconstruire au lieu de construire, produisant une anti-société toujours plus dévoreuse d'énergie, de temps et d'argent, via des replâtrages aussi impossibles que contreproductifs, comme il a pu être souligné précédemment. Cette destruction parallèle -et supérieure- à une pseudo-construction objectivement incohérente correspond précisément à tous les comportements de près ou de loin assimilables à la violence, à l'exploitation vitale de la liberté d'autrui, qu'il s'agisse de domination politique, socio-économique ou culturelle, ce qui laisse pantois devant la proportion des économies en tout genre qui seront bientôt réalisables via le délodisme biéconomique et tempérant. L'établissement définitif des conditions de la paix civile et internationale qu'instaurera et préservera la justice systémique des prochaines sociétés humaines permettra enfin d'économiser toutes les ressources dans l'intérêt commun des humains et de leur environnement planétaire, dans des proportions aujourd'hui insoupçonnables, entraînant dans son sillage, au meilleur cap possible, la réduction subséquente de notre impact écologique au strict minimum inévitable, et donnant son vrai sens au concept de décroissance relative, ou de croissance principalement qualitative, sous la forme finalisée des progrès socio-économiques et culturels tempérants.

Autant dire que la conscience historique de nos descendants, du point de vue culturel du tri nécessaire à tout héritage, sera très largement supérieure aux fables officielles ajustées au gré de l'intérêt minoritaire

de chaque période passée ou *prétempérante*, y compris concernant les actuels conflits historico-politiques, dont les causes méritent un détour analytique spécifique.

5 - Les Enjeux Culturels Historiques Internationaux.

Une approche identique aux enjeux étudiés plus haut en matière de langue s'impose à ce stade pour affiner l'analyse de l'Histoire, quitte à risquer de compartimenter une réalité trop complexe, sans aucunement prétendre à l'exhaustivité. Les observations précédentes montrent assez clairement que la fabrication d'une conscience historique collective est d'abord d'ordre sociétal, au travers d'enjeux de pouvoirs concurrentiels qui font évoluer les communautés « nationales » sur leurs quatre faces pyramidales, tandis que la mise en forme du discours correspondant se fait principalement sous la tutelle du pouvoir politique, le tout, au fil d'un chantier interminable qui tend vainement à pérenniser le meilleur, en gâchant l'essentiel faute de justice systémique minimale. Or, dès lors que de nombreux pays coexistent bon gré mal gré à la surface du globe, les diverses histoires sociétales s'entrechoquent au travers de relations *inter-sociétales* d'ordre *extra-frontalier*, développant maintes formes de contacts ou d'échanges plus ou moins pacifiques ou agressifs, dictés par les volontés minoritaires surdominantes selon leurs intérêts « privés », le plus souvent aux dépens de populations fondamentalement pacifiques, pour peu qu'une recette équilibrée comme le délodisme biéconomique leur soit fournie, puisque c'est toujours sous une direction illégitime, et à cause de la violence qui va de pair, que les « masses populaires » se laissent entraîner aux pires excès, à grands coups de propagande et autre manipulation. Dès lors, les récits historiques, ainsi que les consciences collectives qui s'élaborent, sont grandement biaisés par toutes sortes de raccourcis mensongers, dans le but inavoué d'entretenir et d'exacerber des nationalismes mortifères construits sur la haine, la fausse gloire des plus honteuses violences, l'esprit de revanche, et tant d'autres sortes de carburants idéologiques destructeurs, sources permanentes de guerres à répétition.

L'Histoire qui résulte à long terme de cette logique illégitime est donc celle des invasions directes, de l'esclavage, de la colonisation, et de mille et une formes de domination par ingérence étrangère délibérée, sachant que ces nombreux conflits principalement militaires ne doivent pas cacher d'autres façons de dominer tel ou tel pays voisin ou lointain, en utilisant maintes armes tout aussi efficaces, de nature économique et financière, ou plus subtilement encore, d'ordre culturel, idéologique ou religieux. Cela dit, les frontières étant peu ou prou modulables en maints endroits du globe terrestre, l'histoire aléatoire de tous ces conflits n'est pas fondamentalement différente des processus concurrentiels qui ont présidé aux constructions des sociétés qui s'affrontent, à l'échelle près, et les formes de patriotisme qui s'en nourrissent mélangent le meilleur au pire, en fonction de chaque situation. L'essentiel est de comprendre que ce qui mérite d'être défendu de chaque côté du fossé conflictuel, c'est l'héritage culturel positif de tout ce qui conforte la paix civile et se rapproche de l'idéal démocratique, à l'exclusion des injustices et des inégalités illégitimes propres aux systèmes qui mènent les peuples à la guerre totale, ce qui revient à dire qu'aucun conflit ne saurait apparaître entre des peuples devenus délodistes et biéconomiques. Par définition, une société *tempérante* et supérieurement démocratique ne saurait être en aucune façon belliqueuse, et son droit légitime à se défendre en cas d'agression extérieure correspond intégralement au patriotisme le plus authentique, celui qui est uniquement motivé par la préservation des valeurs humanistes universelles, contre l'ingérence directe ou indirecte de toute société « agressive », laquelle se trouve nécessairement prise en défaut de développement sociétal, en termes de niveau de *civilisation*. Dès lors, on peut affirmer que plus nombreux seront les pays devenus délodistes et biéconomiques, plus la planète sera épurée du sang inutile qui la souille, et l'origine *nationale* de tous ces conflits *inter-sociétaux extra-frontaliers* fait ici comprendre que seule la paix civile intérieure à chaque communauté pourra définitivement éradiquer toutes les formes de violence exportée. De plus, et en attendant les heureux effets d'une pacification généralisée, l'O.N.U, à condition d'être démocratisée dans son fonctionnement, devrait devenir la police mondiale pour décourager

activement tout pays agresseur et majoritairement avéré illégitime, en recrutant une armée *dénationalisée* auprès des nations partenaires, au lieu d'être le théâtre des hypocrites ballets diplomatiques qui reflètent si bien l'inégalité planétaire et l'ingérence permanente des dominants. En tout état de cause, il reviendra d'abord à chaque peuple de se libérer de ses surdominations *internes* grâce au délodisme biéconomique afin de devenir tempérant, sachant que les surdominants de tout bord, culturels, politiques ou socio-économiques, préfèreront toujours la macération des injustices et des violences jusqu'à la guerre totale à la moindre remise en cause de leurs illégitimes abus de pouvoir.

6 - Les Enjeux Culturels Historiques Intra-Sociétaux.

Á l'opposé de ces histoires aux dimensions internationales, et à l'intérieur même des pays officiellement définis, la conscience et la réalité historique peuvent aussi entretenir certains enjeux impliquant le passé et le présent de régions spécifiques dans leurs rapports vis-à-vis du pouvoir central, comme c'est le cas d'une province française telle que la Vendée, ou de la Catalogne dans le giron du royaume d'Espagne, tandis que de nombreux autres pays laissent bon gré mal gré subsister d'authentiques *nations* au sein d'une frontière commune, à l'instar de la Grande-Bretagne vis-à-vis de l'Ecosse, du Pays de Galles, de l'Irlande du Nord et de l'Angleterre. Au fil de l'histoire propre à chaque pays, ces enjeux *intra-sociétaux* montrent l'incroyable relativité de la notion de frontière, selon le critère retenu, ce qui prouve déjà le plus souvent que l'*unité* n'est pas incompatible avec la *diversité*, pour peu qu'un équilibre s'avère respecté en termes de pouvoir politique ou d'équité économique interrégionale. Ces divers enjeux suivent peu ou prou la même logique que celle des relations interindividuelles aussi bien qu'internationales, et corroborent en tout point le besoin de s'associer de façon mutuellement profitable au sein d'un ensemble plus grand que soi, ce qui suppose un rapport gagnant-gagnant « englobant » les quatre dimensions sociétales d'une pyramide de taille plus ambitieuse. Ici encore, en effet, tous les problèmes historiques ou actuels dérivent de maintes formes de violence

ou d'abus de pouvoir possibles, sachant hélas qu'il n'est aucune nation d'aujourd'hui qui ne se soit construite selon la loi du plus fort, ce qui laisse encore apparaître ici ou là des stigmates ou blessures ouvertes, dûment entretenues par les discours historiques correspondants. L'effet de telles relations sur les sentiments (sub)nationalistes ou régionalistes dépend donc directement de la façon dont l'annexion-fusion a fini par se cicatriser ou non, et il apparaît ici encore que chaque fois qu'un conflit perdure en la matière, c'est la conséquence -et la preuve- d'une forme ou une autre d'abus de pouvoir, symétriquement ressentie comme une privation de droits et de liberté d'ordre politique, socio-économique ou culturel.

Les puzzles interrégionaux de la plupart des pays ont l'avantage de montrer à quel point la notion de frontière est empirique et surtout plus encore *culturelle* que politique ou économique, ce qui souligne la nécessaire différence à établir entre la longévité historique méritée des traditions culturelles dans ce qu'elles offrent de meilleur, c'est-à-dire de compatible avec les valeurs humanistes et démocratiques, et la précarité temporelle périodique des comportements sociétaux négatifs ou violents qui se succèdent dans l'Histoire, sans parvenir à accumuler autre chose que les pires souvenirs possibles d'un effondrement à l'autre. Il est donc permis d'affirmer que les « bonnes » cultures propices à l'humanisation sont assurées de perdurer, à l'exemple des meilleures innovations socio-économiques ou politiques, et ne seront aucunement incompatibles avec un élargissement de frontières par ailleurs peu ou prou objectivement infondées, puisque ces dernières résultent de constructions faussées.

Dans un contexte délodiste et biéconomique devenu Tempérant, l'autogestion locale et départementale, voire régionale si nécessaire, ne devrait en rien freiner une libre association au sein d'entités de plus en plus grandes via des échanges gagnant-gagnant objectivement mesurés et vérifiables, tout en respectant la variété enrichissante des traditions typiques de chaque micro-société, en lieu et place des rapports de force si inégaux qui font la loi jusqu'à présent, et risquent de standardiser une improbable culture mondialiste dans laquelle plus personne ne pourra se

reconnaître. Au gré d'une évolution future bientôt apaisée, les frontières politiques pourront ainsi se relativiser et se redéfinir en se fondant sur des critères de saine complémentarité de plus en plus objectifs, surtout en matière de localisme écologique et d'équilibre pyramidal permanent, dessinant des compartiments géographiques plus *techniques*, propres à optimiser constamment les proportions pyramidales souhaitées par les populations concernées. Car c'est en partant de la base et des peuples, sans aucune possibilité d'ambition illégitime ou de violence invasive, que les constructions sociétales ou inter-sociétales du futur s'établiront spontanément dans les proportions idéales au gré de chaque époque, en fonction des moyens scientifiques et des ressources disponibles.

7 - Les Enjeux Inter-Sociétaux-Intra-Frontaliers.

S'agissant toujours de la conscience sociétale historique, le tout dernier cas de figure à décrire et commenter est celui qui concerne les pays à forte proportion d'immigration, pour des raisons aussi diverses que l'exploitation de travailleurs précaires ou diplômés par l'industrie et les services, l'accueil de réfugiés politiques ou climatiques, l'intrusion de nombreux migrants fuyant la misère de leur pays d'origine, ou toute autre raison imaginable, sans oublier de nouvelles formes plus subtiles de quasi-esclavage et autres juteux trafics d'êtres humains, en tout point aussi révoltantes que le commerce triangulaire d'une triste époque restée dans toutes les mémoires. Á la différence des sociétés provinciales très anciennes et peu à peu coagulées en nation, les populations importantes ainsi déplacées, dont les familles se caractérisent presque toujours par un taux de natalité très élevé, ont formé -et forment encore- de récentes communautés culturellement d'autant plus différentes de leurs « hôtes » qu'elles sont la plupart du temps issues des anciennes colonies de ces derniers, ce qui n'est pas sans intérêt du point de vue de l'intégration linguistique. Il va de soi que les civilisations ainsi mélangées sont plus différentes que jamais en termes de traditions, de mode de vie et souvent de religion, tandis que les « histoires » qu'elles partagent partiellement

seront vécues, racontées et psychologiquement ressenties de façon dès lors très particulière.

L'Histoire prétempérante, c'est-à-dire encore présente tant que le délodisme biéconomique ne sera pas en vigueur, par exemple en France, ne peut qu'être principalement conflictuelle et frustrante, puisque, au fur et à mesure que les anciennes colonies ont gagné leur « indépendance », les rapports de force qui avaient présidé à l'invasion desdites colonies se sont mués en une forme d'exploitation à domicile dans la majorité des cas, certes, en partie en raison de difficultés d'intégration réciproques, mais avant tout pour satisfaire aux intérêts financiers du néolibéralisme postcolonial, dans le seul but d'importer une main-d'œuvre corvéable à merci et ses légions familiales de néo-consommateurs. Concernant la présente Réflexion sur l'Histoire et sa conscientisation culturelle, force est donc d'observer que la violence mono-systémique du marché actuel et l'absence de cadre d'intégration démocratique de type délodiste, ne peuvent que produire *deux* histoires conflictuelles, tant concernant le passé impérialiste que les injustices socio-économiques présentes.

Ainsi, le douloureux souvenir des frustrations du passé colonial, exacerbé par les divers nationalismes qui ont nourri les justes luttes pour l'indépendance, entraîne chez ces populations, même déjà françaises, un récit historique victimaire et revanchard alimenté par les discriminations socio-économiques qui recouvrent encore statistiquement les frontières communautaires correspondantes, cela ne concernant pas uniquement le le cas des nouveaux arrivants ou migrants les plus récents, car l'absence d'intégration socio-économique vitale entretient un ressenti d'*étrangéité* croissant au fil des générations suivantes. Le sérieux malentendu inter-sociétal qui en résulte est à la source de tous les problèmes actuellement regroupés sous le terme flou d'*immigration*, réalité culturelle qui fera l'objet d'une Réflexion ultérieure, mais l'essentiel peut ici se résumer en quelques phrases du seul point de vue de l'interprétation *historique* des conflits culturels présents, en attendant de plus amples développements. En réalité, ce qui entretient le malentendu provient de la pérennisation d'une injustice socio-économique et mono-systémique en remplacement

de la précédente exploitation coloniale, ravivant de façon anachronique les multiples blessures du passé, faute d'identifier le cœur du problème présent. Par exemple, s'agissant de la France, les citoyens autochtones d'aujourd'hui se trouvent accusés du colonialisme de leurs aïeux, ce qui ne tient aucun compte de l'évolution d'une mentalité française qui, dans son immense majorité, n'est plus du tout raciste, mais peut le redevenir par réaction à des accusations qui concernent un passé révolu, et ce, d'autant plus que cette stigmatisation décalée a de quoi choquer un pays d'accueil devenu terre d'asile par vocation également humaniste.

Á bien y réfléchir, ce qui explique l'essentiel de ce malentendu tient beaucoup plus au présent qu'au passé, sachant à quel point il est aisé d'admettre les grands torts de générations précédentes sans que cela ne change rien au contexte actuel. Mais les réflexions historiques qui précèdent aident à comprendre que tous les conflits d'intégration liés à l'immigration dérivent directement des injustices socio-économiques, et dès lors culturelles aussi, propres à un système néolibéral exacerbé par la mondialisation dans son évolution de plus en plus déséquilibrée. Cela nourrit les pires discours racialistes et décoloniaux, sur le fond glauque d'un opportunisme pseudo-religieux manipulant certains citoyens par trop fragiles, et fait curieusement le jeu des pouvoirs politiques et socio-économiques, trop contents de diviser ainsi des peuples objectivement solidaires partageant d'une façon ou d'une autre, et bien malgré eux, le même statut de « sur-dominé » sous l'emprise illégitime de leurs maîtres respectifs, et subissant dès lors peu ou prou les mêmes turpitudes.

L'immigration massive et l'intégration de ses nouveaux citoyens mériteront de plus amples réflexions, mais il est d'ores et déjà facile de comprendre à quel point une république délodiste et biéconomique sera apte à intégrer dignement chaque nouvel arrivant légalement accueilli, puisque aussitôt, sur la base d'une gestion communale, voire à l'échelon de chaque quartier, tous les droits et devoirs de la Garantie Citoyenne permettront à chacun de se sentir partie prenante de la société d'accueil, moyennant le passage éventuel par un sas de formation en citoyenneté et de mise à l'épreuve face aux obligations légitimes correspondantes, le

cas échéant. La conscience de faire partie d'une société supérieurement humaine et égalitaire sur l'essentiel et le suffisant s'assimilera à un réel privilège propre à procurer une « fierté d'appartenance » au peuple ainsi rejoint, ce qui favorisera un patriotisme *républicain* basé sur le présent et l'avenir, plutôt qu'un orgueil souvent injustifié dérivant d'un passé foncièrement violent, puisque *prétempérant*. Dans ces conditions, il est certain que la conscience historique des uns comme des autres sera plus complète que jamais, effaçant les inutiles ressentiments hérités du passé au profit de la solidarité citoyenne présente, grâce au partage égalitaire minimal de l'essentiel, laissant chacun libre de se réaliser en fonction de ses mérites personnels.

L'universalisme évident des principes régissant une telle société aura un effet contagieux jusque dans les pays d'origine des populations plus ou moins récemment immigrées, suscitant un développement local propre à retenir de futures vagues migratoires potentielles au sein de leur contexte culturel traditionnel, tandis que de leur côté, les échanges internationaux s'en trouveront légitimement équilibrés, ne serait-ce que par l'influence du calcul minutaire. Mieux encore, l'alternance de luttes, de conflits, de victoires et d'humiliations qui a jusqu'à présent jalonné l'Histoire *prétempérante*, avec son triste lot de ressentiment et d'esprit de revanche, pourra prendre fin pour de bon en suscitant les conditions définitives d'une forme de repentance et de pardon généralisé, tant il est vrai que quasiment tous les peuples un tant soit peu développés ont de bonnes raisons d'avoir honte de certaines périodes de leur histoire.

Or tous ces errements collectifs sont désormais explicables, et dès lors excusables *concernant le passé*, grâce à l'effet de *table rase* ou de *reset* que représente l'apaisement délodiste et biéconomique, dans la mesure où ces fautes sociétales étaient dictées par la pesanteur socio-économique, laquelle se trouve enfin élucidée et maîtrisable, y compris s'agissant des dimensions politique et culturelle correspondantes. Là se situe sans doute le palier le plus crucial de l'Histoire humaine, l'unique occasion d'une réinitialisation définitivement bénéfique pour la Justice et la Paix sur Terre, la condition d'une compréhension universelle des

rapports humains touchant aux quatre faces pyramidales, ouvrant la voie à bien d'autres recherches et découvertes, et permettant aux générations futures de faire l'économie du malheur, de la violence et du gaspillage, seule et unique issue face au mur de l'impasse planétaire actuelle. Car, par le biais des innovations conceptuelles tempérantes, chaque société humaine, chaque communauté culturelle, pourra partager la suite de son histoire avec celle des autres « peuples », sans perdre le meilleur de sa propre identité, permettant ainsi de mutualiser toutes les qualités d'une Humanité enfin *accomplie*, sans plus jamais se laisser diviser à nouveau par les défauts d'un autre âge. C'est en ce sens que les humains sortiront de l'*Histoire* et de ses vains rapports conflictuels pour entrer de plain-pied dans l'*Après-Histoire* de la Paix, via la *tempérisation* définitive de leurs cultures.

Juin 2021

Réflexions Culturelles 6

Arts et Patrimoine Esthétique

1 - L'Indispensable « Futilité ».

La création artistique, le goût d'une forme de beauté et la quête d'une expression sans cesse renouvelée définissent l'Humanité au même titre que toutes les dimensions « culturelles » déjà mentionnées depuis le premier tome des *Tempérants*, mais en relation directe avec le besoin de provoquer une émotion gratuite, dans le sens « d'inutile », puisque, dans l'absolu, cette dernière peut aller jusqu'à se libérer de toute *nécessité* d'ordre strictement matériel, intellectuel ou physique. Á la différence de bien d'autres êtres vivants, où, pour être plus précis, à leur propre degré supérieurement conscientisé, développé et créatif, les humains s'avèrent aptes à percevoir et savourer la beauté comme la laideur toutes relatives de leur environnement naturel ou sociétal, et surtout à s'en inspirer pour les reproduire et les « transcender » par l'expression d'une émotion à la fois unique dans sa création et multiple dans sa réception, souvent sans aucune raison strictement utilitaire, au prix de la recherche constante d'un *langage* technique approprié, pouvant aller du plus simple au plus sophistiqué, comme du plus concret au plus abstrait. Dans l'absolu, *tout*

est artistique sitôt que des humains s'appliquent à la moindre action volontaire, par un mélange aussi variable qu'inévitable d'inspiration et de réflexion, tant il est avéré que chaque métier gagne à être exercé dans *les règles de l'art*, et que même les pires contextes peuvent tristement encourager *l'art de la guerre*, au sens d'un esthétisme stratégique. Au-delà même du dépassement éventuel d'une maîtrise technique, force est d'observer que les professions revêtant une dimension créative suscitent le besoin irrépressible d'ajouter une beauté formelle gratuite, un « petit plus » propice à rendre la moindre chose unique et personnalisée, ainsi que chaque action *originale*, dans le but délibéré de flatter les sens, via une émotion plus ou moins ressentie ou intellectualisée.

Cela dit, le présent chapitre concernera typiquement les contenus habituels et les responsabilités propres à n'importe quel ministère de la Culture, regroupant, sans aucune classification prioritaire ni arbitraire, des activités aussi variées que la littérature (et plus particulièrement la poésie), les « beaux-arts », incluant eux-mêmes le dessin, la peinture, la sculpture et le design, auxquels il faut ajouter la musique et la danse, les arts dramatiques et cinématographiques, et l'architecture, pour ne citer que les domaines les plus fréquemment connotés au terme de *culture*. Ce résumé non exhaustif, listant les principales formes d'expressions et autres spécialités artistiques usuellement chapeautées par un ministère approprié, définit une dimension très particulière de chaque société, en relation logique avec la géographie, l'histoire et l'influence majeure de ces paramètres spatio-temporels sur toute population humaine, laquelle devient un *peuple* au travers des traditions et des innovations esthétiques propres à chaque identité culturelle commune.

Au fil du temps, les « productions » artistiques correspondantes, tant individuelles que collectives, s'accumulent et se « partagent » sous la forme d'un trésor patrimonial, dont le tri et la valorisation sociétale définissent la facette artistique d'un précieux héritage culturel, lequel s'apparente à un miroir reflétant les apports continus ou disruptifs de chaque époque, tandis que la forme et le contenu des « messages » ainsi transmis sont inspirés par les sources naturelles et sociétales du ressenti

des artistes et autres créateurs. Dès lors, indépendamment des notions de propriété intellectuelle, matérielle ou légale des œuvres et des créations, la notion de patrimoine collectif s'impose avec le temps, ne serait-ce que sur un plan affectif et psychologique, pour devenir objet d'étude et de transmission, en particulier via l'Éducation, suscitant une émotion et une sensibilisation dont les mises en commun réunissent les citoyens en confortant une identité culturelle constamment évolutive. Ainsi donc, la futilité de l'art n'est qu'apparente puisque le moindre outil et la moindre machine sont *aussi* volontairement peaufinés de façon esthétique, pour le plaisir procuré par leur finition ou présentation extérieure, à l'instar des magnifiques métiers à tisser conservés jusqu'à nos jours, sans même parler des architectures industrielles de la même époque. Le patrimoine artistique résultant de l'histoire est plus visible encore dans nos cadres urbains et ruraux qu'au sein des musées d'aujourd'hui, témoignant de la nécessité mystérieuse et paradoxale qui rend l'art aussi vital que la plus élémentaire des nourritures terrestres.

S'il paraît indispensable de s'alimenter pour survivre, il est tout aussi nécessaire de s'esthétiser pour vivre, de savourer ainsi la poésie et la beauté des formes, des volumes, des textures et des couleurs via leurs agencements infinis, à la façon d'un indispensable repas raffiné en une dégustation gastronomique agréablement agencée. En relation directe avec notre nature *humaine*, l'art cultive le jardin secret des sensations et des émotions les plus affranchies de toute contingence matérielle *subie*, jusqu'au point de nous faire parfois entrevoir la magie ou le mystère de la spiritualité, bien au-delà des mots, et même lorsque ces derniers font partie des matériaux de l'expression concernée. Que la source inévitable d'inspiration soit dans la Nature ou dans la Société, l'art est avant tout une transcendance, un dépassement émotionnel, l'occasion toujours trop rare d'entrer dans une parenthèse atemporelle ou intemporelle selon le cas, soit pour ressentir un mieux-être immatériel de façon contemplative en savourant telle ou telle création d'autrui, soit pour entrer en vibration au diapason de la Création en ajoutant sa propre musique au concert de la Vie, ne serait-ce qu'en tant qu'amateur ou dilettante. C'est l'occasion d'une prise de distance propre à aiguiser toujours plus finement l'unique

sensibilité de chacun, selon les attentes de son *moi* le plus profond, et en relation -voire en réaction contre- un ressenti existentiel plus ou moins conscientisé. Il en résultera le plus souvent la recherche de sensations peu ou prou compatibles avec le tempérament, le caractère ou l'humeur variable de chacun au moment précis de la réception ou de l'expression du message porté par l'œuvre contemplée ou créée, pour exorciser les douleurs et autres souffrances dérivant des blessures de la vie ou tout au contraire célébrer les bienfaits d'une quête infinie de beauté et de quasi-perfection.

En ce sens l'artiste, tant amateur que professionnel, exprime à sa façon le combat mystique entre le plus et le moins, le bien et le mal, le bon et le mauvais, bien au-delà de l'expression d'une morale explicite, ce que par ailleurs l'aspect magique, superstitieux et pré-religieux des premières créations artistiques atteste depuis les débuts de l'Humanité. D'un point de vue historique et anthropologique, la vocation religieuse des plus grandes réalisations artistiques et architecturales révèle à quel point l'art a été, est, et peut encore être l'expression des humains face à leurs interrogations existentielles les plus fondamentales. En effet, en dépassant la simple transformation utilitaire du monde par une *création* artistique aussi injustifiable que délibérée, l'être humain communie peu ou prou avec le Mystère de l'Existence, dans le sens de la Vie, dont le propre est d'ajouter non seulement un *plus*, mais un *mieux*, via le besoin irrépressible d'une évolution d'ensemble observable depuis la structure atomique jusqu'à l'expansion cosmique, nonobstant l'entropie propre à la matérialité et aux accidents régressifs de certaines périodes d'un vécu sociétal ou individuel, s'agissant en particulier de la flore, de la faune et de l'Humanité.

Aussi impalpable qu'elle puisse paraître par définition, l'*essence* de toute création artistique semble pour autant respecter la binarité de son objet, en étant autant imprégnée de réactivité que de de créativité, au point que l'on pourrait à proprement parler de *créactivité*, tandis que, selon la même dualité propre à toute existence, son résultat en tant que message, ne devient complet qu'en fusionnant autant de négativité que

de positivité. L'hypersensibilité souvent associée à la création artistique implique un côté réactif face à tel ou tel aspect d'une réalité perçue via le prisme d'une forme de poésie ou d'émotion indicible, en fonction du regard propre à chaque créateur, mariant les bonheurs et blessures de sa vie à l'évolution contextuelle de son environnement, ce qui montre à quel point tout artiste *complet* gagne à s'imprégner de l'air du temps, à la façon d'une éponge absorbant le plasma subtil de la société et de la nature qui l'entourent. Mais cette dépendance réactive se trouve aussi transcendée par une dimension créative, innovante sur la forme ou sur le fond, par laquelle l'artiste peut exprimer une « valeur ajoutée » unique et dès lors irremplaçable, développant son propre langage en exprimant son ressenti particulier dans l'espoir d'en faire partager l'émotion.

Qu'il soit inspiré par la quête d'une forme de beauté originale, ou par la dénonciation d'une laideur existentielle insupportable, l'artiste interprète le monde à sa façon, tandis que son œuvre deviendra d'autant plus forte et complète qu'il saura inclure le plus large éventail possible d'émotions et de contrastes, à la façon d'un tableau faisant vibrer toute la gamme des formes et des couleurs, ou d'une œuvre théâtrale alternant -ou mieux encore mixant- le tragique et le comique, tel le chef-d'œuvre d'Edmond Rostand. Le détachement qu'autorise le recul artistique vis-à-vis de l'existence procure une libération jouissive et exacerbée des sens face aux frustrations d'une condition terrestre imparfaite, et l'art, en tant que miroir, le plus souvent déformant et caricatural, permet d'apprécier une forme de beauté paradoxale quel que soit le support ou prétexte de la création d'une œuvre, transformant ainsi chaque activité créative en un baume des plus apaisant face à quelque besoin de résilience que ce soit.

Mieux encore, l'art continue de se produire en se consommant, dès lors que la contemplation d'une œuvre est elle-même assimilable à une interprétation créatrice dans l'affect et dans l'intellect de celle ou celui qui en savoure le « message », tant il est avéré que tout ouvrage -littéraire ou non- est différent pour chacun de ses lecteurs, en dépit des définitions communes des mots d'un même dictionnaire officiel. Quel

que soit le matériau de base utilisé, les sensations et autres sentiments qui accompagnent toute « consommation artistique » parlent avant tout à l'*âme* du contemplateur, y compris lorsque ce dernier se trouve activé par le pouvoir rythmique et mélodique d'une musique dansante, au point de s'exprimer physiquement dans une transe communicative. Dès lors, peu importe ici l'impossible définition exhaustive de la « beauté », ni la recherche d'une perfection artistique inaccessible, du moment que tout émetteur ou receveur de ces œuvres supra-langagières dépasse d'une façon ou d'une autre les contraintes de sa condition terrestre, via une forme de communication sans mot, ou par-delà les mots. Car le vrai but du message transféré est finalement -du moins dans l'idéal- d'enrichir la sensibilité des artistes et de leur public, qu'il s'agisse de partage d'ordre individuel ou collectif, selon le cas.

2 - Création Artistique et Sociétés Prétempérantes.

De façon plus ou moins explicite, cette recherche d'esthétisme se double toujours de la transmission d'un sens « critique » par rapport à l'existant, voire de l'apport d'une nouveauté formelle ou fondamentale plus ou moins « *inspirée* », selon les moyens d'expression et l'honnêteté relative des artistes, dont le « bain sociétal », conforté par les multiples contacts s'établissant entre créateurs, tend à produire des « écoles » de pensée grandement influencées par l'atmosphère de chaque époque, et le plus souvent reconnues du vivant des artistes, puisque d'une façon ou d'une autre, ces derniers ont besoin d'être soutenus et sponsorisés par la société, ce qui constitue tout le paradoxe de leur statut très particulier. En effet, de même qu'ils sont chargés d'aller bien au-delà des modes déjà établies à travers une quête éperdue d'avant-gardisme, tout en ne forgeant leur créativité qu'en réaction émotionnelle à leur époque, les artistes censés être professionnels se trouvent enfermés dans le dilemme consistant à critiquer -souvent très violemment- la société qui les nourrit plus ou moins bien, avec le risque inhérent à toute starification en cas de réussite trop flagrante.

Il en résulte une ambiguïté pour le moins embarrassante, voire une hypocrisie de situation propre à restreindre la liberté indispensable à toute expression artistique, au risque d'infecter le contenu de la création correspondante, sachant qu'à l'instar des autres dimensions sociétales, l'art est aussi un vaste marché concurrentiel et spéculatif, trop souvent dépendant de la minorité dominante de chaque période historique, en particulier s'agissant des plus grandes réalisations. Aux commandes des princes et autres monarques nourrissant maints artistes peintres, poètes, sculpteurs, musiciens et architectes, a succédé le flirt douteux unissant les milliardaires aux célébrités artistiques d'un marché de l'art de plus en plus monopolisé, sur fond d'enchères et de placements qui, sous le pâle couvert de l'amour de l'art, préservent plutôt fébrilement la passion du dollar.

La quête d'originalité abusive dérivant de cette marchandisation détourne peu à peu les artistes de leur fraîcheur première en les polluant par le biais de l'argent et d'une idolâtrie pour l'innovation des moyens aux dépens des fins et du sens, encourageant un snobisme fabriqué de toutes pièces, noyant sous la sophistication de pirouettes discursives des critères d'appréciation et d'évaluation toujours subjectifs et spéculatifs. Le marché lucratif ainsi constitué se referme sur une catégorie d'initiés qui monopolisent les tendances et dictent la mode en fonction d'intérêts pour le moins ambigus, sous le prétexte d'un intellectualisme autorisant autant d'arnaque que de génie, tandis que le club sociétal ainsi constitué fait preuve d'un séparatisme *culturo-esthétique* aux antipodes des goûts et ressentis majoritaires, sans faire évoluer de façon à la fois progressive et émancipatrice la conscientisation et la jouissance artistiques actives ou passives de l'ensemble des citoyens. Dans presque toutes les activités artistiques *élitistes*, les créateurs ou interprètes devenus professionnels ont tendance à « vivre » leur passion entre eux, à *se* faire plaisir avant tout au sein d'un microcosme d'initiés, suivant un nombrilisme abusif dont l'extrémisme plus ou moins sophistiqué n'apporte guère plus que les piètres qualités artistiques des consommations culturelles de masse, à l'autre bout du spectre sociétal.

Les « productions » et « consommations » artistiques reflètent la diversité des catégories sociales, des identités culturelles et plus encore des générations concernées, sachant que les artistes sont des citoyens comme les autres, soumis à la concurrence impitoyable du marché qui les fait vivre, réussir ou disparaître, en grande partie en fonction de leur originalité quant à la forme ou au contenu de leur création, à tel point que leur liberté d'expression s'en trouve paradoxalement « contrainte », comme en témoignent les scénarios de la plupart des films, pièces de théâtre ou autres séries télévisées. L'industrialisation des productions et la concentration croissante des réseaux de distribution entre les mains d'une minorité de décideurs privés (sociologiquement compatibles avec la caste surdominante) ont pour effet de réduire l'offre et d'exclure de nombreux artistes ou créateurs trop indépendants, en dépit des nouvelles potentialités offertes par la *toile*, ses chaînes Youtube et ses libres blogs de néo-influenceurs.

Dans un cadre sociétal encore *prétempérant*, l'art n'étant qu'un reflet culturel particulier de chaque communauté humaine, il n'est guère surprenant d'observer un étrange contraste entre la pauvreté désopilante des divertissements proposés, voire imposés au peuple, en particulier via le marché privé, et le raffinement financièrement excessif et socialement exclusif que des services culturels souvent publics proposent aux initiés, en dépit du vernis médiatique de certaines opérations de communication sous forme de vulgarisation éphémère. Ainsi, à l'image d'une répartition socio-économique devenue peu à peu plus inégalitaire que jamais, le monde artistique professionnel et public, bien qu'officiellement chargé de diffuser toutes les formes d'art auprès de l'ensemble des citoyens, parvient de plus en plus difficilement à faire « évoluer » les goûts et la conscience artistique de ces derniers, comme en témoigne la répartition sociologique de la fréquentation des musées et autres médiathèques, en dépit du gonflement des chiffres par la prise en compte systématique des groupes scolaires.

Les marchés privés et publics de l'art, ainsi que les nombreuses structures mixtes associant ces deux modes de financement, sont donc

assujettis, d'une part, au bon vouloir de quelques mécènes milliardaires en compétition culturelle et financière pour placer leur fortune tout en se forgeant une image respectable pour la postérité, et d'autre part, au club fermé de spécialistes en lien direct avec des autorités politiques toujours minoritaires au sens légitime et proprement démocratique du terme, ce qui, dans les deux cas, induit des choix difficilement compatibles avec les attentes de la majorité citoyenne. Dans la mesure où, par ailleurs, les décideurs spécialistes se cooptent largement en une sorte de microcosme sociétal, les créations artistiques sélectionnées ou encouragées ne font que renforcer des préférences et des intérêts minoritaires, y compris vis-à-vis des politiques culturelles censées influencer et orienter la masse des consommateurs d'art populaire, comme c'est visiblement le cas en matière de diffusion radiophonique et télévisuelle, privée ou publique. Ainsi, parce que le mono-système socio-économique et politique se fait minoritairement accaparer sur un mode de pouvoir centralisé, les degrés extrêmes de l'éventail possible d'épanouissement artistique se trouvent toujours plus avantagés, engloutissant les moyens humains et financiers afférents, aux dépens de l'attente et des besoins culturels de la grande majorité des citoyens.

En lieu et place d'une culture impliquant la quasi-totalité de ces derniers, et offrant un panel *complet* de créations et de contemplations propres à faire constamment évoluer l'ensemble d'une société donnée, on obtient tendanciellement une *sur*-culture élitiste et exclusive que ses propres excès font dériver vers un snobisme auto-décadent, et une *sous*-culture populaire promouvant trop souvent les plus bas instincts afin de divertir la masse des exploités sans lui donner une chance d'évoluer, si ce n'est uniquement dans le sens de l'intérêt des élites minoritaires. Au milieu de cet écartèlement d'offre dès lors pseudo-artistique, les options culturelles potentiellement les plus équilibrées, propres à établir un pont continu stimulant chacun à progresser en termes d'émotion active ou passive en matière d'art, sont *de facto* interdites ou ignorées, à l'instar de la disparition des restaurants au meilleur rapport qualité-prix au seul profit des propriétaires de Macdo *ou* d'établissements étoilés.

Il s'agit-là d'un faux choix culturel, dont les effets visibles sont de faire stagner, voire régresser, la sensibilité de l'immense majorité des citoyens, et d'encourager des « abus » de créativité pouvant hélas aller jusqu'à la décadence des mœurs artistiques, sur fond de perte de sens et sous forme de provocation, selon la triste logique d'*extrémisation* déjà maintes fois observée en matière socio-économique et politique, tandis que les incommensurables volumes d'argent privé et public en jeu se trouvent de moins en moins bien répartis entre les artistes ou créateurs, pour finir engloutis et gaspillés au travers de prix rendus indécents par la spéculation. On est dès lors très loin de l'art gratuit et libéré de tout intérêt matériel, et plus éloigné encore de la quête d'un esthétisme en progression vers un *absolu* qualitativement apaisant et propre à élever le degré d'humanité des artistes dans leur véritable fonction sociale. La loi du marché, certes jusqu'à un certain point nécessaire, mais tôt ou tard excessive faute d'équilibre systémique, applique par défaut son principe de suprématie financière et de monopolisation des choix, induisant les mêmes conséquences déséquilibrantes sur les plateaux de la fameuse balance sociétale, y compris dans ce domaine culturel particulier.

La création artistique peut inclure un travail d'équipe, mais force est de constater qu'a priori, l'inspiration et l'activité originale à la base de toute œuvre artistique sont le fait d'individualités plutôt introverties, isolées du reste du monde, dont les modes de vie atypiques vont souvent de pair avec la liberté d'un point de vue novateur, ce qui a naturellement tendance à éloigner nombre d'artistes des préoccupations quotidiennes de leurs contemporains, tout en favorisant conséquemment, au sein de leur propre communauté, une solidarité intellectuelle très spécifique, un entre-soi professionnel inévitable dont les contacts extérieurs se limitent aux réseaux obligés et balisés des agents, acheteurs et autres diffuseurs. Le microcosme sociétal qui en résulte n'a donc rien de surprenant, mais le risque inhérent de séparatisme, propre à toute profession un tant soit peu spécifique, peut être aggravé dans ce domaine par un isolement plus réel que dans toute autre activité. Supposant autant de solitude que de sensibilité, la création inspirée condamne la plupart des artistes à une forme d'auto-exclusion sociétale propre à entretenir un étrange mélange

de spleen et d'incompréhension, ce qui nourrit l'originalité de chaque œuvre tout en risquant de la rendre stérile sous l'effet d'un nombrilisme excessif. Le fait de devenir un artiste-créateur professionnel, a fortiori à temps complet, peut aussi aliéner la liberté apparente d'un tel statut par l'obligation de produire pour un marché, de satisfaire des commandes et de subir une routine, ce qui érode peu à peu la fraîcheur des idéaux de départ en prostituant une légitime quête d'absolu sous la relativité de compromis parfois vécus comme des compromissions. Les effets d'une telle contradiction peuvent se ressentir sur la nature même et l'évolution de l'œuvre individuelle au fil des années, et plus encore sur l'équilibre émotionnel et psychologique de chaque artiste, incluant jusqu'aux pires dérives comportementales d'un quotidien écartelé entre vie privée et vie publique, succès et échecs, aux conséquences parfois aussi paradoxales que dévastatrices sur des sensibilités par définition exacerbées.

En contexte mono-systémique sous domination minoritaire, les créations valorisées sont donc essentiellement le fait de *professionnels* dont les leaders sont très peu nombreux et doivent être adoubés d'une façon ou d'une autre par une « élite » dirigeante puissament politique, culturelle, et par-dessus tout, financière. C'est en effet la condition pour pouvoir profiter d'un réseau relationnel réservé et être promu par une industrie des arts centralisée entre quelques mains, une caste regroupant tous les décideurs publics et privés, un club sociétal bien huilé au sein duquel copinage et hérédité garantissent des privilèges durables, avec l'appui « forcé » des écoles et filières de formation appropriées. Comme on peut aisément s'en douter, un système de promotion artistique au sein duquel les relations deviennent plus importantes que l'authenticité de toute passion créative devient aussitôt *sociétalement injuste*, puisqu'il peut aussi bien promouvoir des pseudo-créateurs sans valeur qu'ignorer de véritables génies potentiels, et plus encore gouverner les tendances culturelles et artistiques du moment sans aucun égard envers l'ensemble des citoyens, avec pour résultat visible l'*inégale* répartition des chances culturelles, comme des expressions et contemplations ainsi promues.

En effet, cette monopolisation des pouvoirs artistiques, résultat direct de l'absence de démocratie culturelle minimale, rend impossible l'expression *majoritaire* dans ce domaine comme dans les autres, en ce sens qu'elle ne favorise -et dès lors exagérément- que les extrémités de l'éventail créatif sociétal, à savoir, l'élitisme ruineux du sommet et le consumérisme débilitant de la base, tandis que les citoyens appartenant aux classes moyennes sont conséquemment privés de leur droit à cette dimension essentielle de l'existence, ne trouvant quasiment aucune offre artistique correspondant à leur attente en tant que spectateur, *récepteur* ou contemplateur, ni même aucune chance de pouvoir s'exprimer et de trouver un public en tant qu'interprète, *émetteur* ou créateur. D'où la condamnation d'une majorité des citoyens à la stagnation ou régression culturelle en lieu et place de l'émancipation que chacun mérite, alors que c'est cette même population qui supporte l'essentiel des coûts d'un tel système. Les inégalités déjà insupportables observables dans le cadre éducatif de ce « mono-culturalisme » sociétal se prolongent ainsi dans le domaine des arts et de la création artistique, au travers d'une triple peine subie a minima par les quatre cinquièmes de toute population dominée de façon illégitime de fait, par absence d'offre culturelle émancipatrice, interdiction d'expression artistique, et, pire encore, obligation d'adopter les goûts et valeurs idéologiques « extrêmes » des minorités du sommet comme de la base, sous leurs travers les plus caricaturaux.

Qualitativement, le résultat corrélé à cette injustice systémique n'est pas meilleur, puisque cette anti-répartition sociétale encourage les pires excès dans la teneur même de la plupart des créations artistiques et culturelles, via la triste symétrie de toutes les formes de décadences, tant intellectuelles que comportementales, qu'une surenchère d'originalité exacerbe au-delà de toute décence, suivant en cela un étrange parallèle avec l'incohérence totale des prix, revenus et autres enjeux financiers de ce même domaine. Sur fond de discrimination systémique, tant négative que positive, la démagogie induite par les déséquilibres observables ne fait que promouvoir le plaisir de choquer artistiquement bien au-delà du nécessaire ou du suffisant, ce qui équivaut à une forme ou une autre de *violence* culturelle dont la pire conséquence est d'éloigner les citoyens

en les divisant via une incompréhension mutuelle croissante, au lieu de susciter l'envie d'un partage d'émotion artistique profitable à tous. Les artistes, spécialistes et autres connaisseurs, principaux responsables de la mise en commun des richesses patrimoniales, se trouvent dès lors écartelés par des contraintes stratégiques incompatibles qui les font sans cesse « penduler » entre un snobisme abscons et une vulgarisation quasi insultante, sans jamais parvenir à se libérer du diktat de l'argent et de sa répartition par trop inégale dans ce domaine aussi, devenant plus ou moins volontairement complices de l'abrutissement des masses et de la mise en place de contre-valeurs culturelles, en osmose avec les priorités idéologiques du moment, qu'il s'agisse d'un contexte de dictature ou de pseudo-démocratie. La déconnexion des moyens d'expression artistique par rapport aux besoins sociétaux majoritaires est enfin aggravée par le rétrécissement constant de leur contenu et de leur sens, en dépit de la multiplication apparente de formes devenues vides, puisque, sous l'effet de la standardisation encouragée par la concentration des créateurs ou promoteurs d'œuvres artistiques, ce sont toujours les mêmes discours et les mêmes opinions culturelles minoritaires qui s'imposent et tournent en rond sur leur nombril. D'où le transfert de la quête artistique de fond sur la recherche d'une forme toujours plus surprenante, aux dépens d'un progrès en direction de la beauté et de l'émotion, que ces deux dernières soient explicites ou paradoxales. D'où, également, la vaine inflation de commentaires vaseux et de descriptions ubuesques devenus désormais indispensables pour faire apprécier la plupart des œuvres actuelles, en lieu et place de l'autonomie créative d'un véritable contemplateur, dont l'aventure esthétique gagne à être indirectement suggérée par la création artistique elle-même, en toute liberté d'interprétation réceptive.

La valeur sociétale et pédagogique de toute communication, que suppose normalement la moindre expression artistique, disparaît peu à peu au profit de l'emballage, à l'image de la nourriture industrielle des supermarchés, dont la teneur appauvrie, insipide et toxique ne saurait être compensée par les couleurs chatoyantes d'un packaging trompeur, tandis que le gaspillage d'énergie créative qui résulte de cette évolution déséquilibrante se réduit en grande partie à la traduction artistique d'une

perte de boussole en termes d'élévation de l'âme humaine. En ce sens, les mœurs artistiques, au travers d'une expression dépressive majoritaire et de plus en plus caricaturale, particulièrement dans les sociétés les plus urbanisées, expriment la souffrance de citoyens-artistes hypersensibles face à l'impasse actuelle des dictatures et autres *démocratures* mono-systémiques, tant il est vrai que, paradoxalement, le mal-être peut aussi inspirer de grandes et belles œuvres pour toucher le cœur d'autrui. Les poèmes les plus poignants peuvent fleurir sur la pire détresse morale, et le mystérieux paradoxe de la transcendance artistique s'exprime aussi dans l'esthétisation des travers de l'existence, mais tout est une question de justes proportions, car lorsqu'une société n'inspire plus que l'excès dans la forme de son expression artistique, et une dépression croissante et morbide dans son contenu, c'est la preuve la plus incontestable d'une décadence sociétale historique et de l'absolue nécessité de construire tout autre chose. En d'autres termes, la grand-voile de l'art se déchire et la mâture de son mode d'expression s'incline au fur et à mesure que le bateau ivre gîte et sombre.

Les besoins artistiques extrêmes précédemment décrits peuvent être tout-à-fait légitimes et correspondre à des expériences créatives et culturelles délibérément choisies par curiosité, surtout lorsque l'*humour* en relativise la nature excessive, ce qui revient à dire qu'une certaine proportion de défoulement esthétique, populiste ou élitiste selon le cas, ne saurait disparaître du paysage à venir, à la façon d'un piquant grain de sel scatologique ou rabelaisien fondé sur les bienfaits du rire. Mais la disproportion quantitative de ces excès qualitatifs et la symptomatique prise au sérieux des « messages » qui les sous-tendent sont révélatrices d'une absence totale de choix majoritaire, d'une discontinuité béante de l'éventail sociétal potentiel et nécessaire dans ce domaine si crucial pour l'équilibre de chacun. Cela exacerbe culturellement l'éloignement des plateaux de la balance communautaire précitée, en les opposant dès lors sans aucune transition majoritaire et progressive, ce qui fait perdre tout sens *sociétalement* utile à ces modes et degrés extrêmes d'expression, en les privant ainsi de leur raison d'être par rapport à un *bon sens commun* artistique et minimal. Et c'est ainsi que le sens de l'humour caricatural

finit par se muer peu à peu en violence provocatrice croissante, tant dans l'intention que dans le ressenti de maintes formes d'expression.

Au bout du compte, le produit culturel de ces extrêmes s'annule dans la majorité des cas en détruisant les repères esthétiques, mais aussi techniques et « signifiants », propres à chaque domaine artistique, via un écroulement propice à tout mélanger en débordant très largement des frontières inter-artistiques, encourageant un melting-pot interculturel et spatio-temporel où s'entrechoquent l'histoire et la géographie, comme les traditions et les idéologies, témoignant ainsi du vaste bouillonnement à l'œuvre sous la direction d'une mondialisation hélas financièrement et politiquement aussi injuste qu'illégitime. Les échanges artistiques en jeu procurent un enrichissement mutuel spontané et à coup sûr prometteur en tant que vecteur de tolérance universelle, mais leur potentiel positif peine à s'exprimer en raison des excès induits par les multiples formes de domination minoritaire que favorisent par défaut les mono-systèmes ultralibéraux, ce qui revient à conclure que, faute de solution délodiste et biéconomique, une grave *intempérance* artistique règne sur le fond et la forme de la plupart des créations, au point de participer activement à la dépression collective d'une impasse en forme de non-sens, dont le bruit du choc se traduit par la violence croissante des styles et contenus ainsi transmis.

3 - Le Besoin Universel de Créativité.

Bien qu'en apparence non indispensable du seul point de vue de l'utilité matérielle immédiate que suppose la *survie*, l'art semble surgir en concomitance avec l'existence sitôt que celle-ci dépasse ce minimum pour mériter l'appellation de *vie*, suscitant un besoin d'expression et de recherche d'esthétisme, en tant qu'élément d'un bien-être augmenté et quête perpétuelle d'une forme de beauté ou de perfection, indicible dans l'absolu, mais perceptible dans sa réalité pourtant toute relative. Il s'agit dès lors de la condition *sine qua non* de toute élévation tendancielle vers une forme d'humanisation, de conscientisation proprement spirituelle au

sens universel du terme, ce qui revient à dire que la *créativité* artistique est une dimension psychiquement vitale pour l'épanouissement minimal de chaque être humain, indépendamment du caractère éducatif que revêt la perception, la contemplation ou la *consommation* des œuvres d'autrui.

En tant que moyen d'expression potentiellement libéré de toute contrainte langagière usuelle, l'art fait partie intégrante de la trousse de survie précisément sociétale, dans la mesure où c'est le fait de vivre en société qui permet de dépasser définitivement le seul niveau de la survie individuelle, suscitant simultanément un besoin de communication des émotions et autres sentiments. Force est d'en déduire que la créativité « artistique », dans le sens le plus large de toute recherche d'esthétisme gratuit, devrait devenir le fait de tout un chacun, ne serait-ce qu'à titre d'amateurisme éclairé ou de néo-dilettantisme apaisant, dans un cadre familial, amical, associatif et local, et ce d'autant plus que la frontière séparant les amateurs des professionnels s'avère quasiment impossible à définir du seul point de vue artistique. L'universalité de ce besoin de créativité désintéressée se confirme également en observant que même un individu solitaire s'adonne à une forme ou une autre de finition ou de perfectionnement esthétique sur ses propres outils de survie, sitôt qu'il peut s'offrir le moindre *temps libre.*

Á l'échelon de chaque citoyen, un mode d'expression, ou à tout le moins d'interprétation active et personnelle, répond au double besoin de digérer le monde tel qu'il se vit à travers l'expérience individuelle, et d'ajouter plus ou moins sciemment sa propre pierre *unique* à l'édifice culturel sociétal, indépendamment de toute notion d'envergure quant à la communication subséquente. Le plus important est d'abord de *se dire* à soi-même en s'extériorisant *créativement*, ne serait-ce qu'en réponse résiliente aux traumatismes et frustrations de chaque vie, avec le double avantage de vider son sac émotionnel et de communiquer son ressenti le cas échéant. Plus efficacement que par le seul biais de la consommation passive d'une création extérieure à lui-même, tout amateur créatif peut ainsi faire son miel en butinant *toutes* les fleurs de son espace-temps de vie, des plus sucrées aux plus amères, cultivant son arbre d'expression

en le nourrissant aussi de la pourriture sociétale qu'il subit au niveau de ses racines, pour se hausser jusqu'aux branches épanouies de sa propre lumière artistique.

Or il se trouve que tous les outils nécessaires à l'épanouissement culturel créatif, ou mieux encore *créactif*, de chaque être humain, sont gratuitement accessibles, pour peu que le cadre sociétal laisse à chacun le droit -et le temps- de s'exprimer. La véritable communication supra-langagière des émotions et l'authentique liberté d'expression positive et apaisée, tant individuelle que collective, supposent d'abord la libération *sociétalement partagée* de chacun grâce au délodisme biéconomique, seule façon d'émanciper une proportion de temps proprement humain de toutes nos contraintes vitales et animales historiques, autrement dit du totalitarisme indifférencié jusqu'à présent imposé par la trop fameuse pesanteur socio-économique et ses multiples expressions culturelles plus ou moins illégitimes. Les outils et divers matériaux nécessaires à toute créativité émancipatrice dans le domaine artistique sont pour l'essentiel gratuitement disponibles, en ce sens que la meilleure école d'expression n'est autre que l'heureux mariage du temps et de la passion, tandis que la Nature et la société humaine fournissent à chacun toute la gamme des matériaux et supports d'expression esthétique imaginables. On peut être plus ou moins « doué » de façon innée, voire sans doute héréditaire, tout comme on peut assimiler « en accéléré » telle ou telle technique via une solution d'éducation ou de formation spécialisée, mais la merveille de l'art est d'être *de facto* accessible à tous avec presque rien, et ce, quelle que soit la discipline artistique concernée, à la seule et unique condition d'être passionné au point d'y consacrer suffisamment de *temps*. Le don psychologiquement le plus bénéfique ne suppose qu'un temps consacré par passion, par amour de l'art, à n'importe quel objet détourné en quête esthétique ou symbolique.

Aussitôt que l'on peut consacrer une part de son temps personnel à une activité créative un tant soit peu régulière, la passion de ce *passe-temps* fait évoluer l'acte créatif en savoir-faire, en compétence à chaque fois accrue, au point que l'expérience cumulée compense très largement

l'absence éventuelle de don « naturel », sachant en plus que tout ce qui s'acquiert par soi-même s'avère beaucoup plus précieux et original que n'importe quel apprentissage dépendant de l'extérieur, ce qui constitue d'ailleurs la spécificité de ce domaine par rapport aux sciences dures et autres « humanités ». En effet, puisqu'en raison du caractère unique et irremplaçable de chaque temps vécu, de chaque existence individuelle, l'œuvre artistique la plus élémentaire acquiert sa valeur essentielle, la meilleure façon de laisser une « trace » de soi-même, ne serait-ce qu'à l'intention de la famille, des amis ou du voisinage, consiste à s'exprimer le plus *créativement* possible, en adoptant, et en faisant aussi progresser, l'un des innombrables « langages » artistiques disponibles, que cela soit d'une façon solitaire ou solidaire. Dès lors, l'avènement de la justice et de la paix sociale minimales, que seule une société devenue délodiste et biéconomique pourra garantir et pérenniser, créera enfin les conditions idéales favorables à l'épanouissement artistique de chacun des citoyens, quels que soient l'activité et le mode d'expression concernés, non sans assurer le recentrage des abus précédemment observés concernant les minorités extrêmes de toute population inégalitaire sur l'essentiel. En libérant le temps de chacun par la partition-répartition minutarisée, sur la base d'un minimoptimaximum de proportion optimale mais de taille évolutive en termes de dimension pyramidale, *tous* les citoyens pourront profiter d'une égale liberté minimale de s'impliquer artistiquement de façon créative, avec le double effet bénéfique d'apaiser par eux-mêmes leurs éventuelles blessures ou frustrations et de transcender enfin cette réactivité ou cette résilience thérapeutique en innovations toujours plus positives, en restant maîtres de leur choix en termes de temps de loisir, ou de professionnalisation, le cas échéant.

4 - La Création Artistique en Contexte Tempérant.

La libération simultanée du temps et de tout souci vital quant à la façon de pouvoir s'assurer un minimum de revenu, ainsi offerte par la répartition universelle des droits et devoirs de la Garantie Citoyenne, aura pour heureux effet de redistribuer l'offre et la demande artistiques

et artisanales sur *l'ensemble* des catégories de citoyens, comblant le vide observé plus haut concernant l'immense majorité de chaque population, et désamorçant les tendances culturellement si décadentes typiques des minorités extrêmes en matière de création ou de consommation. Au lieu d'être condamné à une déconnexion sociologique nourrie de négativité et d'injustice, aboutissant à une professionnalisation aléatoire au bon vouloir d'une pseudo-élite culturelle très minoritaire imposant son libre-arbitre artistique à toute la société et encourageant symétriquement la passivité et l'abrutissement commercialisé des classes populaires, l'Art pourra enfin se démocratiser pour de bon, en tant qu'égalité minimale de possibilité d'expression individuelle, dès lors plus dans sa dimension créative que contemplative. Les conditions sociétales d'un avenir à la fois délodiste et biéconomique favoriseront l'équilibrage optimal des multiples rouages qui animent la vie artistique, autorisant une évolution sans précédent jusque dans les contenus et signifiants des créations du futur, transformant le miroir artistique des *Tempérants* en reflet positif d'une vie communautaire apaisée. De fait, dans la plupart des cas, l'art ne fait qu'exprimer, sur le plan esthétique et symbolique, les pulsions et les interrogations sociétales de chaque époque, et force est de constater que depuis des décennies, en particulier dans les pays les plus riches et les plus urbanisés, les formes et contenus de ce domaine d'expression ne traduisent pour l'essentiel que la révolte, la frustration, le pessimisme et la dépression chronique engendrés par la dégradation des mœurs socio-économiques et politiques de la mondialisation à la sauce ultralibérale.

Dès lors, il est aisé de comprendre que cette toile de fond en tout point déprimante, cette atmosphère devenue irrespirable et mortifère de l'inconscient collectif, s'assainira définitivement, à tout le moins dans sa dimension *sociétale*, laissant les principaux « contrastes » provenir des histoires individuelles de chaque créateur ou contemplateur, sans que la société ne soit plus responsable de la cancérisation culturelle des futurs messages artistiques. Aux antipodes de la violence à la fois formelle et signifiante de la plupart des œuvres d'aujourd'hui, dont les excès et la noirceur sont révélateurs des souffrances sociétales du moment, limitant l'expression artistique au seul rôle d'un défoulement thérapeutique aussi

vain que permanent, comme c'est le cas chaque fois qu'une société se corrompt dans sa propre décadence, pourra succéder la trame assainie d'une toile invitant à nouveau à la positivité de la recherche du Beau sur la base du bien-être de la Paix que seule procure la Justice.

En effet, dans la mesure où les conditions vitales de l'existence individuelle *et* collective seront enfin assurées parce que *conciliées*, il sera possible pour chacun de s'exprimer artistiquement grâce au temps retrouvé, libéré de toute obligation de consommation passive, ce qui ne manquera pas d'orienter la recherche créative, bien au-delà des besoins actuels de rééquilibrage palliatif, en direction d'un esthétisme plus pur et positif que jamais. Mieux encore, cela participera de la nécessaire et urgente « décroissance » relative, puisque, une fois équipé a minima des plus simples outils, la plupart des créateurs ou artistes en tout genre, à l'instar des jardiniers et bricoleurs amateurs, s'expriment et fabriquent déjà au lieu d'acheter et de consommer. Ainsi toute forme de passion créative se trouvera encouragée par le *temps*, économisant et relativisant d'autant l'argent, sa polluante circulation exacerbée et le dépassement pathologique de son obsession vitale, tandis que chacun des citoyens de l'avenir retrouvera le choix et la liberté de concevoir, de réaliser et de fabriquer des « objets » librement assimilables à des œuvres, gagnant au passage le bonheur d'une autonomie authentiquement épanouissante, et principalement avec les moyens du bord de son environnement local.

Toutes les formes d'expression, même partiellement artistiques, nécessaires à la complétude de l'équilibre individuel comme au besoin de communiquer de façon unique, seront propres à libérer des émotions de plus en plus généreuses, nourries non seulement d'un émerveillement retrouvé vis-à-vis de la Nature, mais plus encore du bonheur collectif et fraternel qu'une réelle identité citoyenne suscitera sur les quatre faces de la pyramide sociétale. Le partage équitable du minimoptimaximum, en libérant la moitié du temps de vie de chaque citoyen, ne serait-ce que de façon optionnelle, recréera dans cette proportion les conditions de l'autonomie individuelle totale d'un Robinson Crusoé en résolvant, dans le meilleur cadre politique, socio-économique et écologique concevable,

tous les besoins matériels et sociétaux suffisant au bien-être de chacun, ce qui pourra librement se traduire par le biais de l'art et de la création artistique, à une échelle prioritairement artisanale, via la renaissance des Communes et de leurs « territoires ». Tout en permettant aux citoyens *tempérants* d'épanouir ainsi en douceur leur créativité, le prochain cadre délodiste et biéconomique suscitera de nouvelles formes et de nouvelles finalités d'entrepreneuriat artistique individuel ou associé, conséquence directe du retissage des relations locales, tandis qu'un « exode urbain » inévitable rééquilibrera la répartition géo-démographique au profit des villes à taille humaine, optimisant ainsi les nouveaux besoins sociétaux, en tant que traduction spatiale visible du gommage des excès actuels. Ainsi peut-on voir à quel point tout est lié, tant il est vrai que la violence et la négativité de l'art dérivent principalement de l'anonymat ou de la déshumanisation des mégalopoles d'aujourd'hui, expression urbaine des injustes déséquilibres mono-systémiques et de leur brutalité de mœurs socio-économiques. Á l'opposé d'un tel gâchis, le recentrage majoritaire des droits et des moyens d'expression artistique comblera enfin le vide de l'extrémisme symétrique déjà décrit, laissant chacun libre d'évoluer de « l'amateurisme » au professionnalisme, et ce, dans des proportions modulables en toute progressivité, sur la base d'un succès d'abord local et régional avant d'être national, dès lors que toutes les conditions d'une revitalisation sociétale optimale seront rétablies aux multiples échelons géographiques et que les initiatives motrices profiteront de la verticalité *ascendante* des besoins comme des pouvoirs de décision, offrant ainsi à chacun un libre et constant accès à l'ascenseur socio-culturel.

La loterie associée à l'obligation de « monter à Paris » sera enfin relativisée dans ses justes proportions, s'agissant ici du cas français des plus grandes ambitions artistiques, car le tissu logistique sera encouragé à se décentraliser de lui-même au fur et à mesure que les conditions de viabilité se *provincialiseront*, ce qui est déjà rendu possible par maintes innovations technologiques en matière de création et de communication. Qu'il s'agisse des aspirations nouvelles, du besoin de se ressourcer ou des moyens techniques disponibles, tout est fin prêt pour une révolution culturelle créative et démocratisée, aux seules exceptions près du temps

libre et du partage minimal équitable, qui manquent encore à l'appel de la façon la plus cruelle et la plus insupportable qui soit, ce qui se mesure en termes de révolte et de défoulement, tant sur le fond que sur la forme de la quasi-totalité de l'art et de ses créations contemporaines, à l'instar des messages symptomatiques du *rap*, ou du bruit vaguement musicalisé des rythmes *techno* et autres *metal*.

La professionnalisation de l'art, avec les dangers d'interférence financière qui lui sont attachés, au lieu d'être le cœur d'une vie sociétale artistique minoritairement manipulée aux dépens de spectateurs passifs, fournira des exemples culturels lucidement adoubés par une préférence majoritaire spontanée, construite sur un succès mérité récompensant dès lors d'authentiques génies artistiques, tout en devenant complémentaire d'une liberté d'expression démocratisée trouvant sa source dans chaque citoyen. En effet, aussitôt qu'un temps libre régulier permet d'exprimer quelque passion d'ordre « artistique », l'épanouissement culturel qui en résulte s'avère très supérieur à toute forme de consommation, en termes de découverte de soi-même et d'apprentissage technique, ce qui permet d'apprécier d'autant plus, et surtout d'autant *mieux*, les productions et chefs-d'œuvre des plus grands créateurs, avec l'avantage symétrique de ne plus jamais se laisser abuser par les charlatans et autres stars fictives caractérisant hélas si souvent les formes d'art minoritairement imposées.

Grâce à la libération universelle d'un temps gagné par un partage optimal respectant la nature sociale et individuelle de chaque citoyen, les dérives artistiques rabaissantes et injustes encore dues à l'absence de démocratie minimale se verront mécaniquement filtrées et expurgées de la vie communautaire nationale, en particulier concernant l'argent ou les enjeux financiers qui polluent trop souvent la création dans ce domaine. Sur la base de la préférence majoritaire, et grâce à la transparence des rouages administratifs sous la responsabilité de décideurs collégiaux, *délégatifs* et en constante rotation fonctionnelle, les budgets publics ne seront plus détournés au profit d'une minorité, ni gaspillés sur fond de corruption relationnelle, puisque leur répartition pourra enfin répondre à *toutes* les sensibilités artistiques citoyennes, sans aucune exclusivité ni

discrimination, en quelque sorte « au prorata » de la réalité des attentes culturelles de la population. Cette double continuité, à la fois territoriale et sociologique, permettra de combler les vides déjà observés, tant du point de vue de la création que la contemplation artistiques, à la façon d'un lien communicatif traversant de part en part toutes les strates de goût esthétique des diverses catégories de citoyens, autorisant une totale progressivité dans les contacts culturels, propre à remplacer les clashes de l'incompréhension par une curiosité partagée. Á tous les niveaux de la vie collective les conditions *tempérantes* de la société délodiste et biéconomique rendront possible la promotion toujours plus élargie des meilleures initiatives artistiques, sur la base d'une adhésion populaire en perpétuelle évolution « vers le haut », en lieu et place de la dégradation culturelle imposée par la déconnexion patente des pouvoirs centralisés et non démocratiques, aggravée par les effets infantilisants et régressifs du marché des consommations culturelles de masse. Les divers fossés d'aujourd'hui, exacerbés par la tendance toujours plus provocante des fins et des moyens d'une expression de fond devenue pseudo-artistique, se combleront peu à peu sous la forme d'un juste mélange de nouveauté et de permanence, démontrant ainsi que les véritables innovations ne sont jamais des ruptures absolues pour le seul prétexte de l'originalité, mais doivent bien au contraire s'appuyer sur l'existant, tout en ajoutant l'inédit, dans une continuité minimale propice à la compréhension du plus grand nombre de citoyens. L'adhésion du public se mérite donc par une forme de pédagogie artistique qui ne consiste pas à déblatérer un commentaire fumeux pouvant justifier n'importe quoi, mais à créer des œuvres pour transmettre des émotions sublimées avec le souci d'être compris directement via la création finale. Le vrai rôle sociétal de tout artiste s'apparente donc au *partage* d'un regard novateur, dont la valeur humaine dépend surtout du nombre d'âmes et d'esprits que le créateur parvient à toucher et faire vibrer, faute de quoi celui-ci ne parle qu'à lui-même ou à un petit cercle de fidèles plus ou moins abusés.

Il en va de même pour le choix démocratique des éléments du patrimoine collectif, s'agissant en particulier des œuvres acquises par les musées publics, ou des monuments artistiques décorant le cadre de

vie communautaire, sans oublier au passage les options esthétiques qui concernent l'ensemble du mobilier urbain. La meilleure façon de tester les créations candidates et autres projets communaux, ne serait-ce que pour connaître les goûts majoritaires d'une population locale, tout en motivant cette dernière en matière de sensibilité artistique et visuelle, consistera à organiser une sorte de mini-référendum visant à respecter la préférence majoritaire, en tant que seule façon d'appliquer concrètement les principes d'une réelle démocratie locale en la matière. Un tel progrès deviendra aussi normal qu'habituel en contexte délodiste, toutes les fois que le cadre de vie des citoyens se verra impliqué, et chaque quartier, à la façon d'un village autonome, se dotera ainsi du décor public de sa vie quotidienne, en totale liberté de votation majoritaire incontestable. Il est en effet logique, dès l'échelle locale, d'associer l'ensemble des citoyens d'une Commune aux décisions impliquant d'importantes dépenses sitôt que celles-ci dépassent la routine fonctionnelle des services municipaux. La « démocratie participative », déjà pratiquée par nombre de villes et bourgades, devrait s'institutionnaliser en tant que mécanisme de choix habituel, via la démocratie locale la plus directe qui soit, ce qui s'avère d'autant plus facile à réaliser à cette échelle humaine de gestion. Enfin, s'agissant d'ambitions culturelles régionales, tout comme nationales, le même cadre délodiste garantira l'implication des citoyens, par exemple sous la forme de jurys spécifiques sociologiquement représentatifs, pour valider en totale transparence tout projet d'envergure exceptionnelle.

5 - Art et Partition Inter-Domaniale.

En tant que quête d'expression le plus souvent individuelle, l'art semble a priori relever du Domaine Privé de la liberté la plus absolue, même lorsque l'activité correspondante suppose une forme ou une autre d'implication partagée, comme c'est le cas de la musique de groupe ou du théâtre associatif, entre maintes autres possibilités d'activité. De ce point de vue, qu'il s'agisse de loisir d'amateur ou de carrière lucrative, le secteur privé conservera toutes les libertés d'expression qui vont de pair avec le principe même de la créativité, via l'innovation permanente.

Cela dit, la fonction *humanisante* de cette dimension artistique concerne autant la société toute entière que chacun de ses membres, au travers des besoins complémentaires de « production » et de « consommation », de création et de contemplation, tant il s'avère aussi vital de communiquer ou de transmettre que d'apprendre en savourant les œuvres d'autrui.

Sur la base d'une sensibilisation artistique minimale et identique de tous les citoyens dans le cadre de l'Éducation Commune, chacun doit conserver le droit de s'exprimer sous forme esthétique et symbolique, à chaque période de la vie, au gré des rencontres, révélations et déclics qui font parfois *sauter le pas* pour s'adonner soudainement à telle ou telle passion créative, ce qui suppose précisément le temps libre et la double vie que seul le délodisme biéconomique sera à même d'assurer de façon universelle. Á défaut d'un tel progrès vers la juste répartition des droits et devoirs politiques et socio-économiques, l'intempérance règne tout autant dans le domaine artistique et culturel que sur les trois autres faces de la pseudo-pyramide sociétale, ce qui paraît d'autant plus choquant s'agissant d'un type d'activité très souvent assimilable à un *loisir* épanouissant. Il en résulte le fossé et les extrémismes de situation précédemment observés, permettant à certains citoyens de devenir ainsi artistes à temps complet en disproportion indue de leur véritable utilité commune (au sens des besoins d'*élévation* de l'ensemble des citoyens), au risque d'être toujours plus déconnectés des sources inspiratrices de la « vraie vie » de chaque population, pendant que des millions d'adultes, créateurs quotidiens de richesses plus « bassement » utiles via un labeur sous-évalué, n'ont ni le droit ni le temps d'exister artistiquement dans une proportion minimale et choisie, pourtant si vitale à leur équilibre.

La responsabilisation que suppose une société délodiste ne peut qu'encourager les futurs citoyens-artistes amateurs, semi-professionnels, ou professionnels à *assumer* pleinement toutes les conditions matérielles et financières de leur créativité, ce qui montre à quel point l'évolution cruciale promise par les *Tempérants* sera seule capable de souder une continuité sociétale parfaite entre les notions et statuts de loisir ou de métier, s'agissant ici de création artistique, sur la base d'une adhésion

populaire authentique permettant aux citoyens les plus inspirés de se faire enfin apprécier jusqu'aux plus hautes sphères républicaines, sans l'interférence ni l'accaparement de pouvoirs *excessifs* en la matière.

Dans ce futur contexte, la complémentarité des secteurs privé et public sera promptement décrassée des scories de toute forme d'abus de pouvoir culturel s'agissant-là des créations artistiques, puisque chaque secteur se nourrira de son vis-à-vis sociétal de façon transparente, tandis que cette clarification systémique, induite par la nouvelle répartition des droits et devoirs, tant privés que publics, évitera les dérives financières et idéologiques des *sur*-dominations minoritaires. Le secteur public aura la possibilité -et les moyens- de se « recentrer » sur son rôle essentiel, à savoir, la promotion de l'art à travers l'éducation et la sensibilisation des plus jeunes, ainsi que la spécialisation propre aux filières artistiques, mais il est à prévoir que cette dernière s'orientera de plus en plus sur les techniques les plus *sociétalement* éprouvées, c'est-à-dire déjà adoubées par l'expérience collective « nationale », en tant qu'éléments du capital culturel sociétal, ou comme capitalisation communautaire d'innovations déjà confirmées, laissant au secteur privé son juste rôle de promotion des nouveautés et autres « inventions » artistiques les plus récentes. Une telle évolution ne supprimera aucun style d'expression artistique, même le plus disruptif, provocant ou déjanté qui soit, mais le rééquilibrage de la continuité sociologique en matière de création et de contemplation esthétiques, joint à la prise en compte de la préférence majoritaire via la démocratisation des choix publics, pourra enfin proportionner, de façon équitable et optimale, l'impact et l'espace sociétal de chaque école ou tendance artistique en vogue.

Il est en effet logique que le patrimoine *collectif*, c'est-à-dire le partage communautaire d'une expression esthétique dont l'intérêt est devenu incontournable pour la majorité des citoyens-contribuables, se constitue en concordance avec la Nation, en tant qu'élément permanent de son identité et de son histoire culturelle, ce qui suppose *de facto* que la société, par son cadre systémique, garantisse la juste sélection des œuvres qui méritent (ou non) de rejoindre ledit patrimoine, sans qu'une

minorité plus ou moins intellectuellement et financièrement corrompue ne puisse fausser l'éventail culturel collectif de quelque manière que ce soit. En quelque sorte, l'équilibre artistique tempérant, tout en restant dynamique, doit respecter la réalité de la répartition citoyenne des goûts, des styles et des langages créatifs, en ne basant son évolution constante que sur l'adhésion *effective* des divers publics concernés, faute de quoi un biais, induisant un fossé d'incompréhension pouvant aller jusqu'à une forme de séparatisme esthétique, devient l'expression d'une réelle injustice systémique, d'un favoritisme minoritaire indu, inévitablement associé à une discrimination majoritaire.

Ainsi l'initiative privée des plus grandes innovations en matière artistique, librement sponsorisée par de riches mécènes le cas échéant, ne pourra se trouver qu'encouragée par la partition domaniale délodiste, avec l'avantage de promouvoir enfin les artistes et autres créateurs les plus méritants, car sans pouvoir injustement court-circuiter la continuité de l'approbation sociétale en imposant illégitimement à *tous* les citoyens des écoles et tendances artistiques insuffisamment représentatives. Tels devraient être les apports cruciaux du délodisme biéconomique dans le domaine de la reconnaissance artistique et de la *patrimonialisation* de toute œuvre digne d'être sociétalement pérennisée. Il faut également en déduire que le sponsoring public, toujours souhaitable pour entreprendre des œuvres de grande envergure, devra systématiquement impliquer la prise en compte de la préférence majoritaire pour que chaque décision afférente mérite sa raison d'être démocratique, tant s'agissant de chaque initiative ou projet, que des choix esthétiques correspondants ou même des conditions de concrétisation. L'atomisation démocratique du droit à l'expression artistique entre tous les citoyens ne pourra que stimuler une créativité beaucoup plus variée, non sans éviter le besoin artificiel de faire dominer une identité esthétique minoritaire, dont l'aboutissement symétrique entretient une forme d'abrutissement culturel majoritaire.

De nombreux monuments architecturaux résultent de l'Histoire, au gré des fantaisies d'une variété infinie de personnages dominants, au point que chaque nouveau président, dictateur, ou souverain se démène

pour laisser une trace artistique indélébile en construisant des musées ou des palais à la fois somptueux et originaux, tout en témoignant par-là de l'orgueil d'un *ego* surdimensionné, tandis que ce privilège individuel, directement issu des autocraties royales et impériales, perdure comme un droit anachronique, au même titre que le pouvoir de décider *seul* de faire la guerre ou de gracier un condamné. En termes d'ambition d'ordre artistique, cette prérogative équivaut en tout point à la transposition dans le secteur public du pouvoir absolu, et *de facto* plus ou moins légitime, d'un milliardaire « esthète » dans le secteur privé. Or, si la liberté d'user d'une fortune personnelle (et strictement privée) doit être respectée, une fois la proportion des 50% brut du *minimoptimaximum* dûment prise en compte au titre de la partition-répartition entre citoyens, ladite liberté devient abusive et illégitime s'agissant d'utiliser l'argent et les services publics selon le bon vouloir et les caprices d'un prince, si le contexte est véritablement démocratique. Il va de soi que cela ne doit pas empêcher un Président, comme chaque citoyen ou groupe de citoyens, de proposer un projet en matière artistique et architecturale, ce qui restera toujours possible à l'avenir via un budget spécifique prévu à cet effet, puisqu'il s'avère que chaque génération ressent le besoin irrrépressible de léguer quelque souvenir architectural à ses descendants, et que de tels chantiers ne sont certes pas sans effets bénéfiques dès le présent, comme dans la pérennité de leur résultat patrimonial. Mais les choix afférents, d'ordre esthétique et financier entre autres choses, devraient être logiquement approuvés par une représentation citoyenne exprimant l'état culturel du peuple souverain, sauf si la majorité constituante en décide autrement, en tant que « récompense » possible plutôt que privilège, sachant que les présidents délodistes, en étant *choisis* par l'ensemble des citoyens (et non plus élus par une minorité sur la base de leur propre candidature), auront de ce fait acquis une totale légitimité temporaire récompensant une forme d'exemplarité. En tout état de cause, les enjeux toujours très exceptionnels de la construction de vastes monuments à visée culturelle ou artistique devront être soumis au principe d'efficience que suppose la priorisation des dépenses publiques en fonction de l'intérêt de tous les citoyens, ce qui signifie qu'une société assez riche pour s'esthétiser de façon monumentale devrait déjà avoir résolu les priorités vitales desdits

citoyens. De plus, la libération des initiatives à l'œuvre au départ de tout projet architectural de grande envergure suscitera de nouvelles formes d'adhésion pétitionnaire plus démocratiques que toute décision tombée du sommet, tandis que par le principe de la souscription, du bénévolat, du mécénat, voire de concours ouverts à tous, les œuvres collectives ou publiques d'un avenir délodiste, aux divers échelons de la commune, du département et surtout de la nation, pourront enfin revêtir une légitimité populaire maximale, en tant que célébration esthétique d'un bien-être sociétal réellement partagé, l'idéal étant que chaque citoyen volontaire puisse être partie prenante en laissant une *trace* de sa propre identité individuelle au sein du chef-d'œuvre commun ainsi réalisé, ne serait-ce qu'en y pérennisant son nom en tant que participant bénévole ou autre donateur.

6 - Arts littéraires, Cinématographiques et Télévisuels.

Aux nombreuses formes artistiques de nature extralinguistique s'appuyant de fait sur des langages visuels, sonores ou corporels d'ordre implicite, la littérature, le cinéma, et la fiction télévisuelle ajoutent leurs eaux plus ou moins troubles aux flux et reflux créatifs et contemplatifs de l'humanité d'aujourd'hui, avec l'avantage certain d'être d'autant plus influents sur les citoyens que leurs messages de surface sont a priori explicitement compréhensibles, ce qui n'exclut jamais l'effet, pour ainsi dire subliminal, des idéologies sociétales qui les sous-tendent.

Concernant ces domaines de création, le moins que l'on puisse dire est que les conditions systémiques de la vie sociétale s'y reflètent comme dans un miroir, pour peu que l'on tienne compte des tendances fondamentales, en termes de volume d'édition ou de production, et plus encore de proportions majoritaires quant à la *teneur* des fictions toutes relatives ainsi offertes aux consommateurs de livres et de films en tout genre. Pour l'essentiel, en effet, ces domaines de création plus ou moins esthétique selon les moyens et la sensibilité de leurs auteurs portent et amplifient des messages inévitablement *orientés* à travers les histoires

qu'ils proposent, tant il est vrai que toute fiction se nourrit du vécu de son créateur, et plus encore de sa conscience sociétale, via la traduction de ses propres émotions et fantasmes. Dès lors, il suffit de considérer la tendance générale ou majoritaire des écrits et des films pour pouvoir apprécier l'atmosphère culturelle et l'état historique des sociétés de ce siècle, lesquels montrent hélas comment la crise structurelle des mono-systèmes actuels s'exprime, s'entretient et s'exacerbe en obscurcissant le « tableau », s'agissant des scénarios, des personnages et des langages.

Majoritairement, les productions correspondantes expriment très justement la douleur, la souffrance et les frustrations dérivant des crises chroniques et multidimensionnelles des sociétés actuelles, en révélant de façon toujours plus crue -et en cela plus efficace- les tristes effets d'une injustice croissante, d'une perte de repères généralisée et d'une forme de psychose collective, qui sont autant de conséquences des dérives mono-systémiques et antidémocratiques observables, au point que de plus en plus d'ouvrages et autres films s'apparentent -parfois malgré eux- à des enquêtes ou documentaires sociologiques, ce qui montre au passage que la réalité sociétale n'a même plus besoin d'être caricaturée pour devenir la fiction la plus aberrante qui soit. Souvent avec brio, toute la misère du monde prend corps à travers des personnages identifiables à de simples citoyens, soumis aux pires contradictions d'une précarité plus morale et psychologique que matérielle, sur la toile de fond à la fois déprimante et révoltante d'une société en tout point déboussolée, preuve culturelle et souvent artistique de l'impasse politique et socio-économique en cause.

Le contraste avec la recherche d'une humanité et d'une solidarité également exprimées dans la plupart des œuvres n'en est que plus fort, traduisant l'attente fébrile d'une solution dont l'urgence absolue ne fait plus aucun doute, et force est de constater que ce qui se définit en creux, au travers des pages et des images, n'est autre que la société délodiste et biéconomique ici proposée, en tant que seul baume apaisant à coup sûr les blessures individuelles et les fractures sociétales si bien décrites sous forme de ressentis et de comportements. Pour s'en persuader, il suffira aux lecteurs des *Tempérants* de faire le lien entre les situations dépeintes

ou filmées, et le contexte de la double société promise dans ces pages, le contraste obtenu faisant aussitôt apparaître en pleine lumière la stupidité des comportements pseudo-humains de l'ère prétempérante, sous le joug d'une pesanteur historique et d'une double nature encore incomprises jusqu'aux présentes *Réflexions*. On peut parier ici qu'en imaginant les mêmes personnages dans un cadre délodiste et biéconomique, toutes les complications mortifères des tristes situations décrites par les scénarios s'évaporeront comme par magie, tant les conditions sociétales s'avèrent prégnantes sur l'existence de chacun. Ainsi les malheurs et le désarroi communicatif si souvent révélés, tant par la littérature que par le cinéma ou la fiction télévisuelle, ne sont en aucune façon une fatalité humaine, et leur omniprésence bouleversante dans la création contemporaine n'est que le reflet auto-aggravant des frustrations vitales en jeu, démontrant à quel point leur contexte sociétal correspond à une étape historique tout aussi déprimante dans le présent que prometteuse envers l'avenir, à la seule condition de dépasser le stade premier du choc et de la dépression pour *agir ensemble* au lieu de réagir impulsivement les uns contre les autres, ce qui suppose la solution que l'on sait.

Un autre aspect on ne peut plus aveuglant de ces miroirs créatifs tient à l'expression des nombreuses formes de *violence* situationnelle et linguistique que l'on y trouve le plus souvent, ainsi qu'à la banalisation d'excès comportementaux typiques d'une dégradation sociétale allant jusqu'à la décadence, en particulier s'agissant de la drogue et du sexe. La proportion de films de guerre sur fond de fin du monde, mais aussi de *thrillers* et autres polars battant à chaque fois le record de l'horreur et de l'effroi, semble exacerber la tendance dépressive générale soulignée plus haut, au risque d'habituer les personnes les plus influençables à la consommation addictive d'une agressivité ainsi banalisée, tandis que le réalisme bluffant des descriptions et l'accessibilité totale de toutes sortes de textes et d'images via le réseau Internet finissent par mélanger le plus dangereusement du monde la représentation et la réalité de toute espèce de violence. Ici aussi, et à l'instar du dilemme de la poule et de l'œuf, il est difficile de démêler l'écheveau des multiples influences et contre-influences entre la production culturelle et la société, mais il est acquis,

pour nombre de spécialistes, que toutes les violences visibles au travers des arts explicites, art dramatique compris, se ressourcent constamment dans la réalité sociétale du moment, en tant que *réaction* irrépressible à une situation d'injustice multiforme, doublée d'une perte totale de (bon) sens commun qui n'est plus à démontrer.

L'autre face de la déprime sociétale engendrée par l'impasse de l'ultralibéralisme mondialisé fait ainsi apparaître la violence comme le seul moyen d'expression disponible par défaut, en vaine réponse aux aliénations individuelles et collectives qu'induisent des sociétés mono-systémiques ankylosées par l'impossible rattrapage de leurs multiples contradictions, de pseudo-démocraties de type électoral progressivement *dictaturisées* par la captation minoritaire de l'ensemble des pouvoirs, en réponse-prétexte aux conséquences de leur propre injustice structurelle. Ainsi l'écho de violence renvoyé par la plupart des fictions, tant écrites que visuelles, devient-il la *preuve* tangible de la démolition des sociétés au profit d'ambitions privées, et ce, aux dépens du respect de l'égalité minimale objective et de l'intérêt majoritaire qui représentent les deux conditions d'existence de toute communauté cohérente et durable. Mais dès lors que l'on essaye de décoder ce que toutes ces représentations de violence expriment en filigrane, à la lumière si innovante des principes délodistes et biéconomiques, on comprend que tous les conflits dépeints expriment un *ras-le-bol* définitif et quasi unanime, une condamnation sans appel de la jungle qui a progressivement gangrené puis remplacé les sociétés sur toute la surface de la planète. Il s'agit-là d'une clameur sans précédent, d'une forêt de nature collective et universelle qui ne doit pas être cachée par les arbres des péripéties interindividuelles reflétées ou recréées par ces fictions. Cette violence, généralisée par le biais des créations explicites les plus populaires, mesure très précisément l'attente impatiente des solutions sociétales formulées par la saga réflexive des *Tempérants*, puisque c'est bel et bien faute d'une prise de conscience positive de la seule solution possible que les comportements décrits ou imaginés se radicalisent par la division et l'opposition, en lieu et place de l'union ou de l'association.

Les énergies négatives et réactives correspondantes, aussi vaines et condamnables dans leurs formes douloureuses que compréhensibles quant à leurs causes profondes, ne demandent qu'à s'investir à nouveau positivement en s'associant respectueusement dans le seul sens commun du progrès social et humain, à condition que les découvertes sociétales introduites par ces *Réflexions* tempérantes soient dûment comprises, ce qui constitue l'immense enjeu de l'Humanité, y compris face à ses défis écologiques. Qui plus est, il faut ici comprendre ces multiples formes de défoulement morbide comme l'expression d'un suicide collectif propre à droguer ses « victimes » d'un plaisir masochiste paradoxal, un vertige autodestructif que seules de nouvelles perspectives sociétales cohérentes et universelles éviteront de rendre aussi total qu'irréversible. La pleine compréhension de la « pensée tempérante » ici exposée, tout comme des innovations délodiste et biéconomique qui l'accompagnent, devrait à cet égard retourner la tendance et opérer une évolution culturelle à laquelle les auteurs littéraires et autres créateurs de fictions pourront s'associer pour offrir à l'avenir des œuvres plus positives, dans le sens de chercher à dénoncer toute violence comme vaine et autodestructrice, de moquer la force sitôt qu'elle s'associe à l'injustice, et surtout de promouvoir des aventures *re*-constructives sur la base d'un monde apaisé, en favorisant l'illustration et la mise en scène des diverses dimensions humaines de la *Tempérance*. Il est en tout cas certain que le futur contexte sociétal se traduira culturellement par des œuvres renouant avec la prédominance de la « beauté » humaine et relationnelle, de la fantaisie et de l'humour subtil, en lieu et place des ambiances psychologiquement pathologiques de la très grande majorité des fictions actuelles, dont l'existentialisme urbain et blasé n'offre que trop rarement un *happy end* digne d'espoir. De fait, on peut observer qu'au fil des périodes historiques, la comédie et la légèreté humoristiques sont caractéristiques des sociétés les plus équilibrées, les plus avancées et les plus raffinées, tant il est vrai que les véritables auteurs et acteurs comiques sont loin d'être superficiels, ayant tout compris des ressorts de l'humanité, et faisant preuve d'un niveau de conscience sociétale que ne reflètent en rien les excès grossiers de tant d'animateurs actuels.

Le paroxysme de la violence semble par ailleurs se concrétiser à travers des comportements assimilables à une dégradation individuelle et collective, puisque la perte de sens sociétal atteint désormais un degré tel que de nombreux concitoyens, par besoin de fuite face aux impasses avérées, se défoulent contre leur propre intérêt en se perdant de vue via une addiction envers toutes sortes de drogues et autres comportements ambigus ou incohérents, à la recherche de vains paradis artificiels et de communautés plus ou moins marginales, par rejet exagéré de tout critère de « normalité », démontrant ainsi le délitement accéléré de la société. Il n'est pas abusif de parler de décadence culturelle sociétale dès lors que des goûts et comportements spécifiques et très minoritaires se trouvent artificiellement sur-représentés, dans une disproportion illégitime vis-à-vis des besoins et autres préférences majoritaires, phénomène découlant directement du couple infernal mariant encore le fossé et l'extrémisme symétrique analysés précédemment. La remise en cause subséquente des us et coutumes majoritaires déstabilisés par la violence réactive d'une critique minoritaire partiellement défensive et justifiée finit par susciter autant de régression que d'opposition, alors même que la tolérance que suppose un équilibre minimal ne saurait interdire tout comportement ni toute option culturelle légalement compatibles avec la démocratie. C'est ainsi que le « ressenti » majoritaire se mue peu à peu en une frustration principalement inexprimée, en réaction à l'accaparement minoritaire des médias, des structures politiques et judiciaires et des réseaux culturels. Il s'agit-là d'un abus de pouvoir d'ordre intellectuel ou idéologique, sur lequel il faudra revenir dans le contexte d'un chapitre ultérieur, et dont la conséquence est d'imposer à la population *totale* de chaque société certaines idéologies minoritaires, certes en tout point respectables, mais illégitimes dans la seule disproportion de leur promotion. En effet, cette « discontinuité » dans la proportionnalité des représentations sociétales aboutit à une discrimination majoritaire indue, et surtout à l'interdiction arbitraire de très nombreuses créations littéraires, cinématographiques, télévisuelles ou théâtrales, réduisant d'autant l'indispensable et légitime liberté d'expression des auteurs, créateurs et autres producteurs.

7 - La Démocratisation de la Création Artistique.

La révolution technologique dérivant des innovations digitales et du réseau Internet a pour effet de démocratiser matériellement l'accès à de nombreux moyens d'expression artistique, dont profitent déjà maints créateurs amateurs, au point que certains finissent par percer le plafond de l'anonymat pour se muer en professionnels autodidactes capables de rivaliser avec les plus grands artistes, témoignant ainsi d'une créativité sans limite suscitant l'adhésion spontanée de milliers de suiveurs. Cette formidable atomisation pratique du droit à l'expression, dont l'analyse fera partie d'un chapitre à venir centré sur le pouvoir des médias, suscite pour autant une masse de créations artistiques révélant des formes et des contenus spontanément imprégnés des caractéristiques déjà observées, en ce sens que, de façon encore plus réactive et émotive, les citoyens qui s'expriment artistiquement via Internet et les réseaux sociaux subissent et observent « au plus près » les délétères conséquences humaines de la crise systémique en cours, ce qui procure un portrait assez authentique et très évolutif du présent sociétal, même si la nouveauté encore relative de ces modes d'expression se trouve biaisée par un effet générationnel évident.

L'essentiel, pour l'heure, est de constater que ce nouveau monde créatif et communicatif offre visiblement le meilleur et le pire de toute création, mais avec une nette prédominance de défoulements excessifs, de violences audio-visuelles et verbalisées, dont la teneur, tant explicite qu'implicite, exprime le désarroi, la révolte et la *disjonction sociétale* déjà observés dans ce même chapitre. Dès lors, on est en droit d'espérer une évolution beaucoup plus propice à l'épanouissement constructif et pacifique des *Tempérants* de demain, sitôt que les conditions politiques et socio-économiques auront cicatrisé les blessures individuelles autant que collectives, à plus forte raison lorsque toutes les générations auront adopté ces nouveaux modes de communication, pour enfin exprimer le bonheur d'un *bien-être* expressif et contemplatif équitablement partagé.

Ce progrès systémique et culturel sans précédent, autorisé par la libération universelle des citoyens via le délodisme biéconomique, sera propice à l'expression d'une *tempérance esthétique* évitant les excès et autres violences signifiantes et formelles révélatrices de la discontinuité sociétale, pour stimuler d'autant toutes les facettes de l'expression d'un bonheur créatif retrouvé, et renouer avec la libre fantaisie *ré-créative* et festive des fictions les plus enthousiasmantes, tout comme de l'humour le plus spirituel et bienveillant, tant il est vrai que la meilleure vocation de l'art est de célébrer la beauté du monde et la joie de vivre, sous tant de formes de « spiritualité » caractéristiques d'une Humanité supérieure. Tout porte donc à conclure ici que l'évolution tempérante favorisera la filtration, et même l'*auto*-filtration généralisée des contenus du Web en termes de créativité et d'expression artistique individuelles ou partagées, dans le sens d'un équilibrage qualitatif de plus en plus positif, traduisant dans ces dimensions la très prochaine pacification des mœurs résultant du délodisme biéconomique et le raccomodage définitif de chaque toile sociétale en un tableau de maître culturellement unique.

Juin 2021

Réflexions Culturelles 7

Culture et Bien-Être Physico-Mental

1 - La Procrastination Historique Prétempérante.

La juste quête du bien-être et de la Paix que suppose de fait toute sensation de « bonheur » individuel ou collectif semble être la finalité terrestre la plus positive qui soit, la boussole du progrès, dont l'aiguille indique toujours plus ou moins le Nord magnétique, non sans osciller très largement de part et d'autre de cet équilibre idéal, tant elle s'avère sensible aux moindres secousses de notre démarche de bipède. Dès lors que tout mouvement implique une forme de déséquilibre, il n'est guère surprenant que ladite aiguille balance de gauche à droite et vice-versa, dans les divers sens culturels de cette image directionnelle, mais tout est une question de proportion en matière de dérive, à la façon d'un voilier qui ne saurait progresser en-deçà du cap minimal nécessaire au moindre louvoyage. De ce point de vue, les ères *prétempérantes* se caractérisent par des excès d'amplitude aux effets régressifs tôt ou tard inévitables, au point de faire perdre le Nord du *bon sens commun* aux civilisations les

plus élaborées, pour les raisons politiques et socio-économiques listées dans les Livres I et II des *Tempérants*, suscitant des effondrements de plus en plus spectaculaires au fil d'un progrès technique déconnecté de sa cohérence universelle vitale. Précisément, on sait déjà que la seule et unique façon d'humaniser cette déroute navigante consiste à limiter les déséquilibres dynamiques aux surfaces externes des futures pyramides sociétales, en assurant, grâce à la partition-répartition biéconomique et à sa Garantie Citoyenne, les macro-équilibres sociétaux vitaux propres à établir et pérenniser la Justice et la Paix. Les zigzags du louvoyage s'en trouveront aussitôt réduits au strict minimum indispensable au plaisir de la navigation, optimisant ainsi la progression de la civilisation en termes de ressources et d'énergies, tant humaines qu'environnementales.

En contexte de mono-système socio-économique insuffisamment démocratique, tout se passe comme si la société remettait toujours à plus tard la jouissance des *fruits* de ses progrès matériels et culturels, du moins pour l'écrasante majorité de ses citoyens, faute d'avoir compris et su mesurer avec justesse l'*intérêt commun* de la paix et de la justice, en conciliant les qualités individuelle et collective propres à notre « nature humaine ». Il en résulte l'aliénation que l'on sait, à l'image de citoyens condamnés à vivre pour travailler -ou survivre dans une forme ou une autre de déchéance-, en constante situation de précarité concurrentielle, les plus actifs accumulant des moyens dépourvus de finalité heureuse faute de temps, tandis que les exclus et autres déclassés se multiplient au point de faire basculer la balance sociétale, en réaction aux excès de premiers de cordée dont le nombril est devenu la boussole et le Nord.

En remettant aux calendes grecques le partage minimal de la partition-répartition faute de conscience biéconomique et de démocratie à la fois politique *et* socio-économique, la société tout entière se prive du véritable « bonheur » individuel *et* collectif inconsciemment visé par tout processus d'humanisation positive, ce qui se paie périodiquement au prix le plus fort de violences constamment aggravées par des moyens technologiques accrus. Pour autant, l'objectif d'un bien-être incluant un minimum évolutif de confort et une « conscience heureuse » semble

bien définir l'essentiel de l'évolution humaine, bon gré, mal gré, et la face culturelle participe pleinement aux progrès correspondants, à la fois comme résultat plus ou moins improvisé de comportements encore trop partiellement humains, et en tant que vecteur pouvant nous orienter vers un *mieux-être,* tant individuel que sociétal, dans le meilleur des cas. La dimension culturelle, comprise comme inséparable des trois autres faces pyramidales, et à l'instar de l'Éducation qui en fait partie, semble le plus souvent résulter d'une évolution socio-économique au départ dictée par des conditions naturelles très locales d'ordre géographique, géologique ou climatique, puisque le propre de chaque société humaine *élaborée* est de ressentir un besoin irrépressible d'aménager son environnement et d'augmenter son confort et son bien-être en fonction de ses ressources.

Le bien-être matériel et sociétal, dans ses dimensions morales, psychologiques et spirituelles, peut en grande partie se mesurer à l'aune de nos savoirs, définissant un certain degré de *développement culturel*, indépendamment des formes et autres supports résultant de conditions « extérieures » aux êtres humains, en particulier environnementales. En réservant les aspects proprement moraux, philosophiques ou religieux du « bien-être » pour une analyse ultérieure au sein de ce Livre III, il est possible de définir plus simplement le « bonheur », au moins en tant que prise de conscience d'un vécu maximisant l'épanouissement de chaque citoyen compte tenu de ses propres potentialités innées, de ses capacités acquises et plus encore des conditions sociétales du moment. Pour tout être unique et corps physique individuel, le bien-être dépend de la santé, laquelle est censée se constituer et se maintenir via une alimentation et un mode de vie compatibles avec l'équilibre corporel. Idéalement, un confort matériel minimal est censé rendre la vie pratique plus facile, afin d'économiser les contraintes des efforts les plus répétitifs en permettant de s'adonner à d'autres activités, voire à des loisirs. Ces besoins pour le moins basiques se doublent de leur dimension sociétale inévitable, par laquelle chacun, en tant que membre d'une communauté ou « citoyen », ne peut ressentir un bien-être *équilibré* qu'en fonction des autres, ce qui suppose précisément la juste partition-répartition biéconomique et son minimoptimaximum, seule façon de pacifier le couple individu-société

et de définir dans leur proportion objective unique les termes d'égalité, de liberté et de responsabilité, l'ensemble de ces trois valeurs suprêmes aboutissant à la fraternité, autrement dit, la *paix de la justice.* De tout cela résulte un bien-être psychologiquement ressenti et intellectualisé sous forme de Culture, tandis qu'à l'échelon individuel, la sensation de bonheur qui en découle correspond à la conscience de vivre au plus près de son maximum de potentialités, de *se* réaliser en ajoutant *sa* pierre à la construction d'une évolution *commune*, seule façon de gagner en même temps sa propre estime et la dignité sociétale la plus complète. Dans son acception sans doute la plus noble, la Culture équivaut à une forme ou une autre de conscientisation d'un bien-être aussi intégral et authentique que possible, une élévation constante de l'âme et de l'esprit qui fondent chaque processus d'humanisation, en particulier via le dépassement des nécessités physiques, matérielles et organisationnelles de la vie terrestre, que cette dernière soit individuelle ou collective.

Cela s'accomplit par la Connaissance et les progrès *positifs* que cette dernière autorise, c'est-à-dire tous ceux qui vont résolument dans le sens de la Vie, de son respect et de son émancipation assumée, pour peu qu'un cadre biéconomique et démocratique assainisse la société de tous ses excès mortifères et malintentionnés, de ses comportements plus ou moins bestiaux dictés par l'instinct face à des conditions historiques incomprises, ce qui résume le bel enjeu des présentes *Réflexions*. Le but théorique ou inconscient de tout développement sociétal est d'améliorer les conditions de vie humaines, dans le respect vital de la Nature et de ses ressources aussi précieuses que limitées à l'échelon planétaire, de se libérer de conditions matérielles ressenties comme des contraintes pour développer peu à peu des activités et des « biens et services » de plus en plus immatériels, propres à conscientiser toujours plus la sensation d'un accomplissement approchant une sereine plénitude, ce qui suppose aussi la libération d'un temps et d'un rythme appropriés.

La Culture est certes présente à tous les étages de ce processus, mais se développe et s'enrichit d'autant plus qu'elle s'émancipe de la matérialité, tandis qu'à chaque étage supérieur, elle peut se contenter de

temps en lieu et place de l'argent, à l'image de la lecture d'un roman ou de l'écoute d'une sonate dont les valeurs marchandes sont devenues le plus souvent insignifiantes. Cela dit, l'Histoire semble démontrer que cette évolution culturelle des sociétés les plus développées doit aboutir à un équilibre quasi *bisphérique* entre le matériel et le culturel, à l'instar des deux Domaines sociétaux, afin de procurer à chaque être humain une double jouissance utilitaire *et* spirituelle, ou physique *et* mentale, pour étancher, via le développement des cinq sens usuels, et plus encore de l'esprit et de la raison, la soif d'une conscientisation aussi lucide que possible.

Il va de soi que cet idéal suppose un cadre de vie *sociétalement* pacifié, ce qui ne saurait s'obtenir hors le délodisme biéconomique, sans quoi le règne de la violence concurrentielle vitale pollue les rapports humains en gaspillant autant de temps que d'argent, alors même que la moindre conscience et le moindre bon sens dérivent d'un *rythme* ou d'un *tempo* propice à une réflexion minimale. C'est ce que des millions de Français actifs ont compris en relevant la tête du guidon à l'occasion de la crise du Covid 19, au point de ne plus être motivés par un travail devenu aliénant et littéralement *insensé* depuis la mondialisation. Or le dilemme de cette aliénation et de cette perte de sens, tant individuelles que collectives, tient tout entier dans la démonstration *tempérante*, dans la mesure où seule la partition-répartition biéconomique pourra libérer chaque être humain en lui procurant autant de temps que d'argent via les droits et devoirs de la Garantie Citoyenne, permettant ainsi à toutes les sociétés humaines de capitaliser sous forme de temps libre et de Paix sociale les innombrables fruits des progrès passés, présents et à venir, réduisant d'autant la surchauffe inutile d'une surcroissance aussi injuste qu'excessive.

Le degré d'aberration atteint par la mondialisation financiarisée et les risques écologiques stupidement encourus ne laissent plus aucun choix ni délai pour enfin transformer cette procrastination mortifère en un partage aussi légitimement équitable que scientifiquement rationnel, et la pleine disponibilité des solutions *tempérantes* ici exposées ne fait

que correspondre aux besoins planétaires du moment, ce qui est tout sauf un hasard, tant il est vrai que c'est l'apparition d'un problème qui suscite la recherche, puis la découverte de sa solution, à condition d'en bien comprendre l'énoncé. C'est donc bien le mono-systémisme confus et pseudo-démocratique qui bloque la mutation d'une saine croissance en progrès humain, suscitant simultanément la surchauffe chronique de la première et la régression explosive du second, ce qui se traduit sur le plan culturel par la violence croissante des formes et des contenus de l'expression, de la consommation et des comportements, tandis que le noble objectif d'un mieux-être individuel et partagé, ou d'une certaine forme de « paradis terrestre », s'en trouve continuellement retardé. La richesse et la supériorité *objectives* d'une culture dépendent donc de sa capacité à émanciper et élever *toutes* les consciences individuelles qui la composent, en direction des valeurs universelles de la paix, du civisme, et plus encore de la Tempérance, dans le quadruple sens pyramidal des droits et devoirs politiques, socio-économiques *et culturels* exposés au travers de ces *Réflexions*. Sans un minimum de conscientisation on peut exister sans *être*, du moins au sens complet et humain de ce beau verbe, tandis qu'à contrario, tout *bien-être* ressenti, aussi subjectif qu'il puisse sembler, permet de finaliser les étages complémentaires de la vie, à la manière d'une superbe toiture couronnant une solide construction. Cela revient à dire que, indépendamment de toute finalité philosophique ou religieuse éventuelle, la « culture » du bien-être individuel et sociétal donne déjà *sens* à l'existence, au point que l'Histoire finit toujours par retenir et transmettre à long terme les progrès et innovations allant dans cette unique direction, en dépit des effondrements périodiques et de la contre-culture dérivant de notre part d'inhumanité. Après tout, puisque cultiver suppose de faire croître quelque végétal supposé utile, ou à tout le moins décoratif, la culture objectivement authentique est uniquement celle qui peut rendre plus humain et plus *tempérant*, à l'inverse de tout ce qui divise par quelque forme de violence individuelle ou systémique que ce soit, tandis que la *positivité* de ladite culture apparaît sitôt qu'elle s'émancipe créativement de la simple réaction aux violences induites par une condition historique jusqu'à ce jour incomprise.

La recherche d'un bien-être toujours inaccompli s'exprime donc à travers un enrichissement culturel permanent, sans cesse relativisé par les contradictions individuelles et systémiques de notre double nature, tout en prenant corps dans la *condition physique et mentale* de chaque citoyen, en particulier via le sport, le jeu et les loisirs, dont il faut aussi souligner l'importance à ce stade des *Réflexions Tempérantes*.

2 - **Corps Individuels et Bien-Être Physique.**

Parler de *bien-être* physique, c'est déjà admettre que le mental ou le moral est tout autant concerné, puisque le corps et le cerveau ne sauraient être déconnectés l'un de l'autre sans porter préjudice à l'unité du moindre individu. Le premier étage de toute satisfaction un tant soit peu conscientisée est donc celui de la santé physique, ou a minima de l'absence de douleur, ne serait-ce que par l'oubli et l'habitude lorsque cette dernière est supportable. Sauf accident ou autre malchance innée, la santé, dépendant elle-même en très grande partie de l'alimentation, du mode de vie et du niveau de vie, constitue le tout premier *bien-être* et devrait pouvoir s'entretenir aussi longtemps que possible au travers des actions et dépenses physiques de la vie quotidienne, ce qui est très loin d'être le cas sitôt qu'une société se développe et s'urbanise, et lorsque les conditions de travail suscitent une fatigue physique, intellectuelle ou nerveuse imposée par autrui sur un rythme interdisant une récupération suffisante, le tout aggravé à d'autres moments par l'effet ramollissant d'un confort à double tranchant. Ainsi, le contexte socio-économique et culturel de la moindre société détermine en grande partie les moyens de survie physique et les dépenses corporelles propres à chaque catégorie de citoyens, induisant des conséquences avérées sur les différences tant physiologiques que sanitaires observables entre les classes sociales ou CSP, et ce, indépendamment des conditions géographiques, géologiques et surtout climatiques propres à chaque région. Á ces contraintes socio-économiques d'ordre purement utilitaire s'ajoutent toutes les traditions symboliques, religieuses ou culturelles surdéterminant l'apparence du corps humain, que cela soit par le biais de tatouages, de scarifications ou

d'intégration de bijoux, sans oublier les traditions vestimentaires, en tant que signes d'appartenance à telle ou telle communauté.

Quelle que soit la société considérée et son niveau d'évolution historique, l'attention au corps fait partie des priorités vitales, en tant que condition première de pérennisation d'un peuple, à travers l'hygiène corporelle et surtout le sexe et la reproduction, selon les comportements déjà observables dans la plupart des « communautés » animales, ce que confirme la psychologie depuis Edmund Freud s'agissant des humains, en soulignant l'importance primordiale de cette fonction basique dans l'inconscient de tout un chacun. Force est de constater qu'une activité sexuelle « minimale » contribue bel et bien à l'épanouissement physique et mental de la plupart des humains, bien au-delà du moindre souci de reproduction de l'espèce, tout en reconnaissant que plus une société se développe en multipliant les centres d'intérêts de chacun, moins il reste de temps et d'énergie disponibles pour ce « sport » si particulier !

Il n'en reste pas moins que la dimension sexuelle semble mériter une place fondamentale dans chaque société, servant de base à diverses formes de traditions et de principale préoccupation sociétale en matière de mœurs, selon l'éthique ou la morale -religieuse ou non- en vigueur. Á l'instar de la plupart des animaux, l'espèce humaine est *naturellement* contrainte par les conditions pratiques d'une activité sexuelle impliquant *normalement* deux êtres complémentaires, mâle et femelle, ou homme et femme, ce qui n'empêche aucunement cette règle de se voir confirmée par une proportion minimale d'exceptions via l'homosexualité ou autre transsexualité, entre autres choses. De fait, toutes les sociétés, humaines comme animales, savent « d'instinct » que leur survie et leur expansion démographique éventuelle dépendent de la même « loi » physiologique imparable ou naturelle, et en cela indépendante de la moindre invention culturelle, y compris concernant l'évitement de l'inceste ou des rapports entre parents trop proches, en raison des dégénérescences génétiques et de l'affaiblissement physiologique que de telles relations entraînent, et ce, indépendamment de toute interprétation morale. Rien n'interdit pour autant, physiquement, n'importe quelle autre forme de pratique sexuelle,

dès lors techniquement dépourvue d'effet procréatif, sachant toutefois que, sauf à remettre en cause la pérennité de l'espèce, il ne peut s'agir là que d'*exceptions* dont l'aspect minoritaire mérite une neutre tolérance, s'agissant de la vie privée de chacun dans le respect de la loi commune, et uniquement entre adultes consentants. En toute objectivité résolument universaliste, force est de constater ici l'existence de ces exceptions de ressenti ou de comportement sexuel, et ce, semble-t-il, quels que soient l'époque, le lieu et le peuple concernés.

S'il est vrai qu'en principe l'acte sexuel implique techniquement l'intimité de deux personnes ou « partenaires » *volontaires*, avec ou sans *amour* sentimentalement ressenti ou exprimé, cette dimension physique de l'humanité est aussi la source de maints fantasmes et dérèglements comportementaux, de très nombreux abus de pouvoir sexistes et autres violences incluant jusqu'aux crimes de pédophilie, de viol, ainsi que de proxénétisme, tandis qu'une réelle obsession collective semble en faire une idée fixe en tant que « summum » de l'épanouissement individuel, par le biais de l'art, des médias, de l'humour ou des statistiques, dans des proportions sans commune mesure avec la réalité quotidienne de l'écrasante majorité des citoyens en la matière. Il est par ailleurs assez révélateur d'observer qu'en France, par exemple, et malgré la libération totale des mœurs sexuelles depuis 1968, le sexe reste encore un sujet tout aussi brûlant, excitant et obsédant que lorsque le mot lui-même était tabou, preuve plutôt paradoxale que cette dimension de notre humanité gagnerait sans doute à rester dans la sphère du privé et de l'*intime*, au lieu de se voir trop souvent sur-représentée et caricaturée.

En raison de la loi naturelle régissant la reproduction de l'espèce humaine, et de l'intimité duale qui seule permet de *faire l'amour* au sens complet de cette expression, la plupart des communautés ont été tentées d'ériger le couple hétérosexuel en principe moral et vital, en structure de base de l'édifice sociétal, considérant *de facto* l'homosexualité comme une anomalie, un accident marginal risquant de mettre en péril l'avenir de tous, jusqu'au point de réprimer violemment cette pratique sexuelle minoritaire, codifiant ainsi une morale religieuse ou laïque selon le cas,

tandis que certaines sociétés plus tolérantes, à l'instar des Grecs ou des Romains, pouvaient inclure ces mêmes exceptions au sein de leurs us et coutumes. En réalité, et quel que soit le contexte puritain ou laxiste des sociétés humaines, l'Histoire montre que toutes les pratiques sexuelles atypiques cohabitent plus ou moins discrètement et hypocritement avec la « norme naturelle », y compris parmi les religieux ou philosophes les plus moralisateurs, tant il est vrai que l'excès d'interdits proclamés peut cacher un obsession paradoxale envers le sexe. Il n'est aucun besoin de juger quelque pratique *consentie* que ce soit pour reconnaître qu'en tout état de cause, la sexualité fait partie intégrante de notre nature humaine dans ses ressorts vitaux les plus primaires ou reptiliens, sachant qu'au fil des développements sociétaux et culturels de chaque communauté, cette dimension s'enrichit de formes supérieures de jouissance tant physique que psychologique, jusqu'à l'esthétisme et l'exacerbation des sens que peut procurer un dosage approprié d'érotisme, a fortiori dès lors qu'un sentiment amoureux et réciproque suscite cette interaction physique.

Enfin, après l'intégrité physiologique que procure la santé d'un corps humain en bon état de fonctionnement et l'usage sexuel de cette extraordinaire machine à ressentir un bien-être qui paraît trop souvent aller de soi, le troisième élément principal de l'épanouissement humain dans sa dimension corporelle n'est autre que le *sport*, l'activité délibérée si justement nommée *culture* physique, indépendamment de la fatigue imposée par les nécessités du travail et des tâches quotidiennes. Il s'agit là, en réalité, de toute activité musculaire ludique rendue possible grâce au temps libre et ses loisirs, dans le but de se faire du bien, de maintenir et surtout développer ses ressources musculaires, nerveuses et physico-mentales, incluant accessoirement l'amélioration des qualités d'adresse et d'équilibre, toutes choses qui constituent une des plus saines façons de « se dépasser » en solo, voire de se stimuler à plusieurs via le jeu ou la compétition.

Dans la limite d'un temps libre encore tout relatif, et en raison de l'absence de dépense physique caractéristique de la plupart des modes de vie d'aujourd'hui, le sport est devenu indispensable pour un nombre

croissant de citoyens, ne serait-ce qu'en tant que moyen de supporter les multiples contraintes de la vie professionnelle et familiale, de compléter sa sociabilité de façon ludique, voire de gommer ou prévenir les risques physiologiques d'une alimentation rarement équilibrée, en écrémant la graisse de ses muscles. Le bien-être ressenti aussitôt l'effort accompli fait partie d'un besoin récurrent, le plus souvent sur la base d'un rythme hebdomadaire propre à servir de repère et d'exutoire appréciable dans la vie de chacun, tandis que la part accrue des activités correspondantes au sein des sociétés modernes constitue bel et bien un développement en tout point *culturel* permettant de se sentir maître de soi, de se défouler émotionnellement, et de développer une authentique solidarité en cas de pratique d'un sport d'équipe.

Si, malgré l'impression d'enfoncer des portes ouvertes, ces trois paramètres de l'épanouissement physique individuel viennent d'être ici rappelés, c'est pour mieux apprécier les effets de l'actuelle décadence mono-systémique et pseudo-démocratique sur l'intégrité et le bien-être corporels auxquels chaque citoyen a légitimement droit, avant d'inférer en toute logique les multiples avantages que l'avènement du délodisme biéconomique devrait promettre en la matière. Quels changements faut-il attendre de l'évolution *tempérante* à venir en ce qui concerne la santé physique du citoyen lambda, les mœurs sexuelles et leur représentation sociétale, ainsi que les conditions de la pratique sportive des amateurs et des professionnels ? Sans s'obliger pour autant à tout prévoir dans ces pages, ni prétendre dicter l'avenir majoritaire dans ces trop nombreux domaines de réflexion, il paraît ici possible de souligner quelques traits majeurs suffisamment probants pour valoir un détour réflexif, sachant que la paix et la justice qui caractériseront l'ère historique tempérante ne pourront que se traduire sous forme de mieux-être corporel et physico-mental à l'échelon de chaque citoyen, à défaut d'un bien-être *absolu* par définition toujours tendanciel et évolutif.

3 - De la Récupération au Développement Physico-Mental.

S'agissant de santé et d'hygiène de vie, dans le noble objectif de se sentir aussi « bien dans ses baskets » que dans sa tête, chaque citoyen se trouve *de facto* influencé par son environnement sociétal, de façon très concrète via l'alimentation et tous les autres aspects de son mode de vie, en particulier professionnel, comme de façon plus subtile au gré des modes et injonctions culturelles distillées par diverses sortes de médias, assimilables à un marketing -implicite plus encore qu'explicite-, sans même compter les tabous, rites ou commandements religieux et leurs effets hélas trop souvent sclérosants sur la conscience corporelle, voire carrément dégradants envers l'intégrité physique. Déboussolé par les conséquences contradictoires de la marchandisation croissante du corps humain et de son apparence, contraint à maints excès par la dégradation de la qualité de sa vie et de sa santé sous l'effet de l'urbanisation et de l'accélération déshumanisante du rythme de vie optimal, et plus encore guidé malgré lui par les exemples trompeurs de premiers de cordée en tout genre, le citoyen d'aujourd'hui exprime, à travers ses soucis et ses comportements corporels, toutes les limites d'un mono-système de plus en plus contreproductif en la matière. Qu'il s'agisse de la pollution des environnements ruraux ou urbains, de l'empoisonnement insidieux de consommateurs devenus dépendants de l'industrie alimentaire et de sa cuisine chimique à base de produits agricoles transgéniques bourrés de pesticides et autres conservateurs, de l'épuisement tant physique que nerveux engendré par la dégradation des conditions de travail et la perte de sens des efforts quotidiens, ou de la réelle précarisation de la plupart des citoyens face à l'avenir, le constat, déjà largement établi au travers des Livres I et II des *Tempérants*, atteste la décadence sociétale et la destruction pyramidale correspondante, puisque le système ultralibéral et mondialiste a définitivement atteint et dépassé le point de non-retour conditionnant son équilibre minimal, en devenant néfaste pour la quasi-totalité des citoyens, précisément parce que tous les progrès accomplis, malgré leur relative démocratisation, sont cancérisés par l'injustice.

Les conséquences de cette régression sociétale sont visibles, tant individuellement que du point de vue statistique, et quel que soit le pays riche ou pauvre concerné, se comptant en milliards de vies gâchées par la malnutrition ou la malbouffe, l'épuisement physique et précoce au travail, la dépression due au *burn out* des actifs ou le désœuvrement des exclus détruits par l'assistanat, la réduction de l'espérance de vie pour cause de diabètes et maladies cardio-vasculaires, l'addiction multiforme aux sucres, aux graisses, à l'alcool, au tabac et à maintes autres drogues encore plus nocives et la disproportion des cas de cancers et des besoins d'assistance psychologique ou psychiatrique, induisant chaque année un nombre croissant de citoyens littéralement cassés par la vie, brisés dans leur destin et leurs potentialités, empêchés de prendre soin d'eux-mêmes faute de temps ou d'argent, à l'instar des « sans-dents » moqués par un ancien président français prétendument socialiste. Il suffit désormais de se promener en ville, voire à travers nombre de territoires et quartiers périphériques, pour mesurer l'ampleur du désastre humain actuel sur les corps et les comportements, à la façon d'une sourde mutilation sociétale multipliant des êtres humains dégradés en zombies, comme aux pires périodes de l'histoire médiévale. La résurgence de nombreux problèmes sanitaires précédemment résolus, la dégradation de l'hygiène en raison de logements insalubres, tout comme la tolérance indifférente face à la mendicité et aux menues incivilités qui l'accompagnent, complètent le tableau d'une œuvre collective ratée par la maladresse égoïste d'artistes-leaders minoritaires, dont les goûts douteux dégénèrent en proportion directe de leur abandon des couleurs primaires, jusqu'au noir absolu du suicide collectif.

Le pendant de cette évolution à rebours de toute cohérence n'est autre que l'excessive marchandisation du corps, des soins qu'il suppose et de son apparence, à l'image d'une industrie cosmétique exacerbant la sophistication du *look* , dans le but de vendre et rendre indispensables mille déclinaisons lucratives des produits sanitaires les plus simples qui soient, ou pire, des « produits de synthèse » aux effets addictifs ruineux. Ainsi contraints et trompés par un incessant bombardement médiatique

et publicitaire, les citoyens qui restent dans la course consomment force crèmes, huiles et autres essences supposées contrecarrer les effets d'un mode de vie à l'envers du bon sens, comme pour sauver les apparences, à l'instar des nobles versaillais qui se poudraient et se parfumaient faute de se laver. Ni l'hygiène, ni le juste besoin de prendre soin de soi ne sont ici remis en cause, mais l'*abus* d'exigences surfaites et l'obligation subséquente de *sur*-consommer traduisent le dépassement inutile d'un équilibre qui serait à coup sûr plus bénéfique en termes de bien-être, sans compter la perte de temps abusive impliquée par l'excès d'artifice en la matière, les dépenses induites qui peuvent nuire à d'autres priorités plus pertinentes (y compris dans l'intérêt du corps que l'on se plaît à bichonner), ou le gâchis écologique que favorisent la complexification des recettes, la dispersion mondiale des productions et la multiplication des emballages. C'est ainsi que la très grande majorité des citoyens se trouve malmenée, même en ayant l'impression de se faire du bien, en sauvant vainement les apparence d'une condition physique et psychique de plus en plus relative et délabrée, et ce, en raison même des conditions *sociétales* de la « vie » quotidienne, tandis que seuls les consommateurs conscients et fortunés peuvent s'offrir le luxe d'une santé plus durable, modérément entretenue par des produits d'hygiène naturels ou bio, non sans se faire inévitablement accaparer par un marché réservé tout aussi lucratif, brouillant allègrement la frontière entre les besoins cosmétiques et paramédicaux. Les excès de narcissisme corporel qui en découlent ne font après tout que répondre aux injonctions d'une « société » d'autant plus factice qu'elle devient plus exclusivement individualiste.

Au vu de cette réalité sociétale touchant au corps humain, et de ses tendances systémiques précarisant autant les santés individuelles que l'avenir de la planète, il est aisé de comprendre à quel point la partition-répartition biéconomique favorisera le rééquilibrage des comportements en même temps que la préservation de la condition physique de chacun, pour un bien-être largement supérieur, aussi *réel* que ressenti. De fait, la disparition du stress vital ou existentiel et la libération universelle de la moitié du temps de vie de chaque citoyen supprimeront les véritables causes de toute détérioration physique, nerveuse ou mentale socialement

indue, interdisant l'aliénation actuelle du tout ou rien, ce qui aura pour effet de permettre la traduction du mieux-être de chacun à travers son corps, en particulier via le retour à une échelle de vie localement sensée et un rythme ou mode de vie enfin choisi et dès lors ralenti à sa juste pulsation. C'est ainsi que l'existence quotidienne des citoyens deviendra quasi spontanément la meilleure garantie de leur équilibre physique et mental, en évitant les effets nocifs d'une fatigue abusive et d'un rythme stressant, d'une vie de bout en bout *subie* dont l'inquiétude sous-jacente ouvre la porte à tous les dérèglements organiques et comportementaux.

La pacification des rapports sociaux et la libre maîtrise du temps personnel ou partagé au-delà des obligations citoyennes minimales de la Garantie Universelle transformeront peu à peu les loisirs vains et passifs de la consommation en activités choisies et épanouissantes d'une nature et d'un rythme propres à ne plus jamais harasser ni le corps, ni l'esprit, évitant ainsi toute accumulation nocive de stress ou de frustration, et permettant à chacun de mixer à son gré un équilibre personnalisé entre les dépenses mentales et physiques, au point de ne plus avoir besoin de défoulements pathologiquement révélateurs, ni de dopants artificiels ou autres addictions alimentaires, dont tout abus quantitatif équivaut, sinon à un poison mortel, du moins à une détérioration sensible -et parfois irréversible- de la condition physique et de l'équilibre psychologique. L'alimentation, plus que jamais choisie grâce au temps et au rythme appropriés du discernement, ne sera plus dictée par les supermarchés sur la base de « l'achat impulsif », émancipant les citoyens de demain en les responsabilisant dans l'intérêt enfin bien compris de leur propre santé.

Autant dire qu'un tel mode de vie ne pourra que favoriser le bon fonctionnement des corps individuels constituant le corps social, non seulement en rétablissant la santé encore récupérable de la plupart des « victimes sociétales » d'aujourd'hui, mais plus encore en entraînant l'amélioration constante et générale de la condition physique et mentale de la quasi-totalité de la population, à chaque nouvelle génération, autre façon, plus naturelle que les rêves bioniques, d'aboutir à une Humanité *augmentée* par la Justice et la Paix. Le bien-être individuel du corps et

de sa part d'esprit ou de sérénité mentale dépend donc de la résolution de l'équation *collective*, faute de quoi aucun progrès technique, aucune croissance économique, ne peut éviter une forme ou une autre de suicide sociétal physiquement observable en termes de « dégradation sanitaire majoritaire », chaque fois que les tares de quelque injustice systémique font basculer l'édifice bancal dans la crise de ses propres contradictions.

Enfin, outre le mode de vie, un *niveau* de vie suffisant reste bien sûr indispensable pour assurer, via l'alimentation et des conditions de confort matériel adéquates, l'état optimal de fonctionnement physique et mental de chaque citoyen en tant qu'entité corporelle, sachant que sitôt qu'une société humaine sera suffisamment développée pour libérer un minimum de temps via la partition-répartition biéconomique, ce mode de partage aboutira aux mêmes effets ci-dessus listés, dans la mesure où l'essentiel des progrès autorisés par les principes *tempérants* tient à l'apaisement des relations humaines et à l'optimisation de la répartition du temps, richesse en l'occurrence tout aussi essentielle que l'argent et les biens que celui-ci peut procurer. En réalité, la relativité culturelle et géographique des contenus possibles de la Garantie Citoyenne rendra le niveau de vie très secondaire par rapport aux bénéfices sociétaux d'un *mode* de vie devenu délodiste et biéconomique, et même les sociétés les plus pauvres en ressources pourront compenser ce handicap apparent via le partage équitable du temps et du travail, seule source authentique de richesse, à l'exemple des plus simples communautés vivant en osmose avec leur environnement, qui ont toujours le temps de chanter, jouer et danser.

4 - Les Consciences Sexuelles Individuelles et Collectives.

L'usage sexuel du corps humain et les multiples pratiques qu'il autorise sont au cœur de débats éthiques constants à travers l'Histoire, du fait même qu'il s'agit, *sociétalement* parlant, de la condition *sine qua non* de la survie de notre espèce à travers ses diverses communautés, et d'un point de vue purement individuel, de l'intimité la plus sensible de

toute personne. Dans la perspective d'une réflexion à portée universelle, il est préférable d'éviter le moindre jugement partial et partiel pouvant dériver de cultures ou de religions particulières, en essayant de réfléchir objectivement sur la base d'une « réalité » peu ou prou observable en tout lieu et en tout temps. En la matière, la sensibilité de chacun est sans aucun doute exacerbée par le côté secret ou tabou que suppose a priori le caractère intime du sexe, ce qui induit une pudeur légitime que les transgressions médiatiques et exhibitionnistes, humoristiques ou non, ne font après tout que confirmer.

Le corps humain constitue -en principe- la propriété inaliénable de chacun, correspondant exactement à la frontière physique et palpable de toute personne, en tant que support charnel de l'âme, de l'esprit ou de la conscience pour le temps d'une vie terrestre, ce que corroborent les droits théoriquement reconnus depuis longtemps concernant l'intégrité physique de l'être humain, tels l'*habeas corpus* anglais, bien que ces droits soient encore loin d'être respectés, qu'il s'agisse d'esclavage ou de l'exploitation excessive et dès lors illégitime de toute main-d'œuvre dans des contextes socio-économiques *de facto* discriminants de par leur caractère inégalitaire. S'agissant de rapports physiques de nature peu ou prou sexuelle et du respect moral de chaque personne en tant qu'entité corporelle, force est de reconnaître simultanément la liberté individuelle et l'autonomie d'usage dudit corps selon le libre choix ou la volonté de la conscience qui l'anime, sauf à se contredire aussitôt, ce qui revient à affirmer que toute ingérence provenant de tiers visant à contraindre cette « souveraineté corporelle » s'avère objectivement illégitime, quelles que soient les prétextes invoqués, dès lors que cela équivaut à une *violence* directe, depuis la manipulation psychologique de l'interdit jusqu'au viol de quelque obligation. D'où l'impérative nécessité du respect absolu du consentement de chacun sitôt que deux personnes sont concernées.

S'agissant de l'apparence du corps et de sa visibilité sociétale, les groupes humains ont tous établi des codes, à la fois vestimentaires et comportementaux, définissant une norme minimale de *décence* qui, bien que relative et donc très évolutive en fonction des cultures, semble être

partagée par tous les membres d'une même société ou communauté. Par exemple, les adeptes du naturisme ne se dénudent que dans un contexte privé et seraient embarrassés, gênés par quelque pudeur, s'il leur arrivait d'être observés par tout un chacun en pleine rue piétonne et de façon isolée, ne serait-ce que parce que toute situation sociale impliquant deux ou plusieurs individualités, et a fortiori une foule anonyme, suppose un minimum de réciprocité, et ce, indépendamment des avantages pratiques d'une norme de « bonne mœurs » par ailleurs légalement imposée. Cela signifie qu'une forme minimale de « bienséance visuelle » constitue le corollaire de l'existence de tout regroupement, en tant que partage d'une identité élémentaire, elle-même fondée sur une utilité pratique eu égard à l'environnement commun, géographique et climatique, par exemple.

Le corps humain est le bastion matériel de la vie *privée*, et c'est à ce titre qu'il est logique d'en maîtriser l'apparence, ne serait-ce que de façon minimale, tant pour s'exprimer au travers de ce qu'on en révèle, que pour protéger ce que l'on souhaite réserver à soi-même ou aux plus intimes de ses relations. Force est d'observer que, plus qu'aucune autre partie du corps humain, le sexe est devenu le trésor le plus précieux et le plus privatif de l'identité corporelle, ce que corroborent paradoxalement toutes les occasions d'exhibition ou de commentaires publics, à travers leurs effets trop lourdement comiques, car embarrassants, tant il est vrai que même une prostituée conserve sa pudeur en dépit des apparences. Il faut en déduire que la décence minimale conditionnant tout cadre de vie commun est *objectivement* compatible avec une totale liberté de mœurs à titre privé, en tant que base universelle de respect mutuel entre société et individu. Cela induit l'obligation légitime d'une conformité minimale de chaque citoyen concernant les normes éthiques du lieu et du moment dans l'espace public, dont le corollaire doit être la tolérance totale de la société quant à l'usage individuel du corps humain dans le cadre de la vie privée, ou la pratique discrète de mœurs sexuelles minoritaires, sous conditions de limites légales impliquant logiquement un consentement volontaire et mutuel, c'est-à-dire interdisant toute forme de violence, de domination ou d'exploitation.

L'équilibre sociétal et individuel du domaine en question s'avère donc parfaitement accessible, à condition de redéfinir de façon légitime, c'est-à-dire *majoritairement* démocratique, les tenants et aboutissants d'une juste balance associant de façon enfin complémentaire les besoins légitimes de l'individu et de la société, en fonction de l'évolution des mœurs, lesquelles sont toujours en relation dynamique de dépendance ou de rupture face aux données techniques, idéologiques, religieuses et philosophiques définissant un peuple. Quel que soit le contexte culturel et le niveau de développement sociétal, ce qui est *légitimement* autorisé ou interdit ne saurait donc l'être que *démocratiquement* et ne peut en aucun cas concerner le libre usage de son corps par chaque citoyen dans le cadre de sa vie *privée*, sous réserve du respect de la Loi définissant la liberté et la responsabilité individuelles. Par exemple, un mari qui par la force abuse sexuellement de sa propre épouse fait preuve d'une violence illégitime équivalant à un viol, puisque la liberté et l'égalité supposent un consentement *mutuel* permanent, alors que toute pratique sexuelle, même ultra-minoritaire, impliquant deux, voire plusieurs adultes en tout point *volontaires*, ne saurait être légitimement prohibée tant que cela reste strictement confiné au contexte de la vie privée. Il s'agit-là du seul équilibre universel susceptible de réconcilier les consciences sexuelles individuelles et collectives, indépendamment de tout jugement moral péremptoire. Ce point de vue pour le moins tempérant, à l'optique aussi neutre que possible, n'interdit aucunement l'existence nécessaire d'une morale républicaine évoluant *de facto* grâce aux débats ou influences culturelles et cultuelles concourant aux devenirs sociétaux, mais permet au contraire de clarifier ce qui est légitime de façon à la fois humaniste et universelle, en incluant le rôle des diverses options morales présentes dans chaque société vivante. De cette façon, tout citoyen adulte devenu responsable peut contribuer à l'évolution des mœurs au travers de sa participation publique aux débats éthiques et aux décisions politiques, tout en profitant de son entière liberté sur le terrain de sa vie sexuelle privée. Cela revient à dire que les minorités comportementales doivent se plier aux exigences de la majorité dans chaque situation incluant la liberté d'autrui, donc en respectant la volonté du moindre partenaire, y compris en contexte conjugal, tandis que par une réciprocité logique, la

majorité et « ses » lois doivent respecter la liberté des mœurs sexuelles minoritaires sitôt que ces dernières s'avèrent librement consenties par les intéressés, dans un cadre strictement privé.

La frontière entre ces deux exigences est forcément ténue, voire passablement élastique, sachant que l'essentiel est de s'assurer que les mêmes droits et devoirs s'appliquent à tous, ce qui suppose à terme une forme de *retenue* justifiée par l'aspect *intime* de tout ce qui concerne le sexe, et a fortiori le sentiment d'amour, ce dernier étant par définition d'autant plus fort qu'il est exclusif. Par exemple, de même qu'il peut paraître bizarre et plus ou moins indécent de voir un couple hétérosexuel s'étreindre sans vergogne dans un lieu public à coups de *french kisses,* il s'avère inévitable, et au demeurant tout à fait compréhensible, que la démonstration comportementale de mœurs sexuelles très minoritaires, dans le même contexte, s'attire le voyeurisme interloqué de citoyens qui se comportent plus discrètement via leurs propres habitudes sexuelles majoritaires. La sensation de « discrimination » alors ressentie n'est que le résultat d'un manque de discrétion minimale, s'agissant encore une fois de la dimension la plus intime et privée de la liberté corporelle, ce qui relève parfois d'une distraction involontaire et irrépressible, mais aussi très souvent d'une volonté d'affichage passablement provocatrice. Force est d'en conclure ici que l'extériorisation délibérée de valeurs et pratiques physiques qui relèvent de l'intimité sexuelle n'est donc pas souhaitable en contexte public, sauf sous forme éventuelle de création « artistique » et dès lors fictive, et sur des espaces spécifiques plus ou moins privatisés pour l'occasion.

5 - Critères de Légitimité des Pratiques Sexuelles.

La réalité historique témoigne de la coexistence, clandestine ou non, de maintes formes de pratiques sexuelles ou para-sexuelles, le plus souvent « dictées » par des us et coutumes d'ordre éthique ou religieux, mais aussi parfois dues à une proportion incompressible de « variants » *naturels* qui n'ont rien de « déviant », sachant pour autant que dans les

deux cas, il est possible de discerner ce qui est légitime ou non, et dès lors respectable ou non du point de vue des valeurs *universelles*. Á titre d'exemple déjà mentionné, l'homosexualité a toujours existé de façon nécessairement minoritaire, sur la base de ressentis spontanés, constants et très précoces chez certaines personnes qui peuvent être *naturellement* ambivalentes sur le plan sexuel, à plus forte raison lorsque leur corps lui-même se développe de façon physiquement indécise ou atypique, comme dans le cas de la transsexualité. Ainsi, pour des raisons psycho-physiologiques en particulier, les pratiques sexuelles et les affinités sentimentales qui les sous-tendent en principe se verront inversées par rapport à la « norme », dans le sens statistique et *naturel* du terme. La légitimité des options de vie correspondantes ne saurait être remise en cause, selon les remarques développées plus haut, dans le respect total et la discrétion mutuelle que suppose toute cohabitation sociétale. Mais de très diverses pratiques n'ayant rien de commun avec ces « exceptions naturelles » sont également observables à toute époque et en tout lieu, s'agissant de comportements sexuels en tant que relations peu ou prou assimilables à de simples activités physiques ou sportives, véhiculant dès lors moult fantasmes et autres obsessions individuelles ou partagées, et répondant tantôt à un simple besoin de défoulement intense, tantôt à des « déviances » ou addictions plus ou moins pathologiques pouvant dégénérer jusqu'aux pires formes de violence criminelle. Par exemple, bien qu'étant moralement peu prisés par la société dans son ensemble, la masturbation et l'usage des artifices techniques ou pornographiques des sex-shops ne sont pas par principe condamnables, tant qu'il s'agit d'une sorte d'exutoire « privé », occasionnel et maîtrisé, sachant que de telles pratiques révèlent en creux une solitude tant physique que psychique en la matière, avec un risque d'addiction pouvant induire une obsession qui ne saurait combler le « vide existentiel » correspondant, ni cicatriser les éventuelles blessures et frustrations passées ou présentes réclamant de tels artifices.

La prostitution, moquée comme le plus vieux métier du monde, est également une donnée incontournable de l'Histoire humaine, et la permanence de son « utilité » sociétale factuelle oblige ici à faire le tri

entre ce qui relève de relations réciproquement volontaires, à titre privé « d'artisanat » individuel, voire associé, et les réseaux d'exploitation en tout point criminels de l'esclavage sexuel. Certes, dans les deux cas, il est humainement dégradant que femmes et hommes se trouvent réduits à l'état d'objet au travers d'un commerce anormalement lucratif et plus ou moins clandestin, ce qui traduit d'une autre manière la même régression déshumanisante ou précarité psychique que la masturbation, l'érotisme obsessionnel, l'échangisme mondain ou le sadomasochisme, entre autres fuites inconscientes aussi vaines qu'auto-addictives, mais la frontière à définir est des plus aléatoire, à plus forte raison sachant que nombre de relations de « couples » se détruisent -et se construisent parfois !- sur de tristes calculs d'intérêts financiers, d'ambition ou de notoriété, illustrant l'ambiguïté des relations interindividuelles en la matière, sur l'éventail des cinquante nuances de rose d'un fondu « enchaîné » aussi subtil que les statuts de guide privée, hôtesse, *call girl* et autres *escort girl* ou *boy*. Le seul moyen efficace de trier a minima l'acceptable du préjudiciable, compte tenu de la permanence de telles pratiques sous couvert de clubs plus ou moins discrets, n'est pas de tout interdire hypocritement en bloc, alors que l'on sait pertinemment que ce bas monde du sexe dégradant ne disparaîtra jamais *totalement*, tout comme n'importe quelle forme de délinquance, mais consiste à reconnaître et respecter la liberté légitime de ces mœurs individuelles entre adultes totalement consentants dans un contexte aussi privé que discret, tout en créant les conditions d'une vie *sociétalement* plus saine, propice à limiter ces pratiques pathologiques au strict minimum incompressible. Ainsi, la répression légale ne doit-elle concerner que ce qui est avéré comme abusif et violent à l'égard de la liberté individuelle propre à chaque citoyen adulte ou non, quelle que soit la pratique aussitôt devenue illégitime, avec la même sévérité que face aux pires crimes du viol, de l'inceste et de la pédophilie.

A l'instar de ce qui s'observe s'agissant des drogues dures, ces dérives ultra-addictives ne devraient concerner qu'une *infime* proportion de chaque communauté nationale, et le surdéveloppement des mœurs et des marchés qui leur correspondent ne fait que mesurer l'effondrement d'une fausse pyramide sociétale via sa décadence culturelle, du point de

vue de l'intégrité physique des citoyens ainsi (auto-)détruits. Autant dire qu'il est vain de prétendre lutter contre la progression accélérée de ces cancers sociétaux sans s'attaquer aux causes surtout *socio-économiques* de ces formes de dépression suicidaire, pour pouvoir réduire à sa seule proportion incompressible et accidentelle la clientèle de ces « marchés » aussi nocifs que révélateurs (et traiter d'autant plus efficacement les cas résiduels inévitables, si nécessaire).

6 - Sexe, Morale Collective et Légitimité Universelle.

S'agissant des normes comportementales plus ou moins dictées sur la base de principes moraux, religieux ou philosophiques, il est tout aussi nécessaire de réfléchir posément, en essayant d'utiliser la raison humaine la plus universelle qui soit pour se libérer autant que faire se peut des aspects abusifs de certaines injonctions autoritaires, décrétées par une forme de pouvoir illégitime ou minoritaire, y compris dans les contextes culturels et cultuels. Pour autant, il faut avoir conscience que l'évolution des mœurs, via leurs multiples obligations et autres interdits, résulte d'un mouvement perpétuel entre influences et contre-influences d'opinions et de comportements respectables, que ces derniers soient majoritaires ou minoritaires, dans la double et vitale mesure du respect de la liberté individuelle et de l'intégrité corporelle. Les références qui gouvernent l'éthique d'une société en la matière dérivent des fondations religieuses et/ou philosophiques de la communauté en question, ce qui se traduit par des us et coutumes d'autant plus acceptés qu'ils s'avèrent transmis et perpétués par l'éducation (familiale et communautaire si la société est globalement laïque tout en régulant un minimum de *bonnes mœurs*, ou même publique lorsque l'État est ouvertement théocratique).

La religion, plus encore que le sérum philosophico-idéologique dans lequel baigne chaque société humaine, s'impose comme une toile de fond d'une influence primordiale en matière de définition morale des « bonnes mœurs », et ce, au point d'être toujours en encore présente en filigrane dans les principes humanistes, républicains et démocratiques,

même s'agissant des sociétés les plus laïques et les moins pratiquantes, à l'instar de la France dans ses rapports avec le Catholicisme. Il va de soi qu'un chapitre prochain ne sera pas de trop pour réfléchir sur la foi, la religion et la philosophie sous l'angle de l'évolution *tempérante*, mais il faut ici se borner à considérer la validité des préceptes religieux qui concernent le bien-être physique et sa dimension d'équilibre mental, en essayant de définir ce qui est universellement « validable », c'est-à-dire compatible avec les principes et autres valeurs de l'humanisme le plus démocratique, pour autant que cela soit possible.

Á l'inverse des observations précédentes concernant l'attention individuelle et sociétale au corps humain, aux soins qu'il requiert, aux usages sexuels qu'il suscite, comme aux pratiques sportives qui peuvent le (sur)développer, il semble que la plupart des religions fassent preuve d'un a priori négatif vis-à-vis du corps, et plus encore du sexe, dans une sorte de symétrie sclérosante et traumatisante face aux excès et dérives minoritaires constatés plus haut et si caractéristiques de notre histoire humaine. Tout en trahissant parfois nombre d'obsessions hypocrites et autres abus scandaleux qui sont contraires aux interdits proclamés, les principales religions pèchent par un certain degré de contradiction entre le tabou sexuel et l'injonction de croître et de multiplier, cette dernière dérivant à l'évidence d'une ambition plus temporelle que spirituelle. Cela dit, dans un légitime souci de pacifier la société en la préservant de ses comportements sexuels les plus « bestiaux » ou nocifs du point de vue sanitaire, et en tant que toutes premières ébauches de constitution sociétale, les dogmes religieux se sont naturellement intéressés, outre au « bien » de l'âme, au corps humain qui la maintient en vie, ainsi qu'aux divers comportements sexuels que suppose la reproduction pérenne de ce dernier, et il est parfaitement légitime que les institutions concernées participent encore aujourd'hui à tous les débats éthiques en la matière, y compris concernant, entre autres choses, les nouveaux enjeux et futures techniques de procréation, ou l'euthanasie s'agissant de la fin de vie, dès lors que les religieux, en tant que citoyens comme les autres, ont droit à la même liberté d'expression.

Dans une perspective universellement démocratique, toutes les opinions religieuses ou non concernant le corps et le sexe peuvent être entendues, et doivent se « confronter » de façon pacifique et argumentée pour déterminer peu à peu, dans la pratique comme à travers la loi, une majorité d'us et coutumes physiques et sexuels, qui pour autant doit être totalement neutre et tolérante vis-à-vis des minorités quant aux droits et pratiques privés de ces dernières. Or, force est de constater que jusqu'à présent, ce n'est pas le cas de l'Histoire humaine, faute de démocratie, et ce d'autant moins que les religions, dans leur quasi-totalité, sont des structures de pouvoir vertical, descendant et par définition théocratique. Concernant le domaine du corps sexué, cela a donc aboutit à un éventail d'obligations et d'interdits qui peuvent être compatibles ou non avec les valeurs et principes de l'émancipation individuelle et sociétale, et ce, à tel point que même la Révolution française et tous les régimes qui l'ont suivi se sont inspirés en grande partie des éléments philosophiques les plus positifs et les plus permanents de multiples influences religieuses.

En gardant à l'esprit un point de vue humaniste et universaliste permettant de dépasser les frontières interreligieuses en la matière, il est possible -et nécessaire- de trier a minima les injonctions et interdits qui concernent le corps et ses usages, sur la base du respect de la liberté et de l'intégrité physique auxquelles chaque personne a droit, sachant que les évolutions culturelles ne sont que très relatives, même lorsqu'elles s'imposent de façon largement majoritaire, démocratiquement ou non. En s'adressant directement à la conscience via le principe d'un droit divin de définir le bien et le mal, chaque religion développe des rites initiatiques qui vont jusqu'à entamer et modifier l'intégrité physique des adeptes, comme c'est le cas de l'ascétisme, le l'auto-flagellation, des tatouages, de la scarification, de l'implantation symbolique d'objets ou de bijoux, de la déformation volontaire de telle ou telle partie du corps, sans oublier l'excision et la circoncision. Pratiqués sur les plus jeunes en accord avec leurs parents, ces rites physiques sont de fait *objectivement* illégitimes vis-à-vis de ceux qui les subissent, s'agissant de personnes mineures qui ne choisissent pas librement ce parcours initiatique, alors que tout adulte se prêtant aux mêmes « transformations corporelles » de

façon consciente et délibérée rend aussitôt l'acte légitime, en tant que pratique culturelle ou cultuelle volontaire, à condition de ne pas être psychologiquement manipulé par le biais de « drogues » spirituelles ou organiques aliénant la liberté de choix, comme ce peut être le cas dans certaines sectes soumises à quelque gourou.

Dans la mesure où, en participant à l'éducation religieuse de leurs enfants, les parents s'arrogent *culturellement* le droit de décider pour leur progéniture, pour ce qu'ils considèrent être leur bien, ces rites illégitimes ne sont qu'historiquement justifiés, dans le temps comme dans l'espace géographique de la communauté considérée, attestant un niveau de développement forcément relatif, issu d'us et coutumes très souvent ancestraux, et situant la population concernée par rapport aux critères universels physiques et moraux d'intégrité, d'autonomie et de liberté, attachés à la conscience corporelle de l'être humain. Sachant que le propre de toutes les religions trop hiérarchisées et insuffisamment philosophiques et de s'interdire d'évoluer, la stricte conservation de ces coutumes, que la continuation de l'Histoire rend la plupart du temps inutiles, injustifiées, voire parfaitement obsolètes sur le plan sanitaire, emprisonne les fidèles dans une rigidité de plus en plus subie, aggravant d'autant un retard d'évolution vers les droits et besoins légitimes de tout être humain. De la même façon que certains tabous s'avèrent excessifs et sclérosants pour l'équilibre psychique de nombreux fidèles en matière sexuelle, ces multiples obligations d'intrusion dans l'intégrité physique resteront de fait illégitimes et assimilables à des *violences rituelles* aussi longtemps qu'elles s'appliqueront aux enfants en lieu et place d'adultes éduqués et volontaires, rendus suffisamment conscients et consentants par le minimum de connaissances critiques, interreligieuses *et* laïques que doit offrir une Éducation Commune républicaine digne de ce nom. Si les rites initiatiques des diverses traditions plus ou moins religieuses étaient *librement* proposés à des adultes pleinement conscients de la multiplicité des autres cultures, il est à parier que ces derniers sauraient spontanément trier entre ce qui est acceptable et ce qui est excessif, ce qui donnerait l'occasion d'une *évolution* religieuse propre à conserver l'essentiel du message à transmettre et pérenniser une adhésion d'autant

plus volontaire de la part de fidèles émancipés, tout en permettant aux éventuels rites et symboles de respecter enfin les valeurs universelles attachées au corps humain.

Du point de vue collectif ou sociétal, la légalité des mœurs en matière de libertés, d'obligations ou d'interdits concernant le corps, ses usages et son apparence -y compris vestimentaire- ne peut donc devenir légitime qu'en respectant la liberté individuelle de suivre *ou non* des modes et codes culturels historiquement et géographiquement limités, du moins dans le cadre de la vie *privée*, et plus encore en s'interdisant toute atteinte au droit universel de l'intégrité physique individuelle, ce qui suppose un libre consentement à l'adoption des signes et symboles visuels que peut impliquer une tradition communautaire. La première condition fait référence aux mœurs collectives et à leur définition de la « décence minimale » en contexte public, sachant ici que les contraintes afférentes sont constamment révélatrices du niveau de progression de la société en question, en termes de développement culturel ou de distance historique par rapport aux valeurs universelles de l'équilibre humaniste et démocratique. La tolérance des pratiques minoritaires, tout comme le respect de la liberté corporelle individuelle et de l'intégrité physique que cette dernière suppose, apparaissent ainsi comme des critères *objectifs* de développement, indépendamment de la légalité historique, même si cette dernière peut « sembler » majoritaire. C'est par exemple le cas du voile islamique, et plus encore de la *burka*, qu'une femme musulmane peut très bien porter par adhésion sincère aux signes religieux de sa foi, non sans l'influence d'un puissant contexte sociétal, mais dont la plupart des femmes semblent bel et bien *subir* l'usage sous la pression de leur mari dans de nombreux pays officiellement musulmans, parmi maints autres interdits et obligations discriminatoires, car ne s'appliquant pas à tous les citoyens d'une même société. Or, si de telles situations sont possibles, c'est visiblement dû, comme pour la plupart des religions, à la domination sans partage de pouvoirs minoritaires masculins justifiant, via une religion transformée en idéologie, une inégalité de fait parmi bien d'autres. En l'absence de toute démocratie authentique, de tels abus de pouvoir n'ont hélas rien de très surprenant, tandis que leur finalité

bassement matérielle et économique se fonde sur une forme de semi-esclavage, une réelle discrimination sexiste dont les majorités populaires souhaitent la plupart du temps se débarrasser sitôt qu'un pouvoir trop religieux s'impose en dictature de droit divin.

Il se peut pour autant qu'un peuple indifféremment chrétien, juif, musulman, voire tout autre encore, soit *majoritairement* favorable à des pratiques peu ou prou discriminatoires envers les femmes ou n'importe quelle catégorie minoritaire ou non de citoyens, voire à des traditions imposant des interdits et autres obligations contraires à l'émancipation, à la liberté et à l'intégrité physique de tous et de chacun, sans que de tels choix en deviennent légitimes pour autant, dans la mesure où ces abus consentis, via un principe de *servitude volontaire* digne de la brillante description d'Etienne de la Boétie, reflètent un développement culturel très en-deçà de l'émancipation universelle, autrement dit, un manque de maturité sciemment entretenu par quelque manipulation psychique sur fond de superstition ou de « violence mentale », dont les effets sont en tout point équivalents à ceux de dangereuses propagandes idéologiques, ce qui peut aboutir, entre autres, aux aberrations masochistes de l'auto-flagellation, du terrorisme suicidaire et autres sacrifices de kamikaze. La légitimité majoritaire est alors de nature *historique*, sans pour autant être *objective*, en raison d'une erreur collective allant à l'encontre de la Vie, de son équilibre et de sa liberté, ce qui rend cet état culturel à coup sûr temporaire et prometteur de conflits d'évolution ou de futures crises de développement inéluctables pour cause d'injustice sociale ou d'impasse « scientifique », car dans ce cas, c'est la Nature et le Temps qui font très vite apparaître l'incohérence des mœurs en cause. En effet, même dans ces circonstances hélas assez fréquentes de majorité apparente résultant d'une programmation mentale des peuples contre l'intérêt de leur propre émancipation, les citoyens se retrouvent de façon collective dans une situation comparable à celles des bons parents précités mutilant leurs enfants sans l'accord possible de ceux-ci, au nom de traditions plus ou moins superstitieuses. La *légalité* paraît ici en tout point respectée, mais certes pas la *légitimité totale*, laquelle suppose le *libre* consentement d'une maturité *de facto* absente en cas de manipulation de masse. Ces

fréquentes atteintes « collectives » à l'intégrité physique universelle sont dès lors objectivement révélatrices, pour l'entité sociétale en question, d'un retard d'évolution culturelle en direction des principes d'égalité, de liberté, et par-dessus tout de justice en matière d'intégrité corporelle, ce qui s'accomplit et se pérennise soit sur la base d'une pseudo-éducation sclérosante ou aliénante, soit en interdisant la moindre éducation à tout ou partie de la population, afin de maintenir plus facilement les peuples en situation de dépendance infantilisante envers une forme ou une autre de dictature mentale en réalité minoritaire. En concordance logique avec un retard d'émancipation des consciences, l'acceptation majoritaire de pratiques, obligations ou interdits préjudiciables aux critères d'intégrité physique et mentale *communs* à tous les êtres humains va de pair avec l'absence de démocratie et d'éducation comparative minimale, bloquant ou usurpant l'évolution culturelle, à la façon du formidable pouvoir de l'Eglise Catholique Romaine au temps des sorcières et de l'Inquisition, ce qui est typiquement le cas des systèmes de pouvoir théocratiques et autres monarchies prétendument de droit divin. Seuls les choix d'adultes libres et conscients, en réalité tous pourvus d'un minimum de jugement critique par la simple Raison humaine, sur la base d'une connaissance aussi ouverte que possible aux *diverses* religions en vigueur, peuvent aider à trier et relativiser la pertinence des rites corporels en fonction de leur respect des valeurs universelles touchant à la liberté et à l'intégrité physiques.

La morale attachée aux bonnes mœurs est donc relative selon le lieu et la culture de chaque communauté humaine, peuple ou nation, ce qui n'empêche pas de situer des degrés de développement différents par rapport aux valeurs universelles rappelées ci-dessus, indépendamment du respect le plus absolu de chaque forme culturelle ou tradition typique *compatible* avec lesdits principes. Par ailleurs, la rigidité intrinsèque de la plupart des religions gagnerait à s'assouplir, ne serait-ce que dans le dosage de certains rites corporels, à l'instar de la différence révélatrice observable entre les baptêmes catholique et orthodoxe d'une commune religion chrétienne. Il n'est pas agressif de verser quelques centilitres d'eau bénite sur le front d'un nouveau-né, mais carrément traumatisant

d'immerger intégralement ce dernier à plusieurs reprises, au risque de provoquer des morts par noyade, comme c'est hélas parfois le cas.

Tout en se réservant ici pour un chapitre ultérieur de réflexions tempérantes sur les religions, force est d'observer que leur importance s'avère souvent fondamentale, entre autres choses en matière de mœurs physiques, et qu'une société humaine suppose un minimum de valeurs morales universelles, ces dernières étant jusqu'à présent maladroitement approchées, sans nul doute en raison des abus de pouvoir historiquement minoritaires si typiques des époques *prétempérantes*, avec pour résultat, comme par hasard, l'extrémisme situationnel d'une lutte ouverte entre la pseudo liberté de nombreuses dérives sexuelles et le pseudo puritanisme des intégristes de tout poil, quelle que soit la religion concernée, sur un fond toujours glauque de sexisme et d'intolérance réciproque, tandis que la double innovation délodiste et biéconomique ne pourra que susciter un équilibrage central et très largement majoritaire induisant aussitôt des us et coutumes physiques et sexuels aussi respectueux qu'épanouissants.

7 - Vers une Morale Corporelle et des Pratiques plus Equilibrées.

Ce qui caractérise les sociétés prétempérantes à la lumière des analyses qui précèdent, c'est avant tout le *déséquilibre* sous toutes ses formes, s'agissant ici de la santé et du bien-être du corps humain, de son usage au travers de la vie quotidienne, de son épanouissement sexuel, de ses éventuelles contraintes rituelles, ou des pratiques sportives qui sont censées l'entretenir et le développer. Il suffit de quelques encablures de recul observateur pour reconnaître que les constituants destructeurs et traumatisants qui réduisent le bien-être tant corporel que physico-mental de l'écrasante majorité des humains sont directement liés aux conditions de vie *sociétales* dans leur dimension culturelle, en rapport toujours très étroit avec les trois autres faces pyramidales déjà explorées, ce qui laisse supposer sans peine que l'adoption du délodisme biéconomique et de sa démocratie quadridimensionnelle autorisera des progrès sans précédent

sur ce terrain concret, lesquels méritent d'être quelque peu développés en conclusion de ce chapitre, sans pour autant prétendre à l'exhaustivité.

Tout déséquilibre *sociétalement* pathogène, ou à tout le moins symptomatique d'une forme ou une autre de *décadence*, se caractérise simultanément par l'excès de la forme et la dénaturation du contenu, à l'image d'un fruit blet perdant en même temps son aspect, sa texture et son goût, jusqu'à devenir immangeable. S'agissant des humains en tant qu'individus et société, une décadence systémique périodique apparaît chaque fois qu'un point de « non-retour » se trouve atteint, puis dépassé, que des proportions deviennent *dis*proportions, ou que les effets positifs de la dynamique historique s'inversent en conséquences négatives qui garantissent la chute et sa gravité, à l'instar de la loi physique. On peut donc parler de décadence chaque fois que les plateaux de la balance que tout équilibre suppose s'éloignent et se contredisent bien au-delà de leur dynamique de complémentarité, transformant les us et coutumes en abus de plus en plus aliénants et autres caricatures comportementales propres à déshumaniser les individus, les groupes, puis l'entière société, par le biais d'addictions devenues pathologiques.

La dénaturation affectant les tissus sociétaux contemporains, à l'image des déchirures béantes qui transforment les drapeaux nationaux en lambeaux d'unité fictive, doublées des inégalités entre pays riches et pauvres, offre le spectre complet des aberrations résultant de l'injustice mono-systémique et de l'absence d'authentique démocratie, ce qui finit par transformer en drogues avilissantes ou mortelles les actes les plus usuels impliquant la santé corporelle. C'est ainsi qu'en écho à la famine ou à la malnutrition des uns, la majorité des autres s'auto-détruit via le surpoids, alors que seule une société tempérante permettra aux individus comme aux groupes de maîtriser un nouvel équilibre alimentaire, par le biais du partage équitable d'un minimum de *niveau* de vie, et surtout d'un *mode* de vie apaisé offrant le temps et l'autonomie locale que toute renaissance territoriale suppose, outre le fait que les choix majoritaires sauront interdire l'empoisonnement industriel et limiter les importations au strict minimum nécessaire. Á l'instar des excès concernant l'alcool,

le tabac, ou tant d'autres drogues encore plus rapidement destructrices pour l'équilibre de chacun, les abus alimentaires en tout genre trahissent un besoin de fuite vers l'impasse d'un non-sens physiologique absolu, pour ne pas dire un lent suicide, découlant directement des conditions de vie dégradées de la plupart des citoyens du monde, tant matériellement ou financièrement que sur les plans humain et psychologique, puisque les classes supérieures se laissent pareillement attirer par toutes sortes de substituts factices au vrai bonheur, faute de trouver un digne sens à leur existence individuelle *et* sociale. Le bien-être physique et mental d'un nombre croissant de citoyens s'en trouve réduit d'autant et devient l'expression charnelle d'un *corps social* dénaturé, d'un Léviathan pris de vertiges, dont la tête à perdu le Nord et dont les deux pieds se sont déconnectés du moindre bon sens terrestre, à travers les artifices d'une urbanisation excessive. S'agissant en particulier du corps humain et de son épanouissement souhaitable, la coquille sociétale se vide ainsi à la façon d'une baignoire dont *tout* le liquide vital disparaît, comme pour se perdre dans le tourbillon de son évacuation, tandis que l'eau sale d'une vie devenue minable accélère sa chute jusqu'aux égouts. Au fond, c'est la perte de *sens*, et avant tout de sens *commun*, qui suscite cette peur du vide chaque fois qu'une civilisation se meurt par la faute de ses propres contradictions, suscitant d'autant le besoin de se raccrocher à n'importe quoi, de se défouler dans l'excès, à l'image des *partouses* dépravées des traders de Wall Street si bien décrites par le cinéma, ou même des orgies décadentes de l'Empire Romain.

De la même façon, les *excès* d'attention au corps, en comblant l'absence de bien-être par le besoin d'un mieux-paraître à grands coups de *sur*consommation cosmétique ou vestimentaire, tout comme les abus de pratiques sportives télé-dictées rendues souvent dangereuses par leur incompatibilité avec une alimentation déséquilibrée, et réduites à l'achat impulsif d'équipements et d'abonnements inutilisables faute de temps, sont autant de symptômes d'un dépassement superflu des conditions de l'équilibre corporel et physico-mental le plus spontané et naturel, tel que la simple vie quotidienne devrait l'assurer. Certes l'hygiène et les soins du corps, tout comme une pratique sportive minimale et modérée, font

partie des conditions d'optimisation d'un *feel good* plus accompli, mais force est ici de constater qu'une tendance addictive virant à l'obsession d'un perfectionnisme par trop abusif, via des habitudes susceptibles de déséquilibrer les autres dimensions de la vie, révèle une forme de fuite impossible à travers la compensation jamais satisfaite d'une frustration touchant au mode de vie, au point de rendre quasiment pathologique tel ou tel type d'activité impliquant le corps, aussi saine cette dernière soit-elle par ailleurs, puisque tout n'est en réalité qu'une question de dosage ou de proportion.

S'agissant de sport, la vision du corps, au travers d'une forme de standardisation culturelle véhiculée par les leaders en la matière, via de nombreux médias et autres réseaux sociaux, se trouve dictée de fait par une minorité d'influenceurs socio-économiques développant toujours, plus encore que ledit corps, de tout nouveaux *concepts* qui deviennent aussitôt des créneaux commerciaux plus lucratifs les uns que les autres, récupérant ainsi les citoyens consommateurs les plus marginaux dans le même courant mercantile et libéral, tel un siphon interdisant la moindre échappatoire, pour finir par faire payer ce qui est *naturellement* gratuit. L'exemplarité des pros et autres spécialistes sportifs, dont les exploits en compétition font rêver les amateurs, non sans être parfois falsifiés par de subtils dopages qui font du tort à certaines disciplines, ne saurait en réalité concerner qu'une minorité d'adeptes amateurs déjà prédisposés, et sert surtout de support efficace au sponsoring publicitaire, au travers des contrats mirobolants du business sportif. Il n'y a là rien d'anormal, après tout, à condition qu'à l'instar de toute autre activité lucrative, la loi d'équilibre des 50% brut de participation au minimoptimaximum soit dûment prise en compte, en tant que critère de calcul de la participation citoyenne de chacun.

Toutes les attentions esthétiques et sportives attachées au bien-être corporel et physico-mental font donc partie intégrante de la moindre culture évoluée, en concomitance avec l'existence sociétale, mais c'est en termes de *proportion* des besoins afférents et en fonction de la *façon* dont ils sont satisfaits -ou non- que peut s'apprécier l'*équilibre* culturel

de chaque communauté en la matière, sachant qu'en-deçà de cette limite évolutive, le corps humain et son bien-être ressenti « souffrent » d'un manque objectif de moyens d'émancipation optimale, tandis qu'au-delà, l'excès quantitatif de l'addiction, doublée d'une inévitable dénaturation psychique et physiologique via la dépendance, traduisent un gaspillage qui devient paradoxalement aussi nocif pour le corps que préjudiciable à la planète via la surconsommation. Or, dans ce domaine concret, faut-il le rappeler, seule une société devenue délodiste et biéconomique sera à même de désamorcer les excès, de *tempérer* spontanément les pratiques et autres consommations d'ordre esthétique, sportif, et accessoirement vestimentaire, en promouvant la souveraineté corporelle et son intégrité physique via l'égalisation du temps partagé par la valeur minutaire et objective du minimoptimaximum, indépendamment de tout l'argent et de toutes les richesses que chacun a la liberté d'en retirer, le cas échéant.

Il en va de même concernant les pratiques et options sexuelles, majoritaires ou très minoritaires, dont on a déjà pu constater l'existence permanente et apprécier suffisamment la légitimité relative par rapport aux conditions universelles de justice, d'égalité et de liberté en matière d'intégrité corporelle, sachant que dans ce domaine précis, ce n'est pas la *coexistence* de ces multiples pratiques qui remet en cause l'équilibre sociétal, lequel abritera toujours des activités statistiquement *normales*, mais aussi des exceptions tout aussi légitimes, à la différence des excès dégradants, délinquants ou criminels qui remettent en cause l'intégrité et la liberté corporelle de leurs adeptes et éventuelles victimes. Par contre, on peut parler de décadence et de fin de civilisation ou d'ère historique aussitôt que le « paysage sociétal » montre que ces mêmes tendances se déstabilisent en *disproportions* tout aussi anormales que temporaires. Pour prendre un exemple analysé plus haut, l'homosexualité *naturelle* ne concerne physiologiquement et psychologiquement qu'une très petite minorité de citoyens, dont la proportion minimale n'a aucune raison de changer sensiblement ni brusquement (à l'instar du pourcentage habituel de gauchers par rapport aux droitiers), mais elle devient un révélateur *sociétalement* pathologique dès lors qu'elle se transforme en une *mode* exprimant une lassitude « existentielle », ou un besoin de fuite associé à

quelque mal-être identitaire, voire à une dégradation des relations entre les deux sexes, ou encore une vaine quête d'originalité dans un contexte urbain lassé de tout, une perte de repère et de sens poussant à une forme de défoulement dépourvu du moindre sentiment, tandis que sur un autre plan, l'accaparement minoritaire des médias et de la culture par la gent homosexuelle révèle de fait une disproportion abusive de pouvoir ou de représentation propre à encourager un doute identitaire chez les uns, et les pires réactions homophobes chez certains autres. Ces *dévoiements excessifs* d'une homosexualité pourtant en tout point respectable sont ainsi typiques des fins de civilisation, nourrissant d'autant les réactions pudibondes de certaines autres minorités citoyennes, dont l'intégrisme religieux prend prétexte pour devenir toujours plus agressif et régressif. Il en est de même concernant la transsexualité et les diverses variantes physiologiquement ou psychiquement *justifiées* adoptant la discrétion privée qui conditionne le respect de leur légitimité, lorsque ces pratiques ou ressentis se « popularisent » exagérément sous l'effet d'une forme de publicité systémiquement encouragée par quelque activisme minoritaire.

Les autres pratiques sexuelles, assimilables à des dérives plus ou moins avilissantes telles que la prostitution, l'échangisme, voire les jeux pervers du sadomasochisme, ainsi que tous les crimes objectifs contre la liberté et l'intégrité individuelles tels que l'inceste, la pédophilie, et bien sûr le viol, sont a fortiori représentatifs d'une décadence fatale à toute société civilisée dès lors que leur cancer comportemental se métastase en un nombre croissant de délinquants, de criminels et de sadiques. Plus ces formes de régression vers l'*animalité* se multiplient, plus la société considérée s'effondre sur elle-même, comme ce fut hélas le cas de la quasi-totalité des civilisations précédentes. Tout se passe comme si un vertige déshumanisant répondait à la perte de sens que les contradictions sociétales induisent au-delà d'un point précis de non-retour, comme si la société se suicidait moralement, en particulier par le haut et le bas, via la corruption comportementale des élites et la violence incontrôlable d'une base citoyenne par trop frustrée de ses droits légitimes, avant d'infecter jusqu'aux classes moyennes qui maintiennent l'édifice commun.

Ainsi peut-on voir à quel point les implications psychologiques et morales des pratiques corporelles conditionnent -et mesurent tout à la fois- le degré d'humanisation des citoyens et de leur société en fonction directe de leur distance historique aux droits universels impliqués par le minimum d'intégrité physique commun à la totalité des Terriens, quelle que soit la culture considérée, selon que les mœurs et traditions de cette dernière en matière de santé physique globale respectent plus ou moins les valeurs universelles du corps humain, sans oppression ni idolatrie. Cela suppose autre chose qu'une pseudo-démocratie électorale et mono-systémique dont les tares fondamentales font le lit de toutes les formes de violence imaginables, via une injustice croissante et la décadence des mœurs que celle-ci entraîne inexorablement.

Ces déséquilibres périodiques, ces dépassements récurrents de proportionnalité, et la tristesse pathétique que procure le corps humain que l'on transforme objet ou en drogue vainement addictive, sont autant d'excès trompeurs impuissants à combler le vide d'une absence de joie de vivre et de finalité positive, en se raccrochant aux bouées de plaisirs tout aussi éphémères que discontinus, transformant l'existence de trop nombreux citoyens en une suite de fuites instantanées dans la solitude individualiste et l'impasse existentielle de célibataires urbains en quête de *plan cul*, entre autres addictions. Cela donne toute la démesure des échecs relationnels induits par le capitalisme mondialisé et l'inhumanité des priorités de son aveugle surcroissance, aux antipodes du progrès que l'évolution prochaine, délodiste, biéconomique et tempérante, fera enfin transparaître jusque dans l'émancipation et l'épanouissement corporels des citoyens de l'avenir, chaque génération nouvelle améliorant la santé physico-mentale de la quasi-totalité de la population, en même temps que les prédispositions de l'Humanité au bonheur de la Paix.

Juillet 2021

Réflexions Culturelles 8

Médias et Liberté d'Expression

1 - La Communication Collective.

En raison du caractère d'*abord* grégaire de l'espèce humaine, le véritable bien-être de chacun dépasse largement la condition physico-mentale individuelle précédemment étudiée, pour inclure une forme de « conscience communautaire » sans laquelle aucune identité partagée ne saurait exister. Toute société humaine, à quelque échelon que ce soit, suppose donc des modes de *communication collective* aptes à tisser un lien culturel via une variété infinie de moyens techniques ou médias, au sens le plus large de ces termes, seule façon de forger un peuple dont le principal intérêt est de pouvoir vivre ensemble aussi pacifiquement que possible, même hélas sous la tutelle d'un pouvoir minoritaire. Les outils correspondants peuvent être aussi variés que la parole, la tradition orale, la rumeur et les *on-dit* des tribus, villages et autres bourgades de taille humaine, en passant par les crieurs publics et leurs utiles proclamations officielles annonçant à tous les lois ou décisions de l'autorité locale, régionale ou « nationale », pour finir par se démultiplier d'une façon spectaculaire et de plus en plus incontrôlable depuis la généralisation de

l'écriture, de la lecture et de l'imprimerie, suscitant à terme les vastes enjeux de la presse professionnelle, écrite et télévisuelle, jusqu'aux plus récents développements des technologies digitales, d'Internet et de ses « réseaux sociaux ». Au fil d'incessants progrès à la fois instrumentaux et culturels, un certain degré de démocratisation semble être à l'œuvre, complétant l'habituelle propagande ou information officielle provenant de tout pouvoir (entre autres via l'Éducation) par l'avènement de médias privés plus ou moins indépendants dudit pouvoir, dont le règne culturel et l'influence sociétale sont désormais dangereusement concurrencés. Le dernier étage de ce processus d'atomisation médiatique est en réalité assimilable à un rez-de-chaussée, puisque chaque citoyen a désormais le pouvoir individuel de s'exprimer en s'adressant à un public anonyme, ce qui, comme toute innovation en elle-même utile et neutre, induit autant de risques que d'avantages selon les finalités et façons de s'en servir.

Par média, il faudra donc entendre ici tout moyen de diffusion d'informations ou d'opinions à destination d'un public *anonyme* et dont le contenu concerne particulièrement l'actualité ou l'histoire immédiate, dans le but supposé de révéler un fait et de le commenter plus ou moins objectivement, voire de débattre en réagissant à tout événement, tandis que symétriquement, la *liberté d'expression* correspondante engage la responsabilité de celle ou de celui qui s'exprime. En termes de raccourci historique, les observations préliminaires précédant ce paragraphe ne sont pas sans suggérer un parallèle, certes approximatif, mais pourtant révélateur, entre les évolutions politiques et médiatiques, puisque les systèmes *autocratiques* passés ou actuels se caractérisent par l'absence de quasiment toute liberté d'expression sous la férule de la propagande et de la censure, tandis que les sociétés pseudo ou semi-démocratiques font cohabiter une « caste » politique minoritaire avec un « microcosme médiatique » à demi-émancipé et dès lors insuffisamment représentatif de la réalité complexe des opinions citoyennes, et qu'enfin l'évolution la plus récente associe désormais chaque citoyen à une forme élargie de *liberté d'expression médiatique*, encore dangereusement balbutiante, mais en synchronisation peu ou prou logique avec une conscientisation politique exigeant une authentique démocratie populaire et majoritaire.

Le cas français confirme en tout point cette observation, s'agissant en particulier des deux siècles précédents, y compris au travers des diverses républiques, puisque la concentration progressive des médias a suivi la même tendance que celle des pouvoirs socio-économiques et politiques, en dépit d'une variété apparente de supports spécialisés, tant écrits que radiophoniques ou télévisuels. Comme à chaque moment plus crucial de l'Histoire, les innovations techniques les plus disruptives favorisent un bouleversement culturel qui implique à terme une évolution politique de même amplitude, et l'actuelle prise en main d'un pouvoir d'expression *médiatique* par chacun doit correspondre à l'avènement d'une maturité citoyenne bien comprise, propre à compléter utilement les nécessaires communications officielles ainsi que le journalisme professionnel. Force est de constater ici que cette inévitable *citoyennisation médiatique* sans précédent coïncide avec un besoin évident d'appropriation démocratique universelle, préparant déjà techniquement et culturellement l'imminent accouchement du délodisme biéconomique et Tempérant, malgré tous les excès qu'entraînent la nouveauté de l'outil, l'impréparation de ses milliards d'utilisateurs et la confusion du violent effondrement sociétal en cours, sur fond de division, de haine et de ressentiment.

De la même façon que, grâce au progrès de l'Histoire, la flèche verticale descendante du pouvoir autocratique s'est très partiellement démocratisée en pseudo-démocratie de type électoral, et devra bientôt se dissoudre entre tous les citoyens pour pouvoir aussitôt se reconstituer -et surtout s'inverser- grâce à la Démocratie Locale Directe et son pouvoir ascendant *délégatif*, la démocratisation médiatique et son accessibilité technique universelle responsabiliseront à terme chaque citoyen en tant qu'élément constitutif de la variété des vécus et des opinions, une fois les conditions structurelles réalisées et dûment ajustées pour éviter la cacophonie, les manipulations et les violences actuelles en matière de transmission d'informations ou de commentaires. Dans la mesure où la démocratie suppose une forme de réappropriation citoyenne individuelle et égalitaire de tout ce qui constitue une autonomie, une souveraineté et une *responsabilité* aussi complètes que possible, les nouveaux enjeux médiatiques font partie d'une vaste redistribution des rôles en matière

de communication potentielle de chacun à destination d'un public *de facto* anonyme, et le propos de ce chapitre sera donc de clarifier autant que possible la situation et l'évolution encore confuses des trois niveaux déjà repérés (public, « d'entreprise privée », et citoyen), sous l'éclairage comparatif et, faut-il espérer, révélateur, du délodisme biéconomique. Avec un peu de chance et un sincère effort de neutralité universaliste, le noble principe de la liberté d'expression devrait en sortir renforcé autant que *tempéré*, dans le seul but de mieux en cerner la compatibilité avec les notions de Justice et de Paix que suppose la Démocratie.

2 - Parole Publique et Conscience Médiatique Collective.

Historiquement, et mise à part la communication horizontale des rumeurs tissées par les échanges ou autres conversations anodines de la vie quotidienne, les premiers médias indispensables à toute société ont été *imposés* par une forme ou une autre de pouvoir minoritaire, de type guerrier, religieux, ou socio-économique avant la lettre, en tant que seul moyen de *faire savoir*, pour transmettre sans faille toutes les intentions et opinions dominantes de chaque époque, soumettant par-là même une population donnée tout en lui procurant ainsi une cohérence sociétale et culturelle, y compris par le biais des premières contraintes éducatives, sachant que par le jeu subtil d'une forme d'équilibre fonctionnel entre dominant et dominé, l'embryon de société ainsi formé a pu s'épanouir plus ou moins en fonction d'une compatibilité minimale entre l'attente du peuple et la volonté de son « gouvernement ». Ces communications à sens unique du sommet vers la base ont toujours pour but d'informer les populations -non sans les former en continu- en matière de loi, surtout concernant la police et la justice, ainsi que les droits, devoirs et autres interdits permettant d'*imposer* une paix dans des termes hélas définis par une infime minorité de super-citoyens peu ou prou autoproclamés, et toujours tentés d'abuser de leur pouvoir, faute de démocratie délodiste ascendante. Dans les pires contextes, lorsque la sagesse et le sens de l'équité ne dictent pas le comportement des chefs, les médias publics se limitent à de simples outils de propagande, et les pseudo-journalistes à

de tristes répétiteurs tout aussi décérébrés que des enceintes sonores, tandis que les commentateurs se font le relais d'un bourrage de crâne officiel propre à manipuler des lecteurs, auditeurs ou spectateurs privés de toute liberté contradictoire pour cause de censure absolue. Ce type de situation, typique des pires dictatures, constitue le niveau le plus bas d'existence médiatique sociétale et perdure encore en de trop nombreux endroits du monde, alors même que dans l'histoire humaine, les plus grandes civilisations ont quasi systématiquement correspondu au règne de gouvernants *éclairés* (et malgré tout despotes en termes de puissance personnelle), dans la mesure où ces « personnages historiques » se sont avérés assez intelligents ou spontanément humanistes pour être juste envers la majorité de leurs sujets, pour écouter avec tolérance les avis contradictoires de multiples conseillers ou représentants de leur peuple. Ces intelligences supérieures et hélas rarissimes, devinant et anticipant inconsciemment un semblant de critères délodistes, ont plus ou moins toléré une pluralité médiatique, toutes proportions gardées, laissant une trace amplement méritée, aussi positive qu'indélébile, jusque dans les mémoires d'aujourd'hui.

Ces exemples beaucoup trop rares démontrent déjà que la prise en compte des aspirations populaires les plus majoritaires va de pair avec la pluralité médiatique et l'écoute attentive et bienveillante de ce qui remonte de la base sociétale, à cette différence près que tout dépend encore des bonnes intentions -ô combien aléatoires- d'individus *de facto* autocratiques, voire de minorités oligarchiques. Force est de constater qu'à défaut de pouvoir compter sur des individualités providentielles, de fréquence d'apparition séculaire dans le meilleur des cas, et en l'absence de toute démocratie minimale, le niveau zéro de la liberté médiatique se réduit à une propagande officielle à sens unique et à visée inique, ce qui correspond historiquement soit à une situation de « retard culturel » du peuple asservi vis-à-vis des principes universels de l'humanisme, faute d'éducation ou de maturité citoyenne, soit, hélas très souvent encore, aux dérives dictatoriales *régressives* qu'induit à long terme tout mono-systémisme prétempérant et pseudo-démocratique, à l'instar du nazisme qui infecta le peuple Allemand, avec les conséquences mondiales que

l'on sait. Cela dit, même en période de paix toute relative, les pouvoirs politique et administratif ont et auront toujours besoin de communiquer, ce qu'ils n'ont pas cessé de faire depuis l'apparition de la presse écrite, radiophonique, puis télévisuelle, même lorsque ces outils se sont peu à peu détachés de leur emprise trop directe, non sans rester d'une certaine façon subtilement dépendants ou complice involontaires de l'État et des pouvoirs publics, ne serait-ce que via certaines formes de subvention, le cas échéant.

Outre les supports de type institutionnel, tels le Code Civil et le Journal Officiel, pour ne citer que le cas français, mais aussi toutes les publications plus ou moins périodiques se déclinant à diverses échelles géographiques, jusqu'aux « magazines » régionaux, départementaux et municipaux, les pouvoirs publics communiquent plus que jamais par tous les moyens possibles et imaginables, en associant la presse dite *libre* ou privée à maintes cérémonies mémorielles, visites opportunes et autres prises de positions et commentaires sur Internet, profitant de l'incroyable effet amplificateur des médias, dont même les réactions les plus critiques se trouvent utilisées pour tester à l'avance l'acceptabilité populaire de telle ou telle mesure encore à l'état de projet. Il n'y a là rien de surprenant du point de vue objectif et technique, et cette quasi omniprésence médiatique des autorités publiques finit par rendre tous les citoyens de plus en plus conscients des enjeux sociétaux, au risque de provoquer des réactions inattendues de lassitude ou de révolte sitôt que les intentions parfois trop antipopulaires ou anti-démocratiques du pouvoir trahissent la confiance minimale nécessaire à tout peuple vis-à-vis de son chef ou de sa classe politique. Il est dès lors inéluctable que dans ces situations de fossé culturel, de plus en plus fréquentes au gré des déséquilibres sociétaux prétempérants qui s'exacerbent, tout peuple finisse par associer dans une détestation commune la classe gouvernante *et* son relais médiatique, direct ou indirect.

Ainsi les gouvernants conservent-ils un accès privilégié et même prioritaire à toute forme de média privé, ne serait-ce que par le seul fait de « faire l'actualité » politique, économique et sociale à grande échelle,

ce qui n'empêche nullement les mêmes autorités de « posséder » leurs propres médias publics, à l'exemple de certaines chaînes de télévision, bien qu'au fil des avancées culturelles démocratiques, l'indépendance et le professionnalisme des journalistes rendent ces dernières parfois plus critiques que certaines chaînes privées, a fortiori lorsque la confusion ou collusion entre les intérêts socio-économiques et politiques minoritaires s'accentue au fil des dérives sociétales inévitables de l'ère *prédélodiste*. En s'appuyant sur l'actualité événementielle et les divers commentaires qu'elle suscite via des « éléments de langage » plus ou moins finement distillés par les principaux pouvoirs, les médias construisent, par action ou réaction, une sorte de conscience sociétale médiatique qui chapeaute les niveaux plus basiques de leurs fonctions « ludiques », lesquelles ont pour but de distraire la même population, en particulier via les jeux, la musique, et les commentaires sportifs, tandis qu'entre ces deux finalités extrêmes, un vrai rôle culturel et éducatif peine à se frayer son chemin.

En contexte sociétal prétempérant, les médias courent le risque permanent de voir leur contenu et leur utilisation pollués par l'absence de représentativité démocratique des pouvoirs publics, ces derniers étant le plus souvent minoritaires et dès lors tôt ou tard tentés par une forme de séparatisme d'intérêt vis-à-vis de la majorité des citoyens. Ces tares ou dérives systémiques propres à toute démocratie encore incomplète s'accentuent en effet en relation directe avec la professionnalisation des carrières politiques, la corruption progressive des mœurs claniques entre des partis politiques plus ou moins objectivement alliés contre la société civile, la collusion croissante d'intérêts financiers opaques associant les décideurs politiques aux pouvoirs économiques du marché, ainsi que la faiblesse socio-culturelle qui en résulte face aux exigences bruyantes et autres comportements radicaux des multiples minorités encouragées par cette décadence sociétale.

Tout pouvoir politique insuffisamment démocratique est entaché d'une fragilité congénitale qui le met bon gré mal gré à la merci de ses équivalents sur les autres faces de la pyramide sociétale, autrement dit, des minorités sociales, économiques et culturelles les plus extrêmes, ce

qui l'éloigne d'autant plus des attentes majoritaires et suscite de crise en crise les effondrements pyramidaux que l'on sait. S'agissant des médias, les conséquences sont aussi nombreuses que perverses, puisque, au fur et à mesure de l'accentuation des déséquilibres, le discours officiel ne peut devenir que plus mensonger et manipulateur sur l'essentiel, jusqu'à se faire outrageusement provocateur et contraire aux fondements de ses propres principes vitaux, trahissant d'insoutenables contradictions, à la façon d'un éducateur prêchant l'exact contraire de son comportement. Sitôt que l'intérêt des dirigeants diverge d'avec celui du peuple, l'État s'oblige à mentir et à déguiser la réalité de son action sous l'apparence d'éléments de langage et de scénographies aux contenus fallacieux, par exemple en suscitant un tapage médiatique sur une simple « mesurette » positive mais symbolique, pour mieux cacher une action de fond en tout point opposée, puisque la plupart du temps la finalité de ses principaux choix politiques serait majoritairement rejetée.

L'opacité croissante que doit maintenir un « discours public » de plus en plus ouvertement contredit par les faits comme par les actions gouvernementales se traduit médiatiquement sous la forme d'un étrange contraste entre le secret absolu concernant les véritables intentions du pouvoir et l'affichage assumé d'une « communication » aussi creuse et superficielle qu'une publicité commerciale. C'est ainsi qu'au palais de l'Elysée, plus d'une centaine de personnes regroupées en trois services se consacrent à la seule communication, avec l'aide ruineuse d'agences privées spécialisées, dans le but de faire passer toutes les pilules amères de réformes la plupart du temps régressives, censées aligner la France sur le reste du monde selon les commandements supranationaux d'une Commission Européenne toute acquise à l'ultralibéralisme planétaire. La privatisation de fait de la Présidence et de son gouvernement dans l'intérêt prioritaire des plus étroites minorités, tant socio-économiques que culturelles, réduit cette institution suprême à une entreprise ou *start-up* soucieuse d'offrir la France au marché mondial tout en vendant sa politique à des citoyens médiatiquement abusés, aboutissant à une réelle anesthésie culturelle de masse sous forme de « langue de bois » et autre double langage. Qu'il s'agisse de dictatures ou de pseudo-démocraties

d'ordre politique, économique, religieux ou idéologique, les sociétés que l'on peut qualifier de prédélodistes ou prétempérantes se trouvent condamnées à une expression médiatique biaisée par intérêt minoritaire illégitime, avec pour conséquence, d'une part le mensonge et l'opacité du fond des discours tenus ou transmis par l'autorité publique, et d'autre part la *superficialisation* inévitable des formes et des langages utilisés, dont l'irrationalité manipulatrice augmente en proportion directe des contradictions observables par tout un chacun dans son quotidien, à la façon des publicités subliminales ou délibérément décalées vantant les mérites d'un parfum ou d'une voiture à un consommateur passablement blasé. C'est ainsi qu'en lieu et place d'une *information* gouvernementale à visée pédagogique et élévatrice propre à rendre compte du respect de l'intérêt majoritaire le plus large possible, le discours public s'aliène la confiance d'un peuple progressivement trahi par le pouvoir, et dès lors condamné à passer de l'espoir à la lassitude, puis de la lassitude à la révolte, jetant au passage le bébé médiatique avec l'eau putride du bain politique.

L'usage public des médias ne pourra qu'évoluer positivement en situation de délodisme biéconomique et tempérant puisque le Pouvoir central, les Départements et les Communes deviendront les exécutants directs et fidèles de la volonté citoyenne majoritaire, sans aucun risque de détournement corruptif, grâce à la transparence totale des politiques, des modalités d'application et de toutes les procédures afférentes, via la collégialité décisionnelle, la rotation fonctionnelle permanente et plus encore la publication comptable en direct. Dans de telles conditions, nul besoin de mensonges ou de cachotteries, ni de langue de bois ou autres manipulations, à tout le moins dans un néo-secteur public enfin devenu l'égale propriété de tous les citoyens, à chacun des échelons concernés. Il en résultera inévitablement une clarté et une sincérité de langage dans toutes les dimensions de la communication publique, et ce, d'autant plus qu'au final, les communicants seront les citoyens eux-mêmes, à tour de rôle, pleinement responsabilisés dans un cadre institutionnel interdisant la moindre prise d'intérêt individuelle ou groupée. Les faits et décisions pourront être transmis médiatiquement sans aucun besoin de cacher ni

de pervertir la réalité au travers des innombrables supports médiatiques écrits ou audio-visuels, tandis que les événements officiels, comme les visites et cérémonies éventuelles, seront l'occasion d'affirmer l'identité citoyenne *commune* du peuple et de tous ses « représentants-délégués », anonymes la plupart du temps. Hormis les personnalités populairement supérieures d'un Maire ou d'un Président élu sans être candidat, tous les autres citoyens impliqués dans le fonctionnement politique habituel de la démocratie directe -ou semi-directe- à venir seront par définition des « anonymes » relatifs, en ce sens qu'il ne s'agira plus de stars habituées aux apparitions médiatiques et cultivant une quelconque ambition, mais de citoyens-voteurs en jury de passage, à usage spécifique et temporaire. De plus, la disparition peu à peu totale du mensonge et de sa langue de bois ne pourra que faire la juste place d'une communication publique basée sur l'information factuelle concernant les situations, les décisions et les actions concrètes propres à chaque autorité du secteur concerné, meilleure occasion de privilégier enfin *le fond* des discours tout en en simplifiant la forme, ce qui rendra dès lors inutiles les futilités typiques des emballages langagiers à visée manipulatrice, en réduisant au strict minimum nécessaire les éventuels besoins d'habillage communicatif.

Il est déjà facile d'imaginer à quel point le métier de journaliste en sera positivement bouleversé, assaini et simplifié en ce qui concerne la transmission de la parole publique et les commentaires qu'elle pourra susciter, puisque la réalité des faits ou des motivations officielles n'aura plus aucun besoin d'être cachée ni déformée, tandis que la pernicieuse habitude des petites phrases politiciennes et autres saillies provocantes d'*ego* en mal d'idées finira par disparaître de tous les écrans. Dans un tel contexte, le véritable journalisme de fond, d'enquête et d'opinion ne manquera pas une occasion de s'épanouir dans l'intérêt et le respect des principes déontologiques de cette belle profession, tandis que la mousse médiatique de tous les fabricants de stars politiques factices qui polluent trop souvent nos ondes et gâchent un précieux papier se dégonflera, tel un soufflé raté. La décrispation politique généralisée et sa banalisation citoyenne quotidienne permettront aux journalistes de concentrer toute leur attention sur un peuple enfin devenu souverain et acteur politique,

sur l'évolution permanente et factuelle des mœurs socio-économiques et culturelles, ainsi que sur de véritables experts et autorités confirmés par une expérience avérée, permettant aux *authentiques* passionnés de la politique, ainsi qu'à leurs partis, de jouer un rôle culturel majeur dans le débat citoyen, sans plus se trouver déloyalement concurrencé par les insupportables bonimenteurs d'aujourd'hui. Par ailleurs, les sondages d'opinion, aux méthodes, questions et finalités douteuses à force d'être biaisées volontairement ou non, seront tout simplement remplacés par l'observation directe, factuelle et *en continu*, des adhésions évolutives aux Propositions Citoyennes tout au long du stade pétitionnaire qui doit précéder la validation légale de ces dernières, le plus souvent sur la base concrète et mesurable d'expérimentations locales ou micro-régionales.

Enfin, de même que les divers discours publics s'exprimeront en cohérence spontanée avec les faits et les actions des nouvelles autorités, les journaux, bulletins et magazines officiels, régionaux ou locaux, se verront libérés de leur fonction publicitaire ou auto-encenseuse encore actuelle, en n'étant plus au service d'une équipe partisane généralement minoritaire dans le but inavoué d'une réélection perpétuelle (au point de travestir la réalité sociale). Au contraire, ces moyens de communication pourront évoluer pour devenir les nouveaux vecteurs d'une participation citoyenne directe, quitte à se voir remplacés par l'outil incomparable des futurs Sites Officiels de Proposition Citoyenne, selon les divers espaces administratifs. De la sorte, à tous les étages d'une République devenue démocratique, la parole publique majoritaire deviendra *légitime*, ce qui permettra d'autant mieux d'en asseoir la *légalité* de façon incontestable, sachant que le respect des minorités d'opposition devra parallèlement s'institutionnaliser par le biais d'une représentativité proportionnelle à la réalité socio-culturelle ou socio-économique de ces dernières, rendue *visible* sur les médias publics, voire privés, dès lors qu'il s'agira aussi d'informations et de commentaires généralistes à visée sociétale.

Ainsi, en matière de parole publique, les journalistes *tempérants* pourront s'intéresser au cœur des problèmes débattus et participer à la réflexion citoyenne générale en toute liberté assumée, en se basant sur

l'opinion publique et en prise *directe* avec cette dernière, sans se laisser abuser par la partialité de discours minoritaires injustement favorisés et surreprésentés, ni se contenter d'être les simples valets ou faire-valoir de politiciens carriéristes aussi ambitieux qu'autocentrés. La base objective de leur travail trouvera sa source naturelle dans les débats *organisés* que les Sites de Proposition Citoyenne encadreront en toute transparence, au travers des proportions d'adhésion révélées par le principe pétitionnaire et des opinions s'exprimant dans le cadre de l'Argumentaire Citoyen. En quelque sorte, cela équivaudra à la naissance d'un « média public » devenu citoyen et nourri par sa base universelle, dans toute la factuelle transparence de sa réalité socio-culturelle et politique, en lieu et place des anciens instruments de domination minoritaire et de leurs fonctions propagandistes et manipulatrices.

3 - Médias Privés et Journalisme Professionnel.

Garants supposés d'une liberté d'expression proportionnelle au moindre processus de démocratisation, les *médias privés*, constitués en libres entreprises ou initiatives plus ou moins regroupées sous la forme juridique de personne morale, à but lucratif ou non selon le cas, sont de fait devenus les principaux acteurs culturels de l'information, acquérant un extraordinaire pouvoir sociétal et constituant un monde à part, avec d'un côté des journalistes professionnels le plus souvent animés par de solides principes déontologiques, et de l'autre, des dirigeants, mais aussi des propriétaires et autres actionnaires, dont les priorités sont hélas fort différentes, selon le même contraste opposant l'idéal d'un architecte à la quête de profit maximal d'un promoteur immobilier. Dans la plupart des cas, les contraintes et évolutions inéluctables du marché ont tendance à menacer le principe de pluralité et de diversité éditoriale pour cause de concentration des journaux, magazines et chaînes de télévision entre les mains d'une poignée de magnats de la presse ou de milliardaires en tout genre, ce qui induit une menace constante sur la liberté d'expression et l'objectivité de nombre de journalistes, tandis que l'effet amplificateur ainsi accaparé par une minorité d'acteurs leur donne le pouvoir effectif

de moduler la conscience médiatique sociétale, de construire ou détruire les carrières et fortunes des uns ou des autres, particulièrement dans les domaines culturel et politique, et de déformer à leur guise la perception collective des évolutions culturelles en disproportionnant les diverses composantes de ces dernières, quitte à ce que cette collusion médiatico-politique soit sévèrement démentie comme dans le cas du référendum de 2005 sur la constitution européenne, s'agissant du moins de la France.

Le « paysage médiatique » français illustre cet étrange paradoxe, puisque la presse, bien que structurellement déficitaire, le plus souvent au point d'être subventionnée grâce aux impôts, attire les intérêts des plus avides investisseurs, en tant que support de publicité et meilleur moyen de consolider une fortune en influant sur l'évolution de l'entière société correspondante, en particulier en matière de sponsoring culturel à usage stratégique. De fait, de trop nombreuses carrières politiques ne se construisent qu'au travers de l'effet publicitaire et amplificateur des principaux médias, à la façon d'un véritable adoubement préalable, et dans l'optique d'un juteux renvoi d'ascenseur sous forme de faveurs et autres commandes publiques à venir. Dans ces conditions, les véritables journalistes ont fort à faire pour préserver leur indépendance, à tel point que certains vont jusqu'à s'émanciper de ces tutelles indues en profitant des nouvelles opportunités du réseau Internet, sacrifiant volontairement leur carrière sur l'autel de la liberté totale qu'elle suppose, tandis que d'autres, hélas trop rares, parviennent malgré tout à se faire respecter à force de notoriété chèrement acquise en toute indépendance.

La folle multiplication des journaux et magazines disponibles en kiosque ou des chaînes de télé à portée de zapping semble curieusement proportionnelle à la standardisation des choix médiatiques et au constant appauvrissement culturel de masse d'une société trop mercantile, même s'il est agréable et logique de pouvoir s'abonner à telle ou telle revue ou chaîne spécialisée selon son goût personnel. La profusion déroutante du choix apparent de cet hypermarché médiatique est surtout révélatrice d'une maximisation commerciale excessive, « cultivée » sur le terreau savamment entretenu d'un individualisme croissant, comme si l'on avait

intérêt à détourner chaque citoyen-consommateur des préoccupations et des enjeux communs à tous, encourageant une addiction clanique propre à faire oublier l'essentiel, l'universel et l'urgent, au profit d'une futilité distrayante plutôt prématurée en termes d'efficience ou de priorisation.

Á l'échelon des journalistes et de leur rédaction, il serait peut-être souhaitable de compléter les règles de déontologie journalistique issues des improvisations d'une histoire tumultueuse pour les rendre plus *tempérantes*, en orientant la raison d'être des médias non plus en fonction d'un pouvoir minoritaire plus ou moins liberticide par essence, mais en direction d'un peuple libéré dont la souveraineté démocratique se fondera désormais sur le délodisme biéconomique, ce qui devrait en fait s'accomplir « spontanément » comme une conséquence médiatique logique de l'évolution à venir. En effet, après s'être constitués en tant que tout premier support de la liberté d'expression et de critique face au pouvoir absolu des monarchies (au temps jadis des libelles, pamphlets et gazettes multipliés par l'invention de l'imprimerie), puis consolidés en s'institutionnalisant et en se professionnalisant avant de se coaguler en un marché devenu quasi monopolistique, les médias et leurs rédactions seront dans l'obligation - réjouissante pour les *vrais* journalistes ! - de s'intéresser au peuple plus qu'à un « pouvoir » devenu son fidèle reflet délodiste, ce qui sera propice à approfondir les contenus, autant qu'à rendre les langages plus objectifs que par le passé, puisque l'évolution médiatique deviendra elle aussi le miroir d'une société enfin apaisée. En d'autres termes, tant sur le plan financier qu'en matière de contenu, les médias prétempérants dépendent toujours trop d'un pouvoir capté par une minorité et dès lors déconnecté des attentes majoritaires, ce qui les condamne à ne s'intéresser qu'à l'élite et à ses manœuvres politiciennes ou affairistes, en ignorant plus ou moins les préoccupations du peuple, avec pour résultat le triste spectacle médiatique que l'on subit encore, alors que l'avenir ici proposé permettra enfin aux néo-journalistes de se concentrer sur une société devenue souveraine, adaptant d'autant mieux les formes et contenus de leur passionnant métier.

Une telle progression induira de nouvelles responsabilités et sans doute des habitudes éditoriales différentes, si tant est que les journaux, magazines et autres médias audiovisuels souhaitent conserver leur utilité sociétale face à un peuple enfin émancipé, ce qui devrait infléchir les règles du jeu médiatique dans l'intérêt de *tous*, en particulier concernant l'équilibre et la proportionnalité des « représentations médiatiques » en accord avec une réalité statistiquement vérifiable. Le rôle des médias est en premier lieu d'informer et de commenter ou décrypter *librement* telle ou telle réalité événementielle plus ou moins originale, sachant que, par définition, pour ainsi dire, une *info* est d'autant plus intéressante qu'elle concerne un sujet inhabituel, *extra*-ordinaire, propre à surprendre tout un chacun, suscitant parfois l'émerveillement, mais hélas beaucoup plus souvent la révolte sous le choc de quelque fait scandaleux. Hormis les utiles documentaires de fond mettant en valeur maintes facettes usuelles de la société dans le cours « normal » de son histoire quotidienne (pour apprécier les mérites d'une écrasante majorité silencieuse et laborieuse), ou les fonctions divertissantes et ludiques de tout média populaire, force est de reconnaître que lecteurs, auditeurs et spectateurs sont attirés par ce qui les surprend ou les choque, suivant une tentation dont abusent lesdits médias au travers de leur gros titres, au risque de déformer, voire de polluer la conscience médiatique sociétale par l'effet amplificateur qu'induit la transmission sans limite de la moindre nouvelle.

L'indépendance éditoriale étant démocratiquement sacrée, et son espace d'expression forcément limité en termes de sélection des sujets, de volume de pages et autre temps d'antenne disponible, rien ne saurait remettre en cause les habitudes de liberté établies, ce qui n'empêche pas pour autant de souhaiter certaines améliorations notoires en matière de pluralité d'opinion et de proportionnalité de représentation médiatique. De même que tout média doit se plier à certaines obligations statutaires minimales, ne serait-ce que via un enregistrement déclaratif officiel ou la présentation transparente des équipes et des propriétaires, il pourrait être légitimement utile d'exiger un minimum de précautions, sinon dans l'écriture même, du moins dans la mise en perspective de tout ce qui concerne les « faits sociaux », dans le but de permettre à l'utilisateur du

média de relativiser ou proportionner ce qui est décrit ou commenté. Par exemple il serait assez logique de voir imposer, sous forme de mention statistique explicite, l'importance *relative* de tel fait ou telle situation suscitant un article ou commentaire, afin que le public récepteur prenne pleinement conscience de l'aspect exceptionnel ou fréquent de la réalité décrite ou débattue. Ce principe de rappel systématique, dûment basé sur une information officielle chiffrée aussi factuelle que possible mise en rapport révélateur avec l'ensemble de l'entité sociétale concernée, voire en comparaison vis-à-vis de quelques autres sociétés équivalentes, permettrait sans doute de gommer les effets psychologiques déformants que toute information implique par nature. Il ne s'agirait pas d'aléatoires sondages d'opinion aux questionnaires rarement neutres, mais bien de statistiques publiques avérées exactes, récoltées à partir des Communes délodistes, aboutissant à une centralisation chiffrée des plus fiable, en prise directe et constante avec l'évolution permanente, sachant qu'en contexte tempérant, les pouvoirs publics locaux ou nationaux n'auront plus aucun intérêt à cacher ou déformer quelque donnée statistique que ce soit. Ces précisions factuelles, à l'instar de la transparence financière continue du secteur public, ne réduiraient en aucune manière la liberté éditoriale ou journalistique des médias tout en permettant une équitable « mise en proportionnalité » des sujets traités. Cela résoudrait aussi en grande partie le dilemme éditorial habituel, puisqu'il est impossible de parler de tout dans chaque édition, pas plus qu'il n'est possible de faire en sorte que les quelques sujets choisis soient traités en proportion de leurs réalités respectives. Á titre d'exemple, il est aussi choquant que déprimant d'être surinformé des détails sordides d'un crime, ou même d'apprendre combien de crimes sont commis dans l'absolu, alors qu'une juste mise en proportion sur l'ensemble de la société peut en relativiser le pourcentage effectif, aussi triste que puisse s'avérer ce contexte.

De même, s'agissant en particulier de tout ce qui concerne les données et débats du *secteur public*, ou de toute situation impliquant la moitié publique de la richesse nationale -ne serait-ce que *partiellement*-, l'obligation systématique de mention exhaustive des coûts, des prix et autres investissements devrait s'appliquer en totale transparence, quelle

que soit l'échelle républicaine concernée. Cela permettrait à un visiteur de musée public de connaître le prix de chaque œuvre exposée, aussi bien que d'apprécier les multiples rouages financiers et organisationnels dudit musée, le cas échéant, tandis qu'à une autre échelle, les citoyens pourraient pleinement prendre conscience du coût réel d'un avion de chasse, d'une chambre d'hôpital, ou d'une classe d'école relativement à leur utilité sociétale, ce qui deviendrait le meilleur moyen d'alimenter par l'information les débats nécessaires aux Propositions Citoyennes, puisque la liberté et la responsabilité politiques consistent à prioriser les dépenses communes selon les besoins majoritairement ressentis. Il est dès lors certain que l'évolution délodiste aboutira au meilleur recentrage possible des objets d'intérêt médiatique sur le terrain concret des réalités sociétales et culturelles, en même temps qu'à un inévitable rééquilibrage des « proportions » concernant les sujets traités, sans même nécessiter la moindre contrainte d'un pouvoir devenu citoyen, et avec en prime un progrès assuré des langages et des styles d'expression en direction de la tempérance et de la pacification des propos, au lieu de la subjectivité exacerbée de trop nombreux articles ou commentaires d'aujourd'hui. En matière de médias, comme dans les multiples domaines déjà explorés avant ce chapitre, les progrès sociétaux induits par le délodisme et sa partition-répartition biéconomique encourageront spontanément l'essor du meilleur journalisme possible du point de vue de la déontologie et de l'utilité commune, aux dépens des abus de superficialité, de partialité ou de sensationnalisme qui caricaturent encore l'actualité prétempérante.

Les conditions d'une maximisation de l'objectivité journalistique seront enfin réunies, puisque toutes les données de la réalité sociétale et de son évolution au jour le jour seront rendues transparentes, sans la moindre déformation possible par quelque pouvoir minoritaire que ce soit, ce qui permettra aux médias de demain d'assumer librement leur vrai rôle d'observateur-commentateur de l'*ensemble* des faits sociaux, économiques, culturels et politiques, réduisant d'autant le fossé qui les sépare encore des citoyens. Dans leur noble fonction de conscientisation sociétale, les médias pourront participer à leur façon au débat collectif, avec plus d'indépendance et de légitimité que jamais, tout en perdant

sans douleur les pouvoirs abusifs qu'ils partagent encore de façon si ambiguë avec les classes gouvernantes insuffisamment représentatives dérivant des semi-démocraties mono-systémiques. La libération desdits médias se traduira en fait doublement, d'une part vis-à-vis d'un pouvoir politique illégitime puisque structurellement minoritaire, et d'autre part vis-à-vis d'actionnaires et autres propriétaires qui n'auront plus aucun intérêt financier à sur-concentrer une puissance médiatique entre leurs mains, ce qui devrait encourager d'autant maintes formes de propriété associative, coopérative ou mutualisée, propices à une démocratie intra-professionnelle et journalistique autogérée.

Enfin, s'agissant toujours ici des enjeux collectifs, il ne serait pas surprenant qu'à l'image de la société dite *civile* dans son ensemble, les néo-médias deviennent idéologiquement « pluralistes » au sein même de leurs propres équipes, dans la mesure où les séparations artificielles ou vaines divisions enfermant chacun dans telle ou telle « case » immuable n'auront plus aucun sens, du moins dans leur dimension la plus étroite de stratégie de manipulation politique minoritaire. En effet, émancipée des continuelles oppositions entre partis et autres « blocs » caricaturaux devenus enfin obsolètes en tant que supports et prétextes de domination, la raison d'être politique des médias s'épanouira au gré de chaque fait ou sujet à explorer ou commenter, à la façon d'un repas à la carte, sans plus subir le carcan subjectif d'un menu imposant quoi que ce soit de réducteur. Cette tendance suivra l'évolution générale vers la tolérance tempérante sur le terrain culturel de maints débats d'opinion, et devrait logiquement encourager l'*inclusion* des *pour* et des *contre* en tant que mode de réflexion plus équilibré au sein même de chaque média, et ce, à la manière des libres Argumentaires Citoyens qu'encadreront, et surtout susciteront, les Sites Officiels de Proposition correspondants.

Entre les invectives polémiques des débats télévisuels sur fond d'émotion réactive au jour le jour et sous forme de mousse verbale aussi glissante que savonneuse, et la quasi absence de contradiction d'opinion interne dans les quotidiens et magazines de la presse écrite, le contraste actuel est trop flagrant pour ne pas souhaiter une sorte de *tempérisation*

formelle au sein de cette dernière, laquelle devrait consister à mettre en balance des avis divergents sur un même support, a fortiori s'il s'agit d'une fréquence de parution hebdomadaire. Dans la mesure où l'écrit et la lecture sont plus propices à la réflexion que l'audio-visuel, il est triste d'observer que chaque lecteur étiole sa liberté critique en ne lisant que la seule presse qui confirme son opinion, laquelle court ainsi le risque de se radicaliser, alors que la plupart des débats de fond s'avèrent plutôt symptomatiques d'une « vérité » ou d'une « raison » partagée entre les points de vue qui hélas s'opposent au lieu de se compléter.

Une fois libérés de toute tutelle politique et économique *abusive* grâce au délodisme, les médias deviendront logiquement tempérants en proposant plus objectivement *tous* les points de vue qui permettent de comprendre les enjeux collectifs, assumant par-là un rôle culturel accru d'éducation permanente via l'information et le commentaire, par le biais d'une bienveillante pédagogie explicative propice à l'ouverture d'esprit des lecteurs et autres abonnés, comme pour se mettre au diapason des nouvelles modalités de communication et d'échange d'idées assurées par les Argumentaires Citoyens. Il ne s'agit pas là d'influencer le lecteur contre son gré ou son goût spontané, à la façon de l'image précitée d'un menu imposé, dès lors que précisément, les préférences constamment complémentaires des divers points de vue de la balance sociétale seront exposées en *vis-à-vis*, à l'opposé de toute sclérose mono-latérale. En ce sens, ces médias futurs conforteront la prise en compte de tous les avis, et proportionnellement des opinions minoritaires, lesquelles pourront se promouvoir en fonction de leur véritable « résonance sociale », jusqu'à devenir majoritaires, le cas échéant. Outre les informations factuelles, la future vocation idéale d'une presse devenue tempérante consistera de la sorte à favoriser l'apaisement communicatif, en laissant s'exprimer les convictions qui s'opposent sur le moindre enjeu d'envergure, pour ainsi rendre la liberté éditoriale utile à tous, favoriser l'opinion *éclairée* des citoyens, voire aboutir de temps à autre à une synthèse optimale.

Outre ces multiples évolutions radicales dans le domaine concret de l'information d'intérêt sociétal et son corollaire plus abstrait de la

pensée collective et de ses incessants débats d'opinion, les deux autres fonctions classiques des médias, à savoir leurs rôles culturel et ludique, seront tout autant « révolutionnées » par le délodisme biéconomique, de la même façon que ce qui a déjà été anticipé concernant les arts ou la littérature. De par l'élévation des consciences et l'apaisement généralisé qui découleront de la démocratie quadridimensionnelle à venir, tous les contenus, styles d'expression et de présentation formelle propres aux médias, en particulier télévisuels, ne pourront qu'évoluer vers le haut en termes de qualité, d'équilibre et de tempérance, reflétant inévitablement les progrès sociétaux accomplis, ce qui, jusque dans les divertissements les plus populaires, ne manquera pas de favoriser un processus constant d'amélioration du niveau culturel moyen en direction du raffinement, au lieu de l'abrutissement, des excès ou défoulements en tout genre et de la violence verbale accrue qui infectent jusqu'à présent tant de facettes de l'animation médiatique récréative, au point de transposer les tensions partisanes jusque dans les ambiguïtés d'un humour perdu. Car, enfin libérés de tout stress vital par l'égalité minimale, et responsabilisés par leur double nature, sociétale et individuelle, les « *citoyendividus* » de l'avenir fuiront les drogues médiatiques des pires supports ou émissions, au profit de divertissements et de programmes culturels de plus en plus raffinés, témoignant par-là de leur émancipation en tant que récepteurs médiatiques.

4 - Les Médias Individuels.

Á l'instar de l'Humanité, l'évolution technologique semble avoir pour ressort principal une soif inaltérable de démocratisation propre à offrir une accessibilité peu ou prou universelle aux innovations les plus utiles, s'il faut en croire les conséquences sociétales révolutionnaires de l'informatique, d'Internet et des *réseaux sociaux*. Il en résulte déjà que, grâce à ces nouvelles technologies de communication, chaque citoyen apte à créer et animer un blog, ou communiquer via Twitter, Youtube ou tout autre canal, devient aussi facilement *émetteur* que consommateur d'*information* -dans le sens le plus large du terme- s'appropriant ainsi

un rôle d'éditeur, d'animateur ou de journaliste improvisé sans aucune formation le plus souvent, avec le pouvoir quasi illimité d'atteindre un public tout aussi anonyme et même beaucoup plus nombreux que celui des médias traditionnels. On peut dès lors parler de *médias individuels*, dont les acteurs la plupart du temps autodidactes usent et abusent pour le moment en profitant eux-mêmes de l'anonymat de divers pseudos à l'inspiration parfois douteuse. Cela permet désormais à chaque citoyen de « communiquer », non pas virtuellement mais bien *réellement*, avec un nombre croissant de Terriens, suiveurs ou abonnés, en devenant un *influenceur* peu ou prou incontrôlable, compte tenu de l'immensité du réseau mondial ainsi tissé et des difficultés des enquêtes d'identification éventuelles, encore trop rares et trop lentes, et limitées aux pires dérives illégales. Comme tant d'instruments, ces nouveaux moyens individuels de communication offrent bien autant d'avantages que d'inconvénients en matière culturelle, puisque, comme toujours, tout dépend des finalités de leur utilisation et des contenus transmis. C'est ainsi qu'Internet peut favoriser une saine dissidence dans nombre de pays dictatoriaux, non sans induire par symétrie des risques d'intrusion ou d'espionnage public ou privé au sein de chaque foyer, sans oublier les *hackers*, tandis que de la même façon, les échanges les plus créatifs, positifs et solidaires se trouvent contrebalancés par autant –sinon plus- de *fake news* ou *infox* et autres manipulations totalement mensongères, a fortiori dans le cadre plus libéral des semi-démocraties.

De toute évidence, comme c'est par ailleurs le cas concernant le contrôle financier et la taxation des GAFAM, ce tout nouveau marché médiatique ouvre des perspectives culturelles et économiques de niveau *mondial*, dont les gouvernements et législations nationales peinent à maîtriser ou canaliser les abus, lesquels se reflètent aussi à l'échelon des internautes sous forme d'excès et de surenchères généralisés affectant les innombrables contenus et leur présentation façon *une* de tabloïd. En réponse aux disproportions de pouvoir et à la monopolisation du réseau par trop peu d'acteurs concernant les entreprises dominant ce nouveau marché, un début d'ordre semble timidement se faire jour sur la base de politiques plus ou moins concertées, tandis que ces superpuissances se

trouvent désormais obligées de coopérer en matière d'identification de nombreux cyber-délinquants, avec la conséquence de devoir peu à peu redéfinir les limites de la liberté d'expression, le cas échéant.

Tant que l'on se trouvera en contexte pseudo-démocratique (et à plus forte raison autocratique ou oligarchique) ainsi que dans un cadre mono-systémique sur le plan social, les excès parallèles des GAFAM et de leurs utilisateurs du réseau Internet en matière de média seront très difficilement maîtrisables, car seulement de façon par trop limitée, pour cause d'intérêts communs entre multimilliardaires et gouvernants aux abus de pouvoir illégitimes, d'autant plus que cette solidarité ambiguë croît à mesure que les décideurs économiques et politiques minoritaires se concentrent à l'échelle planétaire. De plus, en matière de contenus « culturels », l'intérêt commun des dominants économiques et politiques favorise la pérennisation de maints excès au travers des violents conflits d'opinion et autres divertissements les plus « décadents » du web, en laissant la régression de ces nouvelles mœurs médiatiques se nourrir de la violence croissante des paroles et des images, accélérant et aggravant par-là le délitement sociétal. Même en dehors de toute idée de complot conscient, cela participe de l'éternel principe de division qu'entretient un pouvoir abusif et dès lors partiellement, voire totalement illégitime, ce qui fait ici douter de la bonne foi ou de l'efficacité des politiques d'équilibrage des conditions de fonctionnement médiatique d'Internet, hors le cadre assaini d'une démocratie directe et biéconomique. Il n'est donc guère surprenant de retrouver, en cette matière, le même contraste extrémiste entre l'hyper-contrôle et la cyber-censure étatiques propres aux systèmes dictatoriaux d'un côté, et le laissez-faire, ou pire encore, l'impuissance politique volontaire des gouvernements les plus libéraux de l'autre côté, sachant que ces derniers sont depuis longtemps convertis à la logique mondialiste, malgré l'apparence de certains contre-discours servis aux peuples, voire de contre-mesurettes sans effet notoire.

Ce domaine si prometeur des médias individuels sur son fond de toile potentiellement planétaire apparaît encore aujourd'hui comme une jungle absolue en l'absence d'un minimum de régulation, idéalement

internationale, bien qu'en réalité, chaque société ou Nation, pour peu qu'elle en ait a la ferme volonté, soit en mesure de « donner l'exemple » en imposant la suprématie légitime de la Loi commune sur les intérêts privés, et ce, dans la seule limite des *excès* de ces derniers. D'une part, s'agissant des GAFAM et en matière d'impôt, cela supposera tôt ou tard une pleine participation au minimoptimaximum universel en tant que condition *sine qua non* de l'accès au « marché intérieur » d'une société délodiste (sachant que, le cas échéant, il est serait possible de concevoir et proposer des réseaux et services en tout point équivalents sous forme de régie nationale, voire de « réquisitionner » le réseau), et d'autre part, s'agissant des utilisateurs *actifs* d'Internet, le minimum de régulation urgemment indispensable devrait déjà concerner la suppression légale de *l'anonymat* des « émetteurs » individuels inspirés par ce fantastique outil universel de communication.

Lorsqu'un gouvernement s'adresse à ses citoyens via quelque média, chaque locuteur est clairement identifié en tant que personne physique et représentant de la parole publique. De la même façon, tous les médias écrits ou audio-visuels officiellement déclarés engagent la responsabilité personnelle et aisément identifiable de leurs journalistes, commentateurs, animateurs et autres invités. Dans ces conditions, il est totalement aberrant et injustifiable que n'importe quel citoyen puisse s'exprimer en toute « liberté » sur Internet, par quelque support que ce soit, sans être individuellement identifiable. En effet, la moindre liberté assouvie sans assumer la responsabilité correspondante induit le risque d'être excessive, et ce n'est pas un hasard si l'anonymat actuel favorise à ce point tant d'abus de langage, de violence verbale, d'insulte et de provocation. Le principe d'égalité citoyenne minimale ne saurait être respecté tant que l'*ensemble* des citoyens ne partageront pas les mêmes contraintes d'identification que celles des élus et des professionnels des médias, comme plus généralement encore de toute personne s'exprimant sur des supports de communication *« publics »*, ici dans le sens de leur accessibilité sans limite. Cela n'empêche nullement d'utiliser à sa guise tel ou tel pseudo, nom d'artiste ou appellation imagée, mais à condition qu'en cliquant directement sur cette sorte de « masque », la véritable

personne émettrice soit aussitôt *directement* identifiable et joignable par un visiteur. En effet, autant ces coquetteries peuvent être justifiées en tant que façon de se présenter ou de profiter d'une accroche esthétique, autant il est indispensable d'*assumer* ce que l'on dit ou fait partager, ce qui est aussi la condition première de la prudence et de la tempérance, comme de tout respect minimal, à l'inverse de l'anonymat visiblement encouragé par les GAFAM, lequel équivaut finalement à la pratique si lâche et si facile du courrier non signé de n'importe quel *corbeau* par définition plus ou moins malintentionné. Profitant de la puérilité d'un marché de communication encore trop neuf, et plus encore de l'absence de réglementation propre aux nouveautés, les GAFAM ont clairement intérêt à « cultiver » les plus bas instincts ou réflexes des internautes, tant s'agissant des influenceurs que de leurs suiveurs ou consommateurs passifs, faisant ainsi « surfer » un maximum d'internautes toujours plus dépendants et déroutés, dans l'unique but d'accumuler de méga-profits commerciaux ou publicitaires.

Le réseau Internet n'est pas assimilable à une urne dans laquelle on glisserait son message comme un bulletin de vote anonyme. C'est un immense forum qui transforme le monde en village, au sein duquel les nouveaux besoins de communication doivent être *librement assumés*. Or il n'est aucune liberté d'expression sans responsabilité équivalente, et, de même que l'anonymat des plus importantes mégalopoles mondiales favorise les pires comportements sociaux, l'impossibilité délibérément entretenue d'identifier facilement tout créateur ou émetteur de message sur Internet fait le lit des excès observables jusqu'à présent, exacerbant au passage la division du monde en autant d'*ego* et de clans propres à distraire et détruire les communautés en leur faisant perdre les repères sociétaux qui font sens, comme pour mieux imposer la voie sans issue d'un gouvernement mondial réduit à la seule *gouvernance* de l'argent, sans autre vis-à-vis que des milliards d'individus déboussolés.

Ainsi la stratégie des GAFAM coïncide-t-elle logiquement avec les effets socio-économiques et plus encore culturels du mondialisme financier, en ce sens que les *personnes sociales* que sont les citoyens se

muent peu à peu en *individus asociaux*, en consommateurs déconnectés les uns des autres et servis à domicile grâce à Amazon, tandis que leurs frustrations, leurs aigreurs et autres jalousies peuvent fleurir sur Internet sous forme de combat de chacun contre tous au travers d'une néo-jungle virtuelle aux effets *réels* hélas douloureusement perceptibles en termes de décadence et de violence. Il est flagrant de voir à quel point la seule logique du marché induit *spontanément* les pires modes d'emploi du formidable instrument qu'est devenu le réseau Internet (malgré les très nombreux progrès que cette croissance numérique induit en matière de nouveaux biens et services), à l'opposé des potentialités démocratiques et culturelles équilibrantes que favorisera tout aussi automatiquement l'avènement du délodisme biéconomique. Cela fait comprendre que l'anarchie culturelle judicieusement encouragée dans l'intérêt conjoint des multinationales et des gouvernements pseudo-démocratiques est avant tout enracinée sur ce qui mériterait l'appellation d'*anonymisme structurel*, comme un moyen d'atomisation sociétale absolue, acceptant le risque de la délinquance individuelle ou groupusculaire pour le seul bien du commerce, et plus encore pour éviter et retarder d'autant une prise de conscience populaire, collective et démocratique. C'est ainsi que les écrans d'ordinateur ou de téléphone laissent apparaître les pires aspects de notre (in)humanité, à travers les instincts les plus bas et les comportements les plus abjectes, à la façon d'une poubelle malodorante remplie d'humeurs fétides et d'excréments culturels en tout genre, sous le prétexte fallacieux d'une pseudo-liberté d'expression ultra-débridée et lâchement déguisée en anonymat, noyant peu à peu les innombrables créations géniales et autres échanges humainement émancipateurs que devraient véhiculer -et promouvoir- les moteurs de recherche.

Il suffit de se mettre à la place du moindre internaute créatif pour saisir instantanément tout l'intérêt de l'identification des émetteurs et de la transparence que cette dernière peut garantir, associant légitimement liberté *et* responsabilité. Si l'on peut excuser la naïveté de débutant que tout manque d'expérience peut induire, force est de reconnaître que sur la toile, la moindre photo et le moindre texte se diffusent sans limite d'espace et se pérennisent sans limite de temps. Dès lors, en devenant

identifiable, ne serait-ce que par respect envers chaque destinataire de la communication correspondante, on prend le temps de *réfléchir* un tant soit peu avant de poster n'importe quoi, on engage aussitôt son image et sa dignité *personnelles* en assumant sa pleine responsabilité, ce qui ne peut que stimuler à produire un message plus équilibré, plus *tempéré* par un minimum de *raisonnement* propice à gommer les excès spontanés de l'humeur du moment et les réactions abusives dictées par l'affect autant que par l'*ego*. On se trouve bel et bien obligé de développer une forme toute élémentaire d'empathie vis-à-vis des destinataires du message, et notre propre intérêt personnel aide à faire un tri judicieux favorisant les styles et contenus dont on pourra rester fier en toute circonstance, ce qui suggère aussitôt les critères d'une forme d'universalité qualitative en filtrant le meilleur aux dépens du pire, tant sur le fond du discours que concernant son style, sa présentation ou son illustration.

Faute d'une telle exigence de transparence minimale, Internet devient *de facto* la « décharge publique » immonde des ressentiments précisément engendrés par l'injustice mono-systémique, même pseudo-démocratique, qui se cogne désormais aux limites du globe terrestre, ce qui renvoie en écho les plaintes agressives de la détresse psychologique sous forme de cacophonie culturelle aussi avilissante qu'aliénante, au lieu de fédérer les énergies créatives les plus nobles. D'où les multiples dérapages et scandales de ce défoulement en forme de dumping mental autant que moral, lequel anime et distrait l'ensemble des autres médias en déformant la vision de fond du temps et du sens sous l'écume futile de l'affect, de l'argent et de l'éphémère.

Face à cette réalité trahissant la limite de tant de mono-systèmes anti ou pseudo-démocratiques typiques de l'ère prétempérante, la seule issue possible, rendue vitalement urgente par le désastre écologique, ne peut être que le délodisme biéconomique, puisque le principe universel de la liberté *responsable*, c'est-à-dire respectueuse de celle d'autrui, ne saurait encourager l'anonymat des internautes s'exprimant face à un public lui-même anonyme et virtuellement illimité, tant cela reviendrait à pérenniser la délation, l'insulte publique et la déformation des faits et

des dires sous couvert de source opaque et dès lors invérifiable. De plus, non seulement la fin de l'anonymat digital aura pour effet de réduire pour moitié la production de *fake news* et autres vidéos insultantes ou avilissantes, mais l'autre moitié de ce triste phénomène, attribuable aux ressentiments et comportements si violents induits par l'injustice et la misère morale qui l'accompagne, disparaîtra de même par l'apaisement des conditions sociétales vitales, que seule la solution de la partition-répartition biéconomique peut universellement garantir. Pour l'essentiel, en effet, les besoins d'anonymat malintentionné, comme de défoulement excessif, s'effaceront spontanément en même temps que les principales *causes* de ce mésusage socialement mortifère d'Internet, tandis que tous les « moteurs » pourront passer de la marche *arrière* à la marche *avant*, en devenant enfin les vecteurs d'une démocratie culturelle tempérante et assumée, pleinement respectueuse de chaque expression devenue elle-même responsable, puisque l'apaisement des mœurs socio-économiques et politiques s'y reflètera toujours plus fidèlement. L'anonymat gagne à se dissoudre en transparence totale à condition que celle-ci devienne non seulement réciproque entre deux internautes et mutuelle entre tous, mais plus encore universelle car légalement et *techniquement* garantie. C'est donc à terme par l'évolution délodiste et biéconomique que les contenus et styles d'expression médiatique individuelle de la Toile se purgeront d'eux-mêmes des excès et violences si tristement reflétés par l'actualité, lesquels se verront bientôt remplacés par un forum illimité de témoignages, d'idées généreuses et de (ré)créativité du meilleur goût.

5 - Tempérance et Liberté d'Expression.

En rapport direct avec le domaine des médias considéré dans ce chapitre, la liberté d'expression semble se résumer, voire se caricaturer *dans l'absolu*, au droit de dire n'importe quoi, n'importe comment, à n'importe qui, en n'importe quel lieu et à n'importe quel moment, tandis que du point de vue de la conscience sociétale, elle s'assimile plutôt à la possibilité de critiquer une autorité ou émettre une opinion sans subir de persécution ni autre répression. Or, force est ici de constater qu'en dépit

des affirmations péremptoires des ultra-défenseurs de ce droit pourtant fondamental en démocratie, en particulier sur le terrain médiatique, la liberté d'expression ne peut en aucun cas se faire absolue sans devenir aussitôt abusive et agressive, sans réduire celle d'autrui d'une manière ou d'une autre, ou a minima affecter l'intégrité morale et psychologique du ou des destinataires. Il suffit pour cela de considérer l'espace familial de chacun pour comprendre que, même dans ce contexte pour le moins privé, voire « intime », on est très loin de pouvoir s'exprimer librement, puisque, de façon toute naturelle et par respect d'autrui autant que par le légitime souci de « vivre en paix », chacun s'autocensure plus ou moins consciemment, en ajustant le fond et la forme de sa propre expression en fonction du parent ou du proche auquel on s'adresse, tout comme en tenant compte du lieu et du moment. Dans un contexte privé habituel et suffisamment pacifique, il ne s'agit pas là de honteuse hypocrisie, mais d'un simple respect intrafamilial et minimal, sachant bien sûr que plus ce premier cadre de vie sera libéré et « démocratique », plus chacun des membres pourra s'exprimer librement, particulièrement via un humour bienveillant directement proportionnel à la bonne ambiance générale, et propre à encourager une autodérision des plus salutaire face aux travers personnels de chacun. Á l'inverse, les « quasi-dictatures » parentales sur fond de principes trop stricts d'ordre culturel, religieux, matérialiste ou financier, entre autres, ont pour résultat de créer un irrécupérable fossé intergénérationnel et de museler l'expression de chacun en proportion directe de la soumission qu'impose une autorité devenue illégitime dès lors qu'elle forge des traumatismes aboutissant à une forme de sclérose ou de révolte, à force de violence, de chantage ou de culpabilisation. Il est par ailleurs utile de rappeler que dès ce premier échelon sociétal, les conditions de vie sont déterminantes pour favoriser ou non une liberté d'expression et une communication dont les qualités dépendront plus encore du *temps* partagé sur un *rythme serein*, que des richesses ou des moyens matériels, ce qui fait égalitairement risquer les dictatures ou les démocraties familiales à tous les étages de nos sociétés, soulignant au passage les progrès apaisants, autrement dit, la Tempérance, que seul le délodisme biéconomique saura garantir dès cette échelon familial. On voit donc à quel point la liberté d'expression trouve ses racines les plus

nutritives dans la réappropriation d'un temps et d'un rythme de vie qui supposent les innovations ici proposées, mais aussi que toute forme de violence au travers de l'expression de chacun traduit un climat familial délétère proportionnel au degré de dictature, ou inversement d'anarchie, (cette dernière équivalant à une atomisation en dictatures individuelles), alors que tout au contraire, les relations intimes d'amour et de Paix se fondent sur un goût commun pour l'humour ou la plaisanterie partagée, en tant qu'expression de la liberté et du bonheur authentique que cela procure, à l'image d'une fête familiale devenue quotidienne. Il suffit d'appliquer ces observations sur les autres champs sociétaux propres au travail, au quartier, au village ou même à la nation, pour comprendre qu'elles s'avèrent parfaitement transposables pour l'essentiel de leurs tenants et aboutissants.

Cela plaide clairement en faveur d'une liberté d'expression enfin *tempérante*, c'est-à-dire *auto*-équilibrée, non pas via l'appellation par trop négative d'une auto*censure* aux relents de frustration, mais sous la forme positive d'un minimum d'*empathie*, laquelle suppose de veiller à maintenir une juste mesure, autant que possible et en toute circonstance, tant concernant les propos que les langages utilisés, en se préoccupant des conditions à la fois psychologiques et culturelles de la *réception* de tout message. Á fortiori lorsqu'il s'agit de communication à travers de multiples formes sociétales via les divers médias précédemment étudiés, la soi-disant liberté d'expression *absolue* tient du rêve ou du mensonge, dans la mesure où elle n'a jamais existé jusqu'à présent, et ne saurait en aucune façon s'*intégraliser* en société délodiste et biéconomique, pour les très simples raisons que l'on vient d'évoquer, bien qu'évidemment, l'évolution pacifique d'un avenir enfin « tempérisé » promette à ce droit fondamental une *nature* nouvelle, un authentique « mieux » à défaut du « toujours plus » qui la condamne au « beaucoup trop » des provocants excès observables jusqu'à présent.

Il est déjà pour le moins patent qu'en simple face à face direct, et en contexte familial, et donc privé, une opinion, ou même « vérité », exprimée trop brutalement, ou sans juste nuance, s'avère invariablement

blessante ou insultante du point de vue du récepteur, outre le fait que le raccourci du propos et sa « violence » formelle sont contreproductifs, empêchant la moindre évolution relationnelle pacifique et tout effet pédagogique positif. Que dire dès lors d'une telle situation lorsque les mêmes attaques verbales s'exercent devant plusieurs témoins, sinon que l'humiliation est à son paroxysme, assimilable à une condamnation que ledit récepteur est en droit de ressentir comme une insulte publique et diffamatoire, propre à atteindre l'honneur au point d'engendrer la pire violence réactive, à la façon des duels d'une certaine époque en réponse à un simple soufflet. Il est un fait que chaque liberté d'expression gagne toujours à *s'auto*-limiter en fonction de la liberté d'interprétation de la personne ou du public visé, à défaut de quoi la première peut dériver en aveugle violence verbale dont l'inévitable évolution peut hélas mener aux agressions physiques. Autant dire que, lorsque le contexte devient sociétal dans le sens le plus élargi, au point de devenir potentiellement planétaire via le réseau Internet, les effets amplificateurs centuplent de clic en clic la force potentielle des messages autant que le ressenti des « récepteurs », car en lieu et place de remarques dépassionnées par une légitime et respectable argumentation, il s'agit le plus souvent de vifs jugements ou autres insultes sommaires exprimées sous une forme trop concentrée pour être digeste à tous les estomacs.

Le dramatique et scandaleux attentat contre Charlie Hebdo, dont la rédaction a été en grande partie décimée par le terrorisme islamiste peu après la publication de quelques dessins du Prophète Mahomet, est un exemple des pires conséquences auxquelles peut aboutir la liberté d'expression lorsqu'elle n'est pas comprise par telle ou telle personne ou communauté, en raison du fossé culturel séparant deux niveaux ou stades de développement trop différents, tandis que le retentissement mondial de ces événements a durablement déformé l'image de la France et des Français en matière de tolérance, tant laïque que religieuse. Il est justifié de parler de différence de niveau culturel, en tant qu'origine de ce drame, puisqu'en France, la critique caricaturale des religions, avec ou sans humour digne de ce nom, s'est historiquement construite contre la domination excessive d'une Eglise catholique qui a fort heureusement

évolué au point d'apprécier la caricature et de tolérer la critique, ce qui certes n'était pas le cas aux temps obscurs de l'Inquisition.

Cela dit, pour remettre les choses en perspective plus objective, l'humour de Charlie Hebdo ne plaît qu'à une *infime* poignée de Français en raison de ses propres *excès*, comme le montre le tirage habituel quasi inexistant de ce média, nonobstant l'évolution des statistiques sous le triste effet publicitaire de l'attentat subi. Les caricatures du Prophète ne s'avéraient pas plus insultantes que celles que subissent régulièrement d'autres religions présentes en France, ni pires que les dessins touchant l'armée française ou le gouvernement. Force est donc de constater que ce sont les valeurs culturelles des musulmans de France et d'ailleurs qui, au stade de développement encore trop religieux où elles en sont, ont fait ressentir aux minorités les plus intégristes le besoin irrépressible de « venger » Mahomet de la façon la plus insupportable qui soit. Cela est effectivement révélateur d'une dépendance religieuse intolérante en tout point typique des systèmes de valeurs théocratiques, donc d'un retard d'émancipation culturelle démocratique et « humaniste » d'autant plus regrettable pour les musulmans que la partie la plus essentielle de toute religion, c'est-à-dire universelle, s'avère parfaitement compatible avec l'humour, même de goût très discutable et la plupart du temps ignoré en toute indifférence.

D'un autre côté, ce même drame est révélateur d'un *relatif abus* de liberté d'expression de la part de Charlie Hebdo, dans le sens d'un défaut de compréhension, de prise en compte des effets dévastateurs des caricatures en cause sur le public musulman, et a fortiori sur sa minorité la plus extrême, surtout compte tenu des difficultés interculturelles déjà liées à l'immigration comme aux relations internationales, dans le cadre d'un « grand » pays devenu terre d'asile, à moins qu'il ne s'agisse d'un choix délibéré de la rédaction, en toute connaissance de cause. Dans ce dernier cas, cela s'appelle jouer avec le feu et se mettre en situation de danger pour une cause de liberté qui, du moins s'agissant d'humour, ne semble pas valoir le prix d'une vie, comme a pu le chanter un Georges Brassens prétendument athée. Á plus forte raison si l'on se considère

comme plus « subtil », moralement et intellectuellement plus mûr, voire sans doute plus avancé ou plus humanisé que ceux que l'on critique, il serait logique de faire preuve d'un minimum d'empathie, ne serait-ce qu'en adaptant le ton de son langage ou le dosage de son humour à un public que l'on sait pertinemment plus sensible ou encore incapable de *tout* apprécier. S'il n'est par définition pas possible à un élève encore immature de se hausser jusqu'au niveau de son professeur, le devoir de ce dernier n'est-il pas dès lors de se mettre, sinon au niveau dudit élève, du moins à une hauteur assez réduite pour être accessible à ce dernier et le faire évoluer d'autant ? Dans la mesure où, en matière d'opinion, la tolérance croît en fonction du degré de civilisation, le bon principe de tempérance n'interdit aucunement l'humour ou la caricature *en soi*, mais suppose une *graduation* que seul l'émetteur peut maîtriser pour éviter le choc d'un fossé culturel d'incompréhension et partager tout au contraire une progressivité permettant au « récepteur » de s'émanciper peu à peu en intégrant l'humour d'autrui jusqu'à développer la saine autodérision de la vraie sagesse. Cette recette est en tout point identique à ce qui a déjà été précisé en matière de création artistique, littéraire, et surtout de débat médiatique, tant il est indispensable de bien veiller à la continuité autant qu'à la progressivité de tout lien communicatif, condition même de la bonne transmission et interprétation de tout message. De ce point de vue, en se révélant comme le plus bel habit de la sagesse dans son lien indéfectible avec l'authentique humanisation ou conscientisation à l'œuvre, et sans la moindre incompatibilité avec la foi universaliste trop souvent noyée sous la surface dogmatique de tant de religions, l'humour *bienveillant* fonctionne de fait comme la toise des civilisations raffinées, en en révélant la subtile pacification par la fantaisie que tout échange amical et équilibré suscite. Il est dommage que, par volonté éditoriale délibérée, l'équipe de Charlie Hebdo se soit toujours positionnée dans la provocation d'un langage excessif et aussi bas que possible sur l'échelle de la grossièreté et de la caricature, ce qui fait paradoxalement le jeu du système qu'elle combat, transformant ces fort sympathiques anarchistes libertaires en complices involontaires d'une violence systémique. C'est sans doute pour cette raison qu'une fois passée l'émotion spontanée des grandes manifestations en soutien à Charlie, l'écrasante majorité des

Français ne se reconnaît aucunement dans le choix impossible opposant l'option éditoriale de cet hebdomadaire aux horreurs de l'attentat subi.

Si le mouvement en faveur de Charlie Hebdo a été très justement populaire, avec l'aide appuyée, voire orchestrée, des médias et de toute la sphère politique, c'est certes par solidarité avec les victimes et leurs familles ainsi que par révolte contre la barbarie de la fusillade, mais plus encore, semble-t-il, et via une transposition plus ou moins inconsciente, en soutien massif au principe de la liberté d'expression des médias face aux *sur*-dominations d'ordre politique, religieux, économique ou socio-culturel, sachant que les pseudo-démocraties de type mono-systémique en constituent la forme relative à tendance progressivement totalitaire, à l'opposé de la future société délodiste, biéconomique, et par conséquent tempérante. Ce point de vue pourra choquer les puristes ultras de la plus absolue liberté, si excusables en contexte prétempérant, mais beaucoup d'entre eux pratiquent la censure et l'autocensure plus souvent qu'ils ne croient, lorsqu'ils cachent sciemment à tous leur lecteurs, auditeurs ou téléspectateurs, pendant deux septennats, l'existence d'une Mazarine, et la longue maladie de son père, sans dénoncer les faux bulletins de santé de l'Elysée, pour ne citer qu'un exemple déjà lointain. De même, dans la société française, il est strictement interdit de proférer la moindre idée ou insulte à caractère homophobe, raciste ou antisémite, entre autres, ce qui équivaut bel et bien, *objectivement*, à une nécessaire réduction du champ absolu de la liberté d'expression publique, en concordance avec des principes moraux parfaitement acceptés par les médias. Pourquoi ne pas dès lors étendre ce principe à tous, minorités comme majorité, en se concentrant sur l'interdiction de l'*insulte* en tant que violence gratuite, pour ne tolérer, comme il se doit en démocratie ouverte, que les seules opinions respectueusement argumentées *et* formulées ?

Dans le contexte nouveau d'Internet et des médias individuels, « l'affaire Mila » corrobore les observations précédentes, en ce sens que toute insulte réductrice diffusée sur le Web, même en réponse à d'autres insultes tout aussi condamnables, n'est qu'une violence avérée propre à envenimer les rapports humains, autrement dit un abus stérile de liberté

d'expression, sur la seule base de réactions ou d'affects irréfléchis aussi primaires que les comportements d'automobilistes capables de s'entre-tuer en se disputant une place de parking, même si, dans le cas de cette jeune femme, rien ne saurait justifier la disproportion des menaces de mort dont elle fait l'objet. En prenant un minimum de recul sociétal, il est impossible de considérer Mila comme la figure de proue de la liberté d'expression du point de vue tempérant, en raison même du caractère provocant et excessif de ses propos, dont la caricature *amalgamesque* insulte l'ensemble des musulmans, puisqu'inévitablement, insulter une religion revient *aussi* à blesser ses pratiquants, ce qui prouve au passage qu'un pouvoir d'expression civilisé en contexte privé comme public doit s'accompagner d'une responsabilisation mature impliquant dès lors une tempérance minimale du discours tenu. D'ailleurs, Mila elle-même s'est spontanément et officiellement excusée à la télévision pour ses paroles choquantes, avant de se rétracter assez étrangement. Il faut comprendre ici qu'en quelque matière que ce soit, la liberté ne se définit jamais par l'excès ou l'abus d'elle-même, puisque les positions extrêmes trahissent *de facto* un degré certain « d'*hystérisation* » en tout point comparable et symétrique à l'absence ou l'interdiction absolue du même principe, ce qui, soit dit en passant, est également patent dans le domaine écologique s'agissant d'une Greta Thunberg. Car on ne saurait être libre en étant excessif dès lors que notre intellect se soumet à l'humeur, ce qui aide à comprendre que les meilleurs principes, tels ceux qui sont affirmés aux frontons de toutes les mairies françaises, ne sont légitimes et profitables que dans la seule et *juste mesure* de leur équilibre optimal, que cela soit entre individus ou communautés, même s'agissant de tout autre principe philosophique et humaniste, à défaut de quoi on se condamne aussitôt à se contredire en vains débordements. Une insulte, en contexte privé ou public, constitue une agression, une violence, sous forme d'un jugement péremptoire de teneur et d'intensité abusives, équivalant à une attaque dont aucune catégorie de citoyens ne devrait faire les frais, à l'instar des groupes sociaux déjà légalement protégés. Comme toute vie en société apaisée le présuppose, ce n'est pas aux citoyens de *se* faire justice via le raccourci dégradant de quelque insulte, tant il est préférable que seule une Loi sans ambiguïté, émanant d'une majorité citoyenne pacifiée par

son émancipation, décourage avec puissance et rapidité *chaque* occasion d'agression jugée illégale, et de façon aussi locale que possible, comme l'accomplira finalement *en douceur* le futur contexte délodiste par la disparition de l'anonymat sur Internet et l'apaisement du cadre sociétal, tandis que cette triste affaire rappelle hélas cruellement que ledit réseau Internet ne deviendra jamais un salon privé « entre copains » assujettis aux humeurs les plus irréfléchies. En l'occurrence, si Mila s'est à juste titre sentie agressée en tant que jeune lesbienne, elle aurait certainement mieux fait de porter plainte, seule ou via le soutien d'une association, tout en décontenançant ses détracteurs par quelque humour, sans tomber ainsi dans leur piège infernal de pure provocation verbale. Á en croire le dictionnaire Larousse, le blasphème se définit sous forme de « *parole qui outrage* » (autrement dit *insulte*) *la divinité, la religion, ce qui est considéré comme respectable ou sacré* », tandis qu'en 2008, la même référence précisait plus nettement encore « *parole, discours qui insulte violemment la divinité, la religion, et par extension quelqu'un ou quelque chose de respectable* », le *quelqu'un* pouvant indifféremment sous-entendre, dans ce cas, Allah, son Prophète aussi bien que tous les musulmans. Du point de vue tempérant, la liberté d'expression ici en cause est certes parfaitement « légitime » en tant que non-adhésion à, ou libre « critique » de n'importe quelle religion, à condition de maîtriser une expression respectueuse et si possible argumentée, mais la violence verbale de chaque insulte, même en réponse à un discours en lui-même agressif, est tout sauf représentative d'une maturité tempérante, car elle ne fait qu'exacerber l'aveuglement et l'animosité de la partie adverse, associant objectivement les deux camps dans une spirale mortifère de haine réactive dont les dramatiques conséquences finissent par devenir incontrôlables. Dans un prochain chapitre de ce Livre III, l'occasion se présentera d'explorer sous plusieurs angles l'extrémisme religieux en relation au principe démocratique de laïcité, mais à ce stade, force est d'observer qu'à l'instar de quelque aboiement canin, toute violence ou insulte est en réalité un signe de faiblesse trahissant, outre l'arrogance, un manque de moyens d'expression, de discernement, de relativisation, d'argumentation et surtout de compréhension *minimale* du point de vue de l'autre, alors qu'au contraire, une attitude très agressive ne se trouve

décontenancée, puis promptement désamorcée, que lorsque l'on sait lui opposer une réaction paradoxalement aussi empathique que possible, en faisant montre d'un effort d'apaisement inattendu, de compréhension sincère quant aux raisons du comportement agressif, permettant aussitôt d'inverser la relation et d'aider autrui à s'exprimer tout autrement, sur la base du respect de chacun. L'insulte n'est donc pour celui qui la profère qu'un aveu d'intempérance et la preuve violente d'une perte de contrôle de l'intellect et du raisonnement sous le débordement des émotions. De fait, la décadence sociétale observable de nos jours s'accompagne sans surprise d'une radicalisation des discours, d'une agressivité croissante dont la spirale descendante ne fait que diviser et créer les conditions de la guerre la plus bestiale, dans le seul intérêt des *sur*dominants de tout bord, ce que traduisent les dérapages réciproques qui ont envenimé les relations « virtuelles » d'une adolescente apparemment mal préparée à l'exercice tempérant et responsable de la liberté d'expression, tandis que les intolérables menaces dont elle fait l'objet depuis lors révèlent le fossé et le retard culturel d'un *extrémisme* pseudo-religieux en tout point illégitime, à combattre surtout via la loi majoritaire d'une démocratie si possible exemplaire, ce qui (malheureusement) est encore loin d'être le cas, faute de délodisme biéconomique.

Par définition, l'insulte est donc un langage extrémiste et violent et s'avère en tout point aussi dégradante pour celui qui la profère que pour celui qui la subit, ce que démontrent assez clairement les situations de harcèlement psychologique conjugal, professionnel ou scolaire, ainsi que les déraillements collectifs si mal contenus dans le cadre « sportif » d'un football devenu l'exutoire hebdomadaire de toutes les frustrations populaires. Autrement dit, on ne peut insulter sans se placer aussitôt en-deçà du moindre équilibre viable, en devenant le symétrique parfait de ce que l'on prétend condamner, tant il est prouvé que le *trop* froid et le *trop* chaud entraînent de comparables effets de brûlure et de destruction des tissus organiques, s'agissant de douleur physique.

Il faut déceler, dans ces excès blessants et destructeurs, la triste empreinte historique de l'intempérance hélas caractéristique des mono-

systèmes, pseudo-démocratiques ou non, et surtout en déduire que toute personne ayant le moindre pouvoir médiatique, c'est-à-dire désormais chacun de nous grâce au Web, endosse *de facto* une responsabilité dont le corollaire doit être la recherche permanente de la bonne mesure, ce qui ira de soi dès lors que les humeurs violentes seront définitivement gommées par le délodisme biéconomique, au travers de ses heureuses et apaisantes conséquences sociales et culturelles, puisque les messages se positiveront dès lors en témoignages précieux, en créativité infinie, et plus encore en communication *intégrale* entre humains supérieurement équilibrés, à la façon de chaleureuses poignées de mains succédant aux coups de poing des pugilats prétempérants. Grâce à la suppression de l'anonymat, cela se traduira sur la Toile, en termes de proportion, par la « quasi disparition » des contenus délibérément provocateurs et autres débilités avilissantes, démontrant par là-même que les *abus* de liberté d'expression ne sont aujourd'hui encore que la conséquence médiatique d'un cadre systémique injuste, inapte à respecter les besoins légitimes et universels de l'Humanité, et qui prend peu ou prou *tous* les citoyens en otage pour mieux régner en exacerbant le moindre prétexte de division. Quant aux médias professionnels, il est ici facile de comprendre à quel point le délodisme biéconomique pourra tempérer leur rôle essentiel en les libérant du gâchis intellectuel du journalisme partisan, du manque d'objectivité minimale si visible dans le militantisme médiatique où les enferment encore les multiples dérives mono-systémiques, tandis que, n'étant plus condamnés à se « conciergiser » dans les ragots et rumeurs des stratégies politiciennes minoritaires et de leurs enjeux opaques, ils pourront enfin endosser leur vrai rôle d'observateur, de révélateur et de synthétiseur de la future réalité citoyenne, approchant d'autant le plus haut degré possible « d'objectivité ». Enfin et surtout, qu'il s'agisse de communication publique, de médias privés, ou a fortiori de participation individuelle au Web, la liberté d'expression respectera de plus en plus la double précaution de bon sens qu'implique la prise en compte de tout interlocuteur et la modération du discours via la non-violence verbale.

La tempérance systémique induira des progrès sans précédent, non seulement grâce à l'assainissement des contenus médiatiques, tant

publics que professionnels ou « individuels », mais aussi par le biais de l'apaisement des langages et des modes d'expression, en reflet fidèle de la prochaine concrétisation des valeurs démocratiques, et ce, seulement en l'espace de deux ou trois générations à venir, ce qui n'est vraiment rien si l'on compare ce bref délai à près de trois millions d'années de douloureuse humanisation *prétempérante*, sachant ici que les principaux effets seront quant à eux visibles dès la toute première génération. Ainsi donc l'évolution aussi inéluctable que prochaine vers l'*homo temperans*, s'agissant d'émancipation culturelle médiatique, permettra de maîtriser enfin les multiples modes de communication en passant de la critique la plus réductrice et destructrice à l'échange plus constructif et persuasif d'une Raison elle-même devenue tempérante ou *raisonnable*, capable de comprendre l'universel, en osmose toujours croissante avec la sagesse *partagée* que suppose une société humaine supérieurement évoluée.

Août 2021

Réflexions Culturelles 9

Idéologies, Politique et Débat Citoyen

1 - Culture et Idéologies.

Les principaux médias actuels précédemment explorés en tant que moyens de communication collective, et dont les conditions d'usage tempérant ont pu être utilement soulignées, véhiculent chaque jour une infinité de contenus culturels inévitablement associés à un ou plusieurs points de vue idéologiques, dans le sens d'une certaine vision du monde dictée par un prisme particulier devenu plus ou moins prioritaire, pour ne pas dire souvent obsessionnel. Á consulter les listes interminables de concepts assimilables à des idéologies, il semble que virtuellement, tous les mots susceptibles d'accepter une terminaison en « -ie » ou « -isme » méritent l'appellation ici considérée, y compris s'agissant des visions ô combien subjectives, historiquement déterminées et déterminantes, de très nombreux penseurs et autres personnages politiques influents, et ce, même lorsqu'aucun corpus intellectuel cohérent ou explicite ne saurait être attribué à l'intéressé, s'agissant en particulier de la quasi-totalité des politiciens de passage, à l'instar des successeurs d'un Charles de Gaulle pour ce qui concerne la Cinquième République française, du moins s'il

faut en croire leurs contradictions permanentes entre les discours et les actes. Cela dit, on peut considérer a priori que tout est idéologique, sans pour autant jamais être assimilable à une seule catégorie, tant semble évidente la complexité des influences culturelles en jeu, et il ne fait ici aucun doute que le délodisme, le biéconomisme, et pourquoi pas même le *tempérisme*, sont de nouvelles rubriques s'ajoutant à la liste, dans le noble espoir de correspondre au besoin historique d'une toute nouvelle cohérence, une recette sociétale inédite, qui pour originale qu'elle soit, ne saurait utiliser que les ingrédients habituels, tant il est vrai que rien ne se crée et que tout se transforme. L'important est que ladite recette soit en mesure d'apporter un « plus » historiquement sans précédent et susceptible de rassasier une faim culturelle curieusement assimilable, en l'occurrence, à une *soif* de Justice et de Paix.

Aussi nombreuses soient-elles, les idéologies semblent pouvoir se classer d'une part, selon la prédominance visible de telle ou telle face pyramidale en tant que berceau de leur discours, sachant que les trois autres côtés s'en trouveront au minimum impactés et le plus souvent associés, et d'autre part, selon la « surface » qu'elles recouvrent, tout particulièrement sur leur côté prédominant. Par exemple, les *idéologies* religieuses, vues en tant que pouvoir politique dicté par des principes théologiques, s'établissent et se développent principalement sur la face dite *culturelle* de la pyramide propre à telle ou telle société, non sans impliquer la plupart du temps des conséquences politiques, sociales et économiques, via un pouvoir absolu de droit divin, la réglementation correspondante des mœurs et autres coutumes éducatives, alimentaires, vestimentaires, festives, ainsi que l'arbitrage fiscal et juridique ou moral des relations économiques. Par ailleurs, dans la mesure où une religion se définit hélas surtout par des dogmes et rites culturellement limités et figés en fonction d'un lieu et d'une époque, pour une population d'*élus* excluant de façon plus ou moins radicale les religions concurrentes ainsi que les non-croyants, elle s'interdit de fait tout universalisme tolérant susceptible de couvrir la face pyramidale culturelle *dans son entier*, ce qui relativise grandement sa portée et son intérêt vis-à-vis de critères humanistes *de facto* supérieurs, puisque ces derniers tolèrent *toutes* les

croyances et non-croyances respectueuses des principes démocratiques. En tant que données humaines historiquement essentielles ou faits de société, foi, religion et philosophie feront l'objet du prochain chapitre, mais pour l'heure, sous leur angle idéologique, force est de constater que l'impact historique des diverses religions a toujours été, et reste encore fondamental, ne serait-ce qu'*inconsciemment*, via le bain culturel multiséculaire qui perdure en tout lieu, même chez les non-pratiquants et autres non-croyants, à l'instar d'une rémanence rétinienne qui serait devenue pratiquement ineffaçable.

Dans une dimension nettement plus terre à terre, le capitalisme, comme le « libéralisme », bien avant d'être formulé en tant que corpus culturel toujours évolutif au gré des théories, semble avant tout tenir de la pratique socio-économique spontanée par le jeu de la concurrence matérielle face à la rareté des ressources, impliquant dès lors, et en tout premier lieu, la face économique *stricto sensu* de la recherche du profit et de l'enrichissement individuel, ce qui détermine les rapports sociaux de sa *contre-face* pyramidale, avant même de se traduire sous une forme politique de plus en plus consciente et directive, par exemple, à travers le néolibéralisme mondialiste dictant encore les politiques économiques nationales et internationales, avec les « succès » sociétaux que l'on sait. Bien qu'historiquement devenue aussi utile qu'omniprésente, la loi du marché privé propre à cette idéologie aboutit, comme on l'a vu, et de par ses propres ressorts, à l'exclusion et à l'exploitation chronique d'un nombre toujours croissant de travailleurs-consommateurs sous le joug d'une minorité qui s'impose par les armes contemporaines de l'argent, tout en se légalisant peu à peu via les conséquences politiques de mono-systèmes *illégitimes*, dans la mesure où ces derniers interdisent auxdits travailleurs-consommateurs (et autres exclus) de devenir citoyens à part égale *minimale* sur les quatre faces de l'édifice sociétal, le tout par le biais de constitutions bancales et par trop incomplètes.

Pour corroborer la pertinence de cette présentation pyramidale, on peut également penser aux pouvoirs acquis par la violence physique la plus primaire qui soit, quelle que soit la sophistication des armes, ce

qui, à l'échelon d'une société humaine donnée, correspond à une primo-initiative propre à la face « sociale » de la loi du plus fort, avec ou sans prétexte culturel correspondant, pour s'établir au final sous forme de pouvoir politique et de racket économique absolu, ce qui fut le propre de la logique d'expansion territoriale des seigneurs féodaux de jadis, et caractérise aujourd'hui toute forme de dictature corrompue installée par les armes, même si une sorte d'habillage culturel minimal est également nécessaire pour « justifier » les pires violences et surtout pérenniser la domination. Au fil du temps, l'agrégation des humains en communautés de plus en plus nombreuses et structurées équivaut à la construction de pyramides sociétales toujours plus hautes et volumineuses, au gré d' une relative continuité propice à la prédominance de la face « politique » ou institutionnelle, sachant que les flux innervant l'ensemble sociétal font progresser -et hélas périodiquement régresser- l'humanité, peu ou prou à la façon de la spirale d'un ADN collectif déjà mentionné au cours de ces *Réflexions* (sous l'appellation d'une *Histoire diagonale* associant à tour de rôle les faces sociale, économique, culturelle et politique de toute collectivité un tant soit peu cohérente et évolutive).

S'agissant pour ce Livre III de la dimension culturelle, et dans une perspective toujours résolument universaliste, il est indispensable de se concentrer sur les idéologies les plus systémiques ou *sociétalement* générales, c'est-à-dire qui s'imposent plus ou moins à tous les citoyens d'une même population se considérant comme un pays ou une nation, en supposant par là-même une cohérence minimale des trois autres faces pyramidales, ce qui est en principe la définition basique de la moindre souveraineté collective, et ce, nonobstant les violentes remises en cause contemporaines de ce principe de liberté partagée via les multiples abus politiques, socio-économiques et culturels si destructeurs qui sont déjà largement identifiés. Dans un autre ordre d'idée et surtout de proportion, les idéologies que l'on peut décrire comme intra-systémiques, ou *sub-systémiques*, correspondent quant à elles à des prismes d'opinion plus spécifiques, minoritaires ou majoritaires, mais ne visant délibérément qu'une partie de l'ensemble sociétal, si ce n'est en raison de principes qui peuvent parfois être universels, du moins par le biais des actions et

comportements qu'elles peuvent induire, sachant que ces logiques de pensée feront l'objet de l'avant dernier chapitre de ce troisième livre, traitant des conflits culturels intra et inter-sociétaux. Á titre d'exemple, l'*antiracisme*, en tant que valeur culturelle prônant l'égalité objective de tous les êtres humains quelle que soit leur ethnie, leur culture ou autre couleur de peau, fait *de facto* partie des valeurs démocratiques les plus universelles, puisque son principe n'exclut personne, mais cette juste cause ne doit s'entendre que dans la seule limite d'une *égalitarisation* légitimement revendiquée, sur le modèle du pacifisme universaliste de Martin Luther King ou Nelson Mandela, c'est-à-dire sans aucun esprit de revanche ni de retournement ou enfermement « racialiste » visant à inverser purement et simplement les rôles de (sur)domination illégitime. Sinon, le dépassement de l'équilibre visé revient aussitôt à exercer une violence, une discrimination exagérément réactive qui exclut et réduit d'autant la surface culturelle souhaitable du véritable antiracisme sur le côté pyramidal correspondant, sous forme de rejet d'autrui.

Á la lumière déjà intellectuellement pertinente de la tempérance délodiste et biéconomique, on comprend de même que, par exemple, le féminisme (à l'instar de la défense des droits des citoyens « LGBTQ+ ») n'exprime une idéologie légitime et universaliste qu'en tant que besoin de justice ou d'égalité à la fois socio-économique, culturelle et politique entre *tous* les humains, quelle que puisse être leur identité ou évolution sexuelle, alors que cette première et noble exigence, sitôt radicalisée en détestation ou exclusion *amalgamesque* des *hommes* en tant que *mâles*, de quelque manière que ce soit, devient une sous-idéologie sectaire qui ne saurait dès lors concerner tout au plus que la moitié des citoyens en qualité de citoyennes, perdant ainsi sa portée universaliste en proportion d'une violence ou injustice aussi aveugle que celle qu'elle condamne.

Ainsi, la vie quotidienne des humains regroupés en société finit-elle toujours par produire de façon plus ou moins improvisée, une sorte de bain sociétal diffus, en constante évolution, propre à développer une conscience d'appartenance communautaire historiquement déterminée, un ensemble suffisamment cohérent de valeurs morales dont certaines

sont hélas majoritairement admises *de force* chaque fois qu'elles sont minoritairement imposées. Hors les honteuses périodes de congélation, voire de régression, que représentent les régimes les plus violemment autoritaires, le « bouillonnement » quasi permanent qui caractérise toute société humaine suffisamment libre d'évoluer maintient en concurrence nombre d'idéologies ou constructions philosophico-comportementales minoritaires et majoritaires, sachant qu'hélas, en contexte prédélodiste, faute de fondation égalitaire minimale biéconomique, toutes les sociétés de type mono-systémique se trouvent condamnées à une domination de plus en plus minoritaire au fil du temps, jusqu'à atteindre fatidiquement le point critique de non-retour déséquilibrant l'édifice sociétal, ce qui fait aussitôt exploser le consensus idéologique de ce dernier en de trop nombreuses sous-idéologies *désuniversalisatrices*, à mesure que celles-ci deviennent plus sectaires, violentes ou radicales. En quelque sorte, la société peut faire *sens commun* tant que la plus grande majorité possible constate que ses droits légitimes les plus universels sont suffisamment respectés, de même qu'une société ne développe totalement sa légitimité objective qu'en fonction directe de sa tolérance vis-à-vis de chacune des différences minoritaires *assumées*, tandis que toute décadence ou autre *délégitimisation* correspond à l'apparition de fissures sub-sociétales ou groupusculaires toujours plus éclatées et agressives, comme c'est hélas aujourd'hui le cas de la France illustrant ces *Réflexions*.

Face à la multiplicité des idéologies attachées à des courants de pensée collectifs ou à des destins de leaders politiques d'envergure plus ou moins historique, il va de soi ici que toute prétention à l'exhaustivité serait vaine, ce qui n'empêche aucunement de s'en tenir aux principales tendances, s'agissant de cultures politiques factuelles plus encore que conceptualisées. En effet, au-delà des infinies nuances qui satisfont au bonheur des thésards et autres exégètes, les pratiques politiques les plus incontournables ne sont certes pas légion et oscillent toujours, peu ou prou, entre la liberté totale d'un anarchisme idéalisé, et la contrainte tout aussi absolue de la pire des dictatures imaginables. D'où les libertés de réflexion prises dans ce chapitre en termes de relatif survol, d'autant plus facilement que de nombreux aspects institutionnels ou historiques

ont déjà été explorés dès le premier tome des *Tempérants*. Reste à savoir pour autant, en résumant les données historiques fondamentales à ce que chacun est supposé comprendre via son éducation, dans quelle mesure le délodisme, le biéconomisme et le « *tempérisme* », peuvent répondre aux défis actuels de l'Humanité, sous l'angle de la culture et de la pratique politique que supposent tant de débats idéologiques, et toujours dans la seule perspective d'un humanisme universel promouvant la Justice et la Paix. Dans quelle mesure les éternels débats afférents sont-ils tout à la fois le résultat et le mode opératoire culturel des sociétés prétempérantes de type mono-systémique ? Quel sera l'apport des présentes *Réflexions* et de leurs solutions encore inédites sur les néo-débats idéologiques des sociétés à venir ? En quoi l'idéologie quadridimensionnelle tempérante permettra-t-elle de progresser enfin aussi objectivement que possible sur la voie de l'universalisme, peut-être jusqu'au point (idéal) d'objectiver l'essentiel des rapports humains et politiques via un caractère ou une nature intellectuelle plus scientifique qu'idéologique ? L'heure est donc venue de confronter à nouveau le délodisme aux solutions sociétales qui l'ont précédé, mais cette fois-ci du point de vue plus culturel des débats idéologiques, dans le but de dessiner bientôt un cadre constitutionnel propre à garantir la justesse et la justice que suppose une démocratie apaisée, *associant* enfin majorités *et* minorités au sein d'un utile débat républicain devenu mutuellement respectueux.

2 - **Les Principales Idéologies Politiques Systémiques.**

Bien qu'issues d'un empirisme historique très aléatoire, la quasi-totalité des idéologies politiques *systémiques* expriment une cohérence institutionnelle et fonctionnelle à travers la justification intellectuelle du *cadre* sociétal répartissant la hiérarchie des pouvoirs de décision. Cela correspond à une forme de conscientisation des us et coutumes sur une échelle variable définissant une souveraineté précise, dont l'éventail de possibilités peut être utilement résumé aux trois situations de l'anarchie, du totalitarisme autocratique, et des innombrables nuances d'oligarchie et autre pseudo-démocratie s'établissant entre ces deux extrémités. Les

cadres institutionnels et administratifs découlant de ces options doivent être distingués des idéologies politiques que l'on peut considérer comme *intra-systémiques* désignant en réalité les options politiques en matière de choix de société via les débats d'idées suscitant l'évolution des lois et des réglementations, autrement dit la finalité des décisions politiques en tant que stratégies collectives, toutes choses « traitées » dans une section prochaine de ce même chapitre.

Dans son acception idéalisée, l'anarchisme théorique semble se définir comme l'affirmation et la jouissance de la plus absolue liberté individuelle *et* partagée, via l'absence totale de la moindre « autorité » supérieure et extérieure à chaque individu isolé ou regroupé en société, supposant dès lors une tempérance et une responsabilité que chacun est censé assumer en pleine conscience, comme s'il était possible à *tous* les citoyens-individus de deviner et d'appliquer *intuitivement* la recette de l'équilibre sociétal quadridimensionnel. La mise en commun de toutes les richesses via un partage spontané, ainsi que l'attention mutuelle d'un égalitarisme total en matière d'initiative ou de décision, font hélas rêver à un mode de vie *utopique*, dont les plus proches exemples se limitent à des microsociétés de « volontaires », peu ou prou équivalentes à une vie familiale ou clanique isolée, d'autant plus facilement autogérée qu'elle sera plus autarcique, et dès lors déconnectée de tout lien extérieur, sans aucune augmentation d'échelle possible, afin de préserver une solidarité vitale en réalité plus interindividuelle que sociétale. Outre le fait que dès les plus petites entités regroupées, les principes d'égalité et de liberté se contredisent déjà via la différenciation propre à chaque individualité, ne serait-ce qu'en termes de capacités innées ou acquises, tant physiques que mentales, cet anarchisme idéalisé ressemble à s'y méprendre à la vision paradisiaque d'individus ou de petits groupes séparés les uns des autres au sein d'un environnement généreux supprimant tout risque de compétition, situation qui ne saurait correspondre qu'aux conditions de vie de tribus totalement isolées ou de volontaires dégoûtés de la société contemporaine et dont la réaction de rejet et de repli peut curieusement trahir une forme d'individualisme exacerbé, autant que de sectarisme partagé dans un *entre soi* aussi réactif que rétrograde.

Dans la pratique, toutes les expériences d'anarchie absolue sont vouées à l'échec sitôt que l'échelle sociétale augmente, en fonction très logiquement directe de la multiplication des contacts d'interdépendance, aboutissant inéluctablement au triste *état de nature* décrit par Hobbes, ce qui est tout sauf surprenant en l'absence de la moindre règle du jeu ou *loi* contraignant légitimement la liberté individuelle. D'où la réalité négative de l'anarchisme, réduit à l'expression de la désorganisation et de la violence de chacun contre tous, et plus encore au refus stérile de chaque forme d'autorité, suivant la pente d'un défoulement destructeur, certes compréhensible en tant que réaction irrépressible à des abus de pouvoir illégitimes, mais en totale contradiction avec son idéal pacifique et sans la moindre solution de remplacement *sociétalement* viable.

Pour autant, l'anarchisme résume déjà, à sa manière idéaliste ou violemment réactive selon le cas, le dilemme de l'équation délodiste et biéconomique, en suggérant que la société n'est après tout qu'une sorte d'individu augmenté, un Léviathan ou *méga-individu* dont la croissance numérique doit bon gré mal gré maintenir les équilibres vitaux devenus *de facto* communs, sociaux, ou mutuels, tout en préservant le maximum de liberté possible pour chacun de ses membres. La liberté idéalisée par les anarchistes peut rester *totale* dans un cadre tempérant, à condition, dès le stade d'une société de deux individus adultes telle qu'un couple, que chacun se « subdivise » en deux natures complémentaires, selon la double essence induite par la moindre coexistence. Ainsi chaque liberté individuelle peut-elle rester entière tout en se *socialisant* partiellement, en adoptant pour moitié la forme partagée que suppose toute société, au sens politique du terme, ce que représente en l'occurrence le Domaine Public à travers le principe d'une gestion démocratique préservant une égalité décisionnelle absolue, et que l'on peut décrire par l'appellation de *liberté sociale* ou *sociétale* (par laquelle chaque individu devient une personne en même temps qu'un citoyen), tandis que pour l'autre moitié, la *liberté individuelle*, au sens propre et originel du terme, se trouve à la fois préservée et dotée de moyens et d'un cadre très supérieurs grâce à la synergie commune. La nature des humains étant en réalité *double* dès

leur naissance puisque cette dernière ne saurait avoir lieu sans société minimale, la dualité fondamentale de l'équation en jeu se résout sous la forme de partition-répartition garantissant l'existence de chaque humain dans ses *deux* dimensions complémentaires, tandis que la préservation optimale de l'égalité, ou plutôt des deux « natures » d'égalité, implique logiquement la pratique du calcul minutaire minimoptimaximal à 50% brut, en tant que seule façon de respecter la valeur objective invariable de toute vie humaine, avec en prime l'avantage sans précédent d'éviter enfin les abus ou autres violences vitales, systémiques ou réactives.

Les principes délodistes, biéconomiques et tempérants répondent ainsi à la « folle » espérance de l'anarchisme pacifique et humaniste, en permettant à chacun de comprendre, et de calculer en toute transparence collective, les limites ou conditions du partage sociétal *équitable*, tout en autorisant une vie *en société* sur une échelle élargie en fonction de besoins rationnellement tempérés, en particulier via l'autogestion locale et un néo-localisme écologiquement proportionné, tandis que la même « recette » s'avère tout aussi utile et pertinente s'agissant des équilibres relationnels interindividuels, jusqu'à la plus petite échelle d'un simple couple, même si dans cette *duocratie*, sentiments et ressentis sont censés remplacer tout calcul, tant il est vrai que le *bien-être-ensemble* suppose à part égale le partage et le respect. Il apparaît donc que le délodisme, par sa néo-gestion politique aussi directe, égalitaire et transparente que possible, et à condition de se concrétiser dans sa dimension sociale sous forme de partition-répartition biéconomique via le minimoptimaximum, saura répondre à l'aspiration de liberté responsable qui sous-tend l'idéal pacifique des anarchistes du genre *peace and love*, tout en apaisant les conditions sociétales par la suppression des abus qui alimentent entre autres les pires (contre-)violences anarchistes du genre *black bloc*.

Á l'autre extrémité du spectre politico-idéologique, l'autocratie, l'autoritarisme, l'absolutisme et la dictature se résument à l'usurpation de tous les pouvoirs et de toutes les libertés politiques entre les mains d'une seule personne, le plus souvent auto-déclarée suprême lorsque ce n'est pas par simple héritage, sur la base indispensable d'une supériorité

militaire, idéologique, ou économique, sachant que l'appropriation de la puissance n'est vraiment complète que lorsqu'elle mixe savamment ces trois modes de domination. Qu'il s'agisse d'un système théocratique ou laïc, la manipulation des corps et des esprits suppose le corollaire d'une faiblesse ou fragilité culturelle de la population ainsi prise en otage, du moins vis-à-vis des principes universels humanistes et démocratiques, voire d'un affaiblissement, d'une grave régression culturelle temporaire résultant d'une situation de crise propre à susciter tous les extrémismes, comme ce fut le cas des Allemands du siècle dernier sous leur joug nazi. De ce point de vue, les dictatures jouent le triste rôle de remise en ordre violente d'une société devenue ingérable et, pour ainsi dire, anarchique dans la pire acception du terme, ce que les tendances « populistes » les plus dangereuses confirment périodiquement suite aux crises historiques des sociétés mono-systémiques, et en particulier pseudo-démocratiques. Quelles que soient donc les justifications improvisées sous l'effet des circonstances, le résultat est le même et se résume à la confiscation pure et simple de tous les droits politiques, à la négation de la moindre liberté d'expression, ce qui se traduit par une société policière, physiquement répressive et délibérément anti-démocratique, dont le couvercle par trop artificiel ne peut qu'encourager à terme, et à défaut d'un effondrement suite à quelque défaite guerrière, l'explosion future d'une « révolution » bien méritée, hélas sans que cette dernière puisse garantir un progrès social un tant soit peu durable, faute de solution d'équilibre délodiste, biéconomique et tempérante. Ainsi se succèdent les remises à l'heure douloureuses pour purger les abcès sociétaux, tandis qu'en lieu et place d'*évolution*, les révolutions ne changent au mieux que les « têtes » des surdominants.

Sous l'éclairage de ces *Réflexions*, les innombrables formes de pouvoir assimilables à une dictature absolue *et* les excès de liberté tout aussi délétères de l'anarchie factuelle constituent les deux pôles opposés de la réalité historique conflictuelle du rapport individu-société, dans la mesure où ladite réalité se résume à une seule personne dans le premier cas, tandis que chaque individu se prend pour une microsociété dans le second, ce qui se paie indifféremment par les affres réciproques d'une

fausse paix ou d'une vraie guerre, que l'une ou l'autre s'avère civile ou internationale, sitôt la contradiction exportée. Dans les deux cas, il n'est aucune place disponible pour les valeurs universelles et démocratiques, par excès ou absence totale de liberté, puisque les divisions d'une anti-répartition absolue séparent et opposent toujours plus violemment les protagonistes. Ces deux extrémités historiques sont dès lors associées à un manque de conscientisation sociétale des valeurs universelles, voire plus fréquemment encore, aux conséquences autodestructrices des abus sociétaux prétempérants, prédélodistes et avant tout mono-systémiques, attestant en creux la nécessité absolue -et l'intérêt sans précédent- d'une évolution prochaine dûment biéconomique.

L'acquisition du pouvoir politique par la force se double le plus souvent d'une indispensable dimension mystique ou religieuse, dans la mesure où, dès les toutes premières sociétés humaines, la conscience de la mort a procuré aux sorciers, mages et autres devins ou sages, une effective supériorité d'ordre mental, psychologique et surtout spirituel, parfois plus efficace que les qualités physiques du meilleur chasseur-guerrier pour gouverner la tribu, et l'histoire de l'Humanité, hormis les relatives Lumières semi-démocratiques et républicaines, a associé plus ou moins directement les notion et fonction de pouvoir à celle de *droit divin*, via le besoin de « sacraliser » le chef pour éviter toute remise en cause, quitte à déguiser l'autorité sous des apparats et protocoles devant impressionner le peuple et différencier l'*élu* pour le rendre *sur*-humain. Maints royaumes et empires ont ainsi pu fleurir sur tous les continents, sous une forme tantôt directement théocratique, tantôt nécessairement associée entre pouvoirs temporel et spirituel, à la façon d'un *copilotage* intéressé. Bien que des réflexions plus détaillées sur le rôle sociétal des religions soient prévues au prochain chapitre, il est utile de remarquer ici qu'à l'instar de « l'opium du peuple » décrit par un Karl Marx, les influences morales -et plus encore légales- des religions, ont suscité les toutes premières constitutions de fait, selon une concordance nécessaire avec les autres modes de domination, faisant accepter « en douceur » la situation sociétale de chaque période, quelle que soit la face pyramidale dominante, avec l'intérêt d'ajouter une indispensable dimension morale

et mystique à un état de fait politique ou socio-économique, ce qui, en l'absence de maturité culturelle et démocratique minimale de la plupart des populations, s'est avéré profitable par défaut, du moins en termes de relative paix civile. Par ailleurs, loin d'être nécessairement corrélées au totalitarisme ou à l'absolutisme, ni même effacées des actuelles sociétés laïques et pseudo-démocratiques, la plupart des religions, dans la *seule* proportion de leurs valeurs morales humanistes et universelles, jouent toujours un rôle très positif, ne serait-ce qu'en tant qu'héritage culturel, nonobstant les abus politiques et socio-économiques qu'elles peuvent hélas promouvoir et justifier souvent, sous l'effet de principes sectaires et intolérants associés à des intérêts bassement temporels.

Cela étant dit, dans l'espace libéré par le grand écart collectif qui fait périodiquement basculer les sociétés de l'anarchie relative de leur décadence à la quasi dictature, via l'éloignement maximal des plateaux d'une certaine balance, toutes les nuances imaginables de démocratie *relative* se trouvent historiquement déployées, sur la base de principes et autres usages préférablement « adossés » à l'une des faces pyramidales, sachant que, dans la réalité, même les autocrates les plus égocentriques des dictatures survolées plus haut ne sauraient gouverner sans associer une classe dominante cooptée. Les systèmes intermédiaires, qualifiables de pseudo-démocraties pour résumer les choses, correspondent en toute logique aux périodes dites de paix et d'épanouissement sociétal *relatif*, et donc à des tentatives de rapprochement et de stabilisation dynamique de la distance séparant les deux plateaux sociétaux, lesquels rappelons-le, traduisent la dualité société/individu ou la binarité public/privé. Sous maintes nuances subtiles d'appellations peaufinées par les historiens et autres universitaires, les idéologies couvrant tout cet espace reflètent des situations historiques fort différentes et plus ou moins respectueuses de l'intérêt général, sachant que les fragiles équilibres institutionnels, faute de solution délodiste et biéconomique, dépendent surtout de l'intuition, de la conscience sociale et de l'honnêteté des classes dirigeantes sur les *quatre* faces de l'édifice, solution par défaut d'autant plus aléatoire que les ensembles concernés sont plus grands, plus éloignés des citoyens et plus centralisés.

Dans la pratique, et hormis quelques exceptions d'envergure très limitée en termes démographiques autant que géographiques, il apparaît que toutes les idéologies prédélodistes *dominantes* imposent des usages politiques trop peu démocratiques pour être légitimes, dès lors que le pouvoir, quasiment toujours minoritaire, ne saurait être représentatif de l'ensemble des citoyens dans leur exacte proportionnalité. Pour ne pas répéter vainement les observations déjà largement suffisantes des livres précédents de ces *Réflexions*, le plus utile ici consiste à remarquer que *l'existence* de quelque idéologie politique *minoritaire* au sommet de la plupart des sociétés d'aujourd'hui, même soi-disant démocratiques, est la cause première d'une lutte politique permanente impliquant, par le biais de contre-idéologies, une inépuisable diversité d'options politiques systémiques dont la caractéristique commune est, hélas, d'être toujours parcellaires en proportion de leur partialité.

D'un point de vue tempérant, en effet, les éternels débats d'ordre politico-idéologique, de même que leurs solutions opposées en matière de stratégie économique, sociale ou culturelle, résultent de ce que l'on pourrait appeler ici l'*absolutisme mono-systémique*, en ce sens que pour cause d'indivision ou de confusion inter-domaniale, la quasi-totalité des citoyens se trouvent privés de toute existence politique effective dans la gestion d'un Domaine Public en quelque sorte privatisé par la minorité dominante, tandis que sur le plan socio-économique, les inégalités et les violences intrinsèques *vitales* du marché alimentent la dramatisation des enjeux sociétaux. Tout mono-système, c'est-à-dire toute société encore incapable de clarifier la distinction des natures individuelle et sociétale en équilibrant à 50% les Domaines Public et Privé, d'associer à égalité *chacun* des citoyens dans la participation aux moyens économiques (en termes minutaires) comme aux finalités politiques du Domaine Public, et de libérer *chacun* de ces mêmes citoyens dans l'espace de son propre domaine privé (dans le sens également minutaire de ce terme), se trouve condamnée à osciller sans cesse de part et d'autre de l'équilibre optimal, en amplifiant constamment ce balancement alternatif jusqu'aux excès de situations flirtant tantôt avec l'anarchie, tantôt avec la dictature, pour

finir sous une forme ou une autre de violence généralisée. Au contraire de cela, la solution délodiste *et* biéconomique s'offre comme l'*unique* possibilité d'édifier un cadre idéologique systémique enfin stabilisé et apaisé, non seulement en termes de *nature* politique, mais surtout et plus encore en matière d'efficacité institutionnelle et administrative, sans ralentir ni bloquer les améliorations ressenties comme nécessaires par la majorité des citoyens, elles-mêmes logiquement issues d'innovations ou d'évolutions minoritaires. Il apparaît donc que les nuances idéologiques systémiques prédélodistes sont l'expression d'organisations bancales ou incomplètes, faute d'inverser la flèche hiérarchique du pouvoir politique dans le *bon sens* ascendant, de la Commune jusqu'à l'État, en incluant dès le départ, et aussi directement que possible, l'ensemble des citoyens adultes. De fait, l'absence cruelle de solution technique *universellement légitime* concernant les rouages institutionnels entraîne l'appropriation minoritaire du pouvoir politique, et par conséquent le conflit permanent d'options partiales et dès lors partielles, toujours incapables de trouver le dénominateur commun égalitaire susceptible de recouvrir entièrement la face politique de la pyramide sociétale en associant *tous* les citoyens, ce que seule la démocratie locale directe, semi-référendaire et dûment ascendante permettra bientôt d'obtenir. De même faut-il remarquer que cette stabilisation politique démocratique, condition de tout apaisement sociétal, doit s'enraciner, se fonder sur l'ensemble des droits et devoirs socio-économiques minimaux du *biéconomisme* en tant que condition préalable, sociale et matérielle, de l'existence politique de chacun, faute de quoi la Justice et les droits politiques ne sont hélas -comme jusqu'à présent- que purs mensonges ou vaines illusions.

Enfin, et en liaison directe avec ces réflexions touchant au cadre systémique et aux idéologies politiques correspondantes, force est de se concentrer aussi sur les notions -également idéologiques- de centralisme et de localisme, non seulement dans le sens institutionnel déjà débattu, mais surtout du point de vue des initiatives et de leur application. Il faut en effet distinguer ici, d'une part, *l'envergure républicaine* du pouvoir démocratique en tant que surface géographique, démographique et plus encore culturelle regroupant communes et départements en un seul *pays*,

s'agissant ici du cas des Français, et d'autre part, l'espace démocratique minimal que définit la commune, voire le quartier ou « village », au plus près de tous les citoyens. En cette matière, les mono-systèmes habituels, dictatoriaux, oligarchiques ou pseudo-démocratiques s'imposent par le haut selon la verticalité descendante déjà remarquée, impliquant quasi systématiquement une centralisation abusive et inefficace, en tout cas du point de vue du citoyen, pour finalement lui dicter des lois la plupart du temps minoritairement favorables, en contradiction partielle ou totale avec la légitimité universelle, ce qui rend tous ces systèmes politiques beaucoup plus proches des dictatures que de la démocratie, à l'instar de la Cinquième République toujours plus présidentialiste du cas français. Une envergure républicaine consistante est toujours souhaitable en tant qu'occasion d'accroître une population intelligemment répartie et plus encore les ressources disponibles pour le partage minimoptimaximal, sans oublier l'effet sécurisant d'une souveraineté sociale, économique, culturelle et politique d'autant plus accomplie, mais à la seule condition que les décisions stratégiques dans ces quatre dimensions soient sous le contrôle le plus direct des citoyens via les communes et départements, (concernant le même cas d'école), qu'il s'agisse d'initiatives et autres propositions à visées locales ou nationales.

Moyennant ces précautions, qui fondent la définition même du délodisme, les initiatives proviendront des citoyens aux divers étages institutionnels, en restant validées par le principe de la majorité directe, absolue ou relative selon les choix constitutionnels, tandis qu'une forme de localisme politique rendra chaque Commune directement responsable de l'*application* de la loi républicaine devenue démocratique, à l'opposé de la centralisation habituelle de l'anti-modèle français. Les décisions résultant des débats et des expérimentations locales dessineront l'ellipse logique du trajet d'un boomerang parfaitement maîtrisé, dont la course dépendra ici de l'envergure et de l'intérêt plus ou moins universels des projets ou propositions, d'un quartier-village à lui-même au minimum, d'une commune à elle-même plus fréquemment, mais aussi sur une échelle intercommunale ou départementale le cas échéant, et jusqu'à l'échelon « suprême » de la République sitôt qu'une utilité de nature

nationale se trouvera dûment avérée. Le délodisme biéconomique sera à même de pérenniser une constitution démocratique constamment et pacifiquement évolutive, en lieu et place de la raideur ou de l'inflation réglementaire et administrative dont tous les mono-systèmes politiques font preuve, ce qui correspondra à la meilleure réponse possible propre à résoudre les interminables conflits idéologiques qui opposent entre autres choses le centralisme au régionalisme. Cela supprimera le fameux hiatus et les contradictions engendrés par les pseudo-démocraties, en répondant avec souplesse au besoin d'équilibrage structurel des tensions opposant « Jacobins et Girondins » s'agissant du cas d'école français, et cela, avec d'autant plus de certitude que ces deux visions sociétales en deviendront toujours plus complémentaires, en se répartissant enfin les pouvoirs de décision comme les responsabilités d'application selon une justesse mesurable et une justice inégalable.

Ainsi peut-on être assuré que le délodisme biéconomique fera *exister* chaque citoyen adulte en tant que co-décideur politique, apaisé par sa sécurité socio-économique et conscientisé par le partage culturel d'une éducation minimale commune jusqu'à l'âge de seize ans, tandis que cette idéologie exhaustive, socio-économique culturelle *et* politique sera bien plus qu'une simple construction mentale parcellaire, puisque sa quadruple dimension inclura *tous* les citoyens, résumant et filtrant les meilleures valeurs de la totalité des idéologies systémiques précédentes pour les additionner en toute transparence, ce qui simplifiera d'autant les procédures institutionnelles bancales et le plus souvent corrompues qui paralysent les sociétés mono-systémiques d'aujourd'hui. En réalité, il ne s'agira plus d'idéologie contingente, culturellement limitée dans le temps ou dans l'espace, mais d'une véritable *objectivation universelle* des principes démocratiques (résultant de la nature scientifique propre à l'analyse minutaire et à l'équilibre biéconomique), que pourront bientôt confirmer toutes les recherches et observations de l'avenir sur les quatre dimensions sociétales afférentes. Cela n'a rien de surprenant, après tout, puisque c'est toujours la « science » qui réconcilie les humains, sachant que, peut-être pour la première fois dans l'Histoire, ladite science pourra s'appliquer aux sociétés des Terriens et pacifier d'autant leurs puériles

contradictions, en les élevant au statut de Tempérant, seul progrès digne d'intérêt pour savourer le bien-être de la Paix.

Dans la mesure où les conflits idéologiques systémiques seront rendus caducs, l'ère délodiste marquera bel et bien un tournant décisif de l'Histoire, a minima en tant qu'*idéologie finale* et universelle peu ou prou indépassable, car plus objective que toute autre, (si l'appellation de *science* choque encore certains esprits !), et une justice enfin mesurable sera définitivement inscrite à l'avenir, supprimant *de facto* l'extrémisme sociétal pendulaire et ses violences incessantes, y compris le besoin de révolution. Car une fois installées les conditions politiques de l'équilibre délodiste et biéconomique, aucun travers systémique ne fera plus risquer le moindre effondrement sociétal, en particulier grâce à la stabilisation du Domaine Public et à la libération authentique de son pendant privé, selon la proportion paritaire que suppose tout équilibre binaire *vital*.

En prime, les réflexions précédentes donnent intellectuellement les moyens de redéfinir plus objectivement bien d'autres idéologies ou concepts collectifs déformés par les excès politiques de toute société mono-systémique prétempérante, en aidant enfin à distinguer le bon du mauvais au sein des valeurs qu'elles sous-entendent. Le *nationalisme tempérant*, en tant que partage d'une conscience collective concrétisée par une souveraineté minimale et *quadrifaciale*, se verra culturellement légitimé grâce à l'universalité objective des principes démocratiques qui fonderont les futures sociétés, en se libérant d'autant de toute déviance suprématiste et violente, de la moindre sclérose culturelle ou arrogance colonialiste, à tel point que la Tempérance délodiste et biéconomique deviendra bientôt le dénominateur commun le plus précieux de tous les citoyens et *peuples* concernés, la valeur suprême digne d'être défendue par les armes en cas de besoin, bien au-delà de la relativité contingente et pour autant respectable des cultures dans ce qu'elles comporteront de compatible avec cet universalisme, ce qui se traduira, jusqu'à l'échelon planétaire, par des relations internationales enfin plus apaisées au fur et à mesure que chaque société humaine se tempérera grâce au délodisme biéconomique.

Là se trouve bel et bien le *vrai* patriotisme humaniste -et dès lors internationaliste- commun à *tous* les peuples de la Terre, dont la soif de paix potentielle a été jusqu'à présent détournée par les mono-systèmes pseudo-démocratiques et autres dictatures, tandis que l'avenir encore plus prometteur d'une sorte de fédéralisme inter-sociétal, respectueux de « différences » qui ne seront plus jamais des inégalités vitales, pourra associer équitablement les futures sociétés tempérantes, procurant par-là sa pleine signification à l'expression de « Citoyen du Monde », sans la moindre contradiction entre la pacification planétaire et l'autogestion la plus locale possible.

3 - Libéralisme et Capitalisme versus Socialisme et Communisme.

En tant qu'opposition de systèmes politiques ou d'idéologies, le « couple infernal » que constituent le capitalisme libéral d'une part et le socialo-communisme d'autre part souligne plus clairement encore les déséquilibres mortifères de toutes les sociétés prétempérantes, sachant qu'en réalité, ces options institutionnelles et culturelles peuvent revêtir l'aspect de dictature, d'oligarchie, ou même de pseudo-démocratie, non sans se construire sur une forme ou une autre « d'anarchie organisée », puisque toute gouvernance minoritaire se pérennise et se consolide par le biais de divisions ou violences intra et extra-sociétales. L'Histoire a déjà largement démontré que le capitalisme ultralibéral débridé impose une loi du marché par trop inégalitaire, tandis que symétriquement, le communisme ou socialisme *absolu*, structurellement hyper-centralisé, n'est qu'un prétexte à établir maintes dictatures, Ainsi trouve-t-on d'un côté, au titre de la spontanéité historique la plus empirique et confuse, des sociétés avant tout économiques dont le gouvernement s'apparente à une pure et simple gouvernance commerciale ou financière, et de l'autre côté du miroir, des sociétés sur-politisées et dogmatiques sous la forme d'administrations centralisées à outrance, avec dans les deux cas une comparable domination minoritaire, de classe, de caste ou de parti, dont les peuples font toujours les frais, puisque ces derniers se trouvent dès

lors « bloqués » au-delà ou en-deçà de l'équilibre *bisphérique* ou inter-domanial, tandis que l'existence de chaque citoyen est contrainte par la même hiérarchie de pouvoir vertical descendant, tout autant qu'aliénée dans ses droits par la confusion mono-systémique d'une double nature sociétale impossible à vivre.

Dans la pratique, on sait que la plupart du temps, et hormis le gel absolu de certains régimes totalitaires, le réalisme historique a tendance à imposer un *bisphérisme* tout relatif, obligeant les régimes politiques communistes à tolérer un marché plus ou moins libéral, tandis que les sociétés capitalistes ont dû développer un État-providence relativisant leurs abus sociaux les plus criants, ce qui aboutit *de facto* à une majorité de situations pseudo-démocratiques traduisant maladroitement la quête obligatoire de l'équilibre bisphérique tendanciel. Comme déjà remarqué à travers les deux premiers tomes de ces *Réflexions*, le nœud gordien opposant violemment les pôles politico-idéologiques précités valide plus que jamais la thèse délodiste *et* biéconomique, puisque celle-ci définit bel et bien les conditions *mesurables* d'une partition-répartition enfin équitable entre ces deux tendances complémentaires, corroborant leurs pertinences historiques réciproques mais hélas incomplètes car jusqu'à ce jour « confusément » exclusives l'une de l'autre, et supprimant enfin leurs excès symétriques et leur apparente incompatibilité grâce à la juste mesure du minimoptimaximum biéconomique, lequel va de pair avec la solution politique du *bicentrisme*.

Dès lors, et s'agissant de la dimension proprement culturelle du débat politique, il est plus utile d'analyser ces tendances idéologiques sous l'angle d'une pensée politique de *droite* ou de *gauche*, la première réclamant toujours moins d'interférence étatique (sauf lorsque l'État se laisse privatiser), tandis que la seconde veut socialiser ou mutualiser un maximum de richesses. Pour autant, cette distinction paraît quelque peu aléatoire, à en croire les nuances infinies qui différencient les multiples partis politiques présents à chaque occasion électorale, et d'autant plus que les actes éventuels des élus sont loin de correspondre aux discours qui les ont précédés. Certes, il est ici notoire que des décisions d'ordre

typiquement social, impliquant l'humain, le temps et la solidarité, sont a priori « de gauche », en contraste avec la nature économique, comptable et individualiste d'une pensée « de droite », ce qui finit par catégoriser les citoyens en deux camps d'une clarté toute relative. Pour autant, on ne saurait se laisser abuser par cette trop facile classification d'un point de vue *tempérant*, dans la mesure où l'on peut affirmer que chaque être humain est en réalité égalitairement de droite *et* de gauche, dans une proportion objectivement équilibrée, et ce, nonobstant les apparences culturelles, tant historiques que géographiques qui peuvent induire un *latéralisme* préférentiel. Car seules ces dernières *circonstances* font en réalité pencher chaque balance individuelle ou collective d'un côté ou de l'autre de la frontière idéale que chacun recherche, consciemment ou non, tant il est patent que l'on se définit ou se considère de droite ou de gauche en fonction directe de son propre vécu, de sa culture, de sa « position » dans la société, voire du contexte politique de celle-ci, selon un *jeu* (au sens mécanique de réglage bancal) qui n'exclut pas plus les exceptions que les règles psychosociologiques. Á titre d'exemple, on est plus facilement « de gauche » lorsqu'on se sent brimé, exploité, trahit et frustré dans son existence par un système d'exploitation peu ou prou capitaliste, ou bien lorsque culturellement, malgré une aisance certaine, on se préoccupe de la misère des autres et des injustices qui la suscitent, à l'exception de certains politiciens opportunistes et simulateurs. De la même manière, se « ressentent » comme étant « de droite » les citoyens plus chanceux, socialement bien placés par la naissance ou l'hérédité, et plus encore encouragés par un milieu éducatif privilégié, ou ceux qui, partant de plus bas, tracent à leur façon une réussite socio-économique, culturelle ou politique correspondant aux critères sociétaux du moment. Force est d'en déduire que les *options* en question ne sont la plupart du temps pas choisies, puisqu'elles résultent d'un manque d'équilibre plus ou moins imposé par les circonstances socio-économiques et culturelles, au point de dicter des comportements eux-mêmes trop souvent abusifs, propres à simplifier les opinions et autres positions en ne privilégiant qu'un côté de la double nature de chacun.

Il ne faut voir là que le résultat politico-idéologique des sociétés prédélodistes, dont l'intempérance pousse les individus et les groupes au conflit caricatural permanent, divisant d'autant la population en deux troupeaux plus facilement manipulés par les minorités surdominantes. C'est de cette façon que tous les déséquilibres sociétaux et leurs injustes inégalités se reflètent jusque dans « l'inconscient politique » de chaque citoyen, sous la forme d'une préférence *réactive* qui exprime aussitôt, hélas toujours en creux, un réel manque de conscientisation objective de la double nature qui définit les individus grégaires. Les sociétés mono-systémiques suscitent constamment des injustices vitales qui nourrissent donc la transposition politique des frustrations sous forme de sectarisme aveugle de gauche ou de droite, sur fond logique de jalousie de la part des uns et de crainte d'être « spolié » de la part des autres, ce qui traduit idéologiquement la violence sociétale d'un système faussé par l'absence d'équilibre *bisphérique* optimal et universalisé entre tous les citoyens. Cela a pour triste conséquence de réduire le débat politique à de vaines oppositions aboutissant tout au plus à la simple inversion des rôles en cas de révolution ou autre alternance de pouvoir, via l'effet pendulaire excessif déjà noté, sans résoudre pour autant l'équation duale de notre humanité, ni changer quoi que ce soit aux surdominations minoritaires, tandis que les politiciens carriéristes de tout bord en profitent pour se gaver de privilèges et d'emplois fictifs cumulés, démontrant à quel point la république sans démocratie n'est que la monarchie « en pire » !

Le sempiternel débat droite-gauche qui permet si bien de classer les citoyens en « *bons* et *méchants* » ou inversement, pour le plus grand profit des minorités dirigeantes, trouvera sa solution définitive en même temps que son apaisement le plus légitime par la double solution que ces volumineuses *Réflexions* proposent, dès lors que la population entière des adultes participera à part égale à toutes les initiatives, les décisions et les applications de la Loi commune via le délodisme, sur la base de l'égalité vitale propre à la partition-répartition biéconomique. En effet, puisque cette évolution permettra à chacun d'être citoyen à part égale en jouissant enfin de la même sécurité matérielle et sociale universelle, les différences de parcours se verront légitimées, et de ce fait, le vain duel

opposant la droite et la gauche n'aura plus lieu d'être, ce qui supprimera le gaspillage d'énergie que constituent les débats stériles des sociétés prétempérantes, dont les violences verbales alimentent la haine jusque dans les manifestations, ce vaste gâchis étant par ailleurs le lot de notre humanité aussi longtemps que les droits et devoirs *vitaux* de chaque citoyen ne se verront pas respectés et assumés sur les quatre faces d'une certaine pyramide.

Chaque néo-citoyen aura conscience de maîtriser à part égale les *deux* moitiés sociétales de sa *double* nature, ce qui induira l'apaisement des débats politiques par la prise en considération permanente des deux sources de bien-être légitime que forment l'égalité minimale et la liberté maximale grâce au minimoptimaximum, le vrai paradoxe étant que c'est l'indivision confuse des sociétés prédélodistes et mono-systémiques qui *sépare* toujours plus violemment les humains, alors que la partition-répartition les *unira* dans la paix sans plus jamais mélanger leur double essence sociétale, qu'il s'agisse de chaque citoyen ou de la communauté républicaine. Chacun pourra enfin prendre conscience d'être tout autant de gauche que de droite, en tant que personne sociale *et* individu privé, comme en tant qu'onde sociétale *et* élément particulier unique, grâce à la double existence qui lui sera ainsi garantie par le seul *droit-devoir* universel de sa naissance au sein d'une vraie société devenue humaine et tempérante. Le délodisme biéconomique sera donc la planche de salut de l'Humanité et de son environnement terrestre, en répondant autant aux comportements contradictoires et excessifs de chaque citoyen, qu'à la lassitude très largement majoritaire des électeurs-otages d'aujourd'hui devant l'impasse frustrante d'un pseudo-choix entre droite et gauche (à l'exception -toute provisoire- des « militants » *embrigadés* par tant de partis politiques réduits à de simples supports d'ambitions individuelles ou claniques).

En résumé, l'idéologie authentiquement *objective* du délodisme biéconomique, qu'une validité universelle fait apparenter à une *science* humaine digne de ce nom, permet d'assainir le vain débat entre droite et gauche, comme entre libéro-capitalisme et socialo-communisme, tant

grâce à l'addition des avantages de ces idéologies prétempérantes qu'à la soustraction définitive de leurs inconvénients sectaires et aliénants, ce qui corrobore une fois de plus l'effet unificateur et filtrant de la solution quadridimensionnelle proposée par la *tempérisation* systémique en jeu. Ainsi peut-on observer qu'en regard des progrès conceptuels induits par le délodisme biéconomique, les idéologies politiques ci-dessus étudiées révèlent les limites d'une partialité et d'un exclusivisme qui condamnent ces opinions à ne recouvrir que la moitié de la face pyramidale qui leur correspond, tandis que la balance sociétale se bloque alternativement du côté d'un seul plateau jugé électoralement préférentiel par défaut, via une minorité devenue *sur*-dominante, sous l'effet si déstabilisant de tout mono-systémisme confus.

4 - Idéologies Intra-Sociétales et Débat Citoyen.

Après ces multiples observations concernant les idéologies les plus caricaturales et leur nature oscillatoire en contexte *prédélodiste*, il reste à considérer ici, via les relais fonctionnels et hiérarchiques de tout pouvoir, les principaux contenus et ressorts des indispensables débats que chaque histoire sociétale suscite, afin d'apprécier les progrès promis par la solution tempérante, s'agissant des interactions entre majorité et minorité, autrement dit, de la « dynamique culturelle » régissant *de facto* la nécessaire concurrence entre idéologies intra-systémiques.

Comme on peut s'en douter, la légitime appropriation populaire du pouvoir, en tant que définition même d'une néo-démocratie aboutie, remplacera la politique *politicienne* par des débats politiques de fond auxquels participeront les citoyens volontaires, au même titre que les organisations associatives, syndicales, partisanes ou lobbyistes, sur la base d'une transparence et d'une permanence routinière qui permettront de démystifier à jamais le spectacle de tout pouvoir, pour n'en conserver que l'authenticité démocratique. En se libérant de la personnalisation des rôles politiques et de l'illégitime professionnalisation clanique des classes dirigeantes prédélodistes en matière de responsabilité publique,

les débats de l'avenir ne concerneront plus que des *mesures* à prendre ou non, d'ordre tantôt social, économique, culturel, organisationnel ou politique, sur la saine base d'opinions et d'expertises expérimentalement vérifiées dans toute la mesure du possible, en lieu et place du showbiz médiatico-politicien et des pathétiques ambitions individuelles d'*ego* surdimensionnés, structurellement suscités par les systèmes électoraux. Qu'il s'agisse en effet de propositions ou de projets d'origine citoyenne, communale, départementale ou même nationale, la transparence et la proportionnalité pétitionnaires autant que décisionnelles, associées à la collégialité de toute responsabilité, seront les meilleures garanties du respect intégral de la volonté démocratique, ce qui permettra, tant via les Argumentaires Citoyens officiels que par le biais des médias, de centrer enfin le moindre débat sur son objet le plus concret sans aucun risque de diversion futile ou perverse, de façon tolérante et pacifique, à l'opposé de la *com'* si vitale aux stars politiques prédélodistes, dont les discours sont biaisés par le calcul électoraliste, quand ils ne sont pas démentis par l'action, trop souvent dans l'intérêt d'une minorité, aboutissant à une vacuité de fond proportionnelle à la radicalité de la forme.

Les partis politiques, toujours essentiels en tant qu'expression de la liberté de se regrouper idéologiquement pour forger des propositions plus élaborées que celles d'un simple citoyen isolé, ou insister sur telle ou telle revendication, minoritaire ou non, jugée prioritaire, deviendront des *forums démocratiques* au lieu de servir des ambitions individuelles de domination illégitime, et par le biais de cette indispensable mutation, les futurs leaders idéologiques, loin d'être les bonimenteurs démagogues d'aujourd'hui, seront des hommes et femmes de *conviction*, dont seules les idées désintéressées et démocratiquement profitables pourront attirer une foule de suiveurs désormais convaincus par la raison et l'intellect au lieu d'être manipulés par l'affect. Ceux qui ont une vision novatrice et les moyens d'animer des recherches utiles allant dans le sens d'un réel progrès sociétal, quelle que soit la face pyramidale concernée, se verront spontanément encouragés à communiquer, et ce, d'autant plus que les idées promues seront le fruit d'expériences locales ou régionales en tout point probantes, ce qui traduira le nouveau rôle des partis politiques en

tant que vecteur d'une saine contagion de créativité, en lieu et place des détournements et blocages que suscitent les cercles sectaires dirigeant la plupart des structures partisanes prétempérantes. Á la différence de la situation présente, tout citoyen « inspiré » pourra devenir un leader utile, indépendamment de ses moyens financiers ou matériels, dès lors que de réels progrès sociaux, pratiques, culturels ou politiques seront à la clé, ce qui n'empêchera nullement d'autres citoyens, devenus puissants dans la sphère économique et financière, de faire valoir leur point de vue et proposer leurs projets, même par le biais de lobbies, voire de syndicats ou toute autre forme associative, sachant pour autant qu'il ne leur sera plus possible de dominer à eux seuls ni de corrompre en aucune façon le bien commun inaliénable de l'espace politique. Cela permettra enfin aux leaders économiques *responsables*, animés par le vrai partage de leur passion dans l'intérêt général, de fleurir sur le champ du débat d'idées sans s'en faire « expulser » par la concurrence déloyale et manipulatrice d'homologues malintentionnés, puisque seules les idées majoritairement profitables seront politiquement filtrées. Ainsi, les fameux « premiers de cordée » de la face économique se légitimeront totalement en se rendant politiquement utiles à la société humaine qui les enrichit, selon leur part égale de participation minimoptimaximale, ce qui leur fera endosser à nouveau le noble « pouvoir sociétal » d'une forme de néo-paternalisme légitimé. En effet, leurs compétences hors pair sur le terrain économique et technologique en deviendront plus pertinentes que jamais au sein du débat politique, sachant que l'équilibrage bi-domanial définira enfin les limites *objectives* de leur influence *légitime*, sans restreindre injustement l'étendue totale et variable de leur *vraie* surface financière individuelle.

De la même façon, le syndicalisme, perçu en tant qu'idéologie intrasystémique de type corporatiste, se verra utilement refondu, tout en perdant son utilité *vitale* en raison de la Garantie Citoyenne et de son Revenu ou salaire Universel, pour se concentrer sur l'amélioration des conditions de travail et la prise en compte des propositions de chaque base professionnelle, tant publique que privée. Enfin doté de rouages et modes décisionnels devenus démocratiques, et soulagé du fardeau de défendre des salariés-employés qui ne seront désormais plus jamais

menacés sur l'essentiel, le syndicat du futur devrait idéalement inclure *tous* les professionnels de telle branche ou tel secteur, et participer aux progrès humains concernant surtout le *mode de vie* au travail, afin de *co*-déterminer avec l'employeur les conditions de rythme de travail et de productivité, en stimulant les moindres idées d'amélioration qualitative ou quantitative que l'expérience de tant de salariés ou employés peut faire partager, sachant que l'environnement systémique du délodisme biéconomique induira l'équilibrage d'un respect enfin mutuel entre les deux parties du contrat d'embauche, grâce à la revalorisation *objective* dudit travail vis-à-vis du capital, elle-même induite par les conditions minutaires des droits et des devoirs de la Garantie Citoyenne.

La responsabilisation politique des citoyens, sur les trois étapes que représentent le débat, la prise de décision et le contrôle a posteriori de chaque mesure ou projet, simplifiera au minimum organisationnel nécessaire l'ensemble des structures politiques, administratives et même juridiques, en rendant plus directe que jamais la volonté majoritaire, ce qui supprimera d'autant la pléthore de pseudo-institutions de contrôle et autres juridictions non élues, dont la suprématie actuelle, même vis-à-vis d'élus bien trop peu représentatifs, s'avère contraire aux principes démocratiques. De ce fait, la moindre décision politique d'envergure se prendra sous forme citoyenne et proportionnelle directe ou déléguée par tirage au sort sociologiquement représentatif, quel que soit l'étage d'où émanera l'initiative. Dans ce but, la constitution délodiste devra établir les conditions institutionnelles des débats devant précéder les décisions politiques majeures, en tant que dimension proprement culturelle de la pyramide sociétale, afin de réguler et surtout de *préserver* les relations entre minorité et majorité, non pas tant en matière de partis politiques, puisque ces derniers seront sur un pied d'égalité avec n'importe quel citoyen concernant du moins les Propositions Citoyennes, mais plutôt pour s'assurer qu'à l'occasion du moindre débat, *toutes* les opinions dûment argumentées puissent s'exprimer de façon à la fois simple et claire, en étant constamment mises en perspectives par leur proportion de « suiveurs pétitionnaires ». Il faut aussi rappeler et *souligner* que ce nouveau cadre de débat républicain suscitera des majorités facilement

plus larges que celles des faux choix électoraux et « personnalisés » de la politique politicienne des pseudo-démocraties, car il ne s'agira plus que de dire *oui* ou *non* à des propositions concrètes déjà expérimentées de façon aussi locale que révélatrice, ce qui permet d'affirmer ici que même l'adoption collective de projets ou de propositions *minoritaires probantes* dépassera très largement les 50% nécessaires sitôt qu'elle paraîtra majoritairement justifiée, évitant ainsi les risques de confusion décisionnelle à quasi-égalité de pourcentages, de même que la soi-disant « *dictature de la majorité* » lorsque celle-ci paraît trop courte.

En contexte délodiste, l'assise citoyenne et majoritaire de toute décision politique ne saurait dériver en dictature, et ce, d'autant moins que ce nouveau cadre sociétal favorisera toujours les mesures les plus universellement profitables, en conséquence très logique de sa fondation socio-économique minimale, égalitaire et enfin apaisée. Cela favorisera également la communication et la compréhension des droits et intérêts minoritaires « respectables », c'est-à-dire compatibles avec les valeurs démocratiques universelles de la Loi, et respectueuses de la légitimité de celle-ci.

Le besoin de vaine multiplication de contre-pouvoirs faussement indépendants laissera place à la simplicité de gestion la plus directe que l'on puisse imaginer, tandis que l'opacité de l'information statistique, si typique des sociétés minoritairement dominées, n'aura plus la moindre raison d'être, les citoyens assurant eux-mêmes leur comptabilité et leurs analyses factuelles via les Communes. Tout en respectant par ailleurs la liberté d'expression des médias associatifs, privés et individuels, la *néo-parole publique*, en particulier dans le cadre des Proposition Citoyennes, sera constitutionnellement encadrée dans le but d'interdire les insultes et de promouvoir les participations et autres opinions argumentées par un minimum d'information ou d'expérience, sous le contrôle de chaque Commune, elle-même devenue intégralement citoyenne. Les sondages ne sauraient être interdits, à condition de respecter des garanties d'ordre statistique plus sévères qu'aujourd'hui, mais il est à remarquer que leur fiabilité toute relative, s'agissant d'enquêtes d'opinion trop facilement

manipulables par le choix des questions et de leur formulation, leur fera constamment perdre du terrain face à l'efficacité pétitionnaire factuelle des adhésions aux Propositions Citoyennes, ce qui restreindra d'autant l'influence des sondeurs-manipulateurs concernant du moins le champ trop sérieux du Débat Citoyen. Ainsi, sans nullement se substituer aux libres prérogatives de journalistes plus indépendants que par le passé, la parole publique deviendra simultanément citoyenne et responsable, car désormais représentative des véritables proportions d'opinions entre la majorité et la (ou les) minorité(s), concernant le moindre sujet de fond, et ce, en parfaite transparence et continuité évolutive. L'information des citoyens, en tant que préalable de toute délibération, en complément des expertises issues de rapports d'expériences, n'en deviendra dès lors que plus complète et accessible, afin d'aboutir quasi automatiquement aux meilleures décisions majoritaires possibles, du moins selon le lieu et le moment considérés.

Le *la* de la nouvelle symphonie sociétale sera dès lors donné par les citoyens eux-mêmes grâce à leur participation sur les Sites Officiels de Proposition Citoyenne, avec double sécurisation sous une forme ou une autre de bulletin papier ou d'affichage décodable en Mairie si cela s'avère nécessaire, et tous ces médias communaux ou départementaux serviront d'étalon ou d'exemple aux autres supports de libre expression, privés, individuels ou associés, ce qui participera mécaniquement au nécessaire assainissement des contenus et autres langages médiatiques, y compris sur Internet. Il est dès lors facile de comprendre à quel point ce nouveau cadre sociétal de communication entre citoyens apaisera le contenu même des idées formulées et des idéologies qui les nourrissent, puisque toutes les opinions constructives y seront représentées dans leur exacte proportion du moment, et que chaque citoyen pourra y adhérer ou non en observant, au jour le jour s'il le souhaite, l'évolution de ce qui l'intéresse. De plus, ledit citoyen sera par ce biais libéré du besoin ou de la tentation trop facile de se plier à une idéologie toute faite, à la façon d'un menu imposé via la pseudo-cohérence de préjugés réactifs dont les raccourcis plus émotionnels que réfléchis suscitent les amalgames par la caricature de quelque ennemi-bouc-émissaire.

5 - Idéologies et Violence Systémique.

En observant ainsi les idéologies majoritaires ou minoritaires des sociétés prétempérantes, force est de constater à nouveau que leur point commun est d'être aussi partielles dans l'étendue de leur contenu que plus ou moins violentes dans leur forme d'expression, en raison même de l'absence de démocratie authentique et de justice socio-économique. De fait, le manque d'équité qu'entraîne toute domination minoritaire ne peut que susciter une forme de guerre idéologique permanente interne à chaque société prédélodiste, sans oublier la transposition ou exportation de cette violence sociétale sous la forme de conflits internationaux. Tout accès minoritaire au pouvoir est en effet assimilable à une *violence*, et ne peut se pérenniser qu'en se renforçant aux dépens de la majorité des citoyens, polluant ainsi les débats politiques en en faisant des combats réciproquement destructeurs, aussi caricaturaux que partiaux, interdisant toute accession à la juste complémentarité des points de vue en cause. C'est ainsi que la tare mono-systémique des sociétés prédélodistes, et plus encore sa captation politique minoritaire, suscitent logiquement de multiples « *contre*-idéologies » fondées sur l'exclusion autant que sur la lutte réactive, sur fond d'intérêts de classe plus ou moins bien assumés, ce qui construit de façon biaisée -puis déconstruit tôt ou tard- la société comme un puzzle fragile et de plus en plus mal découpé, multipliant les doublons et autres pièces manquantes.

Le fait d'être en situation de confusion systémique et de sous-représentation citoyenne explique la nature contradictoire et mortifère des idéologies prétempérantes envers la paix sociale, puisque le but des protagonistes est peu ou prou de détruire l'adversaire sociétal pour le remplacer au pouvoir et s'imposer tout aussi illégitimement, attestant par-là le manque d'universalisme du corpus d'idées défendu. Ce défaut de tempérance inclusive est typique des mono-systèmes dictatoriaux ou semi-démocratiques, et du reste parfaitement compréhensible, à l'instar de l'idéologie du syndicalisme ouvrier en réponse aux abus patronaux,

tandis que cet état de chose, ce mode opératoire d'une Histoire *subie*, traduit précisément les tensions pendulaires et aléatoires d'une société humaine en quête d'un équilibre jusqu'à présent impossible. Du point de vue politique, l'éclatement idéologique des sociétés constitue la preuve culturelle d'un inachèvement démocratique qu'il est grand temps de compléter sur la base plus objective, voire carrément « scientifique », du délodisme biéconomique, en sa qualité minimale d'idéologie *exhaustive* et d'humanisme tempérant enfin rationnellement basés sur notre double nature *essentielle*. En réalité, et comme les futurs chercheurs pourront le vérifier, la démocratie locale directe ou semi-directe, dûment fondée sur la partition-répartition biéconomique, n'est autre que la seule condition possible d'un apaisement sociétal définitif, tout aussi mesuré dans son double équilibre, que mesurable grâce au minimoptimaximum à 50¨% brut et sa comptabilité minutaire. Les interminables luttes idéologiques prétempérantes ressemblent à s'y méprendre aux disputes des médecins de Molière, hélas plus ou moins charlatans malgré eux, en l'absence de connaissances médicales suffisamment universelles pour être partagées par *chacun*, ce qui se retrouve à l'échelle sociétale, tant sur le plan des structures constitutionnelles que des partis politiques, ou des décisions stratégiques à prendre au gré des circonstances.

La démocratie *authentique*, c'est-à-dire proportionnelle, directe (ou semi-directe par échantillons référendaires), impliquant l'intégralité des citoyens désireux de participer, et fondée sur le localisme municipal, est inconsciemment promise depuis très longtemps sans jamais avoir été concrétisée, certes faute de moyens techniques et de maturité citoyenne suffisante par le passé, mais principalement en raison de l'appropriation minoritaire du pouvoir politique, laquelle s'est trouvée favorisée par la confusion systémique des Domaines Public et Privé, et il dommage de constater que l'appellation de démocratie s'est usée au point de se voir dénaturée par l'Histoire depuis les Lumières et leurs révolutions. Sous l'éclairage supplémentaire et révélateur du délodisme biéconomique, les conflits politico-idéologiques apparaissent comme à la fois le résultat et le moteur de maintes violences systémiques *pré*-démocratiques, en ce sens que les valeurs humanistes de la tempérance politique sont en tout

point *inclusives*, car associant pacifiquement l'ensemble des citoyens à égalité de droits, non plus seulement politiques, mais également socio-économiques et culturels.

Il est dès lors totalement vain et injuste de critiquer un *principe* démocratique qui n'a encore jamais pu se concrétiser en l'absence des solutions raisonnables et rationnelles ici proposées, mais parfaitement légitime de remettre en cause les pseudo-démocraties mono-systémiques dont l'imperfection est patente, dont les fossés sociétaux sont béants sur toutes les faces pyramidales. On peut donc être assuré que le délodisme biéconomique aura pour effet de réduire à néant les *tensions* politiques et idéologiques habituelles en les transformant en un *débat* républicain permanent, donnant enfin son plein sens au *fait* politique et à ses actes citoyens, en contraste avec la politique politicienne des partis-pris. Il en résultera une fusion des idéologies politiques usuelles en une idéologie démocratique d'essence universelle et humaniste, nonobstant les libres formes culturelles et autres ajustements sociétaux nécessaires à chaque entité nationale. Les conflits seront résolus par la nature tempérante du délodisme, en tant qu'expression et mécanisme de démocratie directe et *proportionnelle*, alors que sans cette réforme systémique indispensable, le principe électoral, le jeu des partis, et l'appropriation minoritaire des postes et privilèges politiques rendent impossible le respect intégral de la proportionnalité au sein des pseudo-démocraties.

La nature même du débat politique en sera transformée, puisque l'objectivation des données socio-économiques (assurée par la partition-répartition biéconomique) et la scrupuleuse transparence égalitaire de la vie démocratique en contexte délodiste dépassionneront les affects les plus négatifs pour ne stimuler que les meilleures idées de progrès social autant qu'économique et culturel, transformant *le* politique en un terrain neutre, un sanctuaire de coopération citoyenne tolérante promouvant en priorité logique les volontés et décisions les plus largement partagées. En se débarrassant des affects les plus bornés ou exclusifs, l'efficience politique atteindra un niveau sans précédent dans l'ordonnancement des priorités, tandis que la « science » politique ne s'intéressera qu'au *fond*

des débats citoyens, plutôt qu'aux habituelles manœuvres sournoises et autres stratégies politiciennes et minoritaires. La politique ne sera plus jamais un spectacle aussi désopilant que révoltant, dès lors qu'elle sera devenue, sinon une science, du moins la pratique à la fois transparente et collective du droit de s'autogérer en pleine souveraineté.

Tous les principes universels contenus dans l'idéal démocratique pourront enfin se concrétiser dans l'Histoire, poursuivant, et sans doute concluant, le cycle « révolutionnaire » encore inachevé depuis la fin du XVIII° siècle, selon un processus d'universalisation citoyenne devenu urgent, non seulement pour les sociétés humaines, mais aussi comme condition d'une décroissance relative raisonnée par le partage équitable. Que le délodisme biéconomique soit une supra-idéologie probablement indépassable, car intégralement inclusive, ou une *science* humaine enfin fiable, car universelle, peu importe après tout, du moment que le progrès assuré pourra tôt ou tard remplacer la guerre par la Paix, entre citoyens comme entre nations, selon la maturité de chaque peuple, sachant que la cerise sur le gâteau sera la disparition des conflits internationaux et des idéologies guerrières qui les suralimentent de leur poison. Car le reflet élargi des contradictions idéologiques intra-sociétales s'internationalise sous forme de (néo)colonialisme, d'expansionnisme, d'impérialisme et autre nationalisme agressif, sous quelque prétexte culturel d'ingérence que ce soit, en simple et désastreuse conséquence extrême des injustices quadrifaciales prétempérantes.

D'où l'intérêt vital de compter avant tout sur la *tempérisation* de chaque société humaine et l'association enfin pacifique de ces nations devenues délodistes et biéconomiques, dont l'accession à une forme de majorité planétaire fournira les moyens de promouvoir la Paix par la simple contagion de l'exemplarité, grâce à l'universalité des aspirations populaires les plus profondes face au besoin de Justice.

6 - Pouvoir, Autorité et Délodisme Tempérant.

Le pouvoir citoyen, majoritaire et surtout constitutionnellement respectueux des minorités, ne s'affirmera pas sans remanier de fond en comble l'idée même d'*autorité* républicaine en matière de respect de la Loi, ce qui procurera une nouvelle -et cette fois-ci totale- légitimité à la police, la justice et l'armée dès lors que les citoyens en seront les pilotes directs ou indirects, selon l'échelle géographique considérée. Au rez-de-chaussée de la démocratie, qui en devient en l'occurrence le sommet par la verticalité désormais ascendante du pouvoir politique, les Communes s'autogèreront dans la mesure du possible pour tout ce qui correspond à l'application des pouvoirs régaliens techniquement compatibles avec cet échelon précis, selon le principe d'autonomie-souveraineté locale, en respectant bien sûr la Loi nationale, et ce, d'autant plus facilement que cette dernière sera toujours majoritairement validée. Au gré des besoins locaux, tous les moyens nécessaires en la matière seront fournis par la création des emplois publics correspondants via le Département, l'État ou la Commune, donc au plus près des besoins de chaque communauté, sachant que les ressources financières correspondantes proviendront soit des impôts-contributions de tous les citoyens, soit d'un investissement par création monétaire *contrôlée* si nécessaire, en partant du principe que tout emploi public jugé utile, qu'il s'agisse de fonction de service ou autre production, mérite légitimement la même création monétaire qu'un emploi privé à but lucratif, même indépendamment des notions d'emprunt ou de prêt, tant il est vrai qu'une société développée de façon tempérante a autant besoin de lien social et de présence humaine que de consommation matérielle, quitte à ce que certaines activités publiques modérément payantes puissent concurrencer ou compléter un marché privé avéré abusif ou absent. Comme déjà précisé, le droit souverain de « création monétaire » (entre autres via les demandes départementales) complètera le rôle utile des banques privées, en finançant certaines des activités jugées indispensables pour la communauté. L'autonomie et la réactivité locales en seront ainsi maximisées, autorisant une adaptabilité

affinée jusqu'aux villages et quartiers urbains, propre à faire participer directement les citoyens locaux, en tant que premiers responsables de leur souveraineté immédiate. La mise en commun des moyens sera par ailleurs d'autant plus économe que les citoyens se sentiront directement impliqués, ce qui ne manquera pas de suggérer des milliers de solutions aussi simples que pratiques, trop souvent ignorées ou découragées par une inflation de normes administratives centralisées, lesquelles peuvent être selon le cas inutilement inventées ou injustement détournées, sinon même bloquées, par quelque pouvoir ou *lobby* minoritaire.

La police, et la justice, a fortiori dans un cadre sociétal très vite apaisé par l'implication minimale égale de tous les citoyens, seront dès lors les représentantes de la société locale ou départementale, au lieu d'être perçues comme les instruments de surveillance et de répression d'un État centralisateur et plus ou moins illégitime, perception nouvelle qui sera confortée par la disparition de toutes les frustrations citoyennes dues à l'absence de démocratie intégrale, de tous les prétextes à révolte ou manifestation violente d'envergure nationale, telles que les sociétés d'aujourd'hui en font hélas les frais, sans que les minorités dominantes puissent être mises au pas démocratique. Á l'opposé du délitement des rapports entre police, justice et population, qui mesure aujourd'hui la gravité de la défiance réciproque et des séparatismes mono-systémiques, le cadre délodiste favorisera l'estime mutuelle et la collaboration entre les habitants et « leur » police ou justice, dans leur propre intérêt le plus direct et concret.

Le respect de l'autorité ne pourra qu'en être idéalement stimulé, car une société socialement, économiquement et politiquement *juste* est en droit d'être exigeante et de sévir en toute transparence, sur la base d'un code pénal affiché d'avance, de barèmes majoritairement établis, et d'une responsabilisation affirmée par le biais de l'Éducation Commune. La « violence légale » républicaine aura là les meilleures chances d'être enfin légitime et identique pour tous en fonction des infractions, délits et autres crimes, au lieu de servir de bouclier à des intérêts particuliers ou claniques au-dessus de la Loi. Autant dire que le changement de climat

sociétal occasionnera un virage à 180 degrés, comparé à la dégradation actuelle des pseudo-démocraties prédélodistes, lesquelles se muent peu à peu en démocratures aussi anonymes que progressives, toujours plus faussement sécuritaires mais réellement liberticides, sous le double effet de la corruption du sommet pyramidal et des dérives criminelles de sa base citoyenne, lâchement abandonnée aux caïds de banlieue et autres récupérateurs de frustrations.

Progressivement, sur le fond éclairci d'une confiance méritée par l'évolution systémique et idéologique promise dans ces pages, les futurs citoyens délodistes seront en mesure de savourer la paix civile qu'ils méritent après tant de siècles de tâtonnements historiques plus violents et douloureux les uns que les autres, en maîtrisant enfin les procédés de construction d'une pyramide sociétale cohérente sur ses quatre faces, et pour le plus grand bien de la planète qui les nourrit, non sans développer des relations internationales tout aussi apaisées, au fur et à mesure que les peuples conscientiseront leurs droits et devoirs universels et fuiront les idéologies qui divisent pour la seule qui réunit : la démocratie et ses valeurs humanistes, identiques en tout temps et en tout lieu.

Septembre 2021

Réflexions Culturelles 10

Foi, Religion et Philosophie

1 - Arrêt sur Image.

L'aspect éminemment cyclique des constructions sociétales et autres civilisations à travers l'Histoire, de leur naissance tumultueuse à leur effondrement à chaque fois plus violent, en passant par les étapes obligatoires de l'épanouissement progressiste, de « l'apogée-maturité », puis du vieillissement et de la décadence, évoque si bien le parcours d'une *roue de la fortune* collective que tous les humains ont fini par s'habituer, prenant pour fatalité le résultat de leur ignorance des lois de l'équilibre socio-économique, politique et culturel qu'espèrent respecter autant que possible les innovations *tempérantes* encore intuitives de ces *Réflexions*. Or, s'il est vrai que chaque vie terrestre connaît ces étapes, en réalité aussi initiatiques les unes que les autres, le principe culturel de l'Humanité se définit comme une accumulation de connaissances via l'expérience, dont le but est de *filtrer* à terme -et de faire ainsi perdurer et partager par une forme de socialisation- les œuvres humaines les plus utiles du point de vue universel, que ces dernières soient collectives ou

individuelles, et l'instabilité des excès ou manquements sociétaux ne reflète à cet égard qu'une société peu ou prou *désaxée*, en raison même de son éloignement vis-à-vis du cœur de tout équilibre « rotatif ».

Il suffit de visualiser l'existence terrestre comme s'il s'agissait de la roue d'une voiture posée sur le sol du temps qui passe, sachant que la pente très légère et quasi infinie du terrain fait constamment tourner ladite roue en direction d'un avenir aussi mystérieux que l'origine du mouvement ainsi provoqué. Les trois éléments visibles que sont le pneu, la jante et l'axe de rotation permettent de situer les sociétés humaines en fonction de leur distance par rapport au cœur de l'équilibre dynamique que représente dans cet exemple le *centre* de la roue, à la différence de l'image habituelle. La gomme périphérique correspond dans ce cas aux mono-systèmes les plus abusifs, faisant alterner, de façon étrangement complémentaire, les autocraties ou autres dictatures absolues, en tant que sommet de la rotation observable, et l'éclatement le plus anarchique d'un point inférieur extrême flirtant avec l*'état de nature* hobbesien, tandis que le caoutchouc, gonflé d'un air pressurisé qui n'est que du « vent », s'use et se craquelle de crise en crise, et ce, même lorsqu'un pouvoir politique extrême prétend arrêter le mouvement en freinant des quatre fers, causant un dérapage tôt ou tard fatal.

Sur le pourtour de la jante, voire à l'intérieur de ce cercle déjà nettement plus vertueux, se situent la plupart des sociétés peu ou prou assimilables à des semi-démocraties, hélas souvent plus proches d'une dictature électorale, à l'instar des systèmes présidentiels qui se disent démocratiques alors qu'ils ne sont que républicains, élisant un roi et sa petite caste d'arrivistes et autres privilégiés, ce qui est encore le cas de la France malgré les trois idéaux proclamés par sa devise nationale. En l'occurrence, tout se passe comme si, à chaque nouvelle opportunité de reconstruction sociétale, les espérances collectives d'un rapprochement vers l'axe d'équilibre se perdaient en se faisant promptement éjecter par la force centrifuge de la rotation, en raison des biais d'une constitution incomplète et insuffisamment démocratique, condamnant la société à une alternance de pseudo-démocratie et de relative anarchie, sur fond

d'injustice et de violence croissantes. La jante est certes plus solide que le pneu qui l'entoure, mais son métal est trop léger, visiblement troué d'insuffisances en conséquence d'idéologies parcellaires et de confusion mono-systémique, tandis que les minorités dominantes, à la façon d'un enjoliveur cabossé par la violence de leur conduite aléatoire, cachent les quatre boulons mal vissés qui donnent accès à l'axe idéal, dans le seul but de profiter égoïstement au jour le jour, avant la prochaine sortie de route que promet leur décentrage sociétal structurel. Or il est inévitable, d'un point de vue physique ou mécanique, que toute société désaxée sur l'une ou l'autre de ses quatre dimensions pyramidales finisse peu à peu par s'excentrer toujours plus gravement, ce qui revient à tourner *autour* de l'axe d'équilibre sociétal sans jamais y accéder, selon une violence et une injustice directement proportionnelles à la distance ainsi créée.

Les innovations tempérantes du délodisme biéconomique ont précisément pour intérêt de révéler en parfaite transparence les quatre boulons sociétaux et « l'axe pacifique » jusqu'à présent cachés tant par l'ignorance de notre double nature que via les discours *enjoliveurs* des dominants opportunistes, seule façon de centrer la société sur l'équilibre de son essieu stabilisateur, autorisant dès lors une rotation en douceur, à l'unisson des principes universels du moteur *objectif* de notre Histoire. Il suffit à cet effet de visualiser les tours de roue successifs sur le trajet du temps pour comprendre aussitôt que dans ce cas, la rotation de l'axe trace une ligne dynamique enfin droite, libérant ainsi les êtres humains des hauts et bas extrémistes qui sont le mode opératoire des sociétés prétempérantes. Dès lors, dans l'épaisseur minimale de cet axe rotatif, dont le matériau est le plus dur et le plus fiable de toute la roue, les aléas giratoires ne concerneront plus que les individus ou les entités *intra*-sociétales, dans un cadre apaisé et selon une dynamique qui aura enfin effacé de l'Histoire toutes les violences d'ordre systémique, autrement dit, les stupides alternances cycliques qui ont été notre triste lot jusqu'à présent.

Il se trouve que par une coïncidence phonétique toute française, le terme d'essieu fait instinctivement penser au concept des Cieux, et donc du Ciel, ainsi qu'aux interrogations mystiques ou philosophiques typiques d'une conscience humaine plus développée que celle des autres êtres vivant sur la Terre, nonobstant la sensibilité amplement démontrée de ces derniers face à la mort des leurs, qu'il s'agisse de la solidarité des arbres d'une forêt ou des émouvants cimetières d'éléphants, entre des milliers d'autres exemples possibles. L'image de la roue sociétale est ici encore pertinente, s'agissant de foi, de religion et de philosophie, dans la mesure où les réflexions de ce chapitre doivent s'intéresser, non plus aux violents aléas verticaux de nos sociétés humaines autour de l'axe d'essieu, mais aux causes possibles ou probables du mouvement spatio-temporel et quasi horizontal de l'univers dans le schéma de cet exemple, ou plus modestement, à la conscientisation humaine du Mystère sous-jacent.

D'où vient la pente légère du temps qui fait se mouvoir la roue de toute « existence », tant individuelle que sociétale, au travers d'une matérialité biologiquement et physiquement condamnée par l'entropie ? Puisque ladite roue tourne bien malgré elle et se déplace en formant une trajectoire, quelle direction cette dernière prend-elle à long terme ? Suit-elle un chemin tout tracé, selon une finalité *sensée*, ou ne s'agit-il que de hasard et de nécessité, pour reprendre une célèbre expression ? Quand ce mouvement va-t-il s'arrêter et surtout, quelle fut la lointaine *cause première* de son chemin historique ? Autant de questions sans réponses définitives, qui nourrissent la conscience humaine dans sa dimension la plus élevée, la plus déconnectée des contingences matérielles, suscitant les trois notions culturelles de foi, de religion et de philosophie qui ont plus ou moins toujours accompagné l'Humanité, consciemment ou non. D'où l'intérêt d'explorer *aussi* ces sommets de l'âme et de l'esprit, avec les moyens limités du bord, lesquels devraient être suffisants puisqu'il ne s'agit ici que d'envisager ces nobles dimensions e*n rapport* avec la Tempérance délodiste et biéconomique, au cas où ce nouvel éclairage pourrait révéler ou favoriser quelque évolution à venir. Après tout, il ne serait guère surprenant que l'équilibrage sociétal définitif promis par ces

Réflexions offre une nouvelle perspective de ces cimes culturelles, et la *tempérisation* déjà observée sur d'autres plans ne devrait qu'apaiser les humains d'aujourd'hui, y compris concernant ces matières aussi subtiles que sensibles.

2 - La Foi Temporelle de l'Existant.

Prise dans son acception la plus large possible, la foi n'est autre que le ressort même de toute vie « animée », l'élan vital ou le principe constant qui fait non seulement survivre mais plus encore *évoluer* toute entité biologiquement autonome, ce qui permet de définir ici, sur ce tout premier étage, une foi que l'on peut qualifier de simplement *temporelle*, athée, « laïque » ou existentielle, en tant que moteur de nos actions et réactions face aux contraintes de temps et d'espace qui conditionnent le trajet de chaque être vivant, de la naissance jusqu'à la mort. Cette foi est assimilable à la confiance, au dynamisme, au « pep », ou plus encore à l'enthousiasme, indépendamment de la connotation étymologique divine de ce dernier terme, tant il est vrai que la moindre action suppose non seulement un but, mais surtout l'*espoir*, et dans la mesure du possible la *certitude*, de l'atteindre.

La gazelle d'Afrique a foi en sa capacité d'échapper à la lionne qui la poursuit tout comme cette dernière compte bien s'en régaler, en s'armant d'une *ardeur* dictée par la faim. Le plus petit arbrisseau de la forêt fait preuve du même *élan* pour rechercher la lumière à travers le moindre espace disponible, tandis que de la même façon, chaque action humaine suppose une *volonté* affermie et en quelque sorte dopée par la foi temporelle ainsi définie, faute de quoi l'être humain s'étiole et se démotive, comme c'est hélas le cas en situation de dépression, dont la caractéristique est précisément la perte ou le manque de confiance en soi, induisant l'inaction d'une mortifère paralysie psychologique. La foi temporelle est donc assimilable à la *force* la plus vitale qui soit, qu'il s'agisse de réagir face à quelque situation indésirable, ou de se projeter dans une action délibérément nouvelle, tandis que le degré de certitude

peut varier grandement en fonction du tempérament de chacun, selon la fameuse image du verre à moitié vide ou à moitié plein. Or, si la foi temporelle est totale, les chances de succès se trouvent maximisées par la volonté et l'effort que suppose toute action, ce qui ne saurait être le cas dans les mêmes proportions dès lors que le doute s'insinue entre une confiance trop relative et la certitude du résultat souhaité. En dehors de toute considération morale concernant la motivation ou la finalité de la moindre action, la foi, en l'occurrence temporelle *ou non*, se complète par le doute sitôt qu'elle n'est plus intégrale, sachant par ailleurs que sa complétude ne présage pas de la qualité du résultat obtenu, ni ne saurait garantir son obtention. La foi temporelle la plus absolue peut hélas très bien s'appliquer aux pires actions, à l'instar de l'orgueil des dictateurs, lequel n'est après tout qu'un « abus de confiance en soi », et même une foi entière, sincère et totalement généreuse peut conduire à l'échec pour des raisons dès lors indépendantes de la volonté pourtant certaine de l'intéressé. L'essentiel, après tout, est de pouvoir s'investir à fond, dans toute l'étendue de ses capacités individuelles, à condition que cela soit dans un noble objectif respectant les valeurs humanistes universelles, seule façon de conserver intégralement, non seulement l'estime de soi mais aussi celle des autres, et d'éviter ainsi tout sentiment de culpabilité en cas d'*échec* éventuel, ce dernier étant par ailleurs toujours « relatif » en tant qu'apprentissage par défaut.

Ce premier étage temporel de la foi se passe de conscientisation philosophique ou religieuse, car il ne mesure que le *degré de vitalité* des individualités biologiques, en tant que propulseur du mouvement de la vie et des comportements et autres actions propres à tout être vivant un tant soit peu autonome. Il s'agit-là d'une foi active, pratique, à vocation matérielle et temporelle, qui aide à vivre sans même que l'on s'en rende compte, tant sa réalité historique est la condition même d'une existence *dynamique*. D'où l'intérêt de définir la foi temporelle comme le ressort le plus inconscient et spontané de la vie terrestre, suscitant et entretenant le mouvement « perpétuel » de tous les êtres vivants dans le contexte on ne peut plus complexe de leurs innombrables interactions écologiques. Cette foi procède d'une sorte de réflexe « basique » ou primaire visant à

maintenir un bien-être ou promouvoir un mieux-être, ce qui en fait la source des compétitions vitales, individuelles ou associées, décrites dans le tome II des *Tempérants*. Cette énergie intérieure, d'ordre purement physique ou biologique, doit être clairement différenciée de toute autre forme de foi concernant une réalité ou idée extérieure au sujet concerné, ce que le verbe « croire » ou « croire que » décrit de façon assez simple dans le quotidien. En effet, à la différence de ce que l'on *croit* pouvoir faire pour atteindre un but ou réagir à une situation, en tant que charge psychologique intérieure d'une *auto-confiance*, la foi concernant tel fait ou telle autre personne que soi prend une signification toute différente, en ce sens qu'elle implique une forme de pari probabiliste. De fait, avoir pleine confiance en toute autre personne que soi-même crée une forme de dépendance volontaire dans la mesure où l'assurance de la fiabilité du lien résultant ne dépend plus seulement de soi, mais bien autant, sinon souvent plus, de l'autre, ou des autres, le cas échéant. Il en est de même dès lors que la moindre « réalité » souhaitée mais non vérifiée nous fait croire ou espérer, même dans la quotidienneté la plus banale. Ainsi untel peut-il croire que ses parents sont chez eux sans pour autant en être « sûr », même si l'apparence d'éléments concrets le persuade quasiment. Dès lors, plus une société multiplie les opportunités d'espoir et les contacts interindividuels directs ou indirects, voire totalement anonymes, plus les « certitudes » et autres relations de confiance ou de fidélité affective ou psychologique ont tendance à se complexifier et se relativiser, a fortiori tant que des conditions sociétales prétempérantes favorisent -comme on l'a constaté- les conflits, les mensonges et surtout les *abus de l'injustice vitale*.

Enfin, il est à remarquer que le propre de toute complexification sociétale est d'entraîner aussi l'agrégation de *fois temporelles partagées* indépendantes des notions de religion ou de mysticisme, ce que révèlent parfaitement les innombrables associations d'énergie et autres synergies collectives suscitées sur les quatre faces pyramidales, qu'il s'agisse d'un club de football et de ses supporters, d'une entreprise et de ses divers partenaires, de l'État et de son administration, ou de maints suiveurs et autres influenceurs sur Internet, entre des milliers d'exemples possibles,

sachant qu'à l'instar des religions qui seront examinées plus loin, ces innombrables agrégats culturels et temporels s'expriment socialement sous forme de rites, de langages, de symboles et de traditions explicites, à l'image des parades et cérémonies militaires s'agissant de l'armée, ou des habitudes propres aux clubs et autres confréries qui quadrillent le tissu sociétal, tant local que national. Ainsi, la fraternelle cohésion d'une chorale d'amateur, sous la conduite charismatique d'un chef de chœur bienveillant, stimule par synergie une foi temporelle partagée garante de bonheur accru, tandis que par contraste, on peut hélas trouver, sous l'influence de leaderships malintentionnés, de nombreux regroupements idéologiques reposant sur une foi collective *irrationnalisée* par quelque propagande médiatique, via un effet psychosociologique peu ou prou comparable à l'état de grâce éphémère d'un président nouvellement élu, avant l'amère désillusion qui s'ensuit dans la quasi-totalité des cas. De la même façon, les formes prétempérantes de patriotisme plus ou moins exacerbé et exclusif, orchestrées dans l'intérêt d'une classe dominante minoritaire, sont révélatrices d'un véritable détournement illégitime de foi temporelle collective aux effets périodiquement catastrophiques.

Les énergies fantastiques induites par ces multiples formes de foi temporelle, individuelles ou associées, engendrent des us et coutumes dont les qualités et finalités sont encore « plombées » par la pesanteur socio-économique historique déjà maintes fois mentionnée, puisque, en l'absence de la solution délodiste et biéconomique, la violence naturelle *prédomine* au point de susciter et aggraver des déséquilibres tôt ou tard mortifères pour les individus comme pour leur société. Les motivations orientant la foi temporelle peuvent donc être *positives* ou *négatives*, en fonction logique de leur compatibilité ou non avec les valeurs humaines universelles et démocratiques, quel que soit le côté de la pyramide que l'on considère. En l'occurrence, toutes les initiatives et autres dépenses d'énergie qui vont *objectivement* dans le sens de la paix ou de la justice ne peuvent qu'être bénéfiques et entraîner un progrès en direction d'un bonheur individuel et collectif authentique, tandis que la moindre action visant à exclure, exploiter ou soumettre autrui éloigne aussitôt le rapport

social de l'axe optimal de la roue commune, en faisant le lit d'une future catastrophe.

La partition biéconomique et le cadre citoyen égalitaire induits par le délodisme permettront, comme on a déjà pu le constater, de *filtrer* utilement, sur la base objective et équilibrée du minimoptimaximum, les énergies individuelles et collectives les plus positives et respectueuses de l'humanisme universel, en laissant de côté les abus toujours nocifs, les violences comportementales individuelles et collectives découlant de tout mono-système pseudo-démocratique, ce qui boostera les initiatives en affermissant constamment la *foi temporelle* des futurs citoyens. Cela permettra surtout à toutes les victimes sociétales de retrouver le moral et la confiance qui sont les meilleurs atouts d'une réussite humaine aussi complète et équilibrée que possible, tandis que les échanges collectifs ne pourront plus se laisser canaliser ou détourner dans l'intérêt de leaders illégitimes, qu'il s'agisse des domaines politique, socio-économique ou culturel. Dans ces conditions enfin optimales, la foi en l'Homme et en la société pourra devenir le dénominateur commun de toutes les cultures présentes à la surface de la planète, sur les bases techniques, fiables et universelles de la Tempérance socio-économique et politique, tandis que les nombreuses variantes culturelles ou religieuses, ressenties comme nécessaires *et* respectueuses des valeurs humanistes et démocratiques, perdureront légitimement tout en s'enrichissant mutuellement grâce à un cadre pacifié. La *foi temporelle*, ainsi « tempérisée » par le délodisme biéconomique, en tant que façon d'aimer la vie, de s'inscrire dans son mouvement *positif* et de profiter intelligemment du présent éphémère de notre échelle terrestre, deviendra le socle d'une vie laïque pacifiée par une égalité minimale universelle, associée à une liberté individuelle dès lors légitimée grâce aux limites objectives du minimoptimaximum, avec pour innovation historique radicale l'établissement de la Justice et de la Paix.

3 - Foi Spirituelle et Mystère Suprême.

Si les humains sont forcément partie prenante de l'historicité de leur vie terrestre et impliqués bon gré mal gré dans le feu de l'action, sous la contrainte encore incomprise de leur double nature ou pesanteur socio-économique, le propre de l'humanité et d'être surtout conscient du *Mystère* de l'existence, puisqu'il est avéré que dès les toutes premières microsociétés claniques ou tribales, les interrogations d'ordre mystique ou religieux ont façonné la Culture tout autant qu'aujourd'hui, en tant qu'élément indissociable d'une « sur-nature » précisément *humaine*. En proportion du processus de conscientisation qui caractérise l'humanité, une *foi spirituelle* s'est donc développée en parallèle -et très au-dessus- de la foi temporelle pragmatique précédemment décrite, dans le but peu ou prou explicite de s'apaiser face à la réalité (apparente ?) de la mort, mais aussi symétriquement, face au mystère de la naissance et dès lors, au sens même du parcours qui sépare ces deux extrémités temporelles incontournables.

La spiritualité, le mysticisme, et le fait religieux se sont ainsi peu à peu développés en répondant plus ou moins maladroitement au besoin existentiel de donner un *sens* à la vie, ou mieux encore, d'avoir accès au Mystère Suprême de l'Existence, tandis qu'une superstition peureuse se nourrissait en premier lieu du manque de connaissances scientifiques des premières populations vis-à-vis de leur environnement terrestre. Le rapport de complémentarité entre la spiritualité et la science est au cœur de l'Humanité, en tant que processus d'élévation culturelle associant l'*intuition* d'un mystère, par définition inconnaissable, à la connaissance plus ou moins « objective » compilée par la culture scientifique sur le plan temporel, non sans les opposer le plus souvent inutilement. Afin de résumer le dilemme de cette fructueuse dualité conceptuelle, et à l'instar du paradoxe par lequel *l'esprit croit savoir, mais le cœur sait croire*, il faut bien admettre qu'une connaissance absolue impliquerait une double réponse recouvrant non seulement le *comment* mais aussi et surtout le

pourquoi de l'Existence. L'expérience humaine temporelle a permis et permet encore d'aller toujours plus loin dans la *connaissance* (avec un modeste et petit *c*) des mécanismes de la réalité visible ou « palpable » des êtres et des choses, avec l'avantage subséquent et assez logique de révéler en passant la beauté, la merveille, l'extraordinaire intelligence de l'Existant et du Vivant. Ainsi, en croyant expliquer *pourquoi* il y a des éclairs en contexte d'orage, on se condamne à « décrire » *comment* ces puissantes décharges électriques peuvent se produire dans le ciel, sans la moindre connotation *céleste* ou divine dans le sens où l'entendaient les Gaulois. La connaissance temporelle, toujours basée sur l'observation et la réflexion, fait constamment progresser notre humanité en expliquant le *comment*, par simple définition dissociative et description causale de réalités et autres phénomènes naturels précédemment objets de vaines superstitions, ce qui permet aux humains de repousser toujours plus loin les limites d'une conscience aussi « objectivée » *que possible*, dans la mesure où ladite science ne progresse qu'en se remettant en cause de temps à autre, comme ce fut le cas en matière de Sciences Physiques grâce au génie d'Albert Einstein, entre tant d'autres savants.

Aussi surprenant que cela puisse paraître, il est possible de dire qu'en parallèle à la foi temporelle et scientifique qui nourrit les efforts intellectuels de l'humanité, condition de tout « progrès » culturel (hélas encore bien trop relatif faute d'être tempérant), la *foi spirituelle* s'avère tout aussi objective, légitime et même universelle, à condition de limiter son « contenu » à l'*essentiel* sous la simple forme de l'acceptation d'un Mystère Suprême dont toutes les découvertes scientifiques ne font que renforcer -malgré elles- la « réalité ». En effet, plus nos connaissances objectives sur le *comment* du monde progressent, plus elles contraignent la dimension intellectuelle du *pourquoi* à se concentrer sur son essence immatérielle, ce que les plus récentes avancées de la physique quantique et les explorations des trous noirs du cosmos confirment, ne serait-ce que *par défaut*, en frôlant les limites de l'antimatière, et de la lumière, dont les « natures » et propriétés sont complémentairement à l'inverse de toute « existence » humainement compréhensible et descriptible. Par ailleurs, force est de constater que le fait même de s'interroger et donc

de conscientiser le Mystère de la Vie constitue déjà un embryon d'acte de foi, même sous la forme la plus élémentaire du doute maximal, tant il est vrai que réfléchir à quelque chose, ou a fortiori en parler, équivaut à faire exister l'*objet* en cause, même sous forme d'énigme sans réponse. Dans ces conditions, la simple conscience du mystère de la naissance et de la mort définit bel et bien le tout premier degré de la *Foi Spirituelle*, en la différenciant aussitôt de la foi temporelle décrite plus haut.

Même si les découvertes scientifiques les plus récentes s'avèrent grisantes au point de faire rêver certains multimilliardaires à un monde bionique où la mort par vieillissement cellulaire serait virtuellement bannie, et dont les hommes seraient électroniquement et mécaniquement *augmentés*, il est raisonnable de comprendre qu'il ne s'agit-là que d'un progrès tout « relatif » dont le seul intérêt sera de prolonger la vie dans des proportions inédites, au prix d'une déshumanisation robotique et mercantile plus que probable, tandis que de telles prouesses ne sauraient pour autant élucider l'*origine* même du Big-Bang dans son intégralité, et d'autant moins encore l'*inexistence* mystérieuse qui précédait cet Instant Premier. En dépit des opiniâtres efforts des très nombreux scientifiques qui explorent le temps, l'espace et la matière, force est ici de reconnaître que l'Univers, ou l'Existant, offre une réalité dont les limites *absolues* restent toujours insondables, une extraordinaire et lumineuse explosion matérielle et biologique dont l'élucidation de l'origine comme de la fin s'avère constamment repoussée par les progrès de notre entendement, un *mouvement* génialement organisé depuis l'atome et ses constituants jusqu'aux planètes et galaxies, dont le secret originel nous échappera indéfiniment par l'impossibilité physique d'atteindre et de surpasser la vitesse de la Lumière, à l'image toujours frustrante d'un axe d'abscisse inaccessible à l'asymptote d'une insatiable curiosité humaine. Puisque la moindre évolution dynamique suppose une origine, une direction, et une forme ou une autre de *fin* ou de conclusion, tous les êtres humains, aptes à réfléchir consciemment sur ces trois « phases » ou *moments* de l'univers, et a fortiori les scientifiques, les philosophes et les religieux, sont obligés de reconnaître, d'avouer l'*existence* d'un Mystère Suprême, sachant que plus on s'efforce d'en percer le « secret » correspondant,

plus on peut s'émerveiller des découvertes à chaque fois occasionnées. Á dire vrai, il paraît pour le moins étonnant de ne pas être « croyant », ou de ne pas le devenir à son insu, lorsqu'on a le privilège d'explorer les subtils rouages de toute matière (en particulier biologique), ne serait-ce qu'en raison de l'extraordinaire intelligence que suppose la constitution comme l'évolution si paradoxale de ladite matière, faite de raffinement organique et fonctionnel au travers d'un processus de complexification croissante, toujours à partir de la même recette élémentaire, malgré la fragilité inhérente à la loi d'entropie qui dégrade constamment ce qui se perfectionne.

Dans la mesure où il y a Mystère, sous la « forme » d'une Cause Première *de facto* inaccessible à la Vie qui en a résulté, l'être humain se trouve comparable à un poisson rouge dans un aquarium, sachant que, même en devenant pleinement conscient des limites de son domaine et de l'étrange surface qui le surplombe, l'ide ne saurait pour autant savoir ni explorer ce qu'il y a bien *au-delà* sans mourir aussitôt, sinon même préalablement. Or le point de départ *objectif* de la *Foi spirituelle*, quelle que soit la forme culturelle historique que cette dernière puisse revêtir, n'est autre que la *conscience* d'un Mystère Suprême englobant l'univers tout entier et l'axe temporel de son évolution, ce que la simple raison de tout un chacun, le simple bon sens ou la moindre réflexion minimale ne peut que corroborer, obligeant dès lors l'humanité à inclure la modestie de cette limite dans sa définition comme dans sa compréhension de la Vie.

Que l'on se dise « croyant » ou non, au sens hélas trop réducteur d'une appartenance religieuse, le propre de toute conscience humaine est d'identifier l'Inconnaissable comme un élément incontournable de la vie, le triple Mystère d'une origine, d'un sens évolutif et d'une finalité universelle qui nous échappent, une double parenthèse de *pourquoi* et de *pour quoi* dont la grandeur n'est visible qu'à travers l'émerveillement que procure l'observation toujours plus attentive du *comment*. Dans ces conditions, le débat sur la Foi peut s'éclairer autant que possible par la Raison, seul outil universel disponible aux êtres humains depuis qu'ils

ont quitté le règne animal, sachant bien que l'évolutionnisme darwinien, en dépit de son objectivité scientifique, a uniquement pu *repousser* les limites de la « Création » bien en-deçà du stade proprement humain de l'Evolution, en démontrant seulement que certains détails des croyances préalables et autres explications religieuses, sans doute plus oniriques ou imagés que formels, ne correspondent pas à la réalité historique. Pour autant, le Mystère Suprême reste intégral, chaque fois mieux cerné par la science humaine, mais d'autant plus impénétrable que cette dernière ne peut que le définir « en creux » ou par défaut, au fur et à mesure de l'élucidation du *comment*, puisque cette description purement mécaniste ne saurait en aucun cas rendre compte de la *motivation* ou de la *finalité* présidant à l'évolution observable. Dès lors, il paraît certain que les non-croyants ne peuvent se proclamer tels que par un rejet compréhensible des « explications » dites *religieuses* du Mystère Suprême, descriptions et affirmations péremptoires dont l'absence de preuves scientifiques, objectives, vérifiables et universelles aboutit à des discours simplistes ou alambiqués selon le cas, et surtout trop souvent contradictoires vis-à-vis de la raison humaine et de son bon sens le plus partagé. Ce qui fait douter de la Foi Spirituelle universelle, malgré son repérage scientifique désormais certain à travers les propriétés immatérielles de la Lumière, et malgré l'émerveillement que suscite l'intelligence du Vivant, à la façon d'un Soleil si éblouissant qu'on ne saurait le regarder en face, c'est, plus encore que les pesanteurs temporelles de trop de religions, le constat des violences historiques présentes non seulement à travers la Nature, mais surtout dans la culture à-demi-humanisée des sociétés prétempérantes. Car même chez les croyants, la foi *religieuse* tend souvent à pallier un doute, un manque de confiance révélateur d'une crainte existentielle que l'on exorcise en se regroupant, ce qui tient plus d'une volonté de croire que d'une Foi Spirituelle positivement ressentie, et se concrétise aussitôt sous la forme d'une addiction excessive aux rites et aux signes matériels de la religion, associée à une frilosité en matière de foi temporelle, via une anxiété vitale quotidienne et une crainte de la mort pour le moins paradoxale s'agissant de croyants. D'un autre côté supposément opposé, la plupart des « non-croyants », absorbés par la seule foi temporelle ou observant avec dépit une réalité historique aussi *in*sensée qu'imparfaite

face au simplisme ou à l'hyper-complexité de trop de discours religieux, attestent la difficulté de croire en un Sens Suprême de l'Existence, en raison des échecs et des injustices permanentes de nos sociétés par trop inhumaines, ce qui prouve à quel point nos pesanteurs historiques font écran devant nos yeux, nous empêchant même de voir et de savourer sereinement les bienfaits de la Vie malgré sa fragilité historique. Cette contradiction n'épargne en aucune façon les responsables religieux les plus directement au contact de leurs fidèles, sous la forme du hiatus déjà observé concernant les enseignants, tant le choc du contraste entre les principes de la Foi Spirituelle et la triste réalité des injustices sociétales et autres faiblesses humaines -y compris dans le cadre des institutions religieuses- a de quoi ébranler la propre Foi sincère des guides spirituels les plus honnêtes et les plus lucides. Il apparaît donc que ce qui nous prive de Foi Spirituelle positive et d'émerveillement devant la beauté et l'intelligence d'une évolution dont le *sens global* n'est autre que celui d'un perfectionnement tendanciel provient sans doute du refus puéril de notre propre entropie corporelle, mais plus encore du constat décevant et de l'incompréhension de nos erreurs individuelles ou collectives, au prix des souffrances que l'on sait, chaque fois que l'on s'écarte de la recette vitale indiquée par la Nature au travers de ses équilibres *constructifs*.

La *Foi spirituelle*, bien qu'incluse dans la foi religieuse, sous des formes culturelles géographiquement et historiquement variées, ne doit donc pas être considérée comme le domaine *réservé* des religions, dans la mesure où l'universalité du Mystère Suprême qui la définit s'applique par définition à *tous* les êtres humains et de façon strictement identique, validant ainsi indifféremment les expressions collectives spécifiques de telle ou telle époque ou lieu, du moins en tant que *questions réalistes* objectivement légitimes et inévitables, sous quelque forme religieuse, philosophique, créative, artistique ou autre que ce soit. La raison et sa réflexion la plus minimale font spontanément penser, derrière l'écran de ce Mystère originel, à une forme ou une autre de Volonté Supérieure et donc d'Être Suprême, ou Dieu, dont l'omniprésence spatiotemporelle, dans toutes les dimensions d'un univers existant seulement depuis un certain temps et pour une durée dès lors limitée, valide non seulement

toutes les religions possibles en tant que *matière* à penser et principe universel (d'ordre purement spirituel et immatériel), mais plus encore la conscience humaine la plus temporelle et *scientifique* qui soit. De fait, indépendamment de toute formulation réductrice, les principes religieux d'un Mystère Divin procèdent d'une certaine forme de *logique* humaine qui n'est pas sans rappeler les axiomes et autres intuitions scientifiques établis avant toute confirmation par l'expérience, ce qui peut conférer à la *Foi Spirituelle* le statut d'Intuition Absolue, en particulier concernant l'existence même dudit Mystère Suprême et l'éternité de l'Âme ou de l'Esprit, voire le principe de la réincarnation indéfinie, compte tenu du caractère intrinsèquement immortel, et donc éternel, de l'antimatière. La seule différence de taille par rapport à l'intuition scientifique réside dans l'impossibilité totale de procéder à la moindre vérification temporelle définitive, si ce n'est, au mieux, de façon seulement tendancielle grâce au *sens* de l'Histoire entre les deux « parenthèses existentielles ». Pour autant, en s'accordant, grâce à leurs propres découvertes, sur la certitude d'un commencement universel, les scientifiques valident -par défaut- un principe de Création suggérant un acte volontaire peu ou prou Divin, en tant que seule explication logique disponible à la Raison humaine, et ce, aussi longtemps que l'antimatière sera inexplorable, sachant qu'une telle « exploration » n'est possible qu'en mourant, en faisant « l'expérience » intransmissible et individuelle d'un unique trépas, du moins dans le sens de ses apparences matérielles et temporelles. Indépendamment de toute croyance, de toute tentative d'explication religieuse ou philosophique, la certitude désormais scientifique d'un Big-Bang originel et l'observation subatomique et spatiale d'une « existence anti-matérielle », fondent un principe *d'acte créateur objectif* en tant que déduction la plus probable qui soit, si ce n'est même en tant que seul postulat explicatif logique, de façon aussi évidente et indémontrable que deux plus deux font quatre, y compris s'agissant de la *survie* de ladite antimatière après la « mort », comme c'est le cas pour les anciennes étoiles. Car si tous les chemins ne mènent pas « à Rome », il est pour autant certain que toutes les formes d'existence procédant dudit Mystère Suprême ne peuvent que retourner à ce Dernier, sauf à nier en bloc, par quelque vaine prétention, la réalité d'une dimension *spirituelle*, alors même que les trous noirs du cosmos

et les explorations subatomiques nous en montrent les *contours* visibles. Malgré eux, les scientifiques attestent l'existence d'un Mystère Suprême et Divin du fait même de leur recherche sur l'origine de l'univers, sur son évolution et sur l'anticipation du futur le plus lointain possible, en utilisant les moyens temporels, intellectuels et techniques constamment plus perfectionnés qui leur sont disponibles. Mais en parallèle à la quête de connaissance objective de ces savants via leurs sciences, la culture humaine, dans ses dimensions mystiques, spirituelles et philosophiques, constitue depuis toujours une autre et *première* façon d'approcher ce Mystère, d'ordre essentiellement *intuitif* ou *réflexif*, ce qui n'enlève rien à la raison d'être *objective* de ce besoin, tant individuel que collectif, de compréhension aussi profonde que possible de l'Existence.

Quelles que soient les religions, les recherches philosophiques, les expériences solitaires ou solidaires et autres sciences occultes en quête d'élucidation du Mystère Suprême de l'Univers, voire de contact avec cet « en-deçà-au-delà », tout comme les appellations de cette *pré* et *post-existence* sous forme de Dieu, d'énergie ondulatoire, voire de tout autre « Principe », les innombrables façons -honnêtes- d'approcher cette impossible « Connaissance » (avec cette fois-ci un *C* majuscule) sont la preuve d'une réalité objective universelle, en tant qu'*intuition* humaine synonyme de conscience et d'intelligence, ce que corroborent les E.M.I. ou *expériences de mort imminente* de milliers d'humains, hospitalisés ou non, jugés morts pendant de trop longues minutes, puis revenus à la vie et bel et bien capables de décrire ce qu'ils ont *vu* et *entendu* de plus haut, jusque dans le détail de pensées simultanées, et sans limitation de distance, dans un bien-être aussi lumineux qu'indescriptible, alors qu'ils se trouvaient entre deux mondes ou « dimensions ». L'universalité de la conscience de l'*âme* ou de l'*Esprit* et de son détachement du corps en direction du cosmos au moment de la mort, dans toutes les civilisations passées et présentes de la planète, rejoint les observations scientifiques les plus récentes concernant les permanents et inexplicables échanges magnétiques d'électrons interplanétaires, pour ainsi corroborer la thèse du Mystère Suprême ou Divin, cela étant dit indépendamment de tout détail supplémentaire prétendant expliquer ou décrire le contenu précis

de cette *inconnaissance*. L'Existence de ce Mystère *en tant qu'énigme* ne fait dès lors aucun doute dans sa réalité objective, tout aussi sûrement que son essence *de facto surnaturelle* restera par définition inaccessible ou impénétrable, sachant, grâce à la physique quantique, que la lumière *antimatérielle* de l'Esprit en question se trouve présente au sein même de l'espace et de sa matière, sur toutes les échelles d'un seul et même Univers, dont nous ne sommes, en termes de taille, qu'un élément-objet intermédiaire quelque part entre l'atome et les planètes.

Au travers d'une étrange concurrence historique, ce Mystère si captivant intéresse autant la science que la religion, à cette différence près que la première procède par temporalisation de tout ce qui n'est pas objectivement spirituel, tandis que la seconde est apparue bien avant la science, en tant que *prescience* intuitive de la Cause Absolue, quitte à réduire l'essence même du Mystère Divin en prétendant en expliquer la nature, la forme ou le contenu. En effet, si la quête religieuse ou déiste est bel et bien fondée sur l'existence objective du Mystère de la création originelle en tant que Big-Bang, la moindre tentative d'explication ou de définition de ce Secret incontournable se trouve entachée d'un risque de temporalisation réductrice, culturellement limitée à une époque et à un lieu, avec tous les aléas d'un langage humain foncièrement inapproprié.

S'il est peu probable que Dieu, en tant que Mystère Suprême ait créé l'Homme « à son image », au vu des imperfections patentes de ce dernier, tout porte à croire que les humains n'ont pu faire le portrait de Dieu qu'à leur propre image, faute de mieux, ce qui n'enlève rien à la cohérence *objective* d'un Principe Créateur qui reste aussi impossible à démontrer qu'à démonter. D'où l'ambiguïté du faux débat opposant les croyants aux non-croyants, dans la mesure où *tous* sont bien obligés de « croire » à ce qu'ils peuvent non seulement voir, mais sentir de par leur conscience, et vivre via leur expérience, c'est-à-dire le triple Mystère de la naissance, de la vie et de la mort, en tant que réalités dont la cause et la finalité absolues resteront toujours inconnues. Après tout, comment peut-on dire que l'on croit ou ne croit pas en Dieu alors même que l'on ignore qui Il est ? De même qu'il faut savoir un minimum ce qu'est la

faim ou la soif pour pouvoir dire que l'on a faim ou soif, ou pas du tout, il est vain de se positionner devant un fait pré-historique, historique et post-historique qui n'a rien à faire de notre prétendue opinion. La seule chose à faire est d'*accepter* ce triple Mystère Divin en tant que « réalité suprême », en s'émerveillant de cette formidable et si positive Puissance Créatrice, dont l'observation de la réalité historique universelle permet d'apprécier toute la subtilité à travers l'explosion quotidienne de la Vie. Or, précisément, la meilleure façon de comprendre et de savourer aussi complètement que possible le cadeau de l'Existence consiste à faire de son mieux pour rester *en phase* avec le *mouvement* de la Vie dans toutes ses dimensions temporelles et donc *historiques*, en tant que permanente évolution ou constant « perfectionnement », autrement dit, en tant que progrès organique et spirituel, tant individuel que collectif, sachant par ailleurs que, s'il est important de garder à l'esprit les limites qui bornent notre éphémère temporalité, il est totalement inutile d'en avoir peur au point d'en oublier de vivre. La conscience de ces limites, qui font toute la valeur d'un *temps* dont la rareté est à chaque fois unique, nous aide à mieux vivre en tant qu'humains, en relativisant nos priorités, ne serait-ce que pour comprendre que la vie qui nous est prêtée est beaucoup trop courte pour la gâcher en luttes et violences aussi vaines que stupides, et l'*intelligence* peut dès lors se définir comme la capacité des individus et des sociétés à ne filtrer que le meilleur par la culture et la science, en faisant précisément le *tri* entre les actions et réactions « positives », qui vont dans le sens de la vie et de son progrès organique et spirituel, en dépit de l'entropie temporelle, pour libérer d'autant ce subtil processus écologique et biologique des contre-évolutions et autres comportements « négatifs », lesquels, comme chacun peut facilement le ressentir, nous font toujours régresser vers une forme ou une autre de *sous-vie* ou de « mort » (spirituellement relative mais temporellement absolue).

Partant de l'acceptation forcée des bornes de chaque existence individuelle, qui ne sont après tout que l'expérience biologique unitaire des limites présidant à la Création et à la Fin ou Finalité de l'univers, le seul moyen de comprendre autant que possible le Mystère Suprême ou Divin n'est autre ici que l'observation émerveillée du cadeau de la Vie

entre ses deux parenthèses (lesquelles ne nous concernent pas, tant il est vrai que l'on naît et meurt bien malgré soi), tandis que les connaissances scientifiques et les progrès culturels, toujours dérivés de l'observation de l'Existant, sont censés nous permettre d'*améliorer* constamment le contenu historique de notre vécu individuel *et* collectif, tout en faisant reculer quelque peu la seconde parenthèse et son point final apparent, via le réflexe aisément compréhensible d'enfants gâtés jamais pressés de descendre de leur manège.

L'espace de temps qui définit la moindre existence matérielle, minérale ou biologique, dans l'univers qui nous entoure, révèle comme on le sait une évolution permanente, un mouvement quasi perpétuel à l'échelle de nos vies éphémères, dont le *sens* ne saurait être aléatoire, selon une recette subatomique au sein de laquelle les électrons et autres « éons » lumineux semblent bel et bien *organiser* la matière, témoignant d'une intelligence, d'une volonté hiérarchisée qui permet par exemple à nos cellules de reconstruire une profonde blessure musculaire et cutanée en retrouvant l'aspect préalable à l'accident, ce qui laisse à penser que l'Esprit du vivant réside dans l'antimatière dont presque tout l'univers est fabriqué, à tel point que, selon les propres dires des scientifiques, ce dernier se trouverait tout entier contenu dans un demi dé à coudre si l'on pouvait supprimer les espaces *vides* constituant ladite antimatière. Outre le fait patent que ce prodige naturel ne peut que corroborer la *pré-vie* et la *survie* d'une âme ou d'un esprit supérieur sous forme d'onde unitaire précédant et suivant les deux parenthèses vitales, la simple observation objective de la présence d'un *sens unique* et précis dans la Nature qui nous entoure, via la tendance au perfectionnement des espèces en dépit de la précarité existentielle des individus, et suivant la flèche *orientée* d'un progrès globalement constant, oblige à distinguer le *bon* sens du *mauvais*, ce qui confirme ici l'objectivité universelle de la dualité entre le bien et le mal, le plus ou le moins, aussi clairement que la différence entre un pas en avant et un pas en arrière.

Entre un « avant » et un « après » qui nous échappent mais dont la pérennité éternelle semble plus que probable au vu de ce qui se passe

à l'intérieur des parenthèses de toute vie, l'orientation délibérée de cette dernière vers un constant perfectionnement permet d'asseoir une forme de *morale objective et universelle* indubitable en tant que processus de sélection naturelle *de facto* inhérent à la *Foi Spirituelle*, cette dernière étant dès lors assimilable à l'intelligence et la conscience vitales, au-dessus des contingences bassement matérielles de notre pesanteur, et ce, quel soit le contexte « culturel » ou historico-géographique des sociétés végétales, animales ou humaines, à la façon d'un véritable dénominateur commun d'ordre immatériel traversant l'Existant, tant microscopique que macrocosmique, et d'une parenthèse jusqu'à l'autre. Il y a donc un fondement « moral » naturel, objectif et universel au cœur même de tout l'univers, dans la mesure où, visiblement, les moindres mouvements ou comportements, tout comme les plus petites actions et autres réactions des éléments de ce « bas-monde », loin d'être neutres, vont soit dans le sens de la vie, de son bien, de ce qui la développe et en élève le *degré* de conscience, soit dans le sens opposé, induisant dès lors régression et *dégradation*, amenuisant aussitôt ladite vie par rapport à son potentiel du moment, au point de pouvoir la compromettre jusqu'à la « mort ». Il faut en déduire que le moindre perfectionnement temporel authentique ne s'accomplit que *spirituellement*, en dépit de la précarité éphémère de toute vie ou existence individuelle, et que la Lumière présente dans les photons et autres électrons semble constituer le support scientifiquement « repéré » de l'Âme, le propulseur de toute action *positive*, pour peu que notre esprit temporel, autrement dit notre conscience, choisisse le *bon* sens, en se libérant peu à peu de notre pesanteur trompeuse par le biais du progrès culturel universel, autrement dit par une connaissance aussi scientifique ou objective que possible.

Si la loi de la jungle a toujours imposé le règne du plus fort avant l'apparition des humains (tout en associant individus et espèces au sein d'une subtile interdépendance hiérarchisée), on a dû constater que par la Culture, l'Humanité a pu développer une conscience très sensiblement supérieure à celle de tous les autres êtres vivants, en poursuivant quasi inconsciemment une quête *morale* d'équilibre optimal entre sa « nature animale » et le besoin de Justice et de Paix que suppose une évolution

sociétale à la fois élargie et pérenne, en dépit des apparences souvent contraires de l'Histoire. Or, non sans compliquer la tâche sélective que suppose tout *sens* par la dualité ainsi créée entre la société et l'individu, l'évolution du bien-être de chacun, conditionnée par une forme ou une autre de « mutualisation sociétale des énergies », a doublé le processus universel exposé ci-dessus d'un progrès proprement *humain*, lui-même intimement dépendant du principe *sensé* du Vivant, de la même binarité différenciant le *positif* du *négatif*, puisque les humains en question font partie d'un seul écosystème universel, ce qui veut dire que les religions, philosophies et idéologies qu'ils ont développées ont pu être -et peuvent encore s'avérer- bonnes ou mauvaises, profitables ou préjudiciables, en fonction de leur compatibilité ou non avec le *sens* le plus universel de la Vie elle-même. C'est ainsi que le *bien*, le *beau*, le *bon*, le *vrai*, le *juste*, loin d'être des pseudo-concepts artificiels inventés par la Culture, sont *naturellement* fondés comme étant à la fois le corollaire de l'histoire de l'univers et le mode opératoire de la morale spirituelle la plus *objective*, bien avant l'apparition déjà lointaine de notre espèce humaine.

Pour opérer le tri nécessaire, le choix « vital » entre le *plus* ou le *moins*, le *bien* ou le *mal*, offert par le sens même de l'Existant, les deux outils que tout être vivant peut utiliser ne sont autres que l'intuition et la réflexion, selon un « panachage » variable entre les espèces vivantes, la première se basant sur les sens et les réflexes innés ou acquis, tandis que la seconde se construit peu à peu, principalement via une mémorisation complexe doublée d'observation *analytique*. Á cet égard, le *principe* religieux, en tant que ressenti et besoin irrépressible lié à l'*humanitude*, avant même toute concrétisation religieuse forcément temporelle, tient d'une extraordinaire *intuition* symétriquement suggérée par la lumière subatomique de nos propres cellules et l'extase que procure la moindre contemplation des étoiles, anticipant dès les premiers humains toutes les découvertes culturelles de leur réflexion ou observation « scientifique », sachant que plus l'humanité progresse dans sa connaissance du monde et d'elle-même, plus la pleine conscience du Mystère Suprême et Divin s'établira en Principe Unique autosuffisant, aussi objectif qu'impossible à explorer ou décrire, justifiant au bout du compte les seules expressions

religieuses, philosophiques, scientifiques et artistiques compatibles avec l'universel et sa dynamique si positive.

C'est bien là ce que chacun d'entre nous peut observer à quelque moment de l'Histoire que ce soit, que cette dernière soit individuelle ou collective, car dans le contexte forcément plus complexe des sociétés humaines, les comportements concurrentiels dictés par notre *pesanteur* socio-économique ont précisément besoin des innovations tempérantes ici proposées, en tant que seule solution « scientifique » (autrement dit compatible avec le mouvement historique et universel décrit plus haut) permettant de résoudre l'équation sociétale de la Justice et de la Paix. En effet, à l'instar de ce qui a été commenté dans la section précédente concernant les effets *tempérisateurs* du délodisme biéconomique sur la foi temporelle, ou confiance en la vie et en soi-même de chacun, via la pacification généralisée des relations vitales, force est d'observer ici que la dualité des *sens opposés*, induite par l'existence d'une Evolution aussi générale que mystérieuse dans sa finalité, corrobore totalement la teneur universaliste du « principe » biéconomique et sa compatibilité évolutive vis-à-vis de l'objectivité historique ou temporelle, puisque le délodisme, concrétisé par la partition-répartition socio-économique, aura pour effet de créer les conditions sociétales et structurelles du meilleur *tri* possible, de la *sélection* la plus optimale que l'on puisse imaginer, entre ce qui est bénéfique ou préjudiciable, autrement dit bien ou mal, bon ou mauvais, et surtout juste ou injuste, tant pour l'individu que pour la société, et sur les quatre dimensions de la moindre pyramide.

La Vie et son Univers, en tant que dynamique constante, en tant qu'évolution et mouvement donnant un sens et une utilité constructive à chaque élément constitutif d'une réalité sans cesse améliorée, suppose *et* suscite un *choix permanent*, fait à part égale de contrainte et de liberté, et dont les conséquences, jamais neutres -même en cas d'immobilisme ou d'indécision-, nous font de toute façon progresser ou régresser vis-à-vis d'un but « surnaturel », sachant que si ce dernier nous échappe dans l'*absolu* de ce qui précède et suit toute vie, il nous épanouit à coup sûr dans le *relatif* de notre conscientisation ou émancipation historique, à la

seule condition d'en suivre le *bon* sens. De ce point de vue, la double nature propre à l'Humanité, bientôt respectée par les futurs Tempérants, reviendra à nous brancher sur la bonne direction que montre la Vie elle-même, à nous mettre *en phase* avec le courant qui irradie l'univers, qui magnétise et oriente la Lumière, Lumière dont notre propre conscience est le miroir parcellaire sous la « forme » spirituelle de l'âme, tandis que notre Esprit n'est autre que le chef d'orchestre de notre individualité biologique, comme déjà si bien formulé par le physicien Jean E. Charon dans *J'ai Vécu Quinze Milliards d'Années* (paru en 1983 aux éditions Albin Michel), en dépit d'inférences détaillées et indémontrables aussi vaines que sincères, à l'image de toute tentative de description de l'Au-delà ou de l'En-deçà, y compris via une approche religieuse.

Etant un panachage d'intuition et de réflexion, de conscience et de science, chacun peut se connecter, en lui-même autant qu'à l'au-delà, pour prendre la distance *relativisante* qui aide à faire le meilleur choix, sachant qu'en contexte interpersonnel, il suffit de se mettre à la place de l'*autre* pour trouver, même intuitivement, la juste limite à respecter. Par contre, il n'est pas surprenant qu'à l'échelle sociétale, la Loi commune doive s'appuyer sur la science la plus objective possible, en tant qu'outil rationnel intelligemment partagé, pour résoudre enfin la contradiction historique de notre double nature, ce qui est au cœur de ces *Réflexions* tempérantes, délodistes et biéconomiques. L'évolution ici proposée a en effet pour avantage sans précédent d'offrir, via une constitution enfin quadridimensionnelle, le filtre inter-domanial permettant de trier quasi automatiquement le bon du mauvais ou le bien du mal, en termes socio-économiques et politiques, grâce à un progrès culturel -et structurel ou technique- supprimant *de facto* toute violence ou inégalité vitale.

Par cette voie incontournable de notre évolution historique, la *foi temporelle* de chaque vécu quotidien, en tant que façon d'aimer la vie et de s'y impliquer totalement avec sérénité, confiance et enthousiasme, ne pourra qu'être ravivée dans le cœur et dans l'esprit de chaque citoyen, sur le fond pacifié de mœurs socio-économiques enfin rendues *justes*, du fait que la partition-répartition biéconomique, et le délodisme qui en est

le corollaire politique, seront en parfaite osmose avec le Sens historique de l'Evolution positive, en totale compatibilité directionnelle avec la *Foi Spirituelle* universelle et minimale issue de la triple réalité intemporelle et si mystérieusement transcendantale de la naissance, de la vie et de la mort. La Foi en un Dieu-Mystère-Suprême, objectivement fondée par la simple conscientisation humaine de l'énigme de l'Existence, donne *sens* à toute vie individuelle ou collective, indépendamment de toute volonté ou liberté humaine, en définissant, par le vecteur *orienté* de l'Evolution permanente, une « discrimination » entre le positif et le négatif, dont la dualité fondamentale rejoint les observations du premier chapitre de ce tome III concernant la définition de la Tempérance, ce qui ne fait que corroborer philosophiquement le principe de partition-répartition inter-domaniale et universalisée, comme sa conséquence politique délodiste. Ainsi peut-on noter que tous les malheurs régressifs des humains, tant individuels que collectifs, ne sont que le résultat cuisant de *contresens* comportementaux dérivant d'une ignorance relative, d'une dépendance temporelle basique, primaire et confuse concernant notre double nature, au point de contredire, dans les faits de l'Histoire, la meilleure part des idéaux religieux, philosophiques, artistiques et scientifiques dont les consciences humaines sont capables, tandis qu'à cet égard, l'intérêt des propositions tempérantes sera précisément de rendre *réalisables* les plus hautes aspirations spirituo-temporelles de l'Humanité en résolvant enfin ce hiatus existentiel.

4 - Religion et Foi Spirituo-Religieuse.

L'universalité objective de la Foi spirituelle étudiée plus haut, en tant que caractéristique de la moindre humanisation, a toujours impliqué un besoin d'*expression* du ressenti correspondant, un partage sociétal sous la forme culturelle d'une « religion », dans le sens le plus large de *fait religieux*, incluant donc les premiers rituels suscités par le culte des morts ou des ancêtres et les cérémonies initiatiques liées à la naissance ainsi qu'aux autres étapes les plus cruciales de la vie. Pour répondre à la fois aux peurs et aux interrogations dérivant du Mystère Suprême et de

sa nature précisément *sur*naturelle, au refus obstiné de la mort totale, tel que l'induit l'intuition de la réalité de l'âme ou de l'esprit, laquelle est désormais objectivée par la reconnaissance scientifique de l'antimatière, mais aussi pour s'expliquer les mystères naturels ou historiques liés à l'ignorance, et progressivement élucidés ou temporalisés par la science et la culture au fil des progrès de l'Humanité, les humains ont toujours eu besoin de *communiquer* face aux « inconnues » de l'Existence, sur un niveau dès lors supérieur de conscientisation collective, afin de donner *sens* à leur vécu historique le plus quotidien, en s'efforçant de *deviner* leur avenir en même temps que les recettes de vie pouvant aller dans le « bon » sens sociétal très relatif de la période et du lieu considérés. C'est ainsi que, dès leurs premiers embryons temporels, les religions, souvent fondées sur une forme de pré-sagesse philosophique, ont formulé des récits et autres commandements complétant la loi de la jungle et du plus fort propre aux dominants guerriers, pour tenter de pacifier les relations *intra*communautaires, non sans dominer aussitôt celles-ci par la même occasion, définissant les premières lois morales et autres règles de vie communes, historiquement bonnes ou mauvaises, du moins vis-à-vis des contraintes objectives du *sens* de l'Evolution Vitale et de l'universalité de notre double nature humaine, sachant que le mérite historique des plus grandes religions fut de créer les toutes premières civilisations et de promouvoir une dimension culturelle fondamentale, dont un des intérêts accessoires fut de combler le vide originel de la connaissance humaine, et plus particulièrement de sa culture scientifique. Par ce rôle historique de première importance, la plupart des systèmes éducatifs ont vu le jour, tant sur le plan spirituel qu'intellectuel et technique, en particulier grâce aux moines détenteurs de nombreux savoirs et savoir-faire, tandis que parallèlement les religieux ont aussi induit des progrès sans précédent en matière de médecine et d'assistance « psychologique » avant la lettre, entre maints autres domaines d'interventions temporelles, avec tous les avantages et risques afférents que l'on peut aisément imaginer.

Le *principe* religieux, en tant que besoin de partage de valeurs et de conscience simultanément apparu avec le « statut » d'humain, est de fait objectivement fondé sur la *Foi spirituelle* et universelle étudiée dans

la section qui précède, à tel point que la spiritualité est bel et bien le seul dénominateur commun et fondamental de toutes les variantes culturelles religieuses de l'Histoire, et que la conscience du Mystère Suprême et du Principe Divin induit est essentiellement transmise par le biais direct ou indirect des religions. Mais là intervient aussi un risque permanent, car l'expression sociétale de ce principe au cours de ladite Histoire implique une temporalisation, une historicité aux effets pour le moins réducteurs, dans la mesure où toute concrétisation procède d'un langage et d'us et coutumes intrinsèquement liés à un lieu très particulier, à une époque spécifique, comme à un peuple de fidèles et des *leaders* religieux, soit originaux soit héritiers, *culturellement* déterminés. Les conséquences de cette double existence objective, spirituelle *et* temporelle, sont au cœur des contradictions historiques de la plupart des religions, puisque d'un côté, leur impact ou leur efficacité dépend de leur taille sociétale ou de leur surface « géographico-démographique », tandis que de l'autre côté, cette même historicité a pour effet de noyer la *Foi Spirituelle* originelle sous une accumulation de détails dogmatiques objectivement inutiles à l'essentiel de leur message, hélas doublés d'intérêts bassement terrestres et autres concurrences interreligieuses, via une intolérance sous-jacente qui peut aboutir aux ravages (in)humains que l'on sait.

L'observation historique montre -sans surprise aucune- que tous les modes d'expression religieuse de la Foi Spirituelle s'établissent via l'initiative d'*individualités* plus ou moins remarquables, charismatiques et particulièrement « inspirées », qu'il s'agisse-là de sages, de mages, de sorciers, de devins, de prêtresses ou de prophètes, voire de « divinités terrestres », en tout cas d'*êtres humains* qui sont ou se disent en relation privilégiée avec le Mystère Suprême et Divin déduit -et non pas décrit- plus haut, qu'une supériorité culturelle historiquement avérée place en position de médium ou de lien particulier entre l'Ici-bas et l'Au-delà, et dont la vocation est de transmettre un message, une *vérité absolue*, tant concernant ledit Mystère que les « recettes de vie » et lois temporelles permettant de s'y conformer, en principe dans l'intérêt de l'Humanité. Force et de reconnaître ici que ces rares personnalités ont joué et jouent encore un rôle déterminant en tant qu'initiateurs de pensées et pratiques

religieuses largement répandues, suite aux circonstances sociétales qui ont pu les révéler comme historiquement indispensables, sans quoi leurs influences culturelles et cultuelles n'auraient certainement pas atteint de telles proportions. Par ailleurs, ces réussites temporelles impliquent une forme ou une autre de transmission élargie et pérennisée du Message ou de la « Révélation », par le biais de la mise en place indispensable d'une sorte de *clergé*, de « *professionnels* » de l'expression religieuse de ladite Foi, au travers d'une structure temporelle plus ou moins hiérarchisée, avec pour fonction de conserver, de codifier et d'enrichir le message originel, non sans établir les rites, dogmes et autres enseignements que suppose le plus souvent l'application de la loi divine ainsi énoncée.

Les messages et exemples de vie qui donnent naissance aux plus grandes Religions sont plus ou moins entachés d'une temporalité datée impliquant la relativisation historique de certains de leurs principes, ce qui peut s'évaluer assez judicieusement en fonction de leur aspect plus ou moins universel et pacifique, et selon telle ou telle face pyramidale privilégiée. Par exemple, la plupart des religions asiatiques se trouvent imprégnées d'une forme de philosophie qui leur procure une souplesse temporelle particulière, une validité quasi permanente enracinée sur une conscientisation individuelle primordiale. En contraste, il apparaît que la Bible et le Coran sont nettement établis sur des dimensions historiques impliquant concrètement les faces pyramidales sociale et politique, via leur teneur juridique primordiale, dès lors avec le risque proportionnel d'être culturellement datés et partiellement invalidés par les évolutions sociétales, fruits du progrès des mœurs et des connaissances humaines. De même, il suffit ici de contraster l'Ancien et le Nouveau Testament, autrement dit la Bible et les Evangiles chrétiens, pour s'étonner de leur continuité historique pour le moins déroutante, dans la mesure où la première semble compiler une histoire tristement inhumaine et violente sous la toute-puissance d'un Dieu souvent caractériel et vengeur, allant jusqu'à justifier le fameux principe du « œil pour œil, dent pour dent », tandis que, s'il faut bien en croire la vie exemplaire de Jésus-Christ, le message chrétien se résume aux piliers nettement plus prometteurs de l'Amour et de la Paix, autrement dit, à une approche « *peace and love* »

de nature plus psychologique et comportementaliste (et ce, en dépit des choquantes dérives historiques de l'Eglise Catholique et de la lourdeur sclérosante de ses traditions encore moyenâgeuses). En conséquence de ces différences originelles propres aux multiples religions pratiquées, il revient, certes aux responsables religieux, mais plus encore aux fidèles pour eux-mêmes, d'interpréter, de trier et de faire évoluer les éléments purement temporels ou culturels de chaque religion pour n'en préserver que la substance positive, pacifique et universelle, laquelle ne peut que rejoindre la Foi Spirituelle commune à tous les êtres conscients.

En utilisant la seule raison humaine dont tout un chacun dispose, dans un souci de neutralité universaliste absolue, il est bon de remarquer que la légitimité *historique* des plus grands prophètes ou transmetteurs de conscience spirituelle, si elle ne fait aucun doute, doit être relativisée ou réexaminée en fonction de sa compatibilité plus ou moins avérée vis-à-vis des valeurs humanistes justement les plus universelles, et ce, non seulement concernant l'exemplarité du Fondateur ou des « héritiers » de chaque religion, mais plus encore s'agissant du contenu philosophique du Message, ainsi que des dogmes, des rites et des pratiques sociétales qui en résultent, tant il est vrai que l'on ne saurait atteindre le Divin aux dépens de l'Humain, puisque par la présence de l'antimatière spirituelle au cœur de la matière historique, le Mystère-Suprême Divin potentialise le perfectionnement de *toute* sa Création par le *sens* même de la Vie, ce qui suggère une continuité d'*essence* entre les particules de lumière des atomes qui nous constituent et la Lumière Absolue dudit Mystère, et rend tous les humains *égaux* en termes d'accès potentiel à la Spiritualité.

En l'occurrence, dans un domaine spirituel ou métaphysique par définition impalpable et dont les assertions sont dès lors indémontrables, force est de reconnaître que les abus de confiance, les manipulations et autres mensonges malintentionnés sont toujours possibles, à l'instar des nombreux charlatans qui profitent de la naïveté de leurs victimes sur le marché lucratif de la parapsychologie, au point de décrédibiliser cette approche particulière, ondulatoire et magnétique, d'une même et unique réalité infra et extra-matérielle, approche dont la science expliquera sans

doute un jour les subtils mécanismes *objectifs*. De même, la frontière séparant sectes et religions peut-elle paraître aussi ténue que celle qui distingue gourous et prophètes, au point que certains observateurs ne voient là qu'une notion de taille, ce qui est excessif dans la mesure où la popularité d'une religion en tant que constituant sociétal majeur suppose une utilité culturelle réelle face aux attentes ou besoins historiquement déterminés d'une immense population, à la différence de l'enfermement clanique typique des sectes, en tant qu'entreprises spirituelles *privées*.

L'effet d'entraînement des leaders spirituels passés ou présents ne doit pas pour autant occulter une réalité universelle, à savoir l'égalité objective (et historiquement potentielle) de tous les êtres humains vis-à-vis du Mystère Suprême et Divin, c'est-à-dire l'équidistance entre cet Absolu Spirituel et chaque être vivant, tandis que les différences visibles dans l'Histoire ne proviennent que d'un degré de conscientisation très variable d'une société à l'autre, comme d'un humain à l'autre. En effet, dans la mesure où la plupart des gens ne prennent jamais le temps de réfléchir à la dimension philosophico-spirituelle de leur vie, ne serait-ce que par une forme ou une autre d'introspection méditative ou de prière contemplative sous un ciel étoilé, ils ont besoin d'être *servis* au domicile du tréfonds de leur âme par la livraison d'une formulation religieuse, via des spécialistes plus ou moins avérés, au risque d'y être *asservis* le cas échéant. Cette dépendance ou « consommation » cultuelle passive, sur la face culturelle de toute pyramide sociétale, équivaut à l'*in*conscience, l'immaturité ou le manque de confiance et d'autonomie des citoyens de la face politique qui se contenteraient d'élire des professionnels au lieu de voter par eux-mêmes les décisions qui les concernent. Dès lors, le seul avantage notoire des leaders spirituels de l'Histoire tient surtout au fait d'avoir pris beaucoup d'avance sur leurs fidèles suiveurs en matière de conscience spirituelle, bien qu'en toute objectivité, leur « légitimité » ne soit en fait que temporelle ou historique, et ce, d'autant plus que la formulation religieuse subséquente est toujours culturellement traduite en fonction d'un lieu et d'une époque spécifiques. La pérennité et la validité des actes et des messages révélés dépendent donc directement du caractère *universel* de ces derniers, de leur capacité à dire l'essentiel

de ce qui est objectivement bien, bon, vrai et juste quels que soient le lieu et l'époque considérés, de ce qui va dans le sens unique de la Vie, même en-deçà et au-delà de ses mystérieuses parenthèses, de ce qui est également compatible avec la Raison propre à tous les êtres humains et leur connaissance « scientifique » et progressive du *comment*.

La temporalité *de facto* indispensable à chaque religion terrestre, en tant qu'*expression* de la Foi spirituelle, lui fait courir tous les risques inhérents aux quatre faces de la pyramide sociétale, dans la mesure où les enjeux historiques ont toujours dépassé -et dépassent encore- le seul terrain *cultuel* de la pleine conscience d'un Au-Delà Divin, procurant un pouvoir culturel, politique et socio-économique à des responsables hélas imparfaitement humains, lesquels cèdent trop souvent à la tentation de la domination, via l'intolérance et les innombrables formes de violence qui en font le triste portrait historique. Cela aboutit, sur le plan culturel, à figer les religions sous forme de rites, de dogmes et autres langages immuables, parce que *sacralisés*, ce qui établit une dictature de pensée propre à infantiliser les populations les plus dociles en leur interdisant la moindre évolution, et ce, malgré les contradictions de maintes croyances totalement secondaires (car d'ordre temporel et non spirituel) face aux progrès de la connaissance scientifique et de la civilisation. De plus, le grand risque est de voir la véritable *Foi spirituelle* universelle rejetée en bloc avec une forme religieuse trop datée, dont les langages explicites et implicites ne parlent plus à des humains culturellement évolués, faute de souplesse, d'ouverture, et plus encore de recentrage sur l'*essentiel* d'un Mystère Suprême et Divin pourtant bel et bien *réel*. La Foi spirituelle se réduit ainsi trop souvent à une foi temporelle en une religion particulière toujours plus exclusive, dogmatique et sclérosante, mettant les fidèles à la merci de guides de moins en moins spirituels, au sens universel de ce terme, au fur et à mesure que ceux-ci se politisent ou s'idéologisent.

Sur la face sociale de la même pyramide, et bien au-delà de leur rôle d'éveilleur de conscience spirituelle, trop de religions interfèrent en imposant des us et coutumes parfois tout aussi aliénants pour ceux qui les suivent (à l'instar des violences rituelles physiques sur mineur déjà

notées) que discriminants vis-à-vis des autres citoyens, alors que de très nombreuses traditions « positives », en particulier via leurs expressions folkloriques et artistiques, favorisent une cohésion culturelle compatible avec l'universalité que suppose la tolérance de toute différence assumée. Compte tenu de ces fréquentes dérives, un *tri* indispensable gagnerait à ne faire conserver que les bonnes traditions qui tiennent la distance du temps face aux progrès « laïcs » avérés de la connaissance, du civisme et de l'universalisme croissants des humains. Toujours concernant cette dimension sociale, le pire aspect de la plupart des religions n'est autre que l'intolérance ou la discrimination à l'égard des non-croyants et des adeptes de confessions différentes, de même qu'entre coreligionnaires, à travers la hiérarchisation objectivement illégitime des fidèles entre sexes et autres castes. En effet, tout dogme ou tout discours qui sépare, exclut ou hiérarchise les êtres humains entre forcément en totale contradiction avec la réalité objective de l'égalité de toutes les « âmes » vis-à-vis du même Mystère Suprême et Divin, réduisant la religion en cause à une idéologie temporelle et primaire, ce qui la prive aussitôt de sa légitimité spirituelle, au travers d'abus de pouvoir dès lors enracinés sur la crainte, la culpabilité et la superstition. C'est de cette façon que le sectarisme, l'intolérance et la contrainte ont été et sont encore souvent l'apanage de leaderships devenus pseudo-religieux ou bassement idéologiques, via le prosélytisme malintentionné de la soumission par la manipulation des corps et des esprits, en lieu et place d'une liberté d'adhésion sur fond d'autonomie de conscience et d'exemplarité probante.

Le besoin d'ingérence religieuse temporelle dans les affaires de la cité apparaît comme le corollaire d'une absence de maturité humaine et démocratique, de développement culturel proprement citoyen, avec tous les risques d'abus de pouvoir historiquement démontrés, au nom d'une loi divine détournée au profit d'une caste théocratique tout aussi rigoureuse que les monarchies les plus absolues, car sur des critères et prétextes *de facto* totalement incontrôlables par la Raison. Or, s'il a pu être utile d'en passer par là pour *imposer* une forme minimale de paix civile, au demeurant le plus souvent machiste, sectaire et hiérarchisée à l'opposé de toute aspiration humaniste (et ce, faute du développement

suffisant d'une conscience sociétale raisonnée et universaliste), force est bien d'observer que les sociétés dominées par un pouvoir religieux sont parmi les plus figées et les plus violentes de l'Histoire, à l'instar des pires dictatures civiles, ce qui aboutit à geler, à interdire toute évolution culturelle vers la moindre démocratie citoyenne responsable. C'est aussi pourquoi, afin de se concentrer sur leur rôle légitime de promoteur de la conscientisation spirituelle, les religions gagneraient, non seulement à se retirer autant que faire se peut des affaires du monde, mais plus encore à faire évoluer leur organisation interne vers une forme de « démocratie » inclusive, égalitaire et tolérante, en particulier vis-à-vis des femmes, tant il est vrai que toute liberté de croire de façon religieuse ne doit pas être synonyme d'aveuglement, ni de soumission purement temporelle.

Sur le terrain proprement socio-*économique*, le poids historique de la plupart des religions est tout aussi frappant, non seulement par le biais d'obligations et autres servitudes financières, matérielles ou même physiques, mais plus encore en induisant des règles comportementales d'ordre moral, dont les conséquences sont loin de correspondre aux fins de justice et de paix que suppose la moindre universalité, surtout lorsque lesdites règles s'avèrent discriminatoires envers certaines communautés en termes de droits et de devoirs vitaux. Plus subtilement encore, une même religion peut se subdiviser en philosophies socio-économiques opposées, à l'instar du Christianisme, dont la tradition catholique tient l'argent pour le support du péché, tandis que le protestantisme, comme l'Eglise Baptiste des Américains, en font quasiment une matérialisation divine, avec obligation morale pour chacun de s'enrichir par n'importe quel moyen, comme le prêchait ouvertement le pasteur R.H. Conwell à Philadelphie au début du XX° siècle. Les divisions si souvent violentes entre « chapelles » et branches plus ou moins concurrentes d'une même religion offrent une autre preuve de la triste relativité d'une temporalité réduite à des finalités économiques et politiques, à l'instar des schismes et autres luttes intestines qui ont opposé les Catholiques Romains aux Orthodoxes puis aux Protestants dans la même famille chrétienne, ou de la haine séparant Chiites et Sunnites parmi les Musulmans, entre autres subdivisions historiquement accidentelles, dont les soi-disant subtilités

philosophiques cachent vainement les motivations bassement terrestres, sachant que ces conflits, loin d'être souhaités par les fidèles eux-mêmes, sont toujours suscités et entretenus par des autorités religieuses vilement temporalisées. Il n'est pas surprenant outre mesure que chaque religion édicte certaines règles de vie en correspondance avec ses principes ou dogmes, ne serait-ce qu'à titre de comportement individuel et « privé », mais l'implication sociétale religieuse, via toute institution temporelle hiérarchisée, ne peut que desservir le rôle premier et essentiel de partage stimulant de la Foi Spirituelle, à plus forte raison lorsqu'il s'agit de la sphère politique, tant il est avéré que les systèmes théocratiques sont hélas assimilables à des dictatures ou pseudo-démocraties parmi les plus violentes et intolérantes de l'Histoire.

La noble quête spirituelle qui peut fonder le besoin d'expression religieuse partagée devrait visuellement se situer sur *l'axe* du centre de gravité de la pyramide sociétale, en tant que colonne vertébrale de toute vie et expression du mouvement ascendant qu'inspire la Foi Spirituelle, voire tout au sommet de l'édifice, sous la forme la plus épurée possible du point culminant unique où se rejoignent les quatre côtés pyramidaux, comme pour se libérer des interférences temporelles, ce qui supposerait une quasi dématérialisation historique favorisant des rituels et langages réduits au minimum symbolique, et surtout la fusion indispensable *des* religions en *un* débat philosophico-théologique, multiforme et ouvert à tous, sur la Spiritualité. En effet, les formulations *religieuses* collectives, dans leurs dimensions les plus concrètes de dogmes, de rites et autres injonctions directes au sein des espaces socio-économique, culturel et politique, se sont avérées historiquement d'autant plus nécessaires que les humains concernés manquaient encore de maturité et de conscience citoyenne, de capacité à appliquer, spontanément ou volontairement, les recettes de la *paix* civile, seul reflet sociétal de l'Amour universel que devrait prêcher toute religion digne de ce nom. Mais sur les quatre faces communes en cause, les meilleurs « préceptes » religieux d'application temporelle restent trop souvent des vœux pieux, en l'absence de progrès culturels et scientifiques permettant aux êtres humains d'évoluer par la Raison, dans le même sens *positif* de la Vie, en correspondance laïque

avec les « valeurs » induites par la Foi Spirituelle et universelle définie précédemment. Théoriquement, les enseignements religieux, du moins ceux qui sont compatibles avec l'universalisme spirituel et son principe de paix, d'amour et de fraternité équitable, ont pour objectif d'élever les consciences individuelles pour ainsi favoriser autant que faire se peut les comportements les plus *positifs*, mais les contraintes historiques de la pesanteur socio-économique et de ses conséquences politiques ne sauraient être dépassées ni maîtrisées par l'addition des bonnes volontés individuelles, dans la mesure où seuls les progrès de la science et de la culture, par l'usage de la Raison humaine et la transmission cumulative de l'Éducation, peuvent résoudre toutes les équations « techniques » du *comment*, y compris s'agissant de savoir « *comment* appliquer les idéaux spirituels et universels ».

En réalité, la quête vitale et exhaustive est toujours la même, que l'on soit croyant, agnostique ou athée, puisqu'à tous les étages et sur les quatre faces de la pyramide sociétale, *tous* les humains ont la liberté et le pouvoir, individuels *et* collectifs, de s'approcher ou de s'éloigner des idéaux d'un « Paradis terrestre », selon qu'ils sont *en phase* ou non avec le sens *objectif* de l'Histoire, lequel n'est autre que la continuation du sens de la flèche qui la précède et la suit de chaque côté des parenthèses de l'Existence. Tout ce qui fait progresser nous conduit vers une forme de sainteté temporelle appelée Bonheur individuel *et* sociétal, par le bon choix du Bien suprême de la Paix, tandis que ce qui fait régresser nous prive stupidement de ce cadeau potentiel, en nous rendant aussi frustrés que malheureux, peu ou prou empêchés par le *péché* de la négativité ou du *contre*-sens, tant temporel que spirituel. Indépendamment de toute religion ou confession, la vie elle-même de chaque être humain est un double acte de foi permanent, foi temporelle *et* spirituelle, plus ou moins conscientisée et *positivée* en fonction de la petite histoire de chacun et plus encore de la grande Histoire de tous, car les actions et réactions du quotidien expriment la temporalisation de notre cheminement terrestre vers la Spiritualité qui nous aspire et nous inspire, pour peu que l'on soit à l'écoute de soi-même *et* d'autrui, tout comme à l'affût du monde par l'observation, l'intuition et la réflexion. De ce point de vue-là, chaque

humain suffisamment mûr et conscient peut se connecter à l'Essentiel, et dès lors s'*orienter* dans le *bon sens commun* sans être obligé de passer par quelque intermédiaire que ce soit, si les formes religieuses qui lui sont proposées ne lui parlent pas (souvent faute d'avoir su évoluer avec le temps et la société), ce qui suppose, en supplément d'une éducation commune et minimale, « l'auto-formation continue » de la conscience réflexive individuelle sur sa propre expérience de vie.

Pour accéder seul et directement à la conscientisation spirituelle, il suffit d'user de sa liberté de conscience la plus naturelle, avec ou sans le moindre support matériel, en s'arrêtant un instant de vivoter au sens temporel et utilitaire du quotidien, pour oser s'*adresser* au Mystère dont chacun fait partie, ne serait-ce que via l'aide toujours précieuse de ceux qui, ayant vécu avec nous et partagé des liens d'amour, ont déjà dépassé leur seconde parenthèse. Le Verbe étant la clé de toute communication et la seule façon de donner vie à son interlocuteur, c'est en *parlant* (au moins mentalement) avec l'Au-delà que le Mystère Divin peut aussitôt se connecter en nous-même, sans nul doute via notre propre antimatière subatomique, indépendamment de tout spiritualisme oiseux, et il suffit d'avoir la volonté d'*interpeller* ce niveau d'existence pour être aussitôt branché sur cette longueur d'onde à la fois infra et extra-matérielle et se sentir effectivement « en phase » avec la meilleure source d'inspiration possible. Les scientifiques les plus matérialistes ne comprendront cette pratique méditative ou oratoire que sous la forme d'une autosuggestion motivante et rassurante, à l'image d'un sportif se préparant mentalement à une finale, mais qu'importe après tout, puisque le résultat est chaque fois plus probant, alors qu'il est toujours impossible d'établir la preuve du contraire. Le fait est que, quels que soient les contextes culturels ou temporels encadrant une forme de conscientisation du Mystère Spirituel de la Vie, même de façon partagée, collective et codifiée, c'est toujours individuellement que chaque volonté doit se connecter simultanément à elle-même et à l'universalité du fameux « Grand Tout », faute de quoi la super-téléphonie lumineuse en cause aboutit à l'échec d'un non-contact, voire d'un faux contact, rabaissant aussitôt la connection manquée à la triste et vaine matérialité temporelle d'un rite folklorique, d'une simple

tradition sans effet d'élévation spirituelle, ce qui constitue par ailleurs le principal risque de toute récitation oratoire trop routinière.

La célèbre citation apocryphe attribuée à André Malraux, selon laquelle « *le XXI° siècle sera spirituel ou ne sera pas* », trouve ici toute sa pertinence visionnaire, en ce sens que, entre autres choses grâce aux progrès sociétaux, culturels et scientifiques accomplis par la Raison et la conscientisation humaines, les religions seront appelées à évoluer pour ne pas disparaître, en se concentrant enfin sur l'essence de la Spiritualité en tant que Mystère Suprême et Divin, rendu incontestable et quasiment visible (en creux) par les sciences physiques. Cela supposera tôt ou tard l'évolution des dogmes, rituels et interprétations mystiques, ainsi qu'une forme d'unification ou d'œcuménisme interreligieux généralisé, ouvert sur *tous* les modes d'expression *positive*, en particulier philosophiques et artistiques, permettant à chaque génération nouvelle de s'associer de *sa propre façon* à la célébration du Mystère de la Vie, ce qui n'enlèvera rien au Message proprement spirituel de chaque Révélation, tout en le débarrassant progressivement du carcan d'une contingence culturelle désuète, historiquement et géographiquement trop limitée. C'est entre autres pourquoi il plus facile de se « connecter » à la Spiritualité soit au beau milieu de la Nature, soit dans un lieu de prière aussi sobre, vide et silencieux que possible, voire par la grâce mystérieusement inspirée de toute quête ou contemplation esthétique sincèrement motivée.

La religiosité temporelle et multifaciale inscrite par défaut sur la Pyramide des sociétés humaines, malgé son utilité passée en l'absence de toute science laïque, gagnera à se spiritualiser en laissant les humains gérer leur Histoire en pleine souveraineté démocratique, c'est-à-dire en traduisant dans les faits les principes *universels* communs à toutes les spiritualités positives, à toutes les philosophies constructives, comme à chaque acte *objectivement sensé* des citoyens accomplis de l'avenir, ce que rendra enfin possible l'ère délodiste, biéconomique et tempérante. L'évolution indispensable et émancipatrice des religions vers la Foi Spirituelle Universelle s'est en réalité trouvée indéfiniment retardée à cause des violences induites par les sociétés mono-sytémiques -et dès

lors anti ou pseudo démocratiques- de l'Histoire prétempérante, ce que démontre entre autres le regain de religiosité extrême et intolérante qui caractérise hélas chaque période de recul ou d'effondrement sociétal. La laïcisation des sociétés humaines exprime l'évolution du rapport entre le pouvoir civil et la religion, via la logique complémentarité du temporel et du spirituel par le biais de l'élévation de leur frontière commune en direction du sommet pyramidal, sachant ici que de façon tendancielle et peu ou prou constante à très long terme, l'application accrue des idéaux spirituels communs aux humains et au Divin Mystère Suprême devrait aboutir à la concrétisation, *dans les faits historiques*, des enseignements objectifs et légitimes de la totalité des expressions, tant religieuses que philosophiques ou « artistiques », allant dans le *sens* de l'universel, pour aboutir à un humanisme sans arrogance ni contradiction avec la Vie, une Humanité simplement consciente des limites inatteignables de l'*absolu*, dont l'approche terrestre tendancielle suffit amplement pour ressentir le *bien-être* et le *mieux-être* respectivement assimilables au bonheur et au progrès.

Le vrai drame temporel et la limite spirituelle de la plupart des religions dérivent de l'affirmation d'une foi précisément plus religieuse que spirituelle, souvent ancrée sur une Révélation originelle immuable et sacrée, pourtant passablement filtrée et ajustée par de très nombreux héritiers, sans espoir d'évolution possible, ni de forme, ni de fond, alors qu'il est patent que les Textes correspondants contiennent le meilleur et le pire d'une humanité historiquement dépassée, sinon dans l'esprit, du moins dans le langage, le style et surtout les connaissances temporelles, ce qui a pour triste effet de cacher l'essentiel du message universel, et sa validité intemporelle. La *foi spirituo-religieuse* implique certes de croire à la survie de l'âme après la mort, ce qui ne fait plus de doute depuis les découvertes des sciences physiques cosmique et quantique, et ne serait-ce par ailleurs que via l'admiration des infinies merveilles du Vivant, mais le côté *religieux* de cette même foi suppose une confiance totale, une croyance temporelle, en une révélation datée, peut-être transmise, mais sans doute produite, et en tout cas formulée par des *humains* plus ou moins éloignés dans le temps. Il est dès lors justifié, et pour tout dire

humainement raisonnable de s'interroger sur l'utilité d'une telle fixation psychologique collective, puisque l'accès constamment possible à la *Foi Spirituelle*, via la conscience, est un bienfait universel offert en cadeau de naissance à chacun des habitants de la planète Terre, pour ne pas dire de l'Univers. En effet, tout comme la société humaine peut s'épanouir progressivement grâce à l'éducation, la culture et la science, en faisant évoluer d'autant notre conscience du Mystère Suprême sous une forme plus spirituelle et philosophique que religieuse, chaque être humain est censé profiter de son parcours initiatique terrestre pour toujours mieux *ressentir*, comprendre et appliquer les recettes ou lois universelles du « bonheur » que supposent la Paix de l'âme et la Justice sociale, selon l'équilibrage optimisé de notre double nature. Là se trouvent les Lois les plus permanentes, accessibles à chaque personne bien intentionnée, un tant soit peu désireuse de prendre enfin le train de sa propre vie, tout comme celui de l'Histoire, dans le « *bon sens* ». Car, de la même façon que sur le plan socio-économique, les sociétés pèchent par une tendance spontanée et primaire à privilégier les *moyens* de l'argent par rapport à leur *finalité* de bien-être individuel et collectif, la temporalité religieuse pousse hélas trop souvent les « clergés » et leurs fidèles à s'accrocher exagérément aux rites, dogmes, symboles et autres supports matériels d'une tradition dépassée, parce que figée, aux dépens des besoins d'une expression sans cesse *actualisée* de la Foi Spirituelle, en relation avec les progrès extra-religieux de toute société dynamique, lesquels dérivent de la culture, des connaissances scientifiques, et de leurs multiples effets induits sur les psychologies et les langages.

5 - De la Religion à la Philosophie Positive.

En raisonnant de façon aussi logique que possible, ne serait-ce que sur la base de l'Histoire observable, force est de constater que les religions sont *multiples*, à la façon de voies d'accès différentes à un seul et même Sommet Spirituel, ce qui relativise culturellement leur forme d'expression locale et datée, indépendamment de leur base universelle et objective en tant que tentative de partage de la Foi Spirituelle décrite

dans la Section 3 de ce chapitre. Dans la mesure où, face au Mystère de l'Être Suprême, tous les êtres humains ont la même valeur, sont pourvus d'une même conscience, âme et intelligence *potentielles*, et se situent à équidistance de l'Absolu, au point que Dieu peut s'adresser aussi bien au plus humble des serviteurs qu'au plus érudit des savants ou même au plus puissant des dominants temporels, on peut se demander pourquoi le Mystère Divin ne se manifesterait que de temps à autre, à telle ou telle personne « élue », en un lieu spécifique et pour une raison précise. Tout porte à *croire*, bien au contraire, que par son Existence Suprême, son Essence Eternelle à la fois *pré*-historique, historique et *post*-historique, simultanément matérielle et spirituelle grâce à la Lumière présente dans l'électron de notre chair tout comme dans les astres incandescents, le Mystère Suprême et Divin *est* de fait partout, identique en tout temps et en tout lieu, et dès lors directement accessible à chaque conscience et « temporalisable » à travers chaque individu, à la condition *sine qua non* de se placer dans le *bon sens* du Bien, du Beau, du Vrai, du Juste, ce qui résume tout l'enjeu de la culture humaine dans son but d'émancipation par la connaissance la plus objective et universelle possible, selon les moyens propres à chaque époque et à chaque lieu.

Plus efficacement qu'une prière déclamative, la Vie elle-même ne fait que temporaliser, ou traduire dans les faits et les actes, le même message permanent et universel, que chacun peut décider d'entendre ou non en fonction du *sens* de son choix à chaque instant de l'existence, ce qui nous laisse la liberté, le pouvoir et la responsabilité de *faire* le *bien* ou le *mal*, sachant ici que seule l'élévation de notre conscience par la science (au sens large) peut nous permettre de distinguer techniquement le bon du mauvais, via la maîtrise mature et bienveillante des lois de l'Univers, en tant que résultat d'une quête constamment aiguisée par notre insatiable curiosité concernant le *comment* des choses qui nous entourent. La conscience, en d'autres termes *l'âme temporelle*, est logée toute entière au sein de chaque être biologiquement autonome, à des degrés d'expression historique fort divers, et s'avère aussi impénétrable et mystérieuse que son équivalent Divin, ce qui explique qu'au fond, chacun « se fabrique » sa religion, ou son rapport individuel et unique à

ladite religion, le cas échéant, en ce sens que nulle personne extérieure à nous-même ne peut forcer les portails réceptifs de nos oreilles et de nos yeux, pas plus que ceux de nos autres sens physiques. De cette liberté *intérieure* découle le fait que l'on peut aisément « faire semblant » pour faire plaisir à autrui ou se conformer à maintes obligations extérieures, lesquelles sont le plus souvent entretenues par l'inertie des traditions (a fortiori dans le domaine religieux ici étudié), tandis que cette simulation plus ou moins volontaire s'accomplit autant par facilité que par intérêt vital, ce qui démontre au passage la naïve stupidité primaire de tous ceux qui veulent imposer une foi *in*-sensée via la moindre contrainte sociale ou physique, tout comme la superficialité des « fidèles » qui ne pratiquent leur religion qu'en apparence, par besoin de conformisme (sachant ici que les vrais pratiquants qui choisissent *librement* leur mode d'expression religieuse et se satisfont des rituels proposés sont en tout point respectables). S'agissant dès lors de conscience temporelle et de spiritualité universelle, l'égalité objective de tous les humains, en dépit de différenciations peu ou prou historiquement illégitimes, car biaisant cette universalité, signifie sans doute que la meilleure -voire la seule- façon d'intérioriser librement le Mystère Suprême et si Divin de la Vie consiste à *se* brancher directement et individuellement sur ce dernier, par la méditation introspective ou par la contemplation de l'Univers, ce qui n'exclut pas nécessairement la synergie que peut aussi favoriser le *partage* d'une expression religieuse plus appropriée, ni l'enrichissement à la fois culturel et « spirituel » que procure une lecture utile, d'ordre philosophique ou littéraire, ainsi que toute créativité ou « dégustation » artistique *positive*, outre les textes et Livres sacrés des religions.

En prenant de la distance et de la hauteur vis-à-vis de l'existence terrestre, chaque conscience individuelle peut avoir accès à une forme de relativisation des affects bassement matériels, ce qui donne aussitôt les moyens de *filtrer* le meilleur des influences extérieures, des discours politiques et idéologiques comme des prêches et autres sermons, et plus encore de sentir immanquablement si toutes ces « propositions » vont ou non dans le *bon sens* universel de la Vie. Dès lors que l'on se regroupe en se laissant dépendre de quelque autorité que ce soit, dans un cadre et

suivant des règles du jeu qui ne sont pas démocratiques, il est essentiel de *trier*, d'interpréter au plus profond de soi-même, le *sens* des paroles et des actes proposés, à plus forte raison lorsque ces derniers semblent imposés. Plus les connaissances et l'éducation pourront nous armer en nous rendant intellectuellement autonomes, moins les discours de haine, de sectarisme et de soumission, tant politiques que religieux, risqueront de nous détourner du sens profond de la Vie, lequel correspond bel et bien à la Démocratie du point de vue politique, et à l'Amour dicté par la Foi Spirituelle sur le plan religieux, ou plus largement philosophique, de par l'universalité égalitaire et pacifique de ces deux « valeurs clés ».

Le drame encore actuel des religions, leur limite hélas tristement temporelle, tient à leur absence d'évolution par interdiction de la plus petite remise en cause, fondamentale ou formelle, alors même que leur historicité confuse et leur localisation culturelle font dater leur message en le brouillant dans un mélange de bon sens et de contresens vis-à-vis de la Foi proprement Spirituelle, favorisant un flou propice à toutes les interprétations, dont périodiquement les pires. Le contraste si déroutant qui oppose l'Ancien au Nouveau Testament, en termes de témoignages contradictoires de violence et de Paix, de haine et d'Amour, tout comme les époques pacifiques et guerrières visibles dans le parcours terrestre du Prophète Mahomet, apparaissent comme des héritages historiques bien trop lourds à supporter sans faire le « tri » nécessaire à toute succession, obligeant par défaut les fidèles à sélectionner le meilleur en leur âme et conscience, ce qui explique par ailleurs tous les risques encourus par les esprits faibles et les humains incultes ou aigris sous l'influence de trop nombreux pseudo-religieux de toute confession, selon chaque époque.

Le dépoussiérage et l'ouverture indispensables à la plupart des religions, accompagnés d'un dépouillement temporel maximal et d'une mise à jour des rites et pratiques tenant compte de l'évolution culturelle, finissent par faire comprendre que les religions ne pourront perdurer et rester historiquement légitimes qu'en se dégraissant de tout ce que leur temporalité a inutilement complexifié, tant s'agissant de leur Message que de leurs formes rituelles, et que par ailleurs, chaque être humain, en

tant que conscience unique et élémentaire de la Conscience Suprême, ne peut s'épanouir, socialement comme spirituellement, qu'en concrétisant dans sa vie les principes universels de la Paix de l'Âme et du Corps. Ainsi, même sans être aucunement religieux, chacun peut progresser dans le sens positif de la Flèche du Bien, du Bon, du Beau, du Vrai et du *Juste*, à la seule condition de le faire *avec* et *pour* ses frères humains, à sa propre échelle et selon ses propres moyens « historiques », (à l'image de la si belle allégorie des Longues Cuillères), seule façon d'être dans le sens unique de la Vie. C'est le cas de toutes les entreprises, productions et créations généreuses et positives, telles que *Le Petit Prince* de Saint-Exupéry, œuvre dont la sagesse et l'accessibilité touchent autant le cœur de la Foi Spirituelle que les nombreuses religions qui participent à leur manière à l'éventail culturel du monde. C'est aussi, faut-il l'espérer, le cas des présentes *Réflexions Tempérantes*, dont la motivation humaniste et pacifique ne saurait avoir échappé à la conscience du lecteur. Toutes les actions, recherches et autres créations dont la motivation principale est désintéressée et dûment respectueuse de l'intérêt vital des humains sont frappées du sceau béni de la positivité spirituelle et du bon sens, et dès lors inspirées par le Souffle du Mystère Divin qui est la source, le ressort même de la Vie, et plus la société humaine pourra évoluer par sa connaissance constamment modeste et admirative du *comment*, plus les conditions historiques de réalisation de l'Amour censé être prêché par les religions seront réunies, opérant le tri nécessaire à tout progrès, sous la forme d'une discrimination positive littérale, aux sens étymologique d'un choix enfin intelligent entre ce qui est universellement légitime ou non, bénéfique ou préjudiciable à tout le genre humain comme au sens ultime de la Vie, y compris en-deçà et au-delà de ses deux parenthèses.

L'instrument de filtration indispensable à ce tri n'est autre que la conscience individuelle, émancipée des enjeux vitaux de notre pesanteur temporelle, et si les religions sont respectables en tant que croyances historiquement nécessaires, à condition qu'elles ne s'avèrent en aucune manière imposées, ni physiquement par la violence sociétale brutale, ni mentalement via la superstition, la légitimité universelle et spirituelle la plus complète et la plus intemporelle suppose la remise en cause de tous

les dogmes et préceptes encourageant la moindre discrimination entre fidèles, comme vis-à-vis des croyants d'autres religions et a fortiori des « incroyants ». La tolérance bienveillante, le dialogue, l'égalité absolue entre hommes et femmes et l'Amour de la Paix à travers le respect de toute différence sont autant de *bienfaits* vis-à-vis desquels nombre de rites, dogmes et autres contraintes religieuses sont en retard sur la réalité historico-laïque des sociétés humaines, laquelle résulte des progrès de leur science et de leur culture humaniste, ce qui engendre un hiatus de plus en plus paradoxal et insoutenable entre la *foi religieuse* et la Raison universellement accessible à l'intelligence humaine, ainsi que vis-à-vis des *fois temporelle* et *Spirituelle* qui font évoluer notre Humanité, y compris hors de toute religiosité, alors qu'il s'agit là des chemins en tout point complémentaires d'une même quête d'Absolu, à la façon de tant de sentiers possibles aboutissant au sommet d'une seule montagne.

Sans doute les religions seront-elles un jour obligées de réformer leurs structures de pouvoir interne, en se démocratisant pour de bon à la façon des *néo*-associations d'un futur délodiste lui-même inscrit dans la logique du progrès humain le plus universel, ce qui est déjà le cas dans certaines communautés où les fidèles choisissent leur pasteur et peuvent participer plus librement au mode d'expression des cérémonies qui les concernent par définition, tant il est vrai que l'évolution culturelle des divers Peuples de Dieu permet -pour ne pas dire exige désormais- cette émancipation collective, à condition que le processus en jeu soit en tout point démocratique et direct au sens délodiste du terme. Il en résultera sûrement une évolution comparable des pratiques et des discours dans le sens d'un recentrage sur l'essence spirituelle d'une Foi « raisonnée », *de facto* commune non seulement à toutes les religions, mais aussi à tous les humains, en raison de sa nature enfin universelle. En résumé, et aussi paradoxal que cela puisse paraître, la Foi des humains envers le Mystère Divin de l'Existence ne peut se spiritualiser qu'en se raisonnant par le biais de la conscience, laquelle ne s'élève historiquement qu'à travers une Culture rendue *positive*, dans le sens tempérant de cet adjectif.

La simplicité des messages originels de la plupart des religions a eu tendance à se complexifier sans cesse au fil du temps, sous l'effet peu ou prou pervers d'une temporalisation croissante desdites religions en tant que puissantes institutions, et ce, dès les tout premiers temps de leur développement ou transmission, via l'inflation d'une exégèse qui a fini par multiplier des chapelles ou fraternités violemment concurrentes, tandis que les penseurs religieux se sont cru obligés de fournir toujours plus de détails superflus pour expliquer l'Inconnaissable. Face au risque d'arrogance ou de manipulation, intentionnelle ou non, inhérent à toute affirmation un tant soit peu péremptoire concernant l'Au-delà, seule une évolution en direction d'un débat philosophique résolument *ouvert* peut faire progresser le fait religieux en osmose avec un contexte sociétal et culturel mature, propice à l'émancipation et à la conscientisation d'une Humanité supérieure. Or, il est ici tout aussi clair qu'en l'absence des progrès tempérants promis sur les quatre faces de la pyramide sociétale, les excès, les injustices et la décadence induits par les mono-systèmes anti ou pseudo-démocratiques donnent raison aux pires replis sectaires et idéologiques, tant dans les sphères religieuses que sur les plans socio-économiques, politiques ou culturels, selon un incessant effet de vases communicants entre une intuition spirituelle plombée par la temporalité religieuse et des idéaux humanistes pervertis par la confusion historique de notre double nature.

Á la différence des diverses formes de Foi spirituo-religieuse, le raisonnement philosophique, tout aussi multiple, ne se pose pas comme une certitude absolue, un droit divin de dominer, d'exclure, voire de tuer son prochain avec la meilleure des consciences possible, mais tout au contraire, comme le modeste droit -et devoir- de douter bien autant que de croire, avec l'aide très relative d'une Raison humaine dont la logique est l'arme non létale, pour produire des réflexions d'ordre métaphysique ou spirituel, aux conclusions aucunement définitives, tant il est vrai que chaque écrit se termine, explicitement ou non, sous la forme d'un point d'interrogation constamment suivi du pointillé appelant une suite, via un généreux *libre échange* de suggestions aussi tolérantes que temporaires. Ce pur cheminement intellectuel de la conscience n'a d'autre intérêt, en

matière de spiritualité, que de développer ladite conscience en termes de *degré* ou d'intensité de ressenti, sans jamais pouvoir expliquer quoi que ce soit, mais en approchant le Mystère Suprême ou « Divin » de façon asymptotique, et par défaut, grâce aux constants progrès de la science et de la culture sur les *autres* dimensions d'un vécu individuel et collectif.

Plus notre société humaine sera culturellement évoluée et surtout politiquement et socio-économiquement apaisée par le délodisme et sa fondation bi-économique, plus chaque citoyen pourra en quelque sorte s'auto-spiritualiser et participer au débat philosophico-religieux *autour* du Mystère de la Vie, lequel ne peut être cerné qu'en le contournant, à la façon des « trous noirs » du cosmos, ce qui devrait orienter les futures philosophies *positives* en direction d'une forme d'extase raisonnée, de jouissance intellectuelle et contemplative du Vivant, d'émerveillement partagé et toujours mieux formulé, toutes choses sans doute exprimables grâce à la pensée, mais plus directement encore à travers les arts et leur mystérieuse quête d'esthétisme, en particulier s'agissant des langages créatifs les plus dématérialisés de la musique et de la poésie, lesquelles peuvent être les voies d'accès les plus directes à l'Harmonie de la Paix chaque fois que la motivation de leurs créateurs s'avère généreuse en confortant les ressentis universels de l'émotion.

Toutes les sociétés prétempérantes, par l'injustice chronique de leurs périodes de paix bancale et la violence exacerbée de leurs crises périodiques, ont nourri des philosophies et des religions contradictoires, tantôt compatibles avec le sens profond de la Vie, tantôt à contresens de l'Histoire objective (laquelle rejoint le Vecteur de l'Absolu précédant et suivant toute existence), avec pour effet la confusion des mentalités et la relativisation ou inversion pernicieuse de toute logique, suscitant ainsi la division incessante de l'onde sociale qui fonde notre bien commun, celle qui correspond à l'universalité de nos besoins matériels, socio-politiques *et* spirituels, sachant que cet impossible décollage *civilisationnel* n'est jusqu'à présent que le fruit d'une incompréhension face aux conditions historiques de notre double nature. Or, comme il a déjà pu être constaté à travers les autres dimensions culturelles dans les chapitres précédents,

il est enfin possible de se libérer de cette malédiction temporaire, de ce casse-tête provisoire, et ce, grâce aux innovations tempérantes et surtout à l'évolution sans précédent des mentalités qu'elles autoriseront sitôt que les humains voudront bien les appliquer. Il suffit à chaque lecteur de se transposer mentalement dans l'environnement d'une société délodiste et biéconomique pour apprécier et anticiper les insoupçonnables progrès spirituels et philosophiques qu'une telle évolution entraînera sur Terre, grâce à l'effet filtrant, apaisant et réconciliateur propre à la partition-répartition, et via l'éveil culturel que celle-ci occasionnera, puisque cela ne pourra qu'encourager le partage de « convictions » et d'opinions plus universalistes et tolérantes que par le passé, dans le respect croissant de formes culturelles enfin *librement* adoptées en matière de croyance ou de réflexion philosophique, favorisant ainsi la *complémentarisation* de tout ce qui divise encore si cruellement notre Humanité. Dans l'attente de ces progrès urgents, il apparaît ici que les philosophies dites *athées* ne sont telles que vis-à-vis de religions en réalité plus temporelles que spirituelles, tandis que les « écoles de pensée » les plus désespérées et désespérantes de l'Histoire ne sont que le fruit intellectuel toujours plus amer des imperfections sociétales prétempérantes, en raison même des injustices vitales insupportables qui vont de pair.

L'*humanisme tempérant*, c'est-à-dire conscient de ses limites et acceptant le Mystère Suprême de la Vie comme une réalité objective rendue extérieurement observable par la science et indiquant le *sens* de l'Existence, se présente dès lors comme un nouveau trait d'union entre les thèses contradictoires du Créationnisme et de l'Evolutionnisme, mais dans une optique que la nouvelle compréhension du monde ici autorisée par le délodisme biéconomique rendra plus utile que jamais au mieux-être de tous les humains. Il en résultera une *positivisation* constructive des philosophies comme des religions, les premières se développant en direction de la paix des esprits et de l'intellect sous l'influence de tous les progrès sociétaux induits par l'ère Tempérante à venir, tandis que les secondes, au lieu d'être comme si souvent les refuges de la crainte de la vie, de la quête d'un pardon face aux comportements excessifs induits par notre pesanteur terrestre, voire de la superstitieuse peur de la mort

sur fond de prières et autres sermons culpabilisants, se transformeront en vecteurs d'enthousiasme partagé et d'actions de grâce multiformes entre croyants devenus enfin tolérants, au point de pouvoir célébrer le Mystère Divin en un seul « lieu » regroupant de multiples confessions, à l'image de la salle de prière offerte à tous les cultes pour les familles de patients au sein d'un centre hospitalier.

En libérant les bégayements sociétaux de leur cycle historique infernal, les innovations tempérantes aideront la foi temporelle et la Foi Spirituelle à s'intérioriser dans la conscience vécue de chaque citoyen pour se compléter dans une parfaite osmose, tandis que la Spiritualité se laïcisera au fur et à mesure de la concrétisation temporelle des valeurs objectivement légitimées par le sens même de la vie en tant que constant perfectionnement, disséminant dans toute la société humaine les seuls préceptes *universels* déjà partiellement présents au sein de la plupart des religions et autres philosophies *constructives*.

Même en restant culturellement différenciées, les religions enfin auto-épurées et les philosophies positivées par la paix sociale pourront additionner les efforts d'une conscientisation toujours plus élevée sur le terrain commun du miroir de l'Existant que représente la Foi Spirituelle, telle que spécifiquement approchée dans ce chapitre, et ce faisant, les unes et les autres se coloreront d'une joie de vivre et d'un bonheur de penser et de débattre propres à faire cicatriser les constantes blessures et autres plaies ouvertes des « sociétés » prétempérantes, attestant la libre orientation des humains dans le meilleur sens possible de leur Histoire, et couronnant par la même occasion les mérites de leurs progrès sur les quatre faces pyramidales d'une civilisation humainement accomplie.

Octobre 2021

Réflexions Culturelles 11

Valeurs relatives et Conflits Culturels

Du sommet réflexif atteint par le chapitre précédent, et dûment rassuré quant à la pertinence d'une Spiritualité pressentie par l'intuition de la conscience humaine et déjà largement « repérée » par la science, il est désormais nécessaire d'entamer délicatement la descente, non sans relativiser le chemin tortueux du retour grâce au panorama absolu des 360° que procure toute ascension dépassant les nuages de l'historicité. Pour peu que le sommet en question ne soit que la pointe d'une certaine pyramide, l'intérêt de l'expédition a été d'atteindre le niveau limite de l'intemporalité afin de mettre en valeur le point culminant de l'axe de gravité, du seul segment en réalité indemne de tout déséquilibre facial, sachant que, consciemment ou non, l'Histoire entière de notre Humanité exprime douloureusement le besoin irrépressible de rejoindre cet axe vertical idéalement orienté sur l'Univers(el) et son Mystère, en tant que cohérence historique aussi totale que possible et épanouissement d'une conscience rendue sereine par l'émerveillement que procure le miracle de l'Existence. Or, à la manière d'une toise toujours plus haute que ce

qu'elle mesure, c'est à l'aune de la valeur absolue de l'universalisme, du panorama sommital intégral, qu'il faut comprendre et désormais étudier les conflits culturels que chaque période de crise ne fait qu'exacerber au travers d'un match exténuant de violences et autres contre-violences. En effet, vue du plus haut qu'il est possible, chaque dualité idéologique, qu'elle soit d'envergure ou de nature intra-sociétale, inter-sociétale ou même trans-sociétale, ne peut plus cacher à la réflexion la relativité des valeurs en jeu, nonobstant l'authenticité historique indéniable de ces dernières. Car chaque conflit facial s'apparente à un obstacle dont on ne peut voir que le moindre côté de la partialité dès lors qu'on l'approche de plus bas en se laissant tromper par la pesanteur sociétale du moment, sous forme de lutte ne visant qu'à dominer, exclure ou éliminer l'autre camp, alors que le cap à franchir, réunissant les deux parties en cause, ne peut être révélé et dépassé qu'en se plaçant plus haut, du seul point de vue précisément universaliste.

1 - Valeurs Historiques Relatives, Concurrence et Conflits.

Au vu de l'égalité objective, spirituelle, et surtout pré-historique qui constitue notre *essence* existentielle, il est possible d'affirmer, qu'en matière sociétale, tout ce qui n'est pas compatible avec l'universel ni respectueux de la totalité des êtres humains quels que soient l'époque et le lieu, est frappé du sceau de la *relativité*, de la contingence culturelle, indépendamment d'un sens positif ou négatif selon la compatibilité des opinions et autres us et coutumes vis-à-vis de l'axe objectif de la Vie, tel qu'approché dans les réflexions du chapitre précédent. Pour l'essentiel, les nombreuses cultures observables sur la planète bleue ont pris racine en des régions géographiquement et climatiquement déterminées, tandis que le temps qui passe s'est associé au temps qu'il fait pour dicter plus ou moins des us et coutumes extrêmement variés, tout en façonnant par la même occasion des « apparences » humaines spécifiques en termes de taille, de couleur de peau et autres caractéristiques physiques ou sociales d'une seule et même espèce humaine, femmes et hommes confondus.

Les cultures et subcultures ainsi développées peuvent se révéler compatibles avec le respect des valeurs universelles du bien, du beau, du bon, du vrai et du juste pour certains de leurs aspects, chaque fois que l'intention sous-entendue correspond à une intuition positive impliquant *à égalité* tous les humains concernés, et respectant le principe de *liberté* qui fonde aussi la double nature de ces derniers en complément de leur grégarité. Mais il est hélas évident que bien d'autres aspects, et parmi eux, comme par hasard les plus cruciaux, entrent en totale contradiction avec les valeurs universelles de l'humanisme démocratique et spirituel sitôt qu'ils impliquent la moindre injustice, violence, ou exclusion un tant soit peu systématique à l'encontre de telle ou telle communauté d'humains, sous quelque vain prétexte que ce soit, ce qui est tout sauf étonnant en raison des conditions historiques d'une pesanteur sociétale encore ignorée jusqu'à ces *Réflexions*, en particulier dans sa dimension *vitale* socio-économique.

De ce fait, les sociétés humaines étant historiquement injustes et empiriquement construites sur des fondations biaisées, des règles du jeu faussées par des comportements dignes de la loi de la jungle, la saine et stimulante cohabitation de points de vue culturels variés et légitimes se transforme en luttes quasi permanentes sur fond de violence systémique ou anti-systémique, à l'intérieur de chaque société humaine, de même qu'entre nations, civilisations et continents différents. Contrairement à ce que trop de citoyens habitués aux déséquilibres sociétaux pourraient objecter, l'absence de tout conflit ne condamne pas à la monotonie de l'uniformité ou du plus strict égalitarisme clonique, mais au contraire à l'émulation permanente de la plus équitable des concurrences possible, à condition que les règles du jeu soient les mêmes pour tous à l'intérieur d'une société cohérente digne de ce nom (à la façon d'une compétition sportive transparente), et plus encore que ladite concurrence ne puisse en aucun cas réduire les droits et devoirs vitaux de chaque citoyen, ce que seules peuvent garantir les innovations tempérantes et leur partition-répartition biéconomique. Or, en l'absence de cette sécurité universelle indispensable, c'est l'injustice interindividuelle et systémique qui règne sur chaque face pyramidale, ce qui fait aussitôt virer une concurrence

loyale fictive en monopolisation minoritaire croissante et autres abus de pouvoir, suscitant des contre-violences inévitables en proportion directe des déséquilibres observables, conflits dont l'expression culturelle est particulièrement révélatrice, en s'exacerbant au fur et à mesure que les pseudo-sociétés se délitent, se morcellent et s'effondrent les unes après les autres.

Dès lors que de nombreuses entités sociétales ou regroupements humains fort divers coexistent sur un espace géographique donné, qu'il s'agisse d'entreprises ou de syndicats, de communautés sociologiques, religieuses, politiques, philosophiques ou autres, les évolutions induites impliquent une forme de compétition correspondant aux contacts entre l'intérieur et l'extérieur de chaque entité, à la frontière culturelle précise mais constamment évolutive qui permet de croître, de se maintenir ou de régresser en fonction des circonstances d'une utilité historique le plus souvent « justifiée » par tel ou tel besoin d'ordre social, économique politique ou culturel. Ainsi, bien avant l'ouverture de ses frontières aux quatre vents de la mondialisation, un pays comme la France disposait d'un tissu industriel relativement sain partageant les mêmes règles en matière de coût du travail, de protection sociale, de critères de qualité et autres contraintes environnementales, ce qui permettait aux entreprises d'être en concurrence peu ou prou « loyale » les unes *avec* les autres, dans une cohérence sociétale fonctionnelle entre les prix, les salaires et l'indépendance ou souveraineté socio-économique. Or, comme il a pu être remarqué, et en raison même des travers induits par toute société mono-systémique, cet équilibre indispensable s'est trouvé ruiné par la mondialisation sauvage, tant commerciale que financière, dictée par les multinationales avec la collaboration active d'une classe minoritaire de politiciens dominants pour le moins naïfs ou complices, autrement dit incompétents ou véreux, selon des proportions individuelles variables. La concurrence est aussitôt devenue déloyale en se mondialisant, faisant subir aux pays pauvres l'exploitation du néocolonialisme financier et l'essentiel de la pollution, tandis que, sous couvert d'une fausse hausse de pouvoir d'achat *sociétalement* payée au prix fort par le chômage, l'assistanat, ainsi que le déclassement et le surmenage de la majorité des

citoyens « actifs », les oligopoles industriels et financiers ont redistribué et mondialisé leurs chaînes de valeurs sur le principe exclusif du profit maximal, avec les conséquences sociales et politiques désastreuses que chacun peut observer aujourd'hui. La concurrence mesurée et stimulante pour l'innovation est ainsi devenue conflictuelle à plus grande échelle, et la paix toute relative nécessaire à chaque nation s'est transformée en guerre économique ouverte, du fait même que les comportements et intentions qui ont présidé à cette contre-évolution étaient culturellement *relatifs*, rationnellement *contreproductifs* à long terme et spirituellement *insensés*, puisque fondés sur la division, l'exclusion et l'exploitation de la majorité de chaque peuple par une minorité de dominants illégitimes du point de vue *objectif* (du moins dans la seule proportion de leur *sur*-domination), quels qu'aient pu être les prétextes « légaux » imposés par des constitutions pseudo-démocratiques peu ou prou oligarchiques.

En l'absence d'égalité minimale universelle entre citoyens via la partition-répartition biéconomique, les valeurs culturelles qui bâtissent les sociétés prétempérantes sont foncièrement *relatives*, dans la mesure où elles ne correspondent pas aux intérêts, non seulement majoritaires, mais plus encore universels de l'Humanité, y compris le véritable intérêt personnel humain et spirituel des dominants eux-mêmes, en raison des excès induits par la confusion mono-systémique, des franchissements de paliers qui définissent l'abus de pouvoir, et de l'injustice historique et naturelle de la pesanteur pré-sociétale. D'où l'inexistence encore patente de véritables sociétés humaines cohérentes, sous l'effet de l'enjeu vital de relations socio-économiques jusqu'à présent incomprises, et le besoin de dépasser cette incohérence existentielle surmontable par la science et la raison humaines, afin de répondre à la soif spirituelle et humaniste qui définit notre double nature, en termes de paix ou de bien-être commun, grâce à l'équilibrage optimal entre égalité et liberté. S'agissant du rôle essentiel de toute entreprise (dans le sens le plus large du terme), de la liberté individuelle ou associée de s'accomplir sur l'une des quatre faces pyramidales, c'est toujours la confusion historique qui empêche de *trier* le bon du mauvais, le bien du mal, et surtout le juste de l'injuste, non seulement sur le plan « objectivement » moral et spirituel défini dans le

chapitre qui précède, mais plus encore en termes de cohérence sociétale minutairement mesurable, de « calcul et d'optimisation » à la fois socio-économiques, politiques, culturels et écologiques vérifiables de la façon la plus rationnelle qui soit, ne serait-ce que via l'expérience historique et urgente de la Tempérance délodiste. Toutes les sociétés humaines bâties jusqu'à présent ne tiennent que par une forme ou une autre de violence plus ou moins explicite et organisée, un dosage variable d'exploitation, de soumission et d'esclavage, dont la conséquence culturelle conduit tôt ou tard à la multiplication de conflits intra et inter-sociétaux en fonction de multiples critères discriminatoires concernant le sexe, la nationalité, la couleur de peau, la religion, les us et coutumes minoritaires ou autres différences individuelles telles que le handicap, et tant d'autres prétextes encore, propres à hiérarchiser historiquement des êtres humains dont la vie a pourtant objectivement la même valeur, dont tous les droits *vitaux* ne peuvent être respectés que par l'équilibrage de la partition-répartition minimoptimaximale concrétisant la citoyenneté socio-économique.

La confusion historique en question empêche l'Humanité de se promouvoir culturellement par l'échange pacifique des très nombreuses traditions positives et historiquement justifiées par l'environnement à la fois géologique, géographique et climatique des diverses cultures de la planète (à l'instar du génie artistique et culinaire de chaque peuple), car, sitôt qu'un pouvoir injuste ou discriminateur biaise le moindre principe universel et transcendantal via la violence, l'intolérance ou l'injustice, la loi ou la valeur édictée devient illégitime en se *désuniversalisant*, c'est-à-dire en se relativisant culturellement par rapport à l'axe absolu d'une égalité et d'une liberté optimales en parfait équilibre complémentaire. Ces tares historiques sont bien sûr quotidiennement visibles au travers des comportements socio-économiques, en s'auto-justifiant par le biais de maints conditionnements culturels, aux dépens des femmes en tout premier lieu, mais en caractérisant aussi de nombreuses castes -mixtes- de *sous-citoyens* peu ou prou programmés pour être surexploités via une éducation sclérosante, aux antipodes du rôle émancipateur, égalitaire et universaliste que suppose la transmission d'une culture progressant dans le sens de la Vie pour chaque nouvelle génération.

Les valeurs culturelles historiques sont donc aussi confuses que relatives, faute d'équilibrage sociétal volontaire, confuses parce que les conditions temporelles prétempérantes interdisent le *tri* universellement salutaire entre les traditions ou innovations justes ou injustes, et dès lors pacifiques ou conflictuelles en termes d'équilibre sociétal, mais aussi relatives car inévitablement fondées sur une hiérarchisation totalitaire en l'absence de la double solution systémique du délodisme politique et de la partition-répartition biéconomique.

L'empirisme historique condamnant toutes les sociétés humaines à tourner indéfiniment *autour* de leur axe d'équilibre, avec des risques d'abus aux effets « centrifuges » directement proportionnels à leur taille démographique, il est inévitable que la violence systémique croissante suscite autant de contradictions et contre-violences idéologiques qu'il y a de « victimes » en tant que sous-groupes identifiables par le prétexte qui a présidé à leur exclusion ou exploitation, tandis qu'au fil du temps et des injustices de plus en plus impossible à déguiser, les différences entre les citoyens, pourtant objectivement neutres, se transforment en identités de causes conflictuelles en passant du ressenti aux paroles, puis hélas des paroles aux actes. Dans ce processus destructeur, et à quelque échelle que ce soit, la subdivision de l'Humanité, comme de la société, s'opère aussitôt en induisant l'éloignement symétrique et constant des plateaux d'une certaine balance, obligeant les opprimés à devenir aussi sectaires ou exclusifs que ceux-là mêmes qu'ils dénoncent, par un triste effet de surenchère historique mortifère pour la société commune, à la façon d'une cordée solidaire se muant en tire-à-la-corde. C'est ainsi que la confusion mono-systémique fonde la séparation des humains en lieu et place de leur partition-répartition complémentaire, au prix exorbitant d'un véritable dumping social, culturel et spirituel vis-à-vis de l'intérêt universel de notre Humanité. Car au lieu de construire la pyramide en en tractant les blocs de pierre dans le même sens, le *bon* sens commun, on s'épuise inutilement en tirant chacun de son côté groupusculaire, pour un résultat qui annule les énergies ainsi gaspillées et garantit la chute

finale des uns comme des autres par l'excès de tension déséquilibrant que toute violence induit.

Faute de se placer résolument *au-dessus* des enjeux historiques et de leurs circonstances factuelles, les victimes objectives de toutes les déviances systémiques improvisées se font trop souvent prendre au jeu de la détestation réciproque, de la tentation, certes compréhensible, mais tout aussi vaine, d'exclure, d'éliminer et de remplacer l'adversaire, ce qui les fait tomber dans le piège symétrique de la généralisation ou de l'essentialisation abusive, de la caricature et de l'insulte, qui sont autant de préludes à une partition symphonique ratée d'avance, condamnée à la cacophonie sociétale, sur fond de rêve revanchard et insensé d'inverser la domination. Les valeurs culturelles et les comportements sociaux qui en découlent n'ont dès lors aucune chance de se positiver, autrement dit, de faire progresser vers l'universalité pacifique, sans passer par l'étape incontournable de la « tempérisation » délodiste et biéconomique, seule solution pour transcender les conflits et s'émanciper de toute violence systémique -et conséquemment interindividuelle dans une large mesure- pour la suite de notre processus d'humanisation.

En situation historique prétempérante, les valeurs culturelles des sociétés humaines sont donc bel et bien relatives, équivalant à des *demi-valeurs*, autrement dit des *sous-valeurs* du point de vue universaliste, dans la mesure où elles ne peuvent qu'exprimer ou essayer de justifier la violence socio-économique vitale et confuse de tout mono-système ou la contre-violence symétrique qui en résulte aussitôt. Le mécanisme en jeu, dicté par l'incohérence sociétale des instincts vitaux, s'appuie toujours sur la dualité rythmiquement décalée de comportements spontanément agressifs, dans le sens de vitalement excessifs, auxquels répondent des luttes principalement défensives ou réactives, bien que courant hélas, par une étrange symétrie, les mêmes risques de violence ou d'abus sitôt que les victimes ou les exploités peuvent prendre le dessus. L'adversité qui résulte de ce processus primaire prive dès lors *tous* les humains de l'émulation d'une concurrence respectueuse de l'équilibre optimal entre égalité et liberté, tel que la règle du minimoptimaximum peut seule être

en mesure de l'assurer, quelle que soit la face pyramidale concernée en tant que lieu de cause ou de conséquence, directe ou indirecte.

2 - Conservatisme, Progressisme et Réformisme.

En guise d'apéritif, et en relation étroite avec les débats d'ordre idéologique étudiés au chapitre 9, l'interminable valse à trois temps du conservatisme, du progressisme et du réformisme semble indissociable des évolutions sociétales, tout en témoignant de la quête d'un équilibre dynamique toujours précaire faute de délodisme biéconomique, ce qui induit une intempérance culturelle sous forme de tensions historiques permanentes entre ces trois options plus ou moins complémentaires. En retrouvant ici l'image de la roue sociétale, cela équivaudrait au réglage impossible de la société sur son axe central idéal, voire à des tendances contradictoires entre coups d'arrêt, accélérations et ralentissements de la rotation axiale, au gré de soubresauts aussi involontaires que mérités par une inconduite prétempérante.

Dans une société au contexte historique plus ou moins statique, le conservatisme prédomine spontanément dans un but de préservation autoritaire des privilèges minoritaires, tandis que le progressisme se met plutôt du côté des opprimés souhaitant un changement, une évolution en leur faveur, sitôt qu'une prise de conscience relativise la légitimité de la classe dominante, à l'instar de ce qui s'est passé lors de la Révolution française vis-à-vis de la noblesse et de la royauté. De la même façon, l'ère industrielle a promu la bourgeoisie et sa correspondance politique pseudo-démocratique, suscitant l'opposition logique d'un progressisme de nature socio-politique à travers le socialisme, le communisme et une conscience de gauche réclamant légitimement un meilleur partage, et aboutissant, pour le cas français, à de nombreux droits *acquis* propres à équilibrer de façon trop bancale le rapport de force improvisé typique des sociétés prétempérantes. Les luttes subséquentes exacerbent donc la tendance conservatrice et spontanément cumulative de l'accaparement minoritaire des pouvoirs, tant politiques que socio-économiques, ce qui

radicalise symétriquement les opinions progressistes demandeuses de lois ou de réformes, ces dernières apparaissant comme les conditions du maintien d'une paix sociale minimale, selon un équilibre toujours trop précaire pour éviter durablement la violence réactive qu'entraînent les violences systémiques spontanées dérivant, « comme par hasard », de la pesanteur si confuse d'une double nature désormais élucidée.

Cela dit, ces tendances et contre-tendances d'ordre foncièrement social et politique ne doivent pas être confondues avec les impulsions et autres inerties induites par l'évolution scientifique et technique, dont les progrès matériels bouleversent les modes de vie, définissant une forme de progressisme scientifique et pratique propre à bousculer, voire faire disparaître, des pans entiers de telle ou telle société, sur la base d'une efficacité accrue, et malgré l'apparition corrélée de risques nouveaux, en particulier de nature écologique. Ainsi apparaît-il qu'à chaque occasion de « révolution » technologique, dont l'essor suppose peu ou prou l'aval ou le soutien actif des pouvoirs en place, le progressisme innovant peut sembler émaner du sommet de la hiérarchie sociétale en s'opposant au conservatisme de catégories socio-professionnelles condamnées à terme par ledit progrès. Á la façon d'un contreplaqué aux nervures alternées, cette inversion des rôles idéologiques s'ajoute aux conflits sociétaux entre conservatisme et progressisme socio-politiques dérivant toujours de l'inégalité systémique, au risque de troubler l'entendement sitôt que l'on mélange indûment les deux principaux sens historiques du concept de *progrès*.

Pour tripler ledit contreplaqué, une forme sociétale et culturelle de progressisme « de gauche », tout aussi activiste que minoritaire, s'est développée dans le but de défendre telle ou telle *catégorie* de citoyens opprimés ou exclus, voire toute autre cause novatrice liée à l'évolution des mœurs dérivant des progrès scientifiques et de leurs enjeux éthiques, ce qui s'opère en particulier via les combats toujours plus nombreux du *wokisme*, en conséquence de l'abandon inavoué de toute recherche de solution socio-économique et politique universelle ou systémique. Cela a pour effet inévitable de démanteler la pyramide sociétale en autant de

blocs « identitaires » remettant en cause l'ensemble des valeurs et des comportements individuels et collectifs, au point d'effacer les repères les plus naturels de notre double condition animale *et* humaine, genre et sexe inclus, tout en sur-médiatisant l'exception par rapport à la règle, ou l'*anomalie statistique* accidentelle et rarissime vis-à-vis de la normalité naturelle et quasi absolue en termes démographiques ou sociologiques, tandis que la « déconstruction » culturelle à l'œuvre, via de troublantes concomitances et symétries avec l'abolition des frontières sociétales, semble faire le jeu d'un mondialisme mercantile et financier lui-même déguisé en progressisme par les élites de la classe surdominante.

Du point de vue tempérant, le lecteur aura compris que l'aspect sociétal et universel du *progrès* en tant que besoin d'équilibrage entre la liberté et l'égalité prime très largement sur les définitions relatives de ce terme procédant de l'innovation technique ou scientifique, ainsi que des multiples causes culturelles (souvent justes mais hélas parcellaires) du wokisme, sachant a fortiori qu'en contexte délodiste et biéconomique, les évolutions technologiques et idéologiques futures, compatibles avec la volonté majoritaire, ne sauraient nuire en aucune manière à l'équilibre minimoptimaximal, ni aux garanties socio-économiques et culturelles vitales du citoyen, ce qui aura pour effet d'apaiser les tensions et autres violences indues opposant le conservatisme au progressisme. De plus, la libération de toutes les énergies individuelles et locales, rendue effective par la double existence citoyenne de chacun et l'implication communale en matière de promotion et d'expérimentation « élargie » des meilleures initiatives, favorisera une innovation *sociétalement* compatible avec les besoins, attentes et autres priorités progressivement majoritaires, sans laisser de place ni de chance de développement aux intentions nuisibles à l'intérêt général, ou contraires à un progrès dès lors défini en tant que mouvement historique allant dans le seul sens des valeurs universelles, et permettant de traduire temporellement la quête spirituelle qui inspire le tréfonds de la conscience humaine.

Concernant le cas du peuple français, la perversion systémique a paradoxalement abouti à l'inversion sémantique absolue du débat entre

conservatisme et progressisme, sous l'impulsion complice et délibérée d'une minorité d'intellectuels et autres promoteurs de l'ultralibéralisme mondialiste, afin de travestir l'ouverture des frontières, la dérégulation économique, ainsi que les démantèlements politique et administratif, en summum d'une vision « progressiste » et ouverte aux quatre vents d'une globalisation heureuse, avec, en guise de sucre pour mieux en avaler la pilule amère, la si fallacieuse promesse d'un gouvernement mondial et autre *great reset* aussi impossibles à réaliser *démocratiquement* qu'une Europe politique continuellement empêchée par ceux-là mêmes qui en parlent sans arrêt. Par la grâce de discours en tout point mensongers (car aussitôt sèchement démentis par la réalité des injustices et déséquilibres croissants socialement et politiquement constatés, doublée d'une panne covidesque révélatrice des aberrations *économistes* caractéristiques des flux tendus et autres chaînes de valeurs du commerce mondial, et triplée par le suicide écologique de la pollution et du réchauffement climatique ainsi aggravés, le *progressisme mondialiste* est devenu le leitmotiv des pouvoirs, en mélangeant tous les sens imaginables de cette appellation frauduleuse, afin de cacher l'internationalisation d'une caste dirigeante séparatiste vis-à-vis des populations qu'elle exploite plus que jamais, en en pompant le travail et la valeur financière sur fond de paradis fiscaux et de spéculation hors-sol, et avec l'avantage collatéral de faire paraître leurs oppositions sociales comme réactionnaires, frileuses, nostalgiques, néo-nationalistes et finalement *complotistes*, sans que les médias n'aient osé rectifier ce contresens officiel délibéré, véritable arnaque discursive digne du hold-up historique de l'économique sur le politique, déjà noté.

En réalité, il ne s'agit-là que de la transposition internationale, ou de l'éclatement géographique consécutif d'une même logique mono-systémique et ultra-minoritaire, plus conservatrice et monopolisatrice que jamais, s'assurant une fuite en avant désormais brutalement stoppée et renvoyée en échos sociétaux délétères par les limites planétaires de son incohérence totale, à la manière d'une roue devenue aussi grosse que la Terre et plus désaxée que jamais, jusqu'au point d'en perdre le Nord du bon sens commun. Il faut donc en déduire que le conservatisme et le progressisme ne sont que les deux jambes complémentaires d'une

seule et même démarche de progrès, à condition que le cadre sociétal, le centrage de la roue sur son axe, permette le tri simultané des bonnes choses à conserver et des innovations pertinentes, sur la base des quatre faces pyramidales peu ou prou impliquées, ce que seule peut garantir la partition-répartition biéconomique d'une société délodiste, condition de la tempérance généralisée de mœurs habituelles avérées toujours utiles, comme de nouveaux comportements évolutifs et jugés nécessaires. Cela confirme encore le rôle stabilisateur du recentrage optimal qu'autorisent les innovations cruciales de ces *Réflexions*, dans la mesure où le propre de toute société humaine digne de l'appellation de *civilisation* est de permettre le filtrage cumulatif de l'inventivité qui caractérise l'espèce humaine, la nécessaire conservation du meilleur et de l'universel que seules les innovations « positives » peuvent respecter, et tous les échecs sociétaux précédant l'ère tempérante ne sont dès lors dus qu'à la quasi impossibilité, voire à l'interdiction de trier le bon du mauvais, faute de respecter l'équilibre entre les deux natures de notre humanité, à savoir, l'égalité collective et la liberté individuelle, dans l'unique proportion stable et neutre de 50/50, au sens minutaire de cette partition domaniale.

Si le conservatisme et le progressisme expriment des tendances encore opposées qui se complèteront pacifiquement dans le contexte de l'évolution délodiste et biéconomique, le *réformisme* apparaît comme le moyen indispensable d'adapter la structure sociétale, les institutions et les lois au mouvement historique engendré par les innovations les plus déterminantes, idéalement via l'adoption majoritaire d'inventions ou de pratiques au départ minoritaires, en fonction de leur utilité et légitimité démocratiques, ce qui est loin d'être toujours le cas, hélas, en situation historique prétempérante. En effet, tant que l'appropriation minoritaire des pouvoirs sera de mise, sur la base inégalitaire de l'irrespect de tout équilibre sociétal minimoptimaximal, les violences et contre-violences induites, et plus encore les incohérences socio-économiques sans cesse plus aberrantes qui vont de pair, susciteront le besoin quasi permanent de réformer, à la façon d'un mécano débutant et peu talentueux, obligé de régler à tâtons un moteur mal en point qui cale ou qui s'emballe, sans jamais toucher de ses doigts le cœur du problème, la pièce maîtresse de

l'ensemble et son étoile de courroies les plus essentielles, seules aptes à supprimer les jeux mécaniques qui menacent l'intégrité des éléments et rouages complémentaires.

Il n'est dès lors pas surprenant de retrouver ici la contradiction d'un double sens digne d'une véritable schizophrénie conceptuelle, car, s'agissant en particulier de la France en tant que modèle social original des *trente glorieuses* de l'après seconde guerre mondiale, plus ou moins à mi-chemin entre capitalisme et socialisme, le réformisme constructif tendant à équilibrer le partage sociétal indispensable que suppose toute justice s'est mué en réformisme destructif depuis l'accouchement forcé d'un marché mondialisé sur la double base du profit maximal et de la spéculation financière. C'est ainsi que les acquis centrés sur un progrès social très légitimement réclamé par un peuple idéaliste épris d'égalité minimale et de fraternité ont laissé place à la démolition systématique des services publics et d'un « état providence » tout aussi indispensable qu'imparfait en contexte prétempérant, transformant au passage ce bien commun en un mal palliatif, sous le prétexte hypocritement entretenu de devenir compétitif vis-à-vis des pays émergents et autres « ateliers du monde », réduisant le pouvoir politique à la gouvernance d'une start-up nationale, voire internationale. Or, si certaines réformes économiques *stricto-sensu* peuvent s'avérer historiquement nécessaires pour s'adapter à l'évolution technologique en particulier, non sans entraîner quelques ajustements socialement déstabilisants qu'un État digne de ce nom est censé accompagner, le libre-échange *ultra*libéral a bel et bien détruit la cohérence systémique française entre travail et capital, salaires et prix, niveau et mode de vie, en dépossédant les Français de leur souveraineté par l'étape intermédiaire de la multinationale européenne. Dans un tel contexte, les réformes ne consistent plus qu'à défaire la société, à faire sauter un à un tous les verrous de sécurité qui fondent le Bien Commun dont dépend le sentiment vital de solidarité citoyenne.

Entre ces deux sens opposés du même concept de *réforme*, force est aussi d'observer que le besoin permanent de recourir à ces multiples réglages visiblement insuffisants, puisque de plus en plus temporaires et

contradictoires, trahit l'instabilité inhérente à tout système excentré par rapport à l'équilibre biéconomique, en tant qu'expression sociétale des tares historiques de tout mono-système minoritairement dominé, ce qui réduit l'action politique et les enjeux idéologiques à un replâtrage aussi impossible que coûteux, gaspillant une proportion toujours croissante de ressources, tant humaines qu'environnementales, sous forme de rustines provisoires, bouées de sauvetage, renflouages ou autres soins sociétaux palliatifs. Au lieu de disposer positivement de toute ses énergies pour faire progresser sa croisière commune dans les meilleures conditions, chaque société se trouve contrainte de ralentir ou de stopper -quand ce n'est pas régresser- pour faire face aux multiples voies d'eau et pannes de moteur ou brisures de mât qui deviennent l'urgence du jour, au point de lui faire perdre le cap du bon port. D'où la multiplication insensée de taxes et d'impôts, de vaines allocations et subventions, de normes et de dérogations, de lois et de décrets censés favoriser, ajuster ou huiler telle ou telle pièce du « moteur sociétal », le plus souvent aux dépens d'un autre élément, tandis que les effets pervers de seuil ou de palier et les contradictions induites par la circularité de l'économie font empirer les situations affrontées, sans compter ici la lourdeur et le gouffre financier d'administrations pléthoriques, opaques et centralisées, dont certaines vont jusqu'à faire *et* défaire leur propre travail ! Il suffit d'observer le pathétique empirisme des promesses de « réforme » à chaque occasion électorale pour mesurer le degré croissant de rigorisme pifométrique caractérisant les choix politiques prétempérants. Car au fil des retouches sur le patchwork de l'Histoire ainsi constitué, la pelote inextricable qui se forme n'est que le reflet des mouvements erratiques constants induits par le désaxage sociétal propre au mono-systémisme, et il sera bientôt techniquement possible aux biéconomistes d'évaluer minutairement ce monstrueux gâchis humain, de démontrer à quel point seul l'équilibre minimoptimaximal de la partition-répartition à 50% aboutira au meilleur calcul socio-économique *objectif*, à la plus grande économie d'énergie propre à réduire enfin l'empreinte carbone de l'Humanité à son plancher incompressible, et surtout à la justesse scientifique sans laquelle ne peut s'établir aucune justice sociale durable, ni paix systémique, ni sérénité individuelle équilibrant notre double nature.

3 - Sexisme et Féminisme.

Pour considérer à présent la première subdivision des humains et les conflits latents ou ouverts qui en découlent faute d'universalisme, il est un fait historique indéniable que le « statut social » de la moitié féminine de l'Humanité est illégitimement infériorisé par la domination des hommes sur les quatre faces pyramidales, ce qui constitue *de facto* la discrimination la plus évidente pour chacun, et plus encore chacune, et justifie pleinement les revendications féministes visant à obtenir une égalité de droits, de chances et de liberté d'épanouissement en matière d'éducation, d'accès à l'emploi, de salaire et de conditions de travail, mais aussi de vie quotidienne et de représentativité sociétale d'ensemble dans les domaines culturel et politique, autant que socio-économique. Il est probable qu'au sortir de l'animalité, les proto-humains aient très tôt développé une différenciation spontanée vraisemblablement basée sur la force physique dominante des hommes et la fonction reproductrice de fait irremplaçable des femmes, à une lointaine époque où la violence la plus brutale primait dans l'environnement des premières populations, ne laissant d'autre choix que cette discrimination *naturelle* pour survivre, selon une répartition des tâches observable chez la plupart des espèces animales. Indépendamment de tout débat sur le genre, dont il sera plus loin question, force est de constater qu'une hiérarchisation s'est opérée à l'avantage quasi constant de la gent masculine, dans tous les domaines vitaux des sociétés humaines, procurant aux hommes un pouvoir, une domination *nette* sur les femmes, induisant une injustice que les progrès prétempérants n'ont encore jamais pu éradiquer de façon définitive, y compris dans les pays les plus avancés en matière de droits.

Du point de vue universaliste, intemporel, spirituel et objectif de l'égalité de toutes les vies humaines en termes de valeur intrinsèque, le sexisme définit un ensemble de préjugés culturels, d'actions et autres comportements concrets, assimilable à une violence collective *de facto* contraire au *sens* de l'Histoire comme à la conscience de l'Humanité. La

lutte subséquente des femmes pour leurs droits sera donc aussi vitale que légitime tant que les conditions *systémiques* de l'égalité et de la liberté individuelle entre les deux sexes ne seront pas garanties, et l'on sait désormais quelle évolution précise cela impliquera avant longtemps. Qu'il s'agisse de sociétés encore traditionnelles ancrées sur le sexisme religieux, ou de nations semi-démocratiques foncièrement patriarcales et tout aussi plombées par les inégalités mono-systémiques déjà observées, les injustices spécifiques envers les femmes obligent celles-ci à faire valoir leurs droits universels sous forme de luttes réactives impliquant une révolte individuelle ou collective contre l'ordre ainsi imposé par les mœurs masculines dominantes, dessinant une tendance d'émancipation croissante historiquement observable sur le très long terme, en dépit des occasionnelles régressions propres aux évolutions prétempérantes.

La réalité des inégalités et des privations -relatives ou absolues- de liberté subies par la plupart des femmes en tant que telles étant hélas avérée, le plus intéressant ici consiste à apprécier dans quelle mesure les innovations tempérantes pourront faire évoluer cet enjeu dans le bon sens et favoriser l'apaisement de cette inutile guerre des sexes sociétale. En l'occurrence, le cadre systémique délodiste et biéconomique sera à même de *citoyenniser* femmes et hommes *à égalité effective* de droits et de devoirs via l'équilibrage constant du minimoptimaximum et le salaire ou Revenu Universel évolutif correspondant, ainsi que grâce à la réalité d'une représentation politique statistiquement proportionnelle, dérivant du tirage au sort de jurés-délégués à fonction décisionnelle ponctuelle, que la solution finale retenue soit paritaire ou non, selon le libre choix des futurs citoyens délodistes. Les conséquences égalisatrices quant aux deux sexes seront immédiates sur le plan politique, sachant que toute autre identité sexuelle éventuelle librement assimilable à l'un ou l'autre sexe au gré de l'intéressé(e), (voire selon la proportion naturelle, et de fait scientifiquement confirmée par analyse génomique, de 1 à 2% de cas « intersexuels »), aura les mêmes chances de se trouver représentée politiquement et de participer aux délibérations et décisions collectives locales, régionales ou nationales. Cette évolution d'équilibrage, déjà en partie accomplie dans certains pays -mais de façon hélas encore factice

ou pernicieuse, propre à satisfaire une parité de façade entre politiciens professionnels sans suffisamment remettre en cause un leadership trop masculin- pourra se compléter en se légitimant grâce à l'universalisation citoyenne et à la participation occasionnelle de chaque *élu du sort*, sans aucun risque de professionnalisation clanique du rôle politique. Femmes et hommes jouiront dès lors d'un statut politique en tout point identique, d'un égal pouvoir de délibération et de décision, d'une égale liberté de participation volontaire éventuelle aux choix collectifs, chaque fois que le tirage au sort de jurys citoyens leur en donnera l'opportunité, ce qui ne pourra que favoriser un respect mutuel entre les deux sexes sur la base d'une seule et même condition républicaine individuelle.

Plus importante encore, car sans précédent, c'est la citoyenneté socio-économique propre à la définition biéconomique de la démocratie qui supprimera définitivement les inégalités entre hommes et femmes, en faisant s'effondrer les derniers remparts qui s'opposent à l'égalité des sexes en ce qui concerne l'autonomie vitale de chaque individu. Grâce à la participation de *tous* les adultes à la double existence qu'autorisera la partition-répartition via son équilibrage minimoptimaximal, femmes et hommes profiteront, sans aucune inquiétude vitale, des mêmes droits et devoirs socio-économiques et du même Revenu Universel subséquent, donc de la même liberté en termes d'autonomie matérielle, de temps personnel et d'accès aux richesses socio-culturelles publiques et privées, avec pour effet l'indépendance psychologique totale que cela procurera aux unes comme aux autres. On imagine facilement l'évolution rapide que cela entraînera inéluctablement au cœur des mentalités qui régissent les rapports entre les deux sexes, puisque la règle du jeu bi-systémique ne fera plus aucune différence entre femmes et hommes pour tout ce qui concerne l'autonomie individuelle, même sur la base d'un simple travail à mi-temps, libérant aussitôt les trop nombreuses femmes anormalement dépendantes de leur mari, et forçant les hommes à évoluer en direction d'un respect mutuel propre à supprimer tout abus de pouvoir, dans la vie de couple comme en contexte professionnel. Cette future *égalitarisation* minimale constitutionnelle, enfin matérialisée dans le vécu quotidien par la partition-répartition biéconomique, sera la seule façon de promouvoir

et surtout de *conclure* historiquement le mouvement de libération des femmes jusqu'à l'équilibrage universel définissant la citoyenneté socio-économique, tout en laissant à chacune et chacun la liberté du Domaine Privé qu'assure tout autant le principe de partition-répartition. En effet, en complément des droits et devoirs vitaux enfin égalitairement résolus, une véritable liberté « privée » sera aussi garantie indifféremment aux femmes comme aux hommes en termes de potentialité de réalisation et d'épanouissement individuels, puisque chacune ou chacun existera *aussi* sur la face privative de la médaille sociétale, avec, pour la première fois de l'Histoire de façon *citoyennement universelle*, un vrai choix de vie entre le temps et l'argent, aux antipodes de l'aliénation « totalitaire » de la confusion mono-systémique prétempérante.

En complément du Bien Commun de l'égalitarisme vital partagé via l'appartenance citoyenne de chacune et chacun au Domaine Public, femmes et hommes seront individuellement libres de différencier leur parcours dans leur Domaine Privé, non pas en tant que représentant d'un sexe spécifique, mais simplement comme tout adulte responsable de ses ambitions et autres priorités personnelles, très variables en fonction de chaque période de la vie, et toutes les inégalités apparentes sur ce côté individuel de l'existence ne seront que des différences assumées, en tout point méritées, sans plus jamais réduire en quoi que ce soit l'essentiel de la dignité sociale de chacun, telle que celle-ci se trouvera définie par la majorité citoyenne. Finie, la folle course à l'accumulation fébrile sous la pression d'un temps qui vous échappe, et dont les effets écologiques désastreux détruisent autant l'Humanité que la Nature. Finis, les choix impossibles entre famille et travail, tant pour les mères de jeunes enfants que pour leur mari ou compagnon, grâce à la flexibilité d'agencement du *contenu* de la partition-répartition bi-domaniale, avec, le cas échéant, le bonheur de pouvoir se relayer de façon équitable entre parents afin de profiter d'une authentique vie de famille et de transmettre aux enfants, via le temps partagé que supposent l'amour et l'éducation, des valeurs et exemples de vie plus apaisés que jamais. Une telle évolution répondra dans le mille aux attentes impatientes d'un progrès humain *qualitatif*, d'un mode et d'un rythme de vie apaisés, qu'une surcroissance mono-

systémique et inégalitaire ne pourra jamais procurer à tous, faute d'être techniquement compatible avec les notions de partage et de tempérance. Car c'est bien l'aspect vital non résolu des rapports entre hommes et femmes qui pollue les « microsociétés » familiales ou professionnelles, aboutissant à des injustices élargies jusqu'à l'échelon de la société toute entière, sur fond de justifications oiseuses qui séparent et finissent par opposer de plus en plus violemment des humains objectivement égaux au yeux de l'universel, au point de caricaturer les psychologies des deux sexes et d'encourager de multiples impasses réactives, individuelles ou collectives, aussi stériles qu'excessives.

. Il est dès lors possible d'affirmer à ce stade que le fossé culturel qui divise les femmes et les hommes, en tant que situation d'inégalité en tout point illégitime, ne se résoudra qu'en fusionnant les deux camps par l'avènement d'une même condition citoyenne universelle sur les quatre faces pyramidales de leur société, via l'unique solution respectueuse de la double nature de chacun que représente le délodisme biéconomique. En faisant *systémiquement* disparaître les abus de pouvoirs sexistes et tous les *excès* comportementaux dérivant historiquement de la confusion mono-systémique et de ses injustices sexuellement motivées, les progrès délodistes et biéconomiques *tempériseront* tout autant les sur-réactions conflictuelles, au point que même les « doutes identitaires » attachés à la masculinité ou à la féminité ne concerneront plus qu'une infime partie de la population, statistiquement évaluable à moins de 2% sur la base des génomes, dans la seule proportion incompressible des exceptions naturelles, tandis que femmes et hommes assumeront plus librement que jamais leurs comportements aussi différents que complémentaires, sans qu'aucune de ces différences ne soit source d'inégalité *indue*.

4 - Racisme, Colonisation et Immigration.

De même qu'il n'y a objectivement qu'une différence de degré entre l'esclavagisme et toute forme de *sur*-exploitation systémique plus ou moins atténuée, le racisme « pur et dur » est le point culminant d'une

échelle de détestation, de domination et d'exclusion dont les barreaux inférieurs débutent avec la peur suscitée par l'incompréhension d'une différence culturelle, le complexe de supériorité que procure le moindre pouvoir historique ou la plus petite gradation de richesse apparente, ce qui peut aussi bien se traduire par le nationalisme qui opposa longtemps les européens entre eux, les luttes ethniques qui séparent les africains au sein d'un même pays, les castes subdivisant encore maintes sociétés, en particulier asiatiques, voire les intolérances culturelles induites par toute division intra-sociétale en tant que moteur comportemental entretenant et justifiant les rapports de domination, en l'occurrence indûment fondés sur une apparence. Au sommet de cet empilement de haine caricaturale, le racisme, qui dérive d'un préjugé se basant sur la couleur de la peau, réduit l'intelligence de l'être humain au seul niveau de ses yeux, alors qu'il est scientifiquement démontré que toutes les apparences physiques d'une même et unique Humanité ne sont que le résultat physiologique de contextes géographiques et climatiques particuliers, lesquels influent par ailleurs sur les habitudes alimentaires, vestimentaires et culturelles que dicte ainsi chaque région terrestre.

S'il est paradoxal que le sens de la vue puisse aveugler à ce point notre entendement, force est de constater pour autant que chacun d'entre nous est sujet à une forme de racisme *potentiel* via le simple principe de la discrimination par affinité. Á dire vrai, il ne s'agit pas là d'une valeur consciente, mais de la force d'attraction spontanée selon laquelle « qui se ressemble s'assemble » *naturellement*, ce qui équivaut peu ou prou à distancier, voire « discriminer » au sens négatif, la dissemblance. Quelle que soit la couleur de peau ou la soi-disant « race » ressentie par chacun, force est de reconnaître qu'en situation d'expatrié cherchant compagnie, de patron souhaitant embaucher un collaborateur, voire de célibataire en quête de l'âme sœur, l'affinité culturelle dicte par réflexe un choix, une préférence innée pour ceux qui nous sont les plus proches, ne serait-ce que concernant l'expression, le tempérament ou quelque point commun anecdotique, ce qui est censé faciliter l'établissement du lien souhaité et réduire d'autant les risques et autres aléas d'incompréhension, mais qui peut aussi être perçu par tout demandeur exclu dudit lien comme une

discrimination frustrante, voire injuste. Tout choix véritablement libre s'opère par attirance *préférentielle*, autrement dit, par attraction *positive*, indépendamment du moindre rejet délibéré ou discriminant de qui que ce soit, et la liberté qui découle dudit choix tisse la trame quotidienne de notre vie sociale, quelle que soit la culture concernée.

Pour autant, dans ce même contexte élémentaire des relations interindividuelles, et qu'il s'agisse de différences socio-culturelles intra-sociétales impliquant de fait n'importe quelle couleur de peau ou autre apparence « physique » d'ordre ornemental ou vestimentaire, force est d'observer qu'en situation spontanée de *non-concurrence* suscitant un besoin de communication quelconque, tous les individus rendus ainsi aptes à se libérer de leurs affinités par le jeu des circonstances oublient aussitôt les réflexes collectifs préférentiels, peuvent sympathiser et très vite prendre plaisir à se découvrir « différents » en transcendant sans difficulté leurs apparences futiles, à l'image déjà mentionnée des soldats du film *Joyeux Noël* de Christian Carion. De fait, en situation d'urgence appelant à secourir un passant, d'échange entre parents d'élèves ayant pour l'essentiel les mêmes préoccupations, tout comme entre voisins de rue se saluant peu à peu plus longuement au fur et à mesure que fondent les craintes et la timidité, les occasions de communication aux échelons les plus interindividuels et quotidiens sont foncièrement pacifiques pour peu que le moindre premier pas positif donne le *la*, ne serait-ce que par un simple « bonjour ! », et les relations dès lors induites procurent, au gré d'une curiosité souvent promue par un intérêt extérieur commun, un enrichissement réciproque proportionnel aux échanges « culturels » des meilleures traditions possibles, au fil de contacts ainsi multipliés par les circonstances, a fortiori s'agissant de découvertes artistiques, artisanales et culinaires, avec le net avantage écologique de voyager sur place !

Cela étant dit, même en l'absence de tout enjeu concurrentiel, ce potentiel de communication positive se trouve inévitablement relativisé par *l'effet du nombre*, sitôt que deux cultures, dont chacune est réunie par le principe naturel de l'affinité, se *partagent* le même espace, dans la mesure où des us et coutumes bien trop différents séparent les mêmes

humains en proportion de leur regroupement culturel respectif. C'est le propre des subdivisions urbaines en quartiers et autres banlieues dont la spécialisation culturelle majoritaire provient autant de contraintes socio-économiques inégalitaires que du principe d'affinité, suscitant *de facto* un multiculturalisme auto-ségrégatif plus ou moins inévitable, à l'image si caractéristique des célèbres « quartiers » de New-York. Ces tendances de concentration géographique locale forcent les minorités à se déplacer afin de trouver un environnement plus proche de leurs habitudes, sous l'effet accélérateur du racisme territorial que favorise tout regroupement culturellement trop marqué, a fortiori quand des conditions de précarité ou de pauvreté exacerbent les ressentiments. C'est ainsi que se mêlent les trois notions de « race », de religion et de culture pour promouvoir la partition territoriale locale des grandes métropoles mondialisées, avec pour conséquence inévitable la coexistence d'individus principalement regroupés par affinité et solidarité culturelle, compartimentant d'autant leur commune humanité objective malgré le brassage géographiquement inéluctable que les unions interindividuelles finiront bien tôt ou tard par imposer. La coexistence en question, même sans mélange systématique indispensable, ne serait pas en elle-même un problème si elle ne dérivait que du libre choix de vivre et donc de se regrouper *entre* citoyens d'une même culture, selon le besoin positif de préserver les acquis légitimes spécifiques à une civilisation donnée, pour peu qu'à terme, les travers hérités du passé disparaissent au profit des seules valeurs universelles, objectives, philosophiques et spirituelles *de facto* communes à toutes les cultures, quels qu'en soient les modes d'expression spécifiques.

Ce qui fait problème, qu'il s'agisse du besoin de vivre ensemble entre citoyens d'une même culture, tout comme entre ressortissants de cultures très différentes se partageant un même espace, ou pareillement dans le contexte élargi des relations internationales, c'est la présence constante des enjeux vitaux, autrement dit, socio-économiques, dont la pesanteur divise les humains de toute couleur en dominants et dominés, selon une logique de regroupement sociétal historiquement pervertie par l'injustice, par la violence mono-systémique qui fonde l'exploitation des plus faibles à l'intérieur de chaque « société » comme entre contrées ou

continents, aboutissant à l'incohérence historique mortifère des guerres, en particulier coloniales. Car la véritable source historique qui alimente les ressentiments, les peurs, les haines et les jalousies, en les faisant peu ou prou correspondre statistiquement à des communautés définies par une culture, une religion ou une apparence physique donnée, n'est autre que la violence vitale dérivant des enjeux socio-économiques, dont les deux concrétisations principales se résument en injustices inter et intra-sociétales, si on les envisage dans l'ordre chronologique de l'Histoire.

Si des populations de culture et de niveau de développement trop différents se trouvent réunies sur un même espace « national » dans des proportions et des conditions agglutinantes ou ségrégatives, c'est avant tout le résultat de maintes luttes frontalières et autres colonisations qui ont ponctué l'Histoire de l'Humanité, autrement dit, de l'invasion et de l'exploitation des plus « faibles » ou des moins armés par les plus forts, selon une logique de domination exportant la pesanteur propre à chaque société, sur fond d'intérêts toujours bassement matériels, et donc socio-économiques plus encore que politiques, au travers d'une forme ou une autre d'asservissement, dont l'esclavage a constitué (et constitue encore en certains endroits) le pire portrait imaginable. Qu'il soit bien précisé ici que *tous* les peuples de l'Histoire ou *toutes* les pseudo-civilisations prétempérantes, fondées sur la violence d'injustices mono-systémiques aboutissant *de facto* à une quelconque domination minoritaire, ont été et sont toujours condamnées à l'exportation concurrentielle et guerrière de leurs abus de pouvoirs intrinsèques, en tant que simple transposition groupée des tares historiques régissant leurs relations sociétales internes. Qu'il s'agisse en effet de tribus se disputant un territoire de chasse, de cités grecques antiques en concurrence vitale, ou d'empires coloniaux augmentés par les progrès techniques de leurs armes, toutes les sociétés du passé et du présent cèdent à la tentation de dominer leur voisin, de le coloniser dans le but de l'exploiter autant que de se préserver, selon les mêmes tendances abusives d'une concurrence vitale mono-systémique internationalisée, comme l'atteste le néo-colonialisme constant des aires d'influence propres aux actuels pays dominants de la planète, même si

le processus correspondant est devenu plus commercial et financier que militaire ou trop explicitement politique.

L'esclavage sur prétexte ou à connotation raciste, comme toute autre forme « atténuée » d'asservissement d'êtres humains visuellement ou culturellement différenciés, a été le « fait historique » de *toutes* les sociétés un tant soit peu organisées de la Terre, indépendamment de leur taille, ce qui concerne aussi tristement les Africains entre ethnies que les Arabes vis-à-vis des Noirs, les Ottomans face à leurs vassaux, ou les Occidentaux du Commerce Triangulaire et des empires coloniaux, ainsi que tous les continents du globe, dans des proportions numériques peu ou prou équivalentes, et les frontières actuelles, résultat pour le moins aléatoire du passé, offrent dès lors des paysages sociétaux qui mélangent des groupes humains culturellement totalement différents, non sans les séparer distinctement en tant que prétexte à domination ou exploitation continue. Le résultat des annexions et autres envahissements fait donc coexister des populations culturellement peu comparables, sachant que celles qui se trouvent dominées s'avèrent légitimement exacerbées par la hiérarchisation socio-économique et politique qui les opprime, tandis que d'autres, réparties entre deux, voire plusieurs frontières, n'ont aucun droit à une existence autonome et *sociétalement* cohérente, à l'instar du peuple kurde, parmi tant d'autres. La mosaïque géopolitique résultant de cette logique entretient dès lors un jeu de violences ou contre-violences proportionnelles aux injustices ressenties, alors même que bien d'autres lieux métissés par les hasards de l'Histoire, il est vrai le plus souvent insulaires, mélangent le plus pacifiquement du monde des populations de cultures et de religions on ne peut plus différentes, ce que permet en l'occurrence une relative *égalité* de statut socio-économique et politique effectivement garantie. Comme il a déjà pu être constaté au travers de de ces *Réflexions Tempérantes*, c'est donc bel et bien l'exploitation ou l'exclusion socio-économique -doublée de son inséparable transposition politique- qui transforme la coexistence pacifique en conflit permanent, quel que soit l'alibi discriminatoire des diverses communautés présentes sur un même territoire.

Á ces évolutions inter-sociétales, devenues intra-sociétales par la force des absorptions concurrentielles, s'ajoute le phénomène historique des migrations massives et surtout de l'immigration caractéristique de la plupart des pays les plus riches, à la façon d'un effet boomerang d'ordre *démographique* favorisant inévitablement les populations des anciennes colonies, pour des raisons économiques par le biais de l'immigration de travail, mais aussi politiques via le droit d'asile, et peu à peu climatiques en dernier ressort, en conséquence de l'actuel réchauffement planétaire. L'immigration de travail ou d'emploi résulte principalement du besoin entrepreneurial d'importer massivement la main-d'œuvre la moins chère du monde plutôt que d'embaucher et de rémunérer à leur juste prix des concitoyens plus exigeants, sachant par ailleurs qu'en raison même de la surexploitation des travailleurs non qualifiés, les natifs ne sauraient être attirés par les emplois correspondants, laissant dès lors leur place à des immigrés dont la situation précaire peut temporairement se satisfaire des pires conditions de travail, y compris s'agissant aujourd'hui du sous-prolétariat ressuscité par l'*ubérisation* ou la dérégulation professionnelle mondiale. L'immigration « de travail » en provenance des pays les plus pauvres se révèle ici d'autant plus forte que la misère de ces derniers est savamment entretenue par le jeu pervers des relations, tant économiques que politiques, « d'ordre » international, pour ne pas dire en réalité de désordre postcolonial. En effet, tous les pays riches continuent de mener la danse macabre du commerce mondial en s'appuyant chacun sur son aire d'influence, dans le cadre du néocolonialisme qu'induit la prédation des ressources fossiles en particulier, et ce, grâce à la complicité active de nombreux dictateurs et autres pseudo-présidents à vie, trop heureux de s'accaparer la manne financière internationale, avec la conséquence inévitable de la misère croissante de leur *sujets*, laquelle condamne ces populations désespérées à prendre tous les risques pour tenter de gagner des « El Dorado » plus que relatifs, compte tenu de l'incohérence *socio*-économique de l'ultralibéralisme via la désindustrialisation programmée des pays dominants.

Pire encore, les manigances diplomatiques et politiques propres à ce néo-colonialisme entraînent des crises, guerres et autres famines ou

épidémies quasi constantes, sur un fond toujours plus glauque d'intérêts militaro-industriels, à tel point que même l'obligation internationale du droit d'asile accroît sans cesse une immigration en réalité économique - et plus récemment climatique- alors qu'il n'y a plus assez d'emplois disponibles pour accueillir dignement autant de personnes dans les pays faisant office de destination migratoire. Par intérêt économique autant que par mauvaise conscience politique, les dirigeants de ces derniers ont abandonné toute cohérence en la matière, en finissant par tolérer une immigration illégale prétendument incontrôlable, révélant ainsi au grand jour l'impuissance ambiguë des politiques sur-centralisées des pseudo-démocraties, à plus forte raison s'agissant de la France, dans le carcan d'une Europe supranationale vouée à la domination de l'argent et de sa myopie court-termiste. La passoire frontalière s'en trouve d'autant plus largement trouée que les gagnants véritables de l'immigration massive sont les *sur*dominants ultralibéraux qui mènent la danse européenne, au prétexte tout touvé d'un humanisme sans frontière.

L'immigration croissante est donc devenue une réalité inhérente aux pays les plus riches du monde par leur propre « faute » historique, en résultat direct de leur incohérence mono-systémique comme de leur domination minoritaire, et les nombreuses populations ainsi concernées, autochtones ou importées, sont à égalité les dindons de la farce, car peu ou prou exploitées et abusées par la même logique d'injustice en réalité *trans-sociétale*. Ce processus de stupide et cupide pesanteur historique alimente en conséquence de légitimes frustrations réciproques, aussitôt récupérées par d'opportunistes attiseurs de violence ou contre-violence, sous de fallacieux prétextes de religion, de « race » ou de culture, alors qu'en réalité, de part et d'autre des pseudo-frontières ainsi exacerbées, lesdites populations sont assujetties à une seule et même injustice socio-économique et *culturo-politique* prétempérante et minoritaire, y compris à l'intérieur même de chaque communauté sub-sociétale.

En raison de la coïncidence statistique des inégalités comme des injustices avec la réalité sociétale d'apparences, de cultures et surtout de religions spécifiques, les systèmes dominants, dans leurs dimensions ci-

dessus précitées, s'avèrent alors facilement accusables de racisme ou de xénophobie « relatives », indépendamment de toute intention délibérée, alors même que les citoyens autochtones ou assimilés de longue date, dans leur immense majorité, sont depuis longtemps libérés des préjugés racistes d'une ère coloniale révolue. Ainsi, la pesanteur systémique qui exploite et divise indifféremment les populations anciennes ou récentes d'un même pays alimente des ressentiments collectifs hélas justifiés du seul point de vue sociétal global, suscitant des frustrations doublées de vaines divisions concurrentielles entre anciens et nouveaux exploités, au point de déguiser cette mise en concurrence socio-économique en néo-racisme et antiracisme *ressentis*. En dépit des caricatures verbeuses qui déforment cette réalité systémique en un soi-disant choc de civilisation, il ne s'agit-là, en particulier pour le cas français, que de la très mauvaise gestion d'une immigration improvisée par des politiciens minoritaires au service de la finance et du commerce international, en suscitant tout exprès une concurrence délétère entre un « vieux » peuple déjà appauvri par son exploitation et précarisé par l'arrivée d'une nouvelle population encore plus pauvre, et cette dernière, elle-même inévitablement frustrée par comparaison et en quête du bien-être et du statut décent que mérite tout citoyen honnête.

Cette superposition discriminante mêlant sans vergogne origine, race supposée, culture et religion, divise artificiellement des populations dominées objectivement très ressemblantes, symétriquement assujetties et manipulées par des pouvoirs économiques, politiques et religieux, (systémiques ou réactifs), qui font le lit des marchands de peur et autres promoteurs de division, en tant qu'idiots utiles des véritables dominants. En réalité, si le moindre « choc » d'envergure entre deux populations en situation de coexistence s'opère, ce ne peut être là qu'un choc de *sous*-civilisations ou de *pseudo*-civilisations, tant il est vrai que toute violence groupée résulte d'abord de dominations minoritaires illégitimes de part et d'autre du gouffre qui se trouve ainsi creusé dans le seul intérêt des dominants de chaque bord. Face à cela, le moindre recul universaliste fait comprendre la bêtise primaire de la pesanteur sociétale sous-jacente et procure à toute conscience éveillée la sagesse de ne jamais suivre les

va-t-en-guerre de l'Histoire, dont la haine irrationnelle ne dicte que la couardise d'envoyer tous les autres au *casse-pipe* à leur place, pour ne satisfaire qu'une ambition bassement « matérielle » ou assouvir quelque pulsion autocratique de psychopathe mégalomane.

Ainsi se mêlent dangereusement de nouvelles formes de racisme ou d'antiracisme exacerbé en racialisme et autre détestation des Blancs, sur fond de revanche anticoloniale décalée ou anachronique, et sous la pression intense du néo-colonialisme mondialisé et de ses gravissimes conséquences sociétales et écologiques, pour maintenir l'Humanité dans la peur qui garantit l'obéissance aveugle, tandis que l'avenir visiblement bouché de cette folle logique mondialiste, ultralibérale ou dictatoriale selon le cas, fait ressurgir les impossibles « règlements de compte » du passé, au travers de la mode des commémorations et autres discours de repentance, dont l'effet reste vain par défaut de réciprocité minimale. L'absence de vision d'avenir se déguise ainsi en célébration d'un passé tout aussi honteux que glorieux, tout comme la panne structurelle d'un mondialisme néolibéral mis devant le fait accompli de ses non-sens et de son impasse pousse certains dominants mondiaux à demander pardon en plaidant coupable, mais seulement vis-à-vis du passé, pour ne surtout pas changer l'avenir du présent ! Dans la mesure même où la notion de dette envers les anciennes colonies est bien réelle, elle doit supposer une relecture plus objective de l'Histoire, et surtout une volonté *réciproque* d'apaisement et de classification sans oubli, à la façon dont Français et Allemands se sont immédiatement réconciliés après la Seconde Guerre Mondiale, chose tout-à-fait aisée à accomplir, à la seule condition que les dirigeants concernés ne surfent pas tout exprès sur la pérennisation d'une situation conflictuelle révolue, ce qui est -hélas !- la solution de facilité de leaders intellectuellement malhonnêtes, en proportion directe d'une douloureuse absence de démocratie.

Le brassage géographique des peuples via de multiples formes d'immigration fait partie intégrante d'une évolution planétaire logique, et le repeuplement d'une Europe vieillie, d'un continent riche et vidé de sa substance démographique, correspond aux besoins de migration en

provenance de terres trop pauvres, devenues inhabitables plus encore en raison d'une dégradation socio-économique et politique constante que par la faute d'un changement climatique trop récent. La responsabilité historique de l'Occident, en raison de sa position dominante, se double de l'incohérence libérale du marché mondial, lequel n'a jamais vraiment favorisé le décollage économique des pays les plus pauvres, ce qui a eu pour effet d'entraîner et d'y prolonger indéfiniment le stade critique de l'explosion démographique, avec les résultats que l'on peut observer, en particulier en Afrique. Toutes les tensions culturelles induites, telles que relatées plus haut, n'aboutiraient pas à une situation de surpopulation ni de communautarisme exacerbé si les principales sociétés concernées étaient déjà réellement démocratiques et dûment biéconomiques, c'est-à-dire respectueuses de l'intérêt universel commun à tous les peuples de la Terre, comme à chacun de leurs citoyens.

Alors même qu'ils perdent déjà le contrôle de la planète au profit de la Chine, de l'Inde ou d'autres pays « émergents », l'Occident et ses démocraties toutes relatives se retrouvent au banc des accusés, en tant que culture et systèmes, bien que toute la planète n'ait de cesse d'imiter ou de souhaiter le même type de développement en termes de confort matériel et social, ainsi que de progrès politique ô combien incomplet, ce qui n'est pas ici le moindre des paradoxes, puisqu'en réalité, c'est précisément et uniquement le mono-systémisme pseudo-démocratique qui mérite d'être urgemment remis en cause. Tous les drames sociétaux et inter-sociétaux prétempérants ne dérivent que de cette « double tare historique », *de facto* présente dans *toutes* les sociétés humaines, mais dont certaines circonstances plus ou moins fortuites ont décuplé, voire centuplé la puissance des Occidentaux sur un niveau planétaire, en tant qu'initiateur d'un prototype de société ou pseudo-civilisation mondiale en douloureuse gestation.

Il est tout aussi vain qu'injuste d'accuser la science, le progrès technologique et la culture occidentale de tous les maux, y compris sur le versant écologique, alors que c'est principalement la *façon* dont ces connaissances ont été utilisées et les *finalité*s afférentes qui ont abouti

aux aberrations observables de nos jours. De même est-il foncièrement idiot de questionner le principe même de la démocratie sur la base des faux systèmes indûment autoproclamés démocratiques qui ont entériné des pouvoirs minoritaires biaisés par leur fondation mono-systémique, dans la mesure ou la démocratie véritable, en tant que gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple, n'a encore *jamais* existé, et pour les raisons que l'on sait. Dans ces conditions, le salut indispensable à la planète, tant humain qu'écologique, passera forcément par les solutions du délodisme politique, de la biéconomie sociale et de la Tempérance culturelle, sauf à conclure avant longtemps l'Histoire de l'Humanité par un suicide collectif totalement délibéré, puisque désormais évitable.

Tout comme la citoyenneté universelle ne connaît ni femmes ni hommes, ni Noirs ni Blancs, entre maintes autres subdivisions plus ou moins naturelles ou fictives, la partition-répartition biéconomique est le seul moyen de définir, de transcender et de pacifier la double nature individuelle et collective commune à *tous* les humains de la Terre, selon une mesure minutaire objectivement fixe et égale à toute époque et en tout lieu, en préservant pour autant la souplesse évolutive des cultures et en libérant par la même occasion leur indispensable évolution *positive* vers l'universalité pacifique et sa finalité spirituelle supérieure. Dès lors, l'intelligence consistera à s'unir entre dominants et dominés d'un passé sclérosant, sous l'impulsion très majoritaire des seconds, pour rejoindre ensemble le fameux *centre* de la roue sociétale et arrêter d'inverser les rôles à coup de réaction vengeresse périodique. Il est ainsi démontré, et vérifiable par l'observation consciente de chacun, que la dramatisation mortifère des relations sociales et inter-sociétales ne provient que du ressort vital mis en lumière par les innovations, à la fois conceptuelles et techniques, proposées au très long cours de cette croisière réflexive. Cet ensemble de recettes *universelles*, car respectant enfin le sens profond et irréversible de l'Evolution depuis le mystérieux Big Bang, offre tous les outils indispensables à la résolution des tensions culturelles spécifiques appelées racisme ou colonialisme, tant s'agissant des entités sociétales, que des communautés ou des relations interindividuelles

Il suffira au lecteur de visualiser les conditions pratiques d'une citoyenneté égalitaire locale et minimale, respectant la liberté de chacun au-delà du minimoptimaximum, par quartier-village, ville, département et ensemble républicano-démocratique, pour comprendre à quel point la solution *tempérante* fera fondre comme neige au soleil tous les préjugés indus, d'ordre culturel, « racial », religieux ou socio-professionnel, dès que chaque adulte sera enfin responsabilisé à stricte égalité de droits et de devoirs *vitaux*. Là se trouve le dénominateur commun de l'Humanité, dans sa dimension pratique la plus indispensable pour se sentir citoyen d'une même « nation » et partager les mêmes valeurs objectives, pour s'échanger et mêler de la façon la plus humainement enrichissante les si nombreuses richesses culturelles de chaque communauté, tout en *triant* le meilleur du moins bon, sur la base dès lors spontanément ressentie de la légitimité ou compatibilité universelle. Sans oublier l'Histoire et son passé révolu, les « nations » ont déjà commencé à évoluer malgré elles dans la direction d'une civilisation planétaire nécessairement métissée ou *créolisée* à terme, en passant par le stade intermédiaire inéluctable d'un multiculturalisme qui ne saurait être pacifié et rendu profitable à tous que par les recettes *tempérantes*, seule garantie de préservation des meilleurs apports interculturels au sein d'un équilibre progressivement généralisé. Cette évolution ne sera en aucune manière incompatible avec la souveraineté quadridimensionnelle la plus locale qui soit, puisque la mesure minutaire sera la base directe et comparative d'un calcul propre à inclure tous les paramètres sociétaux et écologiques en jeu, au fur et à mesure des progrès *qualitatifs* des sociétés tempérantes de demain, et qui plus est, sans la moindre discontinuité d'échelle.

En situation de tempérance délodiste et biéconomique, le filtrage permis par l'émancipation vitale de chaque citoyen ne conservera que le meilleur de chaque culture, sur ses quatre dimensions pyramidales, ne suscitant plus aucune frustration ni jalousie justifiée, et interdisant les leaderships ou prises de pouvoir minoritaires par définition illégitimes, ce qui aura pour effet, en matière de relations internationales, de rendre chaque pays souverain plus autonome, respectable et respectueux des autres, réduisant dans les mêmes proportions les besoins d'émigration

forcée pour raison socio-économique, politique ou culturelle, tandis que les relations interculturelles intra-sociétales s'apaiseront sur la base d'un même dénominateur commun de citoyenneté, via la partition-répartition biéconomique et la garantie égalitaire du minimoptimaximum.

Autant dire qu'en comparaison à de telles promesses de Justice et de Paix, les stériles violences psychologiques, verbales ou physiques des rapports humains d'aujourd'hui, sous prétexte de culture, de « race » ou de religion, n'ont aucune chance de faire progresser l'Humanité vers le bonheur et le bien-être partagés qu'elle mérite, vers cet idéal qui fonde le propre de notre quête d'humanisation depuis les tout premiers éclairs de la conscience qui nous anime, puisque la moindre lutte visant à éliminer, exclure ou dominer des groupes ou des individus se ferme aussitôt la porte de l'universalité, du fait même qu'elle dépasse le point d'équilibre égalitaire et légitime prétendument visé, le cas échéant.

5 - Les Cohabitations Interculturelles.

De même que les pays ou nations constituant le puzzle mondial ne pourront équilibrer et légitimer leur relations qu'au fur et à mesure que chaque peuple se rendra majoritairement souverain et s'apaisera via le délodisme biéconomique, les cultures partageant un territoire donné, même de façon librement distinctes via le principe d'affinité, devront bientôt s'émanciper de leur propre part d'injustice et d'illégitimité pour profiter de leurs meilleurs apports mutuels. Car il faut bien comprendre qu'en réalité, toutes les occasions de frictions interculturelles, tant intra qu'inter-sociétales, proviennent *exclusivement* des faiblesses affectant les cultures concernées, de leur part de négativité face au sens universel de l'Histoire objective, en raison de la tare fondamentale prétempérante que constituent les abus de pouvoir minoritaires et la violence culturelle qu'ils suscitent et entretiennent, en lien souvent direct avec une injustice temporelle dès lors illégitime. Sans abus de pouvoir au sein même de chaque « culture », il n'y a aucune raison de frustrer et de manipuler les adeptes correspondants, ni d'être agressif envers une autre communauté

pour peu que cette dernière soit elle-même culturellement tempérante. La violence à la source de toute attaque délibérée envers autrui, comme de tout expansionnisme collectif, n'est que le résultat d'une forme de manipulation minoritaire sans aucun fondement objectif du point de vue de l'universalité, puisqu'elle trouve son origine dans le non-respect de l'égalité *pré-historique* de tous les membres d'une seule et même espèce humaine.

Les contacts internationaux entre pays de cultures plus ou moins différentes, tout comme la cohabitation multiculturelle dans le contexte d'un territoire particulier, ne deviennent des problèmes qu'à travers les injustices socio-économiques et autres manipulations idéologiques qui se trouvent véhiculées et transmises, à la façon hyper-contagieuse d'un virus mortifère, en lieu et place des enrichissements mutuels qu'offrent les us et coutumes positifs de chaque culture, c'est-à-dire les traditions entre autres artistiques, philosophiques, alimentaires et architecturales qui sont compatibles avec l'universalité, le bien, le bon, le beau, le vrai, précisément *via* le *juste*. S'il peut paraître a priori préférable que chaque culture se développe sur son propre terreau géographique et climatique originel, en rapport étroit avec ses ressources, et autant que possible en parfaite osmose écologique, force est aussi de constater qu'un brassage civilisationnel équilibré et pacifique est également souhaitable, comme occasion de promouvoir l'espèce humaine, ne serait-ce que d'un point de vue génétique par le métissage inévitable des jeunesses à long terme, dans le cadre d'une Terre rapetissée par des moyens de communication dont l'effet est de promouvoir déjà une conscience *citoyenne* planétaire.

Á l'inverse de l'actuelle improvisation néolibérale qui dévoie les principes humanistes à des fins d'exploitation maximisée, au sein d'un anonymat centralisé ingérable, l'immigration *communale*, organisée de façon tempérante, démocratique et biéconomique, ne peut que garantir un parfait équilibre objectif entre intégration et assimilation, grâce à la répartition égalitaire minimale des droits et devoirs de tout adulte, natif ou non du territoire considéré. La participation minimoptimaximale de chacun sera le meilleur outil d'intégration vitale garantie et immédiate,

tout en laissant la liberté d'une existence culturelle « privée », un peu à la façon de la vie japonaise, qui sait allier tradition et modernité sans la schizophrénie d'un mélange *de facto* impossible. Ainsi, émancipés de toute inquiétude ou frustration vitale par la Garantie Citoyenne et son salaire ou Revenu Universel, anciens et nouveaux citoyens partageront la même dignité et la même utilité commune, tandis qu'en lieu et place de la concurrence actuelle sur fond de crainte et de jalousie, les contacts laisseront place à des relations de découverte mutuelle et de solidarité citoyenne effectives, enfin dépourvues des injustices que représentent la dépendance abusive et la charité forcée.

La richesse véritable d'une *société* digne de ce nom étant fondée sur l'humain et les services en lieu et place du gaspillage matériel de la surproduction, les Communes Tempérantes auront largement de quoi accueillir de nouveaux citoyens, a fortiori dans le cadre de néo-quartiers urbains enfin devenus aussi autonomes et responsables que possible, et plus encore s'agissant des innombrables bourgades provinciales rendues désertes par les déséquilibres métropolitains d'une économie mondiale ignorante de la valeur de ses « territoires » périphériques. La liberté de s'installer dans n'importe quelle contrée tempérante, sous condition de l'acceptation d'une Commune précise, via une procédure *juste* associant des intérêts réciproques et tenant compte des possibilités concrètes d'un accueil digne propre à inclure les quatre dimensions pyramidales, sera le moyen équilibré de répartir les populations intra et inter-sociétales de la meilleure façon possible, et de transformer en atout précieux, et utile dès la première semaine de présence, une immigration dès lors maîtrisée par des frontières, doublée d'une « citoyennisation » localement contrôlée, condition *sine qua non* de toute gestion biéconomique et d'un accueil individualisé facilitant l'intégration par son échelle humaine.

La responsabilisation communale (et même intra-communale par quartier-village) de l'accueil et de l'intégration de tout nouvel arrivant, grâce aux garanties de la partition-répartition, aura pour effet de rendre compatibles tous les droits humains fondamentaux avec la souveraineté concrète la plus locale possible, en fonction logique des possibilités et

des besoins ressentis de part et d'autre du « contrat » d'accueil, ce qui réduira d'autant les risques d'exclusion, de ghettoïsation (hors affinité) et de délinquance subséquente, caractéristiques de la situation française présente, pour ne citer que ce « contre-exemple » d'accueil systémique. Il sera possible d'accueillir avec le même bénéfice sociétal et individuel des « demandeurs » qualifiés désireux de promouvoir leur expérience professionnelle à l'étranger, ou des « migrants » plus ou moins forcés par le destin à fuir une misère socio-économique ou climatique avérée, et dont les emplois plus basiques, tout aussi utiles que n'importe quelle autre métier, mériteront le Revenu Universel objectivement légitime, tel qu'évalué par la majorité démocratique pour *tous* les adultes, (quitte à ce que dans ce dernier cas, une période probatoire d'emploi-formation payée par le travail de l'intéressé soit nécessaire, le cas échéant, au gré des circonstances historiques et de l'évolution des mentalités). Même si la citoyenneté peut requérir à juste titre quelques précautions ainsi qu'un certain délai avant d'être accordée par mérite à de nouveaux arrivants, il est essentiel d'associer tout adulte étranger aux droits et devoirs de la Garantie Citoyenne, via son travail en participation minimoptimaximale, tant il est vrai qu'il ne saurait y avoir de façon plus efficace d'enseigner par l'expérience, en parallèle à une formation minimale, tous les tenants et aboutissants d'une intégration réussie, dont la sécurisation obligera au respect des différences individuelles méritées, c'est-à-dire légitimement acquises au-delà du Revenu Universel.

Dans un tel contexte d'accueil, la justice évidente et palpable de la société tempérante forcera sans peine chaque personne accueillie -et dûment informée- à respecter l'autorité d'une Loi devenue égale pour tous en ce qui concerne le vital et le suffisant, responsabilisant chaque citoyen et *aspirant*-citoyen, et autorisant dès lors une fermeté sans faille (et d'autant plus immédiate et efficace qu'elle sera localement assurée) face au moindre manquement délibéré. Il est dès lors logique d'inférer qu'une telle transparence, fondée sur l'équilibre optimal entre la dignité individuelle et la solidarité collective, fera enfin *aimer* le pays d'accueil par tous ceux qui auront la chance insigne de pouvoir le rejoindre, car ces derniers ressentiront la fierté d'appartenir à une collectivité humaine

supérieurement juste et pacifique, ce qui sera propre à encourager tous les peuples de la Terre à adopter la recette délodiste et biéconomique, afin de profiter de la variété d'une universelle Tempérance culturelle, sur le même socle d'une équité socio-économique iso-proportionnée au degré de développement de chaque pays.

6 - Le Cas Français de l'Immigration Africaine.

Comme la plupart des pays développés occidentaux, la France est démographiquement constituée d'un peuple multicommunautaire en termes d'origine géographique, de « pigmentation cutanée », de culture et de religion, résultat d'une Histoire particulière en lien direct avec les anciennes colonies et autres protectorats, et faisant suite aux précédentes immigrations européennes, originellement selon la double logique d'un besoin de main-d'œuvre attirant des travailleurs étrangers eux-mêmes en quête désespérée d'emploi, puis de plus en plus, le rapprochement familial aidant, pour une installation définitive traduisant de la part des immigrants le souhait et l'aveu implicite d'y vivre mieux qu'ailleurs, en particulier en raison des progrès sociaux d'un État-providence parmi les plus généreux de la planète. La France est dès lors devenue une terre d'asile, une nation a priori accueillante, majoritairement empreinte de l'humanisme universaliste enfanté par le fameux couple historique de la Chrétienté et de la « Révolution » des Lumières, ce qui est tout à son honneur et devrait nourrir la fierté des néo-citoyens ainsi concernés en tant que Français d'adoption.

Or, il faut bien reconnaître ici qu'à la différence des précédentes « vagues » d'immigrations italiennes, portugaises, ou polonaises entre autres, dont les communautés ont fini par s'intégrer ou s'assimiler assez rapidement, non sans maintenir pour autant de très étroits liens culturels, familiaux et psychologiques avec leurs racines, la greffe plus récente des néo-français d'origine africaine semble plus longue à s'opérer, au point même de s'aggraver au fil des générations, impliquant des risques de « rejet réciproque » qui entretiennent et exacerbent un conflit culturel

spécifique, une incompréhension notoire, sur fond de crainte ou d'espoir d'un « grand remplacement » à venir, en guise de vengeance d'un passé colonial dont les cicatrices s'avèrent écorchées tout exprès par nombre d'opportunistes médiatiques ou politiques.

La motivation avant tout économique de l'exploitation facile des travailleurs étrangers a déjà été soulignée, et le choix *politique* de faire venir ou laisser venir des vagues successives d'immigrés actifs, le plus souvent sous-rémunérés, apparaît comme l'origine historique indéniable d'une immigration de travail, peu à peu devenue « familiale » au fur et à mesure de l'obtention méritée du droit au regroupement, tandis que plus récemment, depuis les accords de Schengen, la trop fameuse ouverture européenne, doublée d'une porosité frontalière délibérée, a transformé la vague en une déferlante sous un prétexte pseudo-humanitaire propice à l'effondrement de toute forme de structure nationale autonome, dans le seul intérêt visible des pouvoirs économiques d'envergure mondiale, et alors même que le nouvel ordre planétaire désindustrialisait l'Europe, et la France en premier lieu. Dès lors, l'immigration « de travail », plus dérégulée et exploitée que jamais, s'est doublée de l'arrivée massive et bien compréhensible de populations « sans qualification », de plus en plus précaires ou dépendantes, motivées par le besoin vital de profiter des soins et autres allocations ou avantages sociaux dont la France s'est fait une spécialité. Le rythme et la disproportion des arrivées légales, et plus encore illégales, sont devenus tels que tous les aspects de la société d'accueil s'en trouvent perturbés, plombés et dénaturés au point de ne plus pouvoir créer les conditions d'une intégration décente, suscitant dès lors une déception et un ressentiment symétriques entre autochtones et nouveaux arrivants. Par ailleurs, nombre de *néo-Français* de deuxième ou troisième génération restent étrangers à leur propre pays, soit parce qu'ils se sentent injustement discriminés d'une façon ou d'une autre, soit par préférence plus délibérée de repli identitaire, rejetant en bloc les valeurs et modes de vie des Français dits *de souche*, sous l'influence de quelque stratégie idéologique ou pseudo-religieuse extérieure, et ce, d'autant plus facilement que la « société d'accueil » se révèle décadente et par trop inégalitaire à maints égards.

Ce grave malentendu, aux effets culturels désastreux, est en tout premier lieu le résultat d'une économie de marché qui se moque de la notion même de société humaine, la conséquence de la politique socio-économique ultralibérale telle qu'imposée par la vision anglo-saxonne d'un Reagan ou d'une Thatcher, au service des banquiers de la haute finance ou des actionnaires de multinationales, et dont la planète entière paie aujourd'hui le prix fort, en risquant les pires ruptures sociétales et internationales, outre la revanche d'une Nature surexploitée. Ce système mondialiste, qui ne correspond en rien à l'idéal des Français et suscite chez eux une dépression généralisée, une « perte de sens » en tout point opposée aux principes de leur devise républicaine, est la conséquence logique des inégalités et injustices prétempérantes auxquelles se mêlent des aspects ségrégatifs culturels, au sens des us et coutumes, mais aussi, « raciaux » et religieux, qui ne peuvent qu'envenimer les faux-contacts en suscitant une forme de ghettoïsation semi-volontaire. Dès lors, tous les ressentis négatifs, individuels et collectifs, peuvent se trouver fondés en même temps que leur contraire, toutes les critiques et doléances plus ou moins parcellaires des vécus opposés s'avèrent hélas recevables, sur la base d'une réalité *historique* qui divise ici et là la même Humanité, ce qui ne doit pas nous empêcher de considérer qu'après tout, il est naturel que les délais et difficultés de l'intégration ou assimilation citoyenne soient proportionnels à la distance culturelle qui sépare les populations en cause. De fait, s'il a déjà fallu deux ou trois générations pour que des Italiens, Portugais ou Polonais « s'intègrent » durablement, il n'est pas surprenant qu'il faille beaucoup plus de temps, s'agissant ici de cultures plus lointaines encore, ce qu'aggrave particulièrement une concentration banlieusarde des plus problématique. Par ailleurs, il faut bien admettre que les conditions d'une assimilation *française* ne sont plus réunies dès lors que les proportions démographiques ont dépassé le stade critique de ce qui peut être culturellement « digéré » par l'ensemble sociétal, ce qui ne laisse plus que les deux possibilités d'une intégration distincte faisant cohabiter des cultures différentes sur un même territoire « national » dès lors multiculturel (à la façon anglo-saxonne et surtout américaine) ou la fusion, à terme inévitable et à vrai dire objectivement souhaitable, d'une

nouvelle population métissée, dont la composition et la nature culturelle ne peuvent dépendre que des évolutions démographiques propres aux diverses populations concernées, ce qui nourrit les thèses extrémistes du « grand remplacement », sous forme de crainte injustifiée du seul point de vue universaliste.

Dans la mesure où les populations dérivant de l'immigration, en particulier d'origine africaine, ont des comportements plus natalistes que les Français blancs ou européens qui les accueillent d'une façon ou d'une autre, un basculement démographique inévitable pourrait s'opérer à terme, impliquant soit une fusion génétique inversée par le mélange progressif des diverses populations en jeu, avec toutes les évolutions culturelles correspondantes, soit la « disparition » pure et simple de la population d'origine si aucune fusion ne s'avérait possible, ce qui serait le résultat, avant toute autre chose, de la décadence démographique et culturelle de la population disparue. En réalité, on peut faire confiance aux unions interindividuelles entre toutes les populations concernées, en dépit des réticences et autres inerties culturelles, pour mixer à terme les héritages génétiques via un métissage aussi inévitable que bénéfique, tandis que parallèlement, le développement socio-économique des néo-citoyens ainsi que tous les contacts interculturels inévitables feront aussi évoluer les mentalités, non seulement en termes de tolérance mutuelle, mais aussi en matière de procréation, favorisant à l'avenir un taux de natalité à la fois équivalent et stabilisé entre les divers sous-ensembles démographiques constitutifs de la nouvelle population française. Mais force est de constater que ce qui retarde une telle évolution, tant au sein d'une société multiculturelle qu'internationalement s'agissant du besoin de développement des pays les plus pauvres, n'est autre que le couple de l'injustice mono-systémique et de la privatisation minoritaire de tous les pouvoirs politiques et culturels, via des régimes pseudo-démocratiques ou totalitaires selon le cas, jusqu'au niveau de leurs conséquences inter-sociétales et planétaires.

Toutes les frictions culturelles ou comportementales observables entre la population autochtone et les nouveaux arrivants sont une réalité

historique à double face qui donne partiellement et partialement raison à presque *tous* les points de vue qu'elle suscite, sur la base d'observations vécues de part et d'autre du « fossé » ressenti, tant il est inévitable que chacun soit choqué par les *pires* aspects de son vis-à-vis, et force est de reconnaître que ce sont toujours les travers, insuffisances et autres abus de chaque culture qui sont à l'origine des rejets les plus marqués, tandis que les réactions se trouvent aggravées par des « décalages » concernant aussi le degré d'évolution de chaque culture en terme de maturité, c'est-à-dire de progression par rapport aux valeurs universelles de l'Humanité et au sens objectif de l'Existence. La nouvelle recette sociétale en cours de préparation, improvisée à la sauce « financière » est structurellement ratée et retardée par le double effet de disproportion et d'accélération si caractéristique de l'aveuglement ultralibéral, mais aussi par le décalage temporel des civilisations en cause, entraînant la formation de grumeaux démographiques et culturels plus long à dissoudre ou faire fusionner que par le passé, principalement parce que chacun des ingrédients culturels impliqués s'avère historiquement imparfait, en tant qu'amalgame confus de sous-composants objectivement positifs, *mais aussi négatifs*, vis-à-vis des valeurs universelles explorées dans le chapitre 10 de ce Livre III.

Il suffit au lecteur de dépasser le stade du ressenti immédiat ou de l'émotionnel en se plaçant au-dessus de l'Histoire, en adoptant ainsi la neutralité du sommet pyramidal par rapport aux quatre faces toujours incluses dans chaque réalité contradictoire, pour comprendre que ce qui nourrit les conflits et malentendus culturels induits par une immigration relativement massive tient exclusivement aux écarts comportementaux causés par toutes les formes d'injustice systémiques *et* communautaires, d'ordre socio-économique, politique ou culturel. En réfléchissant un tant soit peu à partir de n'importe quelle situation concrète opposant deux ou plusieurs cultures en situation de coexistence territoriale (ou même de contact international), on constate que les causes de crainte, de jalousie, de haine ou de conflit expriment de façon *comparative*, directement ou par réaction, une distance ou déviance par rapport à l'axe des valeurs objectives universelles, alors même que seules ces dernières peuvent

rendre les cultures compatibles, et leur diversité *complémentarisante,* ou mutuellement enrichissante.

Sous l'effet amplificateur et déformant de la plupart des médias officiels -et plus encore désormais *individuels* via le Web- et sachant par ailleurs que les pires informations et autres *infox* ont semble-t-il six fois plus d'impact que les bonnes nouvelles et initiatives ainsi noyées dans un flot quotidien aussi venimeux que traumatisant, l'effet psychologique et manipulateur des néo-gourous politiques ou culturels, et en particulier religieux, exacerbe les craintes et préjugés à des fins opportunistes, en faisant ainsi le jeu de pompiers-pyromanes qui ne gouvernent que par la division, l'exploitation ou l'exclusion, tant à l'échelon de l'État, qu'à la tête des communautés, et ce, quelle que puisse être la face pyramidale concernée. Les manipulations historiquement en jeu dans un pays tel que la France d'aujourd'hui révèlent un imbroglio de manœuvres à la fois intra-sociétales et internationales, voire « transnationales », dont les vecteurs culturels et idéologiques les plus actuels sont principalement l'islamisme politique d'un côté et le wokisme de l'autre, en tant que démolisseurs d'une société par ailleurs rendue décadente via les excès du néolibéralisme, (ce qui sera dûment développé au prochain et dernier chapitre de ce Livre III), mais en termes de proportions réelles, le vécu de chaque citoyen permet de constater que, contrairement aux dires des médias en tout genre, les *individus* vivent, cohabitent et travaillent sans difficulté, en particulier s'agissant de la jeunesse, y compris au sein des banlieues les plus « chaudes » où les gangs de la drogue et le recours à un Islam radicalisé n'ont finalement fait que remplacer la honteuse fuite des services publics, sur fond d'abandon socio-économique.

La cohabitation pacifique à l'échelle des citoyens individuels ne devient problématique, caricaturale et *stigmatisante* que par le biais de *regroupements* plus ou moins malintentionnés, sous la houlette de telle ou telle ambition individuelle impliquant automatiquement un abus de pouvoir, qu'il s'agisse d'un caïd de quartier, d'un politicien local, d'un religieux fanatique ou d'un journaliste ou autre intellectuel borné, tandis qu'à l'échelon national, via Internet et la médiatisation télévisuelle, les

faits exceptionnels les plus choquants se trouvent indûment promus au titre de réalité générale, faute d'être remis en perspective par de vrais professionnels. Or la partie visible de l'iceberg cache l'essentiel de ce qui le fait flotter et dériver vers le pire, dans la mesure même où tous les comportements individuels et collectifs propres à choquer ou envenimer les contacts et autres débats proviennent de l'imperfection historique de nos actions et réactions, en termes d'inadéquation ou d'incompatibilité avec les valeurs universelles temporelles et spirituelles motivant la quête de notre humanisation. Lorsque les travers d'une période donnée, tant socio-économiques que politiques, culturels ou cultuels, correspondent sans surprise aux frontières de populations ou communautés différentes, il devient inévitable que maintes pesanteurs historiques compliquent les relations et ralentissent d'autant la « soudure » ou la fusion, voire, le cas échéant, la quasi « fédéralisation pluricommunautaire », nécessaire à la paix civile. Dans chacune de ces transitions si inconfortables, pour ne pas dire critiques, le risque de « rupture totale », de partition territoriale, voire de guerre civile, est réel, encouragé tout à la fois par les injustices systémiques toujours plus criantes sur le plan social et les opportunistes ou néo-dominants qui en profitent pour se promouvoir. En réalité, c'est ici le même processus d'exacerbation croissante qui se déroule au sein d'une *pluri-société* ou à l'échelon international, au gré de justifications culturelles faussées par l'absence de démocratie et d'égalité minimale propre à toutes les sociétés prétempérantes d'envergure suffisante, et il est certain que dans la situation française actuelle, un triste parallèle de responsabilité doit être établi entre la décadence socio-économique et politique de l'ultralibéralisme pseudo-démocratique, et les agressions culturelles et religieuses du wokisme et de l'islamisme radical politique, à plus forte raison sachant que ces deux chantiers de démolition sont autant pilotés de l'extérieur que de l'intérieur des frontières françaises.

La coïncidence entre la décadence politique et socio-économique de la France via le mondialisme ultralibéral de sa minorité dominante, et les difficultés d'intégration d'une immigration incontrôlée, fait qu'il est difficile, sinon impossible de faire la part des responsabilités vis-à-vis de la détérioration sociétale observable dans ce pays, du recul généralisé

de ce qui en faisait un exemple, qu'il s'agisse d'éducation, de santé, de justice, de civisme, voire de tout autre élément structurel d'une société apaisée. Ainsi, la régression patente de l'Éducation Nationale dérive-t-elle autant des options gouvernementales hyper-libérales de sa pseudo-gestion *pédagogiste* que de la proportion croissante d'élèves issus de l'immigration, mal intégrés, maîtrisant mal la langue française, et laissés sans soutien digne de ce nom, pour des raisons plus encore économiques que culturelles. De la même façon, les hôpitaux, les tribunaux et les prisons se trouvent saturés par un public dont la répartition révèle une disproportion choquante de patients, justiciables et condamnés plus ou moins récemment issus de l'immigration, mais force est de constater que toutes les situations de tension correspondantes, aux limites de la rupture et de l'ingérable, sont *également* le résultat direct d'une absence d'intégration socio-économique localement gérée, et plus encore de la détérioration des services publics, propre à la gouvernance libérale qui prévaut depuis des décennies, sur son fond de budgets quantitativement insuffisants et qualitativement gaspillés, dont l'inefficacité est en tout point proportionnelle à la centralisation hiérarchique.

Sur un autre plan, concernant le décalage temporel des cultures mises en situation de cohabitation intra-sociétale, force est de constater que l'immigration massive en provenance d'Afrique a changé le cadre de vie des Français de souche européenne, en termes visuels certes, mais surtout par l'importation de comportements et tempéraments différents qui accentuent les contrastes déjà observables de tout temps entre les européens du Nord et du Sud, tout comme entre les régions françaises. Le civisme, la discrétion comportementale et l'attention aux autres, le respect mutuel entre hommes et femmes, comme entre « majorité » et « minorité » de mœurs, ainsi que la conscience du bien commun ou de la propriété publique, sont autant de richesses quotidiennes précieuses vis-à-vis desquelles les peuples nordiques, et scandinaves en particulier, s'avèrent en avance sur les habitudes trop individualistes et machistes typiques des régions méditerranéennes, induisant un contraste dès lors d'autant plus flagrant s'agissant d'une immigration postcoloniale dont la culture est avant tout basée sur le clan familial et le groupe ethnique en

matière de solidarité. Or, s'il faut « un certain temps » pour progresser individuellement et collectivement en direction de l'égalité et du respect de la liberté d'autrui que suppose toute société supérieurement pacifiée, le délai en question dépend avant tout des circonstances sociétales, tant ces dernières peuvent selon le cas accélérer le rattrapage nécessaire ou bloquer indéfiniment le compteur de l'évolution culturelle, en fonction directe des conditions *socio-économiques* localement assurées à chacun.

Face à ce méga-challenge, le pourrissement national induit par le mono-systémisme ultralibéral et la concentration de moins en moins démocratique des *véritables* pouvoirs ne fait que détériorer toujours plus l'environnement sociétal de cette greffe, intégration ou fusion culturelle, preuve patente de la responsabilité historique criminelle des dominants d'aujourd'hui en matière de néo-colonialisme extérieur ou importé. La décadence socio-économique et son injustice criante, tant vis-à-vis des Français dits « de souche » que des « immigrants » d'aujourd'hui, est la principale raison de la situation envenimée qui pourrit la vie de *tous* les dominés et nourrit le profit de la minorité sur-dominante, ce qui revient à dire que la résolution du problème, à l'instar du sauvetage écologique planétaire, ne saurait être offerte par le système qui, ayant entraîné cette situation, a toujours le même intérêt égoïste à la faire empirer jusqu'aux extrémités conflictuelles les plus incontrôlables.

Le néocolonialisme mondialiste et les migrations massives qu'il entraîne ne sont donc que la conséquence actuelle du mono-systémisme ultralibéral et anti-démocratique, et la guerre économique en jeu, basée sur l'exploitation ou l'exclusion, finit par opposer tous les peuples de la Terre sur de vains prétextes culturels propres à détourner leurs regards des pouvoirs qui les asservissent, sans jamais laisser lesdites populations libres de maîtriser pacifiquement leur destinée *objectivement* identique, via les seules variantes culturelles régionalement fondées et compatibles avec les valeurs universelles d'une seule et même Humanité. Sous des formes très différentes et dans des proportions planétaires inédites, on retrouve les mêmes vils enjeux, bas intérêts et autres réflexes primaires « d'animaux humanoïdes » fin prêts à risquer les pires conflits civils ou

internationaux plutôt que de se remettre en cause, malgré les apparences aussi hypocrites que trompeuses des beaux discours commémoratifs et autres conférences internationales moralisatrices.

Selon les circonstances mondiales, régionales ou nationales, les peuples sont donc une fois de plus à la merci de toutes les folies, au gré d'individus et de castes surpuissantes dont la domination illégitime ne peut se pérenniser qu'en laissant pourrir les complications historiques de chaque entité sociétale, ce qui encourage directement maintes formes de délinquance ou de violence de plus en plus directe et physique, et donne prétexte au raidissement systémique de sociétés toujours plus policières, répressives, et fossoyeuses des libertés citoyennes, encourageant par-là même un légitime irrespect directement proportionnel à leur inefficacité. Dans ce contexte explosif, tant vis-à-vis de la paix sociale que mondiale, il faut ardemment souhaiter que les présentes *Réflexions Tempérantes* arrivent à temps pour éviter le pire à tous les peuples du monde, en les aidant à comprendre comment leurs sociétés ont pu en arriver jusque là, et surtout comment ne plus jamais subir ni induire les violences et autres injustices mono-systémiques, pseudo-démocratiques ou totalitaires qui caractérisent notre pesanteur historique « animale », pour pouvoir enfin enclencher l'étape la plus cruciale de notre humanisation, autrement dit l'évolution pacifique, consciente et scientifiquement équilibrée de notre mentalité collective et de nos comportements sociaux. Hors la solution délodiste et biéconomique ici proposée et l'urgentissime *tempérisation* culturelle qui en est le corollaire, les plus belles intentions individuelles, les meilleures volontés imaginables, comme les plus nobles conversions spirituelles ou philosophiques de citoyens plus lucides qu'il n'y paraît, resteront vainement limitées aux individus sans jamais pouvoir changer la société. Face à l'émiettement sociétal visible aux yeux de chacun, aux extrémismes aveugles, tant idéologiques que religieux, dont les iniques visées transnationales manipulent les esprits faibles et par trop frustrés, ou aux terrifiantes logiques de guerre des empires planétaires, autrement dit face aux trois plaies actuelles qui constituent les principales menaces d'une Histoire humaine désormais globale, risques étroitement corrélés et dont l'étude *tempérante* introduira le prochain chapitre, la perspective

universaliste ici adoptée aide à comprendre à quel point l'immigration et ses nombreuses implications sociétales d'ordre culturel ne sont qu'une conséquence parmi d'autres d'une seule et même logique de violence, principalement d'ordre socio-économique et politique, ce qui peut aider à relativiser les affects et préjugés dont certains pouvoirs nous infectent à loisir, pour mieux nous droguer sous prétexte de nous en guérir, tels des médecins de Molière qui saigneraient les humeurs viciées induites par leur propre traitement.

7 - Vers une Immigration Tempérante.

Suite à la prise de hauteur universaliste qui précède, et dès lors qu'on se place en contexte délodiste et biéconomique, on comprend que l'immigration peut tout à la fois se réduire et se maîtriser pour le bien des populations concernées et de leurs sociétés respectives, tout en se pacifiant sensiblement du point de vue qualitatif de ses conséquences. D'une part, au fur et à mesure que les pays « exportateurs de migrants » évolueront en adoptant les solutions tempérantes et démocratiques, leurs citoyens pourront rester plus nombreux à domicile en s'épanouissant dans leur environnement naturel et culturel le plus adapté, avec la fierté de promouvoir leur Histoire régionale, de devenir plus autonomes que jamais au sein d'États effectivement souverains, ce qui limitera d'autant les migrations d'ordre socio-économique ou politique et favorisera enfin des échanges gagnant-gagnant en matière de relations internationales, et d'autre part, outre les cas toujours volontaires d'expatriés estudiantins ou professionnels, les migrations plus réduites qui resteront inévitables, plus particulièrement sous l'effet de changements climatiques en réalité naturels pour l'essentiel, seront évidemment mieux gérées, pour ne pas dire *enfin gérées*, et ce, tant par les pays de départ que par leurs vis-à-vis de terres d'accueil. En effet, la cohérence sociétale délodiste pourra dès lors imposer, en toute légitimité et bonne conscience, une rigueur totale concernant en particulier la lutte contre l'immigration clandestine et ses scandaleux réseaux mafieux, tout en pouvant accueillir, sinon *plus* que jamais, en tout cas *mieux* que jamais, les futurs candidats-citoyens.

Sans présager des options prises par les Tempérants de demain, on peut aisément supposer qu'en s'organisant sur une base communale et citoyenne, et non plus étatique et anonyme, les démarches et autres protocoles d'immigration, d'installation et d'intégration d'un candidat à la « vie en France » gagneront en efficacité et plus encore en humanité de traitement, sur la base d'une forme de sas intermédiaire, en termes de lieu et de durée, impliquant *aussitôt* les droits et devoirs sociétaux de tout citoyen, en tant que meilleure façon de se former concrètement et d'intégrer sans peine la société d'accueil, dans l'intérêt mutuel des deux signataires du contrat. Il en résultera une compréhension immédiate et vécue des tenants et aboutissants de la « citoyennisation », en particulier socio-économique, que celle-ci soit déjà temporaire sous forme de visa de travail, ou progressivement définitive selon la préférence majoritaire. Dans une société devenue foncièrement juste et égalitaire sur les droits et devoirs vitaux, la même dignité sera propice à la disparition de toute concurrence déloyale entre anciens et nouveaux « citoyens », femmes et hommes confondus, tandis que la gestion communale de l'immigration créera les conditions interindividuelles de relations solidaires à l'échelle humaine et locale appropriée, facilitant symétriquement l'encadrement et le contrôle nécessaires à une « citoyennisation » plus ou moins rapide, voire au cas par cas.

Le principe de période probatoire et de sas temporaire, propice à une formation citoyenne « accélérée », et surtout mis en pratique par la participation immédiate au minimoptimaximum biéconomique de tout nouvel adulte présent sur le territoire, (complétée, le cas échéant, par l'obligation logique d'assumer une juste proportion des travaux et frais que supposent les structures d'accueil et leur administration, au gré de la volonté majoritaire), tout comme les préalables que supposent souvent les vérifications administratives d'identité via les ambassades, et devant inclure les moyens scientifiques indispensables à l'efficace dissuasion de la moindre fraude, sont autant de processus qui se verront assainis par l'implication active des « immigrants » séjournant dans le pays en question, et surtout simplifiés par le biais d'une gestion locale enfin

directement basée sur les capacités matérielles d'accueil et les besoins effectifs du territoire concerné, tels que seule chaque Commune (ou Département) peut les évaluer et les contrôler. Les centres de rétention et d'assistance passive se verront ainsi utilement remplacés par des lieux d'(auto)apprentissage et de formation *par le travail*, visant à être aussi autonomes que possible du point de vue du coût de leurs structures et logistique, permettant, grâce à une judicieuse atomisation territoriale pilotée en microstructures, d'intégrer aussi facilement que dignement chaque immigrant *autorisé*, en tant que personne respectable et apte à endosser les droits et devoirs d'abord socio-économiques de la vie en société, à l'image de tout inconnu se présentant sur le pas de la porte et qu'il est légitime et prudent d'accueillir d'abord dans le hall d'entrée, puis dans le salon, avant d'aller plus loin dans la relation de confiance, au gré d'une appréciation mutuelle de plus en plus positive.

On voit ainsi que la mise en pratique immédiate et systématique des droits et devoirs de tout adulte étranger désireux de s'installer dans une république digne de ce nom, via une participation biéconomique au service des secteurs privé ou public, et dont l'universalité citoyenne et le brassage local favoriseront automatiquement le mixage social avec les autochtones, constituera l'essentiel de la résolution des contradictions humaines et culturelles liées à l'immigration, et permettra d'absorber les surplus de populations inactives et dépendantes qui plombent l'accueil, tout en respectant comme il se doit les habitudes culturelles légitimes de chacun. Grâce à l'universalité de la partition-répartition biéconomique, la Garantie Citoyenne, applicable à tout adulte de plus de 16 ans, en tant que dénominateur commun le plus essentiel et concret de la citoyenneté, fusionnera *de facto* toutes les populations et cultures présentes sur un même territoire en termes de dignité vitale, en aidant ainsi chacun, par la même occasion, à trier et ne conserver que le meilleur de son identité culturelle sans plus jamais ressentir la moindre concurrence absolue ou jalousie si propice aux conflits observables aujourd'hui. Autrement dit, la recette Tempérante et sa solution socio-économique sans précédent apaiseront non seulement les relations sociales entre autochtones, mais garantiront aussi la cohabitation pacifique et respectueuse de toutes les

cultures se partageant un même territoire républicain, que ce soit sous forme multiculturelle localement différenciée, ou progressivement plus fusionnelle à long terme, et la fameuse culture française s'en trouvera *pacifiquement* enrichie et universalisée par son inévitable créolisation, grâce aux conditions sociétales nouvelles de la Tempérance délodiste et biéconomique.

La *responsabilité* individuelle et citoyenne endossée par chaque adulte -dès l'âge optimal de seize ans- vis-à-vis des droits et devoirs de la Garantie minimoptimaximale, s'appliquera dès lors universellement, quelles que soient l'identité sexuelle, l'origine, la religion éventuelle, les mœurs et autres opinions ou spécificités des personnes concernées, sous le contrôle direct et démocratique du Quartier, de la Commune et du Département, au plus près des besoins réciproques que révèleront les liens sociaux ainsi tissés dès la plus petite échelle humaine, offrant dès lors le cadre idéal pour un apprentissage exhaustif incluant les quatre dimensions sociétales, ce qui équivaudra à une intégration accélérée propre à transcender toutes les difficultés liées à l'immigration. Même sur le plan des droits politiques, la meilleure façon de motiver un nouvel arrivant supposera d'associer ce dernier à la micro-démocratie de son « quartier d'accueil », en complément légitime de son inclusion socio-économique par le travail et l'habitat, tandis que les étapes successives de son intégration citoyenne pourront être ainsi balisées par l'extension progressive et concrètement méritée de ce droit politique minimal, via le niveau communal, jusqu'aux échelons du département, puis de la Nation Républicaine, selon un rythme, des conditions et autres garanties que détermineront démocratiquement les futures majorités délodistes.

L'individualisation et la souplesse qu'autoriseront les nouvelles conditions tempérantes de l'immigration se doubleront d'effets en tout point bénéfiques et apaisants à l'échelle du quartier ou quartier-village, ou tout simplement *Village,* pour suggérer une expression plus solidaire qu'une racine étymologique évoquant une subdivision, dans la mesure où ce micro-espace définira le premier niveau officiel de citoyenneté et d'autonomie partagée, donc de responsabilisation collective de niveau

sub-communal. Et là se trouve très certainement le remède durable aux drames sociétaux qui affectent les banlieues via leurs délétères effets de surconcentration de pauvreté, d'exclusion, de délinquance, sur leur fond d'amertume et de macération culturelle, véritable terreau de toutes les manipulations idéologiques imaginables. Grâce à une gestion locale des conditions d'application de la Garantie Citoyenne, la future démocratie délodiste inclura non seulement tous les habitants, mais rendra surtout chaque quartier-village plus responsable que jamais de sa situation et de son devenir. Tout comme s'agissant des villages ou bourgades isolées des provinces françaises, la vie économique et administrative de chaque banlieue, à l'instar de n'importe quel autre quartier urbain, sera rendue enfin viable et dynamisante dès la dimension immédiate du quotidien, tant par la répartition géographique égalitaire des services publics en fonction de la densité démographique, que via la libération définitive des innombrables énergies et initiatives privées que la double existence socio-économique des citoyens concernés rendra désormais certaine.

La délinquance et la violence qui gangrènent les banlieues sont le résultat d'une anonymisation qui laisse les habitants à la merci d'une infime minorité de caïds et autres trafiquants, d'autant plus facilement que lesdites populations se trouvent affaiblies et déboussolées, tant par leur exclusion que par leur exploitation selon le cas, ce qui suscite une demande ou un marché parallèle de sens négatif et de nature suicidaire, pour le plus grand avantage des réseaux de drogue physique ou mentale. Des déviants minoritaires s'arrogent ainsi un pouvoir illégitime en usant du prétexte bien réel des injustices et de la misère de leurs voisins, en se posant comme des protecteurs ou défenseurs contre l'oppression d'un « ennemi » extérieur matérialisé par la police, les pompiers et tous les services d'un État aussi lointain que répressif, quand il n'est pas d'une indifférence coupable. Mais dès lors que cette toute première strate de démocratie locale aura les moyens socio-économiques et juridiques de s'installer en banlieue, comme partout ailleurs, les habitants de chaque *village* seront aptes à prendre et à assumer leur pouvoir local immédiat pour enfin imposer leur volonté majoritaire et rabattre définitivement le caquet des micro-dominants locaux, ce qui deviendra le meilleur moyen

d'autocontrôler, de prévenir et d'interdire « dans l'œuf » les moindres dérives comportementales préjudiciables à la paix et au bien-être de la population. Les *banlieusards,* aidés par la Commune et autonomisés par des moyens équitables, mais aussi confortés par la résurgence d'une vie sociale locale authentique et le gain d'un temps libre leur permettant de devenir autonomes et solidaires, pourront « faire la police » préventive de la façon la plus naturelle qui soit, en particulier par l'éducation douce d'une simple présence et exemplarité, tandis que leur jeunesse, devenue active et citoyenne dès l'âge de seize ans, ne sera plus demandeuse de paradis artificiels ni de fausses influences aux conséquences aliénantes.

En devenant collectivement responsables de leur propre quartier, et avec les moyens concrets d'assumer ce privilège partagé, seules les populations locales seront capables de maîtriser leur environnement, d'identifier et de dissuader les délinquants, de s'entraider pour éduquer une jeunesse qui deviendra ainsi respectueuse du Bien Commun, ce qui est déjà peu à peu visible à travers la prise de conscience des adultes et parents, et tout particulièrement des femmes et mères, grâce à certains regroupements solidaires visant à « restaurer » leur quartier et stopper la délinquance en jouant sur le nombre et le partage d'une réhabilitation qui conditionne la dignité et la fierté de chacun, car les dégâts et autres « délits » éventuels seront directement repérés par des habitants-voisins représentant *ensemble* l'autorité immédiate. En contexte *tempérant*, les citoyens deviendront donc co-responsables de leur cadre de vie, dont ils sauront enfin maintenir le confort, la propreté et la fonctionnalité, sans plus jamais avoir le moindre prétexte objectif, la moindre excuse valable pour se plaindre, ou jalouser tout autre espace urbain. La liberté fondée sur la justice de l'égalité minimale sera par ailleurs la meilleure jauge du succès de ces « villages urbains », puisqu'en fonction de leur gestion démocratique, ils maintiendront, attireront ou feront fuir leurs habitants, gagnant ou perdant ce qu'ils mériteront selon le cas, sachant que leur richesse sociétale locale sera très logiquement promue par l'implication directe des résidents sur leur environnement immédiat via les emplois publics locaux, en matière de services utiles, d'entretien et de sécurité. Dans ces conditions, on peut être certain que l'immigration tempérante

sera et *restera* cohérente avec tous les principes et comportements qui fondent l'humanisme universel, seule façon de transcender les actuels conflits culturels en échanges et filtrages mutuellement profitables.

La richesse véritable de toute société provenant beaucoup plus du lien social et des services que d'une surconsommation individualiste exacerbée et polluante, la France et l'Europe, à l'instar des continents les plus chanceux, pourront accueillir leur juste part de la surpopulation toute apparente et temporaire en provenance des contrées trop pauvres de la planète, sans que cela ne remette en cause les équilibres sociétaux de nations dès lors enrichies des meilleurs aspects de toutes les cultures, puisque les plus mauvais côtés de ces dernières disparaîtront en même temps que les abus, tant socio-économiques que politiques, qui les sous-tendent. La citoyenneté délodiste et tempérante, enfin vécue par chacun via la partition-répartition biéconomique, tissera le lien interculturel le plus unanime et exhaustif qui soit, pour redéfinir une nation cosmopolite aux cultures dès lors assainies par l'érosion systémique de leur abus les plus vains, de leurs contradictions vis-à-vis du sens objectif des valeurs universelles rappelées au chapitre précédent, tandis que, sans oublier le passé et ses cruelles leçons prétempérantes, les humains pourront enfin se tourner vers l'avenir au fil d'une évolution devenue éco-responsable et pacifique. Car les valeurs universelles, à l'instar des lois historiques d'une double nature individuelle et sociétale très bientôt maîtrisable, s'appliquent indifféremment à *tous* les êtres humains et se moquent de quelque forme de subdivision que ce soit, au vain prétexte d'apparences physiques ou autres cultures objectivement fondées par la géographie terrestre et ses variantes naturelles, et la lutte contre l'échauffement des esprits, grâce aux solutions ici proposées, n'est autre que le *préalable* indispensable à la réduction maximale de son contexte de réchauffement climatique (en proportion de la causalité humaine de ce dernier).

Pour l'heure, et concernant ces *Réflexions*, il ne reste plus qu'à décrypter l'actualité historique des plus graves menaces qui pèsent sur les sociétés imbriquées dans le puzzle confus de l'Humanité, en tant que contre-exemples socio-culturels paradoxalement révélateurs des valeurs

universelles qui concluront ce Livre III des observations tempérantes, lesquelles pourront se muer, via une description sociétale objectivée et conséquemment irréfutable, en propositions et précautions anticipatrices qu'il faut espérer pertinentes et légitimes, puisque toujours motivées par la soif de Justice et de Paix.

Novembre 2021

Réflexions Culturelles 12

Des Anti-Valeurs de la Violence à la Paix Universelle

Par leur principe d'exclusion, de domination, ou d'élimination, les valeurs culturelles relatives étudiées précédemment ne peuvent être que des pseudo-valeurs ou des sous-valeurs, une fois pesées à l'aune universaliste du respect de l'équilibre pacifique entre Égalité et Liberté, et ce, en dépit de leur justification historique, y compris lorsqu'elles se fondent sur les meilleures intentions du monde, en tant qu'idéal plus ou moins minoritaire hélas partagé dans un entre-soi excluant *de facto* le reste de l'Humanité, ou plus encore, en empiétant sur la liberté d'autrui via la soumission. L'abus de pouvoir ainsi opéré n'est qu'une violence nette, de nature tant psychologique que culturelle, socio-économique et politique, aux sens les plus larges de ces termes, propre à déséquilibrer la barque de chaque société humaine, puisque cela équivaut à laisser de plus en plus d'espace vital sociétal à une infime minorité dominante, en entassant la quasi-totalité de la population dominée sur l'autre bout de l'embarcation, en faisant fi de l'assiette équilibrée indispensable pour naviguer sans faire naufrage face au roulis ou à la houle du temps. Les

contre-violences induites par le dépassement systématique de la ligne de partage définissant notre double nature de *citoyendividu*, ainsi que les réactions systémiques conservatrices qu'elles ne peuvent que susciter en retour, font donc évoluer les pseudo-valeurs en cause vers l'*antivaleur* absolue de la violence la plus directe, que cette dernière soit verbale à travers l'insulte et la provocation, ou physique via le délit, le crime, la guerre ou le terrorisme. En fonction des pays, des cultures et du niveau de leur développement historique vis-à-vis des valeurs universelles de l'équilibre délodiste et biéconomique, autrement dit de la démocratie et de la justice, les formes de violence se renouvellent sans cesse, devenant tantôt grossièrement visibles en cas de dictature, tantôt plus subtilement « culturelles » s'agissant de pseudo-démocraties, tandis que les moyens utilisés gagnent en puissance au fil des progrès techniques autorisés par la science. Á l'époque critique de l'écriture des présentes *Réflexions*, il apparaît que les quatre dangers régressifs sociétaux, inter-sociétaux ou trans-sociétaux les plus aisément identifiables prennent les formes aussi inquiétantes que révélatrices du wokisme (vu en tant que processus de déconstruction), et surtout, s'agissant de violence absolue et sans limite, du terrorisme, de l'islamisme politique ou idéologique, ainsi que sur une échelle devenue planétaire, de l'impérialisme militaire et guerrier.

1 - Le Wokisme, ou l'Emiettement Sociétal Absolu.

Pour commencer par la désagrégation la plus caractéristique des sociétés pseudo-démocratiques, en guise de violence *verbale*, les valeurs du *wokisme*, pourtant basées sur des principes premiers parfaitement recevables et légitimes, s'agissant en particulier des nobles luttes contre le racisme, le sexisme, le colonialisme, ou la discrimination à l'encontre des citoyens LGBT+, se sont peu à peu muées en prétexte à exclure, à interdire ou obliger selon le cas, en développant des moyens culturels de plus en plus sophistiqués, non sans pratiquer parallèlement des actions commando d'autodafés et autres coups de force spectaculaires à finalité médiatique, pour exister via le bruit et le choc symbolique des images, le plus souvent en proportion inverse du nombre de militants concernés.

Qu'il s'agisse aussi des thèses animalistes ou spécistes, du véganisme radical ou de la mode rétro du retour à une histoire révolue pour faire valoir les droits floués de générations de victimes en s'en prenant aux descendants de dominants disparus depuis longtemps, les raisons en tout point respectables nécessitant un rééquilibrage et une conscientisation des injustices avérées sont hélas noyées dans un flot victimaire de plus en plus parcellaire et radical, au point que chacun peut se persuader à juste titre d'être « victime de la société », tandis qu'une mode juridique américaine aux finalités bassement pécuniaires s'internationalise en une surenchère de « recours », sur fond d'un juteux business médiatique et éditorial alimenté par la mutation d'Internet en tribunal permanent. Que dire, dès lors, des déboires quotidiens de gauchers vivant dans un monde de droitiers (a fortiori quand les premiers sont contrariés !), mais aussi des personnes en surpoids victimes de grossophobie, des citoyens trop grands ou trop petits indûment moqués pour leur apparence, des écoliers « dys-quelque chose » ou des personnes en situation de handicap, dont la vie quotidienne est inévitablement un combat de chaque instant ? Que dire, par ailleurs, des activistes prônant l'écriture inclusive, les études de genre, l'intersectionnalité, voire jusqu'à la *cancel culture*, entre autres adeptes de la non-binarité et de l'écoféminisme, ajoutant ainsi autant de communautés revendicatives aux habituels lobbies et O.N.G, sinon que cette inflation de sous-ensembles culturels de plus en plus extrêmes ne fait que refléter le démantèlement sociétal, l'effritement de la cohérence qui fonde toute pyramide viable, à travers l'atomisation de thèses aussi originales que marginales face à l'*essentiel* du problème universel révélé et déjà potentiellement résolu par l'analyse délodiste et biéconomique.

Devant l'échec patent d'une société écartelée et *délégitimée* par l'exacerbation des inégalités selon sa logique historique prétempérante, le séparatisme premier des élites finit par tout mettre à plat du côté des dominés, lesquels « reprennent chacun leurs billes » en fonction de leur identité sociale la plus immédiate, telle que ressentie via l'injustice, sous forme de frustration, de ressentiment ou de révolte croissante, ce qui est le résultat direct de la perte d'un *bon sens commun* sociétal orienté sur l'avenir, en raison de l'appropriation minoritaire de tous les pouvoirs et

de l'absence d'une solution systémique cohérente. De plus, cet ingérable effondrement culturel se trouve objectivement encouragé par la minorité dominante, dans la mesure même où la quasi-totalité de la population exploitée se subdivise en autant de sous-ensembles qui s'entre-accusent de tous les maux sur des prétextes très souvent sérieux mais déformés et secondaires par rapport à l'*enjeu central* de l'équilibrage enre Égalité et Liberté, condition *sine qua non* de la paix sociale. En ce sens, les débats éthiques sub-sociétaux du wokisme ont pour effet de distraire le peuple de la Cause Majeure de la justice politique et socio-économique, ce qui s'opère en prenant spontanément le relais de la « panne historique » des idéologies politiques à visée citoyenne, en comblant le vide occasionné par la disparition des débats de fond d'envergure nationale ou sociétale, remplaçant par défaut tout projet commun susceptible de regrouper les énergies, subdivisant le débat gauche-droite et son inutile tire-à-la-corde en une étoile statique propre à multiplier à l'infini des brins minoritaires dans toutes les directions imaginables, ce qui réduit d'autant la valeur universelle partiellement contenue dans chaque point de vue.

La plupart du temps, les thèses soutenues sont intéressantes et s'avèrent utiles en tant que besoin de faire évoluer les mentalités et les mœurs sociales suite à une prise de conscience salutaire, voire de faire reconnaître les droits de tout groupe minoritairement différent et pour autant respectueux de la loi majoritaire, sachant hélas qu'en situation prétempérante, cette dernière n'a le plus souvent de majoritaire que le nom, puisque la représentation politique n'est que *pseudo*-démocratique. Dès lors la légalité ne saurait se baser sur une légitimité suffisante, ce qui entretient une situation instable permanente, au travers de laquelle les décisions des *sur*-dominants sont de plus en plus souvent -et surtout violemment- contestées par des groupes d'influence associatifs, O.N.G. et autres lobbies culturels, en particulier via les médias, l'édition et les recours juridiques qu'autorisent désormais les tribunaux propres à l'*État de Droit*, lesquels finissent par faire et défaire la loi en toute illégitimité démocratique, à l'instar -et même aux dépens- du pouvoir politique. Le problème reste entier, car rien ne garantit que le pouvoir des tribunaux en question soit respectueux des attentes majoritaires, ce qui finit par

faire le jeu de certaines minorités plus débrouillardes et mieux relayées que les autres, aux antipodes du fonctionnement transparent des futures sociétés délodistes. Au final, la plupart des « pseudo-démocraties » sont ainsi pilotées par des tendances minoritaires sur les quatre faces de leur pyramide, sans que la majorité des citoyens n'ait jamais eu la moindre voix au chapitre, ce qui alimente d'autant l'extrémisme et les violences des périodes d'effondrement sociétal. L'émiettement culturel en cause s'accompagne d'une radicalisation proportionnelle des thèses et de leurs moyens d'expression, ce qui équivaut peu ou prou au retour des formes « claniques » ou « sous-communautaires » caractérisant l'absence d'une civilisation avancée de grande envergure, par défaut d'intérêt commun.

Les multiples chapelles du wokisme, souvent intellectuellement fanatisées par des positions de plus en plus radicales, peuvent s'exclure ou se compléter via l'intersectionnalité, mais équivalent à une forme de repli sectaire révélateur d'une quête d'identité nouvelle et rassurante, *de facto* incapable de proposer une cohérence dépassant leurs limites pour concerner l'ensemble de la société, ce qui les apparente hélas aux vains rejetons d'un arbre moribond, en tant que symptômes et récupération de la décadence du niveau sociétal national. Les identités nouvelles et trop exclusives ainsi affirmées ne peuvent dès lors qu'exacerber les moindres prétextes de différenciation, de spécification en mini-communautés de plus en plus nombrilistes, cultivant principalement une violence réactive et un discours victimaire, pour aboutir curieusement à l'exact opposé de la notion d'*identité* en tant que condition humaine *commune* aussi large que possible, donc universelle. D'où la stérilité *déconstructive* ou le rôle de démolisseur de la plupart des (ré)actions proposées, attestant le réel effondrement de la pyramide sociétale, et la multiplicité des doléances suscitées par une seule et même injustice fondamentale, la trop fameuse pesanteur socio-économique et politique enfin élucidée par les présentes *Réflexions*, dont la solution délodiste, biéconomique et tempérante sera la seule issue possible pour le salut terrestre de l'Humanité. Le wokisme et sa constante multiplication de causes et de prismes sélectifs mesure donc précisément le degré d'affaissement culturel des sociétés pseudo-démocratiques, dans un brouillard identitaire et sur un puzzle de valeurs

atomisées rappelant hélas le chaos de l'effondrement d'un certain World Trade Center, tandis que le point de vue tempérant permet de positiver en y voyant en creux l'attente impatiente de la seule solution d'équilibre respectant universellement l'égalité et la liberté à part égale, pour tous en tant que société comme pour chacun en tant qu'individu. Car la seule identité universelle ne peut être qu'un même statut de citoyen *minimal* socialement, économiquement, politiquement et culturellement égal face à n'importe quelle autre identité subsidiaire, en tant que droit humain de même valeur, non plus seulement potentiel ou pré-historique, mais bel et bien concret, grâce au dépassement de la confusion caractérisant notre double nature. Alors, et alors seulement, les différences pacifiées seront à même d'ajouter une richesse individuelle ou communautaire positivée par la filtration de tous les abus du passé, à la façon d'un dessert sucré concluant un bon repas, ou d'une heureuse et créative futilité complétant l'utilité du nécessaire et du vital, avec en prime le bonheur de se nourrir plus encore d'humanisme et de spiritualité que de sur-confort matériel.

2 - Le Terrorisme, ou la Violence Ponctuelle Absolue.

Á la différence des violences surtout verbales et symboliques du wokisme dont les moyens d'action restent dans la limite du respect de la vie humaine, le *terrorisme*, par sa nature de plus en plus souvent trans-sociétale, représente l'échelon communautaire ou sectaire de la violence la plus totale et aveugle qui puisse être, en symétrie vis-à-vis des guerres inter-sociétales qui opposent certains pays, sachant que maintes formes de conflits fatals intermédiaires s'étalonnent entre ces deux niveaux de lutte armée, et que ledit terrorisme, honteusement basé sur l'élimination par surprise et aléatoire d'innocents, croît en fonction directe du nombre des « massacreurs » et de leurs victimes civiles, médiatiques, politiques, policières ou militaires. Si la définition précise du terrorisme peut prêter à quelque confusion, en particulier s'agissant de « légitime défense » groupée ou de causes désespérées concernant tel ou tel peuple opprimé en situation de *résistance*, force est de constater ici que le commerce des armes et les manigances internationales déguisées sous de fallacieuses

apparences diplomatiques favorisent la prolifération de ce fléau en tant qu'instrument déstabilisateur de sociétés perçues comme ennemies ou concurrentes, tandis que dans beaucoup de pays *sociétalement* trop peu structurés ou étatisés, le terrorisme clanique est le mode d'expression et d'expansion spontané des ambitions locales de seigneurs peu ou prou comparables aux dominants du Moyen Âge européen. D'un point de vue plus général, cette forme de violence absolue est d'autant plus présente que les guerres totales d'envergure internationale se font rares, en raison de leur coût exorbitant et de leurs risques stratégiques ou technologiques de plus en plus impondérables, en particulier s'agissant des puissances nucléaires, ce qui révèle ici la nature vaine et limitée de la plupart des actions terroristes, excepté lorsque ces dernières atteignent une ampleur localement comparable à un coup d'état, pour installer par la force un pouvoir logiquement tout aussi illégitime que celui qu'elles sont censées remplacer, et invariablement aux dépens des populations concernées. Si les modes opératoires plus ou moins suicidaires sont hélas explicites, les sources de financement relient les réseaux correspondants au commerce de la drogue, au crime organisé, ainsi qu'aux services secrets et autres ambassades de dominants dictatoriaux ou semi-démocratiques en mal de violence, ou agissant de la sorte en dernier ressort, à défaut de pouvoir obtenir autrement ce qu'ils convoitent en toute illégitimité. Cette plaie ancienne, réactualisée par la difficulté, voire l'impossibilité, de gagner de véritables conflits militaires classiques, comme en témoigne si bien l'impuissance désormais avérée des armées « conventionnelles » face à tout peuple majoritairement résolu, représente un pis-aller, à des fins de domination politique, idéologique ou pseudo-religieuse, en s'appuyant sur l'endoctrinement des acteurs les plus exposés et en adoptant maintes formes d'abus de pouvoir contre des victimes manipulées ou éliminées selon le cas, y compris lorsqu'un État « légalement » installé enfreint délibérément les règles de droit internationales dont il est officiellement cosignataire.

Á une époque technologiquement si « avancée » que le moindre véhicule peut être quasi automatiquement repéré par un satellite espion, il paraît pour le moins curieux que le terrorisme prolifère à ce point, et

tout porte à croire qu'à l'instar de certaines vagues d'immigration, cette stratégie criminelle fait partie de la panoplie expansionniste des États, Islamique entre autres, misant sur l'effet médiatique de l'horreur d'une violence aussi sanguinaire qu'aléatoire, afin de provoquer des réactions d'amalgame aussitôt dénoncées comme un racisme ou un ostracisme déguisé, et justifiant ainsi l'escalade souhaitée via l'empoisonnement du soi-disant ennemi intérieur ou extérieur en lieu et place d'une guerre directe trop risquée ou financièrement hors de portée, tandis que tous les fanatiques impliqués sacrifient naïvement leur vie, tels des kamikazes endoctrinés ou des soldats partant au front la fleur au fusil. Les pays les plus ouverts font les frais d'un terrorisme trop facilement importé par l'absence délibérée de contrôles sérieux aux frontières et un laissez-faire migratoire irresponsable, au risque de favoriser l'accès au pouvoir d'un populisme nationaliste exacerbé, tandis que bien d'autres sociétés moins développées et encore moins démocratiques sont les premières victimes de multiples formes de terrorisme intérieur, ne serait-ce qu'en réponse aux méthodes dictatoriales des pouvoirs en place.

Toutes ces violences terroristes, déguisées en lutte pour la liberté ou alimentées par le fanatisme religieux, aboutissent à la misère morale et sociétale la plus totale, au cercle vicieux et infernal de la mort et de sa vengeance aggravée, et surtout, même en cas de « réussite », à l'impasse d'une usurpation de pouvoir antidémocratique, par l'irraison de la force primaire et aveugle la plus bestiale qui soit, inversant périodiquement les rôles entre des dominants toujours et encore illégitimes en situation prétempérante, sans aucunement faire progresser la société concernée en direction de la paix civile, ni des solutions délodistes et biéconomiques qui la fondent. Car le terrorisme, du fait même de sa violence absolue, de sa loterie mortelle et de son opacité totale, se situe en tout point aux antipodes de la démarche tempérante utile et efficace, laquelle doit être assumée dans la transparence majoritaire par la seule force du nombre et en appliquant les stratégies *non-violentes* déjà brillamment utilisées par nombre de leaders exemplaires, à l'instar d'un Martin Luther King, d'un Gandhi ou autre Nelson Mandela, parmi tant d'autres personnages aussi charismatiques que pacifiques, sachant ici que les limites historiques des

succès de ces inoubliables promoteurs de paix n'ont tenu qu'à l'absence de solution *systémique* universelle répartissant l'égalité et la liberté en parfait équilibre, tant individuel que collectif, ce que seuls la partition-répartition biéconomique et un cadre politique délodiste sont à même de garantir, comme cela sera géométriquement *démontré* dans le quatrième et dernier Livre de ces *Réflexions*.

Qu'il s'agisse de terrorisme promu via l'État, un pouvoir local ou une quelconque communauté culturelle, politique ou religieuse, cette forme de violence est aussi lâche que vaine du point de vue universel des valeurs humaines, laïques ou cultuelles objectivement légitimes au regard du progrès temporel et spirituel qui définit notre humanisation. C'est l'aveu d'une aliénation totale, à l'envers du *bon sens* de l'Histoire, mais aussi la preuve de la teneur négative et régressive des intentions comme des moyens révélés par de telles actions, et plus encore d'une impuissance pathétique à promouvoir ses idées par la seule exemplarité positive. Cela traduit surtout une impasse mentale absolue en tout point comparable à la folie de n'importe quel tueur psychopathe isolé, comme le surarmement des citoyens américains en procure hélas régulièrement l'exemple, à cette différence près qu'il s'agit ici de groupes endoctrinés par quelque gourou en mal de notoriété. Il ne fait d'ailleurs aucun doute que le pourrissement des relations sociétales et inter-sociétales résultant des injustices mono-systémiques et de l'absence de démocratie directe encourage toutes les formes de violence terroriste, non sans le soutien très actif des réseaux mafieux de la drogue et du commerce des armes, tandis que la plupart des pouvoirs prétempérants illégitimes, mus par des motivations plus encore économiques que politiques, peuvent aussi utiliser ce type de violence en en sous-traitant les basses besognes, avec en prime l'avantage non négligeable de maintenir les peuples dans la soumission que favorise la peur, et un prétexte tout trouvé pour serrer la vis sécuritaire aux dépens des libertés citoyennes.

Tout comme les conflits culturels étudiés dans le chapitre 11 et les éclats sociétaux du wokisme, mais cette fois-ci dans la pire version imaginable, les violences terroristes témoignent de la prolifération des

divisions et ambitions propres à de trop nombreux pouvoirs minoritaires tant officiels que secrets, en trahissant au passage l'inhumanité absolue des commanditaires et sous-traitants des attentats correspondants, ce qui est d'autant plus dangereux que les esprits les plus simples, dérangés ou radicaux peuvent désormais aisément s'armer via Internet, tandis que la lutte contre cette hydre contemporaine transforme la société humaine en un vaste réseau d'espionnage généralisé, faisant survivre les populations dans la crainte et la suspicion, sans pouvoir dessiner de frontière entre les violences urbaines et les gangs et réseaux structurés qui recrutent à tour de bras leurs « soldats » sur un terreau de pauvreté, d'injustice et de misère morale.

La détestation de l'Occident et de son régime politique tient lieu de justification idéale aux pires entreprises terroristes, tout comme à l'irrespect de la loi dans les banlieues urbaines, pour la simple et bonne raison que cette « civilisation (encore) dominante » est seulement basée sur l'injustice sociale et internationale d'un mono-système ultralibéral imposé via des institutions et autres pratiques politiques insuffisamment démocratiques, et ce, de façon toujours plus explicite et intolérable au fil des contradictions qui ne manquent pas de s'exacerber de crise en crise. La domination monopolistique de la loi du marché mondialisé, jointe à la décadence visible des mœurs culturelles, politiques et sociales induite par une surcroissance économique sans « progrès » humain, par laquelle l'évolution du niveau de vie se paye en régression du mode de vie, sont autant de bonnes raisons d'exécrer le « modèle » occidental, au point de faire désormais passer les régimes dictatoriaux pour des solutions plus efficaces, voire plus justes ou apaisées que les simulacres de démocratie autoproclamés si typiques de l'actualité prétempérante. Car c'est bien le duo infernal de l'injustice et de l'exclusion sociale propres aux mono-systèmes pseudo-démocratiques qui nourrit en leur sein la violence et la délinquance, la perte de sens et de dignité, le désarroi existentiel et le ressentiment de la jeunesse des banlieues et autres territoires perdus, ce qui facilite d'autant le recrutement et l'endoctrinement des candidats au terrorisme, lesquels n'ont plus rien à perdre, au point de croire que la pire des violences est un exploit d'héroïsme révolutionnaire, quand il ne

s'agit que d'une pathétique impasse suicidaire au seul service de leaders manipulateurs trop conscients pour risquer leur propre peau. Quand la vie quotidienne est dépourvue de sens et de liberté face à l'avenir, tel un mets devenu insipide au fil du temps, ou pire encore, en état de quasi putréfaction, on s'adonne aux épices les plus fortes de la violence pour en cacher l'âcreté malodorante, quitte à prendre un plaisir malsain à se challenger par un goût du risque peu ou prou suicidaire.

La seule réponse possible à la prolifération des actes terroristes, comme de toute autre forme de violence individuelle ou collective, est donc de nature *systémique*, via l'établissement d'une justice universelle que seule l'égalité minimale et suffisante garantie par une constitution délodiste fondée sur la partition-répartition biéconomique peut offrir à chaque citoyen, condition *sine qua non* de toute dignité responsable et du respect de la double nature égalitaire et « libertaire » de chacun. Du point de vue tempérant, le terrorisme devient aujourd'hui la pire forme de guerre latente ou larvée, à la façon de hideux furoncles sur la face de l'Humanité, voire comparable aux exutoires volcaniques de la croûte terrestre, en tant que symptômes douloureux de l'attente d'une société humaine permettant enfin au Bien Commun de l'équilibre optimal de s'imposer pacifiquement, par la simple disparition des causes profondes de la violence vitale. En effet, dès lors que chaque adulte de seize ans ou plus se sentira socialement et localement intégré et respecté en tant que citoyen responsable, à égalité de droits et de devoirs avec l'ensemble de ses voisins immmédiats, et plus encore apaisé face à tout aléa vital grâce à la Garantie Citoyenne, *toutes* les chances et conditions se trouveront enfin réunies pour que les marchands de drogue et autres vains paradis terroristes disparaissent inévitablement faute de clients-pigeons, tandis que les éventuels cas de dérive ou violence individuelle ou pathologique incompressible n'auront plus rien à voir avec le caractère systémique et contagieux des réseaux mafieux et terroristes qui sévissent aujourd'hui plus que jamais. Cela est d'autant plus certain que la soif de violence procède toujours d'un mal être social plus ou moins psychologiquement exacerbé, entraînant un besoin de vengeance et d'agressivité nourri par quelque injustice hélas réelle *et* ressentie. Or, le lien social égalitaire qui

fondera la société délodiste ne pourra qu'humaniser chaque citoyen en multipliant les contacts d'ordre solidaire, ce qui permettra d'associer les affects en apaisant les relations, prouvant en cela que le meilleur moyen de se désarmer est encore de n'avoir aucune raison de s'armer, sachant que cela ne sera possible qu'au sein d'un cadre *objectivement* apaisé de façon biéconomique, tandis que la conséquence culturelle tempérante de ce progrès sans précédent, en effaçant à terme l'essentiel des violences terroristes et des besoins d'armement, attestera le dépassement d'un cap historique crucial dans l'accession à un niveau supérieur, et très bientôt minimoptimaximal, d'*humanité*.

3 - L'Ultra-Islamisme Politique et Idéologique.

En guise de définition préalable, il est essentiel de prévenir tout risque d'amalgame sémantique ou autre raccourci abusif susceptible de porter préjudice à l'Islam en tant que religion historiquement essentielle pour une grande partie de l'Humanité (et en cela aussi respectable que toute autre croyance sincère, en vertu du respect légitime de la liberté d'opinion, d'expression et de confession), sachant que nombre d'erreurs langagières sont hélas fréquentes en utilisant le substantif d'*islamisme* et l'adjectif *islamiste* sans aucune précision complémentaire. En effet, ces deux termes, *stricto sensu*, ne font d'abord référence qu'à l'Islam en sa neutre qualité de foi religieuse, et donc de quête spirituelle et d'éthique comportementale, dont les valeurs culturelles sont fondées sur la Paix et la soumission envers Allah, via son Prophète Mahomet et la Révélation du Coran. Comme il a pu être précisé dans un chapitre précédent, et à l'instar de toutes les autres religions du monde, cette pratique cultuelle suppose des préceptes, des rites, des langages et dogmes inévitablement dépendants d'une époque et d'un lieu précis, ainsi que des évolutions interprétatives des premiers héritiers du message originel, sans oublier l'actualisation constante des prêches à chaque période de l'Histoire, ce qui implique, comme on le sait, tous les avantages et inconvénients déjà listés dans l'observation tempérante des religions, en raison de la nature *aussi* temporelle de toute religion en tant qu'institution, et de formes et

contenus plus ou moins justifiés du point de vue objectif de l'évolution des sociétés concernées, selon leur caractère intemporel ou contingent. C'est ainsi que les valeurs d'égalité et de liberté, en particulier entre les femmes et les hommes, sont hélas encore loin d'être respectées par la quasi-totalité des religions, a fortiori s'agissant ici de l'Islam, dont la loi coranique, lorsqu'elle est suivie de façon trop stricte ou littérale, c'est-à-dire via une sévérité intégriste, punitive et discriminatoire, se révèle en décalage total vis-à-vis de l'évolution humaine et de sa conscientisation universaliste, ce qui peut d'ailleurs être le cas de n'importe quelle autre religion *sur-interprétée*.

Á l'instar du Bouddhisme, du Judaïsme, du Christianisme, ou de toute autre religion, l'*Islamisme* (sans autre précision) doit être compris comme en tout point équivalent à l'Islam, tout comme le moindre détail *islamique* fait référence à quelque chose de musulman, dans le premier sens usuel d'une foi pratiquée de façon libre, tolérante et équilibrée via une saine modération, tant par des imams responsables et respectueux du message pacifique qu'ils transmettent, que par leurs fidèles. Dès lors, du point de vue toujours neutre de la tempérance, l'objet de cette section ne concerne que les dérives *abusives* de l'*ultra*-islamisme, autrement dit de l'islamisme *intégriste* ou *radical*, particulièrement au travers de ses débordements *extra*-religieux, de nature idéologique ou politique. Il faut distinguer deux plans de réflexion dont la différence est fondamentale, en respectant au mieux la réalité historique, dans ses réelles dimensions *et* proportions. Du point de vue religieux, le radicalisme ou l'intégrisme musulman ou islamique est surtout le fait d'une *minorité* de leaders et pratiquants *ultras* dont la caractéristique est d'être abusifs, extrêmes et hyper-conservateurs dans l'interprétation du Coran, dont les intentions négatives se révèlent en déformant l'objet pacifique du culte considéré, en faisant la promotion de la haine et de la violence, de l'intolérance entre musulmans comme envers toute autre croyance ou incroyance, ce qui va à l'encontre, non seulement de l'essentiel du message coranique, mais aussi de l'intérêt, de l'équilibre et de la quête spirituelle des fidèles ainsi manipulés. Ce type de dérive existe dans toutes les religions, et constitue une dictature cultuelle et intellectuelle propre à promouvoir ou

justifier tous les excès comportementaux, individuels, en famille ou en société, sur la base de la division, de l'agressivité délibérée et du conflit permanent, en désignant quelque adversaire à combattre, soumettre ou éliminer, alors que, à l'exemple de toute religion digne de ce nom, la foi musulmane usuelle, et l'islamisme en tant que culture communautaire *légitime*, ne sauraient prôner que le respect et la tolérance qui fondent la Paix, facilitant ainsi un progrès spirituel authentique entre des frères et sœurs volontairement -et égalitairement- soumis à Allah, et non pas au moindre leader temporel malintentionné.

Quelle que soit la religion concernée, les extrémistes et autres intégristes sont minoritaires, mais font hélas toujours plus de bruit que la majorité silencieuse, et s'avèrent actifs et manipulateurs au point de prendre trop souvent l'ascendant sur cette dernière, s'arrogeant ainsi un pouvoir, tant religieux que temporel, en toute illégitimité de proportion représentative, ce qui est d'autant plus facile que religions et sociétés ne sont pas -encore- démocratiquement structurées. Quel peut être l'intérêt pour certains imams ou théologiens de prôner la division, la haine et la violence, si ce n'est pour quelque avantage bassement temporel ou autre assouvissement d'ambition égocentrique ou clanique, pour le seul plaisir dominer et d'utiliser leurs suiveurs à la façon de « soldats de la foi », en totale contradiction avec l'universalisme Divin et spirituel d'une seule et même condition humaine, et de façon aussi arrogante que les Chrétiens à l'époque de leurs croisades ? Comment prétendre imposer une religion par la force quand il ne peut s'agir, en matière de Foi, que d'adhésion via le cœur et la conscience, sur la seule base possible de l'exemplarité ? La Création, dans sa réalité mystérieuse, est *un* Tout, et la conscience individuelle de chaque pratiquant, musulman ou non, comme de chaque non-croyant en quête de spiritualité laïque, n'a aucune difficulté à sentir que division, exclusion, violence et destruction vont dans le sens opposé de la Foi et du progrès humain, de l'Histoire et de la flèche intemporelle d'un Univers programmé pour progresser vers le bien, le bon, le beau, le vrai et surtout le *juste*. Il revient dès lors à chaque fidèle, imam et autre théologien d'interpréter le sens profond de l'Islam en concordance avec la quête universelle de la Paix, de l'égalité que suppose le respect, et de

la liberté qu'implique la tolérance, ce qui est tout-à-fait compatible avec le *cœur même* du Message coranique, une fois relativisés les inévitables aspects d'ordre historique ou temporel, local ou culturel, propres à toute religion humainement exprimée, pour comprendre la valeur identique de toutes les âmes humaines en transcendant l'apparence des différences.

Le second plan d'observation concerne les nations islamiques, en tant que pays très majoritairement, voire totalement musulmans, au sens plus large d'une culture, d'une société quadrifaciale imprégnée de foi et d'us et coutumes coraniques, ce qui oblige à considérer les aspects institutionnels de façon neutre, en respectant la légitimité historique des peuples correspondants en tant que sociétés souveraines. De fait, l'Islam est beaucoup plus qu'une religion « limitée » au Spirituel, car, dès lors qu'une vaste majorité, voire la totalité de chaque population, se trouve en situation de partager une même foi, en l'occurrence islamique, il est historiquement inévitable que la culture, la vie sociale, l'économie, la politique, la loi et la justice se règlent sur ce thermostat commun, ce qui ne signifie certes pas pour autant que le régime correspondant doive être théocratique au sens absolu du terme. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, une démocratie peut se construire sur quelque fond religieux, philosophique ou culturel *uniforme* que ce soit, sachant que dans ce cas, les individus qui (se) gouvernent et leurs représentants sont des citoyens de la même religion, musulmans par exemple, sans pour autant agir ni décider en tant que religieux s'ils ne sont que des fidèles à titre privé. Après tout, la France, en tant que très vieille nation de tradition et de philosophie principalement chrétiennes, malgré le recul de la pratique religieuse correspondante, s'avère pour la plupart du temps bel et bien gouvernée par des « Chrétiens » au seul sens *culturel* du terme. Dès lors, et quel que puisse être l'arrière-plan cultuel, monochrome ou non, de la société considérée, le plus important est de s'assurer que les principes démocratiques, tels que garantis par le délodisme, soient respectés pour laisser la *majorité* citoyenne, le plus souvent numériquement écrasante, choisir son avenir dans un respect total et mutuel vis-à-vis de la ou des minorité(s). Les choix en question, pour autant qu'ils soient pacifiques et pleinement assumés, seront historiquement légitimes et respectables

en tant que décisions souveraines, sachant qu'ils pourront être corrigés au fil du temps, et ce, dans les meilleures conditions démocratiques, en fonction de leur pertinence objective et dès lors, de leur correspondance ou non avec le sens positif et universel de l'Existence et de sa quête de progrès, qu'il s'agisse de décisions impliquant les choses ou les êtres.

Or l'Histoire n'en est pas encore là, puisqu'à l'instar des nations « laïques », les sociétés à très forte religiosité sont gouvernées dans un cadre dictatorial au pire, ou pseudo-démocratique au mieux, au gré d'un très large éventail de situations intermédiaires et sur la base du mono-systémisme, ce qui leur fait subir de la même façon la pesanteur socio-économique de l'injustice entre citoyens, de leur inégalité vitale, et de l'appropriation toujours plus minoritaire et *extrémisante* des pouvoirs. Que la toile de fond sociétale soit ici d'apparence religieuse ou laïque, mystique ou matérialiste, les lois d'équilibre observées par le biais des présentes *Réflexions* s'appliquent à 100%, et le non-respect de la parité entre société et individu, égalité et liberté, n'aboutit, via l'éloignement de ces deux plateaux complémentaires, qu'à un processus de violence et d'*extrémisation* croissantes, lequel se traduit sous forme de radicalisme-intégrisme religieux dans le premier cas, ou d'ultralibéralisme financier dans le second. La différence n'est qu'une question de culture locale et de degré de développement vers une laïcisation des pouvoirs garante de progrès aussi certains que relatifs dans la bonne direction, car toujours désespérément insuffisants en l'absence du délodisme biéconomique et de la tempérance culturelle (et cultuelle) qui en résultera.

En tant que religion, et à l'instar de toute autre croyance devenue historiquement nécessaire selon l'analyse déjà faite au chapitre 10 de ce livre, l'Islam usuel, c'est-à-dire *modéré*, s'avère légitime et compatible avec la Spiritualité Universelle et l'humanisme planétaire, dans toute la mesure des préceptes, prêches, dogmes et traditions respectant l'égalité, la liberté et la tolérance, tant vis-à-vis de ses très nombreux et fervents fidèles qu'envers les non-croyants ou adeptes d'une autre foi, ce qui peut être le cas de cette pratique religieuse en tant que quête spirituelle et partage pacifique contribuant au civisme de sociétés culturellement

aussi riches que variées, bien qu'il faille ici reconnaître que les systèmes théocratiques sont encore plus facilement dictatoriaux que les régimes laïcs. Cela étant dit, comme toute expression de foi datée et localisée dès l'origine, et en tant qu'institution temporelle, l'Islam contient aussi les germes de dérives et déviances toujours possibles selon le contexte historique, à commencer par les excès du radicalisme ou de l'intégrisme qui affectent également bien d'autres religions, et dont la caractéristique commune est d'interpréter l'héritage cultuel dans le sens le plus étroit et intolérant qui soit, ce qui fait aussitôt ressortir les aspects les moins universels et les plus sclérosants, réduisant l'émancipation spirituelle des fidèles à une pure et simple soumission *temporelle*, tandis que le sectarisme exacerbé qui en résulte cultive l'intolérance et la violence, autrement dit l'exact opposé de la Paix théoriquement professée.

Or, à l'instar de ce qui se produit au sein des autres religions, et qu'il s'agisse d'abus et pratiques temporellement, géographiquement ou culturellement datés et devenus incompatibles avec l'évolution sociétale des mœurs et des connaissances, ou a fortiori des interprétations parfois excessives des imams, tout comme des prêtres, popes, pasteurs et autres rabbins, il est essentiel pour tout croyant lucide et responsable de faire le *tri* entre ce qui va dans le sens de la Paix, du bien, du juste, de l'*égalité* entre tous les humains et de la *liberté* de croire ou non par adhésion, et ce qui est incompatible avec la raison humaniste et universaliste fondant la légitimité intemporelle de la foi ou de la religion en question.

Pour compliquer quelque peu le panorama usuel du chapitre 10, force est de remarquer ici que l'Islam traduit ses principes spirituels non seulement à travers des dogmes établis et autres rites forcément codifiés, mais se trouve être aussi et surtout *surtemporalisé* en tant que religion d'État, voire sous forme d'État religieux transnational, pour ne pas dire multinational, ce qui lui adosse d'immenses pouvoirs tant politiques que législatifs ou juridiques, sous la forme de gouvernements plus ou moins directement théocratiques selon les pays concernés. Dès lors, il s'avère à terme inévitable que le rôle spirituel et éducatif de cette religion coure le risque d'être a minima relativisé, et plus encore détourné au seul service

d'intérêts ou ambitions bassement économiques, financières, politiques et stratégiques, et ce d'autant plus que les pseudo-républiques en cause sont encore moins démocratiques que leurs consœurs occidentales. En s'appuyant sur un besoin d'ordre strict localement justifié par la relative immaturité démocratique des peuples en question, l'Islam, en tant que spiritualité modérée, ne peut dès lors que se radicaliser sous forme de domination minoritaire et intégriste, tout en devenant par la force des choses une idéologie prioritairement temporelle, avec le risque logique d'asservir la spiritualité à la politique et de manipuler les populations en mixant sournoisement la Loi Divine à la loi temporelle, afin de rendre cette dernière incontestable, ce qui ne peut que souligner les aspects les plus négatifs des dogmes et traditions, sur fond d'injustice patriarcale et machiste vis-à-vis des femmes et des filles en particulier, sans compter l'obligation de se faire toujours plus agressif et violent sur la scène des nations, à l'instar de n'importe quelle dictature.

De fait, les pays sous domination *politique* musulmane s'avèrent culturellement bloqués à un degré d'évolution démocratique comparable à celui auquel se trouvait la France quand la Royauté de droit divin et le Catholicisme régnaient en maîtres absolus, car cela équivaut souvent à une forme à peine déguisée de dictature interdisant toute évolution vers l'équilibre démocratique entre égalité et liberté, sachant ici que certains pays musulmans sont ouvertement « théocratiques », tandis que d'autres mixent une domination personnelle, familiale ou clanique peu ou prou partagée avec une puissante structure religieuse, ce qui explique entre autres les désillusions postrévolutionnaires des peuples concernés, ces derniers n'ayant finalement le choix qu'entre une dictature religieuse ou laïque, voire une pseudo-démocratie corrompue jusqu'à la moelle. Le résultat d'une telle situation historique est de politiser et idéologiser la foi islamique en transformant un Islam fondamentalement tempérant et pacifique en *ultra*-islamisme guerrier et dictatorial, dont la seule issue pour rester au pouvoir est de cultiver la violence intérieure et extérieure, aux antipodes des valeurs universelles contenues dans le Coran et des meilleurs exemples de vie du Prophète Mahomet (malgré, ou peut-être à cause des différences souvent remarquées entre les sourates mecquoises

et médinoises). Les premières victimes de ce hold-up spirituel et culturel ne sont autres que les peuples musulmans, ainsi que leurs diverses sous-communautés qui se laissent diviser au gré des manipulations, sachant que leurs dominants locaux utilisent à cette fin les pires potentialités du terrorisme dès que les manœuvres politiciennes s'avèrent insuffisantes pour gagner ou conserver le pouvoir.

Les secondes victimes sont les pays étrangers, voisins immédiats ou non, et plus particulièrement l'*odieux* Occident et ses toutes relatives démocraties, sur fond de jalouse revanche postcoloniale, en utilisant à cet effet tous les prétextes propres à dédouaner les dictatures de leurs responsabilités dans la misère présente de leurs propres peuples, via la propagande de quasi partis uniques, et non sans travestir au passage les timides réactions des « démocraties » en racisme et anti-islamisme, alors que seuls les pouvoirs agressifs et autres excès temporels de ces régimes primaires se trouvent à juste titre combattus en situation de « légitime défense » par des « États de droit » qui, bien qu'encore insuffisants, sont enviés par tous les peuples opprimés. Il faut dire, hélas, que par intérêt, les dominants minoritaires occidentaux font preuve d'une inconscience et d'une maladresse criminelles en matière de diplomatie et de politique étrangère, dans le but de promouvoir le juteux business des ressources naturelles et des armements, en se moquant bien de l'intérêt majeur de leurs propres peuples, lesquels se trouvent engagés de force dans des conflits aussi vains que mortifères. C'est ainsi que les dominants de tout bord, pseudo-laïcs d'un côté et pseudo-musulmans de l'autre, mais tous convertis à la même « religion temporelle » du pouvoir et de l'argent, jouent aux petits soldats avec le sang de leurs sujets et autres pseudo-citoyens, dont certains trouvent la mort via la violence la plus lâche qui soit, selon une « loterie » aussi fatale qu'aberrante, tandis qu'à d'autres moments, des guerres localisées encore plus profitables permettent de changer le visage des tyrans, de détruire puis de reconstruire avec l'aval et la manne financière de maints organismes internationaux et la fausse bonne conscience de l'affairisme humanitaire. L'hypocrite routine de la *real* politique, du pragmatisme et de l'opportunisme rend ainsi tous les dominants en question historiquement complices d'une sorte de constant

crime contre l'Humanité, les pseudo-démocraties se légitimant via un soi-disant devoir d'ingérence grâce à quelques intellectuels transformés en idiots utiles, tandis que sur l'autre bord du gouffre, les esprits les plus faibles ou les plus aigris s'offrent en sacrifice en se laissant berner par leurs commanditaires, comme si le Paradis pouvait se mériter en causant l'Enfer sur Terre.

La troisième victime privilégiée est l'Europe et plus précisément la France, sa « révolution » et sa laïcité imparfaite car exagérée, terreur des pouvoirs religieux extrémistes en tant qu'exemple -hélas encore trop théorique- d'idéal républicain démocratique, humaniste et souverain, de société émancipée de toute interférence religieuse publique depuis la loi de 1905 séparant les églises et l'État, nation particulière dont la fragilité constitutionnelle s'est malheureusement laissée submerger par la caste néolibérale et son énarchie servile. Il n'est guère surprenant que le pays « le plus laïc du monde » (du moins en principe), au point de dépasser parfois les bornes d'une tolérance optimale, comme il sera vu plus loin, soit devenu la bête noire des pouvoirs hyper-religieux face à la soif de liberté de leurs peuples, et dès lors une des cibles favorites du terrorisme ultra-islamique, a fortiori compte tenu des ambiguïtés douteuses de la classe dominante parisienne, dont les bas intérêts financiers sont le plus souvent contraires aux aspirations majoritaires. Cela permet à l'ultra-islamisme politique ou idéologique de pratiquer l'entrisme à tous les échelons des pyramides française et européennes, de radicaliser l'Islam dans les banlieues en y recrutant sans peine de nouveaux militants, d'y partager le pouvoir avec les gangs mafieux des réseaux de la drogue, et plus récemment encore, d'utiliser des milliers de migrants illégaux et autres demandeurs d'asile comme autant de soldats improvisés dont la mission involontaire semble être de conquérir par peuplement, dans le fol espoir de *délaïciser* les pseudo républiques européennes, ne serait-ce que pour décourager les peuples à majorité musulmane de réclamer leur droit à la liberté et à la démocratie. C'est compter en cela sans la soif universelle et intarissable de Paix, d'égalité et de liberté qui habite *tous* les humains, y compris dans les pays musulmans, comme en ont déjà témoigné les Printemps Arabes, malgré les décevantes récupérations qui

étaient hélas prévisibles. Ces réflexions font comprendre à quel point les mono-systèmes dictatoriaux ou pseudo-démocratiques en jeu dans cette équation sont les principaux freins à la résolution du problème, bloquant la situation historique par pure cupidité minoritaire, et manipulant les populations concernées en les opposant par la peur ou la jalousie. De ce point de vue paradoxal, les dominants situés sur les deux côtés de ces frontières civilisationnelles ont objectivement intérêt à laisser pourrir les choses en toute improvisation, ce qui ne peut que conforter leur pouvoir respectif en désignant un ennemi extérieur ou intérieur au travers de la concurrence caractéristique de toute histoire prétempérante, via le clash destructeur de l'ultralibéralisme contre le conservatisme ultrareligieux, alors que l'authentique fossé *objectif* se situe entre tous les peuples et leurs dominants respectifs, loin du gouffre aujourd'hui artificiellement creusé par le dumping déshumanisant de la provocation délibérée, de la propagande agressive et de la désinformation sclérosante.

L'ultra-islamisme, autrement dit, l'islamisme radical, intégriste, politique ou idéologique n'a donc plus rien de commun avec le message coranique originel et sa dimension de spiritualité et de tolérance, dans la mesure où tous les moyens d'application historique qui découlent de ce hold-up ne se traduisent que par maintes formes de violence possibles, sans aucune limite dans l'inhumanité comme dans l'horreur, s'agissant en particulier du terrorisme, et pour des finalités bassement temporelles de classique domination minoritaire sur les quatre faces pyramidales des peuples musulmans qui en font les premiers frais en termes de nombre de victimes directes ou indirectes, et plus encore de privation de droits, comme de liberté et d'égalité minimales ou vitales. Sur les trois niveaux intra-sociétal, sociétal et inter-sociétal, la religion islamique se trouve ainsi travestie, détournée en couverture de crimes, tant pour permettre à des gangs élargis par la peur et l'endoctrinement de soumettre tel ou tel concurrent ou d'accéder au pouvoir par la force, que pour s'y maintenir ensuite via le terrorisme d'État, ou provoquer des guerres entre nations, parmi maintes autres manigances déstabilisatrices visant à empoisonner les pays trop puissants pour être conquis militairement.

Pour parvenir à ses fins, cette véritable plaie du siècle, telle un néonazisme aussi multiforme que transnational, profite amplement du désordre mondialiste libéral, tout comme du commerce des armes et de la drogue, en développant assez logiquement des relations de conflit *et* d'intérêt des plus ambiguës avec les pouvoirs occidentaux et le marché planétaire, via le business le plus juteux et la diplomatie la plus opaque, le tout dans une confusion visiblement entretenue qui révèle en creux la mortelle impasse des pouvoirs religieux ou laïcs minoritaires et mono-systémiques délimitant ce fossé prétendument civilisationnel, pouvoirs qui se font à chaque occasion plus corrompus et dictatoriaux, aux frais de l'humanité commune des peuples concernés. Il n'est aucunement nécessaire d'être « complotiste » pour comprendre que, vu d'assez haut, sans le moindre besoin d'accord explicite, les intérêts historiques entre dominants ne peuvent que profiter de ce jeux d'échecs mortifère, entre autres pour maintenir les peuples dans la crainte ou la haine, pour mieux les distraire de l'enjeu universel de l'égalité minimale et de la liberté maximale, tout en stimulant d'autant les affaires au passage par le biais de la militarisation et de la destruction-reconstruction, dans un incessant remake par lequel le sang et la sueur des peuples servent à tout sauf à progresser dans le bon sens, en direction de l'émancipation d'une seule et même Humanité. Il faut en déduire que l'ultra-islamisme politique et l'ultra-libéralisme monopolistique, frères jumeaux par les hasards d'une coïncidence historique, ne pourront se *tempériser* que sous la pression des peuples qu'ils exploitent et manipulent, via la seule issue possible du délodisme biéconomique, dont la formule d'équilibre respecte la part d'utilité et d'objectivité commune aux seuls *bons* aspects de ces deux approches sociétales, religieuse et laïque, c'est-à-dire compatibles avec le besoin universel d'humanisation-pacification, seule façon *sensée* de rendre l'islamisme modéré et le libéralisme minimoptimaximal en tout point complémentaires dans les nombreux pays concernés, comme en matière de relations internationales.

4 - L'Impérialisme Militaire et Guerrier.

Au sommet de toutes les aberrations, déséquilibres ou violences possibles se situe la guerre totale entre nations, en tant qu'échelle ultime de destruction de masse, par conquête militaire suivie de l'élimination, voire de la domination artificielle du vaincu en cas de victoire établie, sachant toutefois que les pays les plus puissants se font la guerre par communautés interposées, en raison des aléas qu'entraînerait un conflit planétaire incluant l'usage toujours possible d'armes nucléaires et autres subtilités de guerre bactériologique. Les blocs quasi continentaux qui se mettent en place à ce stade de l'Histoire font peser cette menace ultime, prétexte à une course éhontée à un surarmement devenu inutilisable sans mettre en péril toute vie sur terre en cas de dérapage incontrôlé, ce qui constitue un incroyable gaspillage d'énergies et de ressources en termes d'efficience ou de priorisation des besoins humains, et ce, d'autant plus que les interdépendances du marché mondial s'avèrent plus réciproques que jamais, y compris entre la Chine et les USA, qui sont aujourd'hui les « empires » dominants. Bizarrement, la puissance militaire, ou même policière, pour dissuasive et impressionnante qu'elle soit, n'a jamais été aussi vaine par certains côtés, en particulier face au « terrorisme » de résistance ainsi qu'aux nouvelles modalités de luttes dont les peuples deviennent capables, y compris par la force autrement plus efficace de la non-violence, de la non-coopération, de la désobéissance civile, ou de la dénonciation médiatique. Une armée peut certes en vaincre une autre, et même soumettre un peuple par surprise à très court terme, mais les graines de la résistance sont semées par toute violence en proportion directe de son inhumanité, et le faux équilibre ainsi induit ne peut que s'effilocher avec le temps, sachant que si une population « tolère » un nouveau maître, c'est souvent faute d'avoir pu apprécier les précédents dominants et de s'imaginer capable d'autonomie démocratique effective via la solution délodiste. Le fiasco évident de la plupart des invasions militaires récentes sitôt la victoire remportée, à l'instar de ce qui s'est produit en Lybie ou en Afghanistan, doit faire réfléchir à deux fois les

états-majors et autres décideurs politiques, corroborant en tout point le vain et désastreux bilan humain et financier des guerres les plus totales, à commencer par celles du XX° siècle.

En un certain sens, la mondialisation a rendu les « grands » pays plus solidaires que jamais entre sous-traitants, producteurs-exportateurs, et importateurs-consommateurs, emprunteurs et spéculateurs, fraudeurs et blanchisseurs en paradis fiscaux, à l'avantage d'une classe dominante devenue planétaire, tandis que par ailleurs, la coagulation croissante des unions interindividuelles, comme les contacts collectifs via le tourisme, les études, la recherche et la coopération, sans compter les effets positifs et *conscientisants* de l'usage d'Internet, rendent les peuples de moins en moins facilement manipulables, car de plus en plus matures et aptes à se sentir avant tout honteusement exploités par les mono-systèmes pseudo-démocratiques ou dictatoriaux qui gonflent leurs muscles les uns contre les autres. Il est également probable que, observant le coût financier des guerres « totales », même d'échelle régionale, considérant les avantages d'une concurrence commerciale mondiale, et tenant compte des intérêts communs et objectifs unissant *de facto* tous les dominants planétaires, les néo-pouvoirs se tournent vers le financement et la manipulation du terrorisme en guise d'utile « soupape de sécurité » ou autre guéguerre acceptable, tout en poursuivant un concours de provocations verbales propre à terroriser les peuples autour de leur chef, histoire de justifier les fonds astronomiques engloutis dans la recherche d'armements toujours plus sophistiqués, tant il est vrai que chez les sociétés prétempérantes, cette dernière fait aussi progresser l'innovation technologique. Si tel est bien le cas, la seule *menace* permanente de guerre totale, savamment entretenue par l'exacerbation de situations de tensions internationales, suffit à justifier un juteux marché public afin de multiplier inutilement une surpuissance déjà largement suicidaire, fournissant par la même occasion un prétexte tout trouvé pour l'investissement lucratif privé, tandis qu'un minimum de conflits bien réels, dramatiques et médiatisés comme il se doit, permet à la fois de tester les hommes et les matériels « sur le terrain », d'user les équipements pour les remplacer aussitôt, et d'entretenir la précarité et l'insécurité dans l'esprit du citoyen lambda.

Dans cette hypothèse hélas très plausible, il ne s'agit avant toute chose que de susciter, entretenir et laisser prospérer indéfiniment un marché sécuritaire et militaire permettant de capter et de faire fructifier certaines ressources financières dérivant des déséquilibres sociétaux, à l'instar des investissements dans les œuvres d'art ou dans la spéculation boursière, et aux dépens de bien d'autres priorités collectives tout aussi humaines qu'urgentes.

Les millions de victimes de la pandémie planétaire du Covid 19, dont l'origine désormais officieusement admise serait liée au laboratoire international de recherche de Wuhan, et plus encore la crise économique et le désordre commercial qui en ont découlé, jusqu'à la spéculation inflationniste sur les matières premières et les transports au moment de la reprise, sont autant de « chocs historiques » plutôt imprévus propres à responsabiliser plus que jamais les maîtres du monde autoproclamés, et surtout à rendre les peuples enfin conscients de leur solidarité objective et des risques globaux dérivant des aberrations systémiques, y compris sur le plan écologique. Il apparaît donc que la guerre totale et mondiale, par sa seule éventualité, dessine en puissance le point final et la limite « absolue » de l'accumulation et de l'exportation des non-sens sociétaux propres à toutes les civilisations prétempérantes, dans une continuité de violences et d'injustices sociales dont la source commune n'est autre qu'un mono-systémisme peu ou prou anti-démocratique.

5 - Mille et Une Violences, mais Une Seule Cause.

Qu'il s'agisse des déséquilibres individuels du caractère inné de chacun, dérivant d'un passé pluri-générationnel génétiquement transmis (si ce n'est via l'effet spirituel des vies antérieures de notre antimatière), de nos comportements plus ou moins agressifs, familiaux, de voisinage, entre collègues, ou intra-sociétaux, tant individuels que collectifs, des incivilités quotidiennes jusqu'aux émeutes de quartier, des rapports si conflictuels entre communautés culturelles laïques ou religieuses pour simple cause d'apparence différente, ou des méga-luttes concurrentielles

d'échelle sociétale, internationale, voire mondiale, toutes les formes de violence observables dérivent principalement, si ce n'est *exclusivement*, de la pesanteur historique originelle identifiée dans cet ouvrage, par la confusion spontanée de notre double essence sociale *et* individuelle et le déséquilibre subséquent entre Égalité et Liberté, sources d'intempérance cumulative aboutissant toujours aux pires comportements pour le plus grand malheur des êtres humains, annihilant jusqu'à leurs plus sincères efforts en les détournant du bon sens commun, favorisant ainsi les actes les plus injustes et retardant d'autant les progrès émancipateurs de leur si chaotique cheminement vers l'humanisation, ce qui induit au passage les monstrueux gaspillages écologiques et planétaires que l'on sait.

Au cœur des chutes toujours plus douloureuses de cette marche forcée de l'Histoire en forme de piétinement des valeurs universelles, de ce bégaiement périodique d'erreurs temporelles et de fautes spirituelles, la confusion de notre double nature sociétale et l'ignorance du besoin d'équilibrage par le biais d'une partition-répartition permettant à chaque citoyen d'exister doublement ont jusqu'à présent empêché l'Humanité de s'émanciper de sa pesanteur animale, trahissant les plus beaux idéaux par maintes déviances d'injustice et d'inégalité vitales, ce qui constitue bel et bien l'explication la plus complète possible du *mal* au sens moral du terme, comme de la *violence* au sens concret du vécu physiologique, psychologique, socio-économique, politique et culturel des peuples, et donc de l'erreur ou du défaut d'intelligence caractérisant un degré relatif de sous-humanité. Et pourtant, au-delà des apparences différenciant les humains selon leurs cultures géographiquement fondées, notre condition universelle s'avère en tout point identique, nous conférant une seule et même identité d'*Homo Sapiens*, malgré le caractère encore largement immérité du second terme de cette appellation convenue, en contraste avec l'*Homo Temperans* d'un proche avenir.

La confusion de notre condition historique, incomprise jusqu'à la rédaction du présent ouvrage, a entraîné la construction de pyramides biaisées par la précarité vitale d'une concurrence de *survie*, (y compris depuis que le progrès nous a largement fait dépasser ce niveau basique),

induisant une constante précarité psychologique nourrie d'incertitude du lendemain et d'absence de garanties sécurisantes minimales en société mono-systémique et pseudo-démocratique (dans le moins mauvais des cas), comme autant de peurs dictant une forme ou une autre de violence comportementale et un besoin de domination pseudo-sécurisante, et ce quelle que soit la face concernée ou la dimension sociétale en question. Cela s'opère à travers l'absence de libre choix entre le temps et l'argent, définissant un absolutisme tout aussi contraignant que n'importe quelle dictature, en empêchant l'émancipation de la quasi-totalité des citoyens et l'avènement du temps libre via la réduction et le partage équitables du du travail et des richesses que celui-ci procure. D'où les systématiques abus de pouvoir historiques, volontaires ou non, socio-économiquement et politiquement tissés au fil du temps, dans des proportions croissantes en fonction des progrès de la science et de sa technologie subséquente, tout comme les déviances et autres décadences culturelles envenimant lesdites violences systémiques et justifiant les contre-violences qu'elles ne manquent pas d'induire. D'où l'inévitable et périodique glissement ou dérapage social vers la pire brutalité, l'extrémisme et la délinquance du sommet comme de la base pyramidale, sous des formes toujours plus pathétiquement symétriques, et la division, l'exclusion ou l'exploitation d'autrui, en lieu et place de la Justice et de l'union que suppose la Paix, civile ou internationale. D'où, au bout du compte, l'inexistence de toute société humaine digne du nom de civilisation, par absence d'égalité basique de droits et devoirs permettant de définir et de concrétiser, dans la vie socio-économique de tous les jours, une identique appartenance citoyenne à la fois minimale et suffisante, sachant désormais que seul le délodisme biéconomique pourra transformer le mensonge culturel d'une pseudo-égalité de droits politiques en une vérité et réalité observables sur les *quatre* faces pyramidales de l'édifice commun.

Il est dès lors possible d'affirmer que toute violence équivaut *de facto* à empiéter sur l'intégrité et la liberté vitale d'autrui, dans un excès illégitime qu'aucune loi ne saurait justifier sans être contraire au sens de l'Histoire comme au progrès spirituel *objectif* de l'Existence. Toute violence, exploitation, domination ou exclusion naît du dépassement

historique, individuel ou collectif, du point axial défini par l'équilibre minimoptimaximal, induisant aussitôt une erreur objective de calcul en termes scientifiques de gestion socio-économique exhaustive, mais aussi de comportement en termes psychologiques et relationnels, ainsi qu'une faute morale du point de vue universel de la Justice et de la Spiritualité. Toute violence -ou même source de violence- procède de la confusion micro-systémique du plus petit contact impliquant deux êtres vivants, en l'occurrence humains, dès cet embryon de société, et seule la partition-répartition peut équilibrer, avec tout autant de justesse que de justice, la dualité individu-société qui se trouve aussitôt créée, pour transformer le duel potentiel en duo garanti par l'équilibrage optimal de la solidarité citoyenne et de la liberté individuelle, afin de transcender, non sans les respecter, les lois de la pesanteur historique de notre double nature, y compris celle de l'équilibre bisphérique tendanciel. Aucune recherche d'émancipation matérielle, sociale ou spirituelle collective ne saurait dès lors aboutir sans impliquer la répartition bi-domaniale individualisée du travail et de ses richesses, respectant techniquement l'égalité *et* la liberté de *tous* les citoyens, seul moyen d'autoriser un libre choix évolutif entre le temps et l'argent, condition de l'accès à l'équilibre de la Tempérance et de sa modération, voire frugalité, écologique.

Hors cette solution, ce dépassement de cap aussi inévitable que le col étroit du sablier de l'Histoire sociétale, et le respect constant de l'équilibre qu'assure la proportion minimoptimaximale de 50% brut, la violence détruit tout autant son auteur que sa victime, même en parfaite bonne foi, tant que le dominant se révèle irrespectueux des conditions objectives et universelles de la Justice, comme de l'exactitude des lois physico-socio-économiques qui temporalisent et concrétisent l'essence éminemment morale et spirituelle de l'Existence. Cela est d'autant plus patent que la haine, la crainte et la jalousie (voire toute autre forme de détestation propre à exclure ou exploiter autrui en dépassant les bornes objectives de l'égalité *minimale*), agissent comme un insidieux poison intérieur, une obsession aliénante aux antipodes de la liberté excessive faussement ressentie, du pouvoir abusif pathologiquement auto-promu caractérisant tout dépassement illégitime sur quelque face pyramidale

que ce soit, par un effet d'aveuglement qui fait ignorer les autres en tant que membres d'une seule famille humaine, à l'instar de la cupidité d'un Papet de Pagnol tuant à petit feu son propre fils bossu par ignorance de leur véritable identité commune.

Les guerres civiles et internationales sont l'aboutissement d'une seule et même logique de violence et d'injustice, quels que puissent être leurs prétextes et leurs modalités selon les circonstances, car tout lecteur adoptant le point de vue tempérant constatera que chaque conflit dérive d'une forme ou une autre de discrimination socio-économique vitale peu à peu devenue insupportable, nécessairement associée à une absence ou insuffisance patente de droits culturels et politiques, ce qui aboutit tôt ou tard à la manipulation-exacerbation des populations concernées, sous la domination illégitime, dictatoriale ou pseudo-démocratique selon le cas, de leaders guerriers et provocateurs dont les postures aussi minoritaires qu'extrêmes proviennent du pourissement auto-entretenu de la situation. Les violences physiques de l'élimination totale s'enclenchent aussitôt en se perpétuant par le seul besoin de venger les souffrances infligées aux victimes, garantissant un retour à la « jungle » la plus primaire qui soit, tandis que le sang versé aveugle des protagonistes exclusivement guidés par les pires émotions, faute de réflexion commune sur l'enjeu universel de la Justice objective, et de disponibilité des solutions biéconomique et délodiste de la Tempérance.

Fort de ces constatations, il s'avère enfin possible de définir plus clairement que jamais la teneur des valeurs universelles correspondant aux « Lois historiques » de l'Existant s'agissant des sociétés humaines, ainsi qu'aux finalités spirituelles du Mystère qui motive leur évolution vers toujours plus d'humanisation, afin de compléter les caractéristiques formelles de la philosophie Tempérante, telles que décrites au premier chapitre de ce tome III, et en espérant servir la cause de la Justice et de la Paix jusqu'à la conclusion imminente de ces *Réflexions Culturelles*.

6 - Égalité, Liberté, Responsabilité, Fraternité.

Á l'image d'un bouquet final concluant un feu d'artifice réflexif sans doute incomplet mais déjà suffisant pour le propos essentiel de la cause délodiste, biéconomique et tempérante, il paraît ici indispensable de récapituler succinctement les principes universels et concepts *positifs* qui fondent tout progrès sociétal, précisément quels que soient le lieu et l'époque, en concordance totale avec l'épanouissement humain le plus authentique, et en guise de solution ou réponse aux maintes formes de violence culturelle, socio-économique et politique observées depuis le début de cette recherche. Si certaines valeurs plus fondamentales que d'autres semblent bel et bien exister de tout temps, tels les couleurs dites primaires sur la palette d'un peintre, il ne faut voir dans l'énumération qui suit, et par-dessus tout dans sa chronologie grandement aléatoire, que la multiplicité de facettes propres à compléter une seule et même expression historique et conscientisée de tout idéal humaniste universel, dans le sens spirituel incluant une juste modestie scientifique vis-à-vis du Mystère Suprême, tel que défini au chapitre 10 de ce Livre III, le but étant de remixer ces concepts intemporels à la lumière cumulée des trois étapes réflexives déjà accomplies concernant les quatre faces avérées de la moindre société humaine.

L'égalité et la liberté se définissent mutuellement dans un ordre qui n'est pas seulement alphabétique par le hasard du français, dans la mesure où la *tempérisation* de l'Histoire passera par la priorisation du social sur l'économique, comme de la finalité sur les moyens, sans pour autant empêcher la liberté que suppose précisément un libéralisme bien conçu, c'est-à-dire proportionnellement équilibré grâce à la partition-répartition biéconomique et son calcul minutaire, pour n'exclure aucun citoyen en tant que créateur-entrepreneur potentiel. L'égalité tempérante tolère la différence, de nature comme d'envergure, en étant tout sauf un égalitarisme clonique, car elle se définit ici, d'abord, comme la garantie *quadrifaciale* minimale due à tout citoyen adulte, par droit de naissance

ou d'intégration méritée, sur la base de droits et devoirs de même valeur objective minutarisée, s'agissant des dimensions socio-économiques de la dignité citoyenne vitale -et idéalement suffisante-, sans lesquelles les droits politiques et culturels ne sauraient avoir la moindre consistance effective. Puisque toute société digne de ce nom doit assurer la sécurité physique et le respect de la propriété individuelle de ses citoyens, elle doit simultanément garantir les conditions minimales de vie et de travail correspondant au niveau matériel et social historiquement atteint, sans oublier l'égalité minimale que procurera l'Éducation Commune jusqu'à l'âge de seize ans, et sachant que ladite société sera une démocratie de type délodiste fondée sur la liberté de choix, collective et majoritaire, du peuple considéré. Dans ce cadre aux proportions toujours équilibrées, la liberté pourra assainir sa nature et se positiver en tant que vecteur d'une réelle émancipation en tout point méritée par le génie créatif de chacun, sans que, volontairement ou non, les citoyens concernés puissent nuire à l'équilibre sociétal en construisant leur vie sur le dos d'autrui, au sens vital de cette expression. Les innovations tempérantes auront donc pour principal avantage de « systémiser » le rapport d'équilibre optimal entre égalité et liberté, quelles que soient les modalités tant historiques que culturelles ou technologiques de chaque société humaine, en ajoutant les dimensions socio-économiques *objectives* qui fondent la paix civile, en complément de la pacification politique correspondante qu'autorisera le délodisme. L'égalité politique entre citoyens doit être aussi stricte que directe via la liberté des choix majoritaires exprimés en particulier par voie pétitionnaire, semi-référendaire ou référendaire, mais son pendant socio-économique doit être *semi-partagé*, en mutualisant la seule moitié de toutes les richesses, prioritairement en tant que Garantie Citoyenne universelle, afin de respecter la part égale de liberté constituant l'autre côté de notre double nature humaine, individuelle et collective. C'est ainsi, et seulement ainsi, que les rapports *quadrifaciaux* entre société et individu, ou égalité et liberté, se *tempériseront* jusqu'à la Paix, selon les modalités choisies par les citoyens délodistes de l'avenir, ce qui pourra se mesurer et s'établir quasi-scientifiquement via les calculs minutarisés des futurs biéconomistes, concernant tous les moyens afférents. En ce sens, la partition-répartition biéconomique répondra techniquement, en

toute rationalité, à l'adage qui veut que la liberté de chacun s'arrête là même où commence celle d'autrui, sachant que cette limite ne peut être définie -et respectée dans sa proportion de 50% brut quelle que soit son évolution historique- que par le biais de choix collectifs démocratiques, au sens délodiste de ce terme. En tant qu'*initiative*, la liberté historique de chacun ne peut donc s'arrêter au bon endroit minimoptimaximal que lorsqu'en tant que *récompense individuelle* elle commence seulement à partir de cet unique point d'équilibre sociétal, seule façon de respecter l'égalité minutaire vitale, de payer selon ses moyens et son rang sa dette *objective* envers la société et l'ensemble des ressources offertes par son évolution, selon la seule proportion équitable entre égalité et liberté. La notion de plancher ainsi garantie par la proportionnalité fixe des 50% brut préserve la véritable liberté de chacun dans l'intérêt bien compris de tous, définissant la seule limite légitime du libéralisme le plus sain, à la différence de toute recherche impossible de plafond ou autre palier sub-sociétal aux effets boomerang plus ou moins pervers et liberticides.

S'agissant du principe universel de responsabilité, les *Réflexions* tempérantes ne font qu'aider à comprendre à quel point les nouveaux équilibres induits par une telle évolution historique favoriseront plus que jamais l'émancipation individuelle que définit, pour chaque citoyen, la maîtrise « responsable » de sa vie. La double existence de chaque adulte grâce à sa nature sociale en Domaine Public et individuelle en Domaine Privé, quelle que soit la réalité historique de son travail et de son métier, sur le fond apaisé de la sécurisation totale d'une participation et d'un niveau de vie à la fois minimaux et vitaux, fera vivre à chacun le sens concret d'une double responsabilité, d'une autonomie cohérente et enfin assumée, donnant corps à ses droits politiques et devoirs sociaux, fondés sur la connaissance et la pleine conscience de leurs contenus précis, via l'Éducation Commune de la jeunesse, la démocratie communale et la Formation Préalable des adultes en instance de *citoyennisation*. Grâce à la limite sociétale infranchissable de la partition-répartition, chacun sera obligatoirement co-responsable du Domaine Public, à stricte égalité de participation (minutaire) socio-économique, sans la moindre inquiétude vitale ni culpabilité possible vis-à-vis d'autrui, condition préalable pour

devenir parallèlement le seul et vrai maître de son parcours unique, en particulier au sein du Domaine Privé, ou en proportion de ce dernier le cas échéant, sachant qu'en tout état de cause, plus aucun adulte ne sera désormais laissé « sur le bord du chemin », via l'efficacité incomparable d'une gestion communale. La simplicité et la transparence d'une telle organisation, et la justice authentique de la néo-société correspondante, obligeront chaque adulte à assumer pleinement ses responsabilités, car, une fois nettoyées les scories des sociétés prétempérantes, il ne restera plus aucun « prétexte » historique, pas plus qu'objectif, à la moindre déviance ou délinquance préjudiciable à autrui, plus aucune raison de jalouser indûment qui que ce soit sur les quatre faces pyramidales, ce qui permettra dès lors de redéfinir les tenants et aboutissants de la police et de la justice en tant qu'institutions locales, de leurs rôles et exigences jusqu'aux conditions pénitentiaires, sachant que les citoyens eux-mêmes seront plus que jamais activement associés à la définition évolutive des contraventions, crimes et délits, ainsi que des peines correspondantes, en partageant le pouvoir de juger avec les magistrats. On voit donc que la justice sociale, désormais effective de par l'universelle participation socio-économique et égalitaire de chacun, garantira l'intégration par chaque citoyen de la notion si cruciale de pleine responsabilité civile et pénale, ou de souveraineté individuelle, concernant les actes délictueux, voire criminels, et leurs conséquences à assumer, tandis que très bientôt disparaîtront toutes les excuses sociétales qui finissent par *victimiser*, *pathologiser* et surtout déresponsabiliser les délinquants de toute nature vis-à-vis de leurs violences multiformes.

L'ordre « républicain » indispensable à une société durablement pacifiée par la Justice suppose de respecter la priorité de l'égalité sur la liberté, du moins en termes de minimum vital évolutif, comme l'atteste -même de façon relative- la chronologie de tout développement sociétal historiquement observable, faute de quoi le *désordre* trouve aussitôt sa source dans le moindre déséquilibre de ce couple fondateur, sous forme d'injustice « disproportionnant » les deux termes de cette équation.

La face plus positive de la responsabilité et de toute conscience de citoyen justiciable n'est autre que la Fraternité, vécue, non plus sous l'aspect réparateur de l'aumône ou de la charité palliative, mais cette fois-ci en tant qu'appartenance à une identité citoyenne commune, fierté de partager un même statut minimal vital et socialement décent, ce qui devrait correspondre à la notion universelle de nation, indépendamment des multiples aspects culturels régionaux qu'implique historiquement ce terme. Faire société et vivre ensemble ne signifient pas autre chose, et supposent le partage égalitaire et universel du bien commun minimal -et idéalement suffisant- qu'assure à lui seul le minimoptimaximum dans sa définition biéconomique et délodiste. Être frères et sœurs, dans le sens humain de ces termes, revient à se définir comme foncièrement égaux face à une autorité supérieure qui en l'occurrence n'aura plus besoin de s'incarner via un père ou une mère de la nation, si ce n'est de façon dès lors symbolique en termes de pouvoir réel, grâce à des personnalités avérées de très haute valeur morale, en remplacement des conquérants, arrivistes et autres politiciens prétempérants. Car la véritable autorité terrestre de la société humaine prendra la forme, non plus d'une fausse représentation (si piètrement théâtrale au demeurant), mais au contraire d'une *délégation* constamment soumise à la volonté majoritaire grâce au délodisme politique, dont chaque Département et chaque Commune se verra confié la juste échelle de pouvoirs, au gré des futurs constituants. La Fraternité et l'identité citoyennes s'en trouveront confortées par une réelle égalité de participation volontaire, un peu à la façon d'une sorte de fédération intercommunale maximale, qui pourra dès lors, à plus long terme, dépasser n'importe quelle « frontière » sans remettre en cause les équilibres sociétaux locaux, régionaux ou nationaux, dans une sereine continuité démocratique préservant toujours les quatre faces de chaque pyramide locale ou régionale, en en maximisant tant la souveraineté que l'autonomie fonctionnelle, ce que le futur contrôle citoyen majoritaire et permanent rendra possible puisqu'il interdira de fait tout accaparement minoritaire indu ou autre violence institutionnelle.

Au final, la Fraternité n'est autre que le ressenti résultant de la réalisation historique concrète et quadrifaciale de l'équilibrage *paritaire*

unisssant la liberté individuelle à l'égalité collective. Puisque l'individu ne saurait naître sans société, et que celle-ci n'existe qu'en regroupant des individus, la double nature dérivant de cette équation vitale ne peut s'apaiser qu'en s'égalisant aussi parfaitement que possible, ce qui fonde l'universalité de la double solution du délodisme biéconomique, comme de la philosophie tempérante qui va de pair. La Fraternité en découlera de source en tant que *sentiment partagé* du bonheur que procure la Paix, dans la sécurité que garantit la Justice.

7 - Laïcité, Transcendance(s), Liberté et Sectarismes.

Bien au-delà d'une définition habituelle et partielle d'absence de religiosité, la laïcité, très souvent associée à la devise nationale française par sa quatrième position, constitue un principe universaliste en libérant *théoriquement* l'État républicain de toute influence *sectaire*, religieuse ou non, pour garantir en parfaite logique une stricte égalité citoyenne de représentation « démocratique », c'est-à-dire, *dans l'absolu*, interdire la domination de toute catégorie précise de citoyens, de toute communauté spécifiquement définie, a fortiori minoritaire. Dans le cas de la France, l'Histoire a suscité une forme de laïcité passablement anticléricale du fait que cette jeune et encore trop fragile République devait se libérer d'un pouvoir catholique temporel indu, en séparant aussi clairement que possible les institutions laïques et religieuses s'agissant de l'État et des services publics, définissant ainsi la démocratie (encore toute relative) comme un principe universel « laïc », sans plus aucun rapport avec le Christianisme ou le Catholicisme en particulier, attitude justifiée de fait par le douloureux souvenir des guerres de religion, en réalité bassement temporelles ou civiles, qui avaient empoisonné le passé de cette nation. S'il paraît aussi vain qu'injuste de nier -du moins s'agissant des nations européennes- que l'humanisme républicain est le résultat d'un héritage gréco-romain *et* chrétien, y compris au travers des Lumières, force est bien de remarquer que l'universalisme laïc, en se plaçant au-dessus des convictions religieuses ou philosophiques pour les tolérer et les protéger toutes en leur qualité de libertés privées respectables, considère tous les

citoyens comme des individus égalitairement responsables appelés à se gouverner collectivement, autant possible en se libérant par la raison de tout conditionnement sub-communautaire « indu ». Dès lors, puisque la laïcité se définit comme la neutralité totale de l'État vis-à-vis de toute composante socio-économique ou culturelle, elle ne peut aller de pair qu'avec la stricte égalité politique, citoyenne et universelle, ce qui ne saurait malheureusement être encore le cas en l'absence de république délodiste, qu'il s'agisse de dictature ou de pseudo-démocratie électorale.

D'un point de vue tempérant, la laïcité, en tant que principe, ne devrait être qu'une redondance face aux concepts d'égalité et de liberté, puisque le respect théorique de ce couple idéal comprend déjà tous les tenants et aboutissant de la neutralité clanique citoyenne, ce qui suggère ici en creux que le besoin de parler de laïcité et d'ajouter cette inutile et fréquente précision traduit l'inexistence historique relative de ce bien démocratique et universel, du moins dans un cadre prédélodiste. Cela rejoint les observations déjà faites concernant l'Islam ou islamisme et l'ultra-islamisme politique ou idéologique, et montre les ambiguïtés de toute relativisation temporelle de l'idéal laïc, en situation de dictature ou autre pseudo-démocratie prétempérante, tout comme le mélange plus ou moins inévitable entre religion, philosophie, idéologie et laïcité, si ce n'est dans le fonctionnement ou la finalité des institutions, du moins au travers du conscient et de l'inconscient des citoyens *publics* que sont les gouvernants et les (hauts) fonctionnaires.

La laïcité, aussi idéale et souhaitable soit-elle en tant que valeur effectivement universelle, n'a encore jamais existé sur Terre, pas même en France, dans la mesure où, en dépit des affirmations de principe des constitutions, et faute de délodisme républicain, les pouvoirs politiques sont toujours monopolisés par des clans, des classes dominantes, voire des individus ou familles, dont le point commun est d'être dérisoirement minoritaires, autant que de plus en plus sectaires, violents et corrompus au fil du temps. En l'absence d'une *évolution* délodiste propre à réaliser pacifiquement les idéaux humanistes de la *Révolution* française, les pays prétendument laïcs sont gouvernés par la loi du marché, à l'avantage

quasi exclusif d'une minorité de citoyens, dont la *foi* égoïste et clanique s'identifie à une soif inextinguible d'argent et de pouvoir, ce qui s'opère non seulement via les règles électorales et leur caste de politiciens non-représentatifs, mais plus encore au travers de maints réseaux partisans, lobbies et autres cercles influents, qui sont autant de *chapelles* privées dont la domination est en tout point contraire au principe absolu de la laïcité, dans sa dimension universelle. Les élites prétendument laïques (dans le seul sens de non-religieuses) qui gouvernent de façon illégitime puisque minoritaire, via quelque forme de « violence », directe en cas de dictature, ou indirecte en cas de pseudo-démocratie électorale, ne sont guère plus neutres que les minorités dominantes religieuses (et souvent encore plus radicales, bien que différemment) des pays qui « affichent » une religion officielle d'État, laquelle peut pourtant correspondre à une majorité citoyenne tout aussi exploitée et encore plus sévèrement privée de droits politiques et de liberté d'expression. Cela veut dire qu'un pays a bien le droit *historiquement* légitime de s'officialiser comme religieux *ou* laïc, voire en l'occurrence seulement pseudo-laïc, sans respecter pour autant, hélas, le sens réellement universel et complet de la laïcité, lequel suppose la *tolérance* de toute croyance, philosophie, idéologie, manière d'être et autre libre expression d'opinions argumentées sans agressivité verbale, et surtout le respect démocratique -et donc proportionnel- de la diversité culturelle citoyenne dans sa représentation politique effective. Par exemple, si l'on imagine qu'une société « délodiste » se proclame officiellement religieuse, de façon démocratique et majoritaire, il ne fait aucun doute que ses citoyens-croyants pourront librement définir et faire évoluer leur loi et leurs institutions en fonction directe de leur religion, et que la légitimité *historique* de leurs choix sera complète, même si, du point de vue absolu (ou objectif au sens tempérant) de la laïcité, cette « solution sociétale » ne saurait être universelle, ni donc *spirituellement* optimale, puisque trop dépendante d'une culture très particulière via une religion ainsi temporalisée, toujours figée, datée et spatialement limitée. Dans la pratique, une telle fiction de société, tout à la fois délodiste *et* religieuse, semble par définition inimaginable, sauf à réduire ici ladite religion à la Foi Spirituelle « à l'état pur », en y supprimant dès lors tout ce qui n'est ni universel, ni totalement démocratique, ce qui reviendrait

peu ou prou à *détemporaliser intégralement* cette croyance. De plus, et comme cela s'avère déjà clairement démontré par l'Histoire, vis-à-vis de l'émancipation caractérisant le processus d'humanisation universelle à travers les besoins légitimes de liberté et d'égalité entre croyants de religions différentes ou non-croyants, les pseudo-démocraties supposées « laïques » sont *de facto* très en avance sur les États dits « religieux », dont les pouvoirs absolus comptent hélas parmi les plus rétrogrades et intolérants qui soient, tandis que le cœur même du problème se trouve encore ailleurs, en s'avérant commun à tous les contextes, idéologiques ou cultuels.

Car l'essentiel du débat sur une laïcité universelle *intégralement* compatible avec l'approche tempérante tient à la volonté, majoritaire ou non, de construire une démocratie authentique, de type délodiste, à la différence de toute autre formule d'organisation politique. En effet, que l'arrière-plan sociétal et historique soit pseudo-religieux ou pseudo-laïc, c'est l'absence de démocratie directe, délégative et (semi)-référendaire qui se traduit inexorablement par une identique situation de domination minoritaire, dont les multiples déséquilibres induits ne font qu'exacerber la radicalité ou la violence extrême, théocratique d'un côté, économique et financière de l'autre, aux dépens de la quasi-totalité des communautés ou populations concernées, et en contradiction dès lors absolue avec la laïcité, dans son intégralité universelle. Il faut donc en conclure que la laïcité « à la française » restera relative et partielle, seulement applicable envers les débordements temporels de telle ou telle religion au sein de la sphère publique, mais hélas toujours inopérante face aux autres formes d'abus de pouvoir d'apparence plus « laïque », aussi longtemps que le délodisme biéconomique se fera attendre, consciemment ou non, à plus forte raison dans la mesure ou les enjeux en cause ne sont pas seulement politiques, mais recouvrent tout autant les trois autres faces de la société correspondante, comme c'est le cas s'agissant des dérives des minorités dominantes socio-économiques de la finance ultralibérale (du côté droit) par le biais de la surexploitation et de l'exclusion, ou des clans culturels (du côté gauche) imposant le pédagogisme, le wokisme, la promotion délibérée de mœurs ultra-minoritaires, le questionnement des repères les

plus *naturels* par réaction excessive contre *tous* les acquis sociétaux du passé, entre maintes autres variantes d'adhésions groupusculaires, voire d'*anti*-comportements ultras, aux effets principalement déconstructifs. Or, sans être des religions, ces multiples micro-idéologies sont *de facto* assimilables à des sectes subdivisant la société, avec leurs gourous, leurs dogmes rigides et leur prosélytisme hyper-actif si souvent sur-médiatisé, selon une tendance « extrémisante » inversement proportionnelle à leur taille ou à leur poids démographique, et aux dépens d'une large majorité qualifiée de silencieuse, faute d'égalité minimale en matière de liberté d'expression, telle que pourront la garantir -systémiquement- les futurs Sites Officiels de Proposition Citoyenne, en tant que média réellement public. Force est donc d'observer que c'est précisément l'absence d'une authentique démocratie tempérante, enfin *quadri*faciale, qui laisse ainsi prospérer les sur-dominations minoritaires les plus radicales, par le jeu sans issue de violences et contre-violences concourant dans une délétère surenchère.

Par principe, pour inclure, respecter et être en retour respectée de toutes les croyances *et idéologies* sub-sociétales compatibles avec la loi commune, la démocratie se définit humainement comme la volonté d'un peuple de *se* gouverner par la seule Raison, ou rationalité majoritaire la plus directe qui soit, via des débats citoyens et un pouvoir politique qui doivent être le portrait fidèle -et dès lors proportionnel- de l'ensemble des sensibilités et des convictions, ce qui définit la laïcité *absolue* dans sons sens tempérant et universel bien au-delà de l'habituelle (et *de facto* insuffisante) séparation entre les religions et l'État, puisqu'il vient d'être remarqué que les systèmes de pensée socio-économiques et politiques s'avèrent également subjectifs et relatifs, voire identifiables à une forme de foi ou de « croyance laïque » par manque de cohérence et de validité universelles, ainsi qu'au travers de l'aveuglement et de la radicalité qui en découlent souvent. Le *degré* de relativité, tout comme de « rationalité démontrable », entre religions et idéologies n'est certes par le même dès lors que les premières sont censées s'attacher principalement au Mystère du spirituel quand les secondes se préoccupent -en principe- de la réalité sociétale historique, mais la pertinence partielle des schémas de pensée

correspondants reste hélas insuffisante, tant s'agissant des explications religieuses face au Mystère Absolu précédant et suivant les parenthèses existentielles, que des débats idéologiques et politiques vis-à-vis des lois spatio-temporelles régissant l'Existant commun. Cette distinction toute relative peut être encore plus révélatrice lorsque l'on proclame qu'une république démocratique doit être une société humaine émancipée de la moindre *transcendance*, ou dépendance directe envers quelque pouvoir religieux que ce soit, qu'il s'agisse de monarchie de droit divin ou de la référence à l'Être Suprême des premiers révolutionnaires français, ou à plus forte raison de théocratie officielle.

Or, du point de vue tempérant, il faut ici distinguer deux sortes ou deux niveaux de transcendance, selon qu'il s'agit de la relativité et de la subjectivité propres à l'historique, par contraste avec l'objectivité de l'absolu à la fois *pré*-historique, *trans*-historique (ou supra-historique) et *post*-historique du Mystère Suprême encadrant les parenthèses vitales, et dont les lois physico-écologiques du perfectionnement sur le long terme expriment le *sens* unique et positif en parfaite clarté, pour peu que notre conscience se fonde sur la science ou sur toute connaissance de validité universelle. La société républicaine, démocratique et tempérante est une construction humaine effectivement émancipée de toute transcendance historiquement relative, que celle-ci soit religieuse ou *laïque*, car quelle que soit la face pyramidale concernée, chaque *sur*-domination (dès lors forcément prétempérante), revêt une prétendue transcendance de nature objectivement infondée, partielle, partiale et trop souvent contraire au sens de la Vie par défaut d'équilibrage et d'orientation. Qu'il s'agisse en effet de religion ou d'idéologie, les relativités culturelles historiques par incomplétude d'universalisme induisent hélas une pseudo-transcendance bassement terrestre et dès lors grandement déconnectée de l'Absolu et de ses lois vitales objectives, tant il est avéré que chaque *sur*dominant se prend pour un dieu sur Terre, un Jupiter doté de droits tout-puissants sur autrui, « investi » d'une mission ou d'un leadership outrepassant les frontières de la décence et de la Justice, suivant un syndrome psycho-pathologique suggérant immanquablement quelque « pétage de plomb » ou surpression mentale égocentrique, entre autres formes de décadence

sommitale. La laïcité *absolue*, ici redondante face à l'équilibrage entre Liberté et Égalité caractérisant la république délodiste à venir, garantira bel et bien un humanisme enfin libéré de toutes les formes, religieuses ou *laïques*, de transcendance historique *relative*, en promouvant enfin des citoyens devenus plus autonomes que jamais en tant qu'individus adultes aptes à réfléchir, débattre, juger et (se) décider sans la moindre dépendance *préjudiciable*, consciente ou non, vis-à-vis des dominants positifs et légitimes que révèlera l'auto-filtration propre au délodisme biéconomique, et cela d'autant plus assurément qu'en contexte enfin *tempérisé*, à l'instar des comportements, toutes les convictions laïques ou spirituelles pourront progresser vers l'objectivité la plus universelle et tolérante qu'il se puisse concevoir, en se complétant autant qu'en se débarrassant des erreurs et complications dérivant des violences vitales du passé, grâce au seul progrès *objectif* accompli par le nouveau cadre sociétal.

Pour autant, que la future république tempérante en fasse ou non mention, l'humanisme *équilibré* découlant des présentes *Réflexions* sait *co*-intégrer la réalité d'un Absolu aussi inconnaissable que constamment approchable, et reconnaître l'existence du Mystère précédant et suivant chaque parcours individuel vécu, ainsi que l'extraordinaire expansion de l'Univers, la double solution tempérante précitée ne faisant qu'obéir aux lois existentielles du progrès ou perfectionnement vital, dans l'intérêt de la Justice et de la Paix, en pleine et raisonnable conscience partagée de l'inaccessibilité du *Pourquoi* en dépit de la compréhension toujours plus affinée du *Comment*. La tempérance permet ainsi de rendre la Foi et la Science universelles aussi complémentaires et compatibles que possible pour l'équilibre physico-spirituel de chacun, en relativisant comme il se doit leurs supports historiques respectifs de religiosités et d'idéologies s'agissant des sociétés humaines, afin de promouvoir la juste tolérance d'un respect mutuel entre citoyens comme entre cultures. Cela ne remet aucunement en cause la Liberté individuelle ou collective, ni même le libre-arbitre (toujours relatif) que suppose la responsabilité-souveraineté de chacun, mais permet ici de mieux comprendre que nos choix ne sont précisément libres qu'en tant que décisions, actions et entreprises allant

autant que possible dans le sens unique du flux positif dicté par la Vie et son insatiable appétit de progrès (qualitatif plus encore que quantitatif). Force est donc de constater que l'on est toujours libre de se tromper par défaut de conscience ou de culture *objective*, mais *de facto* condamné à suivre le sens profond et unique du perfectionnement évolutif universel, le « bonheur » et son progrès ne consistant finalement qu'à participer au mouvement émancipateur de l'Histoire, que ce soit au travers des plus petites initiatives quotidiennes ou de la moindre innovation, à condition de promouvoir précisément l'intérêt *paritaire* de soi-même *et d'autrui*, (*autrui* incluant ici *soi-même* en tant que citoyen) afin de respecter notre double essence historique d'individu grégaire.

La transcendance absolue du Mystère inconnaissable précédant et suivant les parenthèses symétriques s'impose à l'Existant tout entier, comme à chacun de ses éléments individuels, et cela, non seulement en tant qu'Inconnue ou « Explication Absolue » de la *cause-et-finalité* de la Vie, mais plus concrètement encore à travers la totalité des lois physico-psychiques de nature trans-historique ou supra-historique, dont le sens universel n'est autre que celui du perfectionnement organique et sociétal ou écologique, et chacun de nous ne peut qu'être soumis à cet impératif vital, bon gré mal gré, faute de quoi le moindre écart cumulatif constitue une violence induisant les conséquences individuelles et collectives que l'on sait (même si le propre de toute *sur*domination est de faire payer le prix de ces dernières par autrui).

Face à la transcendance *absolue* qui vient d'être décrite comme inséparable des lois naturelles et dynamiques observables sur les divers échelons de l'Univers, il apparaît que par bien des côtés les religions se développent comme des idéologies mystiques historiquement relatives, certes objectivement fondées en tant que seule *interrogation* dérivant de la saine conscience ou reconnaissance du Mystère existentiel, mais dès lors vainement subjectives, partielles, partiales et exclusives au travers de leurs *réponses*, explications, dogmes et rites traditionnels de nature nécessairement temporelle et « géographiquement datée », si l'on ose ce raccourci. Cela conduit à souhaiter une évolution mystique universelle

desdites religions en direction d'un débat philosophique enfin purement spirituel, *ouvert* à une raison humaine devenue tempérante par l'effet de l'apaisement sociétal dérivant du délodisme biéconomique, sur la base d'une reformulation ou expression constamment actualisée des échanges afférents, afin de faire vivre et progresser « au présent » une spiritualité librement partagée, ce qui semble être hélas aux antipodes de la rigidité des us et coutumes religieux, a fortiori lorsque ceux-ci s'exacerbent en période de crise majeure.

Mais si les religions, de par leur pesanteur historique, s'avèrent peu ou prou assimilables à des idéologies d'origine mystique aux effets socio-économiques et culturels notoires via les comportements qu'elles dictent, la réciproque est également observable concernant la plupart des idéologies d'apparence laïque, comme précédemment remarqué, tant les divisions et les passions peuvent nourrir maintes formes d'intolérance et de violence aveugle sitôt que des surdominants opportunistes sclérosent, surexploitent ou excluent des pans entiers de notre commune Humanité, les *ultras* de chaque caste, parti, réseau d'intérêt, voire école de pensée, se comportant en tout point comme des fanatiques et autres intégristes, en particulier -et sans grande surprise- aux deux extrémités de l'éventail social ou sociétal, ce qui identifie pareillement les idéologies culturelles, socio-économiques et politiques à des *croyances laïques* historiquement presque aussi relatives que les religions précédemment considérées, du moins du point de vue de la rationalité humaine et en proportion de leur extrémisation, ainsi que des erreurs objectives qui les éloignent de l'axe d'une certaine Flèche existentielle dont seule la science ou connaissance peut élucider le *sens* historique du *comment*, de façon cumulativement et universellement profitable à notre processus d'humanisation.

En désamorçant la source historique de toute violence vitale, les innovations de la pensée tempérante feront donc sensiblement évoluer les schémas trop réducteurs des nombreuses idéologies observables, tout autant que les inutiles complications encombrant tant de croyances et de pratiques religieuses, dans la mesure où ces « constructions culturelles » nécessaires s'avèrent hélas en grande partie subjectives et exclusives (ou

séparatistes), par manque de validité universelle démontrée et surtout de tolérance inclusive, à la différence des sciences et autres connaissances aussi *objectives* que possible, dont la spécificité est de voir leur contenu -toujours perfectible- périodiquement corroboré et affiné à l'occasion de chaque dépassement intellectuel et technique. Précisément, l'intérêt des présentes *Réflexions* devrait consister à dépasser les limites usuelles de la subjectivité historique qui plombe nos comportements instinctifs, et conséquemment nos opinions, croyances et autres idéologies, grâce à la rationalisation de la dimension mesurable des sciences humaines et de la fameuse équation individu-société, ce que le quatrième et ultime livre de cette recherche devrait établir plus scientifiquement, si les intuitions, les observations et les anticipations développées jusqu'à présent doivent s'y trouver confirmées dans l'intérêt de la Justice et de la Paix sociales. En attendant cette souhaitable démonstration universelle, l'important est ici de constater que la République Tempérante, délodiste et biéconomique impliquera mécaniquement une laïcité historique enfin totale par rapport à *toutes* les formes de transcendance relative que mixent les pesanteurs socio-économiques, culturelles et politiques habituelles, tout en laissant individus et communautés plus libres que jamais d'opérer une sélection ou un tri enfin salutaire au sein même de leurs convictions et croyances privées, en adéquation toujours plus pertinente, simple et directe avec la Transcendance Absolue et sa Loi Vitale universelle.

Cela étant dit, la laïcité française prétempérante se trouve remise en cause, en particulier chez une minorité de citoyens musulmans qui se laissent radicaliser, tant par certains manipulateurs et pouvoirs étrangers qu'à travers les conséquences sociales de la dégradation économique et de la désertion administrative de trop de banlieues, auxquelles s'ajoute une immigration incontrôlée, exploitée ou exclue selon le cas, propre à transformer, via la pente trop glissante de la délinquance et de la drogue, les jeunes déçus et autres aigris en suiveurs dociles de pseudo-religieux extrémistes. Sous forme d'entrisme, de revendications culturelles ou de terrorisme occasionnel, tantôt organisé de l'étranger, tantôt plus solitaire pour assassiner un simple enseignant sur la seule base d'un mensonge transmis par Internet, la société française subit la menace réelle d'une

déstabilisation intérieure délibérée, principalement pilotée par les folles ambitions temporelles de l'*ultra*-islamisme politique, dont l'idéologie est en tout point contraire à la pratique légitime et privée de l'Islam, ce qui met la majorité des musulmans de France d'autant plus en porte-à-faux que les médias réduisent indûment l'appellation de cet extrémisme pseudo-religieux à l'*islamisme*, englobant ainsi injustement l'ensemble des musulmans malgré la pratique pacifique de leur foi, au lieu de parler expressément d'*ultra*-islamisme, de radicalité intégriste, politique et idéologique (comme si l'on essentialisait en christianisme, judaïsme, ou même catholicisme les seuls excès d'une minorité de militants ultra-traditionalistes, suivant un amalgame précisément souhaité par les pires provocateurs).

La laïcité à la française, raidie par ces agressions tout à la fois pseudo-religieuses, séparatistes et identitaires, autant que par la violence de sa naissance historique anticléricale, au point de dépasser parfois les bornes de la tolérance et du respect, ne facilite certes pas les choses en se crispant médiatiquement et politiquement sur le voile islamique que peuvent ou doivent porter les musulmanes selon le cas. Dans un pays attaché à la liberté et à l'égalité tel que la France, le port systématique du voile musulman par les femmes, même dans sa forme minimale de simple tissu recouvrant la chevelure, exprime une tradition surannée, un anachronisme visuel, une preuve de dépendance (volontaire ou non) à un code vestimentaire patriarcal ou machiste, car *de facto* imposé par les hommes, ainsi qu'une volonté de se démarquer ou de s'afficher vis-à-vis des européens, lesquels se sont libérés depuis longtemps de ce genre de contrainte. Pour autant, du moins dans l'espace public ouvert, la liberté individuelle de se vêtir à son gré ne saurait en aucun cas être remise en cause, et il serait en tout point aussi illégitime et intégriste d'interdire le voile islamique que de le rendre obligatoire à l'instar de la plupart des pays musulmans, même si ce signe patent d'inégalité entre les hommes et les femmes a de quoi choquer ou interpeller les regards républicains et universalistes.

S'agissant du foulard islamique basique, en tant que simple voile *musulman*, sciemment porté comme preuve d'allégeance à une religion que l'on a bel et bien le droit d'exprimer (quitte à « s'auto-discriminer » en affichant une mode vestimentaire d'apparence pour le moins désuète d'un point de vue occidental *libéré*, et plus encore hélas, en réduisant la foi à un accessoire visuel spirituellement inutile), aucune interdiction ne saurait être légitime, et les conditions d'utilisation peu ou prou assumées du port de ce symbole ne concernent que chaque femme musulmane vis-à-vis d'elle-même et de son entourage. Si le voile en question, sous sa forme ici élémentaire, suffisamment discrète et si possible esthétique, est porté en toute liberté, cela traduit une dépendance *volontaire* envers une religion plus encore qu'envers un Dieu, au travers d'une coutume subjective qui fait partie de lourdeurs culturelles historiques et figées ou autres inerties inégalitaires, en contradiction flagrante avec l'évolution vers l'essence immatérielle de toute religion, réduisant la Foi Spirituelle universelle à une pratique religio-temporelle convenue, ou « acceptée » selon le principe de *servitude volontaire* si justement mis en lumière par Etienne de la Boétie. En ce cas de liberté individuelle de paraître, le côté volontaire suggère surtout une forme de superstition ou de confiance en un signe matériel et assez accessoire de conformisme culturel réflexe, au risque que le croyant (comme l'adepte de n'importe quelle mode laïque *exclusive*) se prive ainsi d'une émancipation individuelle par définition toujours évolutive, puisque il s'avère amplement suffisant qu'une foi se traduise en *actes*, par des comportements ou manières d'*être*. Car, quelle que soit la religion ou philosophie de vie concernée, les apparences sont hélas d'autant plus spirituellement trompeuses ou superficielles qu'elles s'affichent ostensiblement, comme le rappelle le fameux proverbe selon lequel *l'habit ne fait pas le moine*.

Dans un deuxième cas de figure également possible, si ce voile, même supposé toujours aussi minimal et discret que possible dans son apparence, est « librement » porté en signe d'identité vestimentaire plus ou moins anti-occidentale ou anti-française, cela reflète un double échec d'intégration, car de responsabilité sans doute bilatérale, une volonté de ne pas se mélanger, preuve d'une sur-dépendance culturelle induisant un

manque d'ouverture, voire un nationalisme géographiquement déplacé, doublé d'un sentiment d'exclusion socio-économique plus encore que culturelle, en partie auto-entretenue par le port dudit voile. Ce peut être aussi, sur un plan moral, mais pas nécessairement religieux, une réaction contre certains excès vestimentaires de la mode occidentale du moment, laquelle peut hélas friser l'indécence, entre autres signes visuels d'une certaine décadence. Si enfin, dans le pire des cas, ce voile musulman ou islamique et porté par obligation familiale et soumission à un homme en tant que père, mari ou proche parent, il s'agit de la seule vie privée des citoyens concernés, sphère malheureusement inaccessible à la Loi, sauf à faire d'objet de plaintes pour violence ou abus de pouvoir, ce qui est légalement possible en l'occurrence, et seules les femmes musulmanes, en se regroupant et en s'affirmant, sont à même de remettre les hommes et autres imams visiblement intégristes à leur juste place, ce qui ne peut qu'être facilité dans un cadre républicain, même s'il est encore relatif ou partiellement laïc, au sens absolu précisé plus haut. Enfin, s'agissant du voile *ultra*-islamique dans ses versions austères et extrêmes, en tant que provocation « libre » ou forcée d'un radicalisme assumé dans un cadre sociétal majoritairement non-musulman, on peut se demander si dans ce cas, le pouvoir politique d'un pays ainsi officiellement déclaré « laïc », et à la seule condition de s'appuyer sur une volonté démocratiquement exprimée, ne se trouverait pas légitimement fondé à interdire ces formes d'*excès* vestimentaires délibérés et offensifs (en l'occurrence autant sur le plan historique et légal que du point de vue spirituel et objectif du progrès), mais à condition que ledit pouvoir tolère, sans discrimination ni amalgame, un voile musulman-islamique basique, quitte à en définir les limites matérielles. De cette façon, dans le respect des principes de la liberté et de l'égalité que suppose la laïcité tolérante, la Loi républicaine pourrait se rendre irréprochable envers les citoyens de toute confession, tout en faisant preuve de la fermeté légale indispensable contre les *abus* outranciers dictés de l'étranger et révélateurs de manœuvres bassement politiques et agressives, aux antipodes de toute spiritualité digne de ce nom et de cette Foi si largement répandue.

Dans le même ordre d'idée, il est patent qu'en raison des aléas historiques de sa mise au point, le principe de laïcité à la française peut aller jusqu'à se contredire via une vaine caricature antireligieuse, sans pour autant empêcher la captation minoritaire de l'espace public par la caste des énarques de la haute administration, de la politique ou encore de l'affairisme, en dépit du changement de nom tout récent de l'Ecole de « l'élite républicaine ». Á la façon d'un néo-puritanisme aussi vain que déplacé, l'interdiction totale de tout signe religieux *individuel* dans l'espace administratif, spécificité française à ce degré d'absolu, peut être ressentie comme une atteinte à la liberté vestimentaire, et se révèle en même temps comme une pathétique façon d'exorciser une réalité en tout point incontournable, et sans aucun risque institutionnel autre que les travers prétempérants de toute façon à l'œuvre. Même s'il était possible d'imposer un uniforme soi-disant « républicain » à des fonctionnaires adultes, un peu à la façon des blouses pour écoliers (en l'occurrence fort souhaitables s'agissant de mineurs), chacun travaillerait en impliquant toute sa personne intime, foi ou incroyance comprise, dans la mesure où seuls doivent compter la neutralité de l'institution en tant que pouvoir et espace professionnel visible au travers de ses bâtiments, décors et autres aménagements, ainsi que le respect d'une pratique déontologique chez tous les fonctionnaires qui y travaillent, ce qui est loin d'être toujours le cas en raison du manque de transparence et d'intégrité si typique des sociétés prétempérantes, risque par ailleurs directement proportionnel au degré de centralisation. Si une discrétion individuelle et vestimentaire est bien entendu préférable, son défaut ne saurait pourtant remettre en cause le service public en tant que tel, à la différence de tout élément sociologiquement partial touchant au décor, au mobilier, aux documents officiels, et surtout à l'usage effectif des *pouvoirs* administratifs. Faut-il interdire certaines coiffures ou certains maquillages trop spécifiques, les tatouages et autres « bijoux » aux moindres connotations douteuses, le moindre accessoire personnel susceptible de révéler une appartenance LGBT, tel ou tel style de piercing ou de tenue supposée dérangeante, façon gothique ou métal, voire jusqu'à la moindre photo de famille sur l'espace *personnel* d'un bureau public ? En quoi cela empêchera-t-il les signes infiniment plus discrets, tant comportementaux que langagiers,

des surdominants prétempérants qui squattent et pillent l'État et ses plus hautes administrations depuis tant de décennies ? Force est dès lors de constater que les manquements à la laïcité tiennent plus de la sournoise appropriation minoritaire des pouvoirs et de l'absence de transparence et de contrôle citoyen qui en découle quant au fonctionnement de tous les services publics, que de la liberté individuelle de chaque fonctionnaire de paraître ou non ce qu'il ou elle *est*, aussi futile et immature que cela puisse se révéler, le cas échéant. Par ailleurs, compte tenu des injustices systémiques prétempérantes et de leur fiasco subséquent dans la gestion des flux migratoires, la raideur excessive des « *laïcards* » envers le port discret du voile musulman ou islamique minimal ne peut qu'encourager la prolifération réactive de ce signe vestimentaire, dans des proportions sans doute supérieures à d'autres pays européens plus ouverts, en lieu et place de l'efficacité pédagogique d'une tolérance aussi compatissante que dépassionnée, voire d'une indifférence souveraine et désarmante. Au final, mais à la seule condition d'être dans le contexte d'un système délodiste *et* biéconomique devenu réellement exemplaire vis-à-vis du couple liberté-égalité, il semble préférable de tolérer tout ce qui ne porte aucune atteinte à l'ordre public, sachant que les *excès* vestimentaires ou autres auront tendance à s'autoréguler à plus ou moins long terme au gré de la filtration des valeurs positives systémiquement encouragées, faute de quoi ces abus comportementaux devront a minima s'assumer via tous les effets auto-discriminatoires qu'ils entraînent. Car, s'agissant en tout cas de l'espace public extérieur, et même des traditions communautaires sans connotation religieuse particulière, la tolérance de toute liberté, ou différence comportementale *pacifiquement* assumée, s'avère préférable au piège des interdictions, dont les limites sont en réalité impossibles à définir comme à garantir, sans risque de stigmatisation ou d'injustice comparative. Quid de la djellaba masculine vis-à-vis du voile féminin et de la kippa juive ? Quid des traditions locales et autres processions dont les fondements parfois douteux peuvent se trouver remis en cause par l'évolution des mœurs ? Quid des regroupements associatifs et festifs concernant les populations les plus récentes des néo-sociétés désormais multiculturelles d'aujourd'hui ? Quid également, de la corrida et autres courses de taureaux, voire du sacrifice hallal des animaux de boucherie

et du principe même de la chasse ? Si l'on commence à interdire telle ou telle forme d'expression ou de tradition minoritaire, on peut aisément finir par exclure toute manifestation risquant d'être interprétée comme provocante, voire géographiquement ou historiquement « déplacée », à l'instar d'une Gay Pride, des célébrations « européennes » du Nouvel An Chinois, ou même d'une fête médiévale commémorant une mémoire devenue plus ou moins honteuse et controversée. Il apparaît finalement que malgré la tentative faite plus haut de définir « légalement » quelque hijab ou voile musulman basique et discret, la *tolérance* sociétale ne devrait en réalité souffrir aucune exception dans l'espace commun et quotidien des citoyens, mais à la seule condition que le fait toléré soit pacifiquement respectueux de la liberté de chacun et de l'ordre public, car le meilleur moyen de réduire à terme maintes pratiques *excessives*, hyper-conventionnelles ou inversement hyper-anticonformistes, consiste à établir un nouveau cadre sociétal dont la justice vitale sera propice à l'émancipation de chacun et instaurera dès lors une saine concurrence interculturelle mutuellement respectueuse, laquelle boostera les valeurs universelles allant dans le *bon* sens d'une humanisation toujours plus accomplie. Puisque tous les abus de pouvoir culturels et leurs violences illégitimes ne sont que le résultat d'une forme d'injustice, d'un excès de domination minoritaire au détriment de l'égalité minimale, il ne saurait y avoir de pacification définitive que via le délodisme biéconomique et la puissance d'aspiration *filtrante* que cette formule sociétale confèrera aux valeurs universelles de la Justice et de la Paix, sachant qu'après des siècles de violence, de tels progrès ne supposeront que trois générations, et que l'essentiel de leurs bienfaits se fera ressentir dès la première. Car finalement, c'est l'exemplarité d'une *réelle* supériorité qui donne envie d'évoluer en *se* libérant des carcans inutiles du passé, à condition que le degré de civilisation démontré par le futur cadre systémique devienne universellement irréprochable quant aux contenu vital du couple liberté-égalité, grâce au minimoptimaximum biéconomique de la démocratie la plus complète et locale qui soit. Les craintes laïcardes ou religieuses et leurs intolérances actuelles ne sont que les révélateurs des fragilités de communautés rendues bancales par leur propre injustice prétempérante, sous forme de conflit culturel, faute d'un environnement constitutionnel,

social et économique aussi juste et apaisant que la future Tempérance universelle ici proposée. Cela est d'autant plus certain qu'il s'avère *de facto* impossible de modifier les habitudes culturelles *de force*, depuis l'extérieur des communautés considérées, voire d'imposer sous forme d'interdit ou d'obligation une évolution qui doit être avant tout ressentie comme nécessaire par les seuls intéressés, via le pouvoir d'attraction positive d'une exemplarité, d'une supériorité rendue évidente de par sa correspondance avec le « bon sens » objectif d'une évolution historique axée sur les valeurs universelles de liberté et d'égalité, à défaut de quoi une injustice systémique accrue repousse chacune et chacun dans ses propres retranchements sectaires, défensifs ou agressifs. Car de la même façon qu'une vraie liberté d'expression suppose de tolérer toute opinion argumentée à condition qu'elle soit exprimée sans insulte ni violence *essentialisante*, il est pédagogiquement toujours préférable de miser sur l'évolution culturelle positive et apaisante que seule peut favoriser la justice vitale du quotidien. La tolérance vis-à-vis de tout comportement pacifique et pleinement assumé doit donc faire partie de la Tempérance en tant que non-violence, pour précisément ne pas tomber dans le piège de la sur-réglementation de tant d'interdits aux effets contreproductifs, au point d'alimenter toujours plus le moulin de la radicalité et de ses surenchères, en faisant le jeu de soi-disant ennemis qui s'avèrent plus à plaindre qu'à abattre, tant il apparaît qu'à l'opposé de la puissance ou de la force authentique, toute violence révèle une faiblesse ou une impasse spirituelle frisant le ridicule. Les « leaders » extrêmes sont jalousement exclusifs et minoritaires jusqu'au point d'être chacun seul, à la façon de récifs isolés dans une onde sociétale dont le nombre suffit à en user et submerger les pires aspérités, pour peu que la justice se donne enfin les moyens institutionnels de s'imposer via le délodisme biéconomique et tempérant. Dans ce seul cas, la tolérance fondée sur une justice sociétale effective peut se permette d'être légitimement implacable face à toute situation de violence ou d'agression délibérée, a fortiori s'agissant de « guerre » sciemment déclarée via quelque jihad, quitte à appliquer dans ces cas vitaux des lois d'exception aussi préventives que répressives, selon les circonstances et dans le respect d'une volonté majoritaire en situation de légitime défense.

Pour rester sur notre cas d'école, force est dès lors de remarquer que les permanents débats franco-français sur la laïcité, qui dérivent trop souvent vers un laxisme béat principalement de gauche malgré le passé d'une tradition républicaine, ou une provocante intolérance aujourd'hui plus typique de la droite, concernant du moins l'Islam, traduisent certes l'interprétation abusive de tel ou tel article de la loi de 1905, mais plus encore l'absence d'équilibrage socio-économique, politique et culturel caractérisant si bien les sociétés prétempérantes. De fait, à cause des injustices et autres inégalités socio-économiques, dont les conséquences s'avèrent localement *sur*-concentrées dans les quartiers péri-urbains et correspondent à une frontière ethnico-culturelle et cultuelle regroupant principalement des Français d'origine africaine plus ou moins lointaine en terme de génération, ainsi qu'en raison de la gestion si déplorable de l'immigration *ultralibéralisée*, telle que déjà amplement explorée, la mondialisation et ses nouveaux exclus ou esclaves, selon le cas, ne peut que confectionner et enrichir le terreau mortifère de la violence, de la criminalité et de la radicalité, que cette dernière s'avère « racialiste », « nationaliste », ou a fortiori ultra-islamiste. Le néolibéralisme pseudo-démocratique est bel et bien la double cause *systémique* des excès, des improvisations, de la paralysie et du « pourrissement » qui aggravent tous les paramètres en interaction en matière de néo-religiosité, d'ultra-islamisme, et de néo-nationalisme séparatiste, induisant maintes autres formes de violence et de délinquance sur les territoires abandonnés par la République, y compris via un assistanat sans fond déguisé en charité insultante, encourageant une oisiveté ségrégative et une perte de dignité propices aux pires dérives comportementales.

La nature ayant horreur du vide, l'espace ainsi délaissé se trouve de nouveaux chefs à travers les caïds les plus violents et les religieux les plus radicaux, tandis que, par défaut, les populations se soumettent et ne peuvent que se raccrocher aux bouées de leurs origines, à leur culture la plus traditionnelle, même au travers de ses excès, à plus forte raison en réaction contre une société qui les ignore, les exploite ou les infantilise, tout comme beaucoup de citoyens « de souche » eux-mêmes déclassés,

tandis que la décadence sociétale des mœurs, médiatiquement amplifiée, ne fait que valoriser en contraste le pseudo-rigorisme et la fausse pudeur de nouveaux tartuffes. Tout cela n'est que le résultat des dérives mono-systémiques dans leurs dimensions avant tout socio-économiques, c'est-à-dire de l'absence d'égalité-liberté minimale et universelle, doublée de l'absence de laïcité citoyenne intégrale, dans le sens civil ou civique du terme, par le jeu déséquilibrant d'une surdomination minoritaire fondée sur l'inégalité vitale, sachant que le cas français est généralisable à toute nation accueillant des étrangers en nombre significatif. D'où l'inutilité, et l'impasse aussi violente que totale, des récupérations politiciennes ou idéologiques cherchant à opposer les multiples communautés, anciennes ou nouvelles, formant les pays cosmopolites, puisque tous les citoyens concernés, sous la fausse apparence de leurs concurrence et différences, sont identiquement exploités ou ignorés, manœuvrés ou exclus, par des leaders opportunistes ultra-minoritaires.

C'est dire à quel point la solution délodiste et biéconomique est urgente, tout autant qu'assurée de démêler cet écheveau de problèmes sur la base équitable d'une nouvelle citoyenneté quadrifaciale, incluant enfin la responsabilisation individuelle *et* collective la plus locale dans le cadre de chaque quartier, comme de chaque Commune, et l'identité sociologique qu'assurera bientôt un juste partage minimoptimaximal des mêmes droits et devoirs, avec pour résultat le salutaire apaisement que procurera à chaque adulte la future Garantie Citoyenne et son Revenu Universel. C'est aussi et surtout comprendre enfin à quel point la laïcité exhaustive et pour ainsi dire « *laïquement spirituelle* » n'a de sens qu'à travers l'équilibre entre l'égalité et la liberté, puisque l'absence d'égalité minimale vitale induit aussitôt quelque forme d'abus, donc de violence toujours plus minoritaire, sur les quatre faces pyramidales de la société, ainsi que sur les versants correspondants de l'émancipation individuelle.

Dans un contexte délodiste, biéconomique et conséquemment tempérant, les citoyens pourront porter *en* eux, plus que *sur* eux, leurs propres convictions, certes inévitablement en fonction de leur culture et de leur environnement familial et social, mais les meilleures conditions

humainement et techniquement possibles seront réunies pour les libérer de toute soumission indue et *faire évoluer* d'autant lesdites cultures par l'effet de filtration positive qu'induit l'équilibre minimoptimaximal. La laïcité s'en trouvera confortée sans caricature antireligieuse exacerbée, tandis que du côté des religions, l'émancipation de chacun, et surtout de chacune, gommera *en douceur*, grâce au simple brassage citoyen d'une même condition humaine nécessaire et suffisante, les abus de pouvoir machistes et sexistes plus spécifiquement associés aux cultes. Á l'instar de l'évolution tempérante des idéologies et autres philosophies, des arts comme des médias ou de tout autre aspect sociétal culturel, seules les dimensions universalistes et réellement progressistes, au sens spirituel, se trouveront spontanément encouragées par l'avènement des conditions systémiques de la Justice et de la Paix, via l'adoption majoritaire directe des meilleurs principes de chaque culture et des apports les plus utiles de chaque citoyen. C'est ainsi que le *bien* commun et unificateur sera rendu plus fort que le *mal* égoïste et diviseur, et que la laïcité, coulant de la source même de l'égalité minimale, ne pourra plus se distinguer de la liberté collective et souveraine. Il apparaît donc ici que l'équi-répartition des libertés-responsabilités quadrifaciales entre *tous* les citoyens offrira le pouvoir et la parole aux 70 à 80% d'entre eux qui se trouvent encore muselés, manipulés ou ignorés par les dominations ultra-minoritaires et extrémistes qui caractérisent les sociétés d'aujourd'hui (qu'il s'agisse de wokisme *a-sociétal*, d'intégrisme religieux ou de sectarisme politique en matière culturelle, ou d'ultralibéralisme débridé sur la dimension socio-économique), ce qui soumettra légitimement l'avenir commun à la seule approbation du bon sens le plus largement majoritaire, lequel s'avèrera foncièrement juste et pacifique, car désormais *centré* sur l'ensemble des classes moyennes et populaires jusqu'à présent flouées, au point même d'apaiser avant longtemps les citoyens radicalisés du temps présent.

S'agissant non plus de l'État et des administrations, tant locales que nationales, mais de la société « civile » elle-même, la concurrence qui oppose la loi républicaine et les lois religieuses ou claniques, ainsi que les mœurs communautaires que ces dernières induisent localement, reflète les mêmes ambiguïtés quant au concept de laïcité républicaine,

jusqu'au point d'encourager certaines formes de séparatisme culturel et comportemental géographiquement localisées dans les « banlieues », en raison de la surconcentration de monocultures spécifiques, suscitant les dérives et autres abus de pouvoir *radicalisants* précédemment explorés dans leurs dimensions politiques et socio-économiques prétempérantes. La question de savoir quelle loi passe par-dessus telle ou telle autre, si ce n'est sous forme constitutionnelle, du moins en tant que sentiment individuel au travers de la vie quotidienne locale, peut prendre un sens nouveau sous l'éclairage de la Tempérance délodiste et biéconomique, dans la mesure où il paraît possible de résumer ces conflits de préséance à une sorte de « *jeu de l'oie* » historique, dont le parcours à sens unique permet d'exprimer le degré d'évolution de chaque culture en direction de la justice, de la justesse, et plus encore de la Spiritualité Universelle définie au chapitre 10.

Le regain de religiosité, exacerbé par l'échec néolibéral patent de l'immigration-intégration et les injustices mono-systémiques qui vont de pair, peut être interprété comme une régression ou stagnation culturelle, compte tenu de la nature rigide, hiérarchique, inégalitaire et intolérante des religions monothéistes en particulier, dont les dogmes, rites et autres obligations comportementales interdisent ou ralentissent autant qu'il est possible toute évolution, a fortiori lorsque les circonstances historiques en favorisent la radicalité. Sans rapport avec la légitimité spirituelle et objective de leurs aspects les plus universels, les *travers temporels* de ces cultes rendent les dogmes absolus, totalitaires et indiscutables sous peine de blasphème, autorisant potentiellement les violences les plus contraires à leur raison-d'être spirituelle, ce qui empêche toute évolution ou actualisation de forme ou de fond face aux progrès scientifiques et éthiques de la plupart des peuples, tandis que par ailleurs, une forme de totalitarisme masculin s'impose aux femmes de maintes façons, doublé d'un risque historiquement démontré d'intolérance, tant vis-à-vis des non-croyants qu'entre les chapelles ou branches « théologiques » d'une même confession. Il en résulte que les systèmes théocratiques se situent dans le premier tiers historique du parcours d'un *jeu de l'oie* à vocation d'émancipation temporelle *et* spirituelle, tant individuelle que collective,

et que leur progrès au-delà du premier « cercle » des cases en spirale suppose un double processus de spiritualisation par *détemporalisation*, lequel se mesure précisément en termes de tolérance face à la liberté et la différence, et de justice face à l'égalité, tant en interne que vis-à-vis de l'ensemble des non-croyants ou adeptes d'une autre religion. Car c'est à l'aune de ces valeurs morales universelles que se juge aisément le bon ou le mauvais *sens* imposé par tout pouvoir temporel, religieux ou non, tant il est patent que toute incitation à la haine et à la division ne peut que trahir l'injustice de la finalité, en même temps que la violence des moyens. S'agissant de chaque « loi » religieuse, sa légitimité envers les croyants et les non-croyants dépend dès lors de sa nature pacifique et tolérante, condition *sine qua non* de sa liberté d'expression et de sa juste respectabilité.

Que le contexte de ce jeu de légitimation soit urbain, national ou international, force est d'observer que les pseudo-démocraties, du moins en temps « normal » de progrès sociétal allant dans le sens des valeurs universelles démocratiques et spirituelles, en sont au deuxième tiers ou cycle du *jeu de l'oie* qui tient lieu d'image ici, dans la mesure où, hors leurs périodes récurrentes de décadence, à l'instar de la crise actuelle, ces mono-systèmes ont considérablement *amélioré* la condition humaine en termes de respect des libertés individuelles et collectives, de liberté d'expression, de croyance comme de non croyance, ainsi qu'en matière d'égalité ou de démocratisation *relative*, tant matérielle que sociale et politique. Dans les limites de leur improvisation prétempérante bancale, en raison de leur confusion mono-systémique et de l'absence de justice politique et socio-économique *universelle* au sens tempérant du terme, ces sociétés, nées de l'accouchement encore incomplet des Lumières et de la Révolution française, se sont situées très en avance sur le jeu, non sans hélas reculer de plusieurs cases depuis les excès du mondialisme ultralibéral et la corruption politique systémique encouragée par leurs insuffisances démocratiques. Le progrès objectif qu'elles ont longtemps représenté se trouve remis en cause par les abus structurels mis au jour à travers ces *Réflexions*, et l'enjeu de cette recherche consiste à pouvoir enfin jouer le devenir des humains sur le troisième tiers du parcours, le

cycle enfin « vertueux » qui permettra d'approcher un degré supérieur d'humanisation en franchissant le cap de la Justice et de la Paix vitales, sans lesquelles notre Humanité se trouve irrémédiablement condamnée aux violences et effondrements sociétaux que l'on sait. Ainsi donc, bien qu'historiquement supérieure à des lois religieuses *surtemporalisées* en devenant l'héritière directe des aspects les plus universellement positifs et pacifiques communs à la Foi Spirituelle et à la « Raison humaine », comme peut en témoigner la chronologie planétaire observable, la loi républicaine pseudo-démocratique s'avère insuffisante car foncièrement injuste et inégalitaire par rapport aux droits vitaux, ce qui la rend tôt ou tard liberticide en l'absence de l'équilibrage délodiste, biéconomique et tempérant que promettent ces pages. Autrement dit, le républicanisme ne peut être *complet* que sous forme de *démocratisme direct* concrétisé en délodisme biéconomique.

Ces observations aident à comprendre que, si toutes les cultures ont la même valeur *objective* malgré la spécificité de leurs fondements locaux en termes de circonstances environnementales, via la géographie, le climat, voire la géologie de chaque territoire, et si tous les peuples (comme les individus qui les composent) sont « pré-historiquement » égaux par nature ainsi qu'en potentialités, force est ici de constater que des degrés assez divers d'accomplissement *historique* permettent de les classer, non pas en termes de valeur ou de supériorité intrinsèque, mais simplement selon la case du *jeu de l'oie* sur laquelle ils se trouvent, par rapport à la seule et unique toise objective de l'équilibre optimal entre la liberté et l'égalité, dont la quête plus ou moins continue correspond à la finalité spirituelle de l'humanisation, de la Justice et de la Paix. Faute d'être aussi universel, tout autre critère de jugement comparatif entre sociétés ou individus s'avère subjectif, injuste, incomplet, illégitime ou violemment discriminatoire, et ne favorise dès lors que de bas intérêts dérivant de quelque abus de pouvoir sur l'une ou l'autre des quatre faces pyramidales, induisant son duo d'exploitation et d'exclusion. Ainsi le degré relatif du respect *à part égale* des éléments du binôme égalité-liberté permet-il de mesurer les progrès authentiques, non seulement de l'équilibre comportemental de chaque personne vis-à-vis d'autrui, mais

encore de chaque entité sociétale, communauté ou pays, quel que soit par ailleurs le contenu historique et géographique local des éléments observés, et ce, du seul point de vue qualitatif et humain du *mode de vie* sociétal, donc sans rapport absolu avec la folle quête d'un niveau de vie sans limite, sitôt dépassé le seuil d'une confortable survie biologique.

8 - Autonomie, Pouvoir, Souveraineté et Localisme.

La liberté individuelle authentique ne s'acquiert qu'au travers de sa jumelle collective via l'égalité minimale et quadrifaciale déjà définie, pour assurer dès lors simultanément l'autonomie de chaque adulte et la souveraineté sociétale, y compris s'agissant des multiples « étages » qui s'étalonnent entre l'individu et la nation en tant que République. Ainsi l'autonomie et la souveraineté définissent le *pouvoir* d'agir, de mener sa vie de façon aussi libre et indépendante que possible, en même temps que la responsabilité que suppose le fait d'assumer chaque choix et sa ou ses conséquences, tant collectivement qu'individuellement. Il va de soi, à l'approche du terme de ce tome III des *Tempérants*, que seule la double existence garantie par le délodisme biéconomique peut offrir les conditions *systémiques* de l'équilibre parfait entre l'autonomie -et donc l'émancipation- de chaque personne, et la souveraineté égalitairement partagée du groupe, qu'il s'agisse du quartier-village, de la Commune, du Département ou de l'État. Sans pour autant imaginer la perfection d'un monde de *Bisounours*, il est évident que l'évolution proposée dans ces *Réflexions* ira non seulement dans le meilleur sens possible, mais révolutionnera l'Histoire de l'Humanité en créant et en consolidant sans cesse les conditions de la justice et de la paix, puisque le pouvoir se fera plus que jamais double et entier via la responsabilité individuelle privée et la souveraineté collective publique, sous la forme la plus inclusive de l'universalité citoyenne. La nature de tout pouvoir en sera assainie, tout comme sa portée variable s'en trouvera objectivement et équitablement limitée, uniquement en termes de *proportion*, par la partition-répartition biéconomique et minimoptimaximale, et par tous les effets stabilisants de cet équilibre évolutif et permanent sur les quatre faces de la pyramide

sociétale. Á l'instar d'un pouvoir politique qui sera ainsi laïcisé pour de bon au sens exhaustif du terme, les conditions matérielles et culturelles des citoyens et de leurs poupées russes de pyramides locales, régionales ou nationales, se trouveront constamment optimisées en fonction directe des choix majoritaires, et sur la base d'une créativité locale individuelle, associée ou collective, dont les innombrables potentialités sont encore insoupçonnables dans le brouillard de l'hiver prétempérant.

Le pouvoir se définissant aussi comme l'autorité sur soi-même ou sur autrui, il faut s'attendre à ce que la force de *contrainte* privée ou publique qui le caractérise en contexte mono-systémique dictatorial ou pseudo-démocratique, via des abus spontanés égoïstement minoritaires, se mue en force d'*entraînement*, d'aspiration positivement inspirée, tant s'agissant des futurs leaderships de nature individuelle ou privée, que de l'exemplarité assurée de l'État, de la police, et de la justice vis-à-vis des citoyens, lesquels ne pourront que respecter sans effort l'expression de leur propre liberté collective et majoritaire. Car dans une société enfin devenue juste et égalitaire sur le vital et le suffisant, dont la puissance régalienne sera gérée le plus localement possible, les raisons mêmes de la délinquance comme de l'irrespect auront disparu des paysages ruraux et urbains, réduisant d'autant les besoins palliatifs, dissuasifs et autres instruments répressifs aux effets aussi vains qu'aggravants.

Le pouvoir d'entraînement *positif*, d'exemplarité attirante, apte à faire progresser ses suiveurs en concordance avec le bon sens commun de la Spiritualité temporalisée et au bénéfice qualitatif de l'humanité, de par sa nature devenue inspirante, ascendante et émancipatrice, se verra enfin *systémiquement* encouragé, puisque nourri par le terreau équilibré du délodisme biéconomique sur les quatre dimensions sociétales, en lieu et place de tout pouvoir hiérarchique descendant et mal acquis via une forme ou une autre de violence, dont les risques inhérents de corruption et d'abus croissants déséquilibrent le corps social jusqu'à la rupture, par la surexploitation ou l'exclusion. En quelque sorte, le contexte prochain de la société *tempérante* offrira la garantie d'inverser la loi qui veut que « la mauvaise monnaie chasse la bonne », ainsi que la règle du dumping

social et de la concurrence toujours plus déloyale, et ce, quelle que soit la face pyramidale concernée.

Le pouvoir en tant que surpuissance opprimante, la force en tant que gloire et renom construits de travers sur la misère et l'injustice, laisseront enfin leur place à la cohésion de citoyens autogérés dont la fierté exemplaire fera la force de par une solidité à toute épreuve, sans aucun besoin d'expansionnisme invasif voilé de faux prétextes, et cela d'autant plus facilement que le localisme quadridimensionnel assurera le maximum d'autonomie et de responsabilités directes possible, ce qui sera propre à favoriser la redécouverte de l'environnement immédiat et la priorisation de sa protection, pour le bien d'une biodiversité peu à peu *planétairement* rééquilibrée. Il n'est aucun « récit national » plus positif qu'une égale citoyenneté vitale sur les quatre dimensions temporelles sociétales, tant il est vrai que la grandeur et l'exemplarité d'une nation digne de ce nom ne se mesurent qu'en termes de bien-être collectif, de bonheur partagé le plus pacifiquement qu'il se peut, ce que seul atteste précisément le degré de *civisme* atteint par telle ou telle civilisation. Les belles promesses technologiques d'exploration de l'espace, via une folle et ruineuse compétition pour être les tout premiers et planter un drapeau ridiculement sectaire sur une lointaine planète, ne sont que les Versailles et autres Chambord des perspectives prétempérantes, d'une choquante et inefficiente incongruité face à la misère mondialisée et aux injustices croissantes des inégalités systémiques, une offre de « rêve » à peine plus décente que les habituels enrichissements conquérants de toute forme de colonialisme ou de guerre, économique ou non, inévitablement fondée sur la surexploitation et/ou la détestation. Car le point commun de ces visions minoritaires se réduit à l'inversion des priorités de bon sens, via la surconcentration illégitime de pouvoirs et de moyens dont le point de départ unique dérive directement de l'absence d'équité démocratique et d'équilibre minimoptimaximal. Ainsi peut-on voir que la *force* véritable n'est jamais violence, mais tout au contraire contagion bénéfique, car dès lors librement imitée, d'un équilibre apaisé, d'une assurance sereine démontrée par un *mode* de vie en réalité indépendant du niveau de vie au-delà de la simple survie, et donc accessible à toute société ajustée à

ses ressources du moment. Seul un lien social ainsi *positivé* procure la vraie force du nombre par la cohésion volontaire d'une libre adhésion, tout comme le courage d'exiger et de protéger ce précieux bien commun en toute circonstance.

L'ajustement optimal de chaque société à sa surface territoriale concrétise le concept de liberté collective ou *souveraineté*, familiale ou clanique en situation d'autarcie locale absolue (et dès lors limitée), mais surtout aussi *localiste* que possible s'agissant des autres cas, dans le but de pouvoir bénéficier des avantages d'une mutualisation élargie sans autre limite de proportionnalité choisie que la cohérence quadrifaciale *et* écologique la plus juste possible, s'agissant ici du socle terrestre, de la cinquième face, carrée en l'occurrence, sur laquelle se bâtit la pyramide sociétale étudiée dans ces *Réflexions*. Le *localisme* permet de maintenir « au plus près de chaque citoyen » tous les éléments constitutifs de la souveraineté, c'est-à-dire de l'indépendance multidimensionnelle, ainsi que de la créativité ou liberté d'action et d'innovation, ce qui en fait une valeur universelle dérivée de la liberté et de l'égalité, via leur traduction directe sur le plan territorial, à l'échelle humaine la plus immédiatement visible ou palpable de la vie quotidienne. S'il est vrai que l'urbanisation et son phénomène de concentration géo-démographique sont en partie inévitables car corrélés à la moindre civilisation d'envergure importante, le raisonnement doit tenir le plus grand compte des notions de degré, de proportion ou de dimension en matière d'espace, car l'aménagement du territoire de chaque entité sociétale reflète la logique, l'équilibre ou les déséquilibres de cette dernière tout aussi fidèlement qu'un miroir.

De ce point de vue concret, le moins que l'on puisse dire est que la logique ultralibérale et mondialiste a exacerbé au plus haut point les déséquilibres territoriaux en vidant les provinces rurales, leurs villages et autres petites villes de leur substance sociétalement vitale par le biais de la loi du marché et de la surconcentration des emplois, des pouvoirs et des infrastructures au sein d'immenses métropoles directement reliées entre elles par un réseau privilégié de communications et de transports, ce qui n'a pu se faire -à ce point et de cette manière- qu'en aggravant les

inégalités et les exclusions et en privatisant peu ou prou la gestion ou le mode de gestion des services publics, autorisant ces derniers à déserter les périphéries au profit des capitales régionales ou nationales. Comme déjà amplement précisé depuis le début de cette recherche, et démontré par la soudaine mise à nu de la logique mondialiste grâce à un simple virus, les chaînes de valeurs et concentrations monopolistiques se sont révélées comme autant d'atteintes, non seulement aux équilibres vitaux de la planète, mais surtout, pour ce qui concerne ce propos, au besoin de souveraineté ou d'indépendance aussi totale que possible que définit le localisme et la « rationalité frontalière » de toute entité sociétale qui se respecte et se *fait* respecter.

Á ce stade déjà conclusif de ce troisième tome des *Tempérants*, il est donc sûr que l'équilibrage délodiste et biéconomique constituera le seul moyen de revitaliser l'ensemble des territoires indûment dominés d'aujourd'hui en procurant à leurs citoyens un vrai *choix* de vie entre les avantages et les inconvénients propres à chaque lieu d'existence, urbain ou rural, tout comme entre le relatif anonymat individualiste des villes ou la solidarité plus socialisante des villages, sachant que même dans le futur cadre citadin, l'autonomisation maximisée des quartiers-villages retissera enfin le lien social immédiat, dans sa version la plus pacifique, via un *mode* de vie rendu viable -et enviable !- par l'implication socio-économique, culturelle et politique locale de *tous* les citoyens adultes. Le localisme délodiste, en tant que concrétisation écologique et humaine du principe de souveraineté, donc de liberté collective, ne saurait dès lors se réaliser, s'équilibrer et se pérenniser que par la *tempérisation* socio-économique dérivant de la partition-répartition inter-domaniale et citoyenne.

9 - Justice, Morale Spirituelle et « Libertégalité ».

Plus une société incomplètement démocratique se délite, plus ses multiples « victimes », identifiables par regroupement, se conscientisent et se plaignent séparément les unes des autres, comme le révèlent si bien

les éclats médiatiques du wokisme parmi maintes autres évolutions de séparatisme culturel plus ou moins ressenti ou volontaire, et le résultat de cet émiettement se traduit, pour le « pays de Molière », par le besoin d'ajouter des valeurs *doléantes* à la célèbre devise républicaine, dont le troisième terme n'est pourtant déjà que la redite sentimentale des deux premiers. Comme par nécessité panique de retenir les blocs constitutifs d'une certaine pyramide, le déclin sociétal s'exprime en *déclinant* ainsi une pathétique redondance thématique dès lors associée à chaque sous-catégorie sociale identifiée, en lieu et place de l'*inclusivité* universaliste. C'est ainsi que l'on se trouve obligé, outre une laïcité qui devrait couler de source en tant que synonyme de liberté-égalité à la façon d'un lourd pléonasme, d'ajouter en particulier le féminisme et l'antiracisme, ou le respect de telle ou telle différence minoritaire via une reconnaissance législative officielle, entre autres besoins culturels hélas aussi justifiés que parcellaires, avec les risques pendulaires symétriques des excès déjà répertoriés en première section de ce chapitre.

Or ces multiples quêtes sub-sociétales, historiquement ressenties et légitimes en stricte proportion des rééquilibrages qu'elles réclament, sont avant tout l'affirmation incantatoire d'un besoin vital de *Justice*, démontrant à quel point cette valeur est essentielle à la paix civile que suppose tout corps social cohérent, ce qu'exprime la mode lexicale du « vivre ensemble », expression née de la disparition progressive de sa trop relative réalité, au point d'être une redondance supplémentaire du couple liberté-égalité. La justice *sociétalement* authentique, équilibrée et durable, ne peut que dériver du respect minimoptimaximal du couple conceptuel en question, lequel peut dès lors apparaître -et surtout être enfin *compris*- comme un seul et unique mot grâce au trait d'union qu'il impose, suite à toutes les observations tempérantes déjà formulées. On serait même tenté, à l'instar des remarques du premier tome, d'inverser l'ordre de lecture en prônant avant tout l'égalité comme base objective *pré-historique* la plus universelle, car toutes les différences (y compris celles dérivant de la génétique ou de l'hérédité) ne sont qu'historiques, via les aléas d'une existence en constant mouvement évolutif, progressif ou régressif. Mais le propre de l'humain n'est-il pas d'être avant tout

« libre », dans le sens de capable d'innover, d'inventer, de créer ou de poursuivre la Création, en dominant relativement la Nature et sa propre humanité par la science et la conscience, malgré les conditionnements historico-culturels et tous les risques d'égarement que l'on sait sur le chemin d'un « idéal spirituel universalisé » devenu aussi obsessionnel qu'inaccessible, à la façon d'un horizon de promesses fuyant devant soi, voire d'un Paradis terrestre que l'on ne croit derrière soi qu'en raison de la rotondité planétaire ?

La liberté a donc de bonnes raison d'être le premier terme de la fameuse équation sociétale, à ceci près qu'elle n'existe pas dans le sens *positif*, tant historique que spirituel du terme, si elle n'inclut pas et ne respecte pas sa nature concomitante d'égalité, dans la seule proportion universellement équilibrée des 50% brut, définissant ainsi l'équilibre bi-domanial ou *bisphérique* développé dans les Livres I et II, et ce, quelles que soient les formes et solutions historiques concrétisant ou actualisant ladite proportion. Ainsi, s'agissant-là de l'embryon sociétal qu'induit la coexistence de deux êtres humains, (voire, pourquoi pas, de deux entités animales, végétales ou minérales), la seule source *historique* de toute justice existentielle ou équilibre effectif réside dans l'égalité objective s'appliquant d'*abord* au couple « liberté-égalité » lui-même, en tant que toute première répartition optimale et simultanée, et seule clé pour rester en phase temporelle avec la trajectoire pré-historique et post-historique de la Spiritualité dans sa dynamique vitale et constructive, forgeant ainsi la *paix* en tant qu'*équilibre relationnel*, autant que la justesse en tant que profitable maximisation d'un progrès en ligne droite, afin d' économiser les énergies et les ressources par l'évitement « systémique » des erreurs, « fautes » et autres gaspillages ralentisseurs ou régressifs qui plombent encore les sociétés prétempérantes, et expliquent sans doute par ailleurs les aléas évolutifs du Vivant ou de l'Existant, y compris la logique des équilibres et mouvements interplanétaires ou intergalactiques, au travers du *partage* dynamique intrinsèquement binaire des forces en jeu, et dont l'Univers n'est que la complexification sans limite.

Il serait donc encore plus exact de parler de « *Libertégalité* » en faisant fusionner cette double identité, cette double nature existentielle en un seul mot, puisque la justice ou l'équité se caractérise finalement par l'égalité dans la différence, à l'instar des deux concepts ainsi unifiés à proportion *égale*, et donc par l'équi-répartition objectivement fondée des droits et devoirs de chacun. Le moindre non-respect de cet équilibre en termes de *proportion identique* induit l'injustice par le jeu simultané d'un abus de liberté et de son corollaire d'inégalité vitale, séparant des humains foncièrement égaux en valeur de vie comme en potentialités, et tout l'intérêt du délodisme biéconomique est de rendre techniquement compatibles et complémentaires les deux éléments de cette *bi-nature* en tout point incontournable. La notion de *proportion* est ici essentielle, car elle permet à toutes les configurations historiques *légitimes* et positives possibles, (c'est-à-dire celles qui restent sur le fameux axe de l'équilibre temporel *et* spirituel), de respecter les valeurs du bien, du beau, du bon, du juste, de l'exact ou de la vérité, seule façon de permettre à l'individu d'assumer sa liberté en respectant la société dont il fait partie, et surtout de s'enrichir de sa propre expérience *avec* les autres et non plus *contre*, dans tous les sens de ce verbe, sans risquer de nuire à quiconque et d'y perdre sa propre humanité, sa propre estime. Via le jeu de la proportion minimoptimaximale invariable de 50/50, l'authentique liberté de chaque citoyen, par sa créativité et sa récompense d'enrichissement matériel, culturel ou spirituel, permettra aux différences enfin méritées de résultat et de statut, de respecter « l'équité vitale », autrement dit la justice de l'égalité minimale propre à établir et perpétuer la Paix entre *tous* les membres d'une même société, sans véritable limite de taille autre que la planète et l'Humanité. La justice, en tant que principe applicable à toute relation impliquant de deux jusqu'à une infinité d'individus ou d'entités, définit l'équilibre de l'égalité minimale et son équité objective, non pas comme un égalitarisme « clonique » effaçant les spécificités uniques de substance et de nature propres à chaque individu, mais bien comme une stricte *égalité de proportion*, laquelle n'empêche en aucune façon la moindre dynamique évolutive en maintenant ledit équilibre relationnel, à l'instar des jeux d'attraction mutuelle équilibrant des planètes et des satellites on ne peut plus différents au cœur d'un Univers en expansion

exponentielle. C'est ainsi que la justice pure et enfin doublement définie de la *libertégalité* à 50% brut, autrement dit de l'égalité semi-partagée, sera intégralement respectée, via le calcul minutarisé, grâce à la solution incontournable de la partition-répartition biéconomique.

La *parité libertégalitaire* fonde exhaustivement la double nature humaine, animale, végétale, (sinon même minérale) de l'Existant, à tel point que toute individualité, même supposément écartée de la moindre société, en expérimente les tenants et aboutissants tout au long de sa vie, à l'instar de chaque espèce au fil de son évolution, bien qu'ici encore, le plus haut degré historique d'incarnation de ce *bi-concept* soit le propre du genre humain. Lorsqu'un appétit fort compréhensible donne envie de manger des cerises, et pour peu que l'on puisse se servir à profusion, la liberté nous incite à en « dévorer » autant que possible, avec le risque subséquent d'en engloutir beaucoup trop compte tenu de notre équilibre physiologique, des limites inhérentes à notre fragile balance organique, laquelle se dérègle aussitôt en douloureuse indigestion, histoire de faire comprendre le bon précepte épicurien selon lequel *la limite du plaisir est la douleur*, sans même considérer ici la culpabilité religieuse d'un péché de gourmandise ! Qu'il s'agisse donc d'alimentation, de sport ou de toute autre activité, et par rapport à l'équilibre que suppose le bien-être physico-mental exploré au chapitre 7, l'égalité, dans sa dimension paradoxalement individuelle, se définit déjà comme le respect de la juste proportion organique, physiologique et mentale, la paix de nos humeurs corporelles autant que psychologiques, que tout *excès* de liberté réduit ou peut annihiler dès le moindre dépassement d'un minimoptimaximum propre à chaque personne en termes de capacité et autre résistance, mais dont la proportion de 50/50 reste universellement valable.

D'où les notions philosophiques de sagesse, de juste mesure, de respect du corps et de l'esprit, puisque sitôt qu'un réel abus alimentaire, sportif ou autre, rompt « l'harmonie corporelle et mentale » optimale, cet écart se paie via quelque rupture d'équilibre métabolique, entorse, douleur, mal-être ou autre addiction, sachant qu'en situation de stress sociétal prétempérant et de concurrence vitale, l'accélération du temps

et sa rareté croissante ne font qu'exacerber lesdits excès. C'est pourquoi l'on gagne toujours à faire la *juste* part des choses entre l'équilibre que représente « l'égalité » fonctionnelle d'un bien-être organique, mental, spirituel et plutôt statique, et la « liberté » inspirée par des besoins, des « frustrations » et autres ambitions matérielles ou culturelles, ce à quoi correspondent au contraire l'aventure, l'inconnu et la nature dynamique d'une entreprise nouvelle. Les deux aspects en question sont *également* indispensables, dans le sens d'*égalitairement*, et il faut en déduire que l'émancipation de tout être humain suppose non seulement d'avoir droit à cette double existence tout en en assumant les devoirs correspondants, mais encore d'épanouir de façon aussi symétrique que possible les deux plateaux complémentaires de son unique balance individuelle, via la *libertégalité* de l'autonomie responsable, équilibrant idéalement le corps et sa conscience. Dès lors, de même que chacun doit satisfaire à égalité aux deux exigences de sa condition temporelle afin de savourer la paix, toute société humaine doit s'ajuster sur le réglage minimoptimaximal de la partition-répartition biéconomique à la hauteur précise des 50% brut afin d'éradiquer l'inégalité vitale et ses violences. La justice n'est donc rien d'autre que le respect systémique de cette *proportion* d'équilibre universalisé, qu'il s'agisse des citoyens à titre individuel, ou des quatre faces pyramidales de leurs multiples échelons sociétaux.

La richesse commune ainsi *semi*-partagée en proportion directe des biens et services produits dans le cadre des secteurs public et privé fonde la pré-dimension socio-économique de la justice objective, sans laquelle la vie sociale n'est que violence déguisée, voire illusion de société et fausse démocratie mono-faciale. D'où les ressentiments et les légitimes exigences des surexploités et des exclus, et l'extrême fragilité congénitale des sociétés prétempérantes. D'où l'illégitimité objective et la violence systémique des *privilèges* que définit tout dépassement de l'équilibre sociétal en question. D'où l'irrespect majoritaire face à toute autorité rendue injuste par le non-respect des proportions optimales de la *libertégalité* individuelle et collective, et surtout de sa juste répartition universelle en termes de chances *vitales* égales et de double existence. D'où l'aliénation généralisée d'un surdéveloppement mortifère pour la

planète et la confusion socio-économique totalitaire d'une absence de temps déshumanisante via le vain sacrifice du mode de vie sur l'autel du niveau de vie et de son Veau d'Or d'accumulation, tant financière que matérielle. Le concept de *libertégalité* résout enfin la subdivision de la double nature humaine entre individu et société, en éclairant au passage le débat philosophique correspondant, puisque la dualité contradictoire ressentie entre ces deux composantes d'un seul et même besoin, d'une seule et même réalité, avec toutes ses conséquences négatives en termes de violence et d'injustice, résulte du défaut d'équilibrage, ou du manque de proportionnalité strictement égalitaire, en tout point indispensable à ce couple universel.

La Tempérance est donc affaire de proportion et d'équilibre, tant s'agissant de relations historiques que de moralité ou de Spiritualité. Le ressenti de justice ou d'injustice est bel et bien universellement fondé sur une morale humaine commune aux seuls aspects et comportements objectivement positifs, aux seules finalités *pacifiques* de toute religion, philosophie ou autre quête humaniste, c'est-à-dire en concordance avec l'axe spirituel du beau, du bon, du bien, du vrai et précisément du *juste*, quels que soient la culture, l'époque et le lieu considérés, tandis que tout ce qui sépare les humains se résume à la pesanteur historique que l'on sait, enfin devenue définitivement surmontable par l'observation et le raisonnement universalistes de ces laborieuses *Réflexions*. Á l'échelon individuel, une « belle et bonne vie qui fait du bien » ne saurait donc se concevoir qu'en interaction avec les autres, à condition que la règle du jeu spontanée de la loi du plus fort et de ses illégitimes violences vitales soit réellement *humanisée* par l'avènement du délodisme biéconomique, pour que chacun vive en pleine conscience sa double nature de membre sociétal et d'individu irremplaçable, tout en transcendant définitivement sa propre pesanteur existentielle. Ce qui est *juste*, dans tous les sens de ce terme, s'avère ainsi non seulement universellement moral, car propre à nous faire progresser vers la Spiritualité d'une conscience supérieure, mais également *vrai*, et donc scientifiquement aussi *exact* que possible, c'est-à-dire respectant la justesse historique expérimentale, s'agissant de la science ou de la connaissance du réel qui nous entoure, et ce, en dépit

de tout ce qui nous « échappe » encore du *comment*, ou nous échappera toujours du *pourquoi*.

Au final, tout découle du respect déterminant de la *libertégalité* fondamentale propre à notre double nature d'être social, dont la fatale incompréhension ou ignorance nous éloigne au lieu de nous rapprocher, nous divise au lieu de nous unir, via les injustices, tant individuelles que systémiques, qui ont jusqu'à présent piloté nos consciences incomplètes et retardé d'autant l'avènement de la Paix, en proportion aggravante de la taille toujours croissante de sociétés humaines désormais en contact planétaire. Or la médaille de la Paix, aussi dure qu'un diamant à se faire mériter, se confond avec son verso de Justice et s'agrafe sur le cœur, en tant que symbole universel de l'Amour et de l'Amitié, valeurs suprêmes pressenties depuis toujours par l'intuition humaine comme définissant le Mystère de l'Existence autant que le bonheur humain le plus accompli, et s'intégrant ainsi logiquement aux concepts républicains du délodisme biéconomique et tempérant, ne serait-ce-là que sous la forme renouvelée de la Fraternité républicaine, telle que décrite plus haut. Car, à la façon d'atomes s'attirant pour se compléter en suivant le sens constructif de la Vie, les humains et leurs individualités limitées ne se grandissent qu'au travers de leur grégarité.

Atterrissage

Au fil des douze chapitres de ce Livre III traitant des dimensions culturelles d'un seul et même enjeu sociétal et pacifique, il apparaît sans conteste que la future démocratisation délodiste, jointe au respect absolu de la proportionnalité minimoptimaximale et minutarisée de 50/50, aura pour effet d'*équilibrer* tous les paramètres concernés, qu'il s'agisse de l'éducation familiale, commune ou diversifiée, des langages, des us et

coutumes et de la conscientisation historique, des arts et du patrimoine, du bien-être à la fois physique et psychique, des médias et de la liberté d'expression, des idéologies politiques et du débat citoyen, de la foi, des religions ou de la philosophie, en filtrant toutes les valeurs conflictuelles relatives pour en éradiquer les violences potentielles ou effectives. En raison de l'équité enfin *quadrifaciale* offerte par la tempérance délodiste et biéconomique, l'apaisement généralisé des sociétés humaines libèrera les énergies pour ne retenir et n'encourager que celles qui s'avèrent les plus utiles au progrès et au bonheur de l'Humanité, en prise directe avec le cheminement positif définissant l'humanisation, inaugurant une ère historique radicalement nouvelle, dans le respect simultané des limites tant physico-matérielles que psycho-spirituelles imposées par le Mystère Suprême ou Divin de la Vie, ainsi que des précieuses richesses et autres contraintes vitales de l'environnement planétaire qui nous englobe.

De même que la face pyramidale culturelle de chaque société humaine se trouvera dûment apaisée, équilibrée et lissée, mais aussi et surtout stimulée en devenant plus brillante et créative que jamais grâce aux vertus spirituelles objectives, universelles et scientifiquement plus pertinentes et vérifiables du délodisme biéconomique, les interférences culturelles internationales et planétaires pourront enfin se pacifier au fil de la *tempérisation* des cultures et des communautés humaines, puisque le filtrage des scories prétempérantes ne laissera persister et s'épanouir que les aspects neutres ou positifs de chaque « tradition », en particulier s'agissant des domaines artistiques, littéraires, musicaux, culinaires ou folkloriques, justifiés par toutes les différenciations issues de la variété géographique, climatique, et biologique du globe. Les progrès à venir de l'exploration et de la connaissance respecteront dès lors le « *bon sens commun* » de techniques *humanisées* et d'énergies sociétales aux effets synergiques sans commune mesure avec les gaspillages actuels, par la suppression de la violence qui suscite ces derniers en les faisant empirer dans un gouffre sans fond d'impossibles rattrapages ou « anti-besoins » palliatifs, et toutes les disciplines s'en trouveront positivées dans leur nature, leur finalité et leur dotation d'énergie, tandis que l'objectivation

progressive des sciences humaines deviendra possible via la biéconomie minutarisée et ses futurs outils d'analyse universelle.

Le chemin déjà conceptuellement accompli depuis l'appareillage de ces *Réflexions* sur la côte bretonne, en réponse au signal tumultueux de la révolte des Gilets Jaunes et de sa violente répression, a donné lieu à une longue croisière exploratrice sur le vaisseau d'une observation et d'un raisonnement qui se sont voulus aussi neutres et universalistes que possible, dans le seul et noble but d'élucider les origines de la violence et de déterminer par là-même les conditions sociétales de la Justice et de la Paix civiles, pour enfin établir définitivement (et non plus *re*trouver faussement, partiellement et temporairement), le *bon sens commun* qui définira une Humanité supérieurement apaisée et civilisée en satisfaisant aux légitimes attentes du Tempérant meurtri de violence que représente la conscience en devenir de chacun d'entre nous.

En acceptant la distanciation indispensable de cette traversée au long cours, via l'océan Atlantique des *Réflexions Citoyennes*, sur fond de mythique civilisation engloutie, puis un Pacifique aussi trompeur que les abus et autres injustices systémiques qui laissent dériver les fausses paix pseudo-civilisées en ultra-violences intra ou inter-frontalières, pour voguer enfin au large des plus anciennes cultures asiatiques, africaines et méditerranéennes, la présente recherche s'en retourne à domicile en accostant au sud-est de l'Hexagone, au pays de Georges Brassens et de Marcel Pagnol, l'un poète-musicien et l'autre romancier-cinéaste, dont l'humanisme hyper-sensible commun a inspiré d'inoubliables créations. Autant dire que l'essentiel du butinage réflexif est désormais accumulé dans la ruche organisée d'une certaine logique, et qu'il est grand temps de convertir le pollen en miel, d'en extraire les conséquences historiques apaisantes et sucrées afin de recouvrir les plaies acides laissées béantes par l'incompréhension de notre double nature. Le faisceau du phare vital est enfin retrouvé (voire trouvé pour la toute première fois en repérant le *bon* port), indiquant désormais une direction digne d'être suivie par tous les humains de bonne volonté, tandis que les principes encore intuitifs proposés jusqu'à présent jalonnent les étapes incontournables pour s'en

rapprocher, laissant place, après tant d'observations, à l'établissement de l'unique schéma explicatif et universel correspondant, ainsi qu'aux implications de cette innovation conceptuelle, puis aux propositions et autres précautions indispensables pour concrétiser *pacifiquement* les solutions tempérantes, sur la base du cas français habituel et sous toute réserve des choix à venir de ce peuple particulièrement imprégné de la rationalité et de l'humanisme hérités des Lumières, l'enjeu à suivre étant de faire comprendre à la raison ce que le cœur sait déjà.

Décembre 2021

Pour rappel, la suite de cette lecture est gratuitement téléchargeable sur le site web :

https://www.bernardgarde-lestemperants.com

tandis que commentaires et débats entre lecteurs vous attendent sur

Youtube à l'adresse : @bernardgarde-lestemperants

TABLE

Réflexions Culturelles 1
La Tempérance

Introduction. 5

1 - De la Violence à la Tempérance. 8
2 - Tempérance et Binarité-Dualité. 15
3 - La Quatrième Voie de L'Equilibre Dual. 20
4 - Tempérance et Minimalisme. 26
5 - Le Tempo de la Tempérance. 32

Réflexions Culturelles 2
Culture et Famille

Introduction. 40

1 - Éducation et Culture Familiale. 44
2 - La Famille Tempérante. 52
3 - Évolutions Culturelles Fondamentales. 55
4 - Le Premier Etage de la Responsabilisation. 58
5 - Éducation Familiale et Évolution Sociétale. 64
6 - La Tempérance Augmentée. 67

Réflexions Culturelles 3
L'Éducation Commune

1 - Un Socle Éducatif Minimal et Citoyen. 74
2 - De la Famille à l'Éducation Commune par l'Apprentissage. 79
3 - Démocratie Intra-Professionnelle en Secteur Public. 87
4 - Évaluations et Méthodes. 94
5 - Savoir-Être, Discipline et Autorité. 100
6 - Un Cadre et des Moyens. 105
7 - La Transmission de la Tempérance. 108

Réflexions Culturelles 4
L'Éducation Diversifiée

1 - De Quinze à Seize ans, ou l'Age Pivot. 110
2 - Vers une Éducation Diversifiée et Permanente. 118
3 - Un Réaménagement Indispensable. 127
4 - De la *Citoyennisation* Éducative à la Spécialisation. 133
5 - De la Spécialisation au(x) Métier(s). 137
6 - Service Public ou Marché Privé ? 140

Réflexions Culturelles 5
Langue, Histoire et Société

Introduction. 146

1 - Les Enjeux Linguistiques Sociétaux. 148
2 - Les Enjeux linguistiques Inter-Sociétaux-Intra-Frontaliers. 153
3 - Les Enjeux Linguistiques et Culturels « Intra-Sociétaux ». 157
4 - Culture Historique et Société. 162
5 - Les Enjeux Culturels Historiques Internationaux. 173
6 - Les Enjeux Culturels Historiques Intra-Sociétaux. 175
7 - Les Enjeux Inter-Sociétaux-Intra-Frontaliers. 177

Réflexions Culturelles 6
Arts et Patrimoine Esthétique

1 - L'Indispensable « Futilité ». 182
2 - Création Artistique et Sociétés Prétempérantes. 187
3 - Le Besoin Universel de Créativité. 196
4 - La Création Artistique en Contexte Tempérant. 199
5 - Art et Partition Inter-Domaniale. 205
6 - Arts littéraires, Cinématographiques et Télévisuels. 210
7 - La Démocratisation de la Création Artistique. 216

Réflexions Culturelles 7
Culture et Bien-Être Physico-Mental

1 - La Procrastination Historique Prétempérante. 218
2 - Corps Individuels et Bien-Être Physique. 224

3 - De la Récupération au Développement Physico-Mental. 229
4 - Les Consciences Sexuelles Individuelles et Collectives. 233
5 - Critères de Légitimité des Pratiques Sexuelles. 237
6 - Sexe, Morale Collective et Légitimité Universelle. 240
7 - Vers une Morale Corporelle et des Pratiques plus Equilibrées. 247

Réflexions Culturelles 8
Médias et Liberté d'Expression

1 - La Communication Collective. 254
2 - Parole Publique et Conscience Médiatique Collective. 257
3 - Médias Privés et Journalisme Professionnel. 265
4 - Les Médias Individuels. 273
5 - Tempérance et Liberté d'Expression. 280

Réflexions Culturelles 9
Idéologies, Politique et Débat Citoyen

1 - Culture et Idéologies. 292
2 - Les Principales Idéologies Politiques Systémiques. 298
3 - Libéralisme et Capitalisme versus Socialisme et Communisme. 310
4 - Idéologies Intra-Sociétales et Débat Citoyen. 315
5 - Idéologies et Violence Systémique. 321
6 - Pouvoir, Autorité et Délodisme Tempérant. 325

Réflexions Culturelles 10
Foi, Religion et Philosophie

1 - Arrêt sur Image. 328
2 - La Foi Temporelle de l'Existant. 332
3 - Foi Spirituelle et Mystère Suprême. 337
4 - Religion et Foi Spirituo-Religieuse. 352
5 - De la Religion à la Philosophie Positive. 366

Réflexions Culturelles 11
Valeurs relatives et Conflits Culturels

Introduction. 376

1 - Valeurs Historiques Relatives, Concurrence et Conflits. 377
2 - Conservatisme, Progressisme et Réformisme. 384
3 - Sexisme et Féminisme. 391
4 - Racisme, Colonisation et Immigration. 395
5 - Les Cohabitations Interculturelles. 408
6 - Le Cas Français de l'Immigration Africaine. 412
7 - Vers une Immigration Tempérante. 422

Réflexions Culturelles 12
Des Antivaleurs de la Violence
à la Paix Universelle

Introduction. 430

1 - Le Wokisme, ou l'Émiettement Sociétal Absolu. 431
2 - Le Terrorisme, ou la Violence Ponctuelle Absolue. 435
3 - L'Ultra-Islamisme Politique et Idéologique. 441
4 - L'Impérialisme Militaire et Guerrier. 452
5 - Mille et Une Violences, mais Une Seule Cause. 454
6 - Égalité, Liberté, Responsabilité, Fraternité. 459
7 – Laïcité, Transcendance(s), Liberté et Sectarismes. 464
8 - Autonomie, Pouvoir, Souveraineté et Localisme. 487
9 - Justice, Morale Spirituelle et « Libertégalité ». 491

Atterrissage 498

BIBLIOGRAPHIE

Pour les raisons mentionnées dès l'introduction du premier livre, la bibliographie des *Tempérants* se résume aux six ouvrages suivants, classés par année de parution :

Les Carnets de Léonard de Vinci (Tome 1)
Classement et notes d'Edward Maccurdy - Collection Tel - Éditions Gallimard (1942).

J'ai vécu quinze milliards d'années
Jean E. Charon - Albin Michel (1983).

Napoléon Bonaparte - Collection Géants
Citations choisies par A. Folch. - Les Éditions du Huitième Jour (2005).

Constitution française du 4 octobre 1958
La Documentation française - (2016).

La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (deuxième édition)
Stéphanie Hennette-Vauchez - Éditions Dalloz (2018).

La Physique Quantique en cinq minutes par jour
Blandine Pluchet - First Éditions (2019).